UNIVERSITÉ DE NANTES

UFR HISTOIRE, HISTOIRE DE L'ART ET ARCHÉOLOGIE

ÉCOLE DOCTORALE SOCIÉTÉS, CULTURES, ÉCHANGES

Année 2010

N° attribué par la bibliothèque

Les relations sino-indiennes de 1972 à 1988

Tome 1

THÈSE DE DOCTORAT
Discipline: histoire contemporaine
Spécialité: histoire des relations internationales

Présentée
et soutenue publiquement par

Sébastien BOSSARD

Le 21 octobre 2010, devant le jury ci-dessous

Rapporteurs:
- Mme Marianne BASTID-BRUGUIÈRE, membre de l'Institut, directeur de recherche émérite au C.N.R.S.
- M. Balveer ARORA, professeur de science politique à l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi.

Examinateurs:
-M. Laurent JALABERT, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Pau
-M. Bernard SALVAING, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nantes

Directeur de thèse
M. Jacques Weber
Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nantes

L’université n’entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans la présente thèse : ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Cette thèse n'aurait pas pu voir le jour sans l'aide de plusieurs personnes. La personne que je tiens à remercier le plus est mon directeur de thèse, M. Jacques Weber qui a su me guider et m'a permis d'éviter bien des écueils et bien des erreurs. Ce travail lui doit beaucoup. Je tiens à remercier le personnel du C.S.H. de New Delhi qui m'a accueilli avec beaucoup de gentillesse et aidé durant mon court séjour. Je tiens à remercier le personnel de la bibliothèque de *Teen Murti* de New Delhi, dans laquelle j'ai trouvé l'essentiel de ma documentation. Je remercie également les étudiants de l'Institut des langues étrangères de *Jilin Hua Qiao* dans lequel je travaille qui ont traduit en anglais près de 540 articles du *Renmin Ribao* et surtout le coordinateur de ce travail, Cuilei. Je remercie mes étudiants et collègues chinois qui m'ont permis de mieux comprendre la Chine. Merci enfin à ma femme Irina et à mes parents qui m'ont apporté leur soutien moral.

Résumé

En 1971, avec la guerre indo-pakistanaise et les rapprochements sino-américain et indo-soviétique, tout oppose l'Inde et la Chine. Les deux pays s'affrontent donc en Asie du Sud. Avec les profonds bouleversements intérieurs que connaissent les deux pays et l'équilibre des forces retrouvé en Asie du Sud, les relations s'améliorent à partir de 1976. En 1979, suite à la visite de Vajpayee à Beijing, et le début des problèmes afghan et cambodgien, l'Inde est confrontée à un dilemme qui consiste à choisir entre conserver son amitié avec l'URSS ou se rapprocher de la Chine. Ne voulant pas faire ce choix, elle mène une politique ambiguë. Tout en conservant des relations d'amitié avec Moscou, l'Inde décide de poursuivre une véritable politique non-alignée, et, en 1981, elle entame des négociations avec la Chine pour régler le problème frontalier. Ces négociations échouent et mènent à la crise de la vallée de Sumdorong Chu. Après la fin de la crise, Rajiv Gandhi se décide à effectuer une visite à Beijing. C'est la première visite d'un Premier ministre indien depuis Nehru. Cette visite marque une nouvelle phase dans les relations entre les deux pays.

Mots-clés: Chine, Inde, relations sino-indiennes, problème frontalier, Guerre froide, Pakistan, Sumdorong Chu.

Summary

The Sino-Indian relations from 1972 to 1988

Following the Indo-Pakistani war in 1971, India and China are enemies, India being backed by Soviet Union and China being backed by the U.S.A. The two countries are fighting for influence in South Asia. With the profound changes occurring in both countries and a certain equilibrium in South Asia, the relations between the two countries improve gradually. In 1979, after Vajpayee's visit to Beijing, India is confronted to a dilemma: to choose between keeping the Soviet ally or to normalize its relations with China. India refuses to make that choice. In 1981, India decides to keep its friendship with the Soviet Union and to pursue a genuine non-aligned policy. The two countries begin the same year discussions to settle the border dispute. This is not a success and it leads to the Sumdorong Chu Valley crisis. After the crisis, Rajeev Gandhi decides to visit China. This is the first visit of an Indian Prime Minister in China since Nehru. This visit is a new step in the relationships between the two countries.

Keywords: China, India, sino-indian relations, border problem, Cold War, Pakistan, Sumdorong Chu valley.

Table des sigles

AICCCR: All India Coordination Committee of Communist Revolutionaries

AIEA: Agence internationale pour l'énergie atomique

AIEI: Association of Indian Engineering Industry

ANZUS: Australia, New Zealand, United States.

APCAPE: Association populaire de Chine pour l'amitié avec les pays étrangers

APL: Armée populaire de libération

APN: Assemblée populaire nationale

ARPT: Armée de résistance du peuple tibétain

ASEAN: Association of South East Asian Nations

ASSOCHAM: The Associated Chambers of Commerce and Industry of India

BITS: Birla Institute of Technology and Science

BJP: Bharatiya Janata Party

CAAC: Civil Aviation Authority of China

CAS: China Association for Standardization

CCC: Commission centrale des conseillers

CCD: Commission centrale de contrôle des disciplines

CCPCC: Comité central du parti communiste chinois

CCPCI: Comité chinois pour la promotion du commerce international

CDAG: Commission sur la décolonisation de l'Assemblée générale

CLI: Communist League of India

CNMMIEC: China National Metals and Minerals Import and Export Corporation

CNP: Congrès national populaire

COC: Central Organizing Committee

CSNU: Conseil de sécurité des Nations unies

DMK: Dravida Munnetra Kazhagam

ECAFE: Economic Commission of Asia and the Far East

FAO: Food and Agriculture Organization

FFSI: Federation of Film Societies of India

FICCI: Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry

FIEO: Federation of Indian Export Organizations

ICFA: India China Friendship Association

ICRISAT: International Crop Research Institute for Semi-arid Tropics

ICS: India-China Society

ICSSR: Indian Council of Social Science Research

IDSA: Institute for Defense Studies and Analyses

IIC: Indian Investment Centre

INSA: Indian National Science Academy

IRBM: Intermediate range ballistic missile

ISI: inter-services intelligence

KIA: Kachin Independent Army

MCPU: Mizo Common People's Union

MMTC: Minerals and Metals trading corporation

MNA: Mouvement des non alignés

MNDT: Mouvement national démocratique du Tibet

MNF: Mizo National Front

MNFF: Mizo National Famine Front

MRBM: Medium Range Ballistic Missile

NCNA: New China News Agency

NEFA: North East Frontier Agency

NFA: Naga Federal Army

NFG: Naga Federal Government

NIAC: New India Assurance Company

NNC: Naga National Council

NSCN: Nationalist Socialist Council of Nagaland

PCC: Parti communiste chinois

PCI: Parti communiste indien

PCI (M): Parti communiste indien (marxiste)

PCB: Parti communiste birman ou Parti communiste bangladais

PCT: Parti communiste tibétain

PCV: Parti communiste vietnamien

PHDCCI: Punjab Haryana Delhi Chamber of Commerce and Industry

PICC: People's Insurance Company of China

PTI: Press Trust of India

RDF: Rapid Deployment Force

RPC: République populaire de Chine

SAARC: South Asian Association for Regional Cooperation

SALT: Strategic arms limitation talks

SDI: Strategic Defense Initiative

STC: State trading corporation

TNV: Tribal National Volunteers

TYL: Tibetan Youth League

ULFA: United Liberation Front of Assam

UMF: Union of Mizo Freedom

UNI: United News of India

UCCRI: Unity Centre of Communist Revolutionaries of India

Sommaire

Introduction

Première partie: la guerre froide sino-indienne (1972-1976)

I. Le contexte des relations sino-indiennes de 1972 à 1976
II. La confrontation sino-indienne

Deuxième partie: l'Inde face aux contradictions de sa politique extérieure (1976-1981)

I. Les changements intérieurs dans les deux pays
II. La reprise des échanges diplomatiques, économiques et culturels
III. La détente en Asie du Sud
IV. Deux nouveaux problèmes: le Vietnam et l'Afghanistan

Troisième Partie : l'impossible normalisation (1981-1988)

I. Le contexte des relations sino-indiennes (1982-1988)
II. Des efforts et quelques réalisations
III. Les relations en Asie du Sud: avancées et reculs
IV. Le problème frontalier

Conclusion générale

Introduction

La Chine et l'Inde étaient et sont toujours, de loin, les deux pays les plus peuplés du monde, et comptent réunies les deux cinquièmes de la population mondiale. Ce sont les deux pays en voie de développement les plus puissants. Elles sont également le berceau des deux plus grandes civilisations asiatiques. Ayant partagé un destin assez similaire, d'abord grandes puissances, tour à tour unifiées puis éclatées et puis 'victimes' de l'occident, elles sont au lendemain de la Seconde guerre mondiale dans une situation calamiteuse, peut-être au point le plus bas de leur longue histoire. L'Inde obtient son indépendance au prix d'une guerre civile atroce entre musulmans et hindous qui mène à la création de l'Inde et du Pakistan. La Chine, dont la dynastie Qing s'écroule en 1911, connaît elle aussi d'immenses souffrances en ce début de vingtième siècle. D'abord victime d'une guerre civile entre seigneurs de la guerre depuis la fin des Qing et pendant la période républicaine, la Chine subit ensuite les horreurs de l'occupation japonaise et de la guerre civile entre communistes et nationalistes.

En 1947, l'Inde devient indépendante et sous l'autorité de Nehru commence à définir sa politique extérieure indépendante, fondée sur le non-alignement**.** La Chine doit attendre deux années supplémentaires pour que les communistes s'imposent et ramènent enfin le calme et la stabilité tant attendues. Les deux pays ont donné au XX^{e} siècle quelques-unes de ses plus fortes personnalités : le Mahatma Gandhi, le Pandit Nehru, Mao Zedong et Zhou Enlai. Difficile cependant de trouver des personnalités plus éloignées l'une de l'autre que Nehru et Mao. Difficile également de trouver deux pays aussi différents l'un de l'autre. L'Inde d'un côté, société extrêmement morcelée, mosaïque de langues, de religions et de castes et pourtant démocratique. La Chine de l'autre côté, avec plus de cinquante minorités mais 92% de Han, d'une grande unité culturelle, si l'on excepte les régions autonomes du Tibet, du Xinjiang et de Mongolie intérieure.

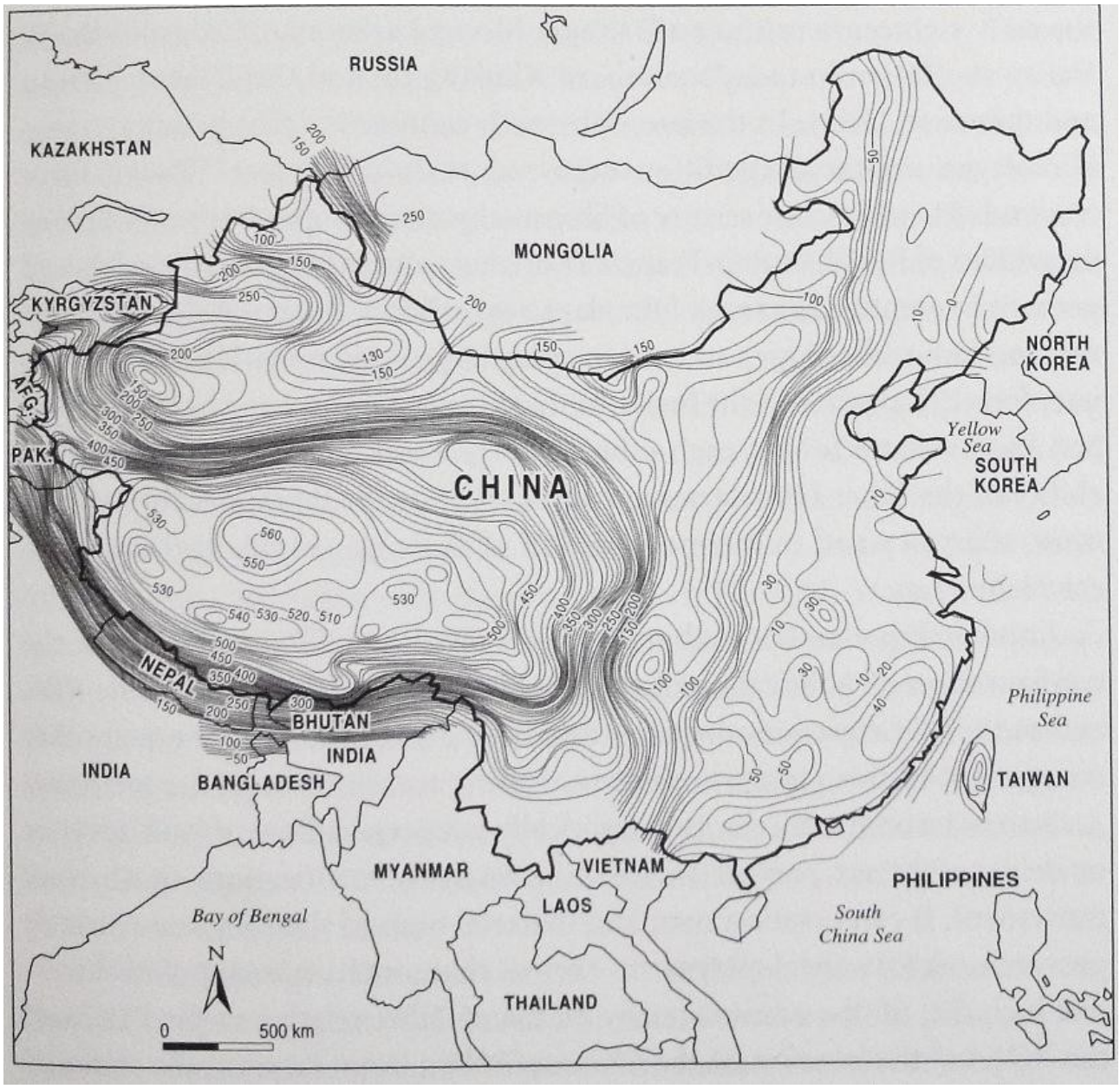
Les deux civilisations ont établi des contacts depuis très longtemps. Dans la littérature indienne ancienne, on trouve déjà des références à un peuple qui semble être les Chinois. Dans le *Mahabharata*, qui date du Ve siècle avant J-C, on trouve cette fois des références à un pays qui est probablement l'État de Qin. En 128 av. J. C. un envoyé chinois apprend qu'il existe un vaste pays, appelé 'Shentu', au sud de la barrière himalayenne. Peu après, la dynastie Han établit sa suzeraineté sur une grande partie de l'Asie centrale et avec l'ouverture de la route de la soie commencent les contacts réguliers entre Chinois et Indiens. En 65, le premier missionnaire bouddhiste indien arrive en Chine et établit le monastère du « Cheval Blanc ». En 399, des pèlerins chinois menés par le

moine Fa Xian commencent un long périple en direction de l'Inde. Ils en reviennent avec des manuscrits sanscrits qui sont traduits en chinois. La nouvelle religion a tellement de succès qu'au cinquième siècle, la plupart des Chinois sont bouddhistes. La Chine d'alors éprouve une fascination sans borne pour l'Inde, comme c'est le cas aujourd'hui vis-à-vis de l'Occident. De nombreux missionnaires et astronomes indiens se rendent en Chine tandis que des envoyés de l'empereur de Chine visitent les cours des différents souverains indiens. L'influence de l'Inde est alors grande sur l'art chinois. Au septième siècle, les bibliothèques chinoises recèlent de nombreux livres indiens d'astronomie, de mathématiques, de médecine et autres sujets. L'influence indienne concerne aussi la nourriture et la musique. L'Inde au contraire semble faire peu de cas de la Chine mais en tire tout de même quelques inventions et technologies. Les chroniques chinoises, comme c'est leur habitude, font état de la soumission des princes indiens et de l'envoi de tributs, ce qui n'est bien entendu pas vu de la même façon par ces mêmes princes.

Après la dynastie Tang, et surtout avec l'arrivée au pouvoir des Ming au XIV^{e} siècle, la Chine se replie sur elle-même et cède à la xénophobie. Le néoconfucianisme réduit l'influence indienne en Chine. L'Inde, jamais unie politiquement et soumise jusqu'en 1947, souffre de son côté des invasions turco-mongoles, persanes, afghanes, puis occidentales, mais également des luttes internes. La conquête britannique de l'Inde commence avec la victoire de Plassey sur le nabab du Bengale en 1757 et est achevée en 1818 avec la soumission des Marathes. La Chine ne sera jamais colonisée par un pays étranger mais elle entre en déliquescence politique à partir des guerres de l'Opium au milieu du XIX^{e} siècle. L'influence occidentale y progresse jusqu'à la Révolution de 1911, qui marque la fin de l'Empire des Qing et l'avènement de la République, à tel point qu'on a pu la qualifier d'hypo-colonie.

La Chine et l'Inde sont séparés par la plus formidable frontière naturelle du monde, l'Himalaya. Cette frontière de très haute montagne est extrêmement difficile et onéreuse à contrôler et les peuples qui s'y trouvent, d'origine ethnique ni chinoise ni hindoue, farouchement jaloux de leur indépendance que ce soit vis-à-vis de la Chine ou de l'Inde. Aux limites méridionales du plateau tibétain, lui-même d 'une altitude comprise entre 4 000 et 5 000 mètres, se trouve la chaine de l'Himalaya qui s'étend entre le nord de la Birmanie et la chaine du Karakoram au nord du Cachemire. Elle constitue une frontière naturelle infranchissable sauf à de rares endroits. Partout, le terrain y est très rude et désertique, ce qui rend extrêmement difficile le mouvement des hommes et du matériel civil et militaire. Le développement économique y est très lent quand il a lieu. La chaine de l'Himalaya est la plus élevée du monde et son sommet, l'Everest, à la frontière sino-népalaise,

culmine à 8848 mètres. Entre la limite ouest et est de la frontière sino-indienne, à peu près la moitié est couverte par les États himalayens, le Népal et le Bhoutan, mais aussi le Sikkim, rattaché par la suite à l'Inde comme nous le verrons. La lutte d'influence est donc intense entre les deux géants asiatiques pour occuper une place prééminente dans ces États. La Chine souhaite ainsi éloigner l'Inde du Tibet, tandis que l'Inde souhaite constituer une zone tampon entre la Chine et elle.



Carte 1: les reliefs en Asie[1]

La géographie confère à la Chine des avantages : depuis le Tibet, elle peut frapper les concentrations humaines et le potentiel industriel de l'Inde. Cette dernière ne peut en revanche atteindre la Chine dont la population vit sur les côtes du Pacifique. Du fait de sa position

1 Carte tirée de l'ouvrage de John W. GARVER, *Protracted Contest, Sino-Indian Rivalry in the Twentieth Century*, University of Washington Press, Seattle and London, 2001, p. 25.

désavantageuse, l'Inde craint la Chine. L'ambassadeur britannique à New Delhi, J.J.S. Garner dit ainsi au *Secretary of State* pour les relations avec le *Commonwealth,* le 29 août 1952 : « *L'attitude de l'Inde envers la Chine constitue la pièce la plus complexe du puzzle de la politique étrangère indienne. C'est la moins facile à comprendre* [...] *mais c'est en même temps la clé de l'ensemble. Il faut comprendre que les déclarations publiques du gouvernement indien, fondamentalement, ne correspondent pas à l'appréciation réelle qu'il fait de la position chinoise. Je soupçonne que c'est la peur qui motive à la base les Indiens* [...]. *Ils pensent qu'ils doivent éviter à tout prix de se laisser entraîner dans un quelconque conflit avec la Chine.* [...] *Ils pensent que la seule chose à faire est de cultiver et garder des relations amicales avec la Chine communiste, et ils estiment qu'y parvenir vaut à peu près n'importe quel prix* »[2].

Ces deux pays qui ont rayonné en Asie du Sud et du Sud-Est pendant des siècles, puisque les Japonais, Coréens et Vietnamiens ont appris la lecture avec les caractères chinois, que le confucianisme et le bouddhisme sont à l'Asie extrême-orientale ce que le christianisme est à l'Occident, et que les États himalayens, le Sri Lanka et le sud-est asiatique à l'exception du Vietnam se sont développés sous l'influence de la culture indienne, n'ont jamais renoncé à la grandeur et, sitôt débarrassés de la tutelle occidentale, ont repris leur marche en avant : si bien que l'histoire de leurs relations dans la seconde moitié du XX^{e} siècle n'est peut-être rien d'autre qu'une lutte pour l'hégémonie dans leur environnement immédiat.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les deux pays tirent les mêmes conclusions: il faut tourner la page du colonialisme et de l'impérialisme occidental. Leur approche est cependant différente. La Chine s'aligne sur l'URSS et fait des États-Unis et de leurs alliés les ennemis à combattre, tandis que l'Inde cherche plutôt à organiser une troisième force, le Mouvement des non-alignés, tout en étant elle aussi plus proche de l'URSS que des États-Unis. Pendant cette période et jusqu'à la fin des années 50, les deux pays connaissent leur lune de miel. Ils créent ensemble en 1953-54 des principes de bonne conduite reconnus internationalement: les Cinq principes de la coexistence pacifique ou *Panchsheel*. C'est la période ou selon la formule de Nehru les deux peuples sont frères: *hindi-chini bhai-bhai.*

Cette idylle s'interrompt assez brutalement lorsque les deux pays commencent à s'intéresser de plus près à la situation que leur a légué la colonisation britannique des Indes. Les problèmes les plus épineux qui se posent sont la définition de la frontière sino-indienne, jamais établie précisément, le statut du Tibet et des zones d'influence dans l'Himalaya. La question frontalière, qui

2 *Public Record Office,* FI. 1022/9

mène à la guerre sino-indienne de 1962 pendant laquelle la puissante armée chinoise triomphe d'une Inde qui n'était pas préparée à la guerre, est encore aujourd'hui (en 2010) pendante.

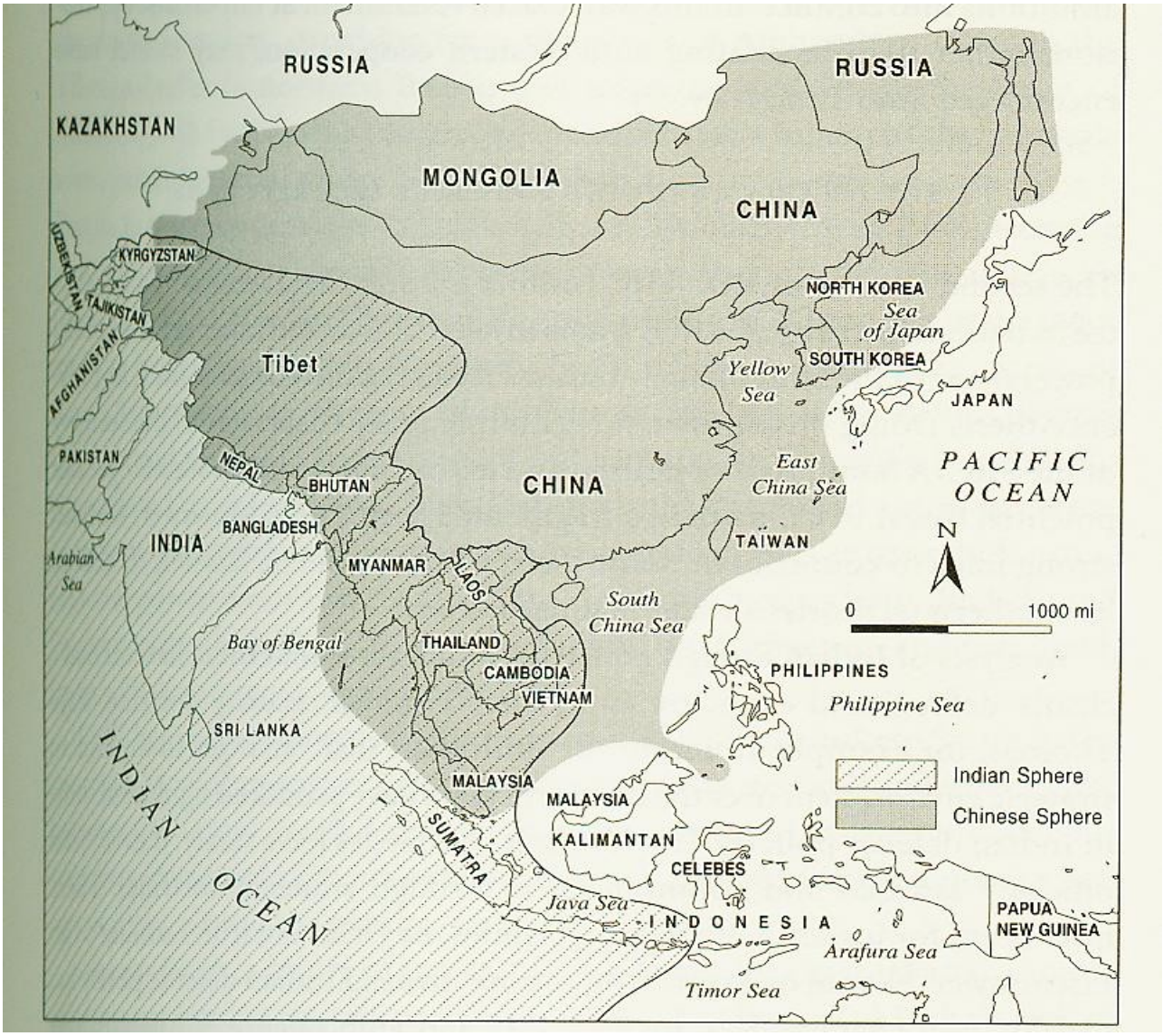
Sans rentrer dans les détails car nous y reviendrons longuement, trois endroits de la frontière posent problème. A l'ouest, la région de l'Aksaï Chin, administrée par la Chine, est revendiquée par l'Inde, tandis qu'à l'est, la région anciennement connue sous le nom de NEFA (*North East Frontier Agency*) et actuel État indien de l'Arunachal Pradesh, est revendiquée par la Chine. Il existe également un petit secteur central disputé entre les deux pays. Cette question frontalière, assez peu évoquée durant les années 70 à cause de positions irréconciliables et du manque de communication entre Chinois et Indiens, va revenir sur le devant de la scène pendant les années 80 à l'initiative de Deng Xiaoping.

Le Tibet est le deuxième problème légué par la colonisation britannique. Culturellement plus proche de l'Inde, ayant servi d'État-tampon entre les deux civilisations pendant des siècles, mais depuis longtemps vassal de l'empire chinois, le Tibet avait profité du flottement politique en Chine créé par la fin de la dynastie Qing, la guerre civile et, plus tard, l'invasion japonaise pour rompre son lien avec la Chine et reprendre son indépendance. Mais le Tibet devait revenir à la Chine pour les dirigeants chinois après la proclamation de la République populaire de Chine en 1949. Après quelques mois de flottement, la Chine met fin à l'indépendance tibétaine en 1950 et l'intègre à son territoire au terme d'une campagne militaire brutale. Beijing craint alors que, dans le contexte de son implication dans la guerre de Corée, faute de l'intégrer rapidement à son territoire, ce soit l'Inde, les États-Unis ou l'URSS qui s'impose comme le protecteur du Tibet, dont le sol est très riche en matières premières, et dont la position géostratégique est essentielle pour qui veut dominer l'Asie.

L'Inde de son côté ne partage pas ce point de vue. Si elle accepte que le Tibet fasse partie de la zone d'influence chinoise, elle souhaite qu'il garde son statut d'État-tampon et considère qu'elle a le droit elle aussi d'avoir des relations culturelles, économiques et politiques avec lui. Ces deux questions majeures vont être à l'origine de la dégradation progressive des relations entre les deux pays, qui les mènera à la guerre en 1962. La victoire écrasante de la Chine plonge l'Inde et son Premier ministre dans la stupéfaction. Particulièrement affecté, Nehru ne se remettra pas de cette défaite, qui marque la fin de son rêve d'amitié avec la Chine et l'effondrement de sa politique étrangère. En 1965, à l'occasion de la seconde guerre indo-pakistanaise, le successeur du Pandit, Lal Bahadur Shastri, lave l'honneur de son pays, en rejetant un ultimatum que la Chine, alliée du Pakistan depuis 1963, lui a adressé. Après ces épreuves, aucun dialogue n'est plus possible entre les

deux géants. Peu avant la guerre indo-pakistanaise de 1971 cependant, il semble que les deux pays aient eu l'intention de renouer le contact.

La troisième cause de tension entre Delhi et Beijing résulte du chevauchement de leur zone d'influence « naturelle » : chaque initiative de l'un dans un pays de la région, Bhoutan, Népal, Sikkim, pays du sud-est asiatique, Bangladesh, est considérée comme une menace par l'autre.



Carte 2: les zones d'influence historiques de l'Inde et de la Chine[3]

A tous ces problèmes spécifiquement sino-indiens s'ajoute un contexte de guerre froide particulièrement défavorable à tout rapprochement. La situation internationale accentue en effet les divergences sino-indiennes en les mettant quasiment dans deux camps opposés. La Chine se rapproche du camp occidental à partir des discussions sino-américaines de 1971-72. L'Inde devient

3 Carte tirée de l'ouvrage de John W. GARVER, *Protracted Contest, Sino-Indian Rivalry in the Twentieth Century*, University of Washington Press, Seattle and London, 2001, p. 15.

très proche de l'Union soviétique avec le traité d'amitié indo-soviétique de 1971. Même s'il faut relativiser, d'autant que l'Inde comme la Chine considèrent mener une politique indépendante et non-alignée, une étude des positionnements de ces pays sur la plupart des questions ne laisse aucun doute sur ce point.

La deuxième caractéristique de notre période est que celle-ci s'ouvre sur une situation géostratégique nouvelle, bien plus favorable à l'Inde, dont l'armée a écrasé celle du Pakistan en décembre 1971. Non seulement le Pakistan, réduit à sa partie occidentale, ne représente plus la même menace qu'avant 1971, mais l'ancien Pakistan oriental, devenu le Bangladesh, est désormais un ami de l'Inde, à qui il doit son indépendance.

Il convient ici de relativiser l'importance des relations sino-indiennes. D'abord, la Chine et l'Inde partagent la même priorité, le développement intérieur. Le principal défi des dirigeants de ces deux pays pauvres est de développer les infrastructures, moderniser l'économie et sortir la population de la misère. La politique étrangère ne vient qu'après. Ensuite, concernant la politique étrangère, les deux pays ne sont pas la priorité l'un de l'autre. Dans le contexte de la Guerre froide, les relations internationales sont avant tout définies par le rapport aux deux grands. La priorité de la Chine est de tenir tête à l'URSS. Viennent ensuite sa relation avec les États-Unis et sa relation spéciale avec le Pakistan. L'Inde arrive après. Cette dernière accorde davantage d'importance à la Chine car son souci premier à l'étranger est son rapport conflictuel avec le Pakistan. Et la Chine est indissociable de cette relation indo-pakistanaise.

La Chine et l'Inde sont aujourd'hui les deux pays du monde qui suscitent le plus de fascination et de crainte du fait de leur taille, de leur puissance et de leur potentiel de croissance. De nombreux experts pensent qu'à la fin de ce siècle, elles seront devenues les deux premières puissances du monde. Il est donc plus que jamais fondamental de mieux les connaître, de comprendre leur approche des relations internationales et la logique de chacune de leurs interventions diplomatiques. Il est tout aussi fondamental de mieux connaître leurs relations bilatérales.

Curieusement, il n'existe pas d'ouvrage de synthèse en langue française qui retrace les relations entre ces deux géants. De nombreux articles ont été écrits sur les relations entre les deux pays dans les années cinquante et sur la guerre de 1962, d'autres sur la période de l'après Guerre froide. En revanche, les années 1970 et 1980 ont moins retenu l'attention des politologues et des historiens français, alors qu'elles sont marquées par des tentatives de rapprochement.

Il existe logiquement une bibliographie bien plus abondante en langue anglaise. Quelques ouvrages traitent des relations entre les deux pays au vingtième siècle, il s'agit de ceux de Keshav Mishra: *The Himalayas, emerging Indo-China Relations in Post Cold War Period* (1947-2003), de B.R. Deepak, *India & China, 1904-2004: A Century of Peace and Conflict,* de John William Garver: '*Protracted Contest, Sino-Indian Rivalry in the Twentieth Century*'. Sri Ram Sharma a également publié un ouvrage en deux volumes intitulés *India-China Relations, Volume 1: 1947-1971: Friendship goes with Power,* et *Volume 2: 1972-1991*. Ces deux derniers volumes sont en fait des manuels universitaires destinés aux étudiants en relations internationales contemporaines.

Tous ces ouvrages sont de qualité, mais pour les premiers, ils couvrent une période trop large pour que leurs auteurs puissent livrer une analyse détaillée. Celui de Garver est plus dense mais il a adopté une approche thématique et non chronologique. Cela a l'avantage de rendre clair chaque problème séparément, mais ne permet pas de comprendre la situation globale des relations sino-indiennes à un instant précis. Le second volume de l'étude de Sri Ram Sharma est l'ouvrage qui se rapproche le plus de notre sujet. Il ne compte cependant que 157 pages, ce qui est trop peu là aussi pour pouvoir aborder en détail toutes les questions de cette période.

Le reste de la bibliographie disponible sur les relations sino-indiennes est composé d'ouvrages thématiques, ne reprenant que certains aspects de la question, et particulièrement le problème frontalier. Il existe donc de réelles lacunes que cette thèse a pour but de combler. La période que je me propose de traiter reprend presque le titre du second volume de Sri Ram Sharma mais s'arrête avant, en 1988. Elle se situe à un moment charnière et pourtant guère étudié aujourd'hui. La plupart des politologues et spécialistes des relations internationales se penchent sur la situation présente et reviennent rarement sur le passé, tandis que la plupart des historiens de la Chine et de l'Inde s'intéressent à des périodes plus anciennes, pour lesquelles les archives sont disponibles. J'ai donc choisi de m'intéresser aux relations entre les deux pays à un moment essentiel, mais relativement peu connu de leur histoire.

La périodisation des relations sino-indiennes est relativement facile. De 1949 à la fin des années cinquante, les deux pays connaissent leur lune de miel, puis de la fin des années cinquante à 1976, ils sont en conflit plus ou moins ouvert. A partir de 1976, ils se rapprochent, mais les tensions persistent. A l'intérieur de chacune de ces périodes, reconnues par tous les spécialistes de la question, il existe des moments tout aussi importants. Mon directeur de thèse et moi avions d'abord pensé étendre la recherche de 1966, date du début de la Révolution culturelle, à 1989, année marquée par les événements de Tian An Men. Après quelques recherches préliminaires, il s'est

avéré que ce découpage était trop ambitieux et irréalisable pour le temps dont je disposais. La guerre du Bangladesh de 1971, dans laquelle la Chine a joué un rôle non négligeable, a déjà fait l'objet de nombreuses publications et aurait nécessité des développements trop considérables.

Cette thèse s'ouvre donc avec la fin de la troisième guerre indo-pakistanaise et la naissance du Bangladesh, qui constitue une victoire pour l'Inde et une défaite pour le Pakistan. C'est aussi un revers notable pour la Chine, fidèle alliée d'Islamabad. Bien que le véritable point de départ soit 1972, les événements de 1971 seront bien sûr évoqués comme il se doit, et notamment le traité d'amitié et de coopération entre l'Inde et l'Union soviétique, tandis qu'au même moment la Chine et les États-Unis effectuent l'une des pirouettes diplomatiques les plus fondamentales du vingtième siècle en opérant leur rapprochement. La date de 1972 permet de commencer le sujet en prenant en compte tous ces éléments de rupture par rapport à la période précédente. Le choix de 1988 est lui aussi tout à fait logique puisque cette année marque la visite historique de Rajiv Gandhi à Beijing, première visite d'un Premier ministre indien depuis celle de Nehru en 1954. 1988 marque aussi la fin du cycle des négociations frontalières qui a débuté en 1981.

Le but de cette thèse est de dégager les spécificités de la période et de voir si elles constituent véritablement une rupture ou si les éléments de continuité, les pesanteurs du passé, contrarient la volonté de normalisation qu'affichent les dirigeants des deux pays. Plus précisément, il nous faudra mesurer les influences qu'exercent sur les relations bilatérales le traité indo-soviétique et le rapprochement sino-américain, en Asie du Sud à partir de 1972 bien entendu, mais également à la lumière de deux nouvelles questions qui apparaissent en 1979, le conflit sino-vietnamien pour la domination de l'Asie du Sud-Est et l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique.

Dans un autre domaine, le poids de la situation intérieure des deux protagonistes est à prendre en compte, en particulier les divergences qui ne peuvent manquer de se manifester au sommet des deux États sur les relations bilatérales, au sein du PCC en Chine et entre les principaux partis politiques de 'la plus grande démocratie du monde'. En 1976, l'impact de la mort de Zhou Enlai puis de Mao Zedong, suivi par la chute de la 'bande des quatre' devra être étudié. Il en est de même de l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping. En Inde, les alternances politiques ne manquent pas et nous devrons nous pencher sur les conséquences de l'arrivée au pouvoir du parti *Janata* en 1977. Nous devrons également examiner la politique chinoise d'Indira Gandhi lors de son retour au pouvoir et celle de Rajiv Gandhi.

Les zones d'influence des deux pays se chevauchant, cela ne peut que créer des difficultés. Nous ne pouvons parler des relations sino-indiennes sans évoquer les relations sino-pakistanaises et indo-pakistanaises. Là aussi, notre souci sera de voir si cela s'inscrit dans la continuité des périodes précédentes ou s'il y a une véritable spécificité concernant notre période. Il en va de même pour leur lutte d'influence dans les États himalayens. Les deux pays ont toujours voulu avoir de l'influence dans le Tiers-Monde et sur les non-alignés, il doit en être de même au cours de cette période, nous en parlerons. Le problème tibétain complique les relations entre la Chine et l'Inde, surtout depuis la fuite du dalaï-lama en Inde. La fin de la Révolution culturelle et des tentatives chinoises pour résoudre ce problème ont lieu au cours de notre période, nous devrons examiner cela dans le contexte des relations sino-indiennes. La Chine a tenté de déstabiliser l'Inde en utilisant les mouvements révolutionnaires dans le nord-est indien à partir du milieu des années 60, mais avec la fin de la Révolution culturelle, elle change sa politique de soutien aux mouvements communistes, indépendantistes et révolutionnaires dans le monde, nous examinerons ce qu'il en est de l'Inde. Le problème frontalier mine les relations entre les deux pays depuis la fin des années 50 et surtout depuis 1962, des tentatives sont faites pour le résoudre dans les années 80, nous devrons aussi les étudier. Le commerce et les échanges se sont interrompus brutalement en 1962, ils reprennent à partir de 1976, nous verrons à quel rythme et dans quelles proportions.

Trois moments caractérisent les années 1972-1988, qui articuleront le plan de cette thèse. Nous avons intitulé notre première partie, consacrée aux années 1972-1976, « la guerre froide sino-indienne » car, dans le conflit qui les oppose, les deux pays s'appuient l'un sur les États-Unis, l'autre sur l'URSS. Durant cette période, il n'y a pas de contacts ou très peu. La deuxième partie, c'est-à-dire les années 1976-1981, intitulée « l'Inde face aux contradictions de sa politique extérieure », est caractérisée par la volonté de l'Inde de renouer avec la Chine, sans s'éloigner de l'URSS, ce qui la place dans une situation inconfortable, surtout à partir de février 1979, lorsqu'un conflit ouvert éclate entre la Chine et le Vietnam pour le contrôle de l'Asie du Sud Est, et encore davantage avec l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan qui modifie sensiblement la situation géostratégique dans une zone frontalière de la Chine, de l'Inde et du Pakistan. La troisième partie est intitulée « l'impossible normalisation » car, malgré les efforts consentis des deux côtés, notamment à partir de la visite de Huang Hua à New Delhi, malgré le début du cycle des huits rounds de négociations bilatérales, et malgré la fin du conflit entre la Chine et l'URSS, les deux pays ne parviennent pas à normaliser leurs relations.

La réalisation d'une thèse de doctorat sur un tel sujet se heurte à de nombreuses difficultés.

La première est inhérente à l'histoire immédiate : les archives publiques des deux pays sont encore réservées et indisponibles. Elles le resteront sans doute encore longtemps. Il existe donc de nombreuses lacunes au niveau de l'information disponible et nous sommes contraints d'en utiliser d'autres, parfois moins fiables ou pas toujours faciles à interpréter. Je veux parler ici de la presse qui est parfois la seule source disponible, mais qui se contente parfois de détails sans beaucoup d'intérêts tout en négligeant l'essentiel.

Le deuxième problème vient de notre bibliographie: elle souffre d'un certain manque d'équilibre, puisqu'elle est presque exclusivement indienne ou occidentale. La rareté et le monolithisme des ouvrages chinois doivent être compensés par l'utilisation de nombreuses sources chinoises. Nous avons utilisé en priorité les articles de presse qui sont quasiment les seules sources disponibles côté chinois. Nous avions au départ l'ambition d'utiliser plusieurs journaux chinois, le *Quotidien du peuple* (*Renmin Ribao)*, le quotidien officiel du Parti communiste chinois, le *Jiefang Jun Bao*, le quotidien de l'Armée populaire de libération et le *China Daily*, à partir de sa date de création. Malheureusement, le temps nous a manqué ; par ailleurs, la comparaison des deux premiers quotidiens a montré d'évidentes redondances. Il a donc été décidé de se limiter au *Renmin Ribao.*

Des étudiants chinois m'ont aidé à extraire de ce quotidien et traduire en anglais les 540 articles qui concernent le sujet. Cette recherche documentaire a été effectuée à la librairie provinciale du Jilin à Changchun qui possède les originaux. Le problème, c'est que les journaux chinois, surtout pendant la Révolution culturelle qui s'achève en 1976, sont loin d'être objectifs, comme on s'en doute. Une phrase extraite du *Renmin Ribao* du 26 avril 1956 est révélatrice des finalités de la presse chinoise : « *Le journal est l'arme la plus puissante pouvant être utilisée pour éduquer la population dans la pensée socialiste, pour faire la propagande des plans et politiques du parti communiste et pour resserrer la relation étroite entre le parti et les masses*. » Cependant, c'est une source utile pour avoir une idée de la position de la Chine sur telle ou telle question. Nous avions pour ambition de traduire en français tous les articles finalement sélectionnés, mais faute de temps, seuls quelques-uns l'ont été. La plupart des informations diffusées dans le *Renmin Ribao* proviennent de l'agence de presse *Xinhua she*, en chinois, ou *New China News Agency* (NCNA) en anglais, qui est l'agence de presse officielle du gouvernement chinois et le plus grand centre de collecte d'informations et de conférences de presse en Chine. C'est l'une des deux agences de presse de la RPC, l'autre étant la *China News Service. Xinhua* est un organe du Conseil d'État chinois. Certains critiques de *Xinhua* la considèrent donc comme un instrument de propagande

financé par l'État.

Plusieurs autres sources chinoises ont été utilisées : des sources imprimées sur les relations entre la Chine et le Népal extraites de l'ouvrage de Bhasin Avtar Singh (éd.), *Nepal's Relations with India and China, Documents 1947-1992*, en deux épais volumes. L'ouvrage de R. K. Jain (éd.) *China and South Asian Relations 1947-1980,* en deux volumes également, m'a été d'une grande utilité car il regroupe un grand nombre de documents sur les relations entre la Chine et l'Asie du Sud pendant une partie de la période traitée. Concernant la question frontalière, j'ai utilisé un ouvrage publié à Beijing intitulé *Sino-Indian Boundary Question.* Il est daté de 1962 mais livre l'argumentaire chinois sur la question frontalière, lequel est encore valide dans les années 1970 et 1980. Je n'ai malheureusement pas été autorisé à reproduire les très belles cartes de ce livre. Les *Mémoires* de Huang Hua, pendant longtemps au cœur de la diplomatie chinoise, qui viennent de sortir en Chine en langue anglaise, ont été consultés. Malheureusement Huang Hua consacre peu de pages à l'Inde et apporte peu d'éléments nouveaux sur la question.

Le reste des sources chinoises provient de la revue indienne *China Report,* bimensuel publié par le *China Study Center* de New Delhi, puis, à partir de 1986, par la maison de publication Sage. Ce périodique comporte principalement des articles concernant la Chine, mais il présente également une très grande sélection de documents chinois et indiens intéressant directement notre sujet. Parmi la sélection de documents proposés, il y a des sources radiophoniques et télévisées retranscrites ou résumées, les *Summary of World Broadcast/Far Eastern*, et une sélection d'articles des presses indienne et chinoise. Nous avons également utilisé le recueil de documents de S.C. Gangal intitulé *Indian Foreign Policy, A documentary Study of India's Foreign Policy since the Installation of the Janata Government on 24 March 1977*. Une partie importante est consacrée à la Chine. Comme le rapprochement sino-américain de 1971-72 touche notre sujet, nous avons utilisé *The Kissinger Transcripts, The Top Secret Talks with Beijing and Moscow* de William Burr (éd.), les seules archives déclassifiées disponibles ici et d'un grand intérêt.

Les sources anglo-saxonnes sont du plus grand intérêt. Le *New York Times* donne un éclairage supplémentaire sur l'Asie du Sud-Est, l'Afghanistan, le rapprochement sino-soviétique et le léger éloignement sino-américain au cours des années 80. Nous avons utilisé des revues anglo-saxonnes qui fournissent parfois des informations difficiles à trouver ailleurs, telle la *Far Eastern Economic Review,* très en pointe sur l'analyse de la politique intérieure chinoise. Des synthèses extrêmement utiles sont disponibles dans la revue américaine *Asian Survey,* ainsi que des articles de grande qualité. *Asian Survey* fournit des analyses poussées sur l'Asie contemporaine et les affaires

internationales. Créée en 1960, elle est lue et utilisée par les universitaires, les milieux gouvernementaux et de la défense américains et les tient informés sur les affaires asiatiques et les derniers développements en Asie. Elle est publiée sous les auspices de l'Université Berkeley par les *University of California Press*. Le temps a manqué malheureusement pour lire tous les articles touchant le sujet dans cette dernière revue.

Enfin, nous avons utilisé les débats à la *Lok Sabha* pour saisir les nuances et les différends entre partis politiques indiens sur la question chinoise. Il aurait été extrêmement intéressant de connaître les différences d'opinion entre dirigeants au sein du PCC.

Première partie: la guerre froide sino-indienne (1972-1976)

«One of the important international developments of the year was the move of the United States of America and China to rearrange their relations. We hope that this will lead to a true relaxation of tensions and not to a sharpening of divisions. The configuration of world forces is changing rapidly. Relations between super powers and between them and other powers are also undergoing a change. However there are certain basic points which have to be borne in mind by all States, big and small. There should not be any attempt to carve out spheres of influence by the application of the doctrine of balance of power in this region or to dictate to countries, big or small, regarding their relationships with other countries. India does not seek leadership or domination. Nor will it tolerate domination by any country. We want this sub-continent and indeed the entire South Asian region and the Indian Ocean area to be free from power rivalries or domination and to develop into an area of peace and co-operation rather than one of confrontation. India would also like to encourage and foster greater regional co-operation, particularly in the fields of technology, trade and transit, science and culture, first and foremost between the countries of the sub-continent and then with other countries of South Asia, South East Asia and West Asia.»

Président Varahagiri Venkata Giri, 13 mars 1972

L'année 1971 : le choix des camps

En 1971, les deux pays envisageaient des mesures en faveur du rapprochement, mais le déclenchement de la guerre civile au Pakistan et l'intervention indienne mettent fin à cette tentative et les éloignent encore davantage.[4] L'année 1971 marque un changement profond dans la guerre froide et dans la situation en Asie du Sud. Sa victoire contre le Pakistan renforce considérablement la position de l'Inde en Asie et son prestige, et par voie de conséquence affaiblit de manière proportionnelle le partenariat sino-pakistanais. La naissance d'un Bangladesh pro-indien permet à l'Inde d'améliorer sa position stratégique et militaire vis-à-vis de la Chine, car l'Inde peut

4 Interview donnée par Chang Wen-chin, assistant du ministre des Affaires étrangères chinois par un groupe de l'*Australian National University*, le 14 juin 1973 in Jain (éd.), *China and South Asian Relations 1947-1980*, *volume 1: India*, New Delhi, Radiant, 1981, p.38-439, pour cette référence, nous utiliserons désormais '*Jain*, p X'.

désormais mieux contrôler ses territoires du nord-est, jusque-là en proie à une grande instabilité entretenue par l'aide apportée aux tribus rebelles maoïstes par la Chine et le Pakistan. L'Inde, désormais dans une position stratégique bien plus favorable, tente alors de conserver ses acquis et de les consolider en s'alliant avec l'URSS et en essayant sans succès de normaliser ses relations avec ses voisins dont la Chine. De son côté, la Chine, qui organise toute sa politique étrangère autour de son combat contre l'URSS, qu'elle soupçonne de préparer une attaque contre elle, se sent menacée sur son flanc sud-ouest par l'axe URSS-Inde-Bangladesh et fait des ouvertures aux États-Unis pour retrouver un certain équilibre des forces, d'autant qu'elle sent la fin proche de la guerre du Vietnam et qu'elle ne se sent plus menacée directement par des États-Unis affaiblis et démoralisés.

Tout ceci tend à éloigner encore plus les deux pays qui manœuvrent pour établir un nouveau rapport de force. Cette période prendra fin en raison des évolutions internes qui se produisent en Chine comme en Inde entre le début de l'année 1976 et la fin de l'année 1977.

I. Le contexte des relations sino-indiennes de 1972 à 1976

Avant d'aborder les évènements qui marquent la période allant de 1972 au début de l'année 1976, il convient d'analyser les dynamiques intérieures qui agitent les deux pays et de voir que leurs relations sont en partie le reflet des courants dominants à l'intérieur des deux pays, puis de voir que les relations sino-indiennes sont fortement influencées par des considérations stratégiques de plus haut niveau, puisque les deux grands se mêlent étroitement des relations bilatérales sino-indiennes.

I.1 le contexte intérieur dans les deux pays

Afin de mieux comprendre les réactions des deux pays et leurs actions, nous allons d'abord voir ce qui s'y est passé au cours de ces cinq années riches en évènements.

I.1.1 la politique intérieure chinoise de 1972 à 1976

Le régime chinois a survécu à la Révolution culturelle et travaille à la reconstitution progressive d'un État efficace après cette grave période d'anarchie. Il y a donc au cours de cette période une lutte politique sourde entre les partisans de la gauche qui souhaitent continuer la

Révolution culturelle et les partisans de la stabilité, du développement économique et d'un retour à la situation d'avant 1966.

I.1.1.1 L'organisation politique de la Chine

La politique chinoise est organisée autour de deux éléments distincts : le Parti communiste chinois (PCC) et le gouvernement populaire. Le gouvernement dirige les affaires courantes, agit comme tout gouvernement, mais sous le contrôle et la surveillance du PCC. Le PCC est comme un État dans l'État et tous les membres du gouvernement sont aussi membres du PCC (il y a environ 28 millions de membres du PCC en Chine à ce moment là soit moins de 5% de la population chinoise). C'est le groupe dominant suite à chaque Congrès national du PCC qui impose sa politique à la Chine, et Zhou Enlai domine la politique étrangère de la Chine jusqu'en 1976, il doit cependant composer avec les forces dominantes. Les grandes décisions sont prises lors de grandes réunions de concertation du Bureau politique du Comité central du PCC. Le gouvernement populaire a ensuite pour tâche de mettre en place les décisions prises. Le *Renmin Ribao* et le *Drapeau Rouge* qui sont respectivement le quotidien et l'hebdomadaire du PCC permettent de se faire une idée de la position chinoise sur chaque question.

I.1.1.2 le paysage politique en 1972

La Chine de 1972 après la phase radicale de la Révolution culturelle est encore dominée par Mao Zedong et Zhou Enlai. Mao est très affaibli physiquement et n'intervient que très peu dans la vie politique chinoise, et c'est Zhou Enlai qui s'occupe des affaires courantes. Il y a en Chine deux tendances principales à ce moment là.

La gauche, toujours puissante est dominée par ce qu'on appellera plus tard la Bande des quatre, c'est-à-dire la femme de Mao, Jiang Qing, Zhang Chunqiao, membre du comité permanent du Bureau politique, Yao Wenyuan, membre du Comité central et Wang Hongwen, vice-président du Parti. S'y ajoutent Kang Sheng, qui meurt en 1975, le chef de la police secrète politique. Même si la gauche chinoise est en perte de vitesse depuis 1971, elle reste puissante et un adversaire redoutable pour le Premier ministre Zhou Enlai. Elle est favorable à l'aide aux mouvements maoïstes partout dans le monde, à la subversion révolutionnaire, à l'autosuffisance en matière économique.


Jiang Qing


Zhang Chunqiao


Yao Wenyuan


Wang Hongwen

Le centre est dominé par Zhou Enlai qui manœuvre habilement entre les factions pour stabiliser la situation. Son prestige est immense. La droite qui a été purgée par la Révolution culturelle a quasiment disparu, mais Zhou prépare son retour pour rééquilibrer la politique chinoise au centre, et éviter une deuxième révolution culturelle.


Lin Biao


Zhou Enlai

Depuis l'affaire Lin Biao, la vice-présidence a disparu, le secrétariat ne s'est pas encore totalement remis de la Révolution culturelle et le Bureau politique est décimé[5] : les sympathisants de Lin Biao, peut-être à cause de leur opposition à l'alliance américaine, ont été éliminés. La situation est donc confuse mais le ministère des Affaires étrangères chinois arrive néanmoins bon gré mal gré à mener une politique relativement cohérente.

5 Pour la situation politique intérieure de la Chine, voir «Post-mortem on Lin Piao» de LO Wan-sheng, *FEER,* Vol. 77, No. 40, 30 septembre 1972.

A partir de 1973, une personnalité prend petit-à-petit une place croissante dans la politique chinoise, c'est Deng Xiaoping. Celui qui fut secrétaire du Comité central du PCC, ministre des Finances, vice-Premier ministre, Premier ministre intérimaire, et qui tomba en même temps que Liu Shaoqi en 1966, se voit accorder un poste officieux de vice-Premier ministre. Cela sonne comme un symbole fort pour tous les responsables persécutés pendant la Révolution culturelle et remet dans la course pour le pouvoir la droite chinoise. Son retour est lié aux trois ans de mauvaises récoltes entre 1969 et 1971 et à la situation désastreuse de l'économie chinoise.[6]

I.1.1.3 Le X^e^ Congrès du parti en 1973 et l'équilibre des forces sous Zhou Enlai

Le X^e^ Congrès du Parti[7], du 24 au 28 août 1973, marque le retour de Deng Xiaoping, qui retrouve un siège au Comité central, et confirme la position prépondérante de Zhou Enlai à la tête de la Chine. Chen Boda, condamné à la prison en août 1970, et Lin Biao, mort dans un accident d'avion le 13 septembre 1971, sont rendus responsables des malheurs de la Chine et accusés d'avoir comploté contre Mao. Le pouvoir repose désormais sur trois hommes : Zhou Enlai, Kang Sheng et Ye Jianying qui est à la tête de l'Armée populaire de libération (APL). Deux autres personnes prennent une place considérable : Wang Hongwen et Li Desheng, un militaire. Zhang Chunqiao dirige les affaires courantes du PCC dont il devient le secrétaire-général : ce proche de Jiang Qing, la femme de Mao, est récompensé pour avoir combattu Lin Biao. Grâce à son nouveau poste, il devient le deuxième homme le plus puissant de Chine après Zhou Enlai.


Kang Sheng


Ye Jianying


Li Desheng


Deng Xiaoping

6 «China, Return of Teng», par un correspondant, *FEER* Vol. 80 , No. 80, 23 avril 1973.
7 Le IX^e^ avait eu lieu en 1969 et avait conduit à la chute de Lin Biao.

Ce Congrès[8] affirme que le rapprochement avec les États-Unis ne trahira pas la cause révolutionnaire et que l'URSS, c'est-à-dire le « social-impérialisme », est le principal danger pour la Chine. Le Présidium du PCC est composé de façon à tenir compte de tous les groupes de pouvoir majeurs. En dehors du président, des cinq vice-présidents et du secrétaire général, sur 141 membres, 41 sont des militaires professionnels, 10 des membres clés du gouvernement central, le reste étant composé de représentants des paysans, des ouvriers et des travailleurs méritants. Parmi les nouveaux membres, 7 sont d'anciens persécutés de la Révolution culturelle, 12 sont des partisans des gardes rouges, 12 sont des chefs d'administration provinciale et 33 tiennent des positions clés dans les gouvernements provinciaux et les comités du parti de province. C'est donc un subtil équilibre des forces qui ressort du X^{e} Congrès.

A partir du X^{e} Congrès, et jusqu'à la mort de Zhou Enlai et de Mao, la politique intérieure chinoise se réduit à une lutte entre le pouvoir, c'est-à-dire les partisans de Zhou et Deng, et la gauche chinoise par campagnes successives. Cela commence à la fin du mois d'août 1973 par la campagne contre Confucius initiée par la gauche contre Zhou et sa volonté de réhabiliter les victimes de la Révolution culturelle. Zhou affronte habilement cette campagne en la détournant progressivement contre Lin Biao. D'autres attaques de la gauche suivront pour tenter de déstabiliser le gouvernement chinois, mais ce sera sans succès[9]. La gauche chinoise tente ensuite de lancer une deuxième Révolution culturelle, tandis que la droite souhaite appliquer une politique économique plus pragmatique. Zhou au centre tient la structure et évite l'explosion. Tous sont fidèles à Mao et remettent le grand affrontement à après sa mort que tous savent proche.

Entre 1973 et 1976, Deng s'impose en faisant appliquer à la Chine une politique léniniste[10] et en obtenant d'importants succès sur le plan économique, mais en s'affichant aussi clairement antisoviétique. Il utilise un vieux proverbe chinois pour parler du danger soviétique : « *Celui qui entend le vent dans le clocher doit se prémunir contre la tempête qui arrive* »[11] Il est successivement nommé vice-Premier ministre, puis membre du Bureau politique et enfin représentant de la Chine à l'ONU. Á la suite de l'hospitalisation de Zhou en janvier 1975, il assume les fonctions protocolaires réservées au Premier ministre, particulièrement l'accueil des visiteurs étrangers. En janvier 1975, il est nommé membre du Comité permanent du Bureau politique, puis vice-président du Parti, et, en

8 Pour plus de détails sur le X^{e} Congrès du PCC, voir Leo GOODSTADT, «China's 10th Congress : The prince is dead; long live the Prince», *FEER*, Vol. 81, No. 35, 3 septembre 1973 et Jill LAI,'The power structure after China's 10th Party Congress,' *FEER*, Vol. 81, No. 36, 10 septembre 1973.

9 Simon Leys, «China : « The Grand Master's checkmate »», *FEER*, Vol. 87, No. 3, 17 janvier 1975, p. 30.

10 Léo GOODSTADT «China : Mao launches new campaign» , *FEER*, Vol. 87, No. 9, 28 février 1975.

11 John Bryan STARR, «China in 1975: "The wind in the bell tower"», *Asian Survey*, janvier 1976, pp. 42-60.

janvier 1976, il est confirmé vice-Premier ministre et est nommé chef d'état-major de l'APL[12].

I.1.1.4. L'influence sur les relations sino-indiennes

Au cours de notre période, nous constatons une politique étrangère chinoise pas toujours égale et cohérente, avec des phases de calme et des phases de brusque violence verbale contre la politique de l'Inde. La Chine adopte plusieurs stratégies pour faire face au bloc indo-soviétique, qui viennent en partie du rapport de force au sein du bureau politique. Le fait de faire une opposition systématique à l'Inde et à l'URSS, de donner de l'aide aux tribus du Nord-Est indien, de déstabiliser le Bangladesh serait plus une tendance de la gauche chinoise et des maoïstes durs. La tentative de faire de l'Inde une victime de l'URSS, qui apparaît à la fin de notre période peut-être attribuée à Deng qui, restant fondamentalement opposé à l'URSS, prépare le terrain pour une future détente en Asie afin de mettre en place sa politique de croissance économique et de modernisation lorsque Mao sera mort. Le ton très dur de la presse chinoise ne reflète pas forcément toujours la position du gouvernement chinois car le PCC est dirigé par la gauche avec Chiang Chunchiao comme secrétaire général et Jiang Qing en charge de la propagande du Parti, alors que le gouvernement est dirigé par Zhou Enlai et Deng Xiaoping.

I.1.2 La politique intérieure indienne de 1972 à 1976

I.I.2.1 Le système politique indien

Le système politique indien est très différent du système politique chinois puisqu'il est d'inspiration britannique et démocratique. Le président de la République indienne, qui incarne l'État, n'a que peu de pouvoir. Le pouvoir exécutif est aux mains du gouvernement : comme en Grande-Bretagne, le Premier ministre est la personne la plus puissante du système. Le Parlement est bicaméral avec la *Lok Sabha*, la chambre basse et la *Rajya Sabha*, la chambre haute. C'est la majorité à la *Lok Sabha* qui forme le gouvernement.

I.I.2.2 Les principaux partis politiques indiens et leurs opinions

Á la différence de la Chine, les sources ne manquent pas en Inde sur les relations sino-indiennes. Elles permettent de connaître la position des différents partis politiques indiens sur les

12 *Ibid*.

questions bilatérales. Au sein de la cinquième *Lok Sabha*, élue en 1971 et renouvelée en 1977, le rapport de force est le suivant :

S. No.	Nom du Parti	Membres
1	Congrès	346
2	Parti Communiste (Marxiste) (PCI-M)	25
3	Parti Communiste (PCI)	23
4	D.M.K.	23
5	Jan Sangh	22
6	Congress (O)	15
	Autres partis	56
	Total des membres	510

Tableau No. 1: composition de la Cinquième *Lok Sabha*[13]

I.1.2.2.1 Le parti du Congrès

Fondé en 1885, l'*Indian National Congress* n'a jamais perdu le pouvoir depuis 1947, grâce à la part qu'il a prise dans le combat pour l'indépendance. Il laisse peu de place à l'opposition par son écrasante domination, puisque sur les 510 députés de la *Lok Sabha*, 346 sont du Congrès. Indira Gandhi, le leader du parti du Congrès, a été élue une première fois en 1966 et réélue en 1971. Elle utilise des slogans populistes et se rapproche de l'URSS et va devenir de plus en plus autoritaire au fur et à mesure de son exercice du pouvoir. Ce parti est uni autour du gouvernement mais ses membres affirment aussi des idées parfois contradictoires. Indira Gandhi représente la gauche du Congrès : sa politique de nationalisation provoque l'opposition de la droite congressiste conduite par Morarji Desai. Le parti du Congrès, par l'intermédiaire du gouvernement a une politique à la fois ferme et d'ouverture vis-à-vis de la Chine.[14]

L'objectif principal de sa politique étrangère est la sécurité sans laquelle il n'est pas de développement économique. Pour y parvenir, il faut que le rapport des forces soit au moins équilibré et, dans la mesure du possible, favorable à l'Inde en Asie du Sud face au bloc que constituent depuis 1971 le Pakistan, la Chine et les États-Unis. Indira recherche donc le soutien de l'URSS afin d'assurer la stabilité de la région, et de consacrer plus de ressources et d'énergie au développement économique et au développement du commerce à l'intérieur de la zone. Toute la politique étrangère indienne entre 1972 et 1976 va dans ce sens, comme les Accords de Simla entre

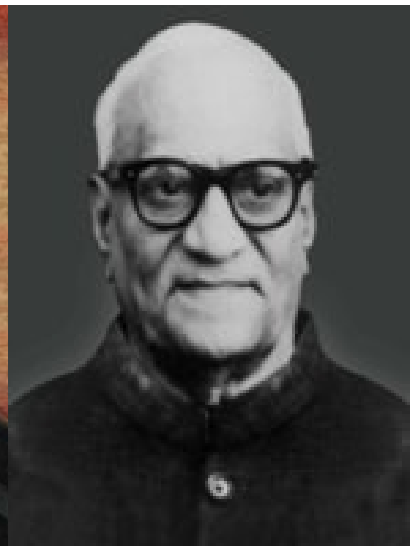
13 Tableau extrait du site du parlement indien : Http://parliamentofindia.nic.in/).
14 Concernant les ouvertures à la Chine, voir la fin de notre première partie.

la Chine et le Pakistan entre autres le montre. Cette recherche d'un rapport de force favorable va être vue par la Chine comme de l'expansionnisme et de l'impérialisme.

Pour le Congrès, la Chine doit être respectée et avoir sa place dans la communauté internationale et il est normal qu'elle remplace Taïwan à l'ONU. L'Inde doit chercher à normaliser ses relations avec la Chine, mais à condition que celle-ci ne cherche pas un rôle hégémonique en Asie. Ce rapprochement doit être réalisé en utilisant les *Panchsheel*, les *Cinq principes de la coexistence pacifique*.[15]

Pour le parti du Congrès, le danger vient principalement du Pakistan, puis des États-Unis, la Chine ne vient qu'en troisième position. Pour le parti, les États-Unis sont les principaux responsables des tensions dans le sous-continent, ils reprennent à leur compte la tradition impérialiste britannique et poursuivent un jeu d'équilibre des pouvoirs entre l'Inde et le Pakistan en aidant militairement le Pakistan. La Chine est de temps en temps accusée de jouer le même jeu que les États-Unis. Dans l'océan Indien, la présence de la base américaine de Diego Garcia est extrêmement critiquée et les députés réclament le retrait américain.[16] Beaucoup en concluent qu'il faut renforcer la flotte de guerre indienne et prendre des initiatives pour créer un pacte de sécurité collective asiatique.


Indira Gandhi


le Président Giri

15 Voir le discours de Sri Hari Kishore SINGH, «International situation», *Lok Sabha Debates*, 8 décembre 1972. Les Cinq principes de la coexistence pacifiques sont: 1: respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, 2: non-agression mutuelle, 3: non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, 4: égalité et avantages réciproques et 5: coexistence pacifique.

16 Voir par exemple l'intervention de B. V. NAIK, «D. G. Ministry of Defence», *Lok Sabha Debates*, 26 avril 1974.

I.I.2.2.2 Le Parti communiste indien

Le Parti communiste indien (PCI) a été fondé en 1925. Durant la guerre sino-indienne de 1962, il a été divisé sur la conduite à adopter. Certains membres ont fait preuve d'une solidarité sans faille avec le gouvernement indien alors que d'autres se sont montrés neutres et que quelques-uns ont soutenu la Chine. Les divisions internes conduisent à l'éclatement du parti en 1964 et à la naissance du PCI (M). Le PCI s'est allié au parti du Congrès en 1970 et compte 23 députés à la *Lok Sabha*. Il soutient donc la politique du gouvernement d'Indira Gandhi tout en exprimant quelques différences. Le PCI est plus proche de Moscou et plus hostile à la Chine par exemple que le parti du Congrès, et il va essayer de pousser l'Inde toujours plus vers l'URSS. Il est opposé à la politique des États-Unis, et soutient la politique d'Indira Gandhi et critique la Chine et les États-Unis comme principaux facteurs d'instabilité dans la région. Shri H. N. Mukerjee[17] déclare ainsi : « *(...) On any normal computation, Sino-Indian relations in the context of today should, without much difficulty, be normal, if not entirely cordial. India has expressed her readiness in this regard, but China, fabulously inscrutable, does not appear responsive perhaps because of her global calculations and of her suspicion, a kind of peculiar suspicion she has developed of India as a friend-and she certainly is a friend-of the Soviet Union. It is a pity that China flies high today the banner of anti-Sovietism, in the process developing (?) western contracts,(...) repudiating the people's magnificent upsurge in Bangladesh and behaving as badly as China does in the United Nations, reiterating hostility to India, using the veto against Bangladesh in the United Nations (...) In pitiful contrast with certain shining achievements of the great Chinese Revolution, Peking's policy has been peculiarly perverse, a kind of obstructionism in world affairs as far as the advance of freedom, peace and socialism is concerned. (...)»* [18]

Pour le PCI, l'amélioration des relations sino-indiennes dépend de la Chine, et le PCI condamne la politique chinoise sur plusieurs points : l'accroissement de l'activité chinoise au Bangladesh et l'incitation à une campagne anti-indienne, le soutien chinois aux éléments anti-indiens au Pakistan. Le soutien chinois à la présence américaine en Asie est particulièrement choquant pour le PCI. Le PCI souhaite un système de sécurité collective asiatique pour contrer la politique occidentale visant à faire se battre entre eux les Asiatiques. Ce système n'exclut pas la Chine si celle-ci se décide à changer de politique. Pour le PCI, l'URSS est le seul pays réellement ami de l'Inde.

17 Membre du PCI, représentant Calcutta nord-est (West-Bengal).

18 «International situation», *Lok Sabha Debates*, 7 décembre 1972, pp. 164-166.

I.I.2.2.3 Le Parti communiste indien marxiste

Le Parti communiste indien marxiste (PCI (M)) est né en 1964, lorsque des membres du PCI ont fait sécession et créé un nouveau parti. Une majorité des futurs membres du PCI (M) ont été favorables à la Chine durant la guerre de 1962 et beaucoup ont alors été emprisonnés. En 1964, par exemple, lors de la convention de Tenali[19], ils affichent un large portrait de Mao Zedong. Les premières années de l'existence du parti sont agitées et beaucoup de ses membres sont arrêtés. Au sein du parti, certains militants veulent prendre le pouvoir par les élections, d'autres veulent prendre le pouvoir par la lutte armée, particulièrement dans le Nord-Est indien.

Un mouvement insurrectionnel paysan a lieu en 1967 dans le Naxalbari, dans le nord du Bengale occidental. Des éléments durs du PCI (M) vont essayer de récupérer le mouvement à leur profit car ils pensent que c'est le début d'une insurrection générale pouvant mener au communisme en Inde. Ces éléments durs quittent le PCI (M), qui participe au gouvernement provincial et à la répression, et créent le AICCCR (*All India Coordination Committee of Communist Revolutionaries*) qui prend la direction du mouvement naxalite et mizo[20] et bénéficie de l'aide de la Chine. Un conflit ouvert oppose désormais le PCI (M) et ces mouvements extrémistes.

Après les élections de 1971, le PCI (M) compte 25 membres à la *Lok Sabha* et est ainsi le deuxième parti en Inde, avec 5,12% des voix sur le plan national. Il vient loin derrière le Congrès, mais il est très fort dans le nord-est : vingt de ses députés ont été élus au Bengale occidental. Il souhaite des relations amicales avec la Chine, comme en témoigne l'appel de son bureau politique qui demande au gouvernement indien de prendre des initiatives pour normaliser les relations entre les deux pays[21] tout en maintenant des liens étroits avec l'URSS. Il souhaite le retrait américain de l'Indochine, la reconnaissance du gouvernement cambodgien de Sihanouk, le retrait indien du Commonwealth, l'établissement de relations diplomatiques pleines et entières avec la Corée du Nord et la RDA, la restauration du commerce et des bonnes relations avec Cuba, il souhaite également que l'Inde soutienne de toutes ses forces le Vietnam dans sa lutte contre l'impérialisme américain.

19 Convention organisée par l'aile gauche du parti pro-chinoise qui se tient dans cette ville d'Andhra Pradesh du 7 au 11 juillet 1964.
20 Voir la partie consacrée au nord-est indien.
21 *Patriot*, 6 septembre 1973.

Il souhaite encore que l'Inde entretienne de bonnes relations avec le Bangladesh, le Pakistan, le Népal et ses autres voisins. [22] Il critique la politique du gouvernement indien vis-à-vis du Bangladesh, qu'il juge trop peu conciliante et qu'il rend responsable de la dégradation progressive des relations indo-bangladaises.[23] Il souhaite que le Sikkim devienne indépendant, souverain, démocratique et amical envers l'Inde[24] et critique la politique expansionniste de l'Inde et ses ventes d'armes à l'étranger. [25]

Hostile à une augmentation des crédits de la défense, qui grève le budget et accentue la dépendance à l'égard des États-Unis, le PCI (M) souhaite que le gouvernement accorde la priorité au développement économique. Il pense que le danger pour l'Inde vient du sud et non du nord, à cause de la nouvelle base américaine installée à Diego Garcia et de l'axe Iran-Pakistan-États-Unis, et qu'il faut se défendre en faisant bloc avec tous les pays de la région et non en augmentant le budget de la défense.[26]

I.I.2.2.4 Le D.M.K

Le D.M.K (Dravida Munnetra Kazhagam) est un parti essentiellement régional dont les 23 députés représentent la population tamoule du Tamil Nadu. Il est très critique envers la politique du gouvernement. Il est pour un non-alignement total et pour la normalisation des relations avec la Chine, mais il pense que tant que l'Inde sera trop proche de l'URSS, elle ne pourra pas améliorer sensiblement ses relations avec la Chine, Shri G. Viswanathan, député D.M.K. de Wandiwash (Tamil Nadu) à la *Lok Sabha*, déclare ainsi : «*Now, let me come to our relationship with China and the Soviet Union. The ideological quarrels between the two leading countries of the socialist camp are going on in the international arena. So long as China and Russia are hostile towards each other, our relationship with one will automatically have repercussions on the other. The Soviet Union has given its fullest support to us when we were in trouble. It is our good friend. But China is perturbed at the implementation of the Indo-Soviet Treaty and, particularly they smell a rat in clause 9 of the Indo-Soviet Treaty.[27] They fear that the Soviet Union may attack China from the west and ask India which is a partner in the Treaty to attack the same country from another side on some pretext or other. There is no harm in taking an initiative to disabuse these unfounded fears to the extent possible. Since there is a change in China's attitude which I find from the Report is now for*

22 Voir l'intervention de Sri Dasaratha Deb, «D.G. Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 25 avril 1972.
23 Voir l'intervention de Sri Jyotirmoy Bosu, «International Situation», *Lok Sabha Debates*, 8 décembre 1972.
24 Voir Sri Saroj Mukherjee, «DG Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 23 avril 1973.
25 *Ibid*.
26 Sri Samar Mukherjee, «DG Ministry of Defence», *Lok Sabha Debates*, 25 avril 1974.
27 Pour le texte du traité, voir les Annexes.

the better, we should go in to seek normalization of our relations with China. (...)» [28]

I.I.2.2.5 Le *Jan Sangh*

Ce parti nationaliste hindou, fondé en 1951, est contre un alignement sur l'URSS et hostile à la Chine. Il est à la pointe par exemple pour dénoncer la politique économique de l'Union soviétique en Inde en 1975. Au cours de notre période, le député *Jan Sangh* Shri Madhavrao Scindia tient un discours hostile à la Chine et dénonce la politique trop modérée du gouvernement vis-à-vis de celle-ci, assez représentatif du *Jan Sangh*. Il déclare ainsi : «*Another serious threat is posed from another neighbour in the North, China. How can we forget that the Indian Government had pledged in Parliament that every inch of our sacred soil would be recovered? How can we overlook the fact that large chunks of our soil still lie under an alien flag? The blow dealt to us in 1962 has left an indelible mark on India's prestige in Asia and the world from which she has never really recovered. I do feel that it is very unfortunate that the two Asian giants should be wedded to policy of confrontation. But, it is not possible for us to reconcile ourselves to the idea of surrendering thousands of square miles of our land to China just because it suits our strategic and military interests. Feeble attempts through statements or ambassadorial miles and nods at cocktail parties are futile. Our Foreign Minister must ensure that in our game of diplomatic ping-pong with China, we play the role of the bat and not that of the ball. We must recognize that the dispute with China can be satisfactorily resolved only when we speak from a position of strength and that strength can only come when we have a vibrant economy to back us and a strong armed force with nuclear muscle.»* [29]

Il est pour le développement économique, seul moyen de devenir une puissance respectée et pour que l'Inde se dote d'un arsenal nucléaire.

I.I.2.3 La vie politique indienne de 1972 à 1976

A la suite de la guerre indo-pakistanaise, le prestige d'Indira Gandhi est immense en Inde. Cependant, les difficultés intérieures, économiques et politiques, s'accumulent à partir de 1973 et en 1975, l'Inde connaît sa plus grave crise politique depuis l'indépendance et alors que la situation économique s'améliore petit à petit, la situation politique va de mal en pis[30]. Un mouvement de

28 Intervention de Sri G. Viswanathan, «D.G Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 23 avril 1973.
29 Sri Madhavrao Scindia, «D.G Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 15 avril 1975. Pour le problème frontalier, se référer à la quatrième partie.
30 Norman D. PALMER, «India in 1975: Democracy in eclipse», *Asian Survey*, février 1976, pp. 95-110.

députés mécontents s'organise, autour de Jayaprakash Narayan. Ce mouvement prend le nom de J.P.[31] et réunit un groupe très hétéroclite de partis, allant des nationalistes à l'extrême gauche. Le parti du Congrès est pris pour cible et le 12 juin, Indira Gandhi est accusée de malversation électorale et son élection est invalidée, ce qui devrait l'obliger à quitter son poste de Premier ministre.



Morarji Desai



Jayaprakash Narayan

Cela finit par conduire Indira Gandhi à proclamer l'état d'urgence le 26 juin 1975[32], qui suspend temporairement la vie démocratique du pays. Dans une proclamation télévisée, Indira Gandhi accuse les forces de désintégration et les passions communalistes de jouer à plein, menaçant l'unité du pays. C'est un faux prétexte bien sûr et cet état d'urgence est le seul moyen pour elle de garder le pouvoir. Elle en profite pour régler ses comptes avec ses opposants. Elle fait arrêter les principaux leaders de l'opposition, dont Morarji Desai, Asoka Mehta, Raj Narain, Piloo Mody et Jyotirmoy Basu et impose une censure très stricte à la presse et aux journalistes étrangers. Elle déclare devant les médias indiens :

«The President has proclaimed an emergency. This is nothing to panic about. I am sure you are conscious of the deep and widespread conspiracy which has been brewing ever since I began to introduce certain progressive measures of benefit to the common man and woman of India. In the name of democracy it has been sought to negate the very functioning of democracy… How can any government worth the name stand by and allow the country's stability to be imperiled?» [33]

31 Le *Janata*, qui va se retrouver au pouvoir de 1977 à 1980.
32 Cet état d'urgence durera jusqu'au 21 mars 1977.
33 *Ibid.*

Il est difficile de savoir combien de personnes ont été arrêtées mais les estimations varient entre 10 000 et 50 000, dont trente membres du Parlement. Alors que l'URSS et le PCI applaudissent l'instauration de l'état d'urgence, la Chine le condamne fortement, se faisant le défenseur du peuple indien contre le régime 'fasciste' d'Indira Gandhi. La Chine accuse Gandhi d'avoir proclamé l'état d'urgence pour sauver son poste de premier ministre, déclarant :

«(...) dans ces circonstances, l'administration Gandhi a jeté bas le faux masque de la démocratie (...) et déclaré l'état d'urgence dans tout le pays et que des arrestations massives auraient lieu. La défense, accusée de délit par la Cour Suprême, emprisonne l'accusation en utilisant son pouvoir. Ce n'est pas seulement la cruelle ironie de la démocratie bourgeoise mais cela révèle aussi la faiblesse et l'instabilité du pouvoir de Gandhi.» [34]

Le Quotidien du peuple critique à la fois Indira Gandhi et son administration. Il les accuse d'avoir servi pendant dix ans les seuls intérêts des grands propriétaires terriens et de la haute bourgeoisie et d'avoir mené une politique réactionnaire et autocratique dans les affaires intérieures et extérieures, d'avoir persécuté le mouvement révolutionnaire et les citoyens demandant seulement une amélioration de leur niveau de vie et de leurs droits démocratiques. Il ajoute, en forme de bilan de l'administration Gandhi:

«En un mot, Gandhi est l'Inde et l'Inde est Gandhi. Ceux qui lui obéissent survivent, les autres meurent.(...) *Comme tout le monde le sait, pour toute bonne administration faite par le gouvernement Gandhi, l'économie est dans un grand désordre, la production stagne, les prix montent en flèche, le blé manque sévèrement, il y a des morts partout. Voyez, ce sont les fortunes créées pour le peuple par l'administration Gandhi. Pire, l'administration Gandhi a toujours demandé à l'Union soviétique de la soutenir au niveau international, ce qui a rendu l'économie indienne graduellement colonisée, elle a aussi poursuivi une politique d'agression et d'expansion dans le sous-continent d'Asie du Sud et démembré, intégré et intimidé les autres pays, avec comme résultat le malaise de tous les voisins (...)»* [35]

Plus tard, le journal montre la résistance du peuple indien au règne « fasciste » d'Indira Gandhi et déclare que le gouvernement indien réprime dans le sang toute manifestation.[36]

34 *Renmin Ribao*, 28 juin 1975.

35 «Montrer la face atroce», *Renmin Ribao*, 29 juin 1975.

36 «Le peuple indien résiste fortement au règne fasciste de l'administration Gandhi», *Renmin Ribao*, 29 juillet 1975, voir aussi JEA Ku-ping, «Indira Gandhi's Government: fierce features fully exposed », *Peking Review,* 4 juillet

I.2 La guerre de 1971 et ses suites: la Chine et l'Inde dans deux camps opposés

I.2.1 La nouvelle relation sino-américaine

I.2.1.1. Les origines du rapprochement

A partir de 1969, constatant l'essoufflement de la Révolution culturelle et l'impossibilité de faire face en même temps aux deux grands, et craignant un retour du militarisme et de l'expansionnisme au Japon, Mao Zedong décide de mettre en place une politique de rapprochement avec les États-Unis. Ce plan se heurte à des membres importants du parti et du gouvernement qui préféreraient un rapprochement avec l'URSS. Le principal opposant est Lin Biao. Sa mort dans des circonstances non élucidées alors qu'il tentait de rejoindre par avion l'Union soviétique va permettre à Mao de mettre en place sa politique en utilisant comme intermédiaire le président Yahya Khan du Pakistan pour faciliter les premiers contacts, puisque le Pakistan est depuis 1963 l'un des rares pays amis de la Chine. Le rapprochement sino-américain est imposé par la raison d'État : Chinois et Américains restent fondamentalement des adversaires qui décident de cohabiter et de se rapprocher temporairement pour faire face à un danger commun plus grand, la volonté soviétique d'expansion en Asie.

Les relations sino-soviétiques avaient connu leur lune de miel au cours des années 50 et avaient commencé à se dégrader lentement sous Khrouchtchev. Ceci conduit à une mini-guerre de frontière en 1969 sur les bords de la rivière Ussuri. Suite à ce conflit, la Chine considère que la guerre est inévitable et éclatera tôt ou tard. Elle commence alors à baser toute sa stratégie diplomatique autour de la lutte contre l'URSS, et tout pays jugé trop proche d'elle ou pire, allié militairement à elle, est considéré comme ennemi. La Chine craint l'encerclement, surtout à partir de 1971 lorsque l'Inde, puis plus tard le Bangladesh signent des traités d'amitié avec Moscou. Plus tard, le Nord-Vietnam puis le Vietnam réunifié deviendra un ami de l'Union soviétique et un adversaire de Beijing. La seule solution réaliste pour Beijing est de se rapprocher des États-Unis qui seuls peuvent contrebalancer la puissance soviétique. Le moment est bien choisi puisque les Américains font des ouvertures à la Chine en élaborant la doctrine de Guam[37], qui consiste en un désengagement américain des guerres asiatiques, un redéploiement des forces américaines en

1975.

37 Nixon prononce un discours le 3 novembre 1969 dans lequel il présente la nouvelle stratégie américaine en Asie qui consiste à soutenir les alliés des États-Unis mais à se désengager sur le terrain.

Thaïlande et aux Philippines, une réduction des patrouilles navales américaines dans le détroit de Taïwan, une levée partielle des restrictions au commerce et au voyage et surtout en la reconnaissance de la sphère d'influence « légitime » de la Chine en Asie du sud-est.[38]

Les États-Unis de Nixon souhaitent se sortir d'une situation inextricable au Vietnam. Ils veulent se retirer sans perdre la face et se redéployer dans leurs points d'appui du Pacifique et de Diego Garcia. Eux aussi craignent la politique soviétique en Asie :le moment est donc propice à un rapprochement et c'est Kissinger qui, à partir de sa mission à Pékin, en juillet 1971, est chargé des discussions préparatoires, dans le cadre de que l'on appelle la *ping pong diplomacy*[39].

I.2.1.2 Les discussions sino-américaines lors de la guerre de 1971

Quelques jours après l'ouverture des hostilités entre Indiens et Pakistanais[40], le 10 décembre 1971, Kissinger rencontre Huang Hua, le représentant permanent de la RPC à l'ONU, et l'ambassadeur de Chine au Canada pour discuter de la situation en Asie du Sud. Á ce moment-là la situation est extrêmement dangereuse avec la guerre ouverte indo-pakistanaise. Pour servir leur objectif de rapprochement avec la Chine et parce que l'Inde est considérée comme un mandataire au service de la grande stratégie soviétique en Asie, les États-Unis soutiennent le Pakistan, leur allié depuis 1954, contre leur opinion publique pro-indienne. Nixon est persuadé qu'Indira veut détruire le Pakistan occidental. Il déclare à Huang Hua que les États-Unis ont adressé des menaces voilées à l'URSS et ont fait leur possible pour inciter l'Inde à adopter une attitude modérée. Ils ont en outre demandé secrètement aux pays du Moyen-Orient d'aider le Pakistan. Ils sont eux-mêmes intervenus dans le conflit en envoyant dans la baie du Bengale la Task Force 74 avec un porte-avions, l' *Enterprise,* pour dissuader l'Inde d'aller trop loin et l'inviter au cessez-le-feu, enfin les États-Unis suspendent leur aide économique et militaire à l'Inde.[41]

Kissinger déclare même : «*(...) the President wants you to know that it's, of course, up to the People's Republic to decide its own course of action in this situation, but if the People's Republic were to consider the situation on the Indian subcontinent a threat to its security, and if it took measures to protect its security, the US would oppose efforts of others to interfere with the*

38 S.P. SETH, «America rediscovers China», *China Report*, volume VIII, n° 3 (mai-juin 1972), pp. 31-35.
39 Wilfred BURCHETT, «China and Nixon, a time for men of subtle minds», *FEER*, Vol. 75, No. 7, 12 février 1972.
40 La guerre de 1971 et ses suites est abordée dans les chapitres consacrés au Bangladesh et au Pakistan.
41 *The Kissinger Transcripts*, pp. 43-48.

People's Republic. (...)» [42]

Huang Hua se contente de réitérer le soutien chinois à une résolution portant sur un cessez-le-feu et une évacuation. Il rejoint par là-même la position de l'écrasante majorité des pays à l'ONU. Les États-Unis veulent un cessez-le-feu, la Chine un cessez-le-feu et le retrait de l'armée indienne.

Huang Hua déclare : «*It shows what the majority of the people in the world support and what they oppose. Because if India, with the aid of the Soviet Union, would be able to have its own way in the subcontinent then there would be no more security to speak of for a lot of other countries, and no peace to speak of. Because that would mean the dismemberment and the splitting up of a sovereign country and the creation of a new edition of Manchukuo, the Bangladesh. It would also mean aggression by military force and the annexation of sovereign territory.(...) This goes against the desires of the people in Pakistan, against the desires of the peoples of the world that was expressed in the voting of the General Assembly on this issue. The Soviet Union and India now are progressing along on an extremely dangerous track in the subcontinent. And as we have already pointed out this is a step to encircle China.»* [43]

Il continue en disant que la Chine est prête à faire face à une éventuelle menace tout le long de ses frontières, à mener une guerre de guérilla contre l'Union soviétique, à reconstruire totalement le pays[44] si nécessaire. Kissinger incite la Chine à aider militairement le Pakistan pour sauver le Pakistan oriental: *"When I asked for this meeting, I did so to suggest Chinese military help, to be quite honest."* Il déclare que les États-Unis ne prendront pas une position opposée à la Chine sur cette question, qu'ils cherchent un moyen de protéger ce qui reste du Pakistan, qu'ils ne reconnaîtront pas le Bangladesh, ce que la Chine ne fera pas non plus.

L'Inde commente le rapprochement sino-américain de manière ambiguë, se félicitant à la fois du fait que cela va réduire les tensions en Asie mais également craignant qu'un nouvel équilibre géostratégique se mette en place au détriment de certains pays, dont elle-même.

«Apart from the admission of the Government of the People's Republic of China to the

42 *The Kissinger Transcripts*, pp. 48-57, top secret/sensitive/exclusively eyes only, memorandum of conversation, December 10, 1971-New York City, East side, Ambassador Huang Hua (PRC Permanent Representative to the UN and Ambassador to Canada; Chen Chu, PRC Deputy Permanent Representative to the UN and Director, Information Department, Ministry of Foreign Affairs, Kissinger, G. Bush, Alexander M. Haig, Winston Lord.

43 *Ibid.*

44 La Chine ici.

United Nations[45]*, President Nixon's visit to Peking also has altered the situation. We are in favour of relaxation of tension in all parts of the world. Any step taken in any part of the world which results in relaxation of tensions is welcome to us. That is in line with our thinking and it is in line with our policy which we have steadfastly pursued all these years ever since our Independence. The visit of President Nixon to Peking has to be evaluated in this context. But it had altered the geopolitical situation of that part of Asia, particularly amongst the neighbouring countries of China. Several countries which had formulated and had pursued a policy dependent only on an attitude or atmosphere of confrontation between the People's Republic of China and the United States of America were temporarily swept of their feet. They did not know what to do. Slowly they are recovering and realizing the realities of the situation or are reformulating their attitudes and readjusting themselves to the new realities that are taking shape in this context.»* [46]

En janvier 1972, Pierre Mendès France rencontre Zhou Enlai à Beijing et relate plus tard ses impressions à Kissinger, il pense que les Chinois sont obsédés par l'URSS et qu'ils craignent une solide alliance URSS-Inde-Bangladesh permettant à l'URSS de bénéficier de bases dans l'océan Indien. La Chine craint plus que tout d'être encerclée par l'URSS et ses satellites.

1.2.1.3 Les suites de la guerre de 1971, les relations sino-américaines (1972-76)

Entre 1972 et 1976, il est donc essentiel de tenir compte de la coopération sino-américaine et de l'amitié indo-soviétique pour mesurer le rapport de force sino-indien. Un officiel chinois exprime clairement la position de son pays sur les conditions du rapprochement avec les États-Unis:

«Furthermore -- if Nixon wants to use talks in Peking as a framework within which to withdraw from America's militarily and financially over-extended positions in Asia -- then we are ready to facilitate this. Between China and the United States, the main issue is Taiwan. There are others such as the presence of US troops in South Korea. Ours were withdrawn many years ago. There is the question of US backing for the remilitarisation of Japan. There are others. But there is no shooting war going on over these questions. There is a shooting war across our frontiers in Indochina and this affects our international position. Settling the Indochina War thus takes precedence over Taiwan as a pre-condition for normalising relations between our countries. But

45 La Chine avait en effet été admise à siéger au Conseil de sécurité des Nations unies à la place de Taïwan en 1971 grâce à l'appui des pays occidentaux, ce qui avait été salué par l'Inde.

46 Réponse du ministre des Affaires extérieures à une question d'un député de la *Rajya Sabha* sur la situation internationale, 30 novembre 1972, in *Jain*, p. 432-434.

that is a question to be settled in Paris -- not Peking.» [47]

Le 21 février 1972, le président Nixon rencontre Mao Zedong et quelques jours plus tard est publié le fameux communiqué de Shanghai par lequel la coopération des deux pays contre leur ennemi commun est officialisée, sans pour autant que les positions traditionnelles des deux pays soient changées sur les autres questions, à part quelques gestes américains sur Taïwan et le Japon, alors que la Chine promet de faire son possible pour encourager Hanoï à signer la paix. L'objectif de ce rapprochement est donc clairement le « *containment* » de l'URSS en Asie et dans le Pacifique.

Lors du X^e^ Congrès du PCC, Zhou Enlai évoque la position chinoise et la justifie en faisant part de ses craintes que les deux grands ne règlent leurs différends et ne constituent une menace pour l'intégrité territoriale de la Chine. Il propose donc que la Chine se rapproche des États-Unis et des autres pays occidentaux et consente aux compromis nécessaires pour cela, tout en expliquant que cette détente est temporaire et superficielle, comme celle poursuivie par Lénine à Brest-Litovsk.

Le long de la frontière sino-soviétique, les deux pays renforcent constamment leurs forces et les Soviétiques finissent par dépasser les cinquante divisions, alors que les Chinois deviennent capables de prendre pour cible un nombre de plus en plus important de villes soviétiques avec leurs missiles nucléaires et peuvent atteindre Moscou. En novembre 1972 a lieu un nouvel incident frontalier au Kazakhstan. Dans le même temps les journaux des deux pays mènent de violentes campagnes. L'URSS accuse les deux pays d'avoir pour but de former une alliance antisoviétique. Elle soupçonne la Chine de vouloir devenir une super-puissance nucléaire, elle l'accuse de réprimer violemment les émeutes dans les territoires des minorités nationales, de refuser de signer un pacte de non-agression. Tout ceci convainc la Chine de l'imminence de la guerre et la Chine s'y prépare en construisant un gigantesque réseau de galeries souterraines pour abriter la population en cas d'attaque nucléaire.[48]

Zhou Enlai déclare lors du X^e^ Congrès : «*La situation internationale actuelle est caractérisée par un grand désordre sur la Terre. Les vents balayant la tour annoncent la tempête arrivant dans les montagnes...la détente est un phénomène temporaire et superficiel et le grand désordre va continuer. Un tel grand désordre est une bonne chose...Cela jette les ennemis dans la confusion et cause la division en leur sein, alors que cela éveille et excite le peuple...»* [49]

47 *ibid.*

48 T. W. ROBINSON, 'China in 1973: Renewed leftism threatens the "New Course"', *Asian Survey*, volume 14, n° 1, janvier 1974.

49 Ian ADIE, 'Foreign Policy: 'If we survive, we win . . .', *FEER*, Vol. 82, n° 39, 1^er^ octobre 1973.

«Si nous survivons, nous gagnons; l'ennemi doit gagner pour survivre. Alors nous distinguons entre l'ennemi principal et secondaire, les alliés temporaires et les alliés indirects et agissons en conséquence; alors que la connivence des superpuissances signifie une plus grande répression des peuples, leur amère rivalité inévitable fournit des conditions favorables pour la révolution.» [50]

Dans cette phrase de Zhou, l'ennemi principal est clairement l'URSS, l'ennemi secondaire est l'Inde et l'allié temporaire les États-Unis. Le président Pompidou dira à Kissinger que, pour résumer, l'attitude de la Chine envers ses voisins est la suivante : ils détestent et craignent les Russes, ils craignent les Japonais mais ne les haïssent pas, ils éprouvent du mépris pour les Indiens mais ils sont bien présents et bénéficient du soutien de l'URSS.[51] Comme exemple de mépris on peut se reporter à la conversation entre Kissinger et Mao Zedong du 12 novembre 1973 :

Kissinger : *There is a sentimental love affair between Western intellectuals and India based on a complete misreading of the Indian philosophy of life. Indian philosophy was never meant to have a practical application.*

Mao: *It's just a bunch of empty words.*

Kissinger: *For Gandhi, nonviolence wasn't a philosophic principle, but because he thought the British were too moralistic and sentimental to use violence against. They are non-sentimental people. For Gandhi it was a revolutionary tactic, not an ethical principle.*

Mao: *And he himself would spin his own wool and drink goat's milk.*

Kissinger: *But it was essentially a tactical device of him.*

Mao: *And the influence of Gandhi's doctrine on the Indian people was to induce them into nonresistance.*

Kissinger: *Partly, but also given the character and diversity of the English people, it was only a way to conduct the struggle against the British. So I think Gandhi deserves credit for having won independence against the British.*

Mao: *India did not win independence. If it did not attach itself to Britain, it attaches itself to the Soviet Union. And more than one-half of their economy depends on you. Did you not mention during your briefings that India owes ten billion dollars in debts to the U.S.*[52]

---

50 *Ibid.*

51 Voir le résumé de la conversation du 13 décembre 1971 entre Kissinger et le président Pompidou dans William Burr (ed.), *The Kissinger Transcripts*, *the top secret talks with Beijing and Moscow*, New York, The New Press, 1999, pp. 28-40.

52 *Ibid*., conversation du 12 novembre 1973, p. 195. On voit dans cette dernière phrase très bien le jugement de Mao sur l'Inde et sur son degré d'indépendance vis-à-vis des deux grands.

Les deux pays semblent être d'accord sur la ligne de défense à mettre en place pour contrer les visées soviétiques. Elle réunira les États-Unis, le Japon, la Chine, le Pakistan, l'Iran, la Turquie et Europe Occidentale, comme le dit Mao à Kissinger :

Mao: *(...) I said that we should draw a horizontal line-the U.S.-Japan-Pakistan-Iran-Turkey and Europe.*

Kissinger: *We have a very similar conception*. (…)[53]

Kissinger rappelle que la base de Diego Garcia permet à la flotte américaine de rayonner dans l'océan Indien et de mettre en application la doctrine de Guam. Il évoque les discussions avec Ali Bhutto en vue de la construction d'un port américain au Pakistan et les efforts déployés par son pays pour établir d'excellentes relations avec le shah. Il déclare à la Chine que l'Iran souhaite d'excellentes relations avec la Chine également.[54] Celle-ci avait déjà pris les devants et au terme d'un voyage à Téhéran, le 17 juin 1973, le ministre des Affaires étrangères, Chi Peng Fei, annonce «*the emergence of a tacit China-Iran-Pakistan alliance to oppose Soviet expansion in the Persian Gulf and in the Indian sub-continent*».[55]

Pour contrer ce mouvement, l'Inde tente de se rapprocher de l'Irak.[56] Indira Gandhi commente la même année le rapprochement sino-américain par ces mots : «*the United States tended to regard Asia without China for all these years and now they seem to be regarding China without Asia*.» [57]

C'est à partir de 1974 que la Chine et les États-Unis s'accordent pour donner à l'Inde d'autres alternatives à l'armement soviétique[58], et finalement, les États-Unis lèvent l'embargo sur les armes visant l'Inde et le Pakistan (surtout pour pouvoir armer le Pakistan) en février 1975.

53 Conversation Mao, Zhou, Kissinger à Beijing, 17-18 février 1973, *The Kissinger Transcripts,* p. 94.
54 *Ibid*., 12 novembre 1973, p. 187-188.
55 'Peking-Teheran-Pindi tie-up against Russia', *Times of India*, 23 juin 1973.
56 *Ibid*.
57 «Feelers to China», *Indian Express*, 25 juin 1973.
58 *The Kissinger Transcripts,* Conversation Kissinger-Deng, 27 novembre 1974, p. 311.



La rencontre entre Henry Kissinger et Mao Zedong sous l'œil de Zhou Enlai

I.2.2 L'alliance indo-soviétique

I.2.2.1 Origines et raisons du rapprochement indo-soviétique

Les relations indo-soviétiques ont toujours été bonnes depuis la naissance de l'Inde indépendante, même si dans les années 50, l'URSS reste plus proche de la Chine. Durant la guerre sino-indienne de 1962, l'URSS reste neutre. Après cette période et surtout à partir de l'arrivée d'Indira Gandhi au pouvoir, alors que les relations sino-soviétiques se détériorent, les relations indo-soviétiques deviennent excellentes, particulièrement dans le domaine économique. L'Inde recherche un partenaire fidèle qui puisse lui apporter une aide au développement et la soutenir au niveau international en cas de crise. Cette relation stable, l'Inde la veut d'égal à égal et le pays qui répond le mieux à ce que recherche l'Inde est l'URSS, d'autant que son modèle économique est celui qui lui paraît le plus approprié (du moins jusqu'au milieu des années 70).

L'Union soviétique a de son côté tout intérêt à faire de l'Inde un partenaire fiable et durable car elle a des ambitions dans l'océan Indien, où le Royaume-Uni a renoncé à maintenir des bases.

D'autre part, elle se sent encerclée en Asie par l'amitié sino-pakistanaise et américano-irano-pakistanaise et en Europe par l'OTAN. L'URSS est obsédée par la puissance chinoise comme la Chine l'est par la puissance soviétique, c'est en tout cas l'analyse du président Pompidou, qui ajoute que les Soviétiques voient peut-être dans la Chine un perturbateur dans leur rêve d'un partage du monde russo-américain. Entre la Chine et les États-Unis, Pompidou pense que c'est la Chine que les Soviétiques craignent le plus. Elle ne représente pas une menace à court terme, mais sa masse la rend indestructible et inquiétante.[59]

I.2.2.2 Le traité indo-soviétique

C'est donc logiquement que le 9 août 1971, les deux pays signent un traité de quasi-alliance pour vingt ans, à la demande de Moscou, et renouvelable à volonté[60]. Les dispositions les plus importantes sont contenues dans les articles 4 et 9:

«The Republic of India respects the peace-loving policy of the Union of Soviet Socialist Republics aimed at strengthening friendship and co-operation with all nations. (...)»

«Each high contracting party undertakes to abstain from providing any assistance to any third party that engages in armed conflict with the other party. In the event of either party being subjected to an attack or a threat thereof, the high contracting parties shall immediately enter into mutual consultations in order to remove such threat and to take appropriate effective measures to ensure peace and the security of their countries.»

Autrement dit, l'Inde n'ira pas contre la politique étrangère soviétique et si la Chine attaque l'Inde, l'URSS peut-être amenée à déclarer la guerre à la Chine, et si elle attaque l'URSS, l'Inde peut également être amenée à intervenir. Ce sont ces deux articles qui dérangent la Chine. Cependant, le texte est suffisamment souple pour permettre un grand nombre d'interprétations, en fonction de la situation et des intérêts des deux pays. Ainsi, l'Inde peut d'un côté quasiment dire qu'elle bénéficie du « parapluie nucléaire soviétique », mais de l'autre, Indira et le gouvernement indien affirmeront à de nombreuses reprises que le traité ne vise pas la Chine et n'empêche en aucune manière une amélioration des relations sino-indiennes. Ce traité est pour l'Inde un traité de dissuasion très souple et très utile vis-à-vis de la Chine:

59 *Ibid.*, pp. 28-40.
60 Voir le texte intégral du traité dans les annexes.

«*There is nothing in the treaty with the Soviet Union which could possibly come in the way of friendship with China, the United States or any other country*. (…) *India has never favoured military alliances or military groupings of any kind. We do stand for greater economic co-operation among the countries of Asia and the others of course, and we think that this also strengthens each country individually.*»[61]

Au moment de la crise du Bangladesh et de la guerre indo-pakistanaise, l'URSS est l'un des rares pays à soutenir l'Inde. Face au danger grandissant pour l'Inde venant de l'axe Chine-Pakistan-États-Unis, l'amitié indo-soviétique est considérée comme vitale par l'Inde. Après la guerre, celle-ci souhaite cependant que ce partenariat privilégié ne bloque pas le développement de ses relations avec les autres pays, dont la Chine, car l'Inde souhaite la stabilité régionale pour assurer son développement économique. Comme le dit un député du Congrès:

«Our relations with the Soviet Union are on a firm foundation. Nothing can change, nothing can obstruct our growing friendly relations with the Soviet Union. (...) Friendly relations with the Soviet Union is not only a Government policy, it is the desire and wish of the common people here. They have stood by us in our most difficult times and therefore whatever winds of change, whatever new situation, new emerging pattern there may be the basic element of our foreign policy is our friendship with the Soviet Union and it will grow, because it is based on mutuality of interests and is also bringing stability and peace in this country.» [62]

Dès l'entrée en vigueur du traité indo-soviétique, la classe politique indienne est consciente des effets qu'il va produire sur les relations sino-indiennes. Un député de l'opposition analyse ainsi les choses de façon très lucide: «*This is not the axis of rivalry between Delhi-Peking but now it is between Peking-Moscow. It is good and I appreciate the Government that they are not over-playing the Indo-Soviet Peace Treaty. Rather, our Government is emphasizing the politics of non-alignment and the politics of self-reliance. (...) It is absolutely necessary for our future relations with China. If you really want to develop a base of peace in the sub-continent, it is essential that we disentangle ourselves from all international bloc alignments. It is essential that we try to develop good neighbourly relations with China. In fact China is now afraid of a weaker India. But China will appreciate a stronger India. A weaker India may play the role of a second fiddle to some big power. About the new axis, the new axis of rivalry between Peking and Moscow may affect India to go on the side against China. Therefore, China will prefer a stronger India and not a weaker India. The*

61 Indira répondant aux questions d'un journaliste allemand du *Bild Zeitung*, *Times of India*, 4 septembre 1973.
62 Discours de Sri B. R. Bhagat, 'International Situation', *Lok Sabha Debates*,7 décembre 1972, p. 164.

political situation has changed.

Now it is time that India should try to take initiative in normalizing relations with China. Ours is not the position of 1962. After 1965 and 1971, the image of India in the international world and also at home has undergone a change. Therefore, we can talk with China from the point of strength and from the point of self confidence and not with any sense of inferiority complex.» [63]

I.2.2.3 Le problème des cartes soviétiques

Un seul point de désaccord semble poser problème, c'est le fait que les cartes soviétiques ne montrent pas la frontière sino-indienne comme le voudrait l'Inde puisque ni l'Arunachal Pradesh, ni l'Aksai Chin ne sont considérées comme territoires indiens. L'Union soviétique explique que les cartes ont été dessinées dans les années 50, du temps de la fraternité sino-soviétique et qu'elle les mettra à jour bientôt et ajoute qu'elle soutient totalement la position de l'Inde face à la Chine[64]. Répondant aux questions de députés à la *Lok Sabha*, le ministre des Affaires étrangères Swaran Singh donne la position du gouvernement indien sur la question :

«In a case where the actual line of control and de facto position is violated, it would obviously be an act of aggression, and the existence or non-existence of maps is not relevant at all. The Soviet assurance is that India's stand regarding the frontier is accepted. [Le fait que ces cartes continuent d'être publiées] *does affect our interests and it is for this reason that we have been asking the USSR Government to make the corrections from time to time»* [65]

I.2.2.4 Les relations indo-soviétiques 1972-1976

Même si le gouvernement Gandhi ne semble pas considérer ce problème comme majeur, on peut s'interroger sur ce qui se serait passé si la Chine avait attaqué l'Inde en limitant son attaque à une zone occupée par l'Inde mais en dehors de l'Inde d'après les cartes soviétiques. Il est possible que l'URSS ait volontairement gardé ces cartes pour se laisser une marge de manœuvre en cas d'attaque chinoise, pour pouvoir choisir entre l'intervention et la non-intervention, en fonction de la situation stratégique et de ses propres intérêts. Finalement, en janvier 1973 apparaît une nouvelle carte en Union soviétique dans le dixième volume de la *Grande encyclopédie soviétique* sur laquelle

63 Intervention de Sri Samar Guha (PSP), «Half an hour discussion, normalisation of relations with China», *Lok Sabha Debates*, 16 août 1972, p. 409-420.

64 Par exemple l'article de la revue soviétique *Problemi Dalnevo Vostoka* cité dans le *Hindustan Times* du 7 janvier 1973.

65 *Lok Sabha Debates*, 25 mai 1972.

la zone frontalière sino-indienne est recouverte par la légende.[66]



Signature du traité de coopération indo-soviétique par Léonid Brejnev et Indira Gandhi en janvier 1973

En 1973, Brejnev effectue sa visite d'État à New Delhi, qui marque peut-être le point culminant des relations indo-soviétiques, avec la signature de nouveaux traités renforçant les liens entre les deux pays, surtout le traité de coopération économique, scientifique et technologique signé pour une durée de 15 ans. L'URSS fait également un geste très apprécié en offrant deux millions de tonnes de céréales alors que l'Inde se trouve en situation de pénurie alimentaire[67] et que les États-Unis ont suspendu leur aide depuis 1971. Moscou et New Delhi ont un intérêt commun: empêcher toute puissance de s'installer dans l'océan Indien[68], mais leurs intérêts divergent sur la doctrine Brejnev qui consiste en la protection du socialisme à tout prix, même au prix d'une intervention militaire. L'Inde ne souhaite pas voir l'URSS s'implanter durablement en Asie du Sud et dans l'océan Indien pour des raisons évidentes. Elle souhaite l'aide de l'URSS à son propre développement économique et militaire, mais que le traité lui impose le moins de contraintes possibles[69]. Cette politique transparaît dans le refus indien d'adhérer au pacte de sécurité collective asiatique proposé par l'URSS malgré tous les avantages matériels que les Soviétiques joignent à ce traité. Ceci est évidemment salué par la Chine qui ne boude pas son plaisir : «*Brezhnev then visited India in November in the hope that India would openly support the 'Asian Collective Security*

66 *Indian Express*, 23 janvier 1973.

67 R. ROY, 'India 1973 : a year of discontent', *Asian Survey*, volume 14 No. 2, février 1974, pp. 115-124.

68 L'Inde offre des facilités aux navires soviétiques qui peuvent faire escale dans ses ports, comme beaucoup de pays, mais pas de bases.

69 J. D. SETHI, 'Indo-Soviet Relations and the limits of Bilateralism', *China Report*, volume VIII, No. 6, novembre-décembre 1972, p. 47-48.

System'. This also proved fruitless. The Indian-Soviet joint declaration has only empty words for 'development of mutual benefit and cooperation' in Asia without even mentioning the 'Asian Collective Security System'...In Asia, the 'southward' strategy of expansion in South Asia and the gulf area so painstakingly worked out by Soviet revisionism has met with repeated setbacks.» [70]

Le temps passant, l'Inde se rend compte des contraintes pesant sur elle et de l'isolement dans lequel elle s'est placée en signant ce traité. Elle essaie de convaincre la Chine que le traité ne bloque pas le dialogue sino-indien. Cependant, Mao, qui ne fait pas confiance au gouvernement Gandhi, ne commencera à répondre à l'ouverture indienne qu'à partir de 1976. Un sentiment antisoviétique, qui apparaît en Inde dès 1972, dans l'opposition parlementaire et chez certains journalistes, prend peu à peu de l'ampleur et atteint son paroxysme en 1975. Cette rancœur est d'abord due à l'alliance entre le parti du Congrès et le PCI qui n'est pas très populaire en Inde, d'autant que l'économie se porte très mal et que les Indiens craignent de dépendre de plus en plus d'une Union soviétique avec ses besoins économiques propres, parfois contraires aux intérêts indiens.[71] Un bon exemple est le débat à la *Lok Sabha* entre le chef du *Swatantra Party*, Shri Piloo Mody, et le ministre de la Défense, Swaran Singh. Le premier se demande comment l'Inde peut rester non alignée avec 60 000 instructeurs soviétiques sur le sol indien, information démentie par le second. Mody demande ensuite ce qu'il en est de la base navale (Vizag ou Andaman/Nicobar) demandée par les Soviétiques et déclare que la menace venant de la mer décrite par Indira Gandhi ne sert que de prétexte à l'installation d'une base soviétique dans l'océan Indien. Swaran Singh dément une nouvelle fois et dit que l'URSS n'a jamais demandé de base navale et que l'Inde aurait de toute façon refusé de lui en accorder une. Swaran Singh reprend ensuite le sujet du pacte de sécurité collective, sujet également évoqué par Mody, et déclare :

«About the Asian Security arrangement I hope Shri Piloo Mody took the trouble of attending the meeting to the two Houses of Parliament, which was addressed by the General Secretary Mr. Brezhnev. He did float the idea. At the same time, he said: we are not trying to sell any particular offer, but I do float the idea, and I think it is for the countries in the region to debate it and to see if any arrangement can be thought of which ensures the security of this region. The point that I want to urge is, for anyone to suggest that the Soviet Union has formulated any Asian Security Plan is absolutely incorrect, they have not made any such statement; they have not given anything to us or to any other country. It is true they have generally propagated the idea, and we ourselves have said we are very much interested, of there could be security in Asia. We have made our own contribution

70 *Peking Review*, No. 7, 15 février 1974, p. 18.
71 *Ibid.*

in entering in to the Simla Agreement, in trying to be friend our neighbours, in trying to ensure that the Indian Ocean remains an area of peace, to ensure that the danger from Diego Garcia base is eliminated. (…)» [72]



Swaran Singh

1.2.2.5 Les manœuvres chinoises contre l'amitié indo-soviétique

La Chine tente d'exploiter ces failles dans les relations indo-soviétiques pour éloigner les deux pays et mène une intense campagne médiatique pour dénoncer le danger soviétique pour l'Inde. De nombreux articles du *Renmin Ribao*, de la *Peking Review* et des autres journaux chinois dénoncent la politique soviétique en Inde et évoquent l'indignation grandissante des Indiens face à cette politique. Plusieurs thèmes sont particulièrement marquants, dont celui de l'exploitation économique.

La propagande commence en août 1973 lorsque la Chine dénonce l'exportation de 2 500 tonnes de cacahouètes vers l'URSS alors que l'Inde ne peut se suffire à elle-même dans ce domaine.[73] Suite à ces critiques, l'URSS contre-attaque en disant que sous prétexte de défendre l'Inde, la Chine essaie d'éviter que celle-ci se développe économiquement. Moscou accuse Pékin d'utiliser une tactique néo-colonialiste, en profitant de son influence sur les mouvements maoïstes en Asie pour se constituer des zones de domination hors de ses frontières.[74] C'est donc une lutte de propagande qui s'engage entre l'URSS et la Chine pour tirer l'Inde vers son camp. La presse

72 «DG Ministry of Defence», *Lok Sabha Debates*, 21 avril 1975.
73 *Xinhua*, 9 août 1973.
74 *Pravda,* 17 novembre 1973 repris par le journal indien *Patriot*.

chinoise cite des journaux indiens dénonçant l'aide économique soviétique à l'Inde, accusant l'URSS d'en tirer d'énormes profits, dont le contrôle de 30% de l'industrie de l'acier et du fer indien[75], de 35% de l'industrie pétrolière, de 20% de l'industrie électrique et de 85% des industries lourdes complexes.[76] Le 23 novembre, le ministre des Affaires extérieures, Swaran Singh, se sent dans l'obligation de préciser qu'un rapprochement avec la Chine ne se fera pas au prix de l'amitié soviétique.[77]

En décembre 1973, la Chine poursuit ses attaques. Elle soutient que l'URSS, grâce à ses ventes de pièces d'avions MiG assemblés en Inde, contrôle l'industrie militaire de ce pays et menace son indépendance.[78] Au cours du même mois, de nombreux articles continuent d'être publiés sur ce thème dans la presse chinoise, dont le but est de montrer que la Chine est l'amie du peuple indien et le soutient contre ses deux ennemis, l'URSS et le gouvernement Gandhi. Parmi les autres faits économiques dénoncés, il y a le « commerce tripartite » qui consiste pour l'URSS à acheter des produits à un tarif spécial à l'Inde et à revendre ces produits à un pays tiers en en tirant de fructueux bénéfices,[79] et le fait que l'Union soviétique a contraint l'Inde à dépenser tout son emprunt (environ 10 milliards de roupies) dans des articles fabriqués en Union soviétique, de mauvaise qualité et beaucoup plus chers que sur le marché mondial.[80]

Enfin, le commerce indo-soviétique se résume au pillage des matières premières indiennes en échange de produits manufacturés de mauvaise qualité[81]. Tout ceci tend d'après Pékin à placer l'Inde dans une position subordonnée à Moscou. La presse chinoise dénonce également l'URSS parce qu'elle veut faire de l'Inde une 'colonie' soviétique et se réjouit du relatif échec du nouveau contrat quinquennal de commerce indo-soviétique courant de 1976 à 1980.[82] Enfin, l'URSS est accusée d'obliger l'Inde à accepter une dévaluation de sa monnaie face au rouble pour l'exploiter encore plus.[83]

75 La presse chinoise citera plus tard les usines sidérurgiques de Bhilai et Bokaro en exemple.
76 *Renmin Ribao*, 12 novembre 1973.
77 *Times of India*, 24 novembre 1973.
78 Article du magazine hebdomadaire indien *Economical and political weekly magazine* repris par le *Renmin Ribao* du 2 décembre 1973.
79 «L'opinion publique indienne exprime son insatisfaction envers les relations économiques injustes entre la Russie et l'Inde», *Renmin Ribao*, 2 décembre 1973.
80 «La sociale-impérialiste Union soviétique pille cruellement l'Inde par le biais du commerce inégal appelé l' "aide économique"», *Renmin Ribao*, 24 janvier 1974, cet article est particulièrement intéressant, voir les annexes.
81 «Soviet Union bully severely, India complains greatly,» *Renmin Ribao*, 28 juin 1976.
82 «Indian public opinion revealed SU's new trick of deprivation,» *Renmin Ribao*, 22 avril 1976.
83 «Indian strong discontentment about Soviet Union's economic colonization,» *Renmin Ribao*, 20 juillet 1976.

Le deuxième thème exploité par la Chine est la volonté soviétique de faire entrer l'Inde dans un système d'alliance asiatique alors que les Indiens sont attachés au non-alignement. Le refus indien d'intégrer le « système de sécurité du groupe asiatique » est salué comme une victoire par la Chine, qui cite par exemple un journal indien :

«L'idée d'un traité de sécurité asiatique ne s'accorde ni avec l'intérêt du peuple indien ni avec celui des autres pays d'Asie. Au contraire, cela viole totalement les avantages de l'Asie, et en particulier, cela va dans la direction opposée aux intérêts du peuple indien. Le but de ce système est d'utiliser les pays asiatiques comme des pions sur l'échiquier contre la Chine et de la soumettre à l'hégémonie russe (...) donc, le but de cette suggestion est de renforcer le contrôle colonisateur sur l'Inde, et c'est une nouvelle conspiration méticuleusement préparée pour faire glisser les pays et nations d'Asie vers un nouvel état d'esclavage.» [84]

Le troisième argument, reprenant encore une fois un article de la presse indienne, est l'espionnage soviétique en Inde. Plusieurs affaires d'agents des services secrets soviétiques donnant d'importantes sommes d'argent à des officiels indiens contre des informations sont révélées durant l'année 1975, le *Renmin Ribao* dit ainsi:

«According to the report in The Hindustan Times, Soviet Union get a great amount of confidential information by making use of two Indian officials of air force who are air engineers working for a private rocket project. They offered confidential informations to Soviet Union for two years. Indian intelligence staffs discovered, in a restaurant in India, in the State of Kerala, the official of Soviet Union gave a lot of money to one of them as a reward for offering informations. They were arrested immediately; one of them was sentenced by military court. (...) Before this affair was revealed, Hindustan Times also revealed the official of Soviet Union once attended a private meeting of Indian party in power. The Newspaper said, four people from SU were discovered in the private meeting held by Congress Party in the state of Orissa in the early March. They were the under secretary of SU embassy in India, vice-consul of SU in Calcutta and two presidents of University of SU. The Newspaper said again, it was said that those Soviets headed for Orissa in order to "carry out the mission of culture." It was pointed out that even some members of Congress Party were not invited to this meeting. The information said that SU's people attending the private meeting of Indian Party in power caused the anxiety of India in political circles. Some members of

84 Article du magazine hebdomadaire *Weekly* publié dans le Jammu et repris dans le *Renmin Ribao* du 29 novembre 1973.

Congress Party, including some senior leaders, were in sore straits by the matter of entry of Foreigners to Indian political life».[85]

Dans le même temps qu'elle tente de dégrader les relations indo-soviétiques, la Chine accuse l'Inde d'expansionnisme au profit de l'URSS. Cela commence par l' « agression » indienne contre le Pakistan en 1971 puis au Népal, au Bangladesh et au Bhoutan, où l'Inde est accusée de s'immiscer dans les affaires intérieures et d'exploiter économiquement ces pays, et au Sikkim où la Chine dénonce l'Inde pour avoir fait une annexion pure et simple. Enfin, l'explosion nucléaire de Pokhara. La Chine en conclut : «*Les comportements expansionnistes de l'Inde et de l'URSS n'échapperont pas à la punition de l'histoire*.» [86]

Le quatrième argument chinois pour démontrer aux Indiens que l'Inde doit quitter l'alliance avec l'URSS est le soutien soviétique à l'état d'urgence en 1975. L'URSS décide d'appuyer totalement Indira Gandhi dans sa proclamation de l'état d'urgence et perd beaucoup de crédit en Inde de ce fait. Elle décide de reprendre l'explication d'Indira Gandhi que l'Inde et elle en particulier sont victimes des « intrigues réactionnaires » de l'opposition[87]. La Chine essaie d'en profiter et dénonce violemment à la fois le gouvernement Gandhi et l'Union soviétique:

«Gandhi has all along been backed by the lords of the Kremlin. All the Gandhi government's reactionary measures and criminal acts at home and abroad have won the plaudits and support of Soviet revisionism. On this occasion, it is again the Soviet revisionists who have impatiently stepped forward to defend Gandhi, alleging that the corrupt election practices were only "fabrications by the opposition." In short, the Soviet revisionists sometimes give advice to her behind the scenes and sometimes openly come out to whitewash her in a vain attempt to help her tide over a crisis.

The sole purpose of the Soviet revisionist social-imperialists in trying so painstakingly to prop up Gandhi is to continue their control of India so as to contend for hegemony with the other superpower in South Asia. And Gandhi wants to become the junior hegemonic lord in this area under the patronage of Soviet revisionism. However, India belongs to the Indian people who will not long tolerate the reactionary rule of the Gandhi regime or allow anybody to sell out their

85 «Indian newspaper reveals that Soviet Union is holding a spy activity in India» du *Renmin Ribao* du 21 mars 1975.

86 «Neighborhood or invasion and expansion? Revealing India expanded in South Asia in the favor of Soviet Union.» *Renmin Ribao*, 28 octobre 1974.

87 *Pravda* du 27 juin 1975 reprise par le *Renmin Ribao* du 29 juin dans l'article : «Soviet Union Cheers on Gandhi's suppression.»

country to a superpower. All those who hire themselves out to imperialism, no matter how rampant they may be for a time, will never come to a good end, just as their behind-the-scenes bosses will never either.»[88]

Le cinquième argument est l'interdiction que l'URSS fait à l'Inde de fournir à l'Égypte des pièces détachées pour ses avions de chasse de fabrication soviétique, comme va le révéler le président Anwar el Saddat. La raison en est bien entendu que l'Égypte, qui a été dans le camp soviétique est désormais proche d'Israël et des États-Unis.[89]

I.3 Le rapport de force

I.3.1 Le rapport de force au sens large

Il est impossible de savoir ce qui se serait passé en cas de guerre sino-indienne, mais ce qu'il est possible de déterminer, c'est la perception que peut avoir un camp de ses propres forces et des forces de l'adversaire. Il est probable qu'en cas de guerre sino-indienne, le Pakistan ne serait pas intervenu du côté chinois, car il risquait trop gros en cas de défaite, que l'URSS aurait réfléchi mais ne serait intervenue que par pressions et tentatives de médiation en relation avec les États-Unis qui ne veulent ni l'un ni l'autre d'une extension dangereuse du conflit. Il est donc probable que les États-Unis et l'URSS seraient intervenus comme médiateurs d'un tel conflit. Le risque d'extension du conflit à une troisième guerre mondiale est donc faible et la perception de la Chine qui croit la guerre contre l'URSS inévitable est incorrecte du fait que l'URSS est autant effrayée de la Chine que la Chine de l'URSS et aucune des deux puissances n'oserait attaquer l'autre. Ceci étant, cela ne veut pas dire que les deux camps ne se portent pas des coups et ne luttent pas pour voir leurs intérêts progresser, ce sera l'objet de notre deuxième partie.

Même si la Chine et les États-Unis ne sont pas de vrais 'alliés', ils s'entendent pour coordonner dans une certaine mesure leurs actions visant à contenir l'Union soviétique et ses amis. C'est dans ce sens qu'il faut entendre l'existence d'un « camp sino-américain ». Ce camp est composé des alliés des États-Unis, de la Chine et du Pakistan. Pour l'Inde, c'est un véritable cauchemar car, menacée au nord par le Pakistan et la Chine et au sud par la flotte américaine basée

88 JEA Ku Ping, «Indira Gandhi's Government: fierce features fully exposed», *Peking Review,* 4 juillet 1975.

89 «Indian official issued a statement proved that SU forbade India to provide Airplane spares for Egypt,» *Renmin Ribao,* 19 mai 1976.

à Diego Garcia, elle peut avoir le sentiment d'être encerclée. La Chine de son côté se sent aussi menacée sur plusieurs fronts avec la menace soviétique au nord, la menace indienne au sud et un Vietnam qui penche de plus en plus vers l'URSS à mesure qu'il s' éloigne de Beijing.

I.3.2 Le rapport de force sino-indien

Si l'on s'en tient au strict rapport de force sino-indien, il est très équilibré et stable durant toute la période. D'un côté et de l'autre de l'Himalaya, les troupes sont principalement de l'infanterie. L'armée chinoise compte plus de divisions mais les divisions indiennes sont plus grosses et spécialisées dans la guerre en milieu montagneux. Un député indien fait une bonne analyse de la situation militaire à la frontière :

«*China has to-day about 100,000 men in Tibet. As against that, we have a force of about ten mountain Divisions. (...) a very knowledgeable expert says that these ten Divisions should be enough to provide an adequate shield to cope with if such an eventuality should arise. That expert goes on to say that if the Chinese force is increased to 150,000 we should, with adequate preparedness, still, be able to cope with it. That leaves 15 divisions out of 25 for facing Pakistan. (...)Pakistan is having a force of the same magnitude facing us. That really does not give us a very special safety margin. (...)*» [90]

Examinons la situation dans le sous-continent plus en détail.[91] Le rapport de force entre l'Inde et le Pakistan est légèrement en faveur de l'Inde puisque l'Inde totalise quinze divisions d'infanterie et deux divisions blindées contre treize et deux pour le Pakistan (trois autres divisions d'infanterie pakistanaises sont postées à la frontière afghane). Face au Bangladesh, l'Inde a quatre divisions d'infanterie, stationnées dans les États du Nord-Est contre les cinq divisions bangladaises. Enfin, face à la Chine, l'Inde aligne dix divisions de montagne, spécialisées dans la lutte en milieu montagneux contre les vingt-six divisions chinoises des régions militaires Sud et Sud-Ouest dont dix faisant face directement aux divisions indiennes. Ce rapport de force peut paraître en faveur de la Chine, mais les divisions indiennes comptent sur le papier 17500 hommes contre 12700 pour les divisions chinoises et elles sont plus spécialisées dans le milieu montagneux, et les 4 divisions indiennes stationnées dans le Nord-Est face au Bangladesh, pays non-hostile, peuvent venir renforcer l'armée indienne dans le secteur himalayen. Le rapport de force est donc très équilibré et il

90 Intervention de Dr. H. P. Sharma (Congress), «D.G. Ministry of Defence», *Lok Sabha Debates*, 25 avril 1974.
91 Raju G. C. THOMAS, *Indian Security Policy*, p. 142.

est impossible de prédire qui aurait pris le dessus en cas de guerre, d'autant que des diversions sur les arrières indiens organisées par les tribus rebelles du Nord-Est sont plus difficiles à mettre en œuvre depuis l'indépendance du Bangladesh et pourraient faire l'objet d'une réplique indienne similaire au Tibet.

La Chine a l'avantage de posséder l'arme nucléaire, mais elle ne peut l'utiliser contre l'Inde sans prendre le risque d'une réplique soviétique. Les deux pays ont donc toutes les raisons de ne pas rechercher le conflit armé et de baser leur rivalité sur des opérations d'une autre nature, la guerre secrète et diplomatique.

II. La confrontation sino-indienne

Après avoir évoqué dans quel contexte ont lieu les relations sino-indiennes, nous allons suivre leur lutte pour redéfinir le rapport de force en Asie du Sud. Nous traiterons cela de manière thématique en commençant par leur rivalité au Bangladesh.

II.1 La lutte d'influence au Bangladesh

II.1.1 L'Inde en position de force

Au Pakistan oriental, des forces d'opposition s'étaient constituées progressivement à partir des années cinquante pour protester contre la domination excessive des élites du Pakistan occidental dans les domaines politique et militaire. Dès le début des années soixante, la ligue Awami émerge comme principale force de contestation et son président Mujibur Rahman est emprisonné de 1966 à 1969. En 1970, un cyclone très puissant dévaste les zones côtières du pays, tuant un demi-million de personnes. La réponse des autorités centrales est insuffisante et Mujibur Rahman gagne les élections législatives de 1970. Yahya Khan ajourne *sine die* la première réunion de l'assemblée constituante et Mujibur Rahman finit par être arrêté le 26 mars 1971, peu après avoir déclaré l'indépendance du Bangladesh et appelé à la lutte armée jusqu'à ce que le dernier soldat pakistanais soit expulsé du territoire du Bangladesh. Yahya Khan lance l'opération *Searchlight* dans la foulée, une opération militaire de grande ampleur contre le Pakistan oriental. Cette opération est extrêmement sanglante et fait de très nombreuses victimes civiles, particulièrement dans les milieux intellectuels et chez les hindous. Des millions de réfugiés fuient en Inde et un gouvernement provisoire du Bangladesh est créé à Calcutta par les leaders de la ligue Awami. La guerre de libération du Bangladesh dure depuis 9 mois, quand, le 4 décembre, quelques heures après une offensive pakistanaise au Cachemire, l'Inde intervient. En quelques jours, ses armées atteignent Dacca. Le 16 décembre 1971, le général Arora obtient la capitulation du général pakistanais Niazi.

Suite à la guerre de 1971, l'Inde est en position de force vis-à-vis du Bangladesh et le nouveau parti au pouvoir, la ligue Awami, et son chef Mujibur Rahman, devenu Premier ministre, sont des amis de l'Inde et de l'URSS.



Indira Gandhi et Mujibur Rahman lors du 4ème round des discussions indo-bangladaises à Calcutta, le 7 février 1972.

Le 19 mars 1972, l'Inde et le Bangladesh signent un traité d'amitié, de coopération et de paix et les deux Premier ministres, Sheikh Mujibur Rahman et Indira Gandhi, font une déclaration commune à Dacca, par laquelle ils expriment leur étroite amitié et leurs sentiments fraternels. Ils affirment leur intention de présenter un front commun contre les forces menaçant la sécurité, la stabilité et l'intégrité territoriale des pays de la région et leur attachement à la politique de non-alignement. Ils affirment vouloir renforcer leur coopération en organisant des consultations régulières, au moins deux fois par an, entre les officiels des ministères des Affaires étrangères et de la Défense, les commissions de planification et des ministères s'occupant de l'économie, du commerce, des affaires culturelles et techniques des deux pays. Le Bangladesh remercie l'Inde pour son action visant à juger les membres des forces armées pakistanaises coupables de crimes de guerre, de génocide et de crimes contre l'humanité au Bangladesh en accord avec les lois internationales. Les deux gouvernements essayeront en revanche de libérer le plus vite possible les prisonniers malades et blessés reconnus non-coupables. L'Inde soutiendra la candidature du Bangladesh à l'ONU. Les deux pays affirment leur volonté de tenir l'océan Indien à l'écart de la rivalité et de la compétition militaire entre les grandes puissances. Afin d'assurer la liberté de navigation, ils s'opposent à la construction de bases militaires dans cette zone, et, dans l'intérêt de la paix, ils demandent que l'océan Indien soit reconnu zone exempte d'armes nucléaires. Enfin, les deux pays décident de renforcer leur coopération économique par un certain nombre de mesures

d'assistance économique indienne au Bangladesh, d'accords fluviaux, etc. [92]



Le président pakistanais Yahya Khan

Pour la Chine la situation est compliquée. Durant la guerre, elle s'est déconsidérée auprès des Bangladais en ne critiquant pas ouvertement la terrible répression pakistanaise. Initialement fortement défavorable à celle-ci, elle l'a fait savoir au Président pakistanais Yahya Khan puis à Bhutto lorsqu'il a fait son voyage en Chine le 5 novembre 1971.[93] En effet, la Chine avait beaucoup d'amis au Pakistan oriental et la répression des militaires en élimine un grand nombre. Elle montre ainsi à Bhutto une liste d'environ 60 noms d'officiels qui lui étaient favorables et qui ont été liquidés par l'armée pakistanaise. Pékin fait ensuite savoir à ses amis au Bangladesh qu'elle est favorable à la guerre de libération nationale, mais s'oppose fortement à ce que la ligue Awami arrive au pouvoir car celle-ci représente un pouvoir bourgeois. Elle privilégie plutôt les radicaux qui lui sont favorables. Les analystes en Chine pensaient que la guerre civile allait tourner en faveur de ceux-ci et qu'en fin de compte, on assisterait à la création d'un nouveau pays très favorable à la Chine.

Ce que la Chine n'a pas prévu, c'est l'intervention indienne qui change la donne, puisque l'Inde aide la ligue Awami à prendre le pouvoir. C'est pour cette raison que la presse chinoise tire à boulets rouges sur l'«expansionnisme» indien et sur ses «marionnettes» au Bangladesh. La Chine réoriente alors son message, et apporte un soutien sans faille au Pakistan; elle ne reconnaît le Bangladesh que suite à la reconnaissance du Bangladesh par le Pakistan, elle transforme cette

92 Texte dans *Lok Sabha Debates*, 20 mars 1972, pp. 244-250.

93 T. J. S. GEORGE, «China-Bangladesh: Peking's Pre-War Message to Pakistan», *FEER,* Vol. 75, No. 6, 5 février 1972, p. 8.

guerre civile en une guerre d'agression de la part de l'Inde, au grand regret des Bangladais. Zhou Enlai insiste également sur le fait que le gouvernement du Bangladesh a été porté au pouvoir, non par le peuple de ce pays mais par la force des armes indiennes. La presse chinoise accuse d'ailleurs l'Inde d'avoir renvoyé des troupes au Bangladesh après une évacuation officielle destinée aux médias:

«Les expansionnistes indiens ont envahi le Pakistan oriental avec l'encouragement et le support de l'Union soviétique. Les troupes d'invasion indiennes ont tenu une cérémonie officielle d'évacuation, essayant par là même de tromper le public et de couvrir leur objectif d'invasion. Mais juste après, un journaliste étranger a donné des informations sur des consultants indiens aidant l'armée du Bangladesh à s'entraîner. Maintenant, les troupes indiennes retournent au Pakistan oriental pour intimider le peuple local après l'«évacuation». Les expansionnistes indiens ont envoyé des troupes dans et en dehors du Pakistan oriental. C'est un indéniable crime d'intrusion et un contrôle illégal du Pakistan oriental.» [94]

Zhou ne défend cependant pas les atrocités commises par le gouvernement pakistanais.[95] C'est d'ailleurs grâce à son intervention que le Pakistan s' abstient d'exécuter Mujibur Rahman alors retenu prisonnier au Pakistan.[96] En fait, la Chine craint que la sécession du Bangladesh ne soit un dangereux précédent: la Chine pourrait se retrouver dans l'avenir avec une situation similaire au Tibet et au Xinjiang, avec ou sans l'implication de l'URSS ni de l'Inde.[97]

La Chine a néanmoins toujours conservé des partisans au Bangladesh, ce qui va l'aider à retourner progressivement la situation en sa faveur. Parmi ces partisans, le plus important est le leader de l'opposition au gouvernement de Mujibur Rahman, Maulana Bhashani, le fondateur de la ligue Awami qui l'avait ensuite quittée. Parallèlement, elle garde un contact avec le gouvernement du Bangladesh par l'intermédiaire de la Birmanie. La Birmanie reconnaît en effet le nouveau gouvernement bangladais dès la fin de la guerre, après que Ne Win[98] ait effectué une visite à Beijing, pour raffermir l'amitié des deux pays. En échange de l'alignement de Rangoon sur sa politique étrangère, la Chine s'engage à arrêter ses livraisons d'armes et de munitions aux rebelles maoïstes du nord de la Birmanie, sujet dont nous reparlerons. La Chine aurait aussi demandé à Ne

94 *Renmin Ribao,* 30 mars 1972.
95 *The Hindustan Times,* 16 avril 1972.
96 B.K. TIWARI, «Chou bid to normalise Dacca-Pindi ties,» *Indian Express,* 5 avril 1973.
97 John F. COOPER, «China's Policy Toward Bangladesh», *China Report*, mai-juin 1973, pp. 11-17.
98 Le leader despotique et déséquilibré de la Birmanie de 1962 à 1988.

Win de l'aider à maintenir le contact avec le Bangladesh. La Birmanie s'occupe ainsi des intérêts chinois jusqu'à la reconnaissance du Bangladesh par la Chine. La Chine garde donc, par l'intermédiaire de la Birmanie et le plus discrètement possible, le contact avec ses anciens partisans au Bangladesh en espérant que la situation dramatique d'après-guerre leur permette de prendre le pouvoir.[99]



Maulana Bhashani

De son côté, le nouveau gouvernement bangladais de Mujibur Rahman souhaite établir des contacts avec la Chine et être reconnu par elle. Le ministre des Affaires étrangères, Abdus Samad Azad, déclare ainsi en juillet 1972 : «*We want to develop a cordial relationship with China and hope that Peking will accept our offer.*»[100] C'est une position surprenante après l'attitude officielle de la Chine lors de la guerre, mais l'objectif est peut-être de brouiller Pékin avec le Pakistan. Par ailleurs, le Bangladesh souhaite probablement éviter le véto chinois à sa demande d'admission à l'ONU. Cette attitude ne va pas empêcher la Chine d'utiliser son véto. Elle gardera cette attitude tant que le Pakistan ne reconnaîtra pas le Bangladesh.

Le traité de Simla a un effet bénéfique sur les relations indo-pakistanaises et la Chine apprécie ce changement. Lorsque la Chine comprend que Bhutto s'est décidé à reconnaître le Bangladesh, elle change aussi d'attitude, d'autant que cette indépendance semble irréversible compte tenu du nouveau rapport de force en Asie du Sud et des haines engendrées par la guerre civile.

99 *Ibid*.
100 S. KAMALUDDIN, 'Bangladesh: China's role after the veto', *FEER,* Vol 77, No. 31, 29 juillet 1972.



La rencontre entre Gandhi et Bhutto en vue du traité de Simla

C'est par l'intermédiaire de K.M. Kaiser, ancien ambassadeur du Pakistan à Beijing, que la Chine accepte pour la première fois l'idée de reconnaître le Bangladesh et la prise de pouvoir de la ligue Awami. Le premier geste chinois envers le Bangladesh est une offre d'achat de 40 000 balles de jute, qui ne sera finalement pas concrétisée. C'est clairement une ouverture en vue de négociations bilatérales[101].

Cependant, le 10 août 1972, Bhutto annonce qu'il ne reconnaîtra pas le Bangladesh, à cause du problème non résolu des prisonniers de guerre pakistanais au Bangladesh. La Chine le soutient en opposant son véto à l'entrée du Bangladesh à l'ONU, alors que les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité reconnaissent officiellement le nouveau pays. Cela provoque la colère de Dacca. Un porte-parole de la ligue Awami déclare que Beijing «*poursuit une politique délibérée qui vise à créer des tensions et de l'instabilité dans le sous-continent*». Même les Bangladais favorables à la Chine, tels que Maulana Bhashani, sont choqués par ce véto. [102] Les Bangladais ne comprennent pas pourquoi la Chine, qui est d'habitude si favorable aux guerres de libération nationale prend cette fois fait et cause pour le gouvernement pakistanais qui représente idéologiquement tout ce que dénonce Pékin. Ce véto ne contribue pas à un apaisement du conflit sino-indien au Bangladesh. D'autant que l'importante aide de la Chine à Sri Lanka (307 millions de roupies) dans le même temps provoque des suspicions indiennes vis-à-vis de la Chine.

101 Giri DESHINGAR, 'South Asia : After the veto', *FEER*, Vol. 77, No. 40, 30 septembre 1972.
102 A. L. KHATIB, 'Dacca wages a sad finger at China', *FEER*, Vol. 77, No. 37, 9 septembre 1972.

Le 16 août 1972, le ministre des Affaires étrangères indien exprime lui aussi son mécontentement en ces termes :

«(…) Chinese attitude in the United Nations appears to be to block the entry of Bangladesh. It is all the more, I should say, tragic that a country like the People's Republic of China, whose own entry to the United Nations had been blocked by others is now adopting an attitude against the majority view of the U.N. members and threatening to exercise the exceptional right which permanent members of the Security Council have, to veto her entry into the United Nations. The power of veto is a power which is very sparingly exercised when issues of peace and war are involved. To keep a country of 75 million out and to threaten the use of veto is certainly not a very encouraging feature, which holds out great possibilities normalization of relations; in the attitude of China in relation to the countries of the India sub-continent. (…)We were hoping that relations with China would improve, and to be quite frank, I had the feeling that they were moving though very slowly towards improvement, before the situation in Bangladesh developed. We should take a realistic view, with the Chinese attitude in relation to the events in Bangladesh, in relation to the movement of about ten million refugees from Bangladesh into India, in relation to the Pakistani attack on us, in relation to their general appreciation of what was happening in this subcontinent where human rights of millions of people were actually trampled under the military pressure and military atrocities; the Chinese attitude was not such as could by any imagination be regarded as impartial. In fact, it was heavily weighted in favour of the military regime which was crushing the urges of the people of Bangladesh for their own independence and for the preservation of their human rights.» [103]

Au même moment, le représentant chinois à l'ONU, Huang Hua, justifie les choix de son pays par le fait que la Chine considère que l'Inde et l'URSS forcent la main du Conseil de sécurité et que les deux résolutions passées par le Conseil de sécurité le 26 décembre 1971 n'ont pas été appliquées, c'est-à-dire l'évacuation des troupes des territoires au delà de la ligne de contrôle et le retour des prisonniers de guerre des deux camps chez eux. Il déclare: «*Nous devons mettre 'Bangladesh' et 'application des résolutions' ensemble car ces deux mots sont inséparables*.» [104] Il précise le 24 septembre: *«le Bangladesh n'est pas qualifié pour rejoindre l'ONU tant que la résolution des Nations-Unies et de son Conseil de sécurité ne sera pas appliquée intégralement.»* [105] La Chine accuse l'URSS d'être à l'origine du problème et de vouloir profiter de la situation pour

103 Déclaration de Swaran Singh sur les relations Sino-Indiennes à la Lok Sabha, 16 août 1972, *Jain*, pp. 426-430.
104 *Renmin Ribao*, 26 août 1972.
105 *Renmin Ribao*, 26 septembre 1972.

étendre son influence dans la région. Elle accuse aussi l'Inde de ne pas respecter ses engagements contrairement au Pakistan. Cependant, voyant le vent tourner en sa défaveur, la Chine laisse la place à une possible reconnaissance ultérieure du Bangladesh, lorsque toutes les résolutions de l'ONU auront été appliquées: «*La Chine n'a pas fait d'objection à la candidature du Bangladesh mais a ajourné cette candidature car le Bangladesh n'a pas suivi les instructions de l'ONU et du CSNU. La Chine reconsidérera cette question si le Bangladesh applique la résolution. La Chine a toujours travaillé dans l'intérêt commun de tous les peuples, maintenant le principe de la Charte des Nations-Unies.*» [106]



La délégation chinoise à l'Assemblée générale de l'ONU, au premier rang, de gauche à droite, Qiao Guanhua, Huang Hua et Fu Hao, le 15 novembre 1971.

Le 3 octobre 1972, au cours de la 27e session de l'Assemblée générale des Nations unies, Qiao Guanhua, chef de la délégation chinoise, se dit favorable à l'intégration du Bangladesh à l'ONU et accepte clairement le gouvernement de Mujibur Rahman à condition que les résolutions soient appliquées:

«The General Assembly at its 26th session adopted by the overwhelming majority of 104 votes a resolution calling for cease-fire and troop withdrawal by India and Pakistan. Subsequently, the Security Council also adopted by 13 votes in favour and two abstentions, a resolution demanding

106 *Ibid.*

cease-fire, troop withdrawal and release of prisoners by all those concerned. However, while the relevant resolutions of the U.N. were not yet implemented, the Soviet government and its followers raised at the Security Council last August the question of the admission of 'Bangladesh' into the U.N. In disregard of the reasonable demand of many countries to postpone the consideration of the question, they insisted on a vote to compel China to use the veto. China's stand for postponing the consideration of this question does not mean that we are fundamentally opposed to the admission of Bangladesh into the U.N. China cherishes friendly sentiments for the people of East Bengal, and has no prejudice against Mr. Mujibur Rehman. We stand for postponing consideration of this question in order to promote a reconciliation among the parties concerned and the implementation of the U.N. resolutions, which are of very immediate concern. However, the Soviet government has hurriedly pressed for U.N. admission of Bangladesh. This is definitely not aimed at helping Bangladesh, but at forcing China to use the veto, maintaining and aggravating the tensions among the parties concerned in the sub-continent and white-washing its foul act of supporting the Indian government in dismembering Pakistan last year. But its attempt will not succeed. If it had been national self-determination it should have been the people of East Bengal solving their problems by themselves. Why should Indian troops have invaded East Pakistan? And why have the 90,000 and more Pakistani war prisoners and civilians been taken to India? After the admission of Bangladesh had been vetoed, certain people are trying to bypass the Security Council and referring the question to the General Assembly for discussion. This is clearly done with ulterior motives. This will in no way help promote reconciliation among the parties concerned in the sub-continent nor will it reflect honour to the country inciting such a move.(...)» [107]

Le ministre des Affaires étrangères bangladais accueille favorablement la déclaration chinoise, appelle la Chine à faire un geste et ajoute qu'elle a un rôle significatif à jouer dans l'apaisement des tensions dans le sous-continent.[108]

En décembre 1972, Swaran Singh clarifie devant la *Lok Sabha* la position du gouvernement indien sur les prisonniers de guerre pakistanais en déclarant que cette question ne peut être abordée que si le Pakistan reconnaît le Bangladesh, dans le cadre de discussions tripartites et dans le respect de l'égalité entre les parties :

«It is our view that the continued non-recognition of Bangladesh by Pakistan is coming in

107 «Chiao Kuan-Hua on Bangladesh», *China Report*, India-China Relations (October 1972-January 1973) Volume IX No. 2 (mars-avril 1973) pp. 52-63.

108 Voir la déclaration de Abdus Samad dans «Bangladesh urges recognition by China», *China Report*, India-China Relations (October 1972-January 1973) Volume IX No. 2 (mars-avril 1973) pp. 52-63.

the way of implementation of that clause of the Simla Agreement in accordance with which the question of the prisoners of war had been agreed to be discussed between the parties. We had made the position clear in Simla that with regard to the prisoners of war who came into our custody on the eastern front, including those who surrendered in Bangladesh to the joint command of India and Mukti Bahini of Bangladesh, for a final settlement of the question of those prisoners of war, the association and agreement of the Bangladesh Government is essential and necessary. Obviously, Pakistan cannot expect Bangladesh to participate in any serious discussion on any matter, much less on such a vital question as the future of the prisoners of war, unless the Bangladesh Government feels that they are entering and participating in those discussions on the basis of equality with Pakistan. Obviously, unless Pakistan agrees to recognition of Bangladesh, the attitude of Sheikh Mujibur Rehman and the Government of Bangladesh in this respect is understandable.» [109]

Le lendemain, le ministre des Affaires étrangères indien évoque les discussions indo-pakistanaises sur la délimitation de la ligne de contrôle du 17 décembre 1971 dans le Jammu Cachemire et déclare à la *Lok Sabha* que les militaires des deux pays se sont entretenus et sont parvenus à un accord pour que la ligne de contrôle débute au secteur de Chamb et finisse au secteur de Turtok. Il cite un extrait du communiqué joint que voici :

«General Sam Manekshaw met with General Tikka Khan once again at Lahore on December 7, 1972. The meeting lasted three hours and was held in an atmosphere of goodwill and mutual understanding. The two Chiefs were able to compose the differences that existed and are directing their senior military commanders. Lt. Gen. P. S. Bhagat and Lt. Gen. Abdul Hameed Khan, to meet at Suchetgarh on December 11, 1972 and finalise the delineation of the line of control in Jammu and Kashmir at adjusted by them (that is the two Chiefs): This line of control will commence from Chhamb Sector and end in the Turtok Sector (Purtappur Sector).» [110]

La reconnaissance du Bangladesh par le Pakistan et donc par la Chine semble alors proche, même si sur la question des prisonniers de guerre, c'est toujours un dialogue de sourds, l'Inde voulant la reconnaissance préalable du Bangladesh pour libérer les prisonniers et la Chine la libération des prisonniers pour reconnaître le Bangladesh. De la même façon que pour la Chine le véritable ennemi n'est pas l'Inde mais l'URSS, les débats au sein du Parlement indien révèlent une tendance à faire des États-Unis le véritable ennemi et de la Chine un pays avec lequel on peut

109 *Lok Sabha Debates*, 7 décembre 1972, pp. 164-166.
110 «International Situation», *Lok Sabha Debates*, 8 décembre 1972.

finalement s'entendre. Pour la première fois depuis 25 ans, le Premier ministre indien évoque les activités de la CIA en Inde et suite à cela, des députés indiens accusent la CIA d'avoir infiltré les universités, des partis politiques et le gouvernement indien lui-même, Shri Indrajit Gupta déclare ainsi:

«in key posts in the various ministries and departments, there may be officers who are hand in glove with CIA. Many things have happened which go to prove it. Some say, the Ministry of Agriculture in particular is full of such people and all sorts of things are going on. (...) in 1967 (...)it was alleged by a member (...) that the then High Commissioner of U. K. in India, Mr. John Freeman, had sent a message to his government in Britain in the course of which he had stated that during the 1967 elections, large sums of money (...) had been distributed by the Americans to various parties, some of whose friends are sitting on this side-the Swatantra Party, Jan Sangh and so on.»

Ce député accuse également la CIA d'avoir commis des crimes abominables contre les intellectuels bangladais durant la guerre civile au Pakistan Oriental[111] et des actes de sabotage en Inde, d'aider les rebelles du nord-est Indien, et de tout faire pour détériorer l'image de l'Inde au Bangladesh.[112] Le Bangladesh va plus loin en accusant les États-Unis et la Chine de collusion pour le déstabiliser. Tufail Ahmed, secrétaire politique auprès du Premier ministre, déclare au cours d'un meeting à Gopalgunj, le 2 octobre 1972, que la Chine est de connivence avec les agents de la CIA pour contrecarrer la liberté chèrement acquise du Bangladesh. Il accuse la Chine d'avoir fourni au Pakistan les armes ayant servi à tuer des millions de personnes au Pakistan Oriental.[113] C'est également le point de vue de l'Union soviétique qui accuse la Chine de tenter de pousser le Bangladesh dans la guerre civile en collusion avec les « *impérialistes et les agents étrangers »,* qui fournissent des armes à l'opposition à Mujibur Rahman.[114]

Dans le même temps, le nouveau gouvernement du Bangladesh cherche à se débarrasser de l'opposition pro-chinoise représentée par Maulana Bhashani en critiquant son rôle durant la guerre civile, en l'accusant de fomenter des activités anti-nationales, en interdisant son hebdomadaire *Hak Katha* pour publication de fausses informations sans aucun fondement visant à nuire à l'intérêt

111 Shri Indrajit Gupta déclare ainsi: «*a gentleman called Robert Jackson, more familiarly called as 'Killer Jack' appeared in Bangla Desh last year in March, 1971. (...) He is reported to have trained Razakars and Al Bodar and such people in the art of killing freedom-fighters. (...) two Americans (...) had been preparing lists in Dacca of intellectual who should be killed. Later on, those intellectuals were massacred on the eve of the Indian forces reaching Dacca.»*
112 Toutes ces accusations sont faites lors du débat: «CIA activities in India», *Lok Sabha Debates*, 12 décembre 1972.
113 «China accused of undermining Bangladesh», *China Report*, India-China Relations (October 1972-January 1973) Volume IX No. 2 (mars-avril 1973) pp 52-63.
114 «Quand tous les moyens sont bons», *Literaturnaya Gazeta*, 29 août 1973.

national, et à heurter les relations entre l'Inde et le Bangladesh.[115] Bhashani, qui accuse par exemple l'Inde d'être responsable de la famine et des autres problèmes que connaît le Bangladesh après sa libération, demande à Mujibur Rahman de dénoncer le traité d'amitié avec l'Inde et de l'accompagner en Chine pour obtenir la reconnaissance du Bangladesh et rapporter du riz.[116] Le groupe de Bhashani fonde un nouveau quotidien, *Bangabarta* dans lequel il publie une lettre adressée à Zhou Enlai fin août. Dans cette lettre, Bhashani décrit la situation du Bangladesh comme extrêmement favorable à la poursuite d'activités d'éléments politiques pro-chinois et acceptant la stratégie de lutte de Mao, car le gouvernement actuel est dans l'impossibilité de faire face à la difficile situation économique. Bhashani demande la reconnaissance de son pays par la Chine car le Bangladesh changera rapidement de gouvernement et deviendra beaucoup plus favorable à la Chine et par conséquent moins favorable à l'Inde.[117]

Le 19 avril 1973, sur une proposition de la Mongolie, le Bangladesh est admis à l'ECAFE[118] malgré le refus de Beijing : c'est un premier pas vers sa reconnaissance à l'ONU.[119]

A partir de cette date, la Chine, et Zhou Enlai plus particulièrement, pressée de reconnaître le Bangladesh et d'établir des relations amicales avec ce pays sans s'aliéner son ami pakistanais fait pression sur Bhutto pour que le Pakistan reconnaisse le Bangladesh et essaye de trouver un moyen d'établir un accord entre le Pakistan et le Bangladesh. Le Premier ministre chinois pense que puisque l'Inde a dit que les prisonniers de guerre ne pourront être relâchés sans le consentement du Bangladesh, le problème doit être réglé entre le Pakistan et le Bangladesh. Le Bangladesh est également favorable à l'établissement des relations et un membre important de la ligue Awami déclare : "*Our foreign policy has been one of friendship towards all and malice for none. Peking has not responded. But with the change it has betrayed of late we should also make some efforts to establish contacts*."[120]

Le 10 juillet 1973, le Congrès national pakistanais autorise le gouvernement pakistanais à reconnaître le Bangladesh, à partir du moment où les prisonniers de guerre seront libérés. Avec le discours d'Aziz Ahmed, le ministre d'État pour les Affaires étrangères et la Défense, le nombre de prisonniers à libérer avant que le Pakistan et la Chine ne reconnaissent le Bangladesh tombe à 195

115 «Bhashani accused of anti-national activities»**,** *Times of India,* 9 octobre 1972.
116 «Scrap treaty with India, says Bhashani», *Times of India*, 15 mai 1973.
117 «Bhashani writes to Chou En-lai», *Patriot*, 23 septembre 1973.
118 ECAFE: Economic Commission of Asia and the Far East (commission de l'ONU).
119 «Dacca joins ECAFE despite Peking», *The Times of India,* 19 avril 1973.
120 «Shift in Peking attitude to Dacca»', *Indian Express*, 3 juillet 1973.

le 13 septembre.[121]

Finalement, après s'être rencontrés à partir du 5, l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh signent le 9 avril 1974 un accord tripartite sur le rapatriement des derniers prisonniers de guerre, menacés un temps d'être jugés pour crimes de guerre, pour la fin du mois d'avril.[122]

Le 10 juin 1974, la Chine annonce qu'elle n'utilisera plus son véto pour empêcher l'entrée du Bangladesh à l'ONU.

II.1.2 La propagande chinoise et l'assassinat de Mujibur Rahman

La Chine développe une stratégie en trois temps pour contrer l'influence soviétique et la position de domination écrasante de l'Inde qui se met en place sur son flanc sud-ouest, d'abord se réconcilier avec les Bangladais par des gestes significatifs, puis se consacrer à une propagande anti-indienne au Bangladesh, et enfin, assurer la prise de pouvoir par des éléments qui lui sont favorables au Bangladesh.

Le terrain est favorable à la Chine car l'Inde a commis des maladresses depuis 1971 qui rend hostile une grande partie de la population à son égard. Elle a ainsi confisqué une grande partie du matériel militaire pakistanais au lieu de le remettre à la nouvelle armée bangladaise. Elle a également imposé un traité de commerce qui lui est favorable et avec lequel elle siphonne de ce pays une grande quantité de jute et de riz. L'Inde ne respecte pas totalement le traité commercial et l'économie bangladaise en est durement touchée.[123] Le premier geste de bonne volonté chinoise arrive en août 1974 sous la forme d'une aide alimentaire d'un million de dollars, dont 5 000 tonnes de riz. Ceci est suivi d'une invitation à participer à la foire commerciale de Canton du 15 avril au 15 mai 1975. A la suite de cette foire, quatre contrats sont signés, ce qui ouvre la voie à la réouverture d'un commerce régulier entre les deux pays. Parallèlement, la Chine annonce son intérêt pour acheter le jute du Bangladesh à un prix supérieur au marché international afin d'aider ce pays à redresser son économie. Le Bangladesh est intéressé car cela lui permet de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'Inde.[124]

121 «Why Pakistan and China oppose Bangladesh Entry to the UN», *Patriot*, 14 septembre 1973.
122 Rapport de la *Peking Review* sur l'accord du 19 avril 1974 dans *Jain*, pp. 443-444.
123 MANIRUZZAMAN Talukder, «Bangladesh in 1976: struggle for survival as an independent state», *Asian Survey*, Vol. 17, No. 2, février 1977, pp. 191-200.
124 SREEDHAR, «A Chinese presence in Bangladesh», *China Report*, vol. 11, No. 3, mai-juin 1975, pp. 3-5.

La deuxième phase de la stratégie chinoise est de mener une propagande anti-indienne et anti-soviétique en appuyant sur le fait que l'Inde refuse que le Bangladesh mène une politique indépendante dans le sous-continent, et qu'elle est la principale responsable de la crise économique. Le *Renmin Ribao* du 27 octobre 1974 évoque par exemple les arguments suivants :

-L'Inde pille et exploite le Bangladesh par le vol, la contrebande et le commerce inéquitable.
-Le Bangladesh était connu pour son jute qui représentait 85% de son revenu mais lorsque l'Inde a pénétré au Bangladesh, elle a volé les machines servant à fabriquer la jute et a mis la main sur de grandes quantités de jute par la contrebande.
-Le Bangladesh produisait aussi des céréales avant la guerre, mais elle devait en importer malgré cela une grande quantité. Cependant, l'Inde a récupéré par la contrebande 1 million de tonnes de céréales et a fourni au Bangladesh seulement 200 000 tonnes de céréales sous forme d'aide. Le Bangladesh a connu la famine à cause de l'attitude irresponsable de l'Inde.
-L'Inde est responsable de l'énorme déficit du commerce extérieur du Bangladesh en achetant à bas prix les produits du Bangladesh et en vendant très cher ses produits.

Un autre argument anti-indien est que l'Inde a mis la main sur une grande quantité de matériel militaire pakistanais et qu'elle ne l'a pas restitué au Bangladesh.

Mais le principal point de discorde entre les deux pays, le partage des eaux du Gange et la construction du barrage de Farakka qui s'achève en 1974 et qui fait l'objet d'un premier accord indo-bangladais en 1975 va être le principal élément de la propagande anti-indienne menée par la Chine et ses amis au Bangladesh.[125]

Cette propagande est très habilement menée parce qu'elle appuie sur les points sensibles dans l'opinion publique du Bangladesh et que le message est relayé par les amis de la Chine au Bangladesh. Le mécontentement anti-indien monte progressivement au Bangladesh et l' «axe indo-soviétique» va devenir le bouc émissaire de tous les problèmes que connaît ce pays, d'autant que la politique menée par l'Inde au même moment au Sikkim est loin de rassurer le Bangladesh. [126] En décembre 1973, le nouveau parti d'opposition, le JSD peut rassembler des foules de plus de 100 000 personnes pour dénoncer l'«axe indo-soviétique». Mujibur Rahman tente alors, pour ne pas perdre le contrôle de la situation, d'avoir une attitude plus neutre vis-à-vis de cet «axe».

125 Cela commence dans le *Renmin Ribao* le 12 avril 1974.
126 Lawrence LIFSCHULTZ, «Bangladesh : a new bogeyman,» *FEER*, vol. 86, No. 39, 4 octobre 1974.



Le barrage de Farakka

Peu avant son assassinat, l'Inde ne semble pas s'inquiéter outre mesure du retournement de l'opinion publique au Bangladesh. Elle semble considérer l'amitié indo-bangladaise comme solide. Le ministre des affaires étrangères indien déclare ainsi :

«The House is, of course, aware of the recent political and constitutional changes in Bangladesh. So far as we are concerned, they so not signify any change in Bangladesh's policy of friendship and cooperation with India and her non-aligned posture in foreign affairs. On our part, we shall continue to strike for the closest possible cooperation and friendship with that country. It is true that there are some outstanding issues such as the delimitation of maritime boundary and the Farakka barrage. But, we are confident that in the context of the genuine desire for amity and cooperation on both sides, a fair and amicable solution which safeguards the interests of both the countries will be reached.» [127]

Le 15 août 1975, Mujibur Rahman et tous les membres de sa famille, sauf ses deux filles alors à l'étranger, sont sauvagement assassinés par un groupe d'opposants au sein de l'armée. A partir de cette date, la Chine prend définitivement l'ascendant sur l'Inde (pour notre période d'étude) dans leur rivalité au Bangladesh. Après une période de lutte pour le pouvoir, le Bangladesh est dirigé à partir de novembre 1975 par le général Zia-ur Rahman qui se rapproche du Pakistan et

127 Discours de Shri Yeshwantrao Chavan, «D.G Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 15 avril 1975.

de la Chine et par conséquence s'éloigne de New Delhi. A la fin du mois de décembre, le haut-commissaire indien au Bangladesh subit une tentative d'assassinat et est grièvement blessé, New Delhi réagit en dénonçant les '*groupes réactionnaires*' qui mènent une «*campagne de propagande anti-indienne insidieuse et malveillante*»[128] et des rumeurs circulent sur une invasion prochaine de l'Inde.

L'Inde craint que la Chine n'utilise désormais le Bangladesh, comme au temps du Pakistan oriental comme base arrière pour son aide aux rebelles maoïstes dans le Nord-Est indien, au même titre que la Birmanie, ce qui réduirait à peu de choses les gains indiens résultant de la guerre de 1971. Lors d'un débat parlementaire, des députés du Congrès vont soulever le problème :

«No doubt, the danger is known to all of us. The axis is formed by USA, China and Pakistan. Pakistan is also penetrating into the affairs of Bangladesh. (...) China is the country which has recognized Bangladesh immediately after the assassination of Sheikh Mujibur Rahman, the father and founder of Bangla Desh. They have started penetrating into the internal affairs of Bangladesh. They have taken responsibility for developing the Chittagong port. Further in the North-Eastern region of India, they are no doubt trying to create trouble. (...)» [129]



Zia-ur Rahman

128 'The Border of Tension', *Time* Magazine, 8 décembre 1975.
129 Intervention de Shri B.K. Daschowdhury, «D.G. Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 7 avril 1976.

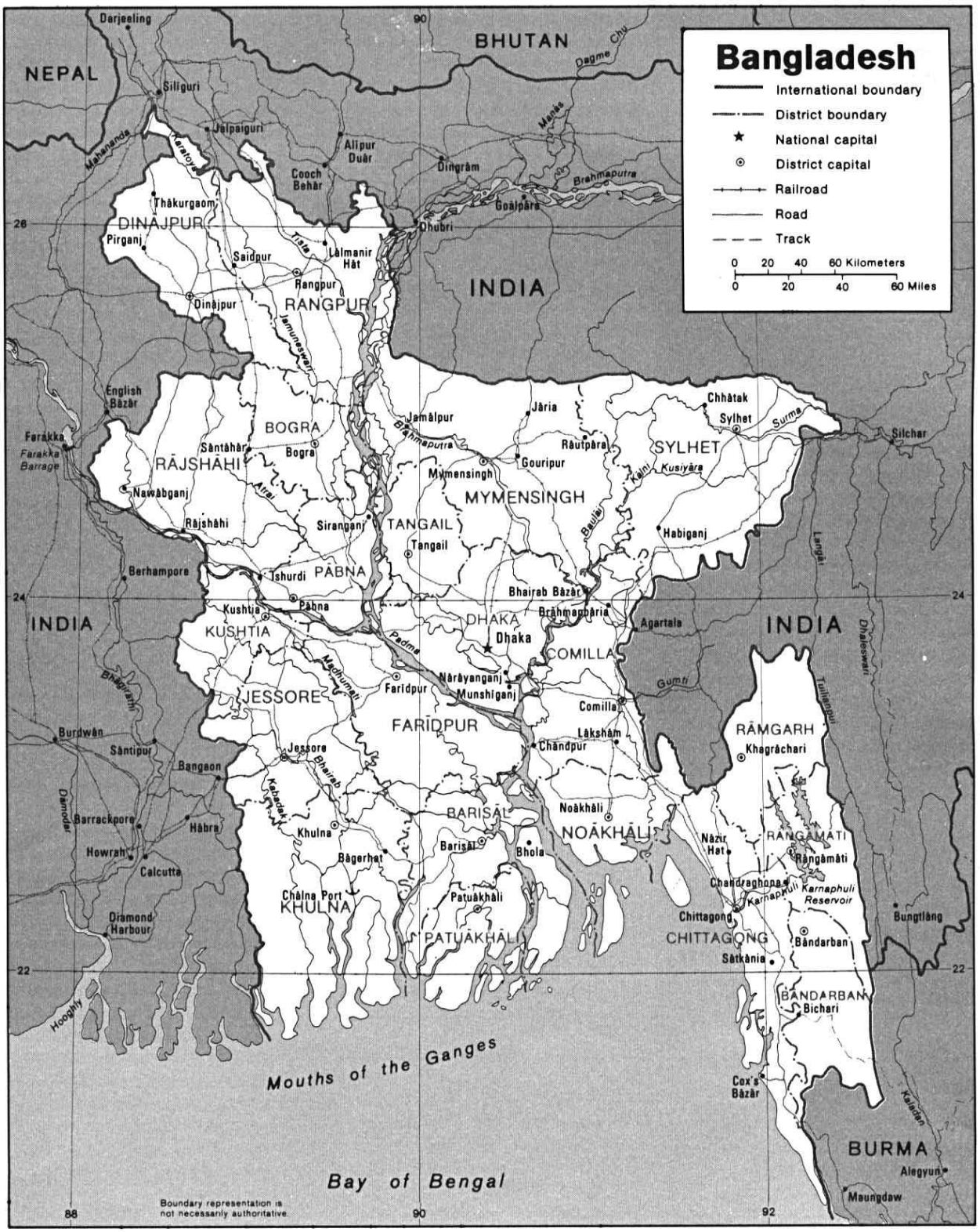
Au cours des années 1975-76, la Chine continue sa propagande anti-indienne, principalement en utilisant le problème du barrage de Farakka, le *Renmin Ribao* dit ainsi :

«Ganges is an international river. It is a universally accepted principle that the water resources of such a river should be rationally distributed and utilized by countries in both the upper and lower reaches. However, India is trying to make exclusive use of the river, disregarding the life and death of the people living in the lower reaches. Such an overbearing behaviour is rarely seen in international relations.(...) Indian leaders always advocated their principle of harmony, saying: "They would like to build a friendly relation with neighbor countries and other countries which border India. India would like to be a friendly neighbor to Bangladesh, etc..." But these beautiful words can't disguise the ambition of expansionism and the bad actions of bullying weak countries.» [130]

Ce problème de la répartition des eaux du Gange va se prolonger durant toute notre période, car l'Inde a investi énormément d'argent dans la construction de ce barrage qui est vital pour la ville de Calcutta et le Bangladesh a également un grand besoin de cette eau, surtout durant la saison sèche.

Le bilan est donc à l'avantage de la Chine qui a réussi à convaincre beaucoup de Bangladais des mauvaises intentions indiennes, la victoire chèrement acquise par l'Inde en 1971 semble donc en partie effacée à partir de l'assassinat de Mujibur Rahman. Voyons à présent ce qui s'est passé dans les trois États himalayens, c'est à dire le Népal, le Bhoutan et le Sikkim.

130 «Indian Overbearing action», *Renmin Ribao*, 19 février 1976. Pour plus d'informations sur la question du barrage de Farakka, voir le débat à la *Lok Sabha* «Bangladesh Government's pre-condition for talks on sharing of Ganga Waters» le 9 mars 1976, voir également les débats des 5 et 8 avril.



Carte 3: le Bangladesh

II.2 La rivalité dans les États himalayens

Pour les deux pays, les États de l'Himalaya constituent un espace de rivalité permanent. Pour la Chine, obtenir une influence supérieure à l'Inde dans ces trois pays (Bhoutan, Népal et Sikkim) revient à limiter les axes de pénétration indiens et ceux des Tibétains exilés, à pouvoir (en incluant le Bangladesh et le nord de la Birmanie dans ce schéma) faire pression sur l'Inde en limitant son contrôle sur le Nord-Est indien et à avoir un atout en cas de guerre sino-indienne grâce à la possibilité d'organiser des opérations de sabotage, rendant difficile la défense de l'Himalaya par les troupes indienne le long de la NEFA. La Chine, qui souhaite pouvoir concentrer le plus de forces possible contre son véritable ennemi, l'Union soviétique, peut ainsi défendre sa frontière du sud-ouest à un moindre coût. C'est donc une ceinture d'États tampons entre la Chine et l'Inde qu'il serait dans le plus grand intérêt chinois de contrôler. Pour l'Inde, c'est à peu près le même raisonnement, une ceinture d'États tampons la protégeant de la Chine est l'idéal et l'Inde, qui domine ces États tampons au commencement de notre période souhaite conserver ses acquis coûte que coûte. L'Inde dans son histoire a quasiment toujours été protégée d'une expansion chinoise par le Tibet et lorsque la République populaire de Chine a commencé à exercer une administration directe stricte sur le Tibet et à y envoyer des troupes, la situation a brusquement changé. La Chine qui paraissait lointaine aux Indiens est devenue visible, un pays frontalier.

A la suite de l'indépendance, Nehru définit la vision indienne sur l'Himalaya et ses petits États en introduisant le concept de souveraineté limitée :

«*From time immemorial,* dit Nehru au Parlement indien en décembre 1950*, the Himalayas have provided us with the magnificent frontiers . . . We cannot allow that barrier to be penetrated because it is also the principal barrier to India. Therefore, as much as we appreciate the independence of Nepal, we cannot allow anything to go wrong in Nepal or permit that barrier to be crossed or weakened, because that would be a risk to our own security.»* [131]

La Chine de son côté regarde les royaumes himalayens comme des zones de danger pour ses propres défenses et son intégrité nationale, pas à cause des dirigeants de ces pays mais bien sûr à cause des agissements de l'Inde et des deux grands. En 1954, la Chine soupçonne l'Inde et les États-Unis d'avoir été impliqués dans le soulèvement tibétain, ce qui sera confirmé plus tard. En

131 Denzil PEIRIS, «Himalayan States: Whose frontier?» *FEER*, Vol. 86, No.39, 4 octobre 1974.

1958, des groupes rebelles s'établissent près de la frontière avec le Bhoutan. Les Chinois soupçonnent aussi les Indiens de fournir des armes aux réfugiés khampas au Népal pour les aider à faire des incursions au Tibet.

Les pays himalayens eux-mêmes jouent à leur profit un jeu d'équilibre entre l'Inde et la Chine et font monter les enchères, privilégiant souvent la Chine pour contre-balancer une Inde jugée trop présente et trop dominatrice. Dans chaque pays, il y a des groupes pro-indiens et d'autres pro-chinois. Le conflit sino-soviétique et le traité d'amitié indo-soviétique ne font que renforcer ce sentiment d'insécurité de la Chine à ses frontières sud-ouest d'autant que les peuples de l'Himalaya sont mêlés et partagent des racines communes avec les Tibétains. Voyons maintenant plus en détails pays par pays comment s'est matérialisée cette rivalité sino-indienne dans l'Himalaya.

II.2.1 La rivalité au Népal

II.2.1.1 Rappel historique

Le Népal est le plus grand des États himalayens et il dépend économiquement de l'Inde. Sans le commerce avec l'Inde, cet État ne peut survivre, il est cependant le seul des États himalayens d'une taille suffisante pour pouvoir jouer de la rivalité sino-indienne. Le Népal est depuis le VIIe siècle de notre ère une étape majeure dans le commerce entre l'Inde et le Tibet et c'est cela qui a fait la puissance des rois du Népal. Ils ont donc toujours eu comme tradition d'avoir une diplomatie sachant jouer des rivalités indo-tibétaines puis indo-chinoises.

Pour la Chine, le Népal a fait partie des États tributaires de l'ancien empire chinois pendant des siècles. Sous les Ming, une expédition chinoise force le Népal à reprendre sa relation tributaire vis-à-vis de la Chine. Cette relation est interprétée différemment en Chine et au Népal car les archives népalaises voient plus les tributs comme des cadeaux, ce qui fait que pour eux les relations sont d'égal à égal.[132] Quoi qu'il en soit, le dernier 'tribut' du Népal à la Chine date de 1908. De leur côté, les Britanniques se montreront prudents au Népal pour ne pas froisser la Chine avec laquelle ils souhaitent de bonnes relations pour contrer la Russie en Asie centrale.

132 Pour plus de détails sur ces relations sino-népalaises voir *Protracted Contest, Sino-Indian Rivalry in the Twentieth Century* de John W. GARVER, Seattle, Londres, University of Washington Press, 2001, pp. 138-140, référence appelée par la suite *Garver.*

Avec l'indépendance retrouvée de l'Inde et la victoire des communistes en Chine, le Népal revient à sa politique d'équilibre entre ses deux voisins. Avec la prise de contrôle du Tibet par la Chine au début de l'année 1950, l'Inde perd sa zone tampon traditionnelle vis-à-vis de la Chine et fait du Népal l'une de ses priorités. En faire une nouvelle zone tampon face à la menace de l'Armée populaire de libération devient une question vitale pour les dirigeants indiens. Le 31 juillet 1950, l'Inde et le Népal signent un traité de paix et d'amitié dont l'article 1 dit: «*there shall be everlasting peace and friendship between the Government of India and the Government of Nepal. The two Governments agree mutually to acknowledge and respect the complete sovereignty, territorial integrity and independence of each other.*»[133] L'article 2 sur la sécurité dit: «*the two governments hereby undertake to inform each other of any serious friction or misunderstanding with any neighbouring state likely to cause any breach in the friendly relations subsisting between the two governments*.» Une annexe du traité va plus loin et dit que «*neither Government shall tolerate any threat to the security of the other by a foreign aggressor. To deal with any such threat, the two Governments shall consult with each other and devise effective counter-measures.»* Enfin, un codicille secret, rendu public en 1959 ajoute que toute agression vis-à-vis du Népal sera considérée comme une agression vis-à-vis de l'Inde et que les mesures nécessaires seront prises pour y répondre. L'article 5 du traité régule l'acquisition d'équipement militaire en disant : «*The Government of Nepal shall be free to import from or through the territory of India, arms, ammunition, or warlike materials and equipment for the security of Nepal*.» Une lettre annexe ajoute que tout matériel militaire, «*necessary for the security of Nepal and that the Government of Nepal may import through the territory of India, shall be so imported with the assistance and agreement of the Government of India*.»

Après la période d'amitié sino-indienne durant laquelle la Chine laisse faire, les choses se gâtent. L'arrivée au Népal d'un roi plus indépendant vis-à-vis de l'Inde, le roi Mahendra permet à la Chine de nouer des contacts plus poussés avec le Népal. En 1959, les tensions sino-indiennes mettent en lumière le danger que représente un rapprochement sino-népalais pour l'Inde. La Chine de son côté ne voit plus de raison de rester en arrière et la lutte d'influence commence. La propagande chinoise devient ouvertement anti-indienne sur la question du Népal. C'est en 1967 que s'ouvre une route qui relie la Chine au Népal par l'Himalaya, la route Kathmandou-Kodari. Quelques années auparavant, Mao, qui souhaite ouvrir plus de routes entre le Tibet et le Népal, avait déclaré à ses hôtes népalais : «*Once these roads are open, India may be a bit more respectful*

133 Raj Kumar JHA, *The Himalayan Kingdoms in Indian Foreign Policy,* Ranchi, Bihar: Maitryee Publications, 1986, pp. 347- 350.

towards you» [134]

II.2.1.2 Les difficultés indiennes au Népal.

Pour contre-balancer cette relation inégale avec l'Inde, le Népal cherche à se rapprocher de la Chine et à rééquilibrer son commerce en l'augmentant avec la Chine pour moins dépendre du 'grand frère' indien. Dans le contexte de rivalité sino-indienne de la première moitié des années 70, la Chine voit d'un bon œil l'attitude du Népal et souhaite elle aussi accroître ses relations économiques et politiques avec le Népal aux dépens de l'Inde qu'elle vilipende comme étant expansionniste et agressive. Zhou Enlai déclare ainsi lors de la visite du Premier ministre népalais Kirti Nidhi Bista à Beijing le 15 novembre 1972 : «*Under the leadership of his Majesty King Birendra, the government of the kingdom of Nepal and the Nepalese people have persisted in the policy of peace, neutrality and non-alignment laid down by his Majesty the late King Mahendra, withstood foreign pressures and safeguarded their national independence and state dignity. The Chinese government and people greatly admire and appreciate Nepal's spirit of defying brute force and daring to struggle…We are firmly opposed to big-nation power politics and hegemonism of the big-nation power politics and hegemonism of the big bullying the small and strong bullying the weak. We resolutely support the people of Nepal and other people of the world in their just struggle against foreign interference in defence of national independence and state sovereignty»*.[135]



Kirti Nidhi Bista



Le roi Birendra

134 Lors d'une rencontre entre Mao Zedong et une délégation du Népal le 29 août 1964, *Garver* p. 147-148.
135 Summary of World Broadcast/ Far East (SWB/FE) 4147.

Au cours de la visite du Premier ministre népalais en Chine, celle-ci va s'investir dans différents projets au Népal, principalement pour développer l'infrastructure des transports népalais à commencer par la construction d'une route de 30 km autour de la vallée de Kathmandou. Tous ces projets ont pour but de faciliter les communications entre les villes népalaises et les routes du Tibet, de permettre un accroissement du commerce avec la Chine et de permettre au Népal de devenir moins dépendant du commerce avec l'Inde.[136]

La Chine avait développé à la demande du Népal à partir de 1971 un programme de production de coton à Butwal, à 25 km de la frontière indienne, ce qui avait provoqué les plus vives protestations de New Delhi car l'Inde avait reçu l'assurance du gouvernement du Népal qu'aucun programme chinois ne serait accepté dans cette région. Ce programme cesse à partir de mars 1973.[137]

L'Inde de son côté est consciente de sa position dominante et essaye de rassurer le Népal sur ses intentions. Elle est confrontée à un dilemme : laisser se développer les relations sino-népalaises et perdre du terrain dans ce pays ou peser sur le Népal pour garder la mainmise sur son commerce extérieur au risque de s'aliéner le roi Birendra. Comme le résume un député du Congrès «*(...) The concept of the colossus of the south perhaps obsessed the people of Nepal, in spite of the historic and various other bonds which bind both Nepal and India. In spite of the fact that Nepal had tried to balance between China and India and tried to build up some relations with China, India has been consistently following the policy of cultivating Nepal. Today, after the recent visit of our Prime Minister, the bonds of friendship between these two countries have become all the more strengthened.»* [138]

Au moment du rattachement du Sikkim à l'Inde, la Chine fait feu de tout bois contre l'Inde et l'accuse de menacer le Népal lorsque des manifestations contre le rattachement du Sikkim ont lieu dans ce pays. Le ministre des Affaires extérieures indien avait en effet déclaré le 22 octobre 1974 que les manifestations au Népal avaient eu un effet négatif sur les relations indo-népalaises. La Chine accuse également l'Inde d'activités subversives au Népal par l'intermédiaire de rebelles népalais réfugiés en Inde et réintroduits au Népal. Enfin, la Chine accuse l'Inde de faire pression sur le Népal en renforçant ses troupes à la frontière sous le prétexte de la lutte contre la contrebande de

136 «China helps Nepal build strategic road» du *Times of India* du 22 mars 1973.

137 «China winds up cotton experiment in Nepal,» *Times of India,* 3 avril 1973.

138 Intervention du Dr. Henry Austin, «DG Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 23 avril 1973, pp. 281-284.

céréales. La conclusion de la Chine est que l'Inde veut hériter du statut qu'avait autrefois l'empire britannique au Népal comme au Bhoutan et au Sikkim.[139]

En janvier 1975, un nouveau thème de propagande alimente la presse chinoise : le projet indien sur la rivière Koshi qui pénalise l'économie népalaise. A l'instar du barrage de Farakka au Bangladesh, la Chine accuse l'Inde de se développer de manière égoïste, sans tenir compte du bien-être de ses voisins. La Chine remonte aux origines de ce projet indo-népalais en 1954 pour démontrer que ce projet a favorisé l'irrigation de l'État indien du Bihar, alors que l'impact sur les régions népalaises traversées par la rivière Koshi, la plus importante du Népal a été négligeable à cause de la mauvaise qualité du canal d'irrigation de Chatara construit par l'Inde côté népalais.[140] Dans le même temps, la Chine, juste après le couronnement du roi Birendra signe un accord avec le Népal pour construire une autoroute de 407 km entre Pokhara et Birendranagar pour environ 90 millions de dollars, alors le plus grand projet d'un pays étranger au Népal.[141]

En 1976, plusieurs facteurs améliorent les relations indo-népalaises. La visite du ministre des Affaires extérieures indien Chavan du 19 au 22 janvier permet d'atténuer les tensions concernant les projets d'irrigation, de contrôle des eaux et d'électricité.[142] D'autre part, avec les lois d'exception, le gouvernement indien empêche les rebelles népalais présents en Inde de se montrer trop actifs car ils se sont montrés trop proches de l'opposition. De plus, l'Inde arrête enfin les pirates de l'air qui avaient détourné un vol domestique népalais et améliore les conditions du commerce avec le Népal. De son côté, le Népal, par l'intermédiaire de son Premier ministre va exprimer sa volonté de remettre les relations indo-népalaises sur de bons rails. Ce à quoi l'Inde répond en levant les quotas d'exportation imposés au Népal durant la crise du Sikkim à cause de ses critiques. Les négociations pour renouveler le traité de commerce et de transit de 1971 mènent à un accord de principe. Cependant Chavan rappelle au Népal que les relations économiques indo-népalaises ne vont pas de soi et dépendent de la bonne volonté des deux pays.

L'embellie ne dure pas car Indira Gandhi déclare peu après que les relations indo-népalaises ne sont pas à mettre sur le même pied que les autres relations internationales. Le Népal proteste en disant que l'Inde cherche à compromettre la souveraineté du Népal.

139 *Renmin Ribao* du 30 octobre 1974, d'autres articles de ce journal s'exprimeront sur le même thème jusqu'en 1976.
140 *Peking Review*, 3 janvier 1975.
141 *Far Eastern Economic Review* Vol. 90, No. 40, 3 octobre 1975, p. 28.
142 Voir le compte rendu fait par Chavan à la *Lok Sabha* le 27 janvier 1976, *Lok Sabha Debates* pp. 144-146.



Carte 4: le Népal

A cause de ces tensions portant sur le degré d'indépendance du Népal, rien n'est signé avant l'expiration du traité. Lorsque l'Inde refuse d'ajouter une clause sur la liberté de transit au nouveau traité de commerce et de transit et insiste sur le fait que ce traité est strictement bilatéral, le Népal refuse de signer le document. L'Inde refuse de lui donner satisfaction sur ce point pour deux raisons. D'abord, elle souhaite conserver sa domination sur le commerce extérieur népalais qui lui permet de peser diplomatiquement sur le Népal. Ensuite, elle craint que cela n'engendre des trafics de biens d'importation du Népal vers l'Inde, entraînant ainsi des difficultés pour les industries locales, peu compétitives.

Le Népal signe alors un traité séparé de commerce et de transit avec le Bangladesh qui contient les points demandés à l'Inde. L'Inde proteste en disant qu'elle aurait dû être consultée du fait que le commerce népalo-bangladais passe par son territoire mais Giri, le nouveau Premier ministre, nommé le 1er décembre 1975, répond que l'Inde n'a pas à se mêler des relations du Népal avec les autres pays.

Les relations s'enveniment et le Népal reparle de sa proposition de "zone de paix" qui neutralise le Népal et garantit qu'aucune puissance étrangère ne pourra installer de base militaire au Népal. La Chine, le Pakistan et le Bangladesh soutiennent cette initiative. L'Inde y est opposée car accepter cette zone de paix équivaudrait à reconnaître que le Népal et l'Inde ne sont plus liés par des relations spéciales. Malgré les pressions économiques indiennes, le Népal ne renonce pas à cette idée au plus grand plaisir de la Chine. En juin 1976, le roi Birendra devient le premier chef d'État étranger à survoler l'Himalaya et à visiter le Sichuan et le Tibet. Il est accueilli par le Premier ministre Hua Guofeng et le ministre des Affaires étrangères Qiao Guanhua, venus spécialement de Beijing pour insister sur le fait que les relations sino-népalaises sont tout aussi 'spéciales' que les relations népalo-indiennes. Il est à noter que le commerce sino-népalais a triplé depuis 1973 tout en restant très inférieur au commerce indo-népalais.

Le roi Birendra exprime bien sa position à la conférence du sommet des non-alignés du 17 août 1976, en faisant une référence indirecte à l'Inde : «*Prosperity or security of a nation no longer depends upon living within the umbrella of a powerful nation. Nevertheless, there are moves and furtive stratagems, when a poor nation is made a hapless object of subjugation. It is ironic that some countries which themselves achieved independence out of long and bitter struggle should embark upon a course against the currents of their own history. Many countries are being prevented from exercising the freedom of action which is their natural right*.» [143]

En fin de compte, comme au Bangladesh, l'Inde, qui était en position de force après la guerre indo-pakistanaise, voit son influence reculer au profit de la Chine, le traité indo-népalais de 1950 reste cependant valide au grand regret du roi Birendra.

II.2.2 La rivalité au Bhoutan

II.2.2.1 Rappel historique

Le traité établissant le Bhoutan comme un protectorat de l'Inde est signé le 8 août 1949. Il reprend un traité anglo-bhoutanais datant de 1910. L'article 2 précise que «*Bhutan agrees to be guided by the advice of India»* dans sa conduite des affaires étrangères, cependant que l'Inde ne se mêlera pas des affaires intérieures bhoutanaises.[144] Compte tenu de différences entre la version en anglais et la version en bhoutanais, les deux pays ne sont pas d'accord sur l'interprétation de '*to be*

143 J. T. SCHOLTZ, «Nepal in 1976: Problems with India threaten Birendra's new order», *Asian Survey*, vol. 17, no. 2, février 1977, pp. 201-207.

144 Manorama KOHLI, *From Dependency to Interdependency : A study in Indo-Bhutan Relations,* New Delhi, Vikas, 1993, pp. 231-235.

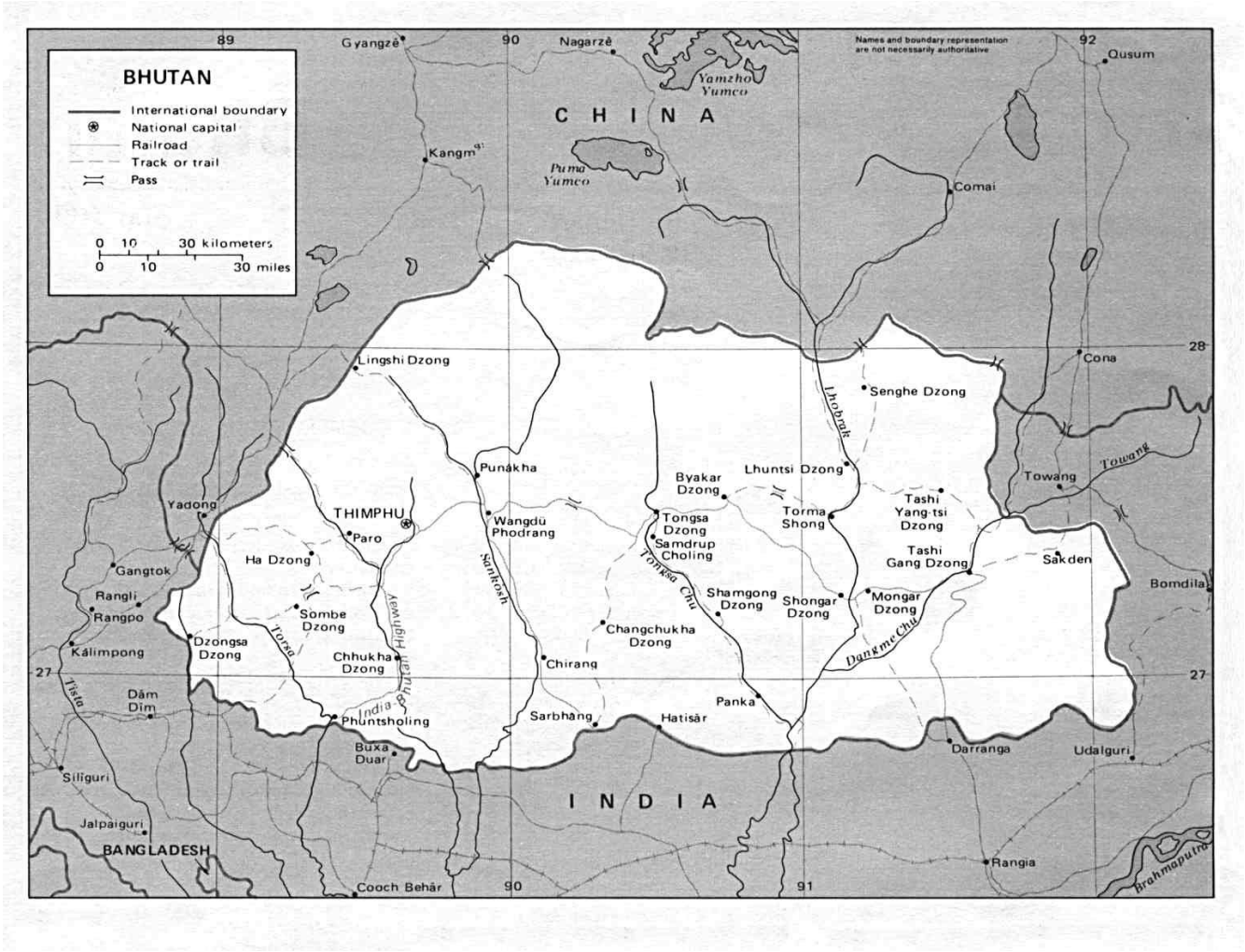
guided' et si c'est une obligation. New Delhi considère le Bhoutan comme un pays indépendant mais qui coopère avec l'Inde au niveau de sa sécurité. Comme le dit Nehru : «*Our only wish is that you should remain an independent country, choosing your own way of life and taking the path of progress, according to your will. At the same time, we two should live with mutual goodwill. We are members of the same Himalayan family and should live as friendly neighbors, helping each other. Freedom of both Bhutan and Indian should be safeguarded so that none from outside can do harm to it*.» [145] C'est donc une relation assez ambiguë qui lie les deux pays.

Contrairement au Népal, le Bhoutan ne va pas chercher à jouer sur la rivalité sino-indienne. Les Bhoutanais craignent la Chine, surtout depuis la prise de contrôle brutale du Tibet, dont ils sont proches ethniquement. Les violences physiques, les atteintes portées à la culture tibétaine, au bouddhisme tibétain à partir de 1959 et pendant la Révolution culturelle, rapportées par les réfugiés tibétains choquent beaucoup les Bhoutanais.[146] La position géographique stratégique du Bhoutan et sa petite taille lui font comprendre qu'il est futile de jouer sur la rivalité sino-indienne, car il risque au mieux des sanctions économiques comme le Népal et au pire l'intégration pure et simple dans l'Union Indienne comme ce sera le cas pour le Sikkim. Le Bhoutan bénéficie de plus d'une importante aide économique indienne qu'il ne souhaite pas perdre.

La Chine a vis-à-vis du Bhoutan une politique similaire à celle adoptée au Népal. Jusqu'en 1959, elle laisse faire New Delhi pour préserver l'amitié sino-indienne puis, à partir de 1959 et surtout de la guerre sino-indienne de 1962 et jusqu'à notre période elle essaye de casser la relation spéciale qui lie l'Inde au Bhoutan.

Premièrement, elle refuse d'accepter le fait que New Delhi puisse s'occuper des relations extérieures du Bhoutan. Par exemple, elle refuse que ce soit l'Inde qui s'occupe de fixer la frontière sino-bhoutanaise et n'acceptera donc jamais d'ouvrir le dialogue avec l'envoyé indien chargé de cette mission à Beijing.

145 B.S. DAS, *Mission to Bhutan: A Nation in Transition* , New Delhi, Vikas Publications, 1995, p. 12.
146 Nari RUSTOMJI, *Bhutan : The Dragon Kingdom in Crisis,* New Delhi : Oxford University Press, 1978.



Carte 5: le Bhoutan

Deuxièmement, elle essaye de créer un contact diplomatique direct et bilatéral avec le Bhoutan. Enfin, elle tente de convaincre l'Inde que l'établissement de relations bilatérales sino-bhoutanaises servirait à améliorer les relations sino-indiennes. Dans le contexte général des tensions sino-soviétiques et sino-indiennes, Beijing dénonce le traité indo-bhoutanais de 1949 comme étant un 'traité inégal' et dénonce une nouvelle fois l'Inde comme étant 'expansionniste' et 'hégémoniste'. La Chine, par sa presse, en appelle au réveil du nationalisme bhoutanais et de l'opinion mondiale. Durant la Révolution culturelle, pour éviter de choquer le Bhoutan, la Chine n'incite pas à la révolution dans ce pays, ne donne pas son appui aux dissidents bhoutanais et ne tente pas de manipuler la communauté réfugiée tibétaine pour qu'elle crée du désordre. La Chine ne critique pas les institutions royales et adhère strictement aux 'Cinq principes de la coexistence pacifique'. Son objectif est donc de se montrer sous son meilleur jour et de persuader les Bhoutanais que la Chine est une bonne alternative à l'Inde.

L'Inde va progressivement déserrer son étreinte sur le Bhoutan pour éviter de se mettre à dos l'opinion publique bhoutanaise. Après de multiples consultations entre Indira Gandhi et le roi du Bhoutan Jigme Dorji Wangchuk, le Bhoutan obtient un siège à l'assemblée générale de l'ONU en février 1971. Le roi donne à l'Inde son soutien total durant la guerre indo-pakistanaise de 1971 et déclare: «*till the threat to India is removed, I consider India and Bhutan as one country and one nation having common ends and interests*.»[147]

II.2.2.2 La situation de 1972 à 1976.

Durant la période allant de 1972 à 1974, la propagande chinoise marque peu de points et la Chine ne réussit pas à établir des relations bilatérales et directes. A partir de 1974, un nouveau roi, Jingme Singye Wangchuk, est couronné au Bhoutan et celui-ci souhaite donner tout son sens à l' 'indépendance' du Bhoutan. Au plus grand plaisir de Beijing, le roi demande le départ progressif des conseillers indiens présents dans le royaume tandis que l'assemblée nationale du Bhoutan, la Tsongdu appelle à une révision du traité de 1949. Dans la même logique, le Bhoutan essaie d'établir petit à petit des contacts directs et bilatéraux avec la Chine. un chargé d'affaires de l'ambassade de Chine à New Delhi est invité à assister au couronnement du roi le 2 juin 1974. La Chine accepte avec plaisir et se dit prête à envoyer un personnage de plus haut rang en la personne de Dong Biwu, le président intérimaire de la RPC. Sous la pression indienne, le roi décline la présence de Dong Biwu mais ne cède pas et le chargé d'affaires chinois assiste au couronnement. C'est la première fois depuis 1908 qu'un officiel chinois est présent à une réception publique au Bhoutan.[148] La Chine s'engouffre dans la brèche et fait parvenir par le chargé d'affaires un message de félicitations dans lequel Zhou Enlai et Dong Biwu expriment l'espoir que «*l'amitié traditionnelle entre les peuples chinois et bhoutanais se développe quotidiennement,*' et souhaitent au Bhoutan '*de nouveaux succès dans la sauvegarde de l'indépendance nationale et dans sa construction nationale»*. Le roi répond peu après en déclarant que ce dont le Bhoutan a le plus besoin est «*l'autosuffisance et la préservation de sa souveraineté et de son indépendance*.» En septembre 1974, le Bhoutan refuse d'accueillir les nouveaux conseillers indiens, ce dont se réjouit Beijing.[149]

Le roi Jingme Singye Wangchuk signale ainsi clairement sa volonté d'indépendance et son désir de développer des relations avec la Chine au désarroi de l'Inde. Peu après ces évènements, l'Inde procède à l'annexion du Sikkim, ce qui incite le roi du Bhoutan à faire preuve d'un peu plus de retenue et de prudence dans ses propos.

147 *Garver* p. 180.
148 *Ibid.* p. 181.
149 *Renmin Ribao* du 8 septembre 1974.



Le roi Jingme Singye Wangchuk

II.2.3 L'intégration du Sikkim par l'Inde

Tout comme le Bhoutan, le Sikkim a toujours eu un statut ambiguë depuis l'indépendance de l'Inde. Pour l'Inde, le Sikkim est un État non indépendant jouissant d'une certaine autonomie au sein de l'ensemble indien. Pour la Chine, le Sikkim est un état indépendant qui était tout comme le Bhoutan partie intégrante du Tibet à partir de la dynastie des Han de l'ouest au IIe siècle avant J.C. et jusqu'aux Yuan au XIIIe siècle, date à laquelle il est considéré comme partie intégrante de l'empire chinois lui-même. C'est seulement à partir du début du XVIIe siècle que les cartes chinoises placent le Sikkim, tout comme le Bhoutan, à l'extérieur de l'empire chinois. La Chine populaire considère donc que les deux pays ont été 'chinois' durant 1800 ans, ce qui pour la Chine justifie que l'Inde n'a pas de raison historique solide pour réclamer un droit spécial dans ces deux pays. Cette différence de perspective ne manque pas de créer de vives tensions entre les deux pays. Ces tensions sont d'autant plus fortes que ce petit royaume se situe à un endroit stratégique vital pour l'Inde: entre le Népal et le Bhoutan et au nord de l'étroit corridor de Siliguri qui relie l'Inde aux territoires du Nord-Est indien. Entre le Sikkim et le Bhoutan se situe la vallée de Chumbi, un morceau de territoire chinois qui pénètre près du corridor de Siliguri et inclut le meilleur passage à travers l'Himalaya tout entier. Le contrôle du Sikkim est donc vital pour l'Inde si elle veut pouvoir assurer la protection du couloir contre une attaque chinoise visant à isoler les États du nord-est du reste de l'Inde.

Pendant la période britannique, le Sikkim n'est pas considéré comme faisant partie de l'Inde ou même comme un état princier allié ou un territoire colonial. Les relations entre le Sikkim et l'Inde britannique sont régulées par une série de traités particuliers dont le plus important est celui de 1890 qui établissent une administration britannique directe au Sikkim. Après l'indépendance de l'Inde, le rôle de celle-ci s'accroit et un officiel indien est détaché au Sikkim pour occuper le poste de Premier ministre et pour y réorganiser le système administratif. Par la suite, tous les Premier ministres du Sikkim furent des fonctionnaires indiens, nommés par le roi du Sikkim, le Chogyal avec l'accord du gouvernement indien.

A partir de 1950 et de l'occupation du Tibet par la Chine, le gouvernement indien renforce encore davantage sa mainmise sur le Sikkim et celui-ci, après un vif débat portant sur son intégration dans l'Union indienne, devient un protectorat de l'Inde le 12 décembre 1950. Le Sikkim conserve son autonomie concernant ses affaires internes. Un fonctionnaire indien est posté au Sikkim pour s'assurer du respect du traité. De plus, les désaccords sur l'interprétation du traité sont tranchés par le président de la Cour suprême de justice indienne.[150] Au cours des années 50, la mainmise de l'Inde sur le Sikkim s'accentue.

A partir de 1960, l'Inde commence, grâce à l'établissement de la *Border Roads Organization* (BRO), à construire des routes au Sikkim, pour pouvoir y déplacer facilement des troupes en cas de conflit avec la Chine. Après la désastreuse guerre de 1962, l'Inde réorganise de manière drastique ses forces frontalières faisant face à la Chine et organise dix divisions de montagne, prêtes à se positionner solidement au Sikkim et au Bhoutan en cas de problème avec la Chine.

A partir du milieu des années 60, un nouveau Chogyal, peut-être poussé par sa femme américaine, commence à essayer de renégocier le traité de 1950, en demandant plus d'autonomie et même la souveraineté et l'indépendance, ce qui est bien entendu inacceptable pour New Delhi. En 1964, la Chine envoie un message adressé directement au nouveau Chogyal pour exprimer ses condoléances après la mort de son père. Lorsque le gouvernement du Sikkim répond directement au gouvernement chinois, New Delhi dénonce une violation du traité de 1950 et remet une protestation à Beijing qui l'ignore. Un peu plus tard, en 1967, a lieu le combat le plus sérieux entre les forces indiennes et chinoises depuis 1962 et cela se passe à la frontière entre le Sikkim et la Chine à Natu La Pass, il y a plusieurs centaines de morts de chaque côté.

150 Satyendra R. SHUKLA, *Sikkim : The story of Integration,* New Delhi : S. Chand and Co., 1976, pp. 246-249.



Carte 6: le Sikkim

A partir du début des années 70, le Chogyal contacte directement des émissaires chinois et américains lors de ses voyages à l'étranger. L'Inde se dit alors qu'elle ne peut plus faire confiance au Chogyal et qu'elle doit revoir sa politique vis-à-vis du Sikkim, l'enjeu étant trop important. Au cours de cette période, des mouvements profonds ont lieu dans la société sikkimaise qui supporte de moins en moins l'autocratie du Chogyal et de nombreux démocrates sikkimais se tournent vers l'Inde pour obtenir du soutien. La population du royaume est divisée ethniquement avec 70% d'origine népalaise et 30% d'origine tibétaine, les Bhutia Lepchas. L'Inde juge donc le moment opportun pour agir et le 6 avril 1973, craignant que la Chine n'agisse en premier, l'Inde envoie des troupes qui prennent le contrôle de tous les organes du gouvernement du Sikkim, sous prétexte d'émeutes. La Chine condamne fortement l'action indienne, l'accuse d'avoir manipulé les émeutiers qui protestent devant le palais du Chogyal. Elle dit que les émeutiers souhaitaient démettre simplement le Chogyal alors que l'Inde prétend qu'ils souhaitaient le rattachement du royaume à l'Inde.[151]

En mai, l'Inde signe un nouvel accord avec le Chogyal et envoie un officier administrateur en chef qui se substitue au gouvernement du Sikkim pour les affaires intérieures. L'accord précise que s'il y avait des divergences d'opinion entre cet officier et le roi, elles seraient soumises à la commission politique indienne du Sikkim qui demanderait au gouvernement indien conseil pour prendre la décision finale. Le roi n'est donc plus qu'un chef nominal.



Le Chogyal

151 *Renmin Ribao,* 12 avril 1973.

Du 26 juin au 1er juillet 1974, l'Inde force la main du Chogyal pour que celui-ci signe une nouvelle constitution limitant encore plus son pouvoir. Le Chogyal, qui n'a pas l'air de comprendre l'enjeu stratégique majeur que représente le Sikkim pour l'Inde et la fragilité de sa couronne, après avoir eu un entretien avec Indira Gandhi, s'entête dans son désir d'indépendance en disant : «*Je ne peux accepter la constitution faite par le gouvernement indien. J'ai décidé de maintenir l'indépendance du Sikkim.*» [152] Un officiel indien lui répond que s'il ne signe pas, l'Inde validera la constitution et le roi devra être démis.

Dès lors, ses jours sont comptés. En septembre, le Parlement indien adopte un amendement constitutionnel faisant du Sikkim un «État associé» de la République indienne. Cela provoque la colère de la Chine qui déclare par l'intermédiaire de son ministère des affaires étrangères :

«Recently, in disregard of the resolute opposition of the people of Sikkim and world public opinion, the Indian Parliament brazenly adopted a constitutional amendment making Sikkim an "associate state" of India, thus annexing the Kingdom of Sikkim in a colonialist way. This is another act of outright expansionism committed by the Indian Government after dismembering Pakistan with the backing of Soviet Union. The Chinese Government and people express great indignation at this act and strongly condemn it.

Inheriting the manile of imperialism, India has since independence pursued a colonialist policy towards Sikkim. She sent troops to invade and occupy Sikkim, turned Sikkim into her "protectorate" and seized control of Sikkim's national defence and internal and external affairs. The Indian Government probably felt its hand strengthened after first nuclear test in May this year, allegedly for peaceful purposes, and thought it could do whatever it pleased with its neighbours. So in June it imposed on the people of Sikkim a so-called "the Government Sikkim Bill" entirely of its own making. India's colonial rule over Sikkim aroused the strong resistance of the Sikkimese people. They staged many demonstrations, demanding the annulment of the India-Sikkim treaty and the ouster of Indian troops. The Chogyal of Sikkim repeatedly wrote to the Indian Prime Minister, protesting against the Indian Government's incorporation of Sikkim into India and demanding the maintenance of Sikkim's "separate identity and international personality." Now the Indian Government has flagrantly annexed Sikkim. This is a provocation to the justice-upholding peoples of the world and a challenge to the historical trend of national independence. The Chinese Government solemnly states that it absolutely does not recognizes India's illegal annexation of

152 *Renmin Ribao*, 2 juillet 1974.

Sikkim and that it firmly supports the people of Sikkim in their just struggle for national independence and sovereignty and against Indian expansionism.

The Indian Government's shameless act of annexing Sikkim has been strongly condemned by all countries and people that uphold justice. The Soviet Union alone, however, has blatantly cheered India and expressed support for Indira Gandhi's government. This is another proof that Soviet revisionist social-imperialism is the boss behind the scenes as well as the abettor of Indian expansionism.

Expansionists never come to a good end. The Indian Government will be no exception. It must not think that it can enslave a nation and annex a state without getting due punishment. The crime of the Indian Government's annexation of Sikkim is bound to arouse the Sikkimese people and the people of the whole world, including the Indian people, to even stronger resistance. It can be said with certainty that the Indian Government, which starts with injuring others, will end up by ruining itself».[153]

Le *Renmin Ribao*, ajoute : «*Les protectorats gagnent leur indépendance graduellement à travers le monde, par le biais des libérations post-coloniales. Cependant, le Sikkim fait figure d'exception parmi eux. Aucune nation ou pays n'est prêt à être ruiné, de même pour le Sikkim. Seuls les aveugles ou les personnes sans scrupules sont satisfaits de l'expansion coloniale indienne».*[154] De nombreux articles tous plus virulents les uns que les autres sont publiés en septembre sur la situation au Sikkim dans la presse chinoise, parlant de protestations d'étudiants sikkimais, de condamnations d'autres pays, de la menace que fait peser sur les autres États himalayens cette action de l'Inde et rapporte les protestations de personnalités indiennes et d'étudiants indiens en Inde.

En octobre, la Chine dénonce les agissements indiens au Sikkim, cette fois à l'assemblée générale de l'ONU, [155] et dans la presse chinoise, on accuse l'Inde de pervertir la vérité historique[156] et de vouloir marcher dans les pas des impérialistes britanniques.

Un chercheur indien justifie les actions de son pays en disant que le statut moderne du

153 Déclaration du ministère des affaires étrangères chinois sur le Sikkim, 11 septembre 1974, dans *Jain*, p. 450.
154 *Renmin Ribao*, 3 septembre 1974.
155 On peut trouver un extrait de ce discours dans *Jain*, p. 451-452.
156 «history is not allowed to interpolate», *Renmin Ribao,* 22 octobre 1974

Sikkim est le produit des impérialismes mandchou et britannique, et que l'empire chinois avait reconnu que le Sikkim avait un statut particulier différent de celui du Bhoutan et du Népal. Un autre argument utilisé est qu'à partir de 1935, la constitution de l'Inde britannique traite le Sikkim comme un État princier indien et le Chogyal, appelé alors Maharadja était même un membre de la chambre des princes avec un rang inférieur à celui du Nizam d'Hyderabad. Il ajoute qu'en 1947, l'Inde aurait pu intégrer légalement le Sikkim dans l'Union indienne mais elle ne l'a pas fait.[157] Le chercheur continue en disant que le Sikkim n'a rien à voir avec le Tibet qui, lui, a affirmé son indépendance depuis ses origines et sa semi-indépendance depuis 1911, une façon de dire que la Chine n'a pas de leçons à donner à l'Inde en la matière. Le chercheur continue en disant que la grande majorité de la population du Sikkim, d'origine népalaise n'a aucun accès au pouvoir politique et que c'est une petite minorité d'une autre origine ethnique qui règne de manière féodale. Il conclut en disant que l'Inde ne fait qu'apporter un peu de justice à cette population par ses mesures démocratiques.

En mars 1975, le Chogyal se rend au couronnement du roi Birendra du Népal et en profite pour rencontrer les représentants chinois et pakistanais et leur demande leur soutien. Il y tient également une conférence de presse critiquant l'Inde et le nouveau statut du Sikkim. Il signe par là même la fin de son règne. Le 11 avril, le ministre des Affaires extérieures prononce une déclaration devant la *Lok Sabha* dans laquelle il déclare que malgré tous les efforts de l'Inde pour conserver l'institution du Chogyal au Sikkim, les actions du Chogyal font qu'il faut abolir l'institution et intégrer le Sikkim dans la République indienne.[158] Le 29 avril l'Inde incorpore le Sikkim dans la République indienne et celui-ci devient le 22è État indien.[159]

La réaction chinoise est conforme à ses réactions précédentes, elle accuse l'Inde d'expansionnisme et refuse de reconnaître le Sikkim comme partie intégrante de l'Inde. Les cartes chinoises de l'époque continuent donc de montrer le Sikkim comme un État indépendant.

157 K.P. GUPTA ,«Protest and Change in Sikkim», *China Report*, Vol. X, No. 4, juillet-août 1974, pp. 8-13.

158 Voir dans les annexes le discours de Chavan à la Lok Sabha.

159 En complément, on peut lire l'excellent article de Ranjan GUPTA «Sikkim : the merger with India» dans *Asian Survey*, septembre 1975, pp. 786-798 qui explique bien la complexe affaire de l'intégration du Sikkim à l'Inde et la situation politique interne du pays.

II.3 Birmanie et Nord-Est indien

II.3.1 L'importance de la Birmanie dans les relations sino-indiennes

La Birmanie a toujours été un couloir d'invasion pour les armées se déplaçant de l'Inde vers la Chine et vice-versa, la Birmanie est également d'une importance stratégique pour la Chine car elle peut lui offrir un débouché maritime dans l'océan Indien en empruntant le fleuve Irrawaddy et lui permettre ainsi de développer économiquement les provinces excentrées du sud-ouest chinois. A partir du IIe siècle avant J-C, la soie du Sichuan empruntait le territoire birman pour être ensuite vendue en Inde, c'était d'ailleurs probablement la plus importante des routes de la soie. La Chine a donc porté une attention particulière à la Birmanie et n'a donc jamais hésité à dépenser des fortunes dans la construction de routes et à envoyer des expéditions militaires lorsqu'elle le jugeait nécessaire. Les convois revenaient d'Inde avec des pierres précieuses, de l'ivoire et des cornes de rhinocéros.

Il faut attendre les invasions mongoles et la dynastie des Yuan pour que la Chine contrôle directement ce qui constitue aujourd'hui l'ouest du Yunnan avec sa capitale Dali. Par la suite, les Yuan tenteront à plusieurs reprises d'intégrer le royaume Pagan de Birmanie à la Chine, en 1271, 1273, 1277 et 1283, 1287 et 1301, mais le climat et la guérilla viendront successivement à bout de ces tentatives, quelques petits royaumes birmans, nés de la désintégration du royaume Pagan, deviendront des vassaux de l'empire chinois cependant. Au XVIIe siècle, l'empereur déchu des Ming se réfugie en Birmanie et une armée chinoise le retrouve et l'exécute. Sous la dynastie des Qing, sous le règne de Qianlong, d'autres expéditions sont lancées contre la Birmanie, à nouveau sans succès, même si cela permet à la Chine de restaurer une relation tributaire avec la Birmanie.

Par la suite, alors que la Chine débute son long déclin, l'empire britannique commence à s'intéresser à la Birmanie. Trois guerres ont lieu et après la dernière, en 1885, la Birmanie est annexée à l'empire, pour des raisons commerciales principalement (pour contrôler le commerce entre l'océan Indien et le Yunnan).

Dans les années 1920, Sun Yat-sen désigne la Birmanie parmi les territoires chinois perdus lors des traités inégaux durant le XIXe siècle. Durant la Seconde guerre mondiale, la Birmanie devient la principale route d'aide à la Chine pour les Britanniques et Américains et un objectif stratégique à prendre pour les Japonais. Tombée aux mains des Japonais en 1942, la Birmanie est

reprise en 1944-45.

En 1947, la Birmanie retrouve son indépendance et se méfie à la fois de la Chine pour des raisons historiques, et de l'Inde, du fait de la nombreuse population indienne présente en Birmanie, un legs de l'empire britannique qui encourageait cette immigration, d'autant qu'après 1885, la Birmanie était administrée d'Inde. Les minorités chinoises et indiennes présentes en Birmanie constituaient une élite commerçante au moment de l'indépendance et sont expropriées dans les années 60. La minorité indienne représente 6% de la population birmane et le double de la minorité chinoise. La politique étrangère de Nehru inquiète la Birmanie, qui est tout de même reconnaissante de recevoir des armes de la part de l'Inde pour pouvoir supprimer les rébellions internes au cours des années 1948-49. La peur de la Chine est encore plus grande pour des raisons historiques évidentes et pour deux autres raisons. D'abord, de nombreux Chinois nationalistes vaincus se sont réfugiés en Birmanie, à la manière dont l'empereur Ming l'avait fait, ce qui fait craindre une nouvelle invasion chinoise. Ces nationalistes sont armés par les services secrets américains pour mener des opérations secrètes dans le sud de la Chine, ce qui donne à la Chine de bonnes raisons d'intervenir en Birmanie. De plus, le Parti communiste birman, insurgé depuis 1948 établit des liens très forts avec le arti communiste chinois en 1950. La Birmanie tente alors de conserver une stricte neutralité pour éviter de se brouiller avec la Chine ou l'Inde. La Birmanie recherche à la fois l'amitié de la Chine et de l'Inde et est parmi les premiers pays à reconnaître la RPC.

Les relations sino-birmanes s'améliorent au cours des années 50 lorsque la Chine abandonne ses excès révolutionnaires et les deux pays adoptent les Cinq principes de la coexistence pacifique comme base de leurs relations en 1954. Lorsque les relations entre l'Inde et la Chine commencent à se détériorer à partir de 1959, la Birmanie conserve sa neutralité. En octobre 1960, les deux pays règlent leur conflit frontalier (les discussions sur ce thème avaient débuté en 1954) et concluent un traité de non-agression. Au début des années 60, la Birmanie devient l'un des pays les plus aidés par Beijing économiquement (après l'Indonésie et l'Égypte) et la Chine, avec l'accord de la Birmanie, envoie une expédition secrète pour détruire les forces nationalistes encore en Birmanie en novembre 1960 et février 1961. Malgré ces opérations, il reste quelques éléments nationalistes encore aujourd'hui au Myanmar. Les relations indo-birmanes sont également bonnes au cours des années 50 et 60 car les deux pays ont des objectifs et des problèmes similaires : le développement économique grâce à l'aide occidentale et la crainte des mouvements révolutionnaires communistes aidés par l'URSS ou la Chine. A partir de 1962 et surtout de la Révolution culturelle, la Chine va jouer un double jeu en essayant à la fois d'aider le Parti communiste birman (PCB) dans sa lutte

révolutionnaire et de conserver de bonnes relations avec le gouvernement birman, ce qui provoque des tensions entre la Chine et la Birmanie. En 1962, la Chine imprime de grandes quantités de tracts de propagande révolutionnaire pour soutenir le PCB. En 1963, une nouvelle équipe dirigeante du PCB est constituée à Beijing et la plupart des chefs du parti vivent en Chine. La Chine construit également un réseau routier à la frontière sino-birmane pour pouvoir ravitailler plus facilement les insurgés communistes basés dans le nord du pays. La Chine crée également un noyau dur militaire au sein du PCB en recrutant quelques centaines d'anciens insurgés kachins.[160] A l'intérieur du territoire birman de petites cellules de communistes chinois se mettent en relation avec les communistes birmans.

Avec la Révolution culturelle, la préparation s'intensifie et en 1967, l'armée communiste birmane commence à être assistée par des conseillers militaires de l'Armée populaire de libération (APL), de plus, la même année, quelques milliers de gardes rouges chinois vont combattre aux côtés du PCB. Ces gardes rouges seront les principaux combattants du PCB de 1968 à 1973. La Chine fournit également toutes les armes nécessaires au PCB. Durant l'été 1967, à Rangoon, la Chine commence dans le même temps à encourager les activités maoïstes parmi les étudiants, les Birmans non-communistes réagissent alors fortement et des foules s'attaquent aux minorités chinoises. Beijing en appelle alors ouvertement au renversement du gouvernement. L'année suivante est celle de l'offensive d'un PCB très bien armé par Beijing qui inflige d'abord plusieurs revers à l'armée régulière. Mais des tensions apparaissent entre l'Armée d'indépendance kachin et l'armée du PCB et de violents combats ont lieu. Cela a pour effet d'arrêter provisoirement l'armée du PCB et laisse le temps à l'armée birmane de se réorganiser et de construire une solide ligne de défense le long de la rivière Salween[161]

Le résultat de cette offensive est qu'en 1972, le PCB contrôle une zone de 20 000 km^2 dans le nord frontalier de la Chine. Le PCB tente alors une nouvelle offensive pour percer les défenses birmanes fin 1973 mais cette tentative est un échec. Peu avant, en 1971, le gouvernement chinois renoue des relations normales avec le gouvernement birman et Ne Win se rend à Beijing pour des discussions d'État à État.

160 Pour plus de détails sur ce thème des relations entre le parti communiste birman et la RPC on peut lire Peter VAN NESS, *Revolution and Chinese Foreign Policy : Peking's Support for wars of National Liberation,* Berkeley, University of California Press, 1971 et Bertil LINTNER, *The Rise and fall of the Communist Party of Burma*, Cornell University Press, 1990.

161 *Garver* pp. 255-256.



Carte 7: la Birmanie



Ne Win

Mais la Birmanie n'est pas seulement menacée par les révolutionnaires du PCB, elle doit également faire face à une autre menace : des tribus hostiles, les Kachins. Le mouvement insurrectionnel kachin commence en 1961 et prend très vite le contrôle du nord-ouest de la Birmanie, la partie liant l'Inde à la Chine. Les groupes armés kachins, et en particulier l'Armée d'indépendence kachin (KIA), sont armés d'abord grâce à leurs connections avec le Guomindang. Par la suite, ils s'allient avec le PCB pour lutter ensemble contre le gouvernement birman. Nous reparlerons d'eux car ils sont connectés avec les mouvements insurrectionnels dans le Nord-Est indien.

L'Inde de son côté n'entretient de relations qu'avec le gouvernement birman et a les mêmes intérêts que lui : détruire les insurrections communistes intérieures. Si le PCB venait à prendre le pouvoir en Birmanie avec l'aide de la Chine, ce serait une catastrophe pour l'Inde car alors la révolution communiste aurait de grandes chances de succès dans le Nord-Est indien, aidée à la fois par le PCC et le PCB. La Birmanie est l'un des premiers pays à reconnaître le Bangladesh et l'Inde et la Birmanie coopèrent étroitement dans leur lutte contre leurs insurrections à leur frontière. Ne Win fait tout son possible pour intercepter les éléments révolutionnaires indiens nagas et mizos pénétrant en Birmanie pour rejoindre la Chine afin de recevoir du matériel, des armes et un endoctrinement. L'Inde a quelques points de tensions avec la Birmanie, évoqués par les deux pays lors de la visite de Swaran Singh à Rangoon en 1973 : la question frontalière non réglée, celle de

l'ancien premier ministre birman U Nu, ami personnel de Nehru et évincé par Ne Win lors du coup d'état militaire de 1962, et les mesures de compensation pour les Indiens expropriés lors des nationalisations en Birmanie dans les années 60. Le principal problème est que certains territoires frontaliers sont occupés par les tribus nagas qui refusent de voir leur territoire divisé entre l'Inde et la Birmanie. Ceci nous amène au problème des mouvements maoïstes dans le Nord-Est indien.

II.3.2 Le problème des tribus du Nord-Est indien

II.3.2.1 Rappel historique

Le Nord-Est indien est en partie constitué de territoires occupés par des groupes de tribus difficiles à administrer. Parmi ces groupes de tribus, deux posent particulièrement problème aux autorités indiennes : les Mizos et les Nagas. Ceci devrait relever des affaires intérieures indiennes mais comme nous allons le voir, la Chine va s'impliquer dans ces affaires.

L'histoire qui nous intéresse commence après l'indépendance. L'Assam devient alors un État de l'Union indienne à part entière. L'ancien maharadja de Manipur, Bodhchandra, en décide cependant autrement et produit en 1947 le *Manipur Constitution Act*, qui régit le Manipur pendant deux ans par l'intermédiaire d'une assemblée démocratique élue en 1948. Nehru propose des discussions pour intégrer le Manipur à l'Inde et le roi est arrêté lorsqu'il refuse l'offre en septembre 1949. Le roi finit par céder et le Manipur devient le 15 octobre 1949 un district autonome de l'État de l'Assam. L'assemblée est dissoute. L'intégration du Tripura sera moins dramatique, et l'ancien royaume de Tripura devient lui aussi un district autonome de l'Assam le même jour que le Manipur. Un troisième territoire devient un district autonome ce même jour, d'abord sous le nom de *Lushai Hills* puis à partir de 1952, le district prend le nom de *Mizo Hills Autonomous District*.

L'Inde attache une importance particulière au Nord-Est du point de vue de la sécurité du fait que cette région est entourée par trois sources de danger potentiel : au nord, la Chine se fait plus menaçante depuis l'intégration du Tibet, au sud, le Pakistan oriental est une source de danger non-négligeable et à l'est, la Birmanie, confrontée à des mouvements révolutionnaires communistes violents comme nous l'avons vu constitue une sérieuse menace également. Ce problème de sécurité est renforcé par le fait que cette région n'est reliée au reste de l'Inde que par un mince passage, le corridor de Siliguri. En 1956, le Tripura et le Manipur deviennent territoires de l'Union, en 1963, l'État du Nagaland est créé en étant détaché de l'Assam. En 1970, le district de Meghalaya est créé

et le 21 janvier 1972 le Parlement indien vote le *Northeastern Areas Act* qui donne à l'Arunachal Pradesh (anciennement NEFA) et au Mizoram (anciennement Mizo Hills) le statut de territoires de l'Union alors que le Meghalaya, Manipur et Tripura deviennent des États à part entière.[162]



Carte 8: l'Inde du Nord-Est

La position géographique du nord-est, ses différences culturelles et ses difficultés économiques font que ces États se sentent isolés du reste de l'Inde et enclins à la violence. Voyons à présent les différentes tribus concernées par les relations sino-indiennes en commençant par la plus importante, les Nagas.

Les Nagas constituent pour le gouvernement indien un problème majeur. Comprenant une quarantaine de tribus, ils sont éparpillés à la frontière indo-birmane et sont quelques millions. D'origine tibéto-birmane, ils ont toujours été isolés de par le territoire qu'ils occupent et ont gagné une réputation de sauvagerie et de chasseurs de têtes au cours des siècles. Les Britanniques les ayant négligés politiquement, ils se sentent différents des Indiens et sont indépendantistes. Ils sont majoritairement chrétiens du fait de l'action des missionnaires occidentaux. Le mouvement

162 Renaud EGRETEAU, *Instability at the Gate : India's Troubled Northeast*, CSH Occasional Paper No. 16, New Delhi, 2006, pp. 20-22.

insurrectionnel Naga commence le 14 août 1947 lorsque l'indépendance du Nagaland est proclamée suite à l'indépendance de l'Inde. Le chef charismatique Angamu Zapu Phizo s'oppose à la constitution indienne. Un plébiscite tenu dans deux districts en 1951 obtient quasiment 100% en faveur de l'indépendance. Phizo organise un gouvernement, le gouvernement fédéral Naga (NFG) et une armée, l'armée fédérale Naga (NFA), équipée des armes laissées par les Japonais et les alliés durant la Seconde guerre mondiale.

En 1956, la NFA lance une série d'opérations contre le gouvernement indien, la réponse indienne oblige Phizo à se réfugier au Pakistan Oriental, il va ensuite vivre en exil à Londres. Les Naxalites[163] sont alors divisés entre tribus violentes et tribus plus pacifiques qui ne souhaitent pas la lutte armée. Certains chefs pacifistes Nagas décident de négocier avec New Delhi au début des années 60. Le gouvernement indien finit par accepter la création du Nagaland en 1962. Le calme revient alors dans la région.

En 1971, Indira Gandhi lance une vaste opération visant à détruire la NFA et le NNC (*Naga National Council*), l'organisation politique la plus radicale du Nagaland. Cette offensive finit par pousser les leaders nagas radicaux à négocier à nouveau avec le gouvernement indien et beaucoup de combattants nagas finissent par déposer leurs armes.[164]

Le deuxième groupe de tribus qui nous intéresse est le groupe des Mizos. Suite à l'indépendance de l'Inde, les Mizos persuadent New Delhi et Shillong de mettre en place le *Hill District Council* au sein de l'État de l'Assam. Les Mizos forment en 1946 le *Mizo Common People's Union* (MCPU) qui est renommé *Union of Mizo Freedom* (UMF) en 1948. L'objectif de ce groupe est de défendre la culture et la langue Mizo.

Cependant, comme dans le cas des Nagas, les Mizos commencent à se sentir négligés par le gouvernement indien à partir de la fin des années 50. En 1959 a lieu une terrible famine, et l'aide du gouvernement indien est jugée insuffisante. Pour répondre à cette crise, la *Mizo Cultural Society* prend en charge la lutte contre la famine. Sous son nouveau nom, *Mizo National Famine Front* (MNFF), elle obtient des résultats probants et gagne une immense popularité parmi les Mizos. La crise passée, son leader charismatique, Pu Laldenga engage son organisation vers des objectifs moins humanitaires et plus radicaux. En 1961, l'organisation se rebaptise *Mizo National Front*

163 Ce nom de Naxalites vient du village de Naxalbari au Bengale occidental où le mouvement a débuté.
164 *Ibid.*, pp. 25-26.

(MNF). Son objectif est désormais l'indépendance. La lutte armée débute en 1966 lorsque le mouvement commence à être correctement équipé en armes et entraîné grâce aux Chins (*Chin Independence Army*) en Birmanie et aux rebelles kachin (*Kachin Independence Army*), tous deux en lutte contre le gouvernement birman. Une grande offensive est lancée en 1966 contre le gouvernement indien par la MNA (*Mizo National Army*) avec l'aide des services secrets pakistanais (l'ISI).[165] Après une certaine reprise de contrôle de la part du gouvernement indien, le MNF prend solidement pied dans les régions peu fréquentées en s'appuyant sur des zones de repli au Pakistan oriental, en Birmanie, où elle tisse des liens avec le PCB et même dans la région chinoise du Yunnan où elle perfectionne ses tactiques de guérilla.

En 1971, Indira Gandhi, comme dans le cas Naxalite, lance une vaste offensive contre les Mizos, qui sont contraints à la négociation . En juillet 1971, les deux partis s'entendent sur la création du territoire de l'Union appelé Mizoram, effective à partir du 21 janvier 1972. Les Mizos deviennent alors moins actifs, d'autant que la création du Bangladesh signifie pour eux la perte de certaines de leurs bases arrières. D'autres groupes plus petits posent également un problème de sécurité à l'Inde, mais nous n'en parlerons pas ici, car ils n'ont pas de rapport avec la Chine.

Les Nagas et Mizos nous intéressent ici car ils reçoivent de l'aide de la Chine et du Pakistan. La Chine, à partir de 1949, a eu trois objectifs qui vont l'inciter à aider ces tribus du Nord-Est indien. Le premier objectif est l'aide à tous les mouvements communistes insurrectionnels (nous l'avons vu en Birmanie, il en est de même en Indonésie, en Malaisie, au Laos, etc... pour constituer autour de la Chine une ceinture d'états amis dépendants et partageant la même idéologie, en quelque sorte une version moderne de la ceinture d'États tributaires de la Chine impériale. Les tribus Nagas et Mizos, liées politiquement au PCI (M) et souhaitant leur indépendance sont donc des cibles toutes désignées pour remplir cet objectif. Le second objectif est d'empêcher le développement régional de la puissance indienne car cela pourrait contre-carrer les ambitions chinoises. Nous avons vu que la Chine a par exemple de grandes ambitions en Birmanie et souhaiterait pouvoir utiliser le fleuve Irrawaddy pour développer économiquement le Yunnan. Il est donc important d'occuper l'Inde à des choses plus futiles que son développement régional, et d'empêcher l'Inde de devenir le principal partenaire de la Birmanie. La Chine aide également les Naxalites et les Mizos pour contrer l'aide indienne aux Tibétains. Enfin, en cas de guerre sino-indienne, la Chine peut espérer recruter parmi les éléments de ces tribus des volontaires pour former une 'cinquième colonne', fragilisant par là-même les défenses indiennes de l'Himalaya (même si

165 *Ibid.,* pp. 35-37.

cela ne fut pas le cas durant la guerre de 1962).

De leur côté, les Naxalites et les Mizos sont très attirés politiquement par le maoïsme et sont intéressés par l'aide chinoise, à la fois financière, militaire et politique qui seule peut leur fournir des moyens les rendant capables de poser problème au gouvernement indien. Beijing devient donc au début des années 60 le principal soutien du NNC. Une réunion a même lieu à Beijing entre A.G. Phizo et les autres chefs naxalites. Avec la Révolution culturelle, les relations entre la Chine et les Naxalites deviennent plus étroites. L'aide chinoise aux Naxalites passe principalement par la Birmanie, la Chine fournit des armes au PCB qui les transmet aux Naxalites par l'intermédiaire des Kachins. Les Kachins entraînent également les Naxalites aux techniques de guérilla. En 1966, un groupe de 130 militants nagas effectue un périple de trois mois qui les mène du Nagaland au Yunnan en passant par le territoire contrôlé par les Kachins. Cette expédition, financée par des diplomates chinois au Pakistan leur permet de recevoir un entraînement militaire et politique. D'autres expéditions emprunteront le même parcours. Comme nous l'avons vu, cela rapproche Ne Win et Indira Gandhi qui tentent de coopérer dans leur lutte contre les mouvements insurrectionnels, lorsque les deux pays découvrent l'étendue des connections entre mouvements révolutionnaires.

La Chine aide également les Mizos. Leur chef Laldenga est invité en Chine au milieu des années 60 et la Chine finance le *Mizo National Front* (MNF) en utilisant les mêmes intermédiaires.

II.3.2.2 Le Nord-Est indien 1972-76.

Au cours de notre période, l'aide se poursuit et un nouveau groupe d'insurgés s'ajoute aux Naxalites et aux Mizos, ce sont les Manipuri qui sont eux aussi séduits par l'idéologie maoïste. Notre période va voir cependant un fort recul du mouvement révolutionnaire dans le Nord-Est. En effet, avec la guerre de 1971, le Pakistan oriental, qui représentait un territoire ami et pouvait abriter des sanctuaires pour les rebelles devient le Bangladesh, un territoire ami de l'Inde et hostile. De plus, Indira Gandhi profite de la situation au Pakistan oriental et de la présence massive de l'armée et de la police indienne pour reprendre le contrôle de la situation. Des opérations de grande envergure sont lancées en 1971 et 1972. La mort en détention d'un des principaux chefs naxalites, Charu Mazumdar et l'arrestation de presque tous les chefs portent un coup terrible au mouvement. A cela s'ajoutent des problèmes internes au sein du PCI (M) dont certains des membres se déchirent autour de la question de Lin Biao et de savoir si, après sa disparition, il est bon de continuer les

relations avec la Chine.[166] Un député indien résume bien la situation : «*I should also like to draw your attention to the fact that China's attitude towards India is also changing. In 1967, 1968 and in 1969 perhaps, we remember almost every day, China was encouraging Naxalites over Peking Radio and China was thinking-some news appeared in their official paper-that Indian States were going to disintegrate. They were giving all kinds of inspiration to Naxalites to go ahead. But they have now changed their attitude. Not only they have stopped that, not only they are not supporting Naxalites, but certain radical changes have taken place in the Sub-continent…(...)What I was going to say is that we certainly find China has noticed that Naxalite problem has completely changed, there is no hope for the Naxalites and the forces of disintegration has also changed. China has noticed that all their help to Nagas, and Mizos has also failed; that the batches of Nagas and Mizos they had trained have been caught by India. Then, China has noticed that with the annihilation of Pakistani rule over Bangladesh, there is a radical change in regard to the possibility of poking their nose in the Indian sub-continent.»* [167]



Charu Mazumdar

Cependant, les connections entre la Chine et les rebelles ne sont pas interrompues et Zhou Enlai, sans doute furieux du recul chinois dans la région, déclare en mai 1972 «*The trouble in the region will continue»* et «*India will have stoked a fire which will burn it*.' Il ajoute, menaçant l'Inde «*there could have been a national problem in Bengal but the same problem could be posed elsewhere»* en évoquant les Sikhs, les Tamouls, les Kashmiri, etc...[168] Ces menaces ne débouchent

166 *Patriot*, 16 juin 1973.
167 Intervention de Shri Samar Guha (PSP), «Half an hour discussion, normalisation of relations with China». *Lok Sabha Debates*, 16 août 1972, pp. 409-420.
168 *Times of India*, 10 mai 1972.

cependant sur rien de concret. Il est également possible que la CIA ait aidé les rebelles d'une manière ou d'une autre et en connection ou non avec la Chine.[169]

L'année suivante, la Chine est suspectée d'aider à nouveau financièrement et matériellement les Naxalites et d'autres rebelles en Inde, au Bangladesh et au Népal, en utilisant à nouveau ses connections. Des rebelles népalais et indiens se rencontreraient en Inde, feraient des voyages clandestins au Bangladesh pour recevoir les financements chinois destinés à poursuivre leurs activités maoïstes. L'URSS en profite pour attiser les tensions sino-indiennes en publiant un article dans le journal *Азия и Африка Сегодня* (Asie et Afrique aujourd'hui) accusant la Chine d'avoir des visées colonialistes en Asie, particulièrement dans le sous-continent indien en pratiquant la vieille ruse de 'diviser pour mieux régner'.[170] Dans la presse indienne, on reporte à nouveau des mouvements de Naxalites et leurs connections avec la Birmanie et le Yunnan. En mars 1973, une centaine de Nagas reviennent du Yunnan et tentent de pénétrer au Nagaland sans succès.[171] L'information circule que la Chine a installé un aéroport clandestin en territoire kachin, il est difficile de confirmer cette information.[172]

De son côté, le MNF continue sa lutte contre le gouvernement indien mais comme pour les rebelles nagas, le gouvernement indien redouble de détermination pour écraser le mouvement et il le fait en coopération avec l'armée du Bangladesh et Laldenga doit se réfugier à Beijing début 1973. Au moment de la guerre indo-pakistanaise, il a dû fuir Dacca où il était basé pour rejoindre la Birmanie puis la Chine avec l'aide d'officiels pakistanais.[173] En 1975, des discussions secrètes commencent entre Pu Laldenga, réfugié alors au Pakistan et les services secrets indiens. A partir de 1975, la Chine commence à limiter son soutien aux mouvements communistes à travers le monde, nous le verrons dans notre deuxième partie.

169 Joy SAVARKAR, «India : Northern ferment», *FEER*, Vol. 78, No. 47, 18 novembre 1972, p. 28.
170 «Soviet Analysts on China's design on India», *Hindustan Times*, 12 février 1973.
171 *The Times of India*, 5 mars 1973.
172 *Hindustan Times*, 26 août 1973.
173 *Hindustan Times,* 17 février 1973.

II.4 L'alliance sino-pakistanaise et le Cachemire

II.4.1 Rappel historique

La Chine et le Pakistan ont établi une relation spéciale depuis le début de la République populaire de Chine du fait de leurs intérêts communs exceptionnels. Les deux pays doivent faire face à l'Inde sur leurs frontières sud-est pour le Pakistan et sud-ouest pour la Chine. La Chine ne souhaite pas consacrer une partie trop importante de ses forces pour défendre ses frontières himalayennes car elle a besoin de tout son potentiel pour faire face aux deux superpuissances en Asie. L'amitié, voire l'alliance avec le Pakistan lui permet de répondre à cette volonté. C'est principalement pour cette raison que la Chine a volontairement minimisé les points de désaccord entre les deux pays et accordé au Pakistan une aide considérable. Depuis 1949, c'est l'élément le plus stable de la politique étrangère chinoise avec la volonté de réunir Hong Kong, Macao et Taïwan à la RPC.

Le Pakistan reconnaît la RPC en janvier 1950. Dès le début, le Pakistan et l'Inde sont en conflit sur le Cachemire et les Nations unies adoptent six résolutions sur le Cachemire. La résolution 47 d'avril 1948 demande un règlement de la question par un plébiscite libre et impartial de la part des Cachemiris. En 1954, le Pakistan entre dans une alliance militaire avec les États-Unis et devient une pièce maîtresse du '*containment*', il s'ensuit un renforcement militaire pakistanais considérable à moindre coût. Après la conférence de Genève de 1954, le Pakistan rejoint l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud Est) et rejette la candidature chinoise au Conseil de sécurité des Nations unies, suivant par là même la ligne américaine. En 1955, un rapprochement a lieu dans le cadre de la Conférence de Bandung. Le Pakistan assure alors Zhou Enlai qu'il ne lancera jamais d'attaque contre la Chine, même en cas de conflit sino-américain. Au cours des discussions, les représentants pakistanais expliquent que la peur de l'Inde et le besoin de renforcer l'armée pakistanaise à tout prix sont les raisons principales de la politique étrangère pakistanaise et de l'alliance avec les États-Unis.

La Chine commence alors à parler de 'compréhension mutuelle', et c'est le début du resserrement des liens sino-pakistanais. En 1956 a lieu la première visite du Premier ministre pakistanais en Chine, suivi la même année de la visite de Zhou Enlai au Pakistan. En octobre 1959, le président Ayub Khan propose à la Chine des négociations sur les frontières sino-pakistanaises.

Celles-ci commencent en 1962 dans un contexte de fortes tensions sino-indiennes. Le Pakistan voit la guerre sino-indienne comme une révélation de la puissance chinoise et de la faiblesse indienne et il est plus que jamais favorable à un rapprochement. Le président Ayub pense alors qu'en cas de guerre indo-pakistanaise, la Chine aiderait le Pakistan: «*If we are attacked by India, then that means India is on the move and wants to expand. We assume that other Asiatic powers, especially China, would take notice of that*.»[174]

Sur la question du Cachemire, la Chine considère que c'est au peuple cachemiri de décider du sort de ce territoire, suivant ainsi les résolutions de l'ONU mais aussi la position du Pakistan. L'aide militaire américaine à l'Inde qui suit la guerre sino-indienne de 1962 va également rapprocher Chinois et Pakistanais. Dès lors, le Pakistan va considérer qu'il est plus intéressant de s'appuyer sur la Chine pour contrer la menace indienne que sur l'aide militaire américaine. Au début de l'année 1965, le Pakistan élabore et exécute un plan anti-indien nommé opération Gibraltar pour inciter le Cachemire contrôlé par l'Inde à se révolter par l'infiltration de nombreux pakistanais encadrés par des officiers de l'armée pakistanaise. Ces 'combattants de la liberté du Cachemire' doivent effectuer de vastes opérations de subversion et de sabotage, et le Pakistan consulte la Chine sur ces opérations. Le Pakistan pense alors que l'Inde ne réagira pas par une attaque conventionnelle contre le Pakistan car cela risquerait d'entraîner la Chine dans la guerre.

En fait, la Chine n'a pas l'intention de soutenir militairement le Pakistan. Elle se contente de faire de la dissuasion en menaçant l'Inde. L'Inde ne se laisse pas intimider et attaque le Pakistan en réponse à l'opération Gibraltar. La Chine observe et se range du côté pakistanais en condamnant l'Inde dans le *Renmin Ribao* et les autres journaux chinois. Finalement, la Chine décide de renforcer militairement la frontière sino-indienne pour donner plus de poids à ses propos et le 17 septembre, elle présente un ultimatum de trois jours à l'Inde lui demandant de démanteler les préparations militaires à la frontière sino-sikkimaise sous peine de graves conséquences. Lal Bahadur Shastri reste ferme et rejette l'ultimatum chinois. En revanche, il s'est toujours montré favorable à un cessez-le-feu, à la différence du Pakistan. Le 19, la Chine étend l'ultimatum au 22. Le Pakistan finit par accepter une proposition de l'ONU in-extremis et le cessez-le-feu est déclaré entre l'Inde et le Pakistan le matin du 22. L'Inde triomphe et la Chine évite de perdre la face. Le président Ayub remercie la Chine de son soutien, mais le Pakistan est en fin de compte très déçu de la non-intervention militaire chinoise.

174 *Garver*, p 193.

Après la guerre, les relations sino-pakistanaises restent au même niveau, malgré le fait que le Pakistan cherche à se rapprocher des États-Unis et de l'URSS. La Chine devient le premier fournisseur d'armes du Pakistan, en profitant de l'embargo américain instauré depuis la guerre de 1965. En juin 1966, la Chine lance un programme d'aide militaire en faveur du Pakistan et lui fournit gratuitement de quoi équiper deux divisions d'infanterie, 200 chars T-59 (appellation chinoise pour le T-54 russe), 120 chasseurs MiG-19 et d'autres équipements. A la veille de la guerre de 1971, les forces pakistanaises sont composées à environ 75% d'équipements américains, le reste est d'origine chinoise. Sur les 1400 chars pakistanais, entre 300 et 400 sont des T-59 chinois, au moins la moitié des régiments de défense anti-aérienne sont équipés de matériel chinois de conception soviétique, l'artillerie pakistanaise est également équipée en grande partie par de l'armement chinois dont ses canons de 100 mm et ses mortiers de 120 mm. Au total, l'armement chinois peut équiper trois divisions complètes et deux divisions supplémentaires partiellement, pour une valeur totale estimée à 200 millions de dollars.[175] La Chine aide également au développement de l'industrie lourde pakistanaise. Lors de la Révolution culturelle, la Chine se garde de toute critique du système politique pakistanais. Le Pakistan est alors mis au même niveau que les purs communistes comme l'Albanie et le Vietnam Nord.[176]

Entre 1959 et 1964, la Chine et le Pakistan discutent de la construction d'une route entre le Cachemire pakistanais et les autoroutes du Xinjiang et la construction commence en 1966. La première route passe par la passe de Mintaka, une deuxième route traversant la passe de Khunjerab, à 4626 m d'altitude, est ouverte en 1969, la Chine souhaitant établir un lien direct plus éloigné des frontières soviétiques en raison des fortes tensions entre les deux pays. La route est déclarée officiellement ouverte par le chef d'état major Pakistanais Abdul Hamid Khan en février 1971. Cependant, à cette date, la route n'est pas totalement terminée et en 1973 la Chine doit fournir une aide supplémentaire pour aider à relier Gilgit à Kashgar. Lors de la guerre indo-pakistanaise, l'aide chinoise arrivera ainsi par bateau de Shanghai. Cette route à deux voies permettant des véhicules de cinq tonnes est considérée praticable en tous temps.[177] Cette route suscite beaucoup de critiques et d'appréhension en Inde car elle traverse la partie du Cachemire occupée par le Pakistan et revendiquée par l'Inde. En tous les cas, l'Inde craint qu'en cas de guerre indo-pakistanaise, la Chine puisse envoyer très facilement des troupes au Cachemire.

175 *The Times of India*, 19 mars 1973.
176 William J. BARNDS, «China's relations with Pakistan : Durability amidst Discontinuity,» *China Quarterly*, No. 63, septembre 1975, pp. 463-489.
177 *The Times of India*, 1er mars 1973.

II.4.2 Les suites de la guerre de 1971

Nous ne reviendrons pas sur la guerre de 1971, traitée dans le chapitre consacré au Bangladesh. Répétons seulement que cette guerre est délicate à gérer pour la Chine qui soutient le Pakistan publiquement mais qui l'incite en privé à trouver une solution politique satisfaisante et à arrêter sa répression. Comme le reconnaît Chang Wen Chin : «*No matter what mistakes the Pakistani Government made in East Bengal, we consider this their internal affair. Of course we do not consider the Pakistani policy to have been correct, but India should not have sent troops to dismember the country.*» [178] A la suite de la guerre, l'objectif chinois est de reconstituer les forces pakistanaises pour à nouveau faire de ce pays un adversaire crédible de l'Inde, ce qui est difficile puisque le Pakistan ne représente plus qu'un huitième de l'économie indienne et un dixième de sa population, et éviter à la Chine de consacrer trop de ressources militaires à la protection de ses frontières himalayennes. Si l'on en croit la presse indienne, peu après la guerre, la Chine fournit de nouveaux chars T-59, des missiles sol-air et des patrouilleurs équipés de missiles.[179] En janvier 1973, le général pakistanais Tikka Khan se rend à Beijing pour obtenir plus d'armes.[180] En mai, on apprend que la Chine a décidé de fournir des chasseurs bombardiers Tu-16 au Pakistan.[181]

La Chine tente également de retourner le Bangladesh et de le rapprocher de la Chine et du Pakistan. Comme nous l'avons vu, cette politique est couronnée de succès, avec comme point culminant l'assassinat de Mujibur Rahman en 1975.

Du 31 janvier au 2 février 1972, le président pakistanais Ali Bhutto effectue une visite en Chine au cours de laquelle les deux pays accordent leurs vues sur la situation.[182] Le 2 mars, la Chine refuse la candidature de l'Inde à la Commission sur la décolonisation de l'assemblée générale de l'ONU (CDAG) en prétextant par son représentant Zhang Yang Kuan que «*l'intrusion indienne* [au Bangladesh] *est l'expression du désintérêt indien pour les intérêts communs de tous les pays et peuples qui aiment la paix et favorisent la justice ; d'une violation publique des principes de la charte des Nations-Unies ; du refus d'appliquer la résolution des Nations-Unies et du Conseil de sécurité.*» [183] L'Union soviétique défend l'Inde en déclarant que la Chine utilise la situation à des fins personnelles. L'Inde, par l'intermédiaire de son représentant Barkat Ahmed, rejette les accusations chinoises en déclarant que l'Inde a aidé une nation reconnue par une quarantaine de

178 Chang Wen Chin est assistant du ministère des affaires étrangères chinois, il reconnait ce fait lors d'une interview organisée par l'Australian National University le 14 juin 1973 (*Jain*, pp. 421-422).
179 *Hindustan Times*, 7 avril 1972.
180 *Hindustan Times*, 23 février 1973.
181 *Times of India*, 17 mai 1973.
182 Voir le communiqué Sino-Pakistanais en annexes.
183 *Renmin Ribao*, 5 mars 1972.

gouvernements, Zhang répond que l'Union soviétique a des motifs ultérieurs et que l'agression indienne contre le Pakistan n'a été menée qu'avec le seul support soviétique.[184]

Le même jour, Indira Gandhi, lors d'un meeting à Calcutta, dénonce la référence faite à la ligne de cessez-le-feu au Cachemire dans le communiqué joint sino-américain comme étant une interférence éhontée dans les affaires intérieures indiennes et déclare qu'il n'y a plus de ligne de cessez-le-feu au Cachemire, elle ajoute que puisque le communiqué lui-même affirme que les deux pays ne désirent pas diviser le monde en sphères d'influence, «*why then this reference to the cease-fire in Kashmir, if not to exert pressure on India and influence its policies»* [185] ajoutant que ce problème devait être réglé par des discussions bilatérales entre l'Inde et le Pakistan.

Le 14 mars, le ministre indien des Affaires extérieures Swaran Singh déplore la position chinoise, exprimée lors du communiqué de Shanghai, qui préconise une nouvelle fois le droit à l'autodétermination du Cachemire, devant la *Rajya Sabha*, réitérant que le Jammu-Cachemire est partie intégrante de l'Inde et que c'est donc une affaire intérieure indienne.[186]

Pour montrer son soutien total au Pakistan, la Chine va mener une campagne anti-indienne dans sa presse pendant toute la période qui suit le cessez-le-feu de 1971. Elle accuse l'Inde de violer constamment le cessez-le-feu au Cachemire,[187] de se retirer trop lentement du Pakistan en violation de l'accord de Simla,[188] d'avoir maltraité et exécuté des prisonniers pakistanais,[189] de continuer à détenir 80 000 militaires et 10 000 civils pakistanais de nombreux mois après la fin des hostilités et donc de violer la convention de Genève. Le député chinois An Dong déclare ainsi à l'Assemblée générale de l'ONU: «*nous supportons totalement l'attitude juste du député du Pakistan envers la détention déraisonnable des prisonniers de guerre et des civils pakistanais de la part de l'Inde. Environ 10 mois ont passé depuis le vote de la « résolution 307 » au conseil de sécurité en 1971. Mais le gouvernement indien détient toujours plus de 90.000 prisonniers de guerre et civils, dont des journalistes.»* [190]

Finalement, le retrait des troupes est effectué le 17 décembre 1972 mais la Chine, reprenant des accusations pakistanaises, accuse les troupes indiennes d'avoir causé volontairement de

184 *Indian Express*, 4 mars 1972.
185 *Times of India*, 3 mars 1972.
186 *Jain*, pp. 421-422.
187 *Renmin Ribao*, 15 juin 1972.
188 *Renmin Ribao*, 26 septembre 1972.
189 *Renmin Ribao*, 8 octobre 1972, 11 et 16 janvier, 23 février 1973, les journaux chinois reprennent les informations pakistanaises.
190 *Renmin Ribao*, 18 novembre 1972.

nombreux dégâts dans les villages pakistanais avant leur retrait : «*Les forces indiennes ont tout pillé : les fenêtres en bois, les portes, le matériel en bois et les pompes à eau. De plus, ils ont retiré les poteaux électriques et coupé tous les arbres. Comme il n'y a plus de toits dans les maisons, les forces pakistanaises doivent dormir en tente pour le moment.*» [191]

La propagande chinoise distingue bien, comme c'est toujours son habitude le gouvernement indien du peuple indien et accuse le gouvernement Gandhi de causer de grandes souffrances à son peuple en augmentant les dépenses militaires de l'Inde et donc les impôts aux dépens de besoins plus urgents comme le développement économique et la lutte contre la pauvreté.[192]

Le problème né de la guerre de 1971, qui continue au cours de l'année 1973 est celui des prisonniers de guerre. L'Inde demande comme pré-condition à la libération des prisonniers que le Pakistan reconnaisse le Bangladesh, puisque ce pays est concerné par le problème. Le Pakistan considère que l'Inde lui fait du chantage et la Chine soutient bien entendu la version pakistanaise. Durant l'été, Indiens et Pakistanais discutent du problème des prisonniers, ce qui est salué en ces termes par le ministre des Affaires étrangères chinois Chi Peng Fei : «*Of late, there have been new developments in the situation in the South Asian subcontinent. Pakistan and India have through consultations reached an agreement on the repatriation of Pakistan war prisoners and other questions. The Government of Pakistan upheld principles and adopted a series of constructive measures in the talks, enabling the talks to yield positive results. Thus favourable conditions have been created for a détente in the South Asian region and the normalisation of relations among the parties concerned. But there are people who do not wish to see a détente in the South Asian region. In order to attain their expansionist ambitions, they are continually resorting to interference and subversion in countries of the region, sowing discord among them and trying to create new incidents to fish in troubled waters. However, their expansionist features are becoming more and more apparent and stimulating the people of South Asian countries to keep sharp vigilance. Their schemes are doomed to failure. The Chinese Government and people will, as in the past, firmly support the Pakistan Government and people in their just struggle to combat foreign interference and defend State sovereignty.*» [193]

Ce problème des prisonniers de guerre est réglé après une série de discussions indo-pakistanaises qui mènera à l'accord de Delhi le 28 août 1973. Cependant, l'application de cet

191 *Renmin Ribao*, 24 décembre 1972.
192 *Xinhua*, 18 avril 1972.
193 *SWB/FE* 4388.

accord est lent et les derniers prisonniers pakistanais ne retrouvent leur pays qu'à la fin du mois d'avril 1974.

A partir de l'été 1973, la presse chinoise reprend un thème un peu mis de côté depuis le début de la guerre de 1971, le problème du Cachemire. La Chine attaque à la fois l'Inde et l'Union soviétique sur ce sujet et soutient le Pakistan. En mai 1974, pour soutenir l'Inde, l'URSS accuse la Chine, qui continue de soutenir le droit à l'autodétermination du peuple cachemiri, d'interférence dans un problème purement indo-pakistanais. La Chine réplique alors par l'intermédiaire de l'agence *Xinhua* que l'URSS elle-même avait soutenu dans le passé ce droit à l'auto-détermination, et qu'elle n'a changé de position que parce qu'elle est désormais dirigée par une clique de révisionnistes qui renient ce pour quoi elle a longtemps été active, le droit des peuples à l'autodétermination.[194]

Le 18 mai 1974, le *Renmin Ribao* fait un rappel historique pour montrer d'où vient le problème du Cachemire. Le journal explique que ce sont les Britanniques qui ont créé le problème pour mieux contrôler la situation sur le principe de 'diviser pour mieux régner' et que par la suite, c'est la mauvaise volonté indienne qui a transformé cette question en un problème insoluble.

Le journal continue en disant qu'après la guerre indo-pakistanaise de 1947, le comité indo-pakistanais des Nations unies passa une résolution qui devait résoudre la dispute en trois étapes : un cessez-le-feu, une démilitarisation, un plébiscite. Les deux camps acceptèrent et le cessez-le-feu entra en vigueur au début de l'année 1949. En juillet de la même année, la ligne de cessez-le-feu fut définie, le Pakistan obtenant les 2/5ème du territoire du Cachemire. L'Inde créa un gouvernement fédéral dans sa partie de territoire alors que le Pakistan créa un gouvernement libre du Cachemire. L'Inde et le Pakistan menèrent de nombreuses négociations par la suite pour résoudre le problème du Cachemire. Les chefs de gouvernement des deux pays annoncèrent dans un communiqué commun, le 20 août 1953, qu'ils organiseraient un plébiscite et résoudraient le problème du Cachemire en accord avec la volonté du peuple cachemiri. Mais par la suite, le gouvernement indien ne respecta pas sa parole et déclara de façon peu raisonnable : « *le Cachemire est une partie intégrante de la fédération indienne*. » Sous les auspices du gouvernement indien, le Parlement du Cachemire dans la zone occupée par l'Inde vota une nouvelle constitution en novembre 1956, déclarant : « *le Jammu et Cachemire sont des parties essentielles de la République indienne*. » En septembre 1965, le gouvernement indien brisa brutalement la lutte du peuple Cachemiri pour son

194 «Who's fishing in troubled Waters» de *Xinhua* du 18 mai 1974 dans *Jain* p 444-445.

droit à l'autodétermination nationale, et viola la ligne de cessez-le-feu, alors qu'il commençait l'attaque armée du Pakistan. En novembre 1971, l'Inde commença à nouveau l'agression armée du Pakistan, et franchit la ligne de cessez-le-feu pour occuper quelques zones contrôlées par le Pakistan. En juillet 1972, l'Inde et le Pakistan signèrent l'accord de Simla. Sur le problème du Jammu et Cachemire, chaque camp s'accorda à respecter la ligne de contrôle et à ne jamais violer les positions respectives.

Le journal justifie ainsi la position chinoise :

«Sur l'issue du Cachemire, le gouvernement chinois a fermement supporté le juste combat pour le droit national à l'autodétermination du peuple Cachemiri. En février 1964, le gouvernement chinois a souhaité que le problème cachemiri soit résolu comme les gouvernements indiens et pakistanais l'avaient promis, c'est-à-dire en accord avec la volonté du peuple cachemiri. Cela ne peut marcher si l'on dénie l'existence d'un conflit et si l'on adopte une attitude chauviniste.» [195]

En février-mars 1975, la Chine soutient le Pakistan qui lance une campagne pour inciter l'Inde à accepter le droit à l'autodétermination du Cachemire. Le Premier ministre du Pakistan Bhutto appelle les cachemiris 'libres' à organiser une manifestation et des grèves pour protester contre le refus de l'Inde d'accepter le droit du Cachemire à l'autodétermination. La presse chinoise reprend les informations pakistanaises qui indiquent l'énorme succès de cette opération, parlant d'1 600 000 personnes ayant suivit les consignes au Cachemire.[196] Quelques jours plus tard, le *Renmin Ribao* contre l'argument indien en disant que le problème du Cachemire n'est pas un problème intérieur indien et que de considérer l'ensemble du Jammu-Cachemire comme indien s'apparente plutôt à de l'expansionnisme :

«At present, the way Indian Government dealt the problem of Kashmir's belonging once again violated the UN resolution, international agreement that he accepted and his own promise. India adopted the new expansive steps to further deprive the Kashmir people of their self-determination and annex Kashmir area. There was no wonder that aroused the strong indignation and opposition of Kashmiri and received the severe rebuke of Pakistan government.

Indian Government perverted this expansive action into his absolutely domestic affairs in

195 *Renmin Ribao*, 19 mai 1974, voir aussi l'article du 26 février 1975.
196 *Renmin Ribao*, 2 mars 1975.

order to cheat people, which was in the attempt to escape the rebuke from the just public voices and people all over the world with the sophistry that saying this international dispute into "domestic affair". What's more, India was against the severe protest with the way of speaking that it was intervening in India's domestic affairs. (...)

People have long before experienced the vile artifice of Indian expansionists. It was very clear what was international problem, and what were domestic affairs. However, Indian authorities actually obscured and reversed these two concept follow their inclination in the requirement of expansionism. Not to mention the things occurred in the far past, the things of recent time could tell it. India perverted the historical events when his government was annexing his neighbor-Sikkim, claiming that Sikkim was not an independent country in the past but a part of India. It was clearly an action of annexing neighbor; however, it appeared to be "domestic affairs" in Indian expansionists' mouth. India shamefully said the things belonged to his when robbing things of others. This was really plain robber logic.

Ironically, the Indian government that always shouted for opposing to intervene in others domestic affairs today. Recently, however, India intervened in others' domestic affairs again and again. In 1971, India, in the support of SU, sent troops to dismember Pakistan flagrantly in the excuse of being threatened by national contradiction of Pakistan. India bore a grudge against Nepal government for adhering to the policy of neutralism and disunion, maintaining independence and sovereignty. So that he allowed the rebellions of Nepal to harass, destroy and overthrow Nepal based in India.» [197]

La Chine soutient par sa presse les activités politiques de diverses groupes en faveur de l'autodétermination du Cachemire, tels que l' *Action of People Committee*, la *Jammu-Kashmir Revolution Confederation*, la *Kashmir Muslim Conference* et le *People's Party of free Kashmir.*[198]

197 *Renmin Ribao*, 12 mars 1975.
198 *Renmin Ribao,* 19 mars 1975.

II.5 Le Tibet

II.5.1 Rappel historique

II.5.1.1 Avant 1949

Le Tibet a une longue histoire commune avec la Chine et en est devenu partie intégrante. Il a un lien culturel important avec l'Inde, les deux pays se sentent donc concernés par ce sujet.

La nature des relations entre la Chine et le Tibet est complexe, comme les relations de la Chine avec la plupart des autres pays d'Asie. La Chine a souvent préféré un lien de suzerain à vassal qu'une occupation militaire et administrative stricte. Les rois des autres pays devaient se plier au protocole fixé par la cour impériale et devaient envoyer une délégation régulièrement avec un cadeau pour l'empereur, en échange ils recevaient des titres et des cadeaux. Lorsqu'un royaume manquait à son devoir, la Chine envoyait une expédition punitive et l'obligeait à reprendre les envois de délégations, lorsqu'elle se sentait assez forte pour le faire. Ainsi, dans les archives chinoises, tous les voisins de la Chine peuvent être considérés comme des vassaux (les royaumes d'Asie du Sud-Est qui forment aujourd'hui le Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, la Birmanie, les deux Corées, etc... Ces pays n'ont pas la même vision des choses bien entendu et considéraient ces relations comme d'égale à égale, les documents diplomatiques ne signifiaient d'ailleurs pas la même chose en chinois et dans la langue du pays concerné. C'est aujourd'hui la cause d'une grande ambiguïté sur beaucoup de questions.

Les premiers échanges officiels entre l'empire chinois et le royaume tibétain remontent à la dynastie des Tang (618-907), âge d'or pour les deux nations. Désireux d'entretenir des relations de bon voisinage avec les Tang, Songtsan Gambo, fondateur du royaume tibétain des Tubo, envoie un de ses ministres à Chang'an, capitale des Tang, pour demander en mariage une princesse chinoise. C'est accepté par la partie chinoise et celui-ci épouse en 641 la princesse Wencheng, fille de l'empereur Taizong. Cette union conjugale bénéficie beaucoup au Tibet qui apprend de nombreuses techniques des Chinois. L'empereur des Tang confie au roi tibétain plusieurs titres de noblesse comme 'Prince consort de Duwei', 'Prince de Xixia'... c'est là que commence le statut ambiguë du Tibet car avoir un titre de noblesse chinois équivaut à être vassal de l'empereur pour les Chinois alors que pour les Tibétains, c'est juste un titre honorifique. En 710, une autre princesse des Tang, Jincheng, se marie avec le roi Chide Zugdan, un descendant de la famille des Tubo. Là aussi la Chine se montre généreuse. En 821, le roi des Tubo demande à trois reprises une alliance avec les Tang. Leur alliance fut scellée finalement sous le règne de l'empereur Changqing (822-823).

En 1279, les Mongols conquièrent la Chine, fondant la dynastie des Yuan (1271-1368). Le Tibet est alors une des régions administratives sous la juridiction du gouvernement central des Yuan. Le fondateur des Yuan Kubilai Khan crée en 1284 un conseil national d'administration du bouddhisme, dont fait partie le Tibétain Phagspha, précepteur impérial. Ce dernier établit un commandement chargé des affaires militaires et politiques du Tibet. Sous ce commandement, furent créés les wanhu, qui comprennent chacune dix mille foyers, et les qianhu regroupant chacune mille foyers, les chefs des deux unités ayant des responsabilités administratives. En récompense de ses services, Kubilai attribue l'année suivante à Phagspha le double titre de «Grand roi bouddhique» et de 'Premier précepteur impérial'. Phagspha eut ainsi le pouvoir de nommer des fonctionnaires tibétains et les chefs des 13 wanhu pour administrer les affaires locales. C'est donc à cette époque que les prétentions chinoises sur le Tibet commencent réellement à être justifiées.

La dynastie Yuan, renversée en 1368, est remplacée par la dynastie des Ming (1368-1644). Cette dernière hérite de la première le pouvoir d'administration au Tibet. Les Ming instaurent deux commandements avec un cantonnement pour diriger les affaires militaires et civiles dans les deux parties, est et ouest, du Tibet, appelés Qamdo et Ngari. Étant donné que la religion et l'administration ne font alors qu'un au Tibet et que chaque secte religieuse domine une contrée, l'empereur Chengzu, troisième souverain des Ming, en vue de mieux dominer la région, décerne divers titres à tous les chefs religieux. Le dalaï-lama et le panchen-lama, qui incarnent deux lignées de bouddha vivant, font partie de l'école Gelugpa du bouddhisme tibétain, née sous les Ming.

En 1644, les Mandchous fondent la dynastie des Qing (1644-1911), à la place des Ming. L'empereur mandchou consacre officiellement en 1653 le dalaï-lama et en 1713 le panchen-lama, confirmant ainsi leur statut tant religieux que politique au Tibet. En 1727, il y envoie deux ministres, qui, au nom des autorités centrales, surveillent en permanence les travaux de l'administration locale. En 1793, la dynastie des Qing promulgue les «Règlements administratifs du Tibet, approuvés par Sa Majesté», qui stipulent dans un article que le gouvernement des Qing détient le pouvoir d'entériner les enfants-incarnations trouvés après les décès des grands bouddhas vivants, y compris le dalaï-lama et le panchen-erdini.

Le 1er janvier 1912, le Président par intérim de la République de Chine, Sun Yat-sen, déclare dans son discours d'investiture que «*Notre unité nationale signifie que nous sommes un pays comprenant des territoires habités de Hans, de Mandchous, de Mongols, de Huis, et de Tibétains et que ces communautés ethniques sont unies comme un seul homme»*. La Constitution

provisoire de la République de Chine, adoptée en mars de la même année à Nanjing par le Sénat, stipule que le Tibet fait partie de la République de Chine. Dans le préambule de la constitution provisoire, le premier article indique que sous la République de Chine, le gouvernement central gouverne le Tibet comme l'avaient fait les dynasties des Yuan, des Ming et des Qing. Seulement à ce moment là, les forces chinoises impériales ont été expulsées du Tibet et la République de Chine n'a pas les moyens d'envoyer de nouvelles troupes. En 1914, le Tibet et l'empire britannique signent à Simla un accord sur la frontière sans la présence d'un officiel chinois. Le Tibet se déclare donc de fait indépendant. Cependant, la Chine qui avait signé le traité de Simla ne l'a jamais ratifié. Le 13e dalaï-lama et le 9e panchen-erdini participent cependant, en leur qualité de représentant officiel, au gouvernement national de Nanjing, formé en 1927 par le Guomindang.

II.5.1.2 La République populaire de Chine et le Tibet.

Voyant que les communistes se rapprochent inéluctablement de la victoire finale, les Tibétains se préparent à la lutte qui s'annonce et demandent à l'Inde de lui vendre des armes et de fournir à ses troupes un entraînement militaire. Le Tibet souhaite faire passer son armée de 13 000 à 100 000 hommes. Au lendemain de la fondation de la République populaire de Chine en 1949, le gouvernement chinois adopte le principe de 'libération pacifique' à l'égard du Tibet. La Chine est pour la première fois depuis très longtemps unie et forte et compte en profiter pour reprendre de gré ou de force ce qu'elle considère à elle. En janvier 1950, elle notifie aux autorités tibétaines l'envoi d'une délégation à Beijing pour négocier la 'libération pacifique'. Devant l'impossibilité d'un accord, la Chine envoie des troupes au Tibet en octobre pour contraindre les autorités tibétaines à être plus 'coopératives'. Les faibles défenses de l'armée tibétaine sont enfoncées à Chamdo.[199] Le Tibet demande alors à l'Inde de soulever la question tibétaine aux Nations unies, mais l'Inde ne souhaite pas s'engager pour ne pas s'aliéner la Chine et propose au Tibet de faire un appel direct. La question est finalement soulevée en décembre par le représentant d'El Salvador mais rien n'en sort et le débat est reporté à plus tard. Le 14e dalaï-lama, Tenzin Gyatso, qui assume le pouvoir le 17 novembre, quitte Lhassa, accepte la proposition de négociation de paix et adresse en janvier 1951 au gouvernement central une lettre acceptant d'envoyer une délégation pour 'chercher à régler le problème du Tibet'. Le mois suivant, il nomma Ngapoi Ngawang-Jigme comme premier représentant plénipotentiaire du gouvernement local du Tibet pour négocier avec le gouvernement central à Beijing. Les pourparlers aboutissent le 23 mai 1951 à un consensus appelé 'Accord en dix-

199 Pour une description complète de l'invasion chinoise, voir Tsering SHAKYA, *The Dragon in the Land of Snows, a history of modern Tibet since 1947,* Penguin Compass, 2000, pp. 38-45.

sept points' sur les problèmes relatifs à la 'libération pacifique' du Tibet. L'accord entre le gouvernement populaire central et le gouvernement local sur les mesures concernant la 'libération pacifique' du Tibet est ensuite signé par Ngapoi Ngawang-Jigme à Beijing. Les États-Unis, dans le contexte de la Guerre de Corée, tentent alors d'inciter le dalaï-lama à dénoncer cet accord. Le 16 juin, les Américains informent les Britanniques que le dalaï-lama n'accepte pas l'accord parce qu'il a été signé sous la contrainte, que l'accord sera dénoncé dès que les délégués tibétains auront trouvé refuge hors de Chine et que la résistance tibétaine continuerait. Cependant, aucun officiel tibétain ne fait de déclaration publique en ce sens. La Chine fait alors pression sur le dalaï-lama et sa cour pour qu'ils acceptent et ratifient l'accord. Fin septembre, l'Assemblée tibétaine conseille le dalaï-lama d'accepter.

Dans un télégramme qu'il adresse le 24 octobre de la même année au président Mao Zedong, le dalaï-lama dit que le gouvernement local, les lamas et les populations du Tibet soutiennent l'accord à l'unanimité. L'indépendance tibétaine, de fait depuis 1911, prend donc fin. Le surlendemain, l'Armée populaire de libération entre à Lhasa. Une coexistence difficile commence alors entre les autorités chinoises et le peuple tibétain.

En 1954, le dalaï-lama et le panchen-erdini se rendent ensemble à Beijing pour participer à la première Assemblée populaire nationale. Ils sont élus respectivement vice-président et membre du Comité permanent de l'APN. Durant cette période, le contrôle des autorités de Beijing sur le Tibet reste lâche et un groupe de Tibétains, les Khampas, mènent avec succès une guerre de guérilla contre les forces chinoises stationnées au Tibet. A la fin des années 50, les efforts pour accentuer le contrôle du Tibet et mettre en place la nouvelle société en détruisant le système ancestral, appelé ‘réforme démocratique’ provoquent la sanglante révolte de 1959 qui oblige de nombreux Tibétains à s’exiler en Inde. Cette ‘réforme démocratique’ met fin au régime féodal de servage caractérisé par la fusion du temporel et du spirituel. La Chine met l’accent sur la barbarie de l’ancien régime au Tibet pour justifier ses actions pour le moins brutales, elle abolit le Code en 13 articles et le Code en 16 articles, qui divisaient hiérarchiquement la population tibétaine en trois catégories et en neuf classes. Même si ces réformes constituent une amélioration de la société tibétaine, ce qui n'est pas forcément l'avis des Tibétains, la façon brutale dont la Chine applique le changement est perçue comme un viol de l’identité tibétaine par beaucoup de Tibétains et à partir de cette date, la rupture est consommée entre les ethnies tibétaines et han au sein de l'ensemble chinois.

Afin d’essayer de régler le problème, la région autonome du Tibet est fondée en 1965. Cela

permet au Tibet de jouir d'une plus grande autonomie en ce qui concerne la législation, la langue, l'économie, les finances, la culture, l'éducation, le personnel, la gestion et l'exploitation des ressources naturelles. Mais en 1966, avec le début de la Révolution culturelle, les gardes rouges commettent des exactions sans nombre au Tibet et détruisent les temples bouddhistes.

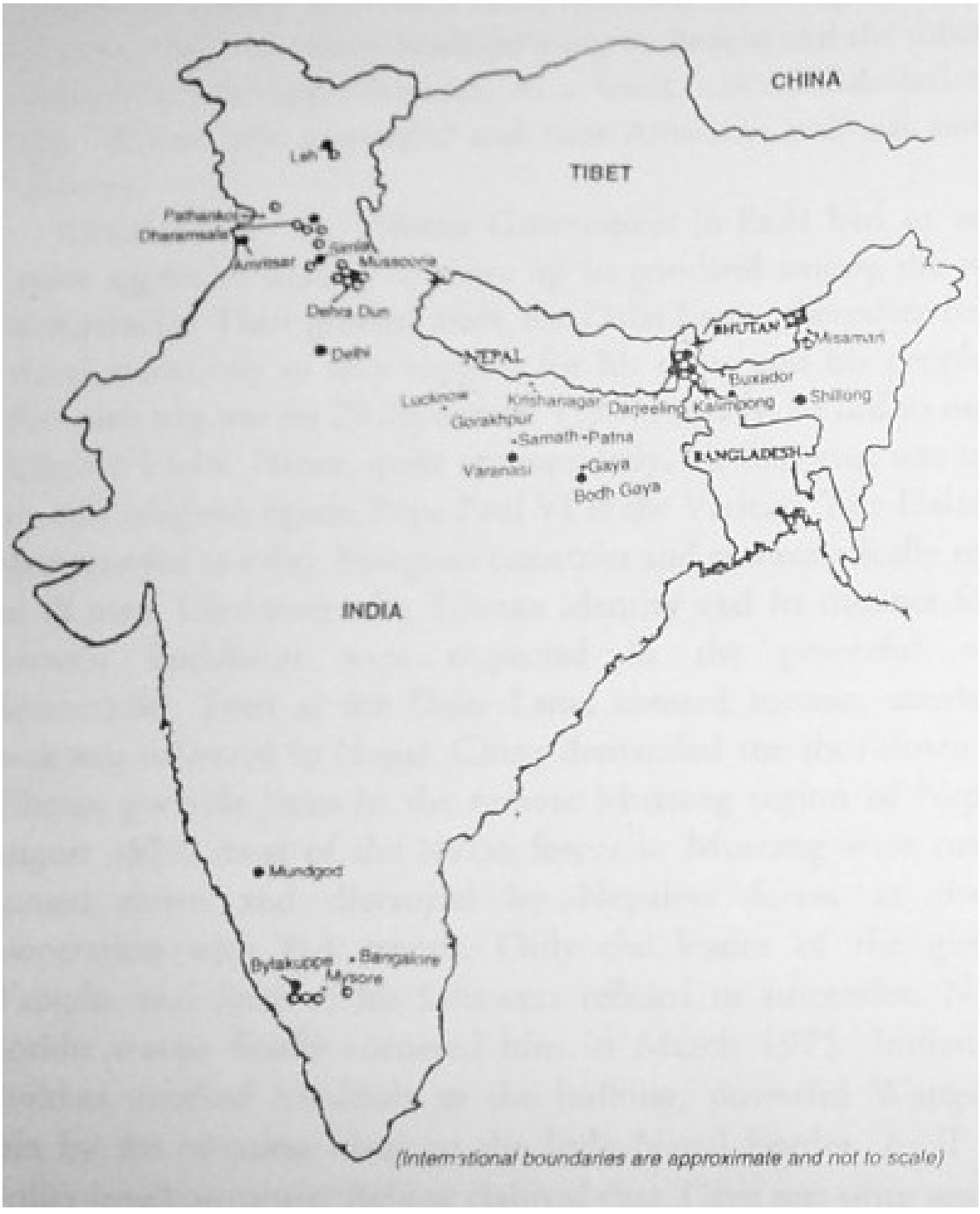
Au début des années 60, les États-Unis et l'Inde aident à constituer des groupes de résistance tibétains. La Chine essaye de négocier avec l'Inde en proposant de ne plus aider les tribus du nord-est et de ne pas concurrencer l'Inde dans les États himalayens en échange de la non-ingérence indienne sur la question tibétaine mais c'est sans succès.[200] Les États-Unis, par la CIA, financent et assistent l'Inde. Une base de guérilleros tibétains est établie à Mustang au Népal et les Tibétains ayant été entraînés aux États-Unis se joignent aux groupes tibétains travaillant pour l'armée indienne. Les Indiens ont alors une base secrète pour l'armée tibétaine à Chakrata, près de Dehra Dun, l'unité 22. Les deux pays établissent un contrôle conjoint des activités clandestines des exilés tibétains au Tibet à partir de 1963. Avec le temps cependant, les désaccords deviennent de plus en plus profonds entre Indiens et Américains sur la stratégie à mettre en place et les objectifs à atteindre.

Avec le début de la Révolution culturelle, le Tibet, comme le reste de la Chine, subit les horreurs commises par les gardes rouges contre la culture et la population. La Chine tente de détruire l'identité tibétaine et de faire du Tibet une région de la Chine comme les autres. Cela provoque une révolte à Nyemo en 1969, à une centaine de kilomètres de Lhassa, où de nombreux Chinois sont tués de manière particulièrement atroce. Des répressions sont organisées.

Pour l'Inde, les groupes de combattants tibétains sont utiles pour mener des opérations militaires et de sabotages sur les arrières de l'armée chinoise en cas de nouvelle guerre sino-indienne. L'Inde souhaite donc maintenir un fort contingent de combattants tibétains. Pour les États-Unis, la Chine devient progressivement moins menaçante et la CIA souhaite réduire les effectifs tibétains. A partir de la deuxième moitié des années 60, les Américains arrêtent totalement leur aide financière aux Tibétains. Ils jugent que la confrontation sino-soviétique rend désormais inutile l'aide aux Tibétains et que cela ne sert plus les intérêts américains. La Chine a besoin de tous ses soldats pour faire face aux forces soviétiques de plus en plus nombreuses et menaçantes le long de ses frontières nord et nord-ouest et créer de l'instabilité au Tibet est contre-productif pour les Américains, ceux-ci préférant utiliser ces groupes tibétains pour rassembler des informations sur le

200 John F. COOPER, «China's Policy Toward Bangladesh», *China Report*, mai-juin 1973, pp. 11-17.

Tibet. Durant la guerre de 1971, l'Inde utilise avec une grande efficacité les forces tibétaines secrètes (entre 5 000 et 10 000 hommes) au Pakistan oriental. La Chine craint que le Tibet ne soit l'objectif suivant des Indiens et des Soviétiques et fait part de ses craintes aux États-Unis.



Carte 9: les communautés tibétaines en Inde. [201]

201 Rajesh Kadian, *Tibet, India and China, critical choices, uncertain future*, Vision books 1999.

II.5.2 La situation 1972-1976

Au début de l'année 1972, avec la fin de l'aide américaine et la grande prudence de l'Inde, laquelle souhaite stabiliser la situation dans le sous-continent et apaiser les tensions avec la Chine, les exilés tibétains sont dans une situation difficile et se sentent trahis par le gouvernement indien. Le mouvement se divise entre des jeunes, la plupart étudiants dont beaucoup sont issus de l' *Institute of Higher Tibetan Studies* de Sarnath, qui brûlent de se battre pour 'libérer' le Tibet et des cadres plus prudents mais tout aussi déçus par la position indienne. Pour éviter que les difficultés n'amènent une cassure au sein des exilés, le dalaï-lama propose l'organisation d'un plébiscite par la Chine au Tibet qui déboucherait sur un Tibet autonome sous souveraineté chinoise et permettrait son retour au Tibet sans qu'il perde la face, puisque ce serait considéré comme la volonté du peuple tibétain. La Chine prend très mal cette initiative et répond en critiquant à la fois l'Inde et le dalaï-lama :

«Récemment le dalaï-lama a attaqué et calomnié de façon venimeuse notre pays à Calcutta. Le dalaï-lama est à la solde des réactionnaires indiens. Il a prétendu ouvertement à la liberté et à l'indépendance du Tibet. Le peuple chinois manifeste son indignation et sa protestation catégorique contre les actions criminelles du gouvernement indien, consistant à s'opposer à la Chine et à se mêler des affaires intérieures de notre pays, tout en profitant du dalaï-lama. Ce n'est pas un hasard si le dalaï-lama fait ses représentations en ce moment. Avec le soutien socio-impérialiste [l'Union soviétique]*, le gouvernement indien a déclenché une guerre d'agression, a occupé le Pakistan oriental par la force. Le peuple pakistanais s'oppose énergiquement à son action et les opinions publiques de tous les pays la condamnent unanimement. L'Inde est totalement isolée de par le monde. C'est justement pour détourner les regards de tous les peuples et pour cacher les crimes d'agression commis par elle contre le Pakistan que le gouvernement indien n'a pas tardé à soutenir le dalaï-lama, lui qui prétend à l'indépendance du Tibet et chante toujours la même chanson. Mais tout cela est en vain. Les moyens vicieux des réactionnaires indiens ne peuvent non seulement cacher leurs crimes d'agression contre le Pakistan mais manifestent encore une fois leurs ambitions expansionnistes, leur convoitise à l'égard de notre territoire. Il y a une dizaine d'années, les expansionnistes indiens avaient mijoté la rébellion contre-révolutionnaire dans la région autonome chinoise du Tibet, avaient obligé des dizaines de milliers d'habitants tibétains à aller en Inde par la force et par la ruse et avaient fomenté le gouvernement soi-disant du Tibet en exil avec à sa tête le dalaï-lama, traître à la nation. Depuis lors, les réactionnaires indiens profitent toujours du soi-disant problème des réfugiés tibétains pour mener des activités subversives et de sabotage dans la région autonome du Tibet de notre pays. Ils ont l'intention de séparer le Tibet de notre pays.*

Maintenant les réactionnaires indiens profitent des soi-disant problèmes des réfugiés pour occuper le Pakistan oriental par la force et en même temps en protégeant le dalaï-lama pour qu'il prétende soi-disant à la « liberté et à l'indépendance. »

S'il profite du soi-disant problème des réfugiés tibétains, n'est-ce pas pour servir ses ambitions d'expansion territoriale et l'agression du Tibet de notre pays?. Les contes des réactionnaires indiens ne sont que pure illusion. Après avoir brisé le joug esclavagiste et avoir maîtrisé son propre destin, le peuple tibétain, plein de confiance, marche à pas de géant dans la voie lumineuse du socialisme, avec tous les peuples des ethnies de notre pays, après avoir été baptisé dans la Grande révolution culturelle prolétarienne. Aujourd'hui la situation du Tibet de notre pays est meilleure que jamais. Nous avertissons solennellement les réactionnaires indiens : le peuple chinois ne vous permet pas de vous mêler des affaires intérieures de notre pays, de convoiter le territoire de notre pays. Toute ambition expansionniste des réactionnaires indiens sera pulvérisée totalement par le peuple chinois !»[202]

Cette réaction encourage les Tibétains favorables à la lutte armée dans leur volonté de se battre pour l'indépendance du Tibet. Ils recommandent des mesures extrêmes contre la Chine mais aussi contre le gouvernement indien qu'ils accusent de trahison.[203]. Les modérés, au contraire, ne sont pas en faveur d'une nouvelle campagne de 'libération'.

En juillet 1972, la Chine réitère sa position au Conseil économique et social des Nations-unies par son représentant Wang Jun-Sheng, qui accuse l'Inde d'interventionnisme, de subversion et d'expansion contre la Chine.[204]

En septembre, le dalaï-lama donne une interview à *Newsweek* dans laquelle il reconnaît que la situation est meilleure depuis la fin des pires années de la Révolution culturelle mais qu'elle reste grave car les Tibétains n'ont pas de liberté religieuse et manquent de nourriture. Il dit que les Tibétains vivent dans une peur constante et que les opposants disparaissent ou sont exécutés mais que si un jour le peuple tibétain accepte finalement son intégration dans la Chine, il se pliera à sa volonté car il y a six millions de Tibétains en Chine et seulement 80 000 exilés.[205]

202 «Que veulent les réactionnaires indiens», *Renmin Ribao*, 27 janvier 1972
203 Krishna Prakash GUPTA, 'Dalai Lama's Dual tactics' dans *China Report*, Volume IX No. 5, septembre-octobre 1973.
204 «Statement by the Chinese representative Wang Jun-sheng in the UN Economic and Social Council», 27 juillet 1972, *Jain* p. 426.
205 *Newsweek* du 25 septembre 1972.

Le 17 octobre, le délégué indien M. Yashpal rejette les accusations chinoises que l'Inde est responsable des troubles de 1959. Pour lui, il est évident que si les gens ont cherché refuge dans un pays voisin, c'est que les conditions chez eux n'étaient pas normales et ajoute : «(…) *So long as circumstances in any of our neighbouring countries are such that the people leave them and seek shelter in India, we hope the Indian people and the Indian government would always be ready to extend to them whatever help and comfort they can depend on the co-operation and understanding of the international community*.» [206]

L'Inde n'a jamais reconnu officiellement le «gouvernement tibétain» en exil et lors d'une séance au Parlement indien, le ministre des Affaires extérieures Swaran Singh nie également avoir formé ce «gouvernement tibétain» en exil à Dharamsala et réitère que le Tibet est partie intégrante de la Chine. Il précise en réponse à une question d'un député que le degré d'autonomie du Tibet au sein de la Chine est du ressort du gouvernement chinois.[207]

Il dit également «*We can assure China that we have no desire or intention to interfere in her internal affairs. We regard Tibet as part of China and any allegation that we are encouraging fissiparous tendencies in Tibet is totally unfounded and baseless. We hope that China will also respect our territorial integrity and sovereignty and not encourage any fissiparous elements in our country.» [208]*

Dépité, un groupe de Tibétains exilés soumet fin novembre 1972 un mémorandum à l'intention du ministère des Affaires extérieures indien dans lequel il exprime sa critique de la politique indienne visant à se réconcilier avec la Chine aux dépens du Tibet. Il est ajouté dans ce document que le dalaï-lama est le seul arbitre de la destinée du Tibet.[209] En même temps, le plébiscite proposé par le dalaï-lama est réitéré par Ven Nyima Sangpo, représentant élu de la communauté tibétaine en exil.

206 *Statesman*, 19 octobre.
207 *SWB/FE 4148*.
208 Swaran Singh devant le Rajya Sabha le 30 novembre 1972, *Jain*, p. 432-434.
209 «Dalai Lama's Dual Tactics», op. cit. pp. 10-13.



Le dalaï-lama

Le dalaï-lama va alors adopter une tactique duelle, par volonté de trouver un compromis acceptable par les deux partis. D'un côté, il évoque la possibilité de son retour au Tibet, acceptant la souveraineté chinoise en échange de plus d'autonomie. D'un autre côté, il parle de plus en plus d'un gouvernement en exil déterminé à améliorer le sort des Tibétains «occupés» en Chine. En juillet 1973, dans une interview avec *The Guardian*, il accepte la souveraineté chinoise mais ajoute qu'un Tibet «indépendant» serait la «meilleure chose» pour la paix en Asie.[210] Le 22 juillet, dans une interview pour le magazine *Dinaman* il sépare les politiques «correctes» de Mao et de Zhou de leur mauvaise mise en application, et parle de la convergence idéologique entre le socialisme à la chinoise et le bouddhisme tibétain, laissant la place à une possible réconciliation avec les dirigeants chinois. Cependant, il dit aussi que l'indépendance historique de la nation tibétaine est un fait irréfutable.

Cette position ambiguë est observée avec beaucoup de méfiance par la Chine et celle-ci n'a aucune confiance à l'égard de la bonne foi du dalaï-lama et les diplomates chinois déclarent que la question ne sera réglée que si les réfugiés tibétains retournent en Chine sans conditions ou si l'Inde accorde la nationalité indienne à ces réfugiés. Au cours de l'année 1973, le dalaï-lama accepte la position indienne qui demande aux réfugiés tibétains en Inde soit de retourner en Chine, soit d'abandonner toute activité politique. Il effectue une visite en occident qui a pour but de redynamiser la cause tibétaine qui bat de l'aile à cause de la fin du financement américain. Cette opération jouit d'un certain succès de communication, d'autant que le bouddhisme est dans l'air du temps parmi les jeunes des sociétés occidentales et que le maoïsme au contraire est sur le déclin. En août 1974, la position indienne est réaffirmée une nouvelle fois par Swaran Singh :

210 *Ibid.*

«I would like to say very categorically that on our border with China it is mostly Tibet and for Tibet we have to deal with China and whether we like it or not it is the Government of China and the Chinese soldiers whom our soldiers face all along the border. So one should not live in a dreamland, and there is no use raking up matters on which we have taken a very clear stand. We have given asylum to Dalai Lama. We have never recognised his political position vis-à-vis Tibet, and I would not like this to be a matter on which China can protest to us. So I want to make it clear that there is no doubt about our attitude on Tibet.» [211]

Au Népal où la présence des combattants exilés tibétains est forte, le roi Birendra succède au roi Mahendra comme nous l'avons vu. Le nouveau roi est beaucoup moins enclin à suivre la politique indienne vis-à-vis des Tibétains de Mustang et recherche une relation plus amicale avec la Chine. Il éloigne donc tous les Népalais d'ethnie tibétaine du consulat népalais de Lhasa car ils sont soupçonnés d'être trop en faveur de l'indépendance du Tibet et exige en 1973 que les exilés de Mustang rendent les armes reçues des Indiens et des Américains.[212] De son côté l'Inde n'est pas prête à fournir de l'aide et à autoriser les Tibétains à maintenir leur propre armée car le problème des tribus du nord-est indien semble réglé, le Bangladesh est pro-indien et la priorité de l'Inde est de consolider sa situation et donc d'améliorer ses relations avec la Chine.[213] Le dalaï-lama essaie lui aussi de faire rendre les armes car il souhaite conserver son image internationale de non-violence et son message dans ce sens est suivi par la plupart des Tibétains de Mustang sauf par un groupe conduit par le chef Wangdu qui tente de rallier l'Inde pour intégrer l'armée indienne, ce groupe est intercepté et détruit en mars 1975.[214] Cela marque la fin de la résistance armée clandestine tibétaine. Les combattants tibétains restants sont intégrés à l'armée indienne et donc sous le strict contrôle de celle-ci désormais. L'armée indienne, pour éviter de provoquer la Chine, éloigne les troupes tibétaines de la frontière sino-indienne. Notre période voit donc un certain succès chinois car le Tibet est grandement sécurisé par la fin de l'aide américaine, la disparition de la base de Mustang au Népal et l'attitude neutre du gouvernement indien vis-à-vis du problème tibétain.

Un journaliste américain, John Avedon, spécialiste du Tibet et qui bénéficie de contacts de confiance au sein de la communauté tibétaine en Inde donne un autre éclairage sur les raisons pour

211 «Swaran Singh's reply to the Rajya Sabha debate on international situation» (extrait), 1er août 1974, *Jain,* p. 448.
212 Tsering SHAKYA, *The Dragon in the Land of Snows, a history of modern Tibet since 1947,* Penguin Compass, 2000, pp. 362-363.
213 *Ibid*.
214 Rajesh KADIAN, *Tibet India and China, critical choices, uncertain future*, Vision Books 1999, pp. 144-145.

lesquelles New Delhi voit d'un bon œil la présence d'une forte communauté tibétaine à Dharamsala et ailleurs en Inde au cours des années 70 et pourquoi elle ne fait pas tout son possible pour régler le problème tibétain de concert avec la Chine. Il dit que dans ses plans de crise, l'Inde compte utiliser la communauté tibétaine et ses contacts infiltrés au Tibet pour l'aider en cas de guerre avec la Chine. Tout comme la Chine se servirait de ses contacts au sein des rebelles du Nord-Est indien pour harceler les arrières de l'armée indienne, l'Inde utiliserait les Tibétains pour remplir la même mission et soulever le Tibet tout entier. Les deux pays ne se faisant pas confiance, ni l'un ni l'autre n'est prêt à renoncer à cet atout et ils le gardent en sommeil prêts à l'utiliser si nécessaire. Avedon dit qu'en cas de guerre, l'objectif de l'Inde serait purement et simplement d'obtenir l'indépendance du Tibet.[215]

215 John F. AVEDON, *In Exile from the Land of Snows*, Knopf, New York, 1984, p. 129-130.

II.6 L'océan Indien

L'océan Indien est un enjeu stratégique de grande importance pour les deux pays du fait qu'il faut y passer pour avoir accès aux ressources énergétiques stratégiques d'Afrique et surtout du Golfe Persique. Il fournit également un accès privilégié aux pays limitrophes qui possèdent d'énormes ressources naturelles comme l'uranium, 40% de l'or mondial, presque tout l'étain, le caoutchouc, le jute, le chrome, les diamants. Comme nous allons le voir, l'Inde et la Chine, même si sur le fond elles partagent des points de vue similaires, sont obligées de s'affronter du fait de leur alignement. Dans un deuxième temps, nous verrons que Sri Lanka suscite l'intérêt des deux pays.

II.6.1 Le vide laissé par les Britanniques et les stratégies chinoises et indiennes

Depuis la fin de la guerre de Sept Ans, l'océan Indien avait été dominé par l'empire britannique qui avait installé un réseau très efficace de bases pour le contrôler. De ce fait mais également pour des raisons historiques plus profondes, l'Inde n'a jamais pu profiter de ce que sa position géographique lui permettait : une certaine prééminence dans cette zone.

La Chine, même si elle n'est pas une puissance de l'océan Indien, y a parfois montré sa présence. Si l'on reprend Toussaint,[216] l'océan Indien est quasiment devenu un lac chinois entre 1200 et 1433 lorsque la Chine accorda la priorité à sa marine, particulièrement sous la dynastie des Yuan et le début des Ming. Des communautés chinoises s'installèrent un peu partout et entre 1405 et 1433, plusieurs expéditions gigantesques furent lancées sous les ordres de l'amiral Zheng He, pour découvrir l'océan Indien et contraindre les rois de la région à payer un tribut à l'empereur. Le roi de Ceylan fut ainsi ramené comme prisonnier en Chine, plus de trente ports furent visités, jusqu'à Aden et des ports de la côte africaine. Cependant, en 1433, cette politique navale est brutalement interrompue par la cour impériale qui se rend compte que ces expéditions coûtent beaucoup plus chères qu'elles ne rapportent. En 1525, un édit impérial ordonne la destruction de tous les bateaux de haute mer et l'arrestation de tous les membres d'équipage, marquant la fin de la présence maritime chinoise dans l'océan Indien pour des siècles.

Avec sa douloureuse expérience des invasions étrangères venant principalement de la mer, la Chine remet à l'honneur sa pensée navale, surtout après 1949. Même avant cette date, Mao Zedong

216 Auguste TOUSSAINT, *Histoire de l'océan Indien*, collection Que sais-je?, éd. PUF, 1980.

déclarait que la Chine avait besoin d'une flotte puissante pour se défendre contre l'impérialisme. Grâce à l'URSS, la Chine commence à bâtir une flotte moderne dans les années 50, bien faible cependant en comparaison des flottes des autres puissances majeures. Durant les années 60, les forces navales chinoises déclinent à cause de la perte de l'appui soviétique. La stratégie adoptée par la flotte chinoise se limite cependant, du fait de sa faiblesse relative, à la défense des côtes: la Chine n'a pas les moyens de créer une flotte de haute mer. A partir de 1969, elle se lance dans le développement de sa marine marchande et de 1971 à 1976, elle achète 250 cargos, tankers et en construit 94.[217] Cependant, même avec l'aide américaine, la flotte de guerre chinoise est trop faible pour pouvoir revendiquer un quelconque statut dans l'océan Indien.

En 1968, le gouvernement britannique décide de se retirer des masses continentales à l'est du canal de Suez, considérant impossible de se maintenir à cause des mouvements nationaux asiatiques. Ce retrait est planifié pour être achevé en 1971. Le vide laissé par ce retrait active les rivalités entre grandes puissances dans cet espace hautement stratégique. Les Britanniques planifient très tôt une nouvelle stratégie en accord avec les États-Unis qui ne veulent pas laisser cet espace inoccupé, craignant que l'URSS n'en profite pour s'installer, d'autant que les relations indo-soviétiques sont visiblement excellentes. L'URSS fait preuve d'un regain d'activité dans la zone qui est interprété par les États-Unis comme une volonté délibérée de se précipiter pour occuper la place laissée bientôt vacante par le Royaume-Uni. L'Inde se pose de son côté la question d'une possible occupation de l'océan Indien par la Chine, un débat est organisé au sein du Groupe d'étude navale et une communication est publiée sur le sujet en 1969. Suite à cette étude, le ministre de la Défense Swaran Singh rejette cette hypothèse devant le Parlement.[218] Finalement, l'Inde ne peut occuper le vide faute de moyens et de volonté et ce sont les États-Unis qui vont occuper la place laissée vacante sous le prétexte du danger soviétique.

En 1970, le Congrès américain vote un budget de 5,4 millions de dollars pour la construction d'une base de communication en plein milieu de l'océan Indien dans l'archipel des Chagos sur l'île de Diego Garcia. En quelques années, l'île se transforme en base militaire pour la flotte américaine et un outil de premier ordre pour faire peser une menace permanente sur l'Inde.

217 Wen-Chung LIAO, *China's Blue Water Strategy in the 21st Century: From the First Island Chain toward the Second Island Chain* (Occasional Papers Series, Chinese Council of Advanced Policy Studies, Taipei, Taiwan, septembre 1995, cité dans *Protracted Contest* p. 282-283.

218 D.P. DAS, «Soviet Union, China and the Indian Ocean» dans *China Report*, Vol. IX, No. 1 janvier-février 1973, pp. 9-22.



La base américaine de Diego Garcia[219]

La même année a lieu le sommet de la Conférence des non-alignés à Lusaka. Ces pays, dont l'Inde est l'un des principaux membres, demandent une résolution des Nations unies en appelant au respect par tous les états d'un statut de zone de paix dans l'océan Indien de laquelle : «*great power rivalries and competition as well as bases conceived in the context of such rivalries and competition, either army, navy or air forces bases, are excluded*.» Il est demandé également que la zone soit libre d'armes nucléaires.

L'année suivante, en novembre-décembre 1971, treize pays afro-asiatiques en appellent à l'ONU, dans un avant-projet de résolution, pour discuter avec les grandes puissances de l'arrêt de l'escalade militaire et de leur présence militaire dans l'océan Indien. Ces treize pays souhaitent ainsi que les grandes puissances éliminent toutes leurs bases, installations militaires, centres de ravitaillement logistique et armes nucléaires et de destruction massive. Cette résolution évoque également l'établissement d'un système de sécurité collective universel sans alliances militaires et le renforcement de la sécurité internationale par une coopération régionale.

La Chine, qui vient juste d'intégrer l'ONU à la place de Taïwan grâce au soutien des États-Unis et des pays afro-asiatiques ne peut alors se permettre de critiquer cette initiative, elle accepte donc la résolution 'sur le principe'. Elle en profite aussi pour critiquer fortement l'Inde et l'URSS et

219Http://www.flickr.com/photos/23754603@N03/3123277346/

refuse de cautionner le parrainage de l'Inde sur cette résolution, la qualifiant d'hypocrite puisque l'Inde participe au développement de l'influence soviétique dans la zone. La Chine déclare que l'Inde essaie: «*to deceive the world under the camouflage of an international agreement thus gravely undermining the seriousness…of the draft resolution»*.[220]

Le représentant chinois Chen Zhaoyuan continue en demandant que l'URSS, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Inde s'engagent à respecter les obligations permettant de faire de l'océan Indien une zone de paix. Il constate cependant que la résolution qui n'a pas explicité ce point souffre d'un sérieux défaut.[221]

Dans notre contexte, la constitution du bloc indo-soviétique d'un côté et de l' 'entente cordiale' sino-américaine de l'autre fait que la Chine peut jouer sur ses liens avec les États-Unis pour accentuer son poids diplomatique face à l'Inde. En 1971, l'arrivée de la flotte américaine dans la baie du Bengale fait prendre conscience à l'Inde du danger représenté par la convergence de vue stratégique sino-américaine. La peur causée par l'arrivée de la flotte américaine convainc encore plus les autorités indiennes de l'indispensable contre-poids de l'URSS, même si sa flotte ne peut soutenir la comparaison avec la flotte américaine. Ainsi l'Inde et la Chine ont des visions différentes sur la question, d'un côté la flotte soviétique est vue comme le seul moyen pour les Indiens d'éviter un encerclement sino-américain et de l'autre la flotte américaine est vue comme un rempart indispensable contre les ambitions soviéto-indiennes en Asie. Peu avant la visite de Nixon en février 1972, un article de la *Peking Review* expose la vision chinoise sur les actions de l'URSS et de l'Inde en Asie du Sud :

«U.S. imperialism is planning to reinforce its military power in the Indian Ocean in the wake of the armed invasion and occupation of East Pakistan by the Indian reactionaries with the support of Soviet revisionist social-imperialism. There are indications that these two overlords are stepping up their maneuvers in their scramble for the South Asian subcontinent and the Indian Ocean…

To turn India into an important base for its expansion in the Indian Ocean, Soviet revisionism has been hard at work bolstering up the Indian reactionaries for years. In 1968, the Soviet Union purchased with a number of aircraft the right for the Soviet Pacific Fleet to sail to

220 J-P. JAIN, «The Indian Ocean as a Zone of Peace, an appraisal of China's attitude» dans *China Report*, Vol. X, no. 3, mai-juin 1974, pp. 3-8.
221 *Ibid.*

Madras and Bombay and, at the same time, gave India several naval vessels in exchange for the right to use some of her naval bases.

To meet its design for expansion in the Indian Ocean, Soviet revisionism, by making use of India's expansionist ambitions, has abetted the Indian reactionaries in constantly carrying out armed provocations against other Asian countries.

Soviet revisionism regarded India's recent war of aggression against Pakistan as a good opportunity to further its control of India and step up its expansion in the Indian Ocean and its contention with U.S. imperialism for hegemony (...) "The Soviet Union has acquired the possibility of establishing political and military operational bases in India," opening a "wide lane" for Soviet fleets in their "expansion from the Mediterranean to the Indian Ocean," (...) When U.S. imperialism dispatched an aircraft carrier and other warships from the 7th Fleet to the Bay of Bengal, the Soviet social-imperialists countered by also moving cruisers and other warships from their Pacific Fleet into the Bay.» [222]

Cependant, c'est seulement dans ce contexte stratégique étendu que les deux pays s'affrontent. Si l'on raisonne d'un point de vue strictement sino-indien, alors les vues des deux pays sont plutôt convergentes. En effet, les deux pays sont d'accord sur le fait que la meilleure solution serait un accord international visant à démilitariser et dénucléariser l'océan Indien, permettant à toutes les flottes marchandes d'y circuler librement.[223] Aucun des deux pays ne souhaite la domination d'un pays tiers dans l'océan Indien. En ce sens, l'océan Indien est un bon exemple pour montrer que les 'alliances' sino-américaine et indo-soviétique vont ajouter des tensions entre la Chine et l'Inde. Comme le dit Swaran Singh, alors ministre des Affaires extérieures à la *Lok Sabha* :

«Our policy regarding the Indian Ocean has been repeatedly expressed. Any large scale presence of the navy of one big Power is bound to attract the navies of other big Powers. Such rivalry would create problems for littoral countries the overwhelming majority of whom desire to maintain the Indian Ocean as an area of peace. Government of India have strongly supported the UN General Assembly Resolution of December 16, 1971 declaring the Indian Ocean a zone of peace for all time and calling upon the Great Powers to halt the further escalation and expansion

222 'U.S.-Soviet scramble for hegemony in Southern Asian subcontinent and Indian Ocean', *Peking Review* Commentary, 14 janvier 1972, p. 419-420.
223 Voir la déclaration de Swaran Singh au Lok Sabha dans *The Times of India* du 10 décembre 1972.

of their military presence in the Indian Ocean.» [224]

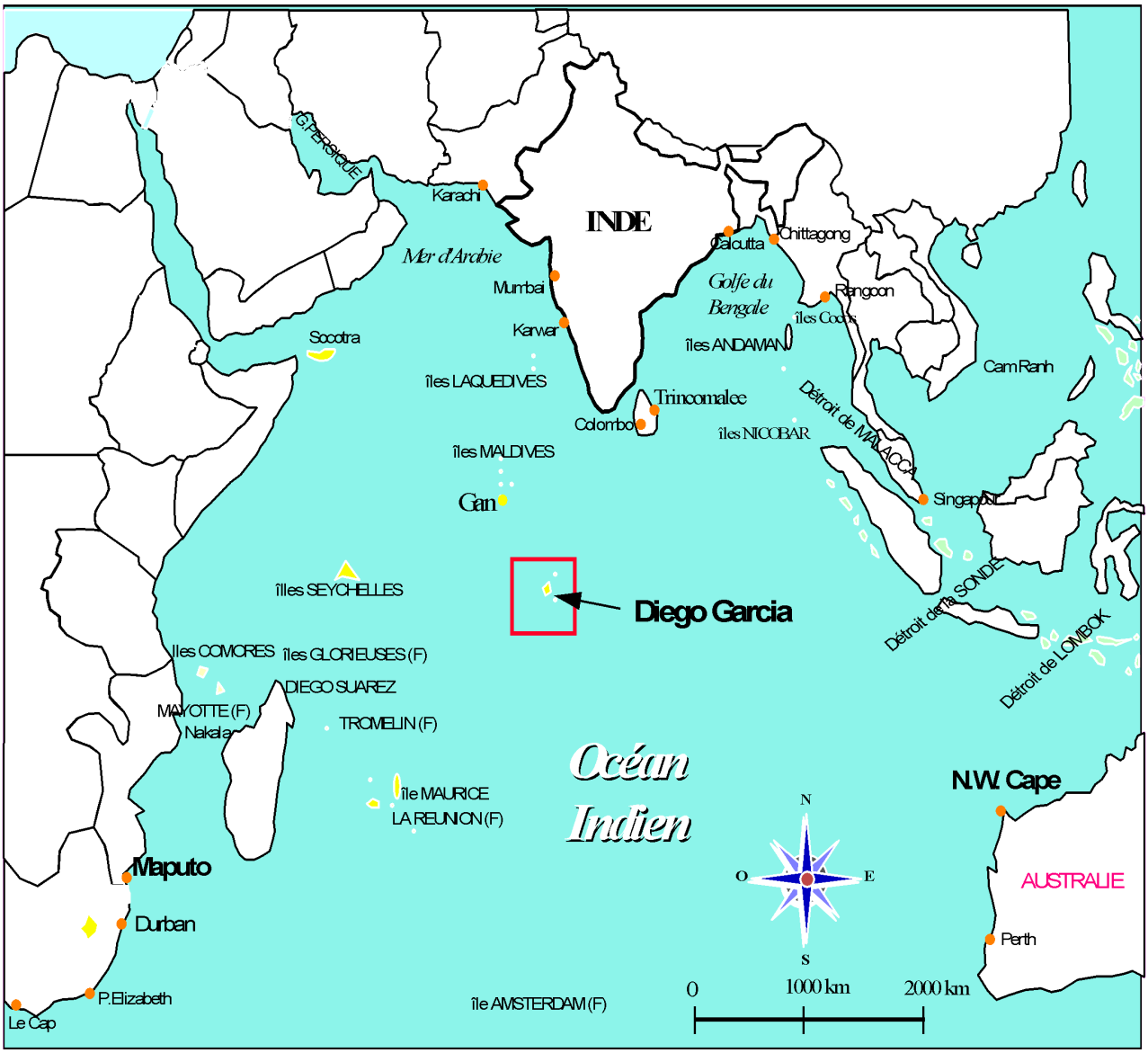
A partir de 1973 et de la crise pétrolière, la situation se tend et les enjeux deviennent bien plus importants, incitant la Chine et l'Inde à tenter de réduire les tensions. Comme le dit un député du parti du Congrès à la *Lok Sabha*, de manière prophétique :

«There is an energy crisis and every kind of diplomacy is going to be employed in the West Asian countries, in order to corner oil resources, and millions and millions of dollars will flow into the hands of autocrats and unstable rulers. What we are going to witness is not something which is very easy to foresee. It is going to be very difficult; there is going to be great pressure by the United States, by the huge cartels and monopolists. Today the idea of the United States seems to be to use Pakistan as a flank of its own West Asia policy. This will be disastrous to Pakistan. (...)» [225]

En effet, le Secrétaire d'État américain à la défense, Schlesinger, déclare le 30 novembre 1973 «*…that the United States would now send naval patrols into the Indian Ocean area, not only more frequently and regularly, but also in greater strength*.» [226]

Le président indien V. V. Giri déclare le 18 février 1974 devant le Parlement: «*Along with other countries of the region we have always urged that the Indian Ocean should be a zone of peace and should be free from military bases of big powers…it is, therefore, a matter of deep concern and disappointment to us that the United Kingdom and the United States of America have entered into an agreement for the establishment of a military base in the island of Diego Garcia in the Indian Ocean.»* [227] Indira Gandhi prévient que cela va automatiquement entraîner une réaction de l'Union soviétique et dégrader la situation : «*whenever any country takes steps like this, others may also do the same. This leads to a situation of confrontation rather than of peace*,» [228]

224 US Aircraft carrier 'Kitty Hawk' sailing into Indian Ocean, *Lok Sabha Debates*, 12 mars 1974.
225 Intervention de Shri Sant Bux Singh, DG Ministry of External Affairs, *Lok Sabha Debates*, 23 avril 1973.
226 'Entry of U.S. Naval Force into Indian Ocean', *Lok Sabha Debates*, 15 novembre 1974.
227 Cité dans S.P. SETH, «the Indian Ocean and Indo-American relations,» *Asian Survey*, août 1975, pp. 645-655.
228 *Overseas Hindustan Times*, 21 février 1974.



Carte 10: l'océan Indien

Le *Patriot* résume quand à lui bien la situation géostratégique en déclarant: «*Diego Garcia is being converted into an American nuclear attack base because…the growing accord between the Soviet Union and India requires to be threatened from as many points as possible. The Washington-Tokyo-Peking axis and the maximum dumping of arms in Iran and Pakistan are evidently not enough. Now this subcontinent and Eurasia north of it have to be constantly watched and, whenever necessary, reminded that the nuclear threat always overhangs it.*» [229]

En mars 1974, l'arrivée du porte-avion *Kitty Hawk* réactive le conflit indo-américain et l'ensemble de la classe politique indienne n'a pas de mots assez durs pour exprimer son angoisse et son impuissance. S'ouvre également un débat sur la présence de l'URSS dans la zone et sur l'attitude à adopter à son égard avec une différence de plus en plus marquée entre les partis de

229 *Patriot*, 8 février 1974. Le Patriot soutient à ce moment là la politique gouvernementale.

'droite', qui constitueront plus tard la coalition *Janata,* opposés à toute présence extérieure dans l'océan Indien et la 'gauche' (le Congrès appuyé par le PCI) qui pense que la présence soviétique, même si elle n'est pas souhaitable, permet de contrebalancer l'hégémonie américaine dans la zone. Swaran Singh essaie de réunir tous les pays de l'océan Indien pour faire pression sur les États-Unis et le Royaume-Uni pour qu'ils ferment Diego Garcia mais cette tentative échoue logiquement. Le PCI (M) souhaite inclure la Chine dans un pacte de sécurité asiatique et dans la démilitarisation de l'océan Indien, le PCI dénonce la collusion entre les États-Unis, la Chine et l'Afrique du Sud en ces termes :

«*This should be viewed in the context of global strategy which is now being worked out by the United States in collusion with Peking and South Africa. It is one of the dirty political games that we are witnessing in this period. (...) Mr. Seymour Weiss, director of the US State Department's Bureau of Politico-Military Affairs, in his testimony, has stated that Pakistan, Iran, Singapore and even the People's Republic of China had publicly 'applauded' the US decision to build a base in Diego Garcia. (...)»* [230]

Au cours de cet important débat, Swaran Singh modère cette opinion en déclarant :

«(...) the third question asked is about our assessment of U.S.-China collusion in the establishment of Diego Garcia. He has said that in a statement which has been made by the U.S. spokesman it is mentioned that China was specifically consulted. I would suggest that we should wait for Chinese reaction to this because China had said that they are in favour of keeping the Indian Ocean as an area of peace and tranquility. So, it is for the Chinese first to react to this. It is for China to clarify their position as to whether the statement made by U.S. spokesman in this respect is correct or not. (...) Silence sometimes means acceptance of the position.»

En août, un nouveau débat a lieu à la *Lok Sabha* au cours duquel les députés réexaminent la situation et constatent que les États-Unis et l'URSS amplifient leurs efforts dans la zone mais que les Soviétiques sont très loin de faire jeu égal avec les Américains. Pour les députés indiens, les États-Unis utilisent le faux prétexte du danger soviétique dans la zone pour en prendre le contrôle. Un député, P. K. Deo, constate également la présence de sous-marins chinois et les efforts de la Chine pour obtenir un port en Tanzanie en échange de la construction des voies de chemins de fer

230 Déclaration de Shri C. K. Chandrappan, «US Aircraft carrier 'Kitty Hawk' sailing into Indian Ocean», *Lok Sabha Debates*, 12 mars 1974.

alors en cours, il préconise d'utiliser les îles indiennes d'Andaman, Nicobar, Laccadives et Kachhativu pour y construire des bases navales et de développer la marine indienne. Il ajoute qu'il ne faut pas répéter l'erreur commise par l'empire mogol qui a négligé sa flotte, permettant la colonisation britannique et que la survie de l'Inde dépend du commerce maritime. le ministre des Affaires extérieures, Shri Surendra Pal Singh répond en indiquant que la politique indienne dans l'océan Indien a trois objectifs : 1 la défense du territoire indien, 2 la sauvegarde des principes de liberté de navigation et 3 s'assurer que l'océan Indien reste une zone de paix sans tension ni armes nucléaires. Il constate cependant l'impuissance de l'Inde face à la situation présente et déclare:

«In this way, we are doing everything possible to generate world public opinion against that move. But, beyond that, it is very difficult for us to do anything in a concrete way. (...) India or any other country for that matter cannot take any action against the big powers.» [231]

Il est d'accord également pour accroître l'effort de construction de la marine de guerre indienne. Ce ne sont cependant que des bonnes intentions puisque l'Inde n'a pas les moyens de le faire. Une nouvelle incursion américaine a lieu le 10 novembre 1974 lorsque le porte avion *USS Constellation*, trois destroyers et un navire de ravitaillement entrent dans l'océan Indien, suscitant les mêmes réactions en Inde.

La Chine de son côté accuse les États-Unis et l'Union soviétique de poursuivre une politique frénétique de la canonnière dans l'océan Indien en massant leurs navires de guerre.[232] La Chine ajoute que la cause profonde de l'absence de tranquillité dans cette zone est l'expansion militaire des deux superpuissances qui menace sérieusement l'indépendance et la sécurité des pays de cette région. Mais c'est le discours officiel et peut-être pas la volonté réelle du gouvernement chinois, Mao ayant déclaré à Nixon et Kissinger pendant leur visite à Beijing que la Chine continuerait d'attaquer les États-Unis dans la presse pour ne pas rendre trop incompréhensible à sa population et aux conservateurs ce cataclysme diplomatique qu'est l' 'alliance' sino-américaine.

On note dans la presse chinoise une condamnation des deux pays mais surtout une condamnation de l'URSS. Un commentaire de *Xinhua* du 3 octobre 1973 par exemple indique que l'URSS a doublé le tonnage de sa flotte durant les dix dernières années et que pour l'année 1970, l'URSS avait dépensé trois milliards de dollars dans la construction de navires de guerre, '*ce qui est*

231 «Indian Ocean as a free zone», *Lok Sabha Debates*, 16 août 1974.
232 C'est ce que dit le représentant chinois au sous-comité sur l'Océan Indien de l'ONU le 25 septembre 1974.

plus que la dépense des États-Unis dans ce domaine la même année.'[233] La Chine accuse aussi dans sa presse les superpuissances de piller des ressources naturelles de l'océan Indien, comme le poisson, et de ne pas respecter les cinquante miles nautiques des eaux territoriales des pays de l'océan Indien, particulièrement l'URSS bien entendu. Le 21 novembre 1973, *Xinhua* accuse le Kremlin de vouloir démembrer le Pakistan en établissant l'État du Grand Balouchistan et l'État du Pushtunistan pour s'assurer un passage sécurisé vers l'océan Indien à travers l'Afghanistan et le Pakistan '*réalisant ainsi le désir longtemps chéri des anciens Tsars*'[234] et de faire pression sur les pays de la zone pour établir un système de sécurité collective asiatique à son profit.

La Chine accuse l'Inde d'avoir fourni à Moscou des infrastructures de mouillage, de protection, et de réparation pour les navires soviétiques dans deux importants ports indiens : à Vishakhapatnam et Port Blair sur les îles Andaman. La Chine accuse également le Bangladesh, alors dirigé par Mujibur Rahman d'accepter la présence de la flotte soviétique à Chittagong, sous prétexte de l'aide au déminage et pense que l'URSS cherche à établir une base navale dans ce port. L'Inde dément et indique qu'elle n'offre pas plus de services à la flotte soviétiques qu'à d'autres flottes.

Du 24 au 27 février 1975, le ministre de la Défense soviétique Andrei Grechko, à la tête d'une forte délégation comprenant la marine, l'armée de l'air et l'armée de terre effectue une visite en Inde. Cette visite est vue par la Chine comme une preuve de l'escalade militaire en Asie du Sud et dans l'océan Indien entre Soviétiques et Indiens et Américains. Pour l'Inde au contraire cette visite est une réponse à la décision américaine de lever son embargo sur les armes contre le Pakistan et l'Inde qui permet au Pakistan d'acheter à nouveau des armes américaines.[235]

II.6.2 La question sri lankaise

Sri Lanka occupe une situation stratégique évidente dans l'océan Indien. Difficile à conquérir et au nord immédiat des principales lignes maritimes entre le détroit de Malacca et le canal de Suez, cette île a fait l'objet d'une attention particulière de la part des deux pays. Depuis son indépendance, la politique de l'Inde vis-à-vis de Sri Lanka a toujours été d'empêcher un autre pays

233 J-P. JAIN, «The Indian Ocean as a Zone of Peace, an appraisal of China's attitude» dans *China Report*, Vol. X, no. 3, mai-juin 1974, pp. 3-8.

234 *Ibid.,*la Chine accuse ainsi l'URSS d'avoir repris à son compte la politique tsariste du 19è siècle consistant à rechercher de nouveaux débouchés maritimes pour pouvoir mener une politique mondiale et concurrencer l'Empire britannique. Les deux empires se livrèrent à une confrontation géostratégique, principalement en Asie centrale, ce qui est connu aujourd'hui sous le nom de 'Grand jeu'. La Chine voit probablement par cette phrase l'URSS tenter de refaire la même politique, cette fois contre les États-Unis.

235 Voir le commentaire de la *Peking Review* sur la visite de Grechko en Inde du 7 mars 1975 dans *Jain,* p. 456-457.

d'y avoir une influence trop forte. Sri Lanka est méfiant vis-à-vis des deux pays mais surtout de l'Inde à cause du problème tamoul. L'île est dominée par les Cingalais, bouddhistes et tibéto-birmans qui représentent environ 75% de la population. 20% de la population de l'île est tamoule, hindoue et dravidienne, originaire du sud de l'Inde. Depuis toujours, il existe des tensions entre ces deux groupes et le pays est en proie à des violences récurrentes. Dans les années 60, la contestation tamoule prend une forme plus politique avec la création d'un parti politique séparatiste. Au niveau international, Sri Lanka a toujours été un ferme partisan de la politique étrangère indienne et du mouvement des non-alignés.

Dans le même temps, Sri Lanka a été très favorable à la Chine. Les relations économiques ont commencé en décembre 1952 avec la signature d'un pacte de commerce quinquennal, reconduit régulièrement par la suite. Les relations diplomatiques ont été établies en 1956 et l'essentiel des relations ont été commerciales et basées sur l'échange de riz chinois contre du caoutchouc sri-lankais. La Chine s'est montrée très généreuse avec Sri Lanka en achetant le caoutchouc systématiquement à un prix supérieur au marché mondial. La Chine est devenue ainsi le second partenaire commercial de Sri Lanka derrière le Royaume-Uni, le premier client pour le caoutchouc sri-lankais et le plus grand fournisseur de riz. Parallèlement, la Chine fournit des programmes d'aide économique très généreux.

A partir de la guerre sino-indienne, la politique chinoise vis-à-vis de Sri Lanka est vue avec beaucoup plus de méfiance par l'Inde, d'autant que la 'générosité' chinoise s'accentue après 1962. En novembre 1962, la Chine et Sri Lanka signent un accord permettant aux bateaux chinois de faire escale dans les ports de l'île, l'Inde y voit une étape pour plus tard l'établissement d'une base navale chinoise mais ce ne sera pas le cas. En 1965, le gouvernement sri-lankais perd les élections en partie à cause de son trop fort alignement sur Beijing. Avec la Révolution culturelle, les liens politiques sino-sri-lankais se rompent, mais les liens commerciaux restent très actifs et en 1972 est établie la première liaison de cargos entre la Chine et Sri Lanka.[236] A partir de 1969, avec la politique d'aide aux mouvements insurrectionnels maoïstes, la Chine est suspectée de préparer un coup d'État à Sri Lanka. Un cargo chargé d'armes pour la Tanzanie est intercepté à Colombo en 1971. L'Inde, parmi d'autres pays, pense alors que ces armes sont destinées aux rebelles maoïstes sri lankais. En effet, au même moment un groupe se réclamant trotskiste-castriste et maoïste, le JVP, tente sans succès de prendre le pouvoir. Cette suspicion se révèle finalement sans fondements. Quoi

236 *Garver* pp. 300-303 et B.H.S. JAYEWARDENE, «Sri Lanka : trading on tradition», *FEER*, Vol. 82, No. 39, 1er octobre 1973. Pour plus de détails sur les chiffres des échanges commerciaux sino-sri-lankais, on peut également lire B.H.S. JAYEWARDENE, «Sri Lanka : trade ties grow», *FEER*, Vol. 86, No. 39, 4 octobre 1974.

qu'il en soit, l'Inde réagit rapidement en envoyant une aide militaire et des forces à la demande du gouvernement sri lankais. Zhou Enlai finit par condamner le mouvement au moment où celui-ci est écrasé.[237]

Dès lors, même si les échanges commerciaux continuent de progresser entre la Chine et Sri Lanka, et si en 1975, la Chine devient le premier partenaire commercial de Sri Lanka devant le Pakistan et l'Inde[238], celui-ci perd confiance et un rapprochement politique n'est plus possible durant la période 1972-1976 et c'est l'Inde qui en profite grâce aux bonnes relations liées entre les deux femmes au pouvoir, Indira Gandhi et Sirimavo Bandaranaike. Si les relations indo-sri lankaises auraient pu être compliquées par plusieurs facteurs, il n'en fut rien. En effet, deux sujets posaient problème : la question de la délimitation des frontières maritimes et le problème de Kachativu. Le 26 juin 1974, soucieuse de rapprocher les deux pays, Indira Gandhi accepte de céder l'îlot de Kachativu qu'elle décrit comme '*un rocher à pic sans importance stratégique'.* Au mois de mars 1976, tous les contentieux indo-sri lankais sont réglés lorsque les deux pays s'accordent sur la délimitation de leur frontière maritime.[239]



Indira Gandhi et Sirimavo Bandaranaike

237 V. SURYANARAYAN, «Sri Lanka's Policy towards China : Legacy of the Past and Prospects for the Future,» *China Report* Vol XXX, No. 2, 1994, pp. 203-214.

238 B.H.S. JAYEWARDENE, «Sri Lanka : a friend in need», *FEER*, Vol. 90, No. 40, 3 octobre 1975.

239 Voir la réaction de satisfaction du ministre des affaires extérieures Chavan devant le Lok Sabha le 8 avril 1976.

II.7 L'explosion nucléaire indienne de 1974, le lancement du premier satellite indien et leur impact sur les relations sino-indiennes

II.7.1 La Chine, l'Inde et la question nucléaire, 1947-1971

Très réticent vis-à-vis des armes nucléaires, Nehru déclare en 1947 qu'elles sont contraires à l'esprit humain et en appelle à leur élimination. La politique du gouvernement indien au début des années 50 va donc consister à tenter de supprimer ces armes comme partie intégrante de son programme de désarmement général. La désastreuse guerre de 1962 va changer radicalement la pensée indienne sur l'arme atomique. Dans la logique de réarmement massif qui suit cette guerre et dans la crainte d'un nouveau conflit, la question de la nucléarisation de l'Inde se pose dès le 16 octobre 1964, lorsque la Chine réalise sa première explosion nucléaire.

Lorsque la Chine décida d'acquérir l'arme nucléaire au lendemain de la Guerre de Corée, ce ne fut pas contre l'Inde mais plutôt afin de dissuader les deux grands et principalement les États-Unis, d'attaquer la Chine avec de telles armes. Les États-Unis avaient en effet menacé d'utiliser des bombes atomiques contre la Chine pendant la Guerre de Corée en 1950, la crise du détroit de Taïwan en 1958 et pendant la guerre du Vietnam en 1965-66. A partir de 1967, et surtout de 1969, c'est l'URSS qui représente aux yeux de la Chine la principale menace nucléaire contre le territoire chinois.

A partir de 1964, après l'émotion causée par l'explosion nucléaire chinoise, de nombreux débats et discussions eurent lieu dans la classe politique indienne. Peu de spécialistes furent de l'avis que la Chine utiliserait l'arme nucléaire contre l'Inde en cas de nouvelle guerre sino-indienne mais que cette arme constituait pour la Chine un outil de dissuasion considérable qui pourrait influencer l'Inde dans sa politique vis-à-vis du Pakistan et de ses autres voisins.[240] L'Inde craignait principalement que la Chine ne fournisse au Pakistan les moyens de devenir à son tour une puissance nucléaire et d'effacer d'un seul coup sa supériorité militaire, surtout après 1971. La décision de l'Inde de devenir une puissance nucléaire pourrait donner une bonne raison à Beijing de déployer au Pakistan, sous contrôle chinois, des missiles balistiques de portée moyenne et intermédiaire. Même si la Chine avait pris part au traité de non-prolifération nucléaire, ce qu'elle n'a pas fait, le déploiement au Pakistan de missiles balistiques chinois sous contrôle chinois n'aurait

240 *Garver* p. 313-314.

pas constitué une violation du traité puisque les États-Unis le font en Allemagne fédérale.[241]

Lorsque la Chine remplace Taïwan comme membre permanent du Conseil de sécurité en 1971, beaucoup d'Indiens se disent que c'est en partie grâce à son statut de puissance nucléaire et que si l'Inde veut devenir membre permanent, elle devra elle aussi passer par le développement d'un arsenal nucléaire.

Une intéressante étude est faite durant la période 1969-70, période durant laquelle Indira a finalement décidé de donner à l'Inde la capacité de fabriquer des armes nucléaires, pour connaître l'attitude des élites indiennes face à la question nucléaire. D'après cette étude 38% de ces élites souhaitaient que l'Inde possédât un arsenal nucléaire, tandis que 58% étaient contre. L'étude montre aussi que 81% de ces élites rejettent le traité de non-prolifération nucléaire. Elle montre également que c'est le centre de la classe politique indienne qui est le plus favorable à l'acquisition d'armes nucléaires, en partie parce que la gauche indienne, le PCI en particulier, a une politique alignée sur l'URSS, qui n'a aucun intérêt à voir l'Inde devenir une puissance nucléaire, et que la droite, en particulier le parti Swatantra, alignée sur les États-Unis rejette l'idée pour les mêmes raisons.[242]

En 1971, avec le traité d'amitié indo-soviétique, l'Inde se met potentiellement à l'abri du parapluie nucléaire soviétique et en cas de menace nucléaire chinoise peut demander à son allié soviétique une frappe nucléaire 'chirurgicale' sur les installations nucléaires chinoises. Cependant, l'Inde est à la merci de la bonne volonté soviétique car le traité est suffisamment flou pour que l'URSS puisse décider seule de son attitude. Il y a probablement eu des clauses secrètes entre les deux pays, mais elles restent inconnues à ce jour. En tous les cas, l'URSS envisage alors sérieusement de frapper les installations chinoises pour en finir avec la menace nucléaire chinoise, ce qui enlèverait à l'Inde sa principale raison de devenir une puissance nucléaire.

II.7.2 Le débat autour de l'armement nucléaire de l'Inde

Au cours du débat des 27 et 28 avril 1972, chaque parti exprime son opinion sur la nucléarisation de l'Inde. Le D.M.K. y est favorable car selon lui c'est le seul moyen de contre-

241 Pour plus d'éléments sur les options nucléaires qui s'offrent à l'Inde au début des années 70, voir S. C. YUTER, «India at the Nuclear proliferation crossroads», *China Report*, Volume VIII No. 6 (novembre-décembre 1972) pp. 21-27.

242 Ashis NANDY, «Between two Gandhis : psychopolitical aspects of the nuclearization of India», *Asian Survey*, novembre 1974, Vol. 14, No. 11, pp. 966-970.

balancer la puissance nucléaire chinoise et l'objectif reste de reprendre les territoires 'indiens' contrôlés par la Chine. Comme le dit Sri E. R. Krishnan : «*we should make serious attempts to recover thousands of square miles of our area which continue to be occupied by China from the date of its aggression in 1962. Only when this is done, we will be redeeming the pledge given to the people of our country. In order to meet any unfortunate eventualities from the side of China, we should go whole-hog to equip our Defence forces with nuclear weapons.*» [243]

Le PCI (M) ne souhaite pas que l'Inde devienne une puissance nucléaire et la priorité est de normaliser les relations avec la Chine de façon à réduire les dépenses militaires et à consacrer l'argent à des problèmes plus urgents comme le développement économique et la réduction de la pauvreté. Un député de ce parti ajoute : «*Ultimately, it is not the weapons that decide the future of a country. See the fight in South Vietnam. (...) This example shows that if the people are totally united for a great cause, for the defence and independence of their country, nuclear weapons cannot put them under slavery or bondage. That determination of a nation or a country is the main force. (...) with the help of the Soviet Union, we can counter the blackmailing by American Imperialism. So there is no need to increase the defence expenditure (...)*» [244]

Au sein du parti du Congrès, les députés sont divisés entre une majorité qui est favorable et une minorité qui pense que l'Inde ne peut se le permettre financièrement.[245]

Le Swatantra Party y est favorable pour le pouvoir de dissuasion que donnent les armes nucléaires.

En mai le débat continue et le PSP exprime son désir de garder l'option nucléaire ouverte pour faire face à trois problèmes de sécurité: le chantage nucléaire, les tensions soviéto-américaines dans l'océan Indien avec la possibilité que la Chine s'en mêle et les politiques interventionnistes américaines et chinoises en Asie du Sud. Comme le dit le représentant du PSP: «*I would urge that let our Government keep the nuclear options open. Let Mao Tse-Tung and the leaders of Pakistan be filled with fear at every moment that if the Indian Government has not gone in for nuclear weapons this month, it is likely that next month they may start with the manufacture of nuclear weapons. (...) Let us keep the nuclear options open as a deterrent and then, depending upon the economic situation and the permissible finance, it will be our strategy to decide at which particular*

243 «DG Ministry of Defense», *Lok Sabha Debates*, 27 avril 1972, pp. 203-206.
244 «DG Ministry of Defense», *Lok Sabha Debates*, 28 avril 1972, p. 157-158.
245 *Idem*, voir le discours favorable de Shri Chintamani Panigrahi et celui défavorable de Shri B. P. Maurya.

stage we would like to enter into nuclear-weapons manufacture.» [246]

II.7. 3 L'explosion nucléaire indienne et la réaction chinoise

Le 18 mai 1974 a lieu la première explosion nucléaire indienne à Pokharan, saluée de manière euphorique par les députés indiens. Aussitôt, le gouvernement indien explique que c'est une explosion pacifique et qu'elle n'a pas pour objectif de se constituer un arsenal nucléaire mais d'utiliser la technologie à des fins civiles uniquement. La Chine va rester silencieuse pendant plusieurs jours puis réagir à l'explosion d'abord en citant la presse pakistanaise qui dit qu'elle se méfie des déclarations indiennes car l'Inde n'a pas toujours respecté sa parole dans le passé comme en témoigne son refus d'organiser un vote au Jammu et Cachemire.[247] La presse chinoise déclare: «*L'essai nucléaire de l'Inde n'est pas un évènement isolé. L'Inde compte envoyer un satellite dans l'espace avec l'aide étrangère. De plus, elle veut construire une flotte nucléaire. Tous les voisins de l'Inde devraient se sentir concernés. Il est assez naturel que le Pakistan rejette ces actions, en fait. C'est ce qu'aurait fait tout pays juste.»* [248]



Indira Gandhi examine le site de l'explosion nucléaire

246 Discours de Shri Madhu Dandavate, «DG Ministry of Defense», *Lok Sabha Debates*, 2 mai 1972 pp. 343-346.
247 *Renmin Ribao,* 11 juin 1974.
248 *Idem.*

La Chine poursuit en citant toujours les déclarations de Bhutto que l'Inde devrait plutôt se consacrer à combattre la pauvreté qu'à dépenser des sommes énormes aux recherches nucléaires. Le fait d'utiliser la presse pakistanaise permet à la Chine de donner son avis officieusement sans s'engager officiellement, en attendant la suite des évènements. Le 3 octobre, dans le *Renmin Ribao*, la Chine donne officiellement sa position sur le nucléaire et l'Asie du Sud:

«La situation instable en Asie du Sud-est est absolument contre le souhait des peuples de tous les différents pays de ces zones. Le Pakistan a proposé de créer une Asie du Sud dénucléarisée, c'était assez raisonnable et la Chine l'a fermement supporté. La Chine a également supporté la proposition que l'Iran mette en avant la création d'un Moyen-Orient dénucléarisé. Bien que l'arme nucléaire fût encore au stage de l'expérimentation, la Chine était un pays nucléaire. Notre Chine a construit des armes nucléaires afin de se défendre et de casser le monopole nucléaire et elle est finalement devenue une puissance nucléaire. Le gouvernement chinois l'a solennellement répété à de nombreuses reprises, jamais et en aucune circonstance, la Chine n'utilisera en premier ses armes nucléaires et la Chine a constamment recommandé aux pays ayant des armes nucléaires de prendre leurs responsabilités et de ne jamais menacer avec ces armes les pays non nucléaires et les zones non nucléaires. Nous, la Chine, voulons prendre notre responsabilité pour les zones non nucléarisées d'Asie du Sud et du Moyen-Orient. Nous espérons que les autres puissances nucléaires feront la même chose.» [249]

Au moment de l'explosion de Pokharan, la Chine est une puissance nucléaire de second rang au même titre que la France et le Royaume-Uni, avec au total de 200 à 300 ogives de différentes tailles et de différentes natures (à fission et à fusion) pouvant être transportés par 100 à 150 bombardiers moyens Tu 16 à une distance d'environ 5 000 kilomètres et par des chasseurs-bombardiers F-9. La Chine a également développé des missiles de portée moyenne et intermédiaire et est sur le point d'aligner des missiles intercontinentaux. En 1974, la Chine est pour la première fois capable d'atteindre Moscou avec des missiles nucléaires. Les deux sites de lancement chinois de Lop Nor et Lanchow ont été complétés par la construction de nouvelles bases secrètes dans le Xinjiang.[250]

Dans le rapport annuel du ministère des Affaires étrangères, L'Inde s'offusque de la réaction

249 «Concernant le sous-continent Sud Asiatique et la zone non nucléarisée», *Renmin Ribao*, 3 octobre 1974.
250 S. K. GHOSH, «China's nuclear capability today», *China Report*, vol. 11, No. 2, mars-avril 1975. pp. 7-9.

chinoise: «*China (...) tried to belittle India's explosion of a nuclear device in May 1974 and raised a spectre of nuclear blackmail by India, in order to create suspicion and mistrust between India and her neighbours.*» [251]

L'année suivante, le 19 avril 1975, l'Inde lance son premier satellite avec l'aide d'une fusée soviétique, Indira Gandhi salue ce nouvel exploit technologique en ces termes: «*This outstanding achievement, the first by a developing country, marks yet another milestone in our efforts to harness the benefits of modern science and technology for national development. Apart from their purely scientific objectives, research and technology involving the peaceful uses (...), can contribute significantly to the solution of economic and social problems. The satellite and the entire ground system needed for launching and maintenance were built within a short period of less than three years. (...) I should also like to take this opportunity to convey our thanks to the Soviet Union for their help during the project and for making available the launch facilities.*» [252]

Quelles conclusions pouvons nous tirer de cet élément nouveau dans les relations sino-indiennes qu'est l'acquisition de la capacité nucléaire militaire par l'Inde? D'abord, l'Inde, qui a décidé de ne pas se constituer un arsenal nucléaire mais d'utiliser l'explosion comme un élément de dissuasion et de prestige ne constitue pas une menace pour la Chine, et comme la Chine ne constitue pas non plus une menace pour l'Inde (du fait de sa doctrine de ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier et de ne pas l'utiliser contre un pays sans armement nucléaire), le rapport force reste inchangé. Ce qui change, c'est d'une part que l'Inde devient moins dépendante de l'URSS car elle a acquis sa propre capacité de dissuasion, et que d'autre part cela donne des arguments à la Chine pour transférer au Pakistan la technologie nucléaire, c'est d'ailleurs à mon avis pour cela et aussi à cause du manque de moyens que l'Inde ne va pas plus loin dans la constitution d'un arsenal nucléaire. Ces deux points font que paradoxalement, l'acquisition de la capacité nucléaire de la part de l'Inde renforce la position chinoise qui peut en profiter pour essayer d'affaiblir le lien indo-soviétique, maintenant que l'Inde a moins besoin de l'URSS et pour annuler la supériorité militaire indienne sur le Pakistan en armant le Pakistan de missiles nucléaires. Nous verrons dans notre troisième partie comment la Chine va aider le Pakistan à avoir des armes nucléaires.

251 *Annual Report of the Ministy of External Affairs for the year 1974-75*, mars 1975 (extrait) dans Jain, p. 457.
252 Discours d'Indira Gandhi, «successful launching of the first Indian satellite», *Lok Sabha Debates*, 21 avril 1975.

II.8 L'Inde souhaite améliorer ses relations avec la Chine pour consolider sa position.

Comme nous l'avons vu, les relations sino-indiennes entre 1972 et 1976 peuvent être caractérisées comme d'intenses conflits bilatéraux, voire quadrilatéraux pour redéfinir le rapport de force en Asie du Sud et dans l'océan Indien après la guerre de 1971, avec un net avantage soviéto-indien au début et un net retour en force chinois ou sino-américain à la fin de notre période. Au cours de cette période cependant, il apparaît que l'Inde a multiplié les messages à la Chine pour tenter d'améliorer leurs relations sans toutefois recevoir d'écho favorable de la part de celle-ci qui reste pour le moins méfiante vis à-vis des intentions indiennes. Voyons maintenant comment l'Inde tente d'améliorer ses relations avec la Chine.

Dans son rapport annuel, le ministère des Affaires extérieures indien dresse un bilan des gestes destinés à améliorer ses relations avec la Chine.[253] En juillet 1971, Indira Gandhi envoie une lettre personnelle à Zhou Enlai concernant le problème du Bangladesh et les relations sino-indiennes. L'Inde salue la restauration des droits chinois à l'ONU et Indira Gandhi et Swaran Singh envoient chacun un message de félicitations. L'Inde envoie une personne de plus haut rang pour assister à la cérémonie de la fête nationale chinoise le 1er octobre. Le 19 octobre et 9 novembre, Indira Gandhi évoque la possibilité que les deux pays échangent à nouveau des ambassadeurs sans conditions préalables de discussions sur le problème frontalier, ce qui est nouveau par rapport à la position indienne depuis 1962. Le 25 novembre, elle déclare que l'envoi unilatéral d'un ambassadeur à Beijing n'est pas exclu si la Chine ne s'y oppose pas. Dans le même temps, les principaux ambassadeurs indiens à travers le monde font part à leurs homologues chinois de la volonté indienne de normaliser les relations sino-indiennes. Le 26 novembre, l'Inde invite la Chine à prendre part à la 3ème foire de commerce internationale asiatique de New Delhi. La Chine ne répond pas à cette invitation.

Vers la fin de l'année 1971, le ministre des Affaires extérieures Swaran Singh répond aux questions d'un journaliste américain et évoque les relations sino-indiennes. Il déclare que l'Inde souhaite normaliser ses relations avec la Chine et que maintenant, tout dépend de la réponse à ce

253 Voir un extrait de l'«Annual Report of the Ministry of External Affairs for the year 1971-72», avril 1972 dans *Jain,* p. 422-423.

souhait de la part de la Chine. Répondant aux craintes chinoises que l'Inde pourrait utiliser le problème des réfugiés tibétains comme elle l'a fait pour les réfugiés du Bangladesh, il dit également que la situation au Bangladesh ne peut être comparée à celle du Tibet et que l'Inde a reconnu que le Tibet était une partie intégrante de la Chine, que les réfugiés tibétains n'avaient été recueillis en Inde que pour des considérations humanitaires et que l'Inde n'a jamais autorisé les réfugiés à mener des activités politiques.[254] L'Inde s'abstient également de tout commentaire trop critique à l'égard de la Chine, malgré les attaques verbales chinoises.

En avril 1972, Swaran Singh déclare vouloir améliorer les relations sino-indiennes sur les bases de l'égalité, du respect mutuel, et de la réciprocité. Il dit aussi que le traité indo-soviétique ne constitue pas un obstacle sur la voie de la normalisation des relations sino-indiennes car ce traité n'est dirigé ni contre la Chine, ni contre aucun pays. Il n'empêche pas l'Inde de développer ses relations avec d'autres pays.[255]

En août 1972, dans une nouvelle déclaration sur l'état des relations sino-indiennes, il dit:

«So far as the broad policy of the Government of India is concerned, we have always been of the view that the people of India and the people of China are great people and they are neighbours-geography has placed them together-and whatever may be the differences or disputes between the two countries, I cannot see any escape from the ultimate emergence of a situation where the people of India and the people of China would live in peace and as good neighbours. In the meantime, we have always been of the view that relations between India and China should improve. There is no doubt that relations between the two countries deteriorated very much; there was an armed conflict between the two countries. After that also, the general attitude of China has not been one of expressing any friendly feeling or friendship towards India. In fact, we have noticed (...) their support to certain disruptive elements in India. There is also their general propaganda line of trying to project a picture of India as a disintegrating India, highlighting our troubles either on the labour front or on the front of industrial production or food production; this, unfortunately, has been the attitude of China.» [256]

En novembre, il persiste en se félicitant du remplacement du gouvernement de Taïwan par celui de la Chine populaire au Conseil de sécurité des Nations unies et ajoute:

254 Interview de Swaran Singh le 20 décembre 1971 sur CBS sur le futur des relations Sino-Indiennes, *Jain,* p 418.
255 Déclaration de Swaran Singh au Lok Sabha, 26 avril 1972, *Jain*, pp. 423-424.
256 Déclaration de Swaran Singh au Lok Sabha, 16 août 1972, *Jain,* pp. 426-430.

«In fact even those countries which do not like the Chinese attitude on concrete issues do feel-and this is commonly said in the United Nations lobbies-that the People's Republic of China had been kept out of the United Nations for too long. It would have been better for the international community and better for China if the legitimate and rightful government of the People's Republic of China had been seated in the United Nations much earlier. The negative attitude of several countries started melting away last year and this has facilitated the seating of the Government of the People's Republic of China. This is a very significant event because the Chinese representatives can put across the Chinese viewpoint to the international community and they have also to listen to what others have to say about the Chinese policies and how they conduct themselves in the international sphere.»

Le ministre des Affaires étrangères continue en proposant une normalisation progressive des relations indo-chinoises sur les bases des Cinq principes de la coexistence pacifique. Il répète sa proposition fin novembre: «*We see no reason why two great countries like India and China should not be able to do the same. It is our firm belief that India and China can and must normalize their relations on the basis of the five principles of peaceful coexistence which our two countries were the first to subscribe to. We are glad that China has also given expression to his view. However, to translate this desire into concrete terms, it is necessary that positive steps must be taken by both sides for this purpose. We are willing and ready to hold bilateral discussions with China on the problems that bedevil our mutual relations. (...) We would be happy to normalize our economic, cultural and other relations with China if she is willing to do so. For normalization of relations, it is necessary that there must be a desire on both sides. We hope and believe that the time is not far off when in the interests of the two countries and in larger interests of peace and stability in Asia, India and China will be able to take positive steps towards normalization of relations on the basis of mutual respect, equality and reciprocity.»* [257]

La Chine de son côté ne répond pas à tous ces petits signes, se contentant de messages de félicitations le jour de la République et de remercier l'Inde pour son soutien à l'intégration de la Chine à l'ONU. Comme l'a évoqué le ministre des Affaires extérieures indien dans son discours, la Chine s'efforce de dresser une mauvaise image de l'Inde dans sa presse, nous le verrons dans le chapitre suivant.

257 Réponse de Swaran Singh au cours du débat sur la situation internationale du 30 novembre 1972 à la Rajya Sabha, *Jain,* pp. 432-434.

Le Pakistan, par l'intermédiaire de Bhutto propose ses bons offices pour aider à normaliser les relations sino-indiennes mais Swaran Singh rejette l'idée devant la *Rajya Sabha* le 15 décembre 1972, déclarant que la Chine et l'Inde ont des représentants diplomatiques dans leur capitale respective. Répétant la position prise précédemment par Indira, il déclare aussi à propos d'une question sur l'envoi d'un ambassadeur à Beijing: «*At some appropriate time we may send a full-fledged Ambassador to Peking»*.[258] Swaran Singh met également en avant les questions pour lesquelles l'Inde et la Chine se rejoignent aux Nations unies comme la situation dans l'océan Indien, la lutte pour en finir avec le colonialisme et les problèmes des pays en voie de développement.

En mars 1973, les relations semblent s'améliorer légèrement, la Chine renvoie un chancelier dans son ambassade de New Delhi après avoir laissé vacant ce poste durant un an et demi, suite à la guerre indo-pakistanaise et modère un peu son attitude à l'ONU vis-à-vis de l'Inde. A Addis-Abeba, les relations entre les deux ambassades deviennent même courtoises[259] et la presse indienne salue ces petits signes. L'Inde donne ainsi l'autorisation à tout Chinois se rendant en Éthiopie par l'Ethiopian Airlines via Bombay de visiter la ville sans visa. La Chine adopte une politique qui consiste à améliorer les relations entre les deux peuples, plus que les relations entre les deux gouvernements. Elle permet ainsi plus de contacts entre Indiens et Chinois au niveau sportif, journalistique et commercial dans les pays tiers. La Chine accorde aussi un visa à un médecin indien pour qu'il puisse étudier l'acupuncture en Chine. Au même moment, la Chine envoie un représentant diplomatique de plus haut rang à New Delhi.[260]

En avril 1973, le chef de la délégation indienne salue l'entrée de la Chine dans l'ECAFE lors de la 29è session tenue à Tokyo.[261]

Comme il avait été dit précédemment, la Chine préfère mettre l'accent sur l'amitié entre les peuples indiens et chinois plutôt que sur un éventuel rapprochement entre les deux gouvernements. En mai 1974, la Chine autorise ainsi la visite du comité pour le mémorial du Dr. Kotnis[262], et plus tard un article du *Renmin Ribao* de 1975 intitulé 'Les peuples de l'Inde et de la Chine ont une bonne

258 *The Times of India*, 16 décembre 1972.
259 «Chinese in transit can see Bombay,» *Hindustan Times,* 7 mars 1973.
260 «Senior diplomat heads Chinese mission in Delhi», *Indian Express*, New Delhi, 22 mars 1973.
261 «India hails China entry to ECAFE», *Times of India*, 12 avril 1973.
262 Nous reparlerons du Dr. Kotnis car il va devenir un symbole d'amitié entre les deux pays.

amitié' met en avant l'accueil très chaleureux du peuple indien envers la délégation de tennis de table chinoise à Calcutta à l'occasion des 33e championnats du monde de tennis de table, ressortant les vieux slogans 'les peuples indiens et chinois sont frères' ou encore 'longue vie à l'amitié entre l'Inde et la Chine'.[263] Au-delà de la propagande habituelle, l'approche chinoise est intéressante car elle sous-entend qu'un rapprochement semble possible si le gouvernement indien change son attitude, surtout vis-à-vis de Moscou, ce qui va arriver en 1977.

II.9 La propagande anti-indienne dans la presse chinoise

Alors que dans la presse indienne, les commentaires sont modérés sur la Chine, celle-ci est très critique vis-à-vis de l'Inde et plus particulièrement du gouvernement indien. Nous avons déjà vu des critiques à propos de la relation indo-soviétique, à propos des actions indiennes en Asie du Sud, voyons maintenant les critiques chinoises sur la politique intérieure du gouvernement indien et la description de l'Inde dans la presse chinoise.

Le premier thème de propagande est la situation économique de l'Inde. La presse chinoise montre que le chômage est très élevé en Inde. Selon le *Renmin Ribao,* il y aurait entre 100 et 170 millions de chômeurs en Inde en 1972. La presse chinoise verse dans le sordide: «*Par exemple, une entreprise a besoin de 17 salariés, finalement elle reçoit 36 000 candidatures. Une banque a besoin de 50 employés, 22 000 candidats viennent pour poser leur candidature. Ces exemples montrent le problème du chômage en Inde. Afin de travailler dans une petite usine dans une ville indienne, quelques personnes en recherche d'emploi se sont fait tirer dessus par les gardiens pour trouble. Il y a eu 2 morts et 24 blessés. Plus de 40,000 chômeurs doivent vendre leur sang pour pouvoir survivre dans certaines villes indiennes. Une statistique officielle révèle qu'il y a plus d'un million de mendiants en Inde.»* [264]

La Chine parle aussi de la grave crise alimentaire qui touche l'Inde à partir de 1974. Dans la *Peking Review*, la Chine évoque ainsi le problème: «*The food problem is what the Congress Party has all along failed to resolve throughout its rule in the last two decades and more. The seriousness of the food shortage and the frequency of famine in India have seldom been equalled in the world….*

263 «Les peuples de l'Inde et de la Chine ont une bonne amitié», *Renmin Ribao* du 12 février 1975.
264 *Renmin Ribao*, 15 juin 1972.

The big feudal lords in India hold large sectors of the land and the peasants are heavily exploited. Feudal and backward relations of production have seriously tied down the development of the productive forces…

The Indian people's battle against hunger and for the right to survive is mounting daily. The broad masses in the city and the countryside continuously staged strikes and demonstrations in protest against the government's food policy, demanding an increase in the grain ration and lower food prices. In Kerala students were forced to seize grain by violence (…) Having failed to solve the food problem, the Indian Government has no alternative but to rely on large imports.» [265]

La presse chinoise met les difficultés économiques sur le compte du gouvernement indien à cause de sa politique expansionniste et de ses dépenses dans le domaine militaire. Elle dit ainsi: «*To make up its financial deficit, maintain its huge military spending and repay foreign debts, the Indian Government has borrowed from abroad year after year. Up to March 1973, unpaid foreign debts amounted to 14,697 million U.S. dollars. Gross foreign aid of over 8,730 million rupees was budgeted for the current fiscal year…»* [266]

Elle évoque également la terrible inflation qui règne en Inde, parlant de 50 à 150% pour les produits de première nécessité, due aux mauvaises récoltes, qui provoque la famine parmi les plus pauvres. L'Inde avait importé suffisamment, mais à cause de la corruption des fonctionnaires, cela n'a pas été suffisant. Elle dit que la situation de l'industrie indienne est encore pire à cause du contrôle dont jouit désormais l'Union soviétique dans de nombreux secteurs clés à travers l' 'aide'. La presse chinoise parle d'une population indienne qui s'appauvrit, et d'un État indien qui s'endette à un rythme jamais vu auparavant. Utilisant une certaine presse indienne, elle parle de la pire année pour l'Inde depuis l'indépendance.[267] Dans un autre article il est dit: «*(…) although Indian government denied, yet the information that starving to death and selling sons and daughters because of poverty kept coming from the state of Assam. (…) half number of counties in the total in Meghalaya were facing the famine. Among 50 million people in this State, there were 15 million people who could only have one meal a day. (…) The Indian people at all levels and the medias were dissatisfied by great consumption of financial and material resources by the Indian*

265 Article de Kuo Chih dans la *Peking Review* du 15 février 1974 (extraits), dans *Jain* p 441-442.

266 'India's economy in serious trouble,' *Peking Review*, 21juin 1974, dans *Jain* p 445-446.Voir aussi 'Neglecting people's poverty, engaging in increasing military spending,' *Renmin Ribao,* 15 mars 1974.

267 'India suffers a severe crisis', *Renmin Ribao,* 13 mars 1974. Le même thème est repris dans le *Renmin Ribao* du 3 juin.

government, outer expansion and inner neglect of people's survival.»[268]

La presse chinoise évoque également la lutte des classes en Inde et particulièrement l'injustice du système des castes et évoque la lutte que les intouchables mènent contre l'exploitation et l'oppression générations après générations. [269]

Conclusion : *L'Inde souhaite durant cette période un rapprochement avec la Chine, sans pour autant s'éloigner de l'URSS, pour consolider sa position acquise en 1971, tandis que la Chine considère que tant que l'Inde est alliée à l'URSS, le rapprochement est impossible. La période est donc marquée par une forte confrontation sino-indienne, et on peut parler d'un 'carré stratégique' URSS-Inde-Chine-États-Unis pour la prééminence en Asie. Cette période s'achève progressivement entre avril 1976 et l'année 1977 lorsque les relations indo-soviétiques connaissent des difficultés et que la Chine met en place une nouvelle stratégie qui vise à éloigner l'Inde de l'URSS et qu'un peu plus tard, le nouveau gouvernement indien cherche à refaire de l'Inde un pays strictement non-aligné. La Chine qui a repris beaucoup du terrain conquis par l'Inde en 1971 est également de ce fait plus encline à la discussion, étant globalement satisfaite de sa situation en Asie du Sud.*

268 'Famine spread in India, people struggle for survival,' *Renmin Ribao,* 20 octobre 1974.
269 'Indian pariah develop struggle to oppose exploitation and pressure,' *Renmin Ribao,* 6 janvier 1976.

Deuxième Partie : L'Inde face aux contradictions de sa politique extérieure (1976-1981)

I. Les changements intérieurs dans les deux pays

I.1 Le retour de Deng Xiaoping

L'année 1976 marque un tournant décisif pour la Chine. Ce tournant influence peu au départ les relations sino-indiennes, mais ce que ce tournant apporte permet sur le moyen terme de développer les relations commerciales et culturelles, ce qui n'aurait pas été possible durant la Révolution culturelle. Zhou Enlai meurt le 8 janvier, après avoir passé ses vingt derniers mois à l'hôpital. Deng Xiaoping prononce son éloge funèbre le 15 janvier**.** Le 7 février, *Xinhua* annonce que Hua Guofeng est le successeur de Zhou et la presse chinoise lance peu après des attaques contre Deng, accusé d'être de droite. Hua est relativement jeune et de la même province que Mao (le Hunan). Jusqu'en 1971, sa carrière se borne à la bureaucratie provinciale du Hunan. Au moment de sa nomination comme vice-Premier ministre, il est ministre de la Sécurité publique. Hua est peu charismatique mais habile pour trouver des compromis, son programme consiste à moderniser l'agriculture chinoise pour la rendre performante à l'horizon de 1980, ceci étant vu comme la première étape pour rejoindre économiquement les nations les plus avancées au tournant du siècle.

Hua a été choisi par compromis entre des courants politiques et idéologiques opposés menés par des hommes bien plus connus et influents que lui, comme Deng Xiaoping, Li Xiannian, Zhang Chunqiao et Chiao Kuan-Hua.[270] Depuis 1971, il a combattu dans l'ombre les partisans de Lin Biao mais a surtout été reconnu pour ses travaux économiques sous la direction de Li Xiannian. En avril, des centaines de milliers de personnes manifestent contre Mao dans le pays et des violences ont lieu place Tian An Men le 5. Le 7, Deng est démis de toutes ses fonctions au sein du parti et du gouvernement et Hua est nommé premier vice-président du Comité central du PCC, ce qui correspond au poste de Premier. Le 6 juillet, le maréchal Zhu De, président du comité permanent du Congrès national du peuple meurt. Le 9 septembre, Mao Zedong meurt et peu après la Bande des quatre est éliminée, accusée d'avoir fomenté un complot visant à faire tomber Hua. Le 23 octobre,

270 Leo GOODSTADT, «China : Teng takes a back seat for Hua», *FEER* Vol. 91, No.8, 20 février 1976 et surtout Jürgen DOMES, «China in 1976: Tremors of transition», *Asian Survey*, vol. 17, No. 1, janvier 1977, pp. 1-17. On peut aussi consulter David BONAVIA, «Overview: 1976-year of upheaval», *FEER* Vol. 94, No. 40, 1er oct 1976.

l'extrême gauche du PCC est ainsi officiellement décapitée et c'est le complexe militaro-bureaucratique qui gagne provisoirement la lutte de succession. Dans les mois qui suivent, les partisans de l'extrême gauche sont peu à peu écartés[271].



Hua Guofeng

Sur le plan de la politique extérieure, rien ne semble changer, mais la mort de Mao, qui précède de peu la mise à l'écart du pouvoir d'Indira Gandhi, va permettre une nouvelle approche. Les relations sino-indiennes étaient en effet pénalisées par l'animosité et le manque de confiance entre ces deux personnages historiques. De plus, la purge de la Bande des quatre élimine les éléments les plus défavorables à une amélioration des relations. Ye Jianying, vice-président du PCC et vice-président de la Commission militaire**,** et le diplomate Wang Bingnan révèlent ainsi que la Bande des quatre a tout fait pour empêcher Zhou Enlai d'améliorer les relations sino-indiennes.[272] La Chine va alors pour la première fois depuis 1971 tenter d'améliorer ses relations avec l'Inde.

A partir de 1978, Deng Xiaoping, à nouveau réhabilité en 1977 grâce à Hua et nommé vice-

271 Richard LEE, «China : Hua presses on with the purge', *FEER*, Vol. 97, No. 26, 1er juillet 1977.
272 *The Statesman*, 14 janvier 1974. Les deux dirigeants chinois auraient révélé ceci à leur ami indien de longue date, le docteur Bijoy Kumar Bose au moment de sa visite en Chine.

président, beaucoup plus populaire et charismatique que ce dernier, commence à prendre le dessus, au moment où les deux hommes sont de plus en plus souvent en désaccord sur la politique à mener. Deng affiche ses idées pragmatiques, qu'on peut résumer par son fameux « Peu importe la couleur du chat, l'important c'est qu'il soit capable d'attraper la souris », alors que Hua se veut l'héritier de Mao et préfère suivre à la lettre ses pensées. Les deux hommes sont également en désaccord sur le rôle que l'armée doit jouer dans la politique chinoise[273].

Vers la fin de l'année 1978, en partie grâce au retour au pouvoir progressif des victimes de la Révolution culturelle, favorables à Deng, Hua, même s'il garde son titre de président, cède le pouvoir réel à Deng.[274] L'opposition à Deng vient surtout de l'armée qui lui reproche de l'écarter de la vie politique du pays. La tension monte à partir de 1980 avec la politique de rupture avec la pensée de Mao et Hua essaie d'utiliser l'armée pour regagner le pouvoir. La baisse drastique du budget militaire afin de financer les réformes économiques n'arrange rien.[275] En janvier 1981, Deng prend le poste de chef de la Commission militaire du PCC qui contrôle les forces armées, et Hua n'apparaît pas lors de la réception du Comité central à l'occasion du nouvel an.[276] Beaucoup de généraux grincent des dents mais la rupture avec le maoïsme est définitivement consommée. S'ensuit une campagne d'apaisement vis-à-vis des maoïstes orthodoxes en mars[277]. Le 30 juin marque le triomphe de Deng. Hua est définitivement écarté au profit de Hu Yaobang, la presse chinoise déclare que Hua n'a plus le profil pour occuper ce poste car il a commis des erreurs en déviant trop à gauche et a organisé un culte de la personnalité autour de sa personne. Il reste au sein du groupe dirigeant mais à un poste bien inférieur. Hu, vieux compagnon d'infortune de Deng, a à peu près souffert autant lors des purges successives organisées entre 1966 et 1976. Les deux hommes se connaissent depuis 1941, lorsqu'ils étaient tous les deux commissaires politiques. Né en 1915 dans la province du Hunan, dans une famille paysanne pauvre, il est de onze ans plus jeune que Deng.[278]

---

273 Pour un complément sur ces tensions entre Deng et Hua, voir David BONAVIA, «CHINA: Hint of distant thunder», *FEER,* Vol. 100, No. 25, 23 juin 1978.

274 Voir J.K. KALLGREN, «China in 1979, on turning 30», *Asian Survey*, Vol. XX, No.1, janvier 1980. pp. 1-19.

275 Sur ces difficultés entre Deng et l'armée, voir «DEFENCE: Gambling on a quick missile deterrent», *FEER* Vol. 109, No. 40, 26 septembre/2 octobre 1980.

276 Fox BUTTERFIELD, «High military post in Peking reported taken over by Deng», *New York Times*, 4 janvier 1981.

277 Sur les essais de conciliation au sein du parti, voir James P. STERBA, «China's leaders try for unity in party», *New York Times*, 13 mars 1981.

278 Pour plus d'informations sur Hu Yaobang, on peut lire l'article de Fox BUTTERFIELD, «New Chairman of China Party», *New York Times*, 30 juin 1981 et James P. STERBA, «Successor of Mao replaced in Peking as Party Chairman,» *New York Times*, 30 juin 1981.



Deng Xiaoping et Hu Yaobang en septembre 1981

Le deuxième homme qui monte est Zhao Ziyang, né en 1919 et nommé Premier ministre en septembre 1980. Ce nouveau Trio Deng-Hu-Zhao est stable et ne connaît de remaniement qu'avec les évènements de Tian An Men en 1989. Ceci permet à la Chine de développer ses réformes économiques sereinement.



Zhao Ziyang en 1980

En juillet 1981, peu après l'éviction de Hua, Deng prononce un discours historique dans lequel il déclare que le maoïsme, tel qu'il a été pratiqué durant les vingt dernières années de la vie de Mao, fut erroné et ruineux. Deux aspects fondamentaux sont dénoncés : la lutte des classes

comme tâche principale du parti et la nécessité de purger la Chine des tendances déviationnistes par la révolution permanente.[279]

I.2 La défaite d'Indira Gandhi et l'aspiration au retour au non-alignement de la part du gouvernement *Janata*

Nous avons vu que de plus en plus d'Indiens commençaient à se poser des questions vis-à-vis de l''aide' économique de l'Union soviétique et du niveau d'engagement de leur pays. La presse indienne s'interroge par exemple sur l'intérêt d'acheter des produits que l'Inde peut fabriquer elle-même. Elle dit que l'aide économique soviétique a plus été conçue dans l'intérêt de l'URSS que dans celui de l'Inde, qui a plutôt besoin de pétrole et de bateaux. Le journal *Indian Express* publie plusieurs articles dénonçant la situation. Le nouveau taux de change rouble/roupie décidé de manière unilatérale par l'URSS en faveur du rouble avait aussi choqué beaucoup d'Indiens. De même, les projets communs indo-soviétiques comme l'usine sidérurgique de Bokaro, construite en onze ans au lieu des cinq initialement prévus et pour un coût presque double suscitent la colère de l'Inde.[280] La presse chinoise évoque ces problèmes indo-soviétiques et prend naturellement position pour l'Inde.[281]

De nombreux membres de l'opposition emprisonnés depuis la déclaration de l'état d'urgence sont relâchés en 1976 comme Asoka Mehta, Atal Behari Vajpayee, Piloo Mody ou Charan Singh. Le PCI et le parti du Congrès s'éloignent car de nombreux membres de ce dernier souhaitent que l'Inde soit moins liée à l'URSS. Quoi qu'il en soit, Indira ne s'éloigne pas de l'URSS malgré l'opposition de son fils Sanjay, de plus en plus anticommuniste et elle reçoit un accueil très chaleureux à Moscou durant l'été 1976.[282]

L'année 1977 est décisive pour les relations sino-indiennes. Le parti du Congrès commence à se fissurer avec le départ de personnalités influentes comme le ministre de l'Agriculture, le vice-ministre de l'Agriculture, l'ex-président Giri et son fils, et d'autres qui quittent le parti en raison de leur désaccord avec Indira sur le bien-fondé d'organiser des élections à la mi-mars. Indira pense

279 James P. STERBA, «The great leap now is toward pragmatism», *New York Times*, 5 juillet 1981.

280 «Lessons of Bokaro», *Indian Express,* 18 juin 1976.

281 De nombreux articles sont publiés, on peut citer par exemple le *Renmin Ribao* du 20 juillet 1976 qui parle de la colonisation de l'Inde par l'URSS.

282 Pour plus de détails sur la politique intérieure indienne en 1976, voir Norman D. PALMER, «India in 1976: The Politics of Depoliticization», *Asian Survey,* vol. 17, no. 2, février 1977, pp. 160-180.

qu'elle a gardé assez de popularité pour être réélue, elle se trompe lourdement. Les partis d'opposition, renforcés par des dissidents du Congrès, vont se regrouper autour de Morarji Desai, et former le parti *Janata*. Les élections ont lieu du 16 au 20 mars et pour la première fois depuis l'indépendance, le parti du Congrès est battu en ne remportant que 139 sièges sur 542 à la *Lok Sabha*. Indira Gandhi annonce aussitôt la fin de l'état d'urgence et sa démission. Le 24 mars, Morarji Desai devient le nouveau Premier ministre.

La presse chinoise voit l'opportunité de dissocier la politique indienne de la politique soviétique et déclare «*Cette élection montre que ni la politique intérieure ni la politique extérieure du parti du Congrès indien n'a réussi à gagner l'adhésion du peuple indien. Complice de l'Union soviétique durant de nombreuses années, le gouvernement du parti du Congrès a poursuivi une politique d'expansion. Cela a isolé le parti du Congrès non seulement en Asie du Sud mais aussi à l'international. Le gouvernement du parti du Congrès a poursuivi une politique de répression fasciste vis-à-vis des Indiens, surtout depuis juin 1975, en prenant comme excuse l'état d'urgence, il a arrêté et détenu des milliers d'opposants et les masses, interdit les grèves et les manifestations. Il a gelé les salaires et les primes, augmenté les impôts et a reporté ses difficultés financières sur le peuple. Cela a provoqué les doléances du peuple indien, qui sont entendues partout, mais aussi causé une opposition massive au sein même du parti.»*[283]

Les résultats des élections générales indienne sont considérés par la Chine comme une défaite de l'Union soviétique, qui avait choisi par l'intermédiaire de l'agence TASS de soutenir le parti du Congrès et le PCI. D'ailleurs, aussitôt après l'élection, le ministre soviétique des Affaires étrangères Andrei Gromyko se rend en Inde pour essayer de réparer les dégâts causés par le soutien de son pays à l'état d'urgence et par l'hostilité qu'il a affichée vis-à-vis du parti *Janata* au moment des élections. L'URSS avait en effet accusé le parti *Janata* d'être le représentant de la classe possédante et d'être lié à la CIA. Il se rend donc en Inde du 25 au 28 mai et est rassuré par le nouveau ministre des Affaires étrangères Vajpayee qui déclare : «*the bonds of friendship between the two countries are strong enough to survive the demands of divergent systems, the fate of an individual or the fortunes of a political party»*[284]

Chez les nouveaux dirigeants indiens en effet, les intérêts supérieurs de l'Inde priment l'idéologie et ils comprennent très vite l'intérêt de conserver cette relation, qui ne peut cependant

283 *Renmin Ribao*, 23 mars 1977.
284 Bharat WARIAVWALLA, «the future of Indo-Soviet ties», *China Report*, vol. 13, No. 2, mars-avril 1977.

être aussi ‘intime’ que du temps du gouvernement Congrès-PCI. Le gouvernement Desai souhaite en même temps un réel rapprochement avec la Chine. L’Inde souhaite conserver les avantages que lui procure sa relation spéciale avec l’URSS, c’est-à-dire les relations économiques et les contrats d’armement, sans en subir les inconvénients, un certain alignement diplomatique qui l’empêche de se rapprocher de la Chine. Le changement que perçoivent les décideurs indiens en 1977, c’est l’affaiblissement économique de l’URSS qui, selon eux, renforce l’Inde dans ses relations avec elle et lui permet plus d’indépendance diplomatique, l’URSS ne pouvant plus risquer la perte de son partenaire indien.

L’heure est au non-alignement côté indien. Lors de la conférence de presse qui suit son serment, le 24 mai 1977, Morarji Desai déclare que l’Inde maintiendra des relations amicales avec tous les pays prêts à conserver de bonnes relations avec elle et surtout qu'elle ne conservera des relations spéciales avec aucun pays. Interrogé sur le traité indo-soviétique de 1971, Desai déclare: «*This treaty would not stop India from maintaining friendly relations with any country*.»[285] Il continue en disant que si le traité empêche l’Inde de maintenir de bonnes relations avec d’autres pays, il doit être changé. Il dit également que l’Inde n’a pas d’inclinaison pour une alliance dans sa politique étrangère. Enfin, il est contre les activités navales américaines et soviétiques dans l’océan Indien. Ces déclarations sont exactement ce qu’attendait la Chine pour reconsidérer ses relations avec l’Inde, l’obstacle soviétique étant *a priori* levé.

La presse chinoise considère le résultat des élections indiennes comme la défaite de la politique étrangère soviétique en Asie du Sud. Elle déclare : «*The great change of Indian political situation would cause great effect in South Asian subcontinent and Indian Ocean Area. (…)Indira Gandhi administration’s defeat is a bad result for Soviet Union’s expansion in South Asia. India is a big country in South Asia and plays an important strategic part in Asian continent and Indian Ocean area. For a long time, in order to achieve a sweet dream of conquering the world, Soviet Union’s new czars tried their best to persuade Gandhi's administration to help them and attempted to bring India into the track of counter-revolutionary global strategy.»* S'ensuit un rappel du traité indo-soviétique de 1971 que le journal qualifie d'alliance militaire. Le journal accuse l'URSS d'avoir incité et aidé l'Inde à mettre en œuvre une politique expansionniste aux dépends de ses voisins, ce qui a permis à l'URSS de faire progresser son influence en Asie du Sud et dans l'océan Indien. Il accuse l'URSS d'avoir petit à petit colonisé l'Inde, rendant les Indiens misérables et les poussant à la révolte, ce qui a conduit à l'état d'urgence. Le journal continue ainsi:

285 *Renmin Ribao* du 30 mars 1977.

«In this Indian election, SU tried its best to support Congress party's ruling place. At the beginning of the election, SU's newspapers and magazines reported that Gandhi Administration's internal and external policy have achieved amazing achievements. These news and informations helped Indira Gandhi for her election. SU wantonly striked some statesmen who had withdrawn from Congress Party, that caused complications in Indian political situation. (...)

The result of Indian election not only means the defeat of Gandhi's administration's reactionary policy but also means the frustration of SU's expansion plan in South Asia. This showed that if any superpower hopes to dominate the world through manipulation of other countries, it is inevitable that it must be defeated and opposed by the people of other countries.

Because of these reasons, after the Indian election, the leaders of Kremlin were at their wit's end and in an embarrassed position. But, it is noticeable that before long, they changed their policy to maintain India as an important position so as to expand in Indian Ocean. People of South Asia must be alerted to SU's intrigue, bind together; carry out the struggle to defend national independence and sovereignty.»[286]

Le Premier chinois Hua Guofeng envoie ses sincères félicitations à Morarji Desai. La presse chinoise commente ensuite de manière positive les nouvelles positions sur la politique étrangère élaborées par le nouveau gouvernement indien. Vajpayee, très actif, souhaite améliorer les relations avec le Pakistan, trouver une solution au problème du barrage de Farakka avec le Bangladesh, améliorer les relations avec la Chine, poursuivre une politique de non-alignement, et faire évacuer l'océan Indien par les flottes américaines et soviétiques. Le 3 avril, dans un nouvel article, le *Renmin Ribao* qualifie la nouvelle politique étrangère indienne d' «attractive».[287]

Dans le même temps, la presse chinoise continue de publier des articles dénonçant les actions soviétiques en Inde et le pillage économique de l'Inde par l'URSS.[288] Elle relate également le fait que le nouveau gouvernement indien refuse l'aide soviétique à l'extension de l'usine sidérurgique de Bokaro.[289] En fait l'Inde refuse, sous prétexte de l'amitié indo-soviétique, de payer à un prix trop élevé son développement économique, l'URSS ayant tendance à prendre un retard

286 «Indian Election and Soviet Union's defeat in South Asia», *Renmin Ribao*, 30 mars 1977.
287 «Attractive new trend of Indian diplomacy», *Renmin Ribao*, 3 avril 1977.
288 *Renmin Ribao* du 12 avril 1977 et du 31 mai 1977.
289 *Renmin Ribao* du 28 avril et du 21 octobre.

significatif sur les nations occidentales et le Japon au niveau de la productivité. A l'issue de la visite du ministre soviétique des Affaires étrangères**,** Andrei Gromyko, la Chine se félicite des divergences de vue qui transparaissent dans le communiqué de presse sur la non-prolifération nucléaire (l'Inde parle de discrimination de la part des deux superpuissances) et sur l'océan Indien (l'Inde y dénonce la présence des deux grands alors que l'URSS ne dénonce que la présence américaine.)[290]

Le gouvernement *Janata* est divisé sur son engagement vis-à-vis de l'URSS. Si Desai penche en faveur des États-Unis, une autre figure du *Janata*, Madhu Limaye, rallie autour de lui un groupe appelé '*ginger group*'. Ce groupe lutte contre la politique de Vajpayee en faveur du rapprochement avec la Chine sous prétexte que cela pourrait endommager la relation indo-soviétique. Il juge que cette relation a toujours été intéressante pour l'Inde et que la Chine est loin d'être non alignée compte tenu de sa relation avec les États-Unis. Il déclare: «*We cannot be oblivious of the aggressive posture China is adopting towards Vietnam, the construction of the Karakoram Highway and the network of lateral road communications is setting up in Tibet. It has no desire to settle the border question on an honourable basis. All that China is interested in is to spoil our relations with the Soviet Union.»* [291]

Le *ginger group* s'indigne contre «*la politique d'apaisement envers la Chine poursuivie par le gouvernement Janata»* et manifeste devant le ministère des Affaires extérieures le 8 août 1978. Faisant référence à la route de Karakoram construite par la Chine, il déclare: «*The Chinese have challenged the pride of the Indian people and thus threatened our country's sovereignty»*[292] et exige que le gouvernement dépose une protestation vigoureuse, que la route soit démolie et que les 'envahisseurs chinois' soient rejetés hors du territoire indien.

Tout comme le gouvernement Gandhi, le gouvernement Desai décline logiquement la proposition soviétique du Pacte de sécurité collective asiatique. Desai s'explique sur son refus en déclarant que c'est aux pays de la région de discuter du problème et ceux-ci doivent promouvoir la paix et la stabilité, intensifier les bénéfices mutuels sur le plan régional et bilatéral. Il déclare également que l'URSS a une sphère d'influence dans l'océan Indien, ce que n'avait pas reconnu le gouvernement précédent. Le ministre des Affaires extérieures Vajpayee, déclare: «*We hope to knock down all the bases in Indian Ocean and eliminate superpower's all military existence in Indian*

290 *Indian Express*, 29 octobre 1977.
291 Denzil PEIRIS, «Sino-Indian Relations: Change of tune but not tempo: Peking does an about-turn and stops propaganda attacks but progress will still be slow», *FEER*, Vol. 102, No.45, 10 novembre 1978, p. 38.
292 *Indian Express*, 4 août 1978.

Ocean.»[293]

Au cours de l'année 1978, des difficultés surgissent au sein du parti *Janata* et du gouvernement, mis face à ses contradictions. Cette coalition très hétérogène qui a remporté les élections plus par rejet de Gandhi que pour son programme, commence à montrer des signes de dislocation. De même, la politique étrangère de Vajpayee a du mal à faire face aux réalités de la situation internationale. L'espoir initial de pouvoir être à la fois l'ami de l'URSS, des États-Unis et de la Chine, de revenir à un pur non-alignement fait place à une politique de plus en plus incohérente et contradictoire, ce qui est exploité par l'opposition du Congrès qui gagne du terrain jour après jour.

Le débat du 17 avril 1978 à la *Lok Sabha* est un bon exemple de cela. Au cours de ce débat, un député du *Janata* et un député du Congrès s'affrontent sur la politique étrangère à mener. Le député du parti *Janata* déclare: «*I think we are more than friends of China. We want that friendship to grow, not at the cost of our self-respect. We want friendship with Soviet Union. We want friendship with America, but with our dignity remaining intact. (...) I can say whether of the previous government or this government, as far as our foreign policy goes there is no difference. What Russia likes or does not like is immaterial to us. What is India's interest, it is on that we decide. (...) I have held the view that friendship with the Soviet Union is a geopolitical necessity whatever government comes into power, rightist, centrist or leftist. We may not like their method of working in their own country. (...)Genuine non-alignment means that we did not want to become a part of the cold war. Because of our genuine non-alignment, we steered through and we became successful. Non-alignment has an element of reciprocity. It does not mean that somebody attacks you and you will be still friendly with him. So we did take side on issues. (...)»* [294]

Le député du Congrès lui répond : « *if you are going all round the world to every country and say that we want to be friendly with you, that means you have no conceptual framework of foreign policy! You have a policy of no thrust by putting your eggs in hundred baskets! While it is important not to put all your eggs in one basket, it is equally important that you do not put your eggs in a hundred different baskets!»*[295]

Vajpayee explique sa politique étrangère en d'autres termes, il déclare :

293 *Renmin Ribao* du 17 juillet 1977.
294 Intervention de Shri Krishan Kant, 'D.G. Ministry of External Affairs', *Lok Sabha Debates*, 17 avril 1978.
295 Intervention de K. P. Unnikrishnan, *Lok Sabha Debates*, 17 avril 1978, 'D.G. Ministry of External Affairs'.

«The sub-continent, as a whole, pulsates with a new desire and confidence in peace and cooperation. We have moved a long way, indeed faster than anyone thought was possible, to arrest the corrosion of suspicion and rediscover the incontrovertible logic of the geographical compulsions of good neighbourly cooperation and the vision of regional stability. Having visited or met the leaders of all our neighbouring countries, I can assert that the confidence of a new era in relationships with India is shared by their leaders. (...) Consistent with non-alignment, our purpose has been chartered within a conceptual framework of promoting and enriching relationships based on beneficial bilateralism. We have, with full confidence, carried Indo-Soviet friendship and economic cooperation to levels well beyond what existed before. At the same time, we have restored mutual confidence in our relations with the United States. Problems, no doubt, exist or may arise, but Indo-US relations are no longer clouded with unwarranted and acrimonious mistrust. (...) we have created the basis for improved bilateral exchanges in the economic, commercial and cultural fields with China.»[296]

Le gouvernement indien, soucieux de rééquilibrer ses relations avec les pays étrangers, expulse huit officiels soviétiques soupçonnés d'espionnage entre septembre 1977 et décembre 1979. L'Union soviétique de son côté multiplie les opérations visant à empêcher de meilleures relations entre l'Inde et la Chine, ce qui est rapporté régulièrement dans la presse chinoise.[297]

Le parti d'Indira accuse le parti *Janata* de vouloir faire un compromis sur la question frontalière avec la Chine. Gandhi utilise un article du *New York Times* dans lequel le journal reporte que l'Inde est prête à officialiser le *statu quo* frontalier (c'est-à-dire à céder l'Aksai Chin) pour attaquer Desai, mais celui-ci dément l'information. Elle allègue que l'Inde penche maintenant du côté américain, que la relation avec l'Union soviétique est en déliquescence, et que Desai, sous la pression américaine prépare la nation à un revirement vis-à-vis de la Chine. Un député du Congrès, Vasant Sathe, déclare à la *Lok Sabha* qu'une «*érosion systématique des intérêts nationaux indiens»* a eu lieu depuis le commencement du mandat du nouveau gouvernement et ajoute: «*Are you giving the land away for the sake of friendly neighbourly relations or a smile?»* .

A partir de l'été 1979, la situation devient intenable pour le gouvernement Desai à cause des divisions au sein de la coalition *Janata* et aussi de la situation économique en Inde.[298] Desai

296 Intervention du ministre des affaires extérieures A. B. Vajpayee, «D.G. Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 17 avril 1978.

297 Voir par exemple *Peking Review* le 6 octobre 1978 qui reporte la fausse nouvelle d'un hélicoptère chinois ayant pénétré l'espace aérien indien, aussitôt démentie par un porte-parole du gouvernement indien.

298 J. DAS GUPTA, «India 1979 : the prize chair and the People's share-electoral diversion and economic reversal»,

démissionne le 15 juillet et est remplacé par Charan Singh qui forme son gouvernement le 28 juillet. Celui-ci a très peu de soutien au sein de la *Lok Sabha* et doit compter sur celui d'Indira Gandhi, de retour en politique. Celle-ci monnaye par un accord secret son soutien contre la levée des charges qui pèsent contre elle. Mais la farouche opposition du vice-premier ministre Yeshvantrao Chavan empêche Singh de tenir ses promesses et Indira Gandhi lui retire aussitôt son soutien. Devant l'aggravation de la situation, le Président Sanjiva Reddy dissout le 22 août la *Lok Sabha* et ordonne une élection de mi-mandat pour sortir le pays de sa plus grave crise politique depuis l'indépendance.[299]

A la fin de l'année 1979, il apparaît clairement qu'Indira Gandhi va gagner les élections, il est intéressant de noter qu'au cours de cette année, la presse chinoise n'attaque plus Indira Gandhi et conserve une remarquable neutralité, cela dénote une grande prudence de sa part et démontre sa volonté de conserver de bonnes relations avec l'Inde même en cas de victoire de celle-ci, et de conserver les acquis des années 1976 à 1979. La Chine a en effet tout intérêt à empêcher un retour de l'Inde dans le camp soviétique car l'année 1979 marque le début de l'intervention soviétique en Afghanistan, un sujet que nous aborderons plus tard. La victoire d'Indira Gandhi change quelque peu la politique étrangère indienne qui, sans jamais retourner totalement à la configuration des années 1972-76, revient à une neutralité bienveillante à l'égard de l'Union soviétique. Elle est élue en janvier 1980 et la répartition est désormais la suivante au sein de la *Lok Sabha* :

S.No.	Nom du parti	Membres
1	Congress (I)	369
2	Janata (S)	41
3	Communist Party (Marxist)	38
4	Janata	18
5	D.M.K.	16
6	Bharatiya Janata Party	14
7	Communist Party	13
	autre	42
Total des membres		551

Tableau No. 2: composition de la septième *Lok Sabha*

Sa victoire est donc très nette et la presse chinoise commente avec beaucoup de retenue, indiquant qu'elle est logique du fait des divisions profondes de ses opposants.[300] Les temps ont

Asian Survey, Vol. XX, No. 2, février 1980.

299 *Jain*, p. 529 «India: unstable political situation,» *Beijing Review* commentary, 21 septembre 1979 (Extraits).

300 *Renmin Ribao* du 11 janvier 1980.

changé entre l'Inde et la Chine, et celle-ci présente Indira Gandhi en des termes beaucoup plus modérés, en espérant qu'elle soit disposée à continuer la politique de rapprochement qu'elle avait entamée peu avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement *Janata*. Le nouveau gouvernement prête serment le 14 janvier. Dès le 26 janvier le ministre des Affaires étrangères Huang Hua rencontre le représentant temporaire[301] de l'Inde à Beijing et lui fait part de la volonté du gouvernement chinois de poursuivre l'amélioration des relations bilatérales. L'Inde répond positivement et les deux pays évoquent l'amélioration des relations sur la base des Cinq principes de la coexistence pacifique et affichent leur volonté de régler leurs litiges.[302]

301 Le nouvel ambassadeur n'ayant pas encore été nommé.
302 *Renmin Ribao* du 27 janvier 1980.

II La reprise des échanges diplomatiques, économiques et culturels

II.1 Un rapprochement qui précède l'arrivée au pouvoir du *Janata*

A l'hôpital, sentant la mort approcher, Zhou Enlai aurait souvent parlé des relations sino-indiennes et de son amitié avec Nehru. On lui prête cette déclaration : «*The problem is that we orientals are too proud. Somebody will have to break the ice some time. We have to live in peace sooner or later.»*[303] C'est ce qui va se passer avec la victoire du *Janata.* Pendant les années 1972-76, nous l'avons vu, l'Inde était déjà prête à commercer, mais pas la Chine.

Le changement de climat a commencé dès avril 1976, quand l'Inde et la Chine décident d'échanger à nouveau des ambassadeurs après une interruption de quatorze ans. Avant cette date, les relations diplomatiques étaient assurées par des missions diplomatiques menées par des chargés d'affaires. Le dernier ambassadeur de l'Inde en Chine, G. Parthasarathy, avait quitté Beijing en 1962. Le 16 avril, le ministre des Affaires extérieures Chavan annonce la décision du gouvernement indien de poster un ambassadeur pour remplacer le chargé d'affaires. Ce premier ambassadeur est K. R. Narayanan. Chavan déclare devant la *Lok Sabha*: «*On the basis of the discussions which have taken place, it is our understanding that this initiative for raising the level of our diplomatic representation in Peking will be followed by a similar move by the Government of the People's Republic of China.»*[304] Le nouvel ambassadeur prend son poste le 7 juillet. Le 13 juillet, c'est au tour de la Chine d'annoncer qu'elle va envoyer Chen Zhaoyuan comme ambassadeur à New Delhi.[305]

Fin avril, un membre de la *Lok Sabha* suggère une restauration des relations commerciales avec la Chine.[306]

Le 11 juin 1976, Indira est placée face aux contractions qui constitueront le cauchemar de la diplomatie du gouvernement *Janata* : comment se rapprocher de la Chine sans affaiblir le lien spécial avec l'Union soviétique. Au cours de sa visite à Moscou, Indira tente d'expliquer sa position d'ouverture vis-à-vis de la Chine aux leaders soviétiques. Elle assure que ceux-ci l'ont comprise.

303 *Indian Express*, 11 janvier 1976.
304 *Indian Express*, 16 avril 1976.
305 *The Hindustan Times*, 13 juillet 1976.
306 *Patriot*, 1er mai 1976.

Lors d'une conférence de presse, on lui demande si la décision de l'Inde d'envoyer un ambassadeur à Beijing figurait au programme des discussions indo-soviétiques et, si c'était le cas, si l'URSS approuvait. Elle répond : «*When we discuss the international situation we cannot leave out a country like China and I think the Soviet leaders understand India's point of view.»* Concernant l'attitude soviétique elle répond qu'elle ne pense pas qu'il y ait de désapprobation «*because I do not think there is any question of this coming in the way of India's friendship with the Soviet Union»*.[307]

Le 7 août, le gouvernement indien et des associations comme la Croix rouge indienne offrent leur aide aux victimes du tremblement de terre de Tangshan, ce qui est un geste apprécié par le chargé d'affaires chinois, mais la Chine décline conformément à ses traditions.[308] Au cours de cette période, la presse chinoise arrête de critiquer systématiquement l'Inde. Le 26 août, il est annoncé que pour la première fois, des scientifiques chinois seront invités à visiter des centres de recherche en Inde. Le lendemain, le gouvernement annonce la possibilité de rétablir les relations commerciales avec la Chine, interrompues depuis 1962.[309]

Le 4 septembre, le nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine, Chen Zhaoyuan, prend son poste à New Delhi. Il a déjà travaillé à l'ambassade de Chine à New Delhi de 1963 à 1970 en tant que conseiller, il est donc bien connu des autorités indiennes. Après sa mission à New Delhi, il est devenu ambassadeur de Chine à Rangoon puis à Madrid. À son arrivée, tout habillé de noir et portant un brassard noir à l'occasion du deuil causé par la mort de Mao Zedong, il déclare:

«*China and India are neighbours and there is a long traditional friendship between our two peoples. Relations between China and India were friendly following the establishment of diplomatic relations. In the past 15 years, however, they met with some setbacks. But this was only a short page in the long history of friendly intercourse between the Chinese and Indian peoples.*

We are now happy to note that normalization of Sino-Indian relations has been achieved through the joint efforts of both sides. This is in the interests of both our peoples.

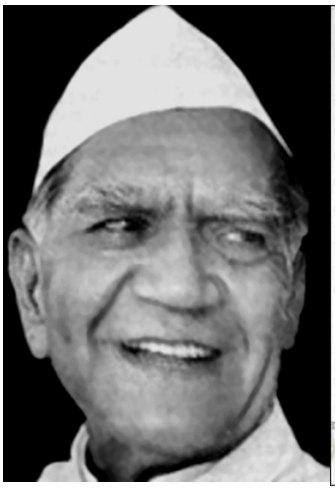
Having worked here as China's representative for many years and made many Indian friends, I am deeply aware of the Indian people's friendship for the Chinese people.

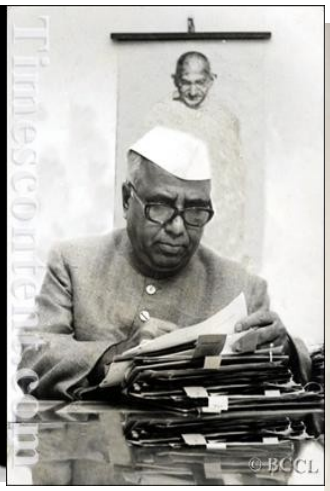
307 *The Times of India*, 12 juin 1976.
308 *SWB/FE/5282*, 10 août 1976.
309 «India: Still those nagging issues», *FEER* Vol. 94, No. 40, 1er octobre 1976, p. 67.

I am confident that through the efforts of our two governments and peoples the friendship between the Chinese and Indian people will grow further and the relations between our two countries will improve.'I will make positive efforts towards this end.»[310]

Le président indien répond quelques jours plus tard en assurant l'ambassadeur de la coopération pleine et entière du gouvernement indien dans ses efforts pour développer des relations amicales bilatérales, et dit qu'il reste convaincu que l'Inde et la Chine doivent, sur la base des Cinq principes, préserver et développer l'amitié et le respect mutuel l'une envers l'autre.

Le 9 septembre, après la mort de Mao, le président indien Fakhruddin Ali Ahmed et Indira Gandhi envoient un télégramme de condoléances au comité du Congrès national du peuple et au Premier Hua Guofeng. Le 15 septembre 1976, Indira se rend en personne à l'ambassade de Chine à New Delhi pour exprimer ses condoléances. Accompagnée du ministre des Affaires extérieures Y. B. Chavan, elle fait déposer une gerbe sous son portrait et signe le livre de condoléances. Elle est reçue par Chen Zhaoyuan et le chargé d'affaires Lin Hsing-fu.


Fakhruddin Ali Ahmed



Y. B. Chavan


Chen Zhaoyuan

Cependant, au-delà de ces symboles, la situation n'a pas fondamentalement évolué. Les problèmes frontaliers restent pendants, le lien sino-pakistanais demeure très fort, et la construction de routes reliant la Chine au Pakistan à travers la partie du Cachemire que ce dernier occupe est inacceptable pour les stratèges indiens. L'Inde occupe également une position délicate entre l'URSS et la Chine. Les deux pays tentent donc de faire progresser leurs relations là où c'est possible, c'est-à-dire dans les domaines culturels, sportifs et économiques. L'Association pour l'amitié sino-

310 *The Statesman*, 11 septembre 1976.

indienne[311] se montre active en Inde et tient une rencontre à New Delhi le 26 septembre pour célébrer le jour de l'amitié indo-chinoise. Elle rassemble quatre cents personnes, dont D.K. Borooah, président du Congrès national indien, Kamalapati Tripathi, le ministre des Chemins de fer, les responsables de l'association et Chen Zhaoyuan.[312] La Chine accepte le 28 septembre de participer au sixième festival international du film se tenant en Inde du 3 au 16 janvier 1977. Le 26 octobre, c'est la délégation chinoise de badminton qui arrive à Hyderabad pour participer aux quatrièmes championnats de la confédération asiatique de badminton.[313]

En retour, au milieu du mois de décembre, une délégation indienne composée de neuf membres, appartenant au Comité du mémorial du Dr. Kotnis[314], effectue une visite d'amitié en Chine. Invitée par l'Association populaire de Chine pour l'amitié avec les pays étrangers (APCAPE), la délégation est menée par le docteur B. K. Basu, associé de feu le docteur D. N. Kotnis. La délégation assiste à l'inauguration du mémorial du Dr. Kotnis à Shijiazhuang, en présence de Wang Bingnan, président de l'APCAPE, de Liu Zihou, président du Comité provincial révolutionnaire du Hubei et de Wan Haifeng, député-commissaire des unités de l'APL de Beijing.[315] Wang Bingnan déclare à cette occasion: «*In 1938, when the Chinese nation was at a moment of untold suffering in its history, Dr. Kotnis, as a member of the Indian medical team to China at the behest of the Indian people "came from afar to China to help us resist Japanese aggression"!...Dr. Kotnis…wholeheartedly served the Chinese armymen and civilians fighting against the Japanese aggressors, and had the honour of joining the CCP in 1942…[He] finally fell ill from overwork and laid down his precious life for the Chinese people's cause of national liberation…in a telegram to Comrade Kotnis' family at the time, our respected and beloved Premier Chou said that Dr. Kotnis symbolized the friendship between the Chinese and Indian peoples (…) His name will be handed down among the Chinese people…(…)'In honouring the memory of Dr. Kotnis',* continue-t-il, *'we should follow his example in bringing into full play the proletarian internationalist spirit and, along with the Indian people, support and help each other in the struggle against imperialism and*

311 Cette association avait été fondée en mai 1952 dans le but de promouvoir la compréhension mutuelle et l'amitié entre les deux peuples. Elle a également comme objectif de faciliter la coopération bilatérale dans tous les domaines, que ce soit la politique, l'économie, le commerce ou la culture.

312 *SWB/FE/5325*, 30 septembre 1976.

313 *SWB/FE/5352*, 1er novembre 1976.

314 En 1937, après l'invasion japonaise, le général Zhu De avait demandé à l'Inde d'envoyer des médecins. Une équipe médicale de cinq médecins indiens furent envoyés en septembre 1938 et quatre d'entre-eux survécurent et retournèrent en Inde, le Dr. Kotnis, finit par rejoindre la huitième armée de route de Mao Zedong et finit, après un travail épuisant, par mourir d'épilepsie à l' âge de 32 ans, peu après avoir adhéré au parti communiste. Mao Zedong déclara à sa mort «*The army has lost a helping hand, the nation has lost a friend. Let us always bear in mind his internationalist spirit...*» Depuis sa mort en 1942, il est souvent cité comme un symbole de l'amitié sino-indienne.

315 *Indian Express*, 24 novembre 1976, voir également *SWB/FE/5385*, 9 décembre 1976 et *SWB/FE/5387*, 11 décembre 1976.

hegemonism so that the traditional friendship between the Chinese and Indian peoples will continue to consolidate and develop…»

Le docteur Basu lui répond: «*This year, in spite of the tremendous grief you have suffered from the passing away of your beloved and respected leaders Chairman Mao Tse-tung, Premier Chou En-lai and Chairman Chu The, you turned it into strength…with Chairman Hua Kuo-feng designated as the successor, (…) and having foiled the destructive attempt of the "gang of four", we are confident that, under his leadership, the friendship between the Chinese and Indian peoples will grow from strength to strength. This is the common aspiration of our two great peoples.»*

L'ambassadeur de l'Inde à Beijing en profite pour rencontrer de hauts-dirigeants chinois tels que le vice-président du PCC et ministre de la Défense, le maréchal Ye Jianying, officiellement No. 2 chinois après Hua Guofeng et Nie Rongzhen, le vice-président du Comité permanent du comité central du parti.[316] On ne sait pas ce qui s'est dit à ce moment entre ces dirigeants.

II.2 Les progrès diplomatiques sous le gouvernement *Janata* (avril 1977- février 1979)

Le gouvernement *Janata*, sans expérience, exprime d'abord sa volonté de rester dans la continuité, en attendant d'étudier plus profondément la situation internationale. Le nouveau ministre des Affaires extérieures A.B. Vajpayee déclare lors d'une interview avec des journalistes japonais: «*India's relations with the People's Republic of China have seen many ups and downs. Still some difficulties continue, the border question is one of them. After the exchange of Ambassadors, India took the initiative to establish trade ties. A modest beginning has been made. Some journalists have visited China. Some doctors are going there. We would like these exchanges to grow. If any initiatives are taken, then India would not be found wanting in making adequate response to these initiatives. Our relations would be based on the five principles. Both China and India are big countries of Asia. We are neighbours and we should build our relations on the basis of equality, reciprocity and mutual interests, and we would solve all problems in accordance with the spirit of Panchsheel.»*[317]

En septembre 1977, un regain d'activité a lieu parmi les cercles pro-chinois à New Delhi,

316 *The Times of India* du 17 décembre 1976.
317 «Foreign Minister A. B. Vajpayee's interview with Japan Broadcasting Corporation», 21 juillet 1977, *Jain*, p. 473.

c'est-à-dire principalement des membres du PCI (M), les membres des cercles d'amitié indo-chinoise comme la *All India Dr Kotnis Memorial Committee* ou la *India-China Friendship Association,* dirigée par Pandit Sunder Lal, des universitaires spécialistes de la Chine et des personnalités diverses.[318] Ceux-ci essaient d'inciter le gouvernement à inviter une mission d'amitié chinoise en Inde. Le 1er octobre, pour la première fois depuis seize ans, un ministre du gouvernement indien est présent à la réception de la fête nationale chinoise organisée par l'ambassade de Chine à New Delhi. [319] Au même moment, à l'ONU, Vajpayee reçoit des signes encourageants sur les intentions chinoises. En effet, il reçoit des dirigeants yougoslaves et américains des rapports sur les discussions qu'ils ont eues avec les dirigeants chinois. Il en ressort que les Chinois sont favorables au rapprochement. Durant les visites de Tito et de Cyrus Vance, le secrétaire d'État américain, les dirigeants chinois affichent clairement leur intention d'avoir de meilleures relations avec l'Inde. [320]

En janvier 1978, pour la première fois depuis bien longtemps, un Premier ministre chinois, en la personne de Hua Guofeng, parle de l'amitié traditionnelle entre la Chine et l'Inde à l'occasion du jour de la République en Inde.[321]

Le 26 février 1978, il déclare à la première session du Ve Congrès national du peuple: «*The Chinese people have always cherished feelings of friendship for the Indian people. The people of both countries wish to see an increase in friendly contacts and an improvement in their relations. There are questions pending between China and India nevertheless, relations can be further improved provided serious efforts are made on both sides*.»[322]

En avril 1978, le *Renmin Ribao* publie un article intitulé «*Nous sommes frères»* décrivant la visite d'une délégation chinoise à New Delhi à la mi-mars et très favorable à l'Inde et au rapprochement sino-indien.[323] Au cours de cette visite, le vice-président de l'Inde Jatti fait un discours au déjeuner donné en l'honneur de Wang Bingnan, le président de l'APCAPE et chef de la délégation chinoise.[324] Desai le rencontre également et les deux hommes s'accordent pour que leurs deux pays aient des relations basées sur les Cinq principes de la coexistence pacifique. Il déclare

318 *Indian Express*, 17 septembre 1977.
319 *Indian Express*, 1er octobre 1977.
320 *SWB/FE/5688*, 9 décembre 1977.
321 «Traditional ties», *China Report*, Vol. 15, No. 1, janvier-février 1979, p. 37.
322 *Jain,* «Premier Hua Kuo-feng's report at the first session of the Fifth National People's Congress», 26 February 1978 (Extract), p 475.
323 Voir l'article dans les annexes.
324 Voir un extrait du discours dans les annexes.

cependant que les relations sino-indiennes ne seront complètement normalisées que lorsque les deux pays auront résolu la question frontalière, et ceci par des moyens pacifiques et par la négociation.[325]

A la fin de la visite, Wang Bingnan, au nom du ministre des Affaires étrangères, invite Vajpayee à effectuer une visite en Chine. Celui-ci accepte le principe de l'invitation.[326] Il hésite cependant au début car il pense que si cette visite n'est pas préparée avec suffisamment de soin, les résultats seront faibles et les Indiens en seront frustrés..[327] L'objectif de cette visite est de mettre en place les étapes initiales d'un processus destiné à résoudre les problèmes bilatéraux, d'abord en utilisant les Cinq principes pour développer les contacts dans les domaines économiques, culturels et autres, puis en préparant la négociation frontalière, le nœud du problème sino-indien.

En mai cependant, Vajpayee, lors d'un séminaire intitulé «*Continuity and Change in Indian Foreign Policy»* à New Delhi déclare que la normalisation complète des relations avec la Chine ne sera possible que si les principaux problèmes sont résolus.[328]

Au cours du mois de juillet, afin de préparer la visite de Vajpayee, attendue en octobre, l'ambassadeur de Chine à New Delhi, Chen Zhaoyuan est rappelé à Beijing durant vingt-cinq jours pour d'intenses séances de consultation. De son côté, l'Inde prévoit de rappeler son ambassadeur à Beijing, Narayanan, dans le même but.[329]

Vajpayee déclare le 11 août que la Chine, vu ses intérêts grandissants dans la zone, doit être associée aux discussions visant à faire de l'océan Indien une zone de paix. [330]

Au début du mois de septembre, Subramaniam Swamy, le plus sinophile des députés du Parlement indien rencontre à Beijing Xie Li, un membre majeur de l'Institut de politique étrangère du peuple chinois.[331] Le 4, il a une conversation avec le vice-ministre des Affaires étrangères**,** Zhang Haifeng. Le 5, il rencontre Ji Pengfei, le vice-président du comité permanent du CNP (Congrès national du peuple). Il se dit optimiste sur l'avenir des relations entre les deux pays et pense qu'il

325 *Jain*, «Prime Minister Morarji Desai's statement in Lok Sabha on Chinese delegation's visit to India», 16 mars 1978, p. 476-477.
326 *Jain*, «Annual Report of the Ministy of External Affairs for the year 1977-78», mars-avril 1978, p. 477-478.
327 C'est l'opinion de A. HARIHARAN dans l'article «Diplomacy: Trying to heal old wounds: India's Government and the public think that it's time for more friendly relations with China», *Far Eastern Economic Review* Vol. 101, No. 32, 11 août 1978.
328 *Indian Express*, 14 mai 1978.
329 *Indian Express*, 25 juillet 1978.
330 *The Times of India*, 12 août 1978.
331 Cet institut est la plus ancienne institution de diplomatie non gouvernementale, il a été fondé en 1949 peu après la fondation de la République populaire de Chine.

est possible de faire une percée sur la question frontalière lors de la visite de Vajpayee, ses interlocuteurs déclarant que la Chine ne gardera aucun territoire sur lequel l'Inde peut prouver ses droits.[332]

Le 14 septembre, au cours d'une conférence de presse, Vajpayee annonce officiellement sa décision d'effectuer la visite en Chine en octobre, il déclare : «*there is a rapid increase in the speed of relationship normalization in the form of exchange of ambassadors. New relationships have been built up in the field of trade, sports and culture.*»[333]

Le 6 octobre, les deux ministres des Affaires étrangères, Huang Hua et Vajpayee, discutent pendant quarante-cinq minutes à New York à la demande du Chinois, qui dit à son interlocuteur que la Chine est prête à discuter de tous les problèmes bilatéraux et à les résoudre sur la base des Cinq principes de la coexistence pacifique. Il ajoute que certains problèmes ont été laissés par l'histoire[334], une façon de se donner une marge de manœuvre en cas de négociation. Cette rencontre est qualifiée d'amicale et de cordiale par Vajpayee. Huang Hua de son côté se dit convaincu que la visite de Vajpayee à Beijing au cours du mois d'octobre et sa rencontre avec les dirigeants chinois renforceront les liens entre les deux pays. Les deux ministres annoncent également qu'ils feront de sérieux efforts pour résoudre les problèmes. Mais Vajpayee ajoute que sa visite sera surtout une visite d'exploration.[335]

Vajpayee doit en effet faire face à la pression du *ginger group* qui lui demande de donner l'assurance catégorique que sa visite prochaine en Chine ne se fera pas au prix des intérêts nationaux. Le groupe veut qu'il obtienne un 'engagement positif' du gouvernement chinois sur le territoire indien qu'il occupe de force. Il déclare que tout effort visant à la normalisation est le bienvenue, mais que «*la posture ouvertement agressive de la Chine est encore visible*». Le groupe critique la politique chinoise sur les points suivants: la construction de la route du Karakoram reliant la Chine au Pakistan à travers l'Azad Cachemire,[336] le soutien continu au soi-disant droit à l'autodétermination des peuples du Jammu et Cachemire, les encouragements aux insurgés du Nord-Est. Il critique aussi le manque de réaction de Beijing à la position de New Delhi que les progrès dans les relations sino-indiennes ne se feraient pas aux dépens de pays tiers. Il en conclue que ce sont des signes clairs du «*manque de bonnes intentions de la part de la Chine pour*

332 *SWB/FE/5910*, 7 septembre 1978.
333 *Renmin Ribao*, 17 septembre 1978.
334 C'est-à-dire qu'ils sont liés aux décisions des colonisateurs britanniques.
335 *Indian Express*, 7 octobre 1978.
336 La partie du Jammu et Cachemire occupée par le Pakistan.

normaliser ses relations dans le véritable esprit du Panch Sheel.»[337]

Au cours du mois d'octobre, une délégation du PCI (M) visite pour la première fois la Chine depuis l'éclatement du parti en 1964, à l'invitation du gouvernement chinois.[338] Nous avons vu dans notre première partie que le PCI (M) est le parti le plus favorable à la Chine et qu'il a toujours incité au rapprochement sino-indien, nous avons également parlé de ses liens avec les mouvements dans le Nord-Est indien. Le fait que le gouvernement indien ait accepté que des membres du PCI (M) quittent l'Inde pour se rendre en Chine est un signe d'ouverture supplémentaire.

Profitons en ici pour évoquer les évolutions ayant eu lieu au sein de ce parti depuis 1976. La mort de Mao Zedong puis la campagne contre la 'Bande des quatre' avait provoqué une certaine confusion au sein du PCI (M). Un groupe mené par S. N. Singh, qui participe aux élections de 1977, est le premier à se déclarer en faveur de la théorie des trois mondes et contre la 'Bande des quatre', il soutient donc les dirigeants chinois au pouvoir. L'*Unity Centre of Communist Revolutionaries of India* (UCCRI) continue le débat en interne et se divise en deux factions en 1978. Une faction est menée par D. Venkateswara Rao de l'Andhra Pradesh, alors que l'autre l'est par Moni Guha du Bengale occidental. Le premier groupe est favorable à l'évolution politique en Chine tandis que le second, favorable à la politique autrefois préconisée par Lin Biao, se range pour la position albanaise et quitte l'UCCRI, critiquant donc les évolutions politiques en Chine et la théorie des trois mondes.[339] Un autre groupe dénonce fortement l'orientation politique de la Chine. Ce groupe est mené par Ram Piara Saraf du Jammu et Cachemire et pense que la Chine a été victime d'un coup d'État contre-révolutionnaire après la mort de Mao et que des révisionnistes ont usurpé la direction de l'État et du parti. Le *Central Organizing Committee* (COC) du PCI (M) se divise quant à lui en quatre factions dont la première, menée par Ram Nath, devient la *Communist League of India* (CLI) et déclare son soutien aux autorités chinoises au début de l'année 1978. Le seul point qui fait l'unanimité au sein de la nébuleuse du PCI (M) est le rejet absolu de l'URSS.

Le PCI (M) n'hésite cependant pas à critiquer la politique étrangère chinoise. Une résolution politique dit ainsi à propos de l'URSS et de la Chine: «*The policy pursued by these two ruling parties of subordinating the development of the revolutionary forces in underdeveloped countries to the opportunist needs of the government's foreign policy has greatly harmed the democratic struggle of the people in newly liberated countries»* [340]

337 *Hindustan Times*, 7 octobre 1978.
338 *SWB/FE/5947*.
339Manoranjan MOHANTY, «On Internationalism and Revolution: China and the Indian Revolutionaries», *China Report*, Vol. 15, mars-avril 1979, p. 85.
340 *Political Resolution of CPI(M)'s Tenth Congress*, Calcutta, 1978, p. 113.

Finalement, la visite du ministre des Affaires extérieures, tant attendue et prévue pour le 30 octobre, est repoussée à cause de la maladie de Vajpayee, qui doit subir une intervention mineure. Le bureau des affaires étrangères chinois à Beijing prend la nouvelle avec philosophie et lui souhaite un prompt rétablissement. Dans le même temps, le gouvernement indien lève l'interdiction de commerce avec le Tibet, vieille de seize ans.[341]

Le 7 novembre, Desai déclare que l'Inde souhaite de bonnes relations avec la Chine, mais aux conditions indiennes en ce qui concerne la dispute territoriale. Il ajoute : «*Let the Chinese prove that they have a due right over the land they have occupied.»*[342]

Au cours de ce mois de novembre 1978, après deux années et demie passées à Beijing au poste d'ambassadeur de l'Inde, K. R. Narayanan quitte ses fonctions pour prendre sa retraite après vingt-huit ans de bons et loyaux services et retourne en Inde. Il déclare à cette occasion que les relations sino-indiennes sont passées d'une phase de normalisation à une phase dans laquelle il n'y a pas de retour en arrière possible compte tenu de la volonté des deux pays. Il ajoute qu'il y a de nombreuses preuves de la volonté des deux pays de continuer à améliorer les relations bilatérales. Il qualifie sa mission à Beijing de 'satisfaisante, intéressante et instructive' et pense que la visite attendue de Vajpayee à Beijing va permettre de passer à l'étape suivante. Il attribue l'essentiel du changement d'attitude de la part de la Chine vis-à-vis de l'Inde aux bouleversements internes survenus en Chine.[343] Il est remplacé le 18 décembre par Ramchandra Dattatraya Sathe.[344]

En décembre également, les États-Unis établissent des relations diplomatiques officielles avec la Chine[345] et un important groupe de parlementaires demande à Vajpayee de repousser à la fin de l'été ou au début de l'automne 1979 sa visite de façon à mesurer l'impact de cet évènement en Asie et dans le monde. Les parlementaires soulignent également que le réchauffement sino-indien ne doit pas mettre en péril les liens indo-soviétiques.[346] Vajpayee ne suit pas leur conseil et prévoit toujours d'effectuer sa visite en février.

Le 11 février 1979, à la veille de l'arrivée de Vajpayee à Beijing, le ministre des Affaires

341 *Hindustan Times*, 28 octobre 1978.
342 *Indian Express*, 8 novembre 1978.
343 *The Times of India*, 22 novembre 1978.
344 *SWB/FE/5999*, 20 décembre 1978.
345 Les relations entre la Chine et les États-Unis avaient reprises dès 1971, mais elles n'avaient pas un caractère officiel.
346 *Patriot*, 19 décembre 1978.

étrangères chinois Huang Hua accorde une interview au correspondant de PTI (*Press Trust of India*).[347] Il déclare que la Chine a toujours observé les Cinq principes de la coexistence pacifique comme principes de base de sa politique étrangère. Il dit que cela a permis à la Chine de régler les problèmes frontaliers avec la plupart de ses voisins. Il ajoute qu'en tant que pays partageant des frontières avec l'Asie du Sud, la Chine est concernée par la paix, la stabilité et la sécurité de cette région et supporte la lutte juste des pays d'Asie du Sud pour sauvegarder leur indépendance nationale et leur intégrité territoriale et s'oppose à l'interférence des forces extérieures. Il dit se réjouir de l'amélioration des relations entre les deux pays depuis deux ans et demi et que la Chine accueillera chaleureusement M. Vajpayee. Concernant la question frontalière, il dit que celle-ci est complexe et a été laissée par l'histoire. Il dit que la question doit être réglée par des consultations pacifiques sur la base des Cinq principes et dans un esprit de compréhension mutuelle et par accommodation mutuelle.

II.3 La visite de Vajpayee en Chine, 12-19 février 1979

Le 31 janvier, les deux pays s'accordent pour que la visite s'effectue du 12 au 19 février. La visite prévoit trois jours de discussions avec les dirigeants chinois les 13, 14 et 15, puis, à partir du 16, les visites de Shanghai et de Guangzhou. Vajpayee, accompagné du secrétaire aux Affaires étrangères Jagat Mehta, d'Eric Gonsalves, secrétaire additionnel aux Affaires étrangères et de six autres officiels de haut rang, ainsi que d'une vingtaine de journalistes, arrive à Beijing dans la soirée du 12 février. Il est accueilli par Huang Hua, Han Nianlong, vice-ministre et directeur de la division asiatique du ministère des Affaires étrangères, l'ambassadeur de Chine en Inde Chen Zhaoyuan et l'ambassadeur de l'Inde en Chine, Sathe.[348] Il déclare à sa sortie de l'avion: *«It is for the first time in more than twenty years that a member of the Council of Ministers of the Government of India is visiting China. No one would deny that the problems between our two countries are difficult and complex. I am however hopeful that a beginning would be made to explore the possibilities of resolving these problems on the basis of the well known principles of Panchasila….»*[349]

Le lendemain matin, Vajpayee et Huang Hua s'entretiennent durant trois heures. Huang déclare que la visite de Vajpayee est de bonne augure pour de bonnes relations entre les deux pays. A la sortie des discussions qui portent sur les relations bilatérales et la situation internationale, mais

347 Cette interview est disponible dans les annexes.
348 *Renmin Ribao*, 13 février 1979.
349 *Jain*, «Foreign Minister A. B. Vajpayee's statement on his arrival at the Beijing airport», 12 février 1979 (extrait), p. 487.

dont le contenu n'est pas connu, un banquet est organisé en l'honneur de Vajpayee au Grand palais du peuple place Tian An Men, banquet auxquels sont conviés tous les délégués indiens et les membres de l'ambassade de l'Inde à Beijing, mais aussi Wang Bingnan, Wang Runsheng, le vice-ministre au Commerce extérieur, Ji Zongquan, le vice-ministre de la Santé publique et Yao Zhongming, le vice-ministre de la Culture en plus des personnes citées précédemment.[350] Au cours de ce dîner, Huang Hua et Vajpayee prononcent chacun un discours.[351] Huang déclare que la période de difficultés entre l'Inde et la Chine, entre 1960 et 1976, a été un passage anecdotique dans une longue tradition d'amitié. Il déclare également que les deux pays qui partagent la même expérience historique sont confrontés aux mêmes défis de la reconstruction nationale et que leurs différends peuvent être surmontées par la discussion, sur la base des Cinq principes. Il dit que les deux pays ont besoin d'un environnement international calme pour se concentrer sur la reconstruction nationale, mais que les superpuissances et les hégémonistes interviennent partout et menacent la paix mondiale. Huang cite en exemple l'invasion du Cambodge par un hégémoniste régional appuyé par une superpuissance (le Vietnam appuyé par l'URSS). Il déclare enfin que la Chine apprécie les efforts du gouvernement indien pour améliorer ses relations avec ses voisins.

Vajpayee de son côté rappelle que cela fait dix-huit ans que les deux pays n'ont pas organisé une rencontre à un tel niveau, la dernière visite ayant été celle de Zhou Enlai à Delhi en 1960, et que sa visite a une grande signification. Il fait lui aussi un rappel historique proche de celui de Huang Hua, mais insiste plus sur les difficultés au cours des années soixante et soixante-dix, et avoue que sa visite a suscité la controverse en Inde. Il déclare cependant qu'il n'a pas hésité à venir car il est de l'intérêt des deux pays d'avoir de bonnes relations, même si c'est un défi. Il déclare que lorsque la Chine et l'Inde auront développé pleinement leur potentiel, elles joueront un rôle significatif dans les affaires du monde. Il rappelle les bonnes relations dans les années quarante et cinquante et le soutien de l'Inde à la Chine dès le début. Il insiste lui aussi sur les Cinq principes comme base de leurs relations et les voit comme la clé pour résoudre les problèmes entre les deux pays. Lui aussi pointe du doigt l'impérialisme et le colonialisme, met en avant la volonté de l'Inde de plaider pour un désarmement global, à la fois nucléaire et conventionnel et salue la décision chinoise de participer à la Commission de désarmement des Nations unies. Vajpayee rappelle également son soutien à la cause du non-alignement, et d'un nouvel ordre économique mondial. Il déclare qu'une partie des difficultés rencontrées en Asie du Sud provient de l'exploitation par des puissances extérieures des différends entre les pays de la zone et ajoute que l'Inde veut au contraire une Asie

350 *SWB/FE/6043*, 15 février 1979.
351 Pour de longs extraits des deux discours, voir les annexes.

du Sud stable et en paix. Tout comme Huang Hua, il dit que les défis sont les mêmes dans les deux pays, c'est-à-dire le développement économique interne, et qu'ils ont tout intérêt à partager leurs expériences.

Le 14 février, Vajpayee rencontre le vice-premier Deng Xiaoping, le véritable maître de la Chine. Deng répond ensuite aux questions de journalistes indiens. A la question : comment les deux pays peuvent-ils améliorer leurs relations? il répond : «*They can shelve those issues on which there actually are differences and take their time in talking them over, and do some practical things to develop their relations. China and India are the two most populous countries in the world. How can they afford to be unfriendly toward each other!»*

Il déclare également: «*The international situation is by no means tranquil and so is the situation in Asia. Hegemonism is now vigorously pushing its policy of Southward advance and we are very much concerned over this. The developments in Indochina are causing serious anxiety, and it takes the joint efforts of all the Asian peoples to resolve these problems. Without such joint efforts, it would be difficult to achieve peace, security and stability in Asia and the world as a whole.»*[352]



La rencontre entre Deng Xiaoping et Atal Behari Vajpayee, le 14 février 1979.

Interrogé sur sa position face à la prolifération nucléaire, il déclare : «*We stand for*

352 *Jain*, 'Statement by Vice-Premier Deng Xiaoping at a press interview with Indian journalists', 14 février 1979 (extrait), p. 496-497.

destroying all nuclear weapons completely. However, the nuclear powers have no right to prevent non-nuclear countries from possessing nuclear weapons unless these powers commit themselves to destroy their nuclear weapons completely or guarantee not to be the first to use them.»

Deng veut donc améliorer les relations mais comprend que les différences de point de vue sont pour l'instant trop importantes pour que l'on puisse discuter des problèmes majeurs, c'est-à-dire le problème frontalier et la relation sino-pakistanaise. Il souhaite que les relations progressent là où c'est possible, c'est-à-dire au niveau économique, culturel, sportif et sur certaines questions internationales sur lesquelles les deux pays partagent le même point de vue. Il déclare ainsi : «*We should now lose no time in improving relations between our two countries. (...)We should seek common ground while reserving our differences. (...) As for the boundary question between our two countries, we can solve it through peaceful consultations. This question should not prevent us from improving our relations in other fields. (...) China and India had much in common on international issues (...) Leaders of our two countries should have more contacts so as gradually to enhance mutual understanding.»*[353]

Après la rencontre, Vajpayee se rend dans l'après-midi à l'ambassade de l'Inde où il est reçu par Sathe puis assiste le soir à un spectacle de l'opéra de Pékin.[354]

Le lendemain, le 15, Vajpayee s'entretient une nouvelle fois avec Huang Hua. Celui-ci déclare à *Xinhua* à l'issue de leur entretien que les discussions sino-indiennes sont positives et bénéfiques. Il ajoute que les discussions ont amélioré la compréhension mutuelle et sont utiles pour développer l'amitié et la coopération entre les deux pays et que ceux-ci sont d'accord pour poursuivre les contacts sur divers sujets. Vajpayee invite son homologue à faire une visite en Inde, ce que Huang Hua accepte «avec plaisir».

353 *Jain*, «Statement by Vice-Premier Deng Xiaoping at a meeting with Foreign Minister Vajpayee», 14 février 1979 (Extraits), p. 497.
354 *Renmin Ribao*, 15 février 1979.



la rencontre entre Vajpayee et Hua Guofeng, 15 février 1979

Au cours de la journée du 15, Vajpayee rencontre également, comme point d'orgue de sa visite, le Premier ministre Hua Guofeng. Celui-ci invite le Premier ministre indien à se rendre en Chine et déclare : «*China-India relations will grow splendidly so long as both sides abide by the Five Principles of Peaceful Coexistence. We have broad prospects for expanding cooperation in many spheres. China is willing to develop actively friendly relations and cooperation with India.»*[355]

Les deux pays discutent également de la suite à donner aux échanges commerciaux, culturels, scientifiques, technologiques et dans divers autres domaines.[356] Après les entretiens, Vajpayee organise en retour un banquet en l'honneur de Huang Hua au Grand palais du peuple. Au cours de ce banquet, un nouveau discours est prononcé par chacun des deux hommes.[357]

Le 16, Vajpayee rencontre une nouvelle fois Deng. La rencontre est cette fois-ci centrée sur le problème frontalier et l'objectif est de mieux comprendre les points de vue de chacun. Vajpayee repousse l'idée de former une commission conjointe pour régler la question frontalière, déclarant que les canaux diplomatiques seront toujours disponibles pour des discussions futures sur ce sujet. Les deux hommes comprennent lors de cette discussion que les points de vue sont trop divergents et qu'il vaut mieux continuer à préparer le terrain et progresser sur d'autres questions avant d'aborder réellement de front cette question. Lorsque Deng Xiaoping évoque les relations de la Chine avec

355 *Jain*, «Premier Hua Guofeng's statement at a meeting with Foreign Minister Vajpayee», 15 février 1979 (Extraits), p. 498. On peut aussi lire le *Renmin Ribao* du 16 février qui consacre deux articles à l'évènement.

356 «Xinhua report on Sino-Indian talks», 15 février 1979, *Jain*, pp. 497-498.

357 Voir les annexes pour des extraits de ces discours.

l'URSS, Vajpayee dit à Deng que l'Inde souhaite que toutes les différences entre les deux pays se résolvent par la discussion.[358]

Le 17, apprenant la nouvelle de l'attaque du Vietnam par les forces chinoises, Vajpayee, alors à Hangzhou, décide d'écourter son voyage et rentre précipitamment en Inde.[359]



Vajpayee quittant la Chine

Le 19, le journaliste Zhao Cipu de *Xinhua* dresse un bilan de la visite de Vajpayee, et la qualifie de couronnée de succès.[360] De son côté, le 21 février, Vajpayee rapporte dans un discours au Parlement sa visite.[361] Il met lui aussi en avant les côtés positifs de la visite, mais la *Lok Sabha* considère plutôt que cette visite est un fiasco et que l'Inde a été humiliée par l'attaque chinoise contre le Vietnam.[362]

358 *SWB/FE/6044*, 16 février 1979.
359 Nous aborderons la question cambodgienne à la fin de notre seconde partie.
360 Pour des extraits de l'article, voir les annexes, le *Renmin Ribao* publie également un article le 20 février qui dresse un bilan positif de la visite.
361 Voir également les annexes.
362 Nous verrons les vives réactions en Inde provoquées par l'attaque chinoise dans notre partie consacrée à la rivalité sino-vietnamienne en Indochine.

II.4 Les avancées sino-indiennes après la visite de Vajpayee 1979-81

Après la visite de Vajpayee, les relations sino-indiennes vont stagner pour un temps du fait de l'attaque chinoise sur le Vietnam, avec quelques avancées sans grande signification. En mai 1979, à la conférence nationale de l'Association pour l'amitié indo-chinoise, Jyoti Basu dit que l'Inde et la Chine devraient être des amis proches. La conférence critique une délégation vietnamienne de visite en Inde parce qu'elle fait des déclarations visant à attiser l'hystérie anti-chinoise qui constitue un obstacle aux efforts indiens pour normaliser les relations avec la Chine.[363]

Avec le retour d'Indira Gandhi au pouvoir, et le remplacement de Vajpayee par Narasimha Rao, les relations ne se dégradent pas malgré le fait que le parti du Congrès soit plus proche de l'URSS que le parti *Janata*, même si d'imperceptibles tensions commencent à se manifester. Le 21 mars 1980, le nouveau ministre des Affaires extérieures déclare devant la *Rajya Sabha* que l'Inde suivrait les étapes les plus appropriées pour améliorer ses relations avec la Chine sur la base du "*Panchashila*" et de la réciprocité et ajoute : *«India remains willing to discuss all issues with China including the border question, in search of a peaceful solution based on equality. We hope to progress also as regards bilateral exchanges.»*[364]

En avril 1980, la Chine exprime sa volonté de reprendre la progression des relations entre les deux pays, interrompue si brutalement par l'attaque chinoise sur le Vietnam et fait plusieurs gestes significatifs. Elle propose des discussions autour d'un accord aérien sino-indien qui permettrait à *Air India* de faire escale à Beijing si l'Inde accorde la réciprocité. Le ministre des Affaires étrangères chinois se déplace en personne à l'ambassade de l'Inde à Beijing à l'occasion du jour de la République. C'est la première fois depuis vingt ans que la Chine s'associe de cette façon à cet évènement. La même semaine, l'APCAPE célèbre le trentième anniversaire de la République Indienne et Beijing envoie un nouvel ambassadeur à New Delhi sans attendre l'arrivée du nouvel ambassadeur indien.[365]

Le 9 mai 1980, Indira Gandhi et Hua Guofeng se rencontrent à Belgrade et s'accordent sur

363 *SWB/FE/6113*, 11 mai 1979.

364 *Jain*, «Indian Foreign Minister P. V. Narasimha Rao's answers to questions in Rajya Sabha», 21 mars 1980 (Extraits), p. 535.

365 Mohan RAM, «India: New moves on the China dialogue: There are strong indications that Peking wants to resume talks aimed at establishing a Sino-Indian détente». *Far Eastern Economic Review,* Vol. 108, No. 16, 11/17 avril 1980. Le geste d'envoyer un nouvel ambassadeur sans attendre de connaître le nom du nouvel ambassadeur indien est une marque de confiance affichée.

le fait que de meilleures relations entre les deux pays sont essentielles pour la paix et la stabilité en Asie et s'en tiennent aux consultations mutuelles.[366] Indira Gandhi déclare que l'Inde croit profondément au non-alignement, ce qui ne signifie pas qu'elle est neutre mais qu'elle juge chaque question selon son propre mérite. L'Inde fait comprendre à la Chine que la normalisation entre les deux pays ne se fera pas au prix de l'amitié de l'Inde avec un pays tiers, autrement dit que l'Inde ne passera pas dans le camp chinois contre l'URSS. La Chine appelle l'Inde à se concentrer sur l'avenir et à oublier les litiges du passé. Elle affirme qu'elle partage l'attachement de l'Inde au MNA (mouvement des non-alignés). Hua souligne enfin sa satisfaction de voir à nouveau en Inde un gouvernement fort après les difficultés du gouvernement Janata.

La Chine souhaite cependant approfondir le rapprochement. Deng Xiaoping, déclare en juin 1980, à l'occasion de la visite du secrétaire du ministère des Affaires extérieures indien, Eric Gonsalves, à Beijing : «*We noticed that the Indian Prime Minister, Mrs. Indira Gandhi, expressed on several occasions recently her willingness to improve and develop relations with China. Improving and developing China-India relations is a common desire of our two peoples*.»[367] Il ajoute: «*There will be differences even in a family but this should not hinder improvement of our relations. Anyway there will be no obstacle from the Chinese side*.» Il déclare qu'il n'y a pas de sérieuses divergences entre les deux pays sauf sur le problème frontalier, mais qu'avec des efforts de compréhension et d'adaptation, ce problème peut être facilement résolu.

Plus important, nous le verrons en détail dans notre troisième partie, il évoque la possibilité de résoudre le problème frontalier sur la base de la ligne de contrôle de fait[368]. Si l'Inde écarte cette solution, la question sera momentanément mise de côté. Il déclare également que même si l'Inde et la Chine sont pauvres, ce sont de grands pays conscients du poids qu'ils exercent dans les affaires internationales. Ce qui est nouveau, c'est qu'il rejette la responsabilité de la détérioration des relations entre les deux pays sur Khrouchtchev en 1959. Il annonce également la prochaine invitation de la Chine à Indira Gandhi.

Durant la visite de Gonsalves, les deux pays négocient le renforcement des échanges et de la coopération dans les domaines de la science, de la technologie, de la culture et du commerce.

366 *Jain*, «Press release on Prime Minister Indira Gandhi's meeting with Chairman Hua Guofeng issued in New Delhi», 9 mai 1980, p. 536.

367 *Jain*, «Vice-Premier Deng Xiaoping's interview with Krishan Kumar, editor of New Delhi's defence journal *Vikrant»* 21 juin 1980 (Extraits), p. 542-544.

368 La ligne de contrôle de fait, appelée L(a)C (*line of actual control*) est le nom donné à la ligne séparant les territoires contrôlés par les deux pays, il ne faut pas la confondre avec la L(o)C (*line of control*) qui sépare le Jammu et Cachemire indien et l'Azad Cachemire Pakistanais, nous reparlerons de ce problème dans notre troisième partie.

Gonsalves transmet l'invitation de Narasimha Rao à Huang Hua à effectuer une visite officielle en Inde. L'invitation est acceptée. Han Nianlong, le vice-ministre des Affaires étrangères chinois prévient cependant un journaliste du Sun : «*(...) But I should also tell some leaders of the Indian Government not to speak unfriendly words which are not conducive to improving Sino-Indian relations. This is not right to do. We raised this with the Indian Government. We think one's words should be in conformity with one's deeds.»*[369]

L'Inde de son côté résume la situation par: «*To a considerable extent the substantive tasks of translating mutual desire into concrete realities for the mutual benefit of both countries still remain to be undertaken…»*[370]

L'ambassadeur de Chine en Inde**,** Shen Jian**,** évoque la coopération entre la Chine et l'Inde, dont dépendent en partie la politique économique de Deng et la réalisation des Quatre modernisations. Pour atteindre les objectifs fixés par les Quatre modernisations, il déclare : «*we need urgently a profound peaceful international environment. Presently, the international situation is unstable, developments in South Asia, in particular, demand even greater vigilance on our part'* et il ajoute: *'It is all the more urgent that the governments and peoples of China and India, with mutual understanding and support, work in full co-operation, so as to render our joint efforts for peace and stability in South Asia fruitful and ensure peace in Asia and the world.»*[371]

Au cours de l'été 1980, la Chine donne des consignes spéciales pour que les gardes-frontière stationnés près du Sikkim et du Bhoutan se montrent amicaux vis-à-vis des gardes-frontière indiens.[372] Le 20 août, la Chine retourne amicalement un détachement de quarante soldats indiens basé au Sikkim qui avait pénétré par inadvertance dans le district de Yatug, au Tibet, à cause de conditions météorologiques épouvantables. L'Inde déclare apprécier grandement ce geste.[373]

Le 1er août, la Chine informe l'Inde que la visite de Huang Hua en Inde devra être différée en raison d'un agenda surchargé jusqu'à la fin de l'année. La Chine prévoit de s'entendre avec l'Inde sur une nouvelle date.[374] Narasimha Rao commente cette nouvelle par: '*We do not have to*

369 *Jain*, «Vice Foreign Minister Han Nianlong's interview with Sun», 24 juin 1980 p. 547.
370 Voir document 12 des annexes.
371 *Indian Express*, 7 juillet 1980.
372 *The Times of India*, 1er août 1980.
373 *SWB/FE/6505*, 23 août 1980.
374 *SWB/FE/6489*, 5 août 1980.

interpret it.'[375] Il ajoute que l'Inde désire sincèrement la normalisation mais qu'elle n'est pas pressée et préfère laisser à la Chine le choix du rythme du rapprochement et y répondre en conséquence. En fait, il est probable que ce contre-temps soit dû à la reconnaissance par l'Inde du régime cambodgien pro-vietnamien de Heng Samrin, le 7 juillet, nous en reparlerons.

En avril 1981, le comité permanent du Congrès national du peuple chinois invite le Président de la *Lok Sabha* et dix membres à effectuer une visite en juin-juillet 1981.[376] Le 23 mai, Peng Chong, le vice-président du comité permanent du Congrès national du peuple chinois rencontre une délégation de l'Association d'amitié indo-chinoise menée par son président Bhakti B. Mandal, les deux hommes font des déclarations de bonnes intentions.[377]

Le 26 juin 1981, le ministre des Affaires étrangères chinois Huang Hua arrive finalement à New Delhi. Il prononce un discours dès sa descente d'avion. Il arrive avec sa femme à New Delhi pour une visite de cinq jours. Cette visite est importante car c'est la première personnalité chinoise de très haut rang qui visite New Delhi depuis 1960, il vient en réponse à la visite de Vajpayee. Son homologue Narasimha Rao le reçoit chaleureusement. Il est également accueilli à l'aéroport par les responsables des associations d'amitié sino-indienne. Rao déclare que la Chine et l'Inde vont promouvoir la compréhension mutuelle, réduire les divergences et développer leurs relations. Les deux hommes donnent leur opinion sur la situation internationale. Huang Hua rencontre également le vice-président indien. Ce dernier dit que la Chine et l'Inde ont de nombreux points communs et qu'elles peuvent apprendre l'une de l'autre, échanger leurs expériences, se développer conjointement et qu'il devrait y avoir plus d'échanges culturels et scientifiques.[378] Vajpayee a également un entretien avec Huang Hua. Le 27 juin, Huang Hua dépose une gerbe sur la tombe de Gandhi, il écrit ces mots sur le livre d'or : «*Gandhi advocated that Indians and Chinese should be friendly. This wishes complied with the interests between China and India. Today Indians and Chinese are making efforts to cement friendships of these two countries. We believe that we will get more achievement some day.»*[379] Lors d'une conférence de presse à Lucknow organisée le même jour, Indira Gandhi déclare que cette visite est une étape bienvenue vers la normalisation des relations entre l'Inde et la Chine et exprime sa grande satisfaction. Elle réitère que les deux pays ont des différences dans leur vision du monde, mais qu'une telle visite aide à résoudre les problèmes par

375 *Jain*, «Foreign Minister P. V. Narasimha Rao's statement in Rajya Sabha on postponement of Chinese Foreign Minister's visit to India», 7 août 1980 (Extraits), p. 555.

376 *The Times of India*, 25 avril 1981.

377 *SWB/FE/6753*, 27 mai 1981.

378 «Sino-Indian Foreign Ministers held the first talks in a friendly atmosphere, Huang Hua met vice President of India, and former Foreign Minister of India met Huang Hua», *Renmin Ribao*, 27 juin 1983.

379 «Huang Hua laying a wreath at the tomb of Gandhi», *Renmin Ribao*, 28 juin 1983.

la discussion et réduit les tensions. Elle ajoute qu'elle croit fermement à la politique de non-alignement.

Le 27, Huang Hua et son homologue Narasimha Rao s'entretiennent sur de nombreux sujets, allant loin dans les détails et la franchise d'après la presse. Ils constatent quelques divergences et de nombreuses convergences de vue sur les problèmes bilatéraux et les questions internationales. La Chine souhaite procéder à la normalisation sans attendre le règlement du problème frontalier. La nouvelle approche de l'Inde est que même si le problème frontalier est le principal obstacle à la normalisation, ce n'est pas le seul problème. Selon l'Inde, le principal problème est le lien de plus en plus fort entre la Chine et les États-Unis dans le contexte des grandes tensions entre ces deux pays et l'URSS sur le Vietnam et l'Afghanistan. L'Inde pense que cela va à nouveau créer des tensions en Asie du Sud.[380] Dans ce contexte, les deux pays déclarent qu'ils pensent qu'il est dans leur intérêt d'améliorer leurs relations. Même si elle ne le dit pas ouvertement, il semble que l'Inde souhaite que la Chine fasse comme elle et s'éloigne de la superpuissance à laquelle elle est liée depuis la guerre de 1971. Beijing ne semble pas prêt à le faire dans l'immédiat.

Les discussions ont donc pour but de réduire les différences et de mettre en avant les points communs. Les deux pays abordent la question frontalière et ajoutent que cela ne doit pas constituer un obstacle au développement des relations dans d'autres domaines. Ils s'accordent à régler le problème frontalier dès que possible et il est décidé qu'une équipe d'officiels indiens effectuera une visite à Beijing dès le début du mois d'octobre pour ouvrir les négociations et l'ambassadeur de l'Inde à Beijing K. S. Bajpai est chargé de préparer cette visite immédiatement.

Ils s'accordent à dire que les perspectives de développement des relations sont brillantes et que le champ d'un tel développement est large. La Chine fait un geste en autorisant des Indiens à effectuer un pèlerinage au Mont Gandise et au lac Matam Yumoo, deux lieux sacrés pour les hindous, situés au Tibet : environ huit cents pèlerins indiens et népalais s'y rendront finalement au cours de l'année 1981[381]. Huang Hua transmet l'invitation de Zhao Ziyang à Indira Gandhi et Narasimha Rao à effectuer une visite officielle en Chine, ce qui est accepté. Au même moment, les deux spécialistes des questions sino-indiennes, Chen Zhaoyuan et Eric Gonsalves**,** discutent ensemble, sans que la teneur de leurs discussions soit dévoilée, tandis que la femme de Huang Hua, He Liliang**,** a des discussions avec des officiels indiens du ministère des Affaires extérieures sur les

380 Salamat ALI, «The hesitant handshake: India and China agree to discuss their border dispute, but differ on regional and global issues», *FEER*, Vol. 113, No. 28, 3/9 juillet 1981.
381 *SWB/FE/6848*, 8 octobre 1981.

problèmes économiques mondiaux.[382] Les deux pays ont en effet des vues similaires sur la nécessité de construire un nouvel ordre économique international plus favorable aux pays du tiers-monde.[383] Ce nouvel ordre remplacerait l'ordre économique international issu du système de Bretton Woods.



Indira Gandhi et Huang Hua, 28 juin 1981 (HUANG Hua, *Memoirs*, illustration 56)

Huang Hua déclare que les deux pays sont tombés d'accord pour promouvoir les échanges culturels, scientifiques et technologiques et la coopération entre les deux pays, pour accroître le commerce et augmenter les échanges de personnes. Nous verrons que ces bonnes intentions se concrétiseront. Les deux pays ont conscience que leur situation est assez proche et qu'ils pourraient

382 *SWB/FE/6761*, 29 juin 1981.
383 La totalité des pays du tiers-monde partage cette vision depuis la proposition faite à l'ONU en 1974.

bénéficier de l'expérience l'un de l'autre en matière de développement. Les deux pays sont également riches en ressources naturelles et parfois complémentaires. Le commerce bilatéral les intéressent donc tous les deux.

Le 28, les deux pays qualifient leurs discussions de fructueuses, positives et satisfaisantes.[384] Huang Hua et sa femme rencontrent Indira Gandhi dans sa résidence, cette rencontre est aussi suivie par Rajiv Gandhi et Sonia. Ils parlent des difficultés rencontrées durant leur lutte pour l'indépendance et la libération. Ils évoquent leur entraide durant ces années. L'ambassadeur chinois Shen Jian est aussi présent à ces discussions ainsi que Shen Zhaoyuan. Le Président indien rencontre lui aussi Huang Hua.[385] Huang Hua tient une conférence de presse et reprend les propos d'Indira Gandhi. Abordant la question de la frontière sino-indienne, il dit que c'est un problème laissé par l'histoire et que la politique d'agression et d'expansion de l'impérialisme et sa semaille de dissensions s'ajoutent à la complexité du problème (autrement dit, il accuse les forces impérialistes de mener une politique visant à compliquer encore plus le problème frontalier pour que l'Inde et la Chine ne réussissent jamais à régler ce problème).



Huang Hua et Rajiv Gandhi, 28 juin 1981 (HUANG Hua, *Memoirs*, illustration 57)

La position de la Chine est de proposer que les deux côtés traitent l'autre d'égal à égal, sur la base de la compréhension mutuelle et des concessions mutuelles et recherchent par la négociation un règlement global juste et raisonnable du problème, en prenant en considération le contexte

384 «Foreign Ministers of India and China finished their talks they two both held that talks is quite fruitful and positive», *Renmin Ribao*, 29 juin 1983.

385 «China and India should continue to develop their relations in each field. Indian president Reddy met Huang Hua, Huang Hua met Gandhi», *Renmin Ribao*, 29 juin 1983.

historique et la situation présente ainsi que les sentiments nationaux des deux peuples. il ajoute «*we firmly believe that the Sino-Indian border question can be solved so long as the two sides have the sincerity, strictly abide by the five principles of peaceful co-existence initiated jointly by the two countries and make serious efforts to this end'*. Il dit également: '*We had proposed that pending a settlement, the two sides should maintain the status quo on the borders and the tranquility in the border areas. We should actively promote contacts and cooperation in all domains to increase mutual understanding and friendship, and at the same time continue to explore methods for the solution of the border question through appropriate channels. We are very happy to note that the two sides share identical views in this respect*.»[386]

Huang essaie également de mettre en avant les points d'accord en politique extérieure et déclare: «*Although we have differences on a number of major international questions,*[387] *we also have many similar views. India is one of the founding countries of the non-alignment movement. China has always supported and highly appraised the non-alignment movement. Both of us approve of the constructive proposals on major questions of the day put forward in the declaration of the non-aligned foreign minister's conference held in New Delhi last April*[388]*. Both our countries stand for the establishment of a new international economic order and expect positive results at the summit conference of a number of countries to be held in Mexico in October this year. Both of us hope that the countries in South Asia, on the basis of the five principles of peaceful co-existence, thrash out their differences, develop friendship and promote unity and co-operation to strengthen peace, security and stability in the South Asian region in the interest of the development of the construction work in the seven South Asian countries*.»[389]

Il ajoute: «*I would like to reiterate here that the Chinese government and people will, as always, firmly support the just struggle of all oppressed nations and people for independence and liberation, for the defence of national independence and sovereignty and territorial integrity and against the aggression and expansion of imperialism, colonialism, and hegemonism. China is willing, on the basis of the five principles of peaceful coexistence, to strengthen unity with all people of the world and establish and develop relations of friendship and co-operation with all*

386 *SWB/FE/6762*, 30 juin 1981.
387 Il évoque ici principalement l'Afghanistan et le Cambodge.
388 Les propositions dont parle Huang Hua sont les suivantes: Concernant l'Afghanistan et le Cambodge, le principe du retrait des troupes étrangères est adopté, mais avec en parallèle, sous l'impulsion de l'Inde, la fin des ingérences étrangères(ce en quoi la Chine et l'Inde ne sont pas d'accord). Appel à l'arrêt de la guerre Iran/Irak, volonté de voir proclamé l'océan Indien 'zone de paix' et attaque des États-Unis à propos de sa politique vis-à-vis de Porto Rico. Voir 'le non alignement à l'épreuve', *Politique Étrangère*, année 1982, Vol. 47, No. 2, pp. 419-427.
389 *Ibid.*

countries, first of all with our neighbours.»

Le 21 septembre, le magazine chinois *Liaowang* voit la visite comme une percée mais met en garde contre de trop grands espoirs de développements rapides dans les relations entre les deux pays. Il ne voit pas de conflits d'intérêts fondamentaux entre les deux pays et déclare que l'Inde n'est le vassal d'aucune superpuissance.

Au cours de ce mois d'octobre, un symposium est organisé à l'*India International Centre* de New Delhi avec pour thème 'Les perceptions de sécurité de l'Inde et la normalisation sino-indienne.' Les intervenants sont tous d'accord pour dire que des liens amicaux et des frontières reconnues entre l'Inde et la Chine sont essentiels pour un développement économique rapide dans les deux pays et pour une avancée significative pour la paix en Asie. L'un des intervenants, le lieutenant-général à la retraite**,** M. M. Khanna**,** dit qu'il est d'une importance vitale pour l'Inde de se réconcilier avec la Chine et de neutraliser l'influence des superpuissances dans le Tiers-monde. Il suggère que l'Inde échange l'Aksai Chin contre la vallée de Chumbi**,** où la présence chinoise fait peser une menace sur l'Assam**,** et la reconnaissance par la Chine de la ligne McMahon. A l'opposé, le journaliste et auteur D. R. Mankekar déclare que la Chine a démontré au cours de ces trente dernières années qu'elle n'avait ni de principes ni d'amitié durable.[390]

Le 22 octobre, Indira Gandhi rencontre Zhao Ziyang pour la première fois et les deux dirigeants s'entretiennent durant quarante-cinq minutes. Zhao regrette que les progrès entre les deux pays n'aient pas été plus rapides depuis l'échange d'ambassadeurs en 1976 et qu'en dépit des problèmes les deux pays partagent des visions communes (il évoque ici la situation internationale). Indira Gandhi de son côté dit, faisant allusion aux problèmes frontaliers : «*We have serious problems but if we can create a climate of goodwill all problems can be solved*.» Les deux dirigeants se déclarent solidaires dans la lutte des pays sous-développés pour un ordre économique international juste, reprenant ainsi leur lutte commune des années cinquante et soixante.[391]

390 *Patriot*, 22 octobre 1981.
391 *Indian Express*, 23 octobre 1981.

II.5 La reprise des échanges culturels et commerciaux

II.5.1 La reprise du commerce sino-indien

En avril 1977, pour la première fois depuis la guerre de 1962, trois hommes d'affaires indiens sont invités à la Foire de Canton, qui se tient en octobre. La Chine exprime ainsi sa volonté de tâter le terrain en vue d'une éventuelle reprise de liens commerciaux normaux.[392] Le mois suivant, le commerce sino-indien reprend après une interruption de quinze ans. L'Inde, par l'intermédiaire de la *State Trading Corporation* (STC) exporte six cents tonnes de laque. En contrepartie, elle importe de Chine du métal non ferreux (antimoine, zinc et mercure) pour la *Minerals and Metals Trading Corporation* (MMTC). Cette première transaction représente une valeur de 14 millions de roupies.[393] A cette occasion, le *Times of India* se fait l'écho de commerçants indiens qui demandent l'ouverture de liens maritimes.[394] En juin, l'Inde autorise ses navires à faire escale dans les ports chinois. Les deux pays relancent en effet leur commerce par la mer car c'est le moyen le plus simple de transport.

En juillet, le président de l'AIEI (*Association of Indian Engineering Industry*) propose d'inviter des représentants chinois du commerce et de l'industrie à la seconde foire commerciale de l'ingénierie indienne qui doit se tenir du 2 au 13 février 1978. Cette invitation a pour but de rendre la pareille à l'invitation chinoise à la Foire de Canton.[395] Le 1er août 1977, le Premier ministre Desai déclare devant la *Rajya Sabha* que l'Inde ne voit pas d'objection à ce que les navires chinois reprennent leurs escales dans les ports indiens.[396] Fin août, la Chine fait un nouveau geste en invitant un économiste indien à Beijing, le docteur I. G. Patel, connu pour ses rapports de confiance avec Desai. [397]

Le ministre du Commerce, Mohan Dharia, déclare le 23 décembre 1977 à la *Lok Sabha* que l'Inde et la Chine tentent d'établir de meilleures relations commerciales. Peu auparavant, le ministre d'État au Commerce, Arif Baig, déclarait que quatre organisations du secteur public, dont la STC, avaient conjointement invité cinq importantes corporations de commerce chinoises en Inde pour leur montrer le potentiel manufacturier indien.[398] Une délégation commerciale pour l'import et

392 *The Hindustan Times*, 24 avril 1977.
393 *SWB/FE/5518*, 21 mai 1977.
394 *The Times of India*, 29 mai 1977.
395 *The Hindustan Times*, 29 juillet 1977.
396 *SWB/FE/5577*, 1er août 1977.
397 *The Times of India*, 24 août 1977.
398 *The Times of India*, 24 décembre 1977.

l'export menée par Liu Qing et Cheng Chiqian arrive à Delhi le 7 février 1978.[399] La délégation rencontre la communauté marchande indienne réunie par la FICCI (*Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry*) et les deux s'accordent quant à la possibilité d'accroître le volume commercial et le nombre de biens concernés. Les discussions portent principalement sur les importantes constructions de complexes sidérurgiques, d'engrais et autre et sur la possibilité d'explorer des voies de coopération, et en particulier dans le domaine de la sous-traitance. L'Inde pourrait par exemple fournir du minerai de fer et des granulés dont la Chine a besoin. Liu Qing transmet également l'invitation à la FICCI du Comité chinois pour la promotion du commerce international (CCPCI) à envoyer une délégation en Chine. Il dit également être impressionné par les progrès faits par l'industrie mécanique indienne. L'ASSOCHAM (The Associated Chambers of Commerce and Industry of India), *All-India Manufacturers Organization*, l'*Engineering Export Promotion Council* et d'autres sont également représentés lors de la rencontre.[400]

Le 11 février 1978, la délégation chinoise visite la foire commerciale de l'industrie mécanique indienne et demande des informations techniques sur les fourneaux utilisés dans les aciéries en Inde. La délégation chinoise semble impressionnée, particulièrement par les dragueurs, les ordinateurs, l'équipement électronique, l'équipement de contrôle automatique produits par l'Inde et invite l'AIEI à visiter la Chine. Certains membres de la délégation souhaitent visiter des usines pharmaceutiques.[401] A la suite de cette visite, George Fernandes, le ministre de l'Union pour l'Industrie, plaide pour l'accroissement du commerce sino-indien car selon lui cela permettrait une meilleure compréhension entre les deux pays et aiderait à résoudre les problèmes politiques.[402] Une autre délégation chinoise, appartenant à la *China National Metals and Minerals Import and Export Corporation* (CNMMIEC), visite ensuite une fonderie de fer à Madras et les mines de fer de Bellary et rapporte des échantillons en Chine pour les tester.[403] La délégation déclare qu'il est probable que la Chine passe une importante commande de minerai de fer à l'Inde si les tests s'avèrent concluants. Des discussions préliminaires ont lieu avec la MMTC.[404]

A la Foire de Canton en mai 1978, l'Inde manque des opportunités d'exportation. Les Chinois souhaitent effectuer une commande de cinquante mille tonnes de fer en gueuse pour un prix de quatre-vingt-dix dollars la tonne, un bon prix pour l'époque. Ils souhaitent également acquérir

399 *SWB/FE/5735*, 9 février 1978.
400 *The Times of India*, 11 février 1978.
401 *Hindustan Times*, 12 février 1978.
402 *Indian Express*, 14 février 1978.
403 *Indian Express*, 21 février 1978.
404 *Economic Times*, 21 février 1978.

des tiges de fer et des tubes d'acier entre autres choses, pour alimenter un programme immobilier massif à travers tout le pays. Elle propose également à la délégation de lui fournir à chaque trimestre trente mille tonnes de fer en gueuse à partir de janvier 1979. La MMTC passe commande de vingt mille tonnes de minerai de fer, devant être livrées en septembre-octobre par la *National Mineral Development Corporation of India* pour une valeur de cinq cent mille dollars. La Chine préfère donc acheter à l'Inde des matières premières plutôt que des produits manufacturés. Cependant l'Inde dispose de trop peu de réserves pour pouvoir profiter de cette opportunité. Une compagnie privée indienne vend également 4 250 tonnes de tuyaux d'acier pour une valeur d'1,6 million de dollars. L'Inde vend aussi de la laque. Elle achète de l'antimoine, du mercure et du zinc.[405]

En mai 1978 également, un navire chinois, le *MV Hongshan*, fait escale dans un port indien pour la première fois depuis la guerre de 1962. Il transporte 2 300 tonnes de ciment et d'autres marchandises destinées au Népal et charge trois cent tonnes de laque et de cuir pour la Chine.

Début juin, un journaliste indien interviewe le vice-ministre des Affaires étrangères Han Nianlong qui déclare que l'Inde ne va pas assez vite pour améliorer les relations sino-indiennes et que c'est la Chine qui a entrepris une 'action positive'. Le vice-ministre déclare également que la Chine veut geler la question frontalière pour le moment et qu'elle préfère que les deux pays s'attaquent à d'autres questions, ce qui devrait créer une atmosphère convenable aux discussions sur le problème frontalier. L'Inde s'offusque de ces déclarations et rappelle ce qu'elle a fait en faveur du rapprochement.[406] Peu après, le gouvernement indien envisage d'acheter de la soie à la Chine en échange de tabac. Il en achetait à la Chine avant 1962 puis s'était tourné vers d'autres pays: la Corée, le Brésil, l'Italie et le Japon. Il décide d'importer de Chine la totalité de ses besoins, c'est-à-dire quatre cents tonnes.[407] Durant l'été 1978, la Chine montre son intérêt pour de nouveaux produits indiens, des équipements miniers, des machines d'exploration pétrolière et de forage, de l'équipement d'emballage, de transport et de la machinerie de manutention. La Chine pose des conditions à ses achats comme le refus de considérer les grèves ou les retards dans la livraison de matières premières comme des cas de force majeure.[408]

En juillet 1978, un autre navire chinois, le *MV Yichang*, fait escale au port de Bombay pour

405 *The Economic Times*, 17 mai 1978 et *Patriot*, 26 mai 1978.
406 *Indian Express*, 9 juin 1978.
407 *The Economic Times*, 20 juin 1978.
408 *The Times of India* du 2 juillet 1978.

charger 5 700 tonnes de tuyaux d'acier, de fil de fer et d'autres marchandises pour les décharger à Lienyukang et Dairen. Plusieurs navires de la *Shipping Corporation of India* font escale dans des ports chinois.[409]

Une délégation indienne menée par Pravinchandra V. Gandhi, président des chambres de commerce et d'industrie (FICCI) parcourt la Chine du 8 au 16 août, discute avec des organisations économiques et de commerce à Beijing et visite des usines à Shanghai et Guangzhou, répondant ainsi à l'invitation du Conseil de Chine pour la promotion du commerce international (CCPCI).[410]

Au cours du mois de septembre 1978, l'Inde décide d'accorder aux marins chinois les mêmes droits de débarquement dans les ports indiens qu'aux marins originaires de Taïwan et Hong Kong.[411]

A la mi-décembre, un nouvel accord commercial est signé. L'Inde achète à la Chine huit cents tonnes de paraffine.[412] Elle lui vend du minerai de fer, du métal en gueuse, du minerai de chrome, du mercure et de l'antimoine.[413]

Durant l'été 1979, la Chine commande 32 000 balles de coton indien pour une valeur de 7 crores[414]. C'est la première fois que la Chine commande directement du coton à l'Inde.[415] La Chine de son côté vend des antibiotiques à l'Inde.

En novembre-décembre, la Chine participe de manière importante à la Foire commerciale internationale indienne de New Delhi. En même temps, une délégation commerciale chinoise menée par le président du CCPCI effectue une visite de deux semaines en Inde à l'invitation de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie. Si l'on dresse le bilan, le commerce sino-indien progresse exponentiellement entre 1977 et 1979. Parties de rien en 1976, les exportations indiennes vers la Chine atteignent 19,3 millions de roupies pour l'année 1977-78 et 186,8 millions de roupies pour les neuf premiers mois de 1979. Les exportations chinoises vers l'Inde au contraire diminuent dans le même temps de 18,9 millions à 12,5 millions, peut-être à cause des grosses

409 *The Times of India*, 13 juillet 1978.
410 *Statesman*, 13 juillet 1978.
411 *Indian Express*, 14 septembre 1978.
412 *The Economic Times*, 19 décembre 1978.
413 *The Economic Times*, 20 décembre 1978.
414 Soit 70 millions de roupies.
415 *Indian Express*, 22 août 1979.

difficultés financières que l'Inde connaît en 1979.

En octobre 1981, la Chine se dit prête à reprendre le commerce frontalier indo-tibétain suspendu depuis 1962, si les prochaines discussions bilatérales sont un succès.[416]

En décembre, l'Inde place une commande à la Chine de cent-quarante-mille tonnes de métal en gueuse.[417] Au cours de ce mois, une délégation chinoise menée par Dong Yougan tient des discussions avec des entrepreneurs indiens et des hommes d'affaires. On apprend par leur intermédiaire que la Chine serait intéressée par l'établissement de joint-ventures en Inde et avec la collaboration de l'Inde, dans des pays tiers.[418]

année	Exportations de l'Inde vers la Chine, en millions de roupies	Exportations de la Chine vers l'Inde, en millions de roupies	Volume du commerce, en millions roupies	Balance commerciale (vue de l'Inde)
1977-78	19,3	6,3	25,6	13
1978-79	242,5	17,1	255,2	230,8
1979-80	208,3	189,1	397,4	19,2
1980-81	236,3	819,8	1056,1	-583,5
1981-82	526,8	782,6	1309,4	-255,8

Tableau 3: les échanges commerciaux sino-indiens de 1976 à 1981[419]

Si l'on fait un bilan du développement du commerce entre 1976 et 1981, on constate un développement rapide du volume du commerce, mais aussi une balance commerciale qui tourne très rapidement largement en faveur de la Chine. Deux raisons probables à cela: premièrement, le climat politique entre les deux pays ne s'est pas amélioré au niveau initialement prévu, à cause des affaires afghanes et vietnamiennes. Deuxièmement, la Chine est pragmatique et cherche à se procurer les produits au meilleur marché et l'Inde n'est pas compétitive dans beaucoup de domaines. La Chine achète ainsi à l'Inde seulement les produits dont elle a besoin et qu'elle ne peut trouver à meilleur marché ailleurs. Ceci explique que la balance commerciale penche rapidement en faveur de la Chine. Il faut relativiser le développement du commerce sino-indien. S'il augmente sensiblement, il reste faible si on le compare au volume total du commerce extérieur des deux pays. En 1977-78 par

416 *Statesman*, 23 octobre 1981.
417 *Statesman*, 12 décembre 1981.
418 *Financial Express*, 30 décembre 1981.
419 Sreedhar, «Sino-Indian Trade», (article non publié) in *Proceedings of the Seminar on Search for A China Policy,* organisé par la School of International Studies, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, 1988.

exemple, le volume du commerce extérieur indien est de 115 milliards de roupies tandis que le volume du commerce extérieur avec la Chine n'est que de 25,6 millions de roupies.

II.5.2 La reprise des échanges sino-indiens

II.5.2.1 La coopération dans le domaine agricole

Parallèlement à la reprise du commerce, les deux pays reprennent leur coopération en matière de développement, coopération interrompue depuis 1962. Dans le domaine agricole, la coopération reprend dès le mois de mai 1977 lorsque des experts indiens de la FAO (*Food and Agriculture Organization*) se rendent en Chine pour y observer les progrès agricoles et en comprendre les raisons.[420] Le 14 septembre 1978, le ministre pour l'Agriculture et l'Irrigation rencontre une délégation agricole chinoise, menée par Li Jichen, directeur de l'Institut académique pour les récoltes céréalières. Les délégués chinois se rendent en Inde pour observer les cultures céréalières à l'invitation du Comité indien de recherche agricole. Ils visitent notamment l'Institut international de recherche en cultures céréalières d'Hyderabad.[421]

En 1980, une délégation agricole chinoise effectue une tournée en Inde, à l'invitation de l'ICRISAT (*International Crop Research Institute for Semi-Arid Tropics*) et est l'invité du Conseil indien pour la recherche agricole. Quelques jours auparavant, le vice-ministre chinois de l'Agriculture, en visite en Inde, exprime son espoir que les échanges d'idées sur les techniques agricoles entre l'Inde et la Chine seront possibles dans un futur proche.[422]

Le 4 novembre, le ministre de l'Agriculture, Rao Birendra Singh, arrive à Beijing, il y rencontre son homologue chinois, Zhu Rong, et le vice-premier Wan Li. Il déclare que de larges perspectives de coopération existent en ce qui concerne la technologie agricole et plaide pour que l'Inde renforce les échanges avec la Chine dans le domaine de l'agriculture.[423]

Tout comme la Chine fait sa révolution économique avec les Quatre modernisations, Indira Gandhi annonce en janvier 1981 la révision des vingt mesures économiques élaborées en 1975 pour développer l'industrie indienne. La priorité est désormais accordée au développement des zones rurales et au plan pour l'emploi rural dans tout le pays. L'accent est mis sur l'établissement de nouvelles régulations concernant la terre cultivée, la distribution de la terre en surplus, le réexamen

420 *The Times of India*, 11 mai 1977.
421 *Renmin Ribao*, 16 septembre 1978. Voir également *SWB/FE/5921* du 20 septembre 1978.
422 *Indian Express*, 20 mars 1980.
423 *SWB/FE/6568*, 6 novembre 1980.

et l'augmentation du salaire minimum pour les travailleurs ruraux, l'amélioration des soins sanitaires de base et de la couverture sociale pour les femmes et les enfants, la démocratisation de l'éducation secondaire et l'élargissement du système de distribution publique. Ces mesures et leurs conséquences sont suivies de près par la Chine qui partage beaucoup des problèmes de l'Inde.[424]

En septembre 1981, les deux pays coopèrent pour obtenir de l'engrais à bas prix, grâce à un échange d'informations. Les deux pays achètent en effet cinquante-cinq pour cent des engrais mondiaux et leur coopération leur permet d'être en position de force face aux cartels qui fixent les prix.[425]

II.5.2.2 La reprise des échanges dans le domaine médical

La coopération reprend aussi dans le domaine médical. En septembre 1977, la Chine propose de former des médecins indiens à l'acupuncture, ce que l'Inde accepte.[426] Du 23 au 27 octobre, la Chine envoie une délégation d'experts médicaux à New Delhi pour participer à la 15ème conférence internationale des sociétés pédiatriques. L'Inde semble particulièrement intéressée par l'expérience des médecins aux pieds nus.[427] Cette délégation quitte New Delhi le 5 novembre.

II.5.2.3 La reprise des échanges dans le domaine du journalisme

Le 27 mai 1978, c'est dans le domaine journalistique que les relations reprennent. L'ambassadeur indien à Beijing, K. R. Narayanan donne un banquet pour un groupe de correspondants indiens en présence de Xie Wenqing, membre dirigeant de l'agence de presse *Xinhua*. Le 29, le vice-président du comité siégeant du CNP (Congrès national du peuple) rencontre le groupe et déclare que la Chine et l'Inde devraient échanger des visites dans les domaines du journalisme, de la culture, de l'économie et du commerce.[428] Une délégation chinoise forte de cinq membres visite l'Inde en octobre 1979, en réponse à la visite des journalistes indiens. La délégation met en avant la possibilité de coopération sino-indienne dans le domaine du planning familial et de l'agriculture. De nombreux journalistes indiens se rendent de leur côté en Chine.

Le 17 octobre 1980, les agences de presse chinoise et indienne *Xinhua* et *United News of*

424 «Indira Gandhi announced 20 new economic tickets», *Renmin Ribao,* 15 janvier 1981.

425 *Hindustan Times*, 4 septembre 1981.

426 *Indian Express*, 13 septembre 1977.

427 *The Hindustan Times*, 12 mai 1977 et *SWB/FE/5661*, 8 novembre1977. Sur ces médecins, on peut relire l'ouvrage d'Alain PEYREFITTE '*Quand la Chine s'éveillera...le monde tremblera',* Paris, Fayard, nouvelle édition 1990, pp. 107-110.

428 *SWB/FE/5833*, 8 juin 1978.

India (UNI) signent un accord pour échanger des informations. C'est le premier accord de ce genre depuis la guerre indo-pakistanaise de 1971.[429]

II.5.2.4 La reprise des échanges dans le domaine de l'éducation

En décembre 1977, le vice-ministre de l'Éducation Li Chi-tao rencontre D.V. Urs, le vice-chancellier de l'université de Mysore et R. P. Mistra, le directeur de l'Institut des études de développement de l'université de Mysore. Ces derniers visitent également les universités de Beijing et de Tsinghua.[430] Le 10 avril 1981, on apprend que des universités chinoises cherchent à collaborer avec le BITS (*Birla Institute of Technology and Science*) de Pilani dans les domaines de l'éducation scolaire, le directeur du BITS**,** C. R. Mitra**,** effectue une visite de trois semaines en Chine pour travailler sur les détails de cette collaboration en mars-avril 1981.[431]

II.5.2.5 La reprise des échanges dans le domaine du tourisme et de la spiritualité

La Chine accorde en septembre 1978 aux pèlerins indiens un droit de visite du sommet du Kailasâ[432] et du lac Manasarovar, deux sanctuaires majeurs du Tibet, une fois qu'une circulation routière convenable y sera assurée.[433] En mars 1979, la Chine ouvre ses frontières aux touristes indiens, L'agence de tourisme chinoise *Luxingshe* et une agence de voyage indienne, la SITA, finalisent des voyages organisés pour quatre groupes de touristes.[434] En avril 1980, l'ambassade de Chine accepte de délivrer les premiers visas de tourisme à un groupe de vingt voyageurs indiens désireux de visiter en septembre Beijing, Shanghai et Guangzhou.[435]

II.5.2.6 La reprise des échanges dans le domaine des transports

En juillet 1981, la Chine exprime son désir d'inaugurer un service aérien direct avec l'Inde. Cependant, la viabilité commerciale d'une telle ligne est jugée faible, l'Inde évaluant à un peu plus de mille le nombre de passagers annuels. *Air India* et la CAAC (*Civil Aviation Authority of China*) signent un accord de coopération et négocient un accord général sur la vente des billets dans les agences de voyage. Au moment de la signature, trois compagnies aériennes assurent des vols vers la

429 *SWB/FE/6555*, 22 octobre 1980.
430 *SWB/FE/5695*, 17 décembre 1977.
431 *Patriot*, 10 avril 1981.
432 Le mont Kailasâ est la demeure de Shiva selon les hindous. Le lac Manasarovar quant à lui a été créé dans l'esprit de Brahma selon les hindous. Ses eaux sont renommées comme étant d'un très grand bénéfice spirituel. Le sommet de Kailasâ symbolise le lingam et le lac Manasarovar le yoni, et donc les attributs masculin et féminin selon la tradition hindoue. Ce sont deux des trois lieux du pèlerinage complet. Le troisième étant le Thirtapuri.
433 *Indian Express*, 19 septembre 1978.
434 *The Times of India*, 27 mars 1979.
435 *SWB/FE/6390*, 9 avril 1980.

Chine et faisant escale en Inde, il s'agit de *Swissair*, *Ethiopian Airlines* et *British Airways*. Si la Chine souhaite qu'*Air India* crée un point d'arrivée en Chine, *Air India* préférerait effectuer une escale en Chine sur une ligne entre l'Inde et le Japon, plus rentable économiquement.[436]

II.5.2.7 La reprise des échanges dans le domaine industriel

En novembre 1977, c'est une délégation de quatre experts chinois dans le domaine du charbon, menés par Wang Xuang, le directeur de la *China Coal Society*, qui participe à la rencontre du comité international d'organisation du Congrès mondial de l'exploitation minière. Là aussi, c'est une première depuis 1962.[437] Les experts sont reçus par le président Reddy et l'Association d'amitié indo-chinoise organise en leur honneur une *tea party*.[438] En d'août 1980, des discussions ont lieu concernant la mise en place d'un projet clé en main d'une usine de rayonne utilisant une technologie 100% indienne en Chine.[439]

II.5.2.8 La reprise des échanges dans le domaine des assurances

Suite à la visite du président de la NIAC (*New India Assurance Company*), A. C. Mukherjee, à Beijing, les deux pays trouvent un accord de coopération début décembre entre leurs compagnies d'assurance publique NIAC et PICC (*People's Insurance Company of China*).

II.5.2.9 La reprise des échanges culturels

Les contacts reprennent lentement dans les domaines culturels. La FFSI (*Federation of Film Societies of India*) organise un festival des films chinois à la fin du mois de juillet 1978.[440] Le 30 octobre, un ensemble de quarante danseurs indiens arrive à Beijing pour une tournée d'un mois et est reçu par le ministère de la Culture.[441] En avril 1981, des danseurs chinois leur rendent la pareille en effectuant une tournée en Inde.[442]

II.5.3 La compétition commerciale sino-indienne

Si l'Inde et la Chine améliorent et accroissent leur commerce bilatéral, elles sont également en compétition pour l'exportation de certains produits vers les pays développés et dans ce domaine,

436 Mohan RAM, «Hands across the airways: The airlines of China and India sign an agreement to pave the way for increased trade traffic», *Far Eastern Economic Review*, Vol. 113, No. 29, 10/16 juillet 1981, p. 47.
437 *The Times of India*, 9 novembre 1977.
438 *SWB/FE/5688*, 9 décembre 1977.
439 *Indian Express*, 9 août 1980.
440 *SWB/FE/5877*, 29 juillet 1978.
441 *SWB/FE/5959*, 3 novembre 1978.
442 *SWB/FE/6705*, 23 avril 1981.

c'est la Chine qui gagne des parts de marché sur l'Inde. Les deux pays sont en compétition sur des produits comme le thé, le jute et les biens à base de jute, les tapis, les textiles, les vêtements, les tricots et la bonneterie, les outils de précision, les biens mécaniques légers ainsi que dans la construction.

La clause de la nation la plus favorisée a été accordée à la Chine par la CEE et les États-Unis et des concessions ont été accordées par le Japon. Cela a amélioré sa compétitivité vis-à-vis de l'Inde. La Chine a un autre avantage sur l'Inde : ses prix son fixés par le gouvernement et non régulés par le marché, ce qui fait que les exportations de la Chine croissent à un rythme largement supérieur à l'Inde (33% par an contre moins de 8% pour l'Inde).

De plus la Chine propose des prix plus bas, ses produits, d'une qualité supérieure, sont livrés sans délais. Elle emploie de meilleures techniques de marketing et recourt à une publicité agressive. Cela explique qu'elle gagne des parts de marché aux dépens de l'Inde. Elle devient par exemple le premier exportateur de thé sur le marché américain. Elle développe considérablement ses ventes de biens en jute, tels que des tapis aux motifs persans, au Japon, aux États-Unis et dans la CEE, jute qu'elle achète principalement au Bangladesh. Elle fait par la même occasion perdre des parts de marché à l'Inde. Elle fait perdre à l'Inde les marchés britanniques et allemands des outils à main et devient plus menaçante dans les autres domaines. L'Institut indien du commerce extérieur fait des propositions au gouvernement de Delhi pour que celui-ci négocie une forme de coopération avec la Chine pour éviter une rivalité commerciale trop marquée. Il est également question d'établir une commission permanente du commerce sino-indien.[443]

443 Mohan RAM, «Trade: Rivals in the market: China and India compete for exports to industrialised countries, with Peking gaining an edge» *FEER*, Vol. 113, No. 31, 24/30 juillet 1981, p. 41.

III. La détente en Asie du Sud

Après avoir vu l'amélioration globale des relations entre l'Inde et la Chine, au niveau diplomatique, économique, commercial, et culturel, nous allons traiter dans ce chapitre de l'effet concret de cette amélioration sur le terrain, c'est-à-dire dans les zones de contact entre les deux pays. Nous commencerons par le Bangladesh.

III.1 La stabilisation au Bangladesh

Prenant fait et cause pour le Bangladesh sur la question du barrage de Farakka, la Chine n'avait pas hésité à accuser l'Inde de voler l'eau du Gange. A partir de l'été 1976, elle reporte ses critiques sur l'Union soviétique et se contente de décrire la situation sans porter de jugement sur l'attitude de l'Inde, tout en soutenant le Bangladesh. Durant l'été 1976, un article soutient que le barrage de Farakka a été financé par l'Union soviétique et que les Soviétiques ont aidé secrètement les émeutes qui ont eu lieu à la frontière entre l'Inde et le Bangladesh.[444]

Au lieu d'accuser l'Inde, la Chine conseille désormais au Bangladesh de mieux utiliser l'eau à sa disposition, déclarant qu'il n'y a aucune raison de craindre les conséquences du barrage de Farakka. Elle dit en outre que le Bangladesh a assez de ressources en eau et que la solution réside dans la planification du stockage de l'eau et dans sa bonne distribution.[445]

Plus tard, un article du *Renmin Ribao* montre bien le changement de ton de Beijing: «*It is reported by Xinhua that Bangladesh once made contact with India on the issue of water allocation in Ganges River. Bangladesh put forward some reasonable suggestions to share the water in Ganges. However, both sides haven't reached any substantial results.»*[446]

La situation politique au Bangladesh en cette année 1976 est toujours défavorable à l'Inde qui est accusée d'abriter et d'entraîner des agents de déstabilisation parmi les plus fidèles partisans de l'ancien leader Mujibur Rahman. Le gouvernement de Zia-ur Rahman est assez populaire et les

444 «Soviet hand behind Farakka barrage», *Ta Kung Pao,* 8-14 juillet 1976
445 *SWB/FE/5300*, 1er septembre 1976.
446 «Bangladesh requests India to resolve the issue of the Ganges waters,» *Renmin Ribao*, 29 novembre 1976.

partis d'opposition se résument au JSD (parti socialiste national), à une minorité au sein de la ligue Awami, tous deux proches de l'Inde et à deux factions au sein du parti communiste, menées par Kamal Haider et le lieutenant-colonel Ziauddin proches de Moscou. D'autres partis de gauche sont très proches de la Chine. Il s'agit du *Bangladesh Sammobadi Dal,* de l'*United People's Party,* du *Bangladesh Communist Party (Marxist-Leninist)*. Ces partis prônent que la tâche principale de la nation est de développer un mouvement de résistance unifiée contre «*l'expansionnisme indien et l'hégémonisme poursuivi par le social impéralisme»*. Maulana Bhashani, l'un des principaux partisans de la lutte contre l'hégémonie indienne meurt le 17 novembre 1976 à 96 ans.[447] La situation politique intérieure n'est pas stable et le gouvernement bangladais vit en permanence dans la peur d'un nouveau coup d'État. Les élections, initialement prévues pour janvier 1977 sont ainsi reportées à décembre 1978 par peur d'une guerre civile.

En mai et juin 1976, deux délégations d'amitié bangladaises visitent Beijing. En janvier 1977, le leader du Bangladesh Zia-ur Rahman effectue une visite en Chine et rencontre le vice-premier Li Xiannian. La Chine prend cette visite au sérieux puisque c'est Hua Guofeng lui même qui accueille Rahman à l'aéroport. Cependant, il est clair que la Chine manœuvre prudemment au Bangladesh pour ne pas risquer de compromettre le rapprochement sino-indien. Elle préfère mettre l'accent sur le développement du commerce entre les deux pays que d'armer le Bangladesh jusqu'aux dents contre l'Inde, et la Chine et le Bangladesh signent un accord commercial. Elle lui vend bien quelques armes (des armes légères, quelques avions, des pièces de rechange), mais cela reste dans la limite du raisonnable du point de vue indien, l'escadron de MiGs donné autrefois par l'URSS ayant besoin de pièces de rechange après le refus soviétique de fournir ces pièces à cause de l'arrivée au pouvoir de Zia-ur Rahman. Au cours de cette visite, Celui-ci n'hésite pas à parler des divergences de vue sérieuses entre le Bangladesh et l'Inde. Les relations entre le Bangladesh et le Pakistan s'améliorent également sensiblement à partir de mai 1976. Un accord provisoire est finalement trouvé entre le Bangladesh et l'Inde en octobre 1977 sur le barrage de Farakka.[448]

En mars 1980, le Bangladesh signe avec la Chine un accord commercial de long-terme, pour cinq ans, chacun s'engageant à acheter à l'autre pour 250 millions de dollars de biens. La Chine est le premier pays avec lequel le Bangladesh signe un accord de ce type, un autre signe qui montre que le Bangladesh est plus proche de la Chine que de l'Inde, puisque dans le même temps, le Bangladesh et l'Inde ont du mal à honorer leurs accords commerciaux pour des raisons

447 MANIRUZZAMAN Talukder, «Bangladesh in 1976: struggle for survival as an independent state», *Asian Survey,* Vol. 17 No. 2, février 1977, pp. 191-200.
448 S. KAMALUDDIN, 'Bangladesh : the Great Ganges Dispute', *FEER*, Vol. 98, No. 40, 7 octobre 1977, p. 89.

«techniques».[449] En fait, les deux pays sont plutôt en compétition au niveau commercial car ils vendent et achètent les mêmes produits. Dans le cadre de sa politique générale d'ouverture au monde, la Chine augmente son commerce avec le Bangladesh de douze millions de dollars en 1976-77 à plus de 85 millions en 1979-80.

Au moment de l'intervention soviétique en Afghanistan, le Bangladesh hésite sur la position à adopter, Zia-ur Rahman décrit l'intervention comme l'agression d'une nation forte contre une nation faible mais son gouvernement garde le contact avec le régime de Kaboul, allant ainsi contre la résolution de la Conférence islamique d'Islamabad de février 1980 et contre l'opinion de la majorité des membres de son propre parti. La ligue Awami défend la politique de Moscou. Le PCB (Parti Communiste du Bangladesh) en appelle à une révolution de type afghane au Bangladesh. Le Sayabadi Dal (parti communiste prochinois) demande l'adoption d'une position claire contre le régime de Karmal et contre l'intervention soviétique. D'une manière générale, l'intervention soviétique pousse le Bangladesh un peu plus du côté chinois, tandis que la politique plus neutre de l'Inde lui fait conserver une position raisonnable au Bangladesh.[450] En juillet 1980, Zia-ur Rahman, en visite à Beijing, appelle au retrait immédiat des troupes soviétiques d'Afghanistan et des troupes vietnamiennes du Cambodge. Hua Guofeng de son côté note la menace sérieuse que font peser l' «*expansion et l'agression frénétique des grands et petits hégémonistes»* et déclare que la Chine et le Bangladesh partagent des vues identiques sur la plupart des grandes questions internationales.[451]

En janvier 1981, une délégation militaire bangladaise effectue une visite à Beijing. Le chef de la délégation exprime l'espoir de renforcer la coopération et l'amitié entre les peuples et les forces armées des deux pays.[452] En juin 1981, le Premier chinois Zhao Ziyang arrive à Dacca pour une visite officielle et exprime ses condoléances pour la mort tragique de Zia-ur Rahman. Le leader du Bangladesh avait en effet été assassiné le 30 mai 1981 à Chittagong par un groupe d'officiers de l'armée. Il réaffirme que la Chine continuera de renforcer sa coopération et ses relations amicales avec le Bangladesh.[453] Il y a donc peu d'évolution au Bangladesh durant la période 1976-1981.

449 S. KAMALUDDIN, 'Economic Relations: Barter opens the trade door: Bangladesh signs a breakthrough long-term trade agreement with China and shipping links help boost exchanges further', *FEER* Vol. 107, No. 13, 28 mars 1980, p. 46.

450 S. KAMALUDDIN, 'Bangladesh: Profiting by appeasement: Moscow pressures Dacca into unfavourable equipment sale deals but China may benefit', *Far Eastern Economic Review* Vol. 107, No. 11, 14 mars 1980, p. 36.

451 *SWB/FE/6478*, 23 juillet 1980.

452 *SWB/FE/6633*, 27 janvier 1981.

453 *SWB/FE/6744*, 9 juin 1981.

III.2 L'apaisement des tensions dans l'Himalaya

III.2.1 Le Népal

La fin du strict alignement indien sur Moscou permet également de diminuer les tensions entre la Chine et l'Inde dans l'Himalaya.

Nous avions laissé le Népal jouant de la rivalité sino-indienne et penchant du côté chinois. Cela ne change pas durant les années 1976-81. La Chine profite de l'apathie indienne pour développer ses relations économiques avec le Népal. En septembre 1976, la Chine accorde un prêt gratuit au Népal pour qu'il termine le projet d'irrigation et de réservoir d'eau de Pokhara et s'engage à fournir des matériaux et de l'équipement de construction ainsi que des ingénieurs et du personnel technique. La Chine s'engage à construire les projets hydrauliques des rivières Seti et Gandak. Ces projets visent à alimenter en eau 1200 hectares de terre autour de la région stratégique de Pokhara. L'objectif chinois est aussi de réduire l'influence indienne dans la région, où habitent de nombreux Gurkhas retraités de l'armée indienne, en y favorisant le développement économique.

La Chine s'engage également à construire l'autoroute Pokhara-Surkhet (Birendranagar). Fin janvier 1979, des techniciens chinois commencent une étude pour la construction de cette autoroute de quatre-cents kilomètres, qui constitue par sa valeur à cette date le projet chinois à l'étranger le plus important après le projet de chemin de fer en Tanzanie. Des experts indiens dans le domaine de la défense réagissent en se disant préoccupés par la propension chinoise à construire des routes stratégiques tout autour de l'Inde.[454] Car dans le même temps, la Chine construit ou améliore des routes de communication avec le Pakistan. Elle profite de la mauvaise qualité des travaux indiens au Népal : le barrage de Parthiv achevé en 1962 s'écroule en 1976 et le Népal préfère négocier avec la Chine pour sa reconstruction, mais celle-ci refuse pour ne pas provoquer l'Inde. La Chine est le deuxième fournisseur d'aide après les États-Unis et devant l'Inde pour l'année 1976.[455] Lors de l'année 1976-77, l'aide chinoise au Népal atteindra un sommet historique à 106 millions de roupies indiennes, égalant presque l'aide indienne (117 millions) cette année là.

L'arrivée au pouvoir du parti *Janata* modifie sensiblement la situation. En effet, celui-ci est plus enclin à écouter le Népal et à faire le nécessaire pour améliorer les relations bilatérales. Le 16

454 *SWB/FE/6032*, 2 février 1979.
455 Kedar Man SINGH, «Nepal :As deep as the ocean», *Far Eastern Economic Review*, Vol. 94, No. 40, 1er octobre 1976, p. 77.

juillet 1977, Vajpayee effectue une visite à Kathmandou et les deux pays discutent de la 'zone de paix' népalaise et d'un accès illimité à la mer pour le Népal. Vajpayee déclare à la sortie de l'entretien que l'Inde prendrait en considération la proposition de 'zone de paix', déclarant qu'il n'était *a priori* ni pour, ni contre. Il ajoute que l'Inde souhaite qu'il existe une zone de paix dans toute l'Asie du Sud et que l'Inde n'était pas prête à rejoindre une alliance militaire ou une superpuissance.[456] Il précise à un journaliste de la *Far Eastern Economic Review* sa vision de la zone de paix népalaise en octobre:

Question: What exactly does Nepal mean by saying it should be a zone of peace? And why can't India say: «All right you be a zone of peace»?

«The concept is not very clear and hence our difficulty in endorsing it. We want the entire Subcontinent to be an area of peace. We have offered to enter into a nowar pact with Pakistan, which has been renewed by the present Government. Our efforts to normalise relations with Bangladesh are well known. We have a treaty of friendship with Nepal signed in 1950 which inter alia states that there shall be perpetual peace between the two countries. We believe peace, which is fundamental to human economic development, is also indivisible and all our energies are directed towards achieving this goal.»[457]

Rien n'est donc réglé, mais la nouvelle attitude de l'Inde plaît au Népal.

En septembre 1977, un nouveau Premier ministre arrive au pouvoir au Népal, Kirti Nidhi Bista, plus indophile que son prédécesseur. Le 25 septembre, il déclare : «*India is contributing to the maintenance of peace and stability in South Asia by adopting a healthy and positive attitude of non-interference in the internal affairs of neighbouring countries and creating an atmosphere of mutual trust among the nations of the region'*. Il dit également: *'The people of Nepal are encouraged by the positive attitude of the Janata government as it will contribute to peace in the whole of South and South-East Asia»*[458]

Il invite le Premier ministre Desai à effectuer une visite au Népal. Celui-ci, accompagné de Vajpayee, répond à l'invitation en décembre. Les deux pays s'accordent sur le besoin urgent de renforcer leur coopération économique sur la base de l'égalité et du bénéfice mutuel, en particulier en développant des projets sur les rivières communes, comme celles de Karnali, Mahakali, Rapti et

456 *Renmin Ribao*, 21 juillet 1977.
457 «Foreign policy: India's hand of friendship», *FEER*, Vol. 98, No. 40, 7 octobre 1977.
458 *The Times of India*, 27 septembre 1977.

Trisuli, et la centrale de Devighat. Desai obtient du Népal que le renouvellement du traité de 1971 et le droit de transit des produits népalais à travers le territoire indien soient considérées comme deux questions séparées. Les deux pays se disent déterminés à conserver leur politique de non-alignement et de coexistence pacifique. Ils réaffirment leur attachement aux *Panch Sheela*, et notamment au principe de non-interférence dans les affaires de l'autre.

En février 1978, Deng Xiaoping effectue une visite de quatre jours au Népal.[459] Il décrit le peuple népalais comme industrieux, vaillant avec une glorieuse tradition anti-impérialiste et anticolonialiste. Deng déclare qu'il soutient la proposition de Birendra de déclarer le Népal une zone de paix, la proposition du Pakistan de faire de l'Asie du Sud une zone exempte d'armes nucléaires et la proposition sri-lankaise de faire de l'océan Indien une zone de paix (L'Inde pour sa part est favorable à la zone de paix dans l'océan Indien, mais hostile au projet pakistanais de zone exempte d'armes nucléaires, sauf si la Chine est incluse dans cette zone). Les deux pays discutent également de la possibilité pour la Chine de construire de nouvelles routes et des fermes de montagne.[460] En septembre 1978, la Chine et le Népal signent un accord permettant aux avions népalais de faire escale à Beijing et Shanghai sur la route de Tokyo et Hong Kong (où le Népal fournit un contingent de Gurkhas aux Britanniques).[461]

Même si le Népal joue sur la rivalité sino-indienne, il souhaite voir un rapprochement entre les deux pays. Cela réduirait les tensions dans la zone, y compris au Népal. En juin 1978, le Népal se déclare prêt à devenir un intermédiaire entre l'Inde et la Chine et à accueillir toute rencontre entre les deux pays. C'est Subramaniam Swamy, qui visite le Népal et s'entretient avec le roi Birendra, qui dévoile cette information.[462] Cette initiative n'aboutit pas car l'Inde dit ne pas avoir besoin d'intermédiaires pour discuter avec la Chine.

En septembre 1979, le roi Birendra confie aux dirigeants indiens son inquiétude concernant les rumeurs d'activités soviétiques dans le sous-continent et particulièrement dans son pays. Il déclare que tant que rien ne sera fait pour arrêter ces interférences soviétiques, la Chine ne sera pas tranquille et que son royaume pourrait devenir un foyer de tensions internationales et d'intrigues. Il déclare que les mesures prises au Népal par la Chine pour contrer cette activité soviétique

459 *Statesman*, 3 février 1978.
460 *Hindustan Times*, 4 février 1978.
461 Kedar Man SINGH, «Aviation: Nepal succeeds in wooing China: A new agreement allows flights over the Himalayas via Peking and Shanghai», *Far Eastern Economic Review,* Vol. 101, No. 38, 22 septembre 1978.
462 *Hindustan Times*, 14 juin 1978.

pourraient constituer une source d'anxiété pour l'Inde.[463]

Le 20 novembre 1979, après dix-huit mois de négociations, le Népal et la Chine trouvent un accord frontalier. La Chine souhaitait signer rapidement l'accord pour répondre aux critiques de Moscou et Hanoï sur sa politique étrangère agressive. Huang Hua signe à Kathmandou avec le ministre népalais des Affaires étrangères K. B. Shahi un accord décrit comme scientifique et correct. Des cartes au 1/50 000è sont dressées pour remplacer les cartes au 1/200 000è. La nouvelle frontière reprend l'ancienne mais les délimitations sont beaucoup plus précises. La Chine avait auparavant également réglé le problème frontalier avec la Birmanie. Huang Hua déclare à l'occasion du dîner en l'honneur de l'accord frontalier: *"We will continue to maintain and develop friendly relations of cooperation with all countries on the basis of the five principles of peaceful coexistence, and support the just cause of the people of all countries in safeguarding their national independence and sovereignty, opposing foreign interference, domination and hegemonism and defending world peace."*[464] Deux endroits de la frontière restent cependant en litige, il s'agit de la jonction entre le Népal, le Sikkim et le Bhoutan et de la zone Kalapani-Tinker car les deux pays attendent le résultat des discussions sino-indiennes. L'Inde avait amicalement accepté le survol aérien par la Chine du Sikkim entre le Népal et la Chine pour aider les deux pays dans leur démarche.[465]



La signature du protocole frontalier sino-népalais, le 20 novembre 1979

463 *Statesman*, 22 septembre 1979.
464 Kedar Man SINGH, «Nepal: A precedent for border peace: A friendly agreement between Nepal and China should provide an example for other negotiations», *Far Eastern Economic Review*, Vol. 106, No. 50, 14 décembre 1979.
465 *Hindustan Times*, 8 février 1979.

Le 21 février 1980, selon *The Times of India*, Indira Gandhi de retour au pouvoir déclare «*China had occupied large chunks of territories of India, Bhutan, Nepal and Burma»* et que cela pose un danger à la frontière indienne. Le *Renmin Ribao* du 1er mars exprime «sa surprise et son regret» et dit que ces allégations sont de la «pure invention».[466] Le fait que de larges parties du Népal ont été occupées par la Chine est démenti par un porte-parole du ministère des Affaires étrangères népalais.[467]

Avec l'occupation soviétique de l'Afghanistan, le Népal pousse une nouvelle fois son idée de zone de paix au cours de l'année 1981. La question est une première fois abordée avec Narasimha Rao fin novembre 1981 puis une nouvelle fois début décembre avec le président Reddy. Rao déclare que l'Inde n'est pas contre mais souhaite plus d'explications. La Chine y tient car cela la mettrait sur un pied d'égalité avec l'Inde, en cassant la relation spéciale du Népal avec l'Inde. Celle-ci, qui a défendu la zone de paix, se sent donc prise à son propre piège. En proposant une zone de paix, l'Inde veut éliminer les Grands de l'Asie du Sud et de l'océan Indien. En proposant de faire du Népal une zone de paix, la Chine entend y éliminer le rôle prépondérant de l'Inde**.** La proposition insinue que l'Inde est un voisin qui pourrait menacer la sécurité du Népal et remet en question la vision que la sécurité de l'Inde vis-à-vis de la Chine ne s'arrête pas à la frontière indo-népalaise. La relative neutralité de l'Inde vis-à-vis de l'occupation soviétique de l'Afghanistan soulève des suspicions à Kathmandou ouvertement exprimées.[468]

III.2.2 Le Bhoutan et le Sikkim

En 1979, les relations entre l'Inde et le Bhoutan se dégradent. Le Bhoutan adopte en effet une attitude beaucoup plus indépendante vis-à-vis de l'Inde, pensant que l'amélioration des relations sino-indiennes lui permet de développer ses relations avec la Chine. Quelques membres de l'Assemblée nationale du Bhoutan réclament ainsi des liens plus forts avec la Chine, même si tous veulent conserver la relation spéciale avec l'Inde. Le ministre des Affaires étrangères du Bhoutan Dawa Tsering déclare ainsi : «*As we see it for Bhutan, geopolitically placed as we are, we have to look south. There is no other way out of it. In terms of economic development and trade, for instance, I think we will get very much more from India than from Tibet.»*[469]

466 «China's occupation of Indian territory: People's Daily's denial», *SWB/FE/6360*, 3 mars 1980.
467 *Renmin Ribao,* 1er mars 1980.
468 Mohan RAM, «Neighbours, keep out: The Soviet occupation of Afghanistan prompts Nepal to push its peace zone plan -- and while China cheers, India demurs», *Far Eastern Economic Review*, Vol. 114, No. 52, 18/24 décembre 1981.
469 *The Times of India*, 5 novembre 1979.

Lors du sommet des non-alignés de la Havane, le Bhoutan s'oppose à la position indienne sur le Cambodge qui vise à laisser son siège vacant et soutient la position prise par les pays de l'ASEAN et la Yougoslavie qui proposent de donner le fauteuil au régime de Pol Pot. Le Bhoutan bascule donc dans le camp chinois sur cette question. De plus, le roi du Bhoutan déclare à la sortie du sommet à des journalistes indiens que le traité de 1949 doit être mis à jour dans l'intérêt des deux pays pour qu'il n'y ait plus de place pour des interprétations vagues. Le Bhoutan est en effet souverain mais contraint par le traité de demander des 'conseils' à l'Inde sur sa politique étrangère. Le roi déclare cependant ne pas vouloir resserrer ses relations avec la Chine et compromettre ses liens traditionnels avec l'Inde. En clair, il ne recherche pas des relations commerciales et diplomatiques directes avec la Chine. Il dit cependant que les incursions tibétaines récentes dans son pays soulignent le besoin de discussions directes avec Pékin concernant la question frontalière.[470]

Durant l'année 1979, dans le contexte des fortes tensions sino-soviétiques, la Chine, cherche à normaliser autant que possible toute sa ceinture himalayenne et donc ses frontières avec le Népal, le Bhoutan et l'Inde. Nous l'avons vu elle cherche à inciter les Tibétains exilés à rentrer au pays. Cela concerne également les Tibétains du Bhoutan. La Chine souhaite aussi régler une fois pour toute le problème frontalier avec le Bhoutan pour diminuer les foyers de tensions pouvant être exploités par l'URSS, qui se montre alors particulièrement active dans ce secteur. Le Bhoutan est alors confronté à une augmentation des incursions de paysans tibétains menant des troupeaux à la recherche de pâturages, traditionnelle durant l'été et réciproque. Le Bhoutan respecte le traité de 1949 et fait d'abord part à l'Inde du problème avant de l'évoquer directement avec la Chine. Le gouvernement indien discute également de cette question avec la Chine ce qui permet de ne pas envenimer la situation. Le Bhoutan commence alors un travail de collecte d'informations en vue de préparer les discussions avec la Chine sur leur frontière et souhaite associer l'Inde à sa démarche comme le veut le traité de 1949. Le pouvoir bhoutanais est divisé sur cette question. Dawa Tsering déclare ainsi : «*The stage has not yet come to discuss the border issue with China'* et ajoute: *'there is no dispute as we are concerned. It is only undemarcated.»* Le roi du Bhoutan de son côté dit: «*We cannot afford to keep a border undemarcated. When we have a large neighbour it is not in the interest of small Bhutan to leave the border undemarcated. It is dangerous for security.»* [471]

470 Mohan RAM, «Foreign Relations : Bhutan goes it alone : A Himalayan state shows signs of cutting loose from Indian influence on its foreign policy» dans *FEER*, Vol. 105, No. 38, 21 septembre 1979, p. 27.
471 Voir les communiqués de presse de *Press Trust of India*.

L'URSS fait tout pour dresser l'Inde contre la Chine sur la question du Bhoutan. Elle insinue qu'après le Népal, c'est le Bhoutan qui va s'éloigner de la sphère indienne au profit de la Chine.[472]

Un article du *Times of India* décrit par exemple les incursions armées de la Chine au Bhoutan à partir de la vallée de Chumbi, le territoire étroit situé entre le Népal et le Bhoutan, qui menacent ainsi les communications entre l'Assam et le reste de l'Inde.[473] La Chine répond aussitôt en disant que la frontière sino-bhoutanaise a toujours été tranquille et qu'aucun des deux pays n'a jusqu'à présent demandé une stricte démarcation.[474] Le ministère des Affaires étrangères chinois décrit l'article comme «*a sheer fabrication which has obvious ulterior motives»*[475]*,* voulant sans doute ainsi dire que des journalistes indiens étaient peut-être payés par les Soviétiques ou par des lobbies antichinois pour rapporter de fausses informations dans le but de brouiller la Chine et l'Inde. Le roi du Bhoutan de son côté déclare que la presse a exagéré l'évènement et ajoute «*there has been no large-scale influx on the border this year. Every year there are some activities on the border.»* D'autres informations de ce type seront publiées dans la presse indienne puis démenties par les gouvernements indien et chinois. Kossyguine semble beaucoup s'intéresser à ces incursions de paysans tibétains au point d'en parler au ministre indien Mishra. Celui-ci déclare que les incursions de paysans pour le pacage des troupeaux sont une tradition et que la seule différence est que les paysans tibétains ont pénétré plus profondément que les années précédentes. L'Inde et le Bhoutan ont certes adressé une protestation à la Chine, mais on est loin d'une situation de crise.[476]

Concernant le Sikkim, rapprochement oblige, la Chine n'en parle plus, Deng Xiaoping se contentera de répondre à la question d'un journaliste indien en 1980 sur son attitude vis-à-vis de ce problème: «*We are opposed to the elimination of one sovereign State by another country. But we are not in a position to raise this question now.»* La Chine semble garder ce problème de côté comme monnaie d'échange lorsque la question frontalière sera enfin abordée sérieusement.

472 Mohan RAM, «Bhutan: Edging towards an argument: Bhutan's wish to hold border settlement talks with China is worrying policy-makers in India and the Soviet Union», *FEER,* Vol. 106, No. 44, 2 novembre 1979.
473 Voir l'article dans les Annexes, document 14.
474 *Indian Express*, 11 septembre 1979.
475 *Ta Kung Pao*, No. 690, 13 septembre 1979.
476 *Indian Express*, 19 septembre 1979.

III.3 La Chine, l'Inde et le Pakistan

Trois questions principales vont se poser concernant les relations trilatérales entre 1977 et 1981. La première concerne l'amélioration des relations entre l'Inde et le Pakistan, la seconde la construction de l'autoroute de Karakoram reliant le Pakistan à la Chine via le Cachemire et la troisième concerne l'attitude ambiguë de la Chine sur la question du Cachemire.

III.3.1 L'amélioration des relations indo-pakistanaises est saluée par la Chine

Progressivement, les relations reprennent entre l'Inde et le Pakistan. Comme pour les relations sino-indiennes, l'année décisive s'avère être 1976, lorsque les deux pays reprennent leurs relations diplomatiques, commerciales et rouvrent les lignes aériennes, ferroviaires et les routes entre eux. L'arrivée du gouvernement *Janata* améliore encore la situation. Dans un discours à la *Rajya Sabha*, le 4 avril 1977, le ministre des Affaires extérieures Atal Bihari Vajpayee s'explique sur les objectifs du nouveau gouvernement indien, malgré le contexte des fournitures d'armes par les États-Unis au Pakistan:

«*As the House is aware, India has normalised its relations with Pakistan and seeks to explore the possibilities of increasing beneficial cooperation between the countries of this region in order to make our subcontinent free from tensions ans a region of stability. This, we believe, is in the wider interests of peace in Asia and should be welcomed both by positive encouragement and restraint by the powers who have expressed their satisfaction at these trends.*»[477]

Peu après cette intervention, par geste de bonne volonté, l'Inde libère 123 détenus de nationalité pakistanaise.[478] Lors du coup d'état de juillet 1977, l'Inde affiche sa neutralité et déclare que c'est un problème intérieur pakistanais. Du 6 au 8 février 1978, Vajpayee effectue une visite d'amitié au Pakistan au cours de laquelle il affiche sa volonté d'avoir des relations avec le Pakistan sur la base des Cinq principes de la coexistence pacifique, il rencontre à cette occasion Zia-ul Haq, le nouveau leader pakistanais. Les deux pays signent également un accord sur le barrage de Salal le 14 avril 1978 qui empoisonnait leurs relations. En juin 1979, l'Inde soutient le Pakistan dans sa

477 «A. B. Vajpayee's Statement on the Reported Decision of the U.S. Government to Sell Arms to Pakistan», *Indian Foreign Policy, a documentary study of India's foreign policy since the installation of the Janata Government on 24 March 1977*, édité par S. C. Gangal, Young Asia Publications, New Delhi, 1980, p. 292.
478 *Idem*, p. 293.

volonté de rejoindre le mouvement des non-alignés.[479]

Ces changements sont salués par la Chine. Le *Renmin Ribao* dit en évoquant l'accord sur le barrage de Salal:

«*The improvement of the relationships between Pakistan and India is good for the cooperation in the South Asian area, as well as for the safeguard of independence, sovereignty and security. This agreement also shows that the peoples in South Asia not only hope to manage their relationships by themselves but also that they possess such ability. The affairs of South Asian countries should be solved by them. When one friend talked about the agreement, he said with feelings that the dispute between Pakistan and India is not hard to solve only if without the interference of the superpowers*.» [480]

III.3.2 Le problème de l'autoroute de Karakoram.

Le 29 juin 1977, un député de la *Lok Sabha* soulève la question de la construction par la Chine d'une route longue de 790 kilomètres reliant le nord-ouest du Pakistan au Xinjiang.[481] Nous avions vu dans notre première partie que cette question est récurrente.

The Hindu du 24 juin indique en effet que six-mille ouvriers chinois s'activent à la construction. Le 30 juin, le secrétaire aux Affaires étrangères Jagat Mehta convoque l'ambassadeur chinois Chen Zhaoyuan et le chargé d'affaires pakistanais Shahid Amin et leur fait part de la position de l'Inde sur cette question.[482]



Jagat Mehta

479 *Renmin Ribao,* 7 juin 1979.
480 «Another step to improve Indo-Pakistani relations», *Renmin Ribao,* 23 avril 1978.
481 *Lok Sabha Debates*, «D.G. Ministry of External Affairs», 29 juin 1977.
482 *SWB/FE/5832*, 30 juin 1978.

La question est cependant laissée de côté jusqu'à ce que Vajpayee fasse une déclaration devant la *Lok Sabha* le 21 juillet 1978, un mois environ après l'inauguration de la route par Zia-ul-Haq et le vice-premier chinois Geng Biao. A cette occasion, Zia insiste sur l'intérêt commercial de la route.[483] Vajpayee explique que la construction de cette route a été décidée en 1963. L'Inde fut informée de ce projet en 1969 et émit une protestation mais la Chine refusa de répondre aux protestations indiennes. L'autoroute est devenue opérationnelle le 18 juin 1978. [484] Vajpayee termine son exposé par:

«Apart from the illegality of the construction of this Highway, this development also has serious implications for this region. While we are fully alive to these implications I would like to express the hope that our neighbours, with whom we are trying to normalise our relations, would see to it that this communication link is not used in a manner that runs counter to the search for good neighbourliness and stability in this area.»

Au cours du débat houleux qui suit la déclaration de Vajpayee, l'opposition du Congrès lui reproche d'avoir attendu dix jours avant de déposer une protestation. Le député du Congrès Sri Vasant Sathe déclare : «*I find that while he is living in this happy illusion of improving relations, there is a systematic erosion of our interests, our national interests, with our neighbours. Any person who has the slightest vestige of patriotism left in his veins will feel shocked at this in road into Indian territory. (...)»*[485] Le parti du Congrès reproche aussi au gouvernement *Janata* de vouloir céder une partie du territoire indien en s'appuyant sur un article de David Binder, le correspondant spécial du *New York Times* qui écrit : «*Prime Minister, Morarji Desai of India, indicated in an interview broadcast today, that his Government was prepared to accept Chinese seizure of 14,000 sq. miles of disputed territory between 1957 and 1962 and to acknowledge the present boundaries formally to normalize relations with China*.»[486] Vajpayee rejette l'accusation, déclarant que le journaliste américain s'est permis une interprétation personnelle et tout à fait erronée des propos de Desai, qui a déclaré que si l'Inde n'avait pas l'intention de faire de cette question un *casus belli*, elle maintenait ses revendications sur les territoires occupés. Le troisième point soulevé par le parti du Congrès est le risque de céder sur des questions fondamentales au nom de la normalisation, le député indiquant qu'il y avait une forte pression de la «triple alliance» sino-pakistano-américaine sur le Cachemire. Sur ce débat, Vajpayee est mis en difficulté par les arguments de l'opposition.

483 *SWB/FE/5843*, 20 juin 1978.
484 Pour la déclaration complète de Vajpayee, voir les annexes.
485 *Lok Sabha Debates*, 'Construction of Karakoram Highway (CA)', 21 juillet 1978.
486 *ibid.*

Le 18 août, le ministre d'État à la Défense Sher Singh déclare à la *Rajya Sabha* que la construction de l'autoroute donnait un avantage tactique au Pakistan et à la Chine.[487] En mai 1979, on apprend que la Chine et le Pakistan se sont entendus pour construire une route 'jumelle' de l'autoroute de Karakoram au Cachemire et que trente-mille ouvriers chinois sont déjà au travail. Le journal *Patriot* déclare à ce propos : «*The Chinese role in the subcontinent remains, behind diplomatic smiles, basically the same as in the past. In this the recent visit to Dacca by a high-power Chinese military team is significant. The person heading the delegation is no less a figure than Beijing's Chief of Army Staff. The reality is that, as before, China is trying to fish in troubled waters, attempting to rouse suspicion against India among our neighbours and striving to foment tension in the subcontinent. Informed sources feel that India cannot any longer ignore the ominous signs.»*[488]

En décembre, c'est au tour du *Times of India* de s'inquiéter de la possible utilisation à des fins militaires de la route. Li Xiannian déclare en effet que l'autoroute du Karakoram «*will allow us to give military aid to Pakistan»* mais rejette les inquiétudes indiennes de menace militaire sino-pakistanaise. Pour la Chine, cet axe remplace l'ancienne route de la soie utilisée exclusivement dans un but culturel et commercial. Elle fournit également à la Chine un accès terrestre à la mer d'Arabie à travers le Pakistan en cas de blocus naval soviétique de la côte chinoise et permet de fournir rapidement au Pakistan de l'armement si nécessaire.[489] En mars 1981, le Pakistan et la Chine entreprennent de relier l'autoroute de Karakoram aux lignes avancées de la partie du Jammu et Cachemire sous contrôle pakistanais, par Azad Pattan, dans le Cachemire, les autres sites concernés sont Hazara, Dara-Haipeer et Muzzafarabad. Le Pakistan avait également construit un réseau de routes connectant Hairaj dans le Poonch à Muzzafarabad, en passant par Rawalakot, Hari Gel, Bagh, Chikar Uhas, Gari et Gora. La base de Haira est également connectée avec Bandigapalpur puis à Haipeer via Dumgala. Haipeer est également reliée par la nouvelle route à la ligne de contrôle faisant face à Poonch via Aliaba, Chikri et Kahutr.[490]

En 1981, le général O. P. Malhotra, chef d'état-major de l'armée indienne, déclare que la Chine serait un facteur important en cas d'hostilité ou de guerre entre l'Inde et le Pakistan et que le gouvernement et les forces armées indiennes devaient prendre note des activités chinoises aux frontières. Il concède que l'autoroute de Karakoram constitue une menace sur le Ladakh et que

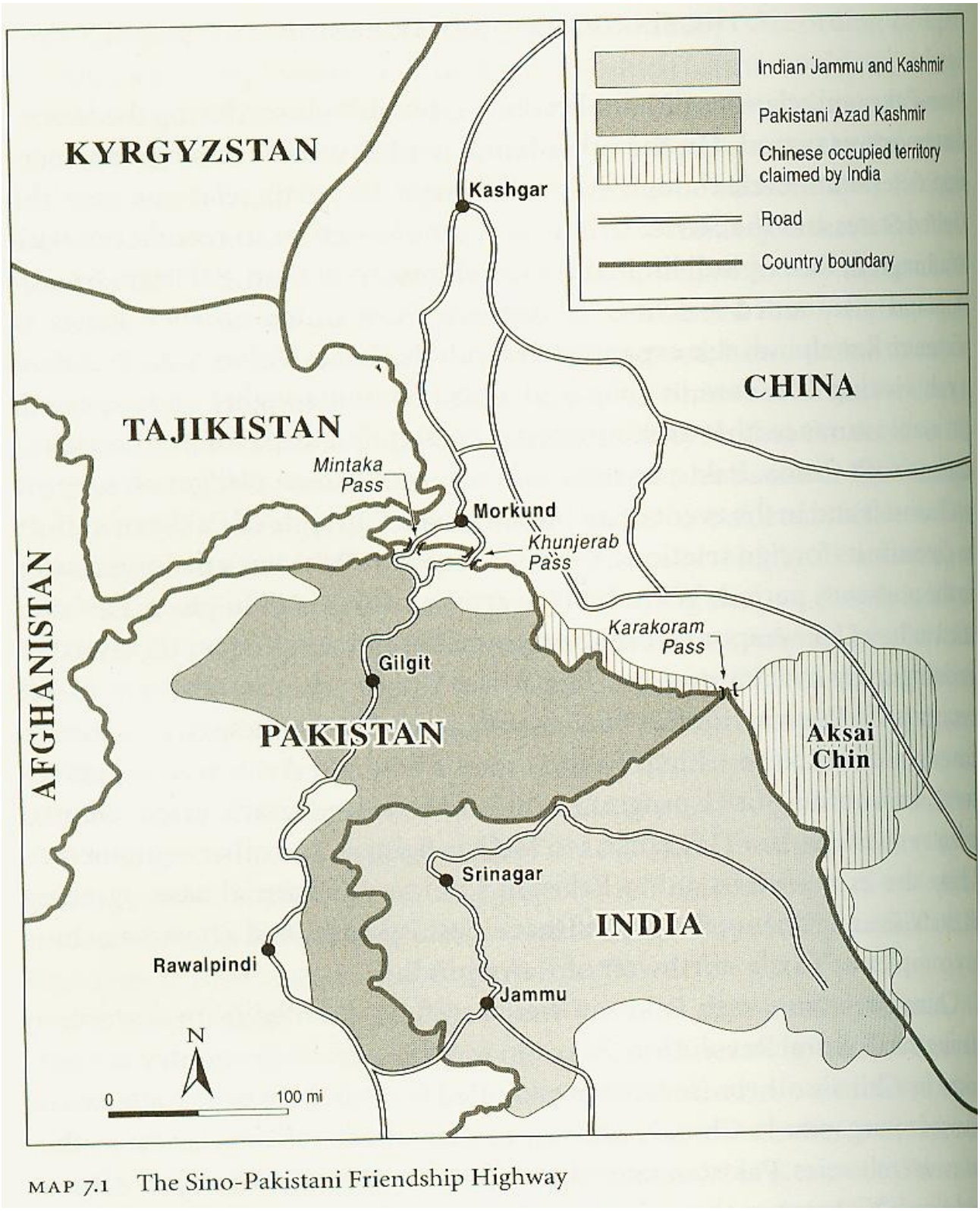
487 *The Times of India*, 18 août 1978.
488 *Patriot*, 1er mai 1979.
489 *Hindustan Times*, 5 décembre 1979. La Chine dément bien entendu la portée militaire de l'autoroute.
490 *Patriot*, 23 mars 1981.

l'autoroute a encouragé la Chine à renforcer son emprise sur le Pakistan. Il déclare que l'Inde a un total de vingt-neuf divisions et qu'il en faut au moins dix à douze pour égaler les forces chinoises entre le nord du Ladakh et Tirup au nord-est. Il dit que la Chine a déployé dix à quinze compagnies supplémentaires spécialisées dans le combat en milieu montagneux au nord et nord-ouest de Leh, au Ladakh.[491]



Carte 11: le Cachemire

491 *Amrita Bazar Patrika*, 14 mai 1981.



Carte 12: l'autoroute de l'amitié sino-pakistanaise.[492]

492 Carte tirée de *Garver*, op. cit., p 206.

III.3.3 L'évolution de la position chinoise sur le Cachemire

Dans le contexte du rapprochement sino-indien, et de meilleures relations entre l'Inde et le Pakistan, la Chine modifie légèrement sa position sur le Cachemire. Ce changement a lieu au moment de la visite de Zia-ul-Haq à Beijing. Deng déclare à cette occasion que la Chine soutient les efforts pakistanais concernant le Cachemire. Cette rhétorique diffère de l'attitude traditionnelle de la Chine qui consistait à soutenir les efforts du peuple du Cachemire pour obtenir le droit à l'autodétermination. L'*Indian Express* interprète ce changement comme l'indication que la Chine ne souhaite plus s'ingérer dans les relations indo-pakistanaises et dans le problème du Cachemire.[493] Mais cet espoir est de courte durée et en juin 1978, à l'occasion de l'inauguration de la route du Karakoram, Geng Biao exprime l'attitude de la Chine vis-à-vis du Pakistan et du Cachemire : «*the Chinese Government and people will, as always, resolutely support the South Asian countries in their just struggles to defend national independence and sovereignty against foreign aggression and interference. They firmly support the Pakistan Government's proposal for making South Asia a nuclear-free zone as well as its efforts for the self-determination of the people of Jammu and Kashmir.*» [494]



Li Xiannian

En janvier 1979, le vice-premier Li Xiannian réitère le soutien de la Chine au droit à l'auto-détermination du peuple cachemiri et à la reconnaissance de l'Asie du Sud comme zone exempte d'armes nucléaires. La Chine réitère aussi son soutien à l'Asie du Sud comme espace non

493 *Indian Express*, 29 décembre 1977.
494 *SWB/FE/5844*, 21 juin 1978.

nucléarisé.[495] Cependant, en 1980, interrogé sur la question, Deng Xiaoping déclare prudemment : «*I am sorry I do not have time to explain our position on this question. We think this is a question only between India and Pakistan. This should not come in the way of our relations*.» L'attitude de la Chine est donc des plus ambiguës, et deux interprétations sont possibles. Soit la Chine veut brouiller les pistes pour satisfaire à la fois l'Inde et le Pakistan et se donner la possibilité de décider de son attitude selon les circonstances, soit le pouvoir chinois est divisé sur cette question. Nous avons vu dans notre chapitre sur la politique intérieure chinoise qu'il y a toujours une opposition à Deng dans les milieux gauchistes et dans l'armée à cause de ses réformes.

III.4 La Chine, l'Inde et le Tibet

III.4.1 Le litige entre le dalaï-lama et la Chine

Au Tibet, la situation évolue. Le 25 février 1978, le panchen-lama est libéré après quatorze ans passés dans la prison de Qin Cheng, à proximité de Beijing. D'autres actions sont menées par le gouvernement chinois pour se réconcilier avec le peuple tibétain.

En juin 1978, le dalaï-lama se dit prêt à accepter le Tibet comme partie intégrante de la Chine si l'on peut lui fournir la preuve indiscutable qu'au moins 75% des Tibétains vivant au Tibet acceptent le pouvoir chinois sans aucune réserve. Il ajoute qu'il est prêt à retourner au Tibet lorsqu'il sera clair que les Tibétains vivent heureux et satisfaits avec le pouvoir chinois, mais qu'en l'état actuel, ils vivent dans des conditions inhumaines. Il affirme que les Tibétains ne sont ni antirévolutionnaires, ni anticommunistes. Ils ne sont hostiles ni aux réformes ni même à la Chine. Ce qu'ils ne supportent pas, c'est l'attitude chinoise à leur égard. Si les six millions de Tibétains vivent de manière arriérée, ajoute-t-il, ils ont cependant le droit de vivre et d'être traités comme des êtres humains.[496] Le dalaï-lama juge que l'approche libérale de la Chine vis-à-vis du Tibet depuis la fin de la Révolution culturelle va dans la bonne direction mais craint que ce processus ne soit pas irréversible et qu'un jour, la Chine reprenne ses persécutions. Il dit également que si beaucoup laisse encore à désirer au Tibet, les dirigeants chinois sont devenus plus réalistes, humains et raisonnables.

Deng Xiaoping souhaite également tourner la page tibétaine. Le 3 décembre 1978, il rencontre le frère aîné du dalaï-lama, Gyalo Thondup à Beijing et fait une offre en trois points:

495 *The Times of India*, 23 janvier 1979.
496 *Hindustan Times,* 20 juin 1978.

«*The basic question is whether Tibet is part of China or not. This should be kept as the criteria for testing the truth. So long as it is not accepted that Tibet is an integral part of China, ther is nothing to talk about.»* Le second point de Deng est qu'il permet au dalaï-lama d'envoyer des délégations au Tibet pour se rendre compte de la situation réelle. Troisième point: il accepte la suggestion tibétaine que cinquante enseignants entraînés en Inde puissent travailler dans différentes parties du Tibet. De plus, quelques jours plus tard, le panchen-lama, Erdeni Chuji Geltsen, la seconde personnalité tibétaine, rallié à Beijing, en appelle une nouvelle fois au dalaï-lama pour que les exilés rentrent au pays et régularisent leur situation. Il déclare : «*I hope that Dalai and other Tibetan compatriots now living abroad will give the matter deep thought, cast away illusions, see things as they are, change their course and return to join us in building our beloved home-Tibet-and our beloved motherland-the People's Republic of China*.»

Il ajoute: «*I hear that Dalai personally revealed to a certain extent that he thought a bit of returning home. If that is true, I would say that he is right on this point. In this connection, I would take this opportunity to open my heart to Dalai and other Tibetan compatriots abroad. Before you lie two roads. One is to return at once to the embrace of the motherland and, together with the Tibetan people and the people of all other nationalities throughout the country, join in the great new long march under the leadership of the Party Central Committee headed by Comrade Hua Guofeng to build and defend Tibet and all other parts of the country and make the motherland a great, strong and prosperous country with up-to-date industry, agriculture, national defences and science and technology at the earliest possible date. This is a broad, bright road to happiness. The other road is the opposite, and will lead you into a miserable cul-de-sac. Your personal experiences over the past two decades can prove this. If you follow out your words and pay attention to the happiness of the Tibetan people, then you should have no doubts. I can assure you that the Tibetan people are now at least a dozen times happier and even scores of times happier than in the old society. There is no exploitation or oppression, and particularly there is freedom of person and everyone is equal before the law. The basic needs of the people's livelihood are ensured, and steady improvements have been made in their culture and education. All this was unimaginable under the rule of serfdom*!»

«The policy of our Party and government is consistent, and it is open and above board. All patriots belong to one family and you will be treated with magnanimity. None of you will be held to account for your past errors and you will be awarded if you perform meritorious service. The Party and government will surely welcome you back to the motherland, make proper arrangements for you

and let you do the things that please you. You will all be able to rejoin your families and lead happy lives»[497]

Le dalaï-lama lui répond en disant qu'il acceptera un dialogue avec les Chinois si une majorité de Tibétains sont satisfaits des conditions obtenues. Il déclare: «*If the Chinese were sincere in finding a solution to the Tibet problem, they should discuss directly with the Tibetan leaders instead of propagating to the West that all was well in Tibet*.» Il déclare que la Chine organise des voyages pour les étrangers ignorants pour fortifier sa position.[498]

En Inde, la communauté tibétaine est divisée sur les ouvertures chinoises et en avril 1979, la création d'une nouvelle formation pour l'indépendance tibétaine, le MNDT (Mouvement national démocratique du Tibet) est annoncée publiquement par son porte-parole Jamyang Norbu le 25 avril. Il déclare que l'existence d'un courant au sein de la direction tibétaine qui envisage une réconciliation avec la Chine est un signe alarmant. Il s'oppose à des visites de dissidents tibétains au Tibet car cela démoraliserait le peuple tibétain et détruirait l'espoir d'un «Tibet indépendant.» Il déclare : «*We are not against any dialogue on reconciliation with China provided she is prepared to consider the demand of Tibetan people for complete independence.»*[499]

En mars 1980, une délégation de cinq personnes proches du dalaï-lama effectue une visite à Lhasa sur invitation de la Chine qui veut montrer que les conditions sont réunies pour un retour des exilés. Les autorités locales craignent alors des manifestations en faveur du dalaï-lama alors que le gouvernement central chinois, probablement moins au courant de la situation au Tibet, ne se pose même pas la question.[500]

De son côté, le gouvernement chinois décide de s'informer de la situation au Tibet et le Premier Hu Yaobang y mène lui-même une visite d'investigation le 22 mai 1980. Hu découvre que la situation est bien pire que ce à quoi il s'attendait et décide de mener une vigoureuse action en six points: premièrement, privilégier la croissance économique et faire participer d'avantage les Tibétains à leurs affaires et à la restauration de leur culture. Deuxièmement, les Tibétains sont exemptés d'impôts et de taxes, et ne doivent plus travailler gratuitement. Troisièmement, il est établi

497 *SWB/FE/6006*, 3 janvier 1979.
498 *The Times of India*, 25 janvier 1979.
499 *SWB/FE/6105*, 1er mai 1979.
500 David BONAVIA, «China: Mistakes on the roof of the world: A pro-Dalai Lama demonstration causes jitters in Lhasa as officials try to undo years of maladministration in the region.» *FEER,* Vol. 109, No. 33, 8/14 août 1980.

au Tibet une politique économique plus adaptée aux conditions locales et on incite le Tibet à diversifier son économie. Quatrièmement, il est demandé au gouvernement central de consacrer plus de fonds pour développer l'économie locale et améliorer le niveau de vie. Cinquièmement, un effort est fait pour faire revivre la culture, l'éducation et la science tibétaine et sixièmement, il est prévu que les Tibétains représentent plus des deux-tiers des fonctionnaires du gouvernement au Tibet dans les deux ou trois prochaines années. Beijing commence également à consacrer des fonds importants pour la reconstruction des monastères détruits durant la Révolution culturelle.[501]

Hu tente également de faire revenir le dalaï-lama, ce qui mettrait probablement un terme au problème tibétain. Il invite donc le frère de celui-ci à Beijing et lui remet une proposition en cinq points. Son premier point est que la Chine entre dans une période prolongée de stabilité, de prospérité économique et de relations amicales entre nationalités et que cette période sera durable. Son second point est que les discussions entre le gouvernement central et les représentants tibétains doivent être 'sincères' et qu'il n'y aura pas de poursuites judiciaires contre les Tibétains ayant pris part à la révolte de 1959. Son troisième point est que le retour du dalaï-lama se fera en grande pompe et qu'il pourra promouvoir l'unité nationale, améliorer les relations entre nationalités et accélérer le progrès dû aux Quatre modernisations. Le quatrième point est que Hu garantit la restauration des privilèges économiques et politiques dont jouissait le dalaï-lama avant 1959. De plus, le dalaï-lama sera nommé vice-président du Congrès national du peuple, ainsi que vice-président du Comité consultatif politique du peuple chinois. Le dernier point prévoit que le dalaï-lama décide de sa date de retour et dise ce qu'il souhaite.

Dans le même temps, la Chine ouvre de manière limitée les frontières du Tibet, cela marque le début d'un petit commerce frontalier entre l'Inde et la préfecture tibétaine de Ngari. Des paysans tibétains vendent de la laine de mouton, du sel, du bétail et des chevaux et achètent du riz, de la farine et d'autres produits de nécessités quotidiennes.[502]

Malgré tous les efforts chinois, le dalaï-lama exclut en novembre 1980 son retour au Tibet, non pas à cause de divergences avec l'idéologie communiste et le gouvernement central, mais parce que le gouvernement local chinois au Tibet s'oppose à son retour.[503] Il confirme son refus lors d'un déjeuner à Tokyo le 12 novembre et ajoute qu'il sert mieux le peuple tibétain de l'extérieur '*until such time as they became genuinely happy*'. Il déclare penser que bouddhisme et communisme

501 Rajesh KADIAN, *Tibet, India and China, critical choices, uncertain future*, Vision Books, 1999, p.147-148.
502 *SWB/FE/6567*, 5 novembre 1980.
503 *SWB/FE/6567*, 5 novembre 1980.

peuvent coexister et dit vouloir favoriser le dialogue entre les deux philosophies.[504] Un peu plus tard, interrogé sur la possibilité qu'il coopère avec les communistes, il répond: «*Why not? History has shown that Buddhists cannot turn a communist state upside down, that communism cannot eradicate Buddhism. Why should they not go hand in hand in their mutual interest? I believe they would complement each other well*.»[505]

III.4.2 La position de l'Inde

A partir de mars 1976, de nombreux Tibétains, parmi les quatre à cinq milles vivant au Bhoutan, demandent à venir habiter en Inde car ils sont persécutés depuis que vingt-huit d'entre eux ont été accusés de complot visant à assassiner le roi en 1974. Ils sont mal considérés par le gouvernement qui souhaite de bonnes relations avec la Chine et qui les accuse d'ingérence dans les affaires intérieures du Bhoutan. Le gouvernement du Bhoutan demande aux Tibétains en 1976: «[to] *merge with the local population and become useful and law-abiding members of Bhutanese society. . . The Bhutanese Government emphasises that it is desirable that the Tibetan refugees owe their political loyalty to the King of Bhutan and none other.»*[506]

Samarendra Kundu, le ministre d'État aux Affaires étrangères dit devant la *Lok Sabha* qu'il serait difficile à l'Inde de prendre en charge un nouvel afflux de réfugiés tibétains.[507] Au début de l'année 1978, le dialogue entre le Bhoutan et le «gouvernement en exil» du dalaï-lama est interrompu et quatre chefs de la *Denpai Bhot Rangwan Legu* (la Ligue pour la liberté tibétaine) sont arrêtés. Le «gouvernement en exil» du dalaï-lama finit par accepter d'accueillir cette population en Inde car il craint de plus en plus que le Bhoutan les déporte au Tibet, mais l'Inde s'y oppose. Face à l'impossibilité de faire appliquer ce refus, L'Inde finira par les accueillir en 1979, au moment où le Bhoutan parle ouvertement de les rapatrier.

En mars 1977, les Tibétains exilés en Inde cette fois testent le nouveau gouvernement dès sa prise de fonction pour savoir où il se situe vis-à-vis d'eux. Ainsi la communauté tibétaine s'agite juste après l'élection du gouvernement *Janata*. Avant son arrivée au pouvoir, le *Janata* s'affiche en effet ouvertement en faveur de la cause tibétaine. Fin mars 1977, un groupe d'exilés provoque des

504 *SWB/FE/6576*, 13 novembre 1980.
505 *Hindustan Times*, 25 février 1981.
506 KRANTI Vijay, «Bhutan: The Tibetans get notice to quit: Followers of the Dalai Lama are looking to India for sanctuary», *FEER*, Vol. 102, No. 49, 8 décembre 1978.
507 *SWB/FE/6076*, 26 mars 1976.

incidents devant l'agence de presse des Nations unies et appelle à la sécession du Tibet. Quelques ministres du gouvernement *Janata* ainsi que des membres du parti *Janata* au Parlement assurent les manifestants de leur soutien et le parti lui-même envoie un message au secrétaire général des Nations unies à cet effet. Le 16 juin, près de cent Tibétains provoquent des échauffourées devant l'ambassade de Chine à l'occasion du vingtième anniversaire de la fondation de l'ARPT (Armée de résistance du peuple tibétain), la Chine accuse le gouvernement indien d'être de connivence avec les manifestants.

Le 22 juillet 1977, le Premier ministre Desai, le président intérimaire Jatti et le ministre de la Défense Ram rencontrent tour à tour le dalaï-lama. Cela provoque instantanément la colère de Beijing qui proteste par son chargé d'affaires Liu Xingfu le 4 août, et accuse l'Inde d'interférer dans ses affaires intérieures et de placer des obstacles dans l'amélioration des relations entre les deux pays.[508] Il est dit entre autre :

«While repeating its desire to improve relations with China since it came to power, the new Indian Government, however, has connived at the traitorous activities of the Tibetan rebel bandits on many occasions. Dalai's reactionary call for "independence of Tibet" was reported again and again in the Indian newspapers. The issue became graver still when leaders of the Indian Government recently personally "received" the chieftain of the rebel bandits. Their traitorous activities constitute an interference in China's internal affairs and an obstacle to the improvement of China-India relations. This cannot but arouse the concern and indignation of the Chinese people.»[509] Le *Renmin Ribao* reproche également à la presse indienne d'avoir trop médiatisé l'évènement.

La Chine continue aussi de reprocher à l'Inde de tolérer les activités politiques des exilés tibétains et en particulier du «gouvernement tibétain en exil», ce à quoi l'Inde répond qu'il n'y a pas de preuves de l'existence d'un tel gouvernement et que le gouvernement indien ne permet pas les activités politiques tibétaines susceptibles d'affecter ses relations avec un autre pays. Le gouvernement *Janata* ne poursuit pas longtemps cette politique pro-tibétaine et prend rapidement ses distances vis-à-vis du dalaï-lama[510], trouvant sans doute qu'un rapprochement avec la Chine est une cause d'une plus grande importance.

508 *Renmin Ribao,* 6 août 1977 .
509 *Jain*, «Chinese protest to India for extending support to Dalai Lama», 4 août 1977 (résumé), p. 473-474.
510 Rajesh KADIAN, *Tibet, India and China, critical choices, uncertain future*, Vision Books, 1999, p. 145.

Le gouvernement indien, par l'intermédiaire de Vajpayee déclare le 8 mars 1979 devant la *Lok Sabha* que le gouvernement ne s'opposera pas au retour du dalaï-lama et des Tibétains s'ils décidaient de retourner en Chine, cependant, il ne fait rien pour faciliter ou inciter à ce retour.[511] En juin 1979, le Congrès de la jeunesse tibétaine, dont le président est Losang Jinpa, l'une des organisations tibétaines les plus radicales, en appelle aux peuples de Mongolie intérieure et du Turkestan pour se joindre aux Tibétains dans leur lutte contre «l'oppression et la tyrannie» de la Chine.[512] Au final, le gouvernement *Janata* mène la politique traditionnelle de l'Inde vis-à-vis du Tibet. Le retour d'Indira Gandhi ne change guère la situation. En mars 1980, trente-deux membres du Parlement indien, la plupart appartenant au Parti du Congrès (I) demandent à Indira Gandhi de reconnaître le «gouvernement en exil» du Tibet comme le gouvernement du Tibet *de facto* et *de jure,* ce que bien entendu, elle refuse de faire.[513]

III.4.3 L'URSS s'en mêle

L'URSS, toujours à la recherche de moyens d'améliorer sa position dans son rapport de force avec la Chine, et de brouiller la Chine et l'Inde, essaie de faire du dalaï-lama un allié, ce qui met l'Inde dans une position des plus inconfortables. Celui-ci participe en effet à la Conférence bouddhiste asiatique pour la paix à Oulan Bator en Mongolie, un pays satellite de l'URSS. Le 28 mai, un long article de l'agence *Xinhua* réagit de manière virulente, disant que l'Union soviétique, qui encourage par ailleurs les mouvements dissidents anti-chinois dans le Xinjiang, fait tout pour empêcher le retour en Chine du dalaï-lama. Ce dernier déclare cependant qu'il ne recherche pas l'appui soviétique.[514] Au même moment, un groupe de jeunes Tibétains réactive le défunt Parti communiste tibétain (PCT), formé en 1976 mais jamais actif à cause de l'hostilité de la majorité des exilés tibétains en Inde, au Bhoutan et au Népal. Ces exilés jugent en effet que la ligne politique de ce parti est trop favorable à l'URSS. Ce renouveau intervient dans le contexte des déclarations du dalaï-lama qui accepte le concept d'un bouddhisme cohabitant avec le communisme. Le Parti déclare compter deux cents membres, parmi lesquels M. Namgyal qui a fui le Tibet en 1974 et établi des liens avec six mouvements clandestins au Tibet, la *Western Tibet Freedom Society*, la *Exiled History Society*, la *Young Tigers Society*, la *Tibetan People's Spokesman Society* et la *Tibetans of Three Provinces Society*. Tous ces mouvements auraient demandé au PCT de contacter

511 *SWB/FE/6065*, 13 mars 1979.
512 *SWB/FE/6152,* 27 juin 1979.
513 *SWB/FE/6375*, 20 mars 1980.
514 Mohan RAM dans «Foreign Relations: Taking aim across the altar: Moscow's ploy may turn the Dalai Lama into a wedge between China and India.» *FEER*, Vol. 104, No. 24, 15 juin 1979.

l'Union soviétique pour obtenir des armes et toute autre forme de soutien, puisqu'ils ne peuvent plus en espérer ni des États-Unis ni de l'Inde.[515]

III.5 La fin de l'aide chinoise aux rebelles maoïstes ?

Dans le contexte du rapprochement sino-indien et de la fin de la Révolution culturelle, la Chine arrête officiellement son aide aux rebelles maoïstes en Asie et donc dans le Nord-Est indien. Un groupe d'une cinquantaine de Nagas, venus pour participer à des entraînements, en fait l'amère expérience et revient bredouille d'une expédition dans la région du Tibet. Un peu plus tard, T. Muivah, le secrétaire général du Conseil national naga, revient déçu d'un voyage au Yunnan où il comptait superviser l'entraînement de deux groupes d'environ soixante-dix rebelles. Le changement d'attitude côté chinois est très net et s'il était encore possible pour les rebelles de recevoir des armes en septembre 1976, ce n'est plus le cas en 1977. Les rebelles peuvent se rendre sans problème dans la région birmane du Kachin mais la Chine ne leur procure plus de support matériel. Cela concerne les Nagas comme les Mizos.[516] Le gouvernement indien confirme qu'il n'y a pas eu à sa connaissance d'aide matérielle de la Chine aux rebelles du nord-est. Dans l'opposition cependant, de nombreux députés affirment que la Chine poursuit ses menées subversives et que le gouvernement indien néglige le fait pour ne pas compromettre le rapprochement.[517] Durant l'été 1980, plusieurs articles évoquent le sujet. En juin, l'APL, armée populaire de libération, une organisation illégale soupçonnée d'être financée par Beijing et active dans le Manipur est soupçonnée de vouloir rassembler tous les mouvements séparatistes et rebelles pour mettre en place un État fédéral indépendant. L'APL ne cache pas ses liens avec la Chine et un de ses représentants déclare à ce sujet : «*it is impossible to free oneself from India's control without the assistance of some greater power*»[518]

En juillet 1980, le nouveau gouvernement d'Indira Gandhi, par l'intermédiaire du ministre de l'Information et de la Retransmission, Vasant Sathe, ne nie plus les rumeurs. Il déclare: «*unrest in the North-eastern region is being fomented by a major power across our borders'* et ajoute: *'With the help of one of the superpowers, it appears to have adopted a strategy to dismember our country by diverting the people's attention from the basic issues to trivial matters.' This international*

515 *SWB/FE/6544*, 9 octobre 1980.
516 *Indian Express*, 3 février 1978.
517 *Statesman*, 11 juillet 1979. le journal *Patriot* pense également que la Chine continue à aider les rebelles, voir par exemple le *Patriot* du 23 mai 1980.
518 *SWB/FE/6469*, 19 juin 1980.

conspiracy was in line with the superpower's design to create dissatisfaction and 'foster secessionist elements». [519] Cependant, en août, devant la *Rajya Sabha*, Indira Gandhi, même si elle admet que le gouvernement indien a des raisons de soupçonner que certains rebelles ont reçu un entraînement militaire en Chine, déclare qu'elle n'a aucune information concernant des livraisons d'armes par la Chine.[520] Elle dit qu'il est vrai que la Chine s'était livrée à cela dans le passé et que «*It is also true that some of those who were trained earlier are now settled outside India's borders and we have reasons to suspect that they do get involved in some of our border tensions*.»[521]

En septembre 1981, l'aide chinoise, si elle existait encore, est arrêtée. Le ministre d'État de l'Union pour les Affaires intérieures, Jogendra Makwana, déclare : «*China has stopped all assistance to the insurgents of the north-eastern states in view of the recent improvement in Sino-Indian relations. Previously, China used to help the insurgents by providing them with military training»*[522] Il ajoute que les autorités chinoises ont assuré qu'elles n'aideraient plus ni les éléments souterrains ni les communistes.

Avec la fin de la Révolution culturelle, la Chine change en effet progressivement sa politique vis-à-vis des mouvements indépendantistes et communistes dans le monde, que ce soit en Inde, dans les pays himalayens mais aussi dans les pays de l'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Philippines, Indonésie et Singapour). Ce changement est très progressif car la politique d'aide à ces mouvements que mène Beijing est très efficace pour faire pression sur les pays d'Asie. Hua Guofeng et Deng Xiaoping se montrent tour à tour réticents à se séparer de ce moyen efficace de pression. Le 1er février 1981, le Premier ministre chinois Zhao Ziyang déclare devant l'ASEAN que Beijing cherchera à éviter que ses liens avec les partis communistes de la région ne compromettent ses relations avec les gouvernements de l'ASEAN *: «We will try to take further actions to prevent our relations with the Communist parties of the Asean countries from affecting friendly relations between China and the countries of Asean».*[523] Les gouvernements en question se félicitent de cette déclaration. Zhao Ziyang ajoute: *«Now we have only ideological and moral relations with the Communist parties in Asean countries»*. Cette modération peut s'expliquer par la volonté de Beijing de diminuer les tensions entre la Chine et l'ASEAN dans le contexte de l'offensive du Vietnam et de l'URSS contre le régime cambodgien pro-chinois de Pol Pot. Nous reviendrons sur cette question.

519 *SWB/FE/6475*, 19 juillet 1980.
520 *Patriot*, 8 août 1980.
521 *Jain*, «Prime Minister Indira Gandhi's reply to a question in Rajya Sabha», 7 août 1980 (extrait), p. 554-555.
522 *Amrita Bazar Patrika*, 20 septembre 1981.
523 Henry KAMM : «China plays down support of Asian rebels», *New York Times*, 2 février 1981.

Comme dans le cas des rumeurs sur les activités de la Chine à la frontière avec les pays himalayens et l'Inde, la Chine blâme l'URSS et l'accuse de mener une véritable campagne de désinformation pour brouiller l'Inde et la Chine. Le *Renmin Ribao* déclare ainsi : «*The turmoil in Indian Assam is caused by many aspects, like the Indian interior affairs, history, race and religion. The Soviet Union take advantage of this turmoil to make some exaggerated comments. It says intentionally again and again that the turmoil is the result of China's support and incitation at the back tempting to stir up troubles between China and India. This foul means to take advantage of every accident happening in Asia to undermine China's relationship with other countries rightly suggests that Soviet Union, the social imperialist fears the stability in Asia.»*[524]

III.6 L'océan Indien

En août 1976 a lieu la cinquième Conférence du sommet des non-alignés à Colombo. Au cours de cette conférence, à laquelle l'Inde et la Chine participent, on constate un rapprochement entre les deux pays sur certains points. La Chine se félicite de l'élargissement du nombre des pays non-alignés et réaffirme sa lutte pour l'indépendance, la paix et la neutralité et contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, le sionisme et l'hégémonisme des grandes puissances et en appelle à l'unité dans ce combat.[525] La Chine développe comme à son habitude un discours anti-soviétique : «*On the eve of the fifth non-aligned summit conference in Colombo the propagandists in Moscow, busier than ever, declared in the tone of overlord of the non-aligned movement, that this movement should «maintain its anti-imperialist*[526] *orientation» and should not oppose hegemonism*[527]*. This is because, they say, the struggle against hegemonism is imposed on the movement by others. These ravings by the Soviet revisionists fully reveal their criminal design to change the orientation of, meddle in and disrupt the non-aligned movement. The Soviet revisionists have their own axe to grind in drawing a line between anti-imperialism and anti-hegemonism. This, in fact, is a gross distortion of the principles of the non-aligned movement…»*[528]

La Chine demande à nouveau l'évacuation de l'océan Indien par les deux grands et

524 *Renmin Ribao*, «Why there is turmoil in Assam of India», 5 juin 1980.
525 On peut par exemple consulter le message du Premier chinois Hua Guofeng le 15 août 1976 diffusé par *Xinhua*.
526 C'est à dire la lutte contre l'impérialisme américain
527 L'hégémonisme est un néologisme du communisme chinois pour désigner une nation qui aspire à l'hégémonie. Il est toujours employé pour désigner l'URSS.
528 Article de YI CHI dans le *Renmin Ribao* du 13 août 1976.

l'établissement de celui-ci comme zone de paix. Sur ce point, les deux pays sont d'accord comme d'ailleurs tous les pays non-alignés présents. Une partie des membres dont l'Inde développe une thématique quelque peu différente, mettant entre parenthèse la lutte contre l'hégémonisme (l'URSS) et insistant sur la mise en place du nouvel ordre économique mondial.

Nous avons vu que l'Inde craint le collusion entre la Chine et les États-Unis avec une menace chinoise au nord et une menace américaine au sud. Avec l'apaisement des tensions sino-indiennes et un gouvernement *Janata* plus neutre, l'Inde ne s'indigne plus autant contre la base de Diego Garcia. La Chine de son côté développe ses relations avec Sri Lanka et continue d'offrir de généreuses aides au développement.

Les deux superpuissances sont les principaux obstacles à la mise en place de cette zone de paix. En 1977, des responsables indiens rencontrent leurs homologues soviétiques et américains pour tenter de les convaincre d'adhérer à la zone de paix, mais en vain. New Delhi encourage la Chine à se joindre à elle.[529] En 1980, lors d'un débat à la *Lok Sabha*, un membre éminent de la majorité du Congrès, Sri Eduardo Faleiro met presque sur un même plan l'URSS et les États-Unis comme les responsables des tensions dans l'océan Indien : «(...) *One cannot, however, forget that the Soviet Union is also subject to the compulsions of a Super Power, and these compulsions are incompatible with our own interests or, for the matter, with the interests of the non-aligned countries. It is a fact that the Soviet naval forces have been cruising in the Indian Ocean. It is a fact that the Soviet naval forces cruising now and again in the Indian Ocean on a large scale constitutes a cause of tension in this area.*
The whole issue of the Indian Ocean is projected to be discussed by the United Nations in 1981 in Colombo, but there are already moves afoot to sabotage this conference. The Western Powers, and the United States in particular, are advancing reasons, spurious, I think, for not attending the conference. It is in the interests of this country, and I would request and plead with the Government, to see that this conference is held and to rally international opinion in favour of this conference. (...)»[530]

529 *SWB/FE/5561*, 13 juillet 1977.
530 «DG Ministry of the External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 7-8 juillet 1980.

IV. Deux nouveaux problèmes : le Vietnam et l'Afghanistan

Nous en venons maintenant aux deux questions qui justifient le titre de notre deuxième partie, l'offensive vietnamienne au Cambodge et l'intervention soviétique en Afghanistan qui placent l'Inde dans une position très inconfortable et rendent impossibles les deux objectifs que se sont fixés ses dirigeants : conserver des relations privilégiées avec l'URSS et normaliser les relations avec la Chine. Nous commencerons par dresser un bilan de la situation géostratégique globale puis nous nous intéresserons successivement aux problèmes vietnamien et afghan.

IV.1 La situation géostratégique globale, 1976-1981

Depuis 1963, l'Asie est divisée en deux camps avec d'un côté l'URSS soutenue par l'Inde et de l'autre côté un bloc sino-pakistano-américain. Après ses succès de 1971, le camp soviéto-indien a subi quelques revers comme le revirement du Bangladesh et les revendications des pays de l'Himalaya, qui se sont rapprochés de la Chine pour échapper à la tutelle de l'Inde. Durant les années 1976-1978, l'Asie est relativement calme, ce qui facilite le rapprochement sino-indien. A partir de février 1979 et de l'attaque chinoise sur le Vietnam, la situation se détériore rapidement et l'Asie devient le théâtre d'un combat diplomatique et parfois militaire opposant l'URSS, le gouvernement pro-soviétique afghan et le Vietnam à la Chine, aux rebelles afghans, au Pakistan et aux États-Unis. L'Inde cherche à conserver sa neutralité et à aider les deux camps à trouver un terrain d'entente mais sans succès. Les Soviétiques tentent également durant cette période de faire échouer le rapprochement sino-indien. Ils pénètrent en Afghanistan, et établissent de solides relations avec le Vietnam, en partie pour compenser leur perte d'influence en Inde. Si, pour la Chine, la position à adopter face à cette offensive paraît évidente, il n'en est pas de même pour l'Inde, qui a beaucoup de mal à redéfinir une politique étrangère claire et cohérente. Comme le dit Morarji Desai, le rapprochement sino-indien ne peut se faire au prix de l'URSS, «*But our relations with them* [l'URSS] *also cannot be at China's cost*»[531]…

La Chine considère comme inévitable la guerre contre l'URSS et s'y prépare militairement et politiquement. La Commission des affaires militaires déclare d'ailleurs : «*The Soviet revisionists harbour wild ambitions of subjugating China. War will inevitably break out some day.*»[532] La Chine est extrêmement inquiète du rapport de force entre elle et l'URSS et de l'état de son armée après la

531 *Jain*, «Prime Minister Morarji Desai's interview to the London Business monthly *Director*,» mai 1979 (extraits), p. 527.

532 Russell SPURR, «China: Rearming for the next war», dans *Far Eastern Economic Review,* Vol. 100, No. 21, 26 mai 1978.

décennie d'anarchie provoquée par la Révolution culturelle. La Chine a alors une armée pléthorique de quatre millions et demi d'hommes mais totalement obsolète comparée à celle des Soviétiques. Elle possède une trentaine d'IRBM et d'autant de MRBM, environ quatre-vingts bombardiers moyens Tu-16, quatre cents bombardiers légers Il-28 et Tu-2, cinq cents bombardiers MiG-15 et F-9, quatre mille chasseurs MiG 17/19, et quelques chasseurs plus récents ainsi que des avions de transport et des hélicoptères. Au niveau terrestre, elle dispose de onze divisions blindées, cent vingt et une divisions d'infanterie, trois divisions de parachutistes, quarante divisions d'artillerie, quinze divisions du génie et du génie ferroviaire et cent-cinquante régiments indépendants. Elle a en plus soixante-dix divisions d'infanteries locales, cent trente régiments indépendants et une marine importante mais incapable de rivaliser avec la flotte soviétique du Pacifique. Elle a en plus des forces paramilitaires très nombreuses.[533]

Au début de février 1979, au moment de la visite de Vajpayee en Chine, la tension est à son maximum. La Chine et l'URSS sont sur le pied de guerre et les exercices et préparations se multiplient des deux côtés. C'est au sud, à la frontière sino-vietnamienne que la tension est la plus forte et la Chine est anxieuse de la réaction soviétique en cas de guerre contre le Vietnam. L'URSS renforce quelques-unes de ses quarante divisions présentes à la frontière sino-soviétique, signe de préparatifs de guerre. Elle effectue également des simulations de guerre à grande échelle, particulièrement dans le district militaire de Transbaikal faisant face au Xinjiang. Le rapport de force à cet endroit de la frontière est largement en faveur de l'Union soviétique car la Chine a concentré l'essentiel de ses quatre-vingt-trois divisions aux frontières de l'URSS dans les régions militaires de Shenyang et de Beijing. L'objectif soviétique semble Kashgar, la capitale, plus proche de Kaboul que de Beijing.[534] On voit donc la gravité de la situation et les risques de guerre sino-soviétique, voire de troisième guerre mondiale, à ce moment-là. Se dessinent alors les deux principaux conflits asiatiques de la fin du siècle : le conflit sino-vietnamien et la guerre en Afghanistan.

La Chine s'inquiète de la politique de détente de Jimmy Carter, craignant que l'URSS n'en profite pour transférer des unités soviétiques basées en Europe vers ses frontières. Elle s'inquiète du renversement du régime prochinois au Cambodge au profit d'un gouvernement provietnamien, de l'instabilité grandissante en Asie centrale, avec le renversement du Shah d'Iran et l'installation d'un régime islamique plus proche de l'URSS que des États-Unis (elle se félicite d'ailleurs lorsque

533 Pour un ordre de bataille plus complet, voir «China's Order of Battle» dans *Far Eastern Economic Review* Vol. 102, No. 40, 6 octobre 1978.

534 Russell SPURR, «Strategies: Rumblings along the frontier: Moscow and Peking are beefing up their border troops as China decides to reorganise its defences», *FEER*, Vol. 103, No. 8, 23 février 1979.

la prise d'otages en Iran oblige le président américain à réviser sa politique asiatique et à annuler ses coupes dans le budget militaire.), avec la présence à Kaboul d'un régime de plus en plus prosoviétique. La préoccupent également l'affaiblissement du Pakistan, miné par les rivalités ethniques, et les progrès soviétiques marqués dans le Yémen-du-Sud et dans la corne de l'Afrique, particulièrement en Somalie. C'est donc en toute logique que la Chine est prête à tout pour éloigner l'Inde de l'URSS. Elle pense que l'objectif de l'URSS est à terme d'encercler les pays pétroliers du Moyen-Orient pour couper l'Europe occidentale de ses sources d' énergie.[535] Sa politique consiste donc à faire échec à l'URSS partout où c'est possible.

L'Inde de son côté signifie clairement à Moscou ses intentions vis-à-vis de la Chine**.** Vajpayee, reçu au Kremlin, émet des réserves sur les critiques sévères des dirigeants soviétiques à l'égard de Pékin. Il déclare le 14 septembre 1978 : «*What Russia is not entitled to is to involve third countries in a public display of its animus against China or any other power.*»[536] *Xinhua* cite également Vajpayee disant: «*My forthcoming visit to Beijing was mentioned during our talks. I told the Soviet leaders that the Indian Janata Party Government is devoted to improving relations with its neighbours… (...) China is our northern neighbour.»*

Du 9 au 15 mars 1979, essayant de profiter de l'échec relatif du voyage de Vajpayee à Beijing et de l'indignation indienne liée à l'attaque de la Chine contre le Vietnam, Kossyguine tente à nouveau de convaincre l'Inde de revenir dans son camp, mais cette tentative échoue à nouveau. New Delhi sait que la Chine serait prête à revenir aussitôt à la situation qui avait prévalu entre 1971 et 1975, avec toutes les difficultés que cela entraînerait pour l'Inde. Delhi ne refuse cependant pas d'étendre la coopération technique et économique entre les deux pays. Elle achète du pétrole, vend du riz, et sollicite l'URSS pour le développement de ses ressources énergétiques. Au niveau des produits manufacturés et de haute technologie en revanche, le commerce chute car l'Inde est consciente du manque de compétitivité soviétique et préfère désormais acheter des produits occidentaux. Elle assure l'URSS qu'elle ne fera pas la promotion d'un front antisoviétique.[537]

535 David BONAVIA, «Foreign Relations: The balance tips towards China: The shape of the new power triangle is generally agreed, though not necessarily approved», *FEER*, Vol. 103, No. 5, 2 février 1979. On peut aussi lire «Communism: Soviet pincer alarms China», *FEER* Vol. 99, No. 9, 3 mars 1978.
536 *SWB/FE/5921*, 20 septembre 1978.
537 «Foreign Relations: Rebuilding an old friendship: Moscow's political moves failed, but its trade deals were more than welcome in India», *FEER*, Vol. 103, No. 13, 30 mars 1979.

IV.2 La lutte sino-vietnamienne pour l'Indochine et la position indienne

IV.2.1 Les origines du problème

Vers la fin de la guerre du Vietnam, la politique chinoise de rapprochement avec les États-Unis avait fortement déplu à Hanoï. Les deux pays ont une vision différente de l'URSS également, car le Vietnam souhaite un rapprochement entre les deux géants communistes.[538] Après la fin de la guerre et le rattachement du Vietnam-du-Sud en 1975, le Vietnam se rapproche de l'URSS et s'éloigne de la Chine, son ennemi historique traditionnel**,** tandis que le Cambodge conserve d'excellentes relations avec la Chine, que ce soit Sihanouk ou Pol Pot. En 1974, la Chine prend le contrôle des îles Paracels, aggravant la tension avec Hanoï. A partir de 1978, les relations entre les deux pays deviennent exécrables et la Chine cherche à tout prix à contrecarrer l'encerclement soviétique. Victimes de persécutions, des dizaines de milliers de Chinois vivant au Vietnam quittent le pays pour venir se réfugier en Chine ou dans d'autres pays.[539]

En novembre 1978, un grand meeting est tenu à Hanoï par le Comité vietnamien pour la solidarité et l'amitié avec les peuples de tous les pays pour accueillir une délégation indienne. Dans son discours d'ouverture, Hoang Minh Giam déclare que les autorités chinoises et cambodgiennes 'nous ont soudainement causé de nouvelles difficultés'. Le régime cambodgien prochinois a en effet demandé au Vietnam la 'restitution' de terres perdues quelques siècles auparavant. Le refus de Hanoï a été suivi du massacre, ordonné par Pol Pot, des Vietnamiens vivant au Cambodge depuis des générations. L'Indien Syed Mir Qasim regrette dans sa réponse que le Vietnam n'ait pas pu concentrer ses efforts sur la reconstruction nationale. Bhupesh Gupta ajoute que: «*the 600,000,000 Indian people will always stand on your side in your present, new struggle».* [540] L'Inde, que Moscou essaie de rallier et que Beijing s'efforce de discréditer, est alors un enjeu pour les puissances communistes. Tandis que l'URSS met en garde l'Inde contre les visées hégémoniques de la Chine en Asie du Sud-Est, la Chine de son côté invite le Premier ministre thaïlandais à se méfier de Delhi qui chercherait à étendre son influence dans la région.[541]

538 Norman PEAGAM, 'China-Vietnam: Loosened lips?' Dans *FEER*: Vol. 81, No. 26, 2 juillet 1973.
539 Nayan CHANDA, «Indochina: Peking says it out loud to Hanoi», *FEER*, Vol. 100, No. 19, 12 mai 1978.
540 *SWB/FE/5968*, 14 novembre 1978.
541 *Indian Express*, 20 juillet 1978.

IV.2.2 L'attaque chinoise et ses causes possibles.

Le 17 février 1979, six divisions chinoises, soit près de quatre-vingt-mille hommes, après une préparation d'artillerie, attaquent les troupes frontalières vietnamiennes, avec des renforts très importants prêts à intervenir à tout moment. Elles s'enfoncent de plusieurs kilomètres au Tonkin avant de se retirer. Si cette offensive est un échec militaire, car la Chine a perdu beaucoup d'hommes et n'a pas su profiter de son énorme supériorité numérique, c'est un triomphe diplomatique. Beijing donne en effet une leçon à l'URSS: en même temps qu'elle scelle le rapprochement sino-indien avec la visite de Vajpayee, la Chine démontre au Vietnam que l'URSS était incapable de venir à son aide et qu'il ne pouvait compter que sur lui-même.



Char chinois détruit par l'armée vietnamienne durant la guerre

Un article de *Qishi Niandai* donne des explications mais rien ne permet de prouver leur véracité. Il m'a semblé intéressant de les reproduire malgré tout ici. La haute direction du PCC aurait organisé une réunion le 16 février à Beijing pour présenter un rapport regardant une 'contre-attaque d'auto-défense' contre le Vietnam. La réunion est présidée par Hua Guofeng et le rapport lu par Deng Xiaoping devant tous les membres du Comité central du PCC, les ministres et vice-ministres du conseil d'État et les dirigeants de la Commission militaire du PCC. Hua Guofeng dit qu'après une longue délibération et le calcul des pour et des contre, le Comité central a décidé de lancer une contre-attaque d'auto-défense contre le Vietnam avec pour objectif de donner une leçon

au 'Cuba de l'orient'. Deng Xiaoping lit ensuite le rapport qui analyse la situation internationale. Deng réitère la théorie des trois mondes. Il déclare que la Chine a réuni un Front Uni contre l'URSS comprenant cinq forces, la Chine, les États-Unis, le Japon, l'Europe Occidentale et les pays du Tiers-Monde. Il dit que les pacifistes sont dominants aux États-Unis depuis la fin de la guerre du Vietnam, ce qui a permis à l'URSS de tirer avantage de la situation, que l'URSS a marqué des points en Angola, en Afghanistan, au Zaïre, au Pakistan, en Éthiopie et en Iran, tandis que les États-Unis n'ont progressé qu'en Égypte. En Asie du Sud-Est, l'URSS et le Vietnam ont signé un traité, le Vietnam contrôle le Laos, occupe le Cambodge et menace l'ensemble de la péninsule. L'armée vietnamienne est puissante et expérimentée et l'URSS l'utilise pour s'assurer l'hégémonie en Asie du Sud-Est, pour menacer la sécurité du sud de la Chine et pour compliquer les relations de la Chine avec d'autres pays. Le danger de guerre mondiale existe toujours et les Chinois doivent y être préparés pour pouvoir y faire face. La Chine, confrontée aux provocations vietnamiennes, empêchera la guerre en adoptant une position forte. Elle a déjà mis en garde le Vietnam, mais celui-ci n'a pas pris au sérieux ces avertissements. Le monde regarde la Chine victime des provocations de son voisin : elle ne peut se dérober, son honneur étant en jeu, comme ses intérêts vitaux. Une contre-attaque d'auto-défense permettra d'éprouver son armée, qui ne s'est pas battue depuis trente ans. Cette guerre, dont l'un des effets sera de soulager le Cambodge, sera une guerre limitée, comparable à la guerre sino-indienne, d'une durée d'un mois tout au plus. Profitant de l'effet de surprise et de sa supériorité quantitative et qualitative, la Chine attaquera en position de supériorité et est assurée d'une victoire rapide.

Des réserves ayant été émises par des membres éminents du Parti communiste chinois, qui redoutent l'implication militaire soviétique, Deng répond que la Chine est prête à y faire face et que les forces soviétiques aux frontières ne sont pas aussi imposantes que Moscou le dit, ainsi que le prouvent des photos satellites américaines. La deuxième réserve est le coût et le risque qu'un conflit fera peser sur les Quatre modernisations. Troisième réserve formulée par les plus réticents, les critiques internationales que la guerre va engendrer. Deng nie les trois premières réserves. Quatrième et dernière réserve, le risque de ne pas se montrer à son avantage face aux troupes vietnamiennes. Deng évalue à soixante-dix pour cent les chances de l'armée chinoise et dit que la guerre servira à établir les priorités du plan de modernisation des forces armées.[542] La Chine espérait sans doute que le Vietnam comprendrait le message et retirerait ses troupes du Cambodge et du Laos, mais ce n'est pas le cas et au bout d'un mois de combats intenses, la Chine se retire et les deux

542 On trouve cet article traduit en anglais avec des commentaires dans *China Report*, Volume 15, No. 3 mai-juin 1979, «Deng Xiaoping on Sino-Vietnam War», pp. 53-56 (reprise d'un article de *Qishi Niandai*, Hong Kong, 1979, No. 4, pp. 15-26, écrit par SHI HUA, traduit par Kamal Dutta.)

camps clament victoire.[543]

IV.2.3 L'indignation de l'Inde

Pour l'Inde, qui n'a pas été prévenue, c'est un camouflet, d'autant que Vajpayee était encore en Chine au moment de l'attaque. Outre qu'elle a gardé des liens très forts avec le Vietnam, la 'leçon' infligée par la Chine à ce pays ami lui rappelle une autre leçon, celle de 1962.

Le 18, le Premier ministre Desai exprime dans un communiqué le choc profond et la détresse de l'Inde devant l'ouverture d'hostilités qui peuvent mettre en danger la paix et le sécurité internationale, et demande le retrait immédiat des troupes chinoises : «*India has always urged the settlement of disputes between the two countries through peaceful, bilateral negotiations.*»[544]

De retour en Inde, Vajpayee, qui partage les inquiétudes de Desai[545], doit faire face aux attaques de l'opposition et des lobbies antichinois qui critiquent sa politique de rapprochement avec la Chine. Le 21 février, un débat est organisé à la *Lok Sabha* au cours duquel de nombreux députés critiquent la Chine. Un député du Congrès déclare ainsi: «*We are meeting under the shadow of a great threat to national liberty and freedom on an occasion which affects India vitally, and Asia and the world as whole. This is a matter of an aggression by a big power against a freedom-loving and brave people on the worst pretext. It is a typical Chinese act, which is an act of invasion without parallel, of a few hundred thousand men of the so-called Chinese Liberation Army against the liberty of the people of Vietnam. This act again exposes the arrogance of the powers that be in the so-called new China. It is a continuation of the arrogance of the middle kingdom and the celestial Empire. It is an attack perpetrated by a country which is not only a member of the United Nations, but has been a member of the Security Council as well, and it is an attack without all pretensions.*»[546]

Un autre député du Congrès ajoute : «*I think the aggression of China in Vietnam is one of the most disgusting things that the people of India could have ever experienced. (...) The attack came when our Foreign Minister was visiting that country, thus adding insult to injury. (...)We all*

543 Pour plus de détails concernant l'attaque chinoise, voir Russell SPURR, «A quick bout . . . or a slugging match: The main danger to China is that it could be bogged down in a struggle that could involve Soviet force», *FEER*, Vol. 103, No. 9, 2 mars 1979.

544 Voir *Jain*, «Statement on Sino-Vietnamese conflict issued by Indian Prime Minister's Office», 18 février 1978.

545 Pour son discours devant la *Rajya Sabha*, voir les Annexes, document 25.

546 Extrait de l'intervention de Shri Bedabrata Barua, *Lok Sabha Debates*, «Discussion re. Chinese invasion of Vietnam and the consequent threat to freedom of nations in Asia.» 21 février 1979. Voir la suite de son intervention dans le document 28 des Annexes.

know that China wants to be superior in position in Southeast Asia. China fears that India would one day become super power and therefore China always wants to see India is kept down, just the game played by the imperialist powers all these years (...)»[547]

Les députés du *Janata* tentent de justifier leur politique d'ouverture vis-à-vis de la Chine en cherchant des explications à l'invasion chinoise comme l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge. Un député déclare par exemple : «*How the Vietnamese Army entered into Kampuchea? We did not take notice of that. We did not raise a voice at the proper time. We did not say a word that Russia should not enter into the region of South-East Asia in the interest of peace and security there. When the Russian arms, Russian policy, Russian diplomacy were trying to create a sense of insecurity, instability, apprehension in South-East Asia, we did not utter a single word. Therefore, I say that when it is a communist contradiction in an ugly form between China and Vietnam, in reality it is a communist contradiction between two big powers-China and Russia. Therefore, in getting into the fury of it, we must be careful. We must carefully analyze what is the implication of this conflict. (...) I would, therefore, suggest a few concrete steps. We have to see that an overall solution of the problem as it obtains today in South East Asia is taken into consideration. The Chinese involvement in Vietnam, the Chinese involvement in occupying some of the Vietnamese islands, the question of the Chinese nationals in Vietnam, the question of Vietnamese interference in Kampuchea, the Russian attempt to build up a power base in South East and thereby creating apprehension in the minds of both India and China and also indirectly trying to jeopardize the stability, the sense of security, peace and understanding in South-East Asia where Russia is trying to interfere, all these questions should be resolved, possibly through the UN forum, or otherwise also if possible. (...)»*[548]

Vajpayee conclut le débat en déclarant: «*I need hardly emphasize that there is complete unanimity in the House as well as in the country in our desire to express our solidarity with the brave and valiant people of the Republic of Vietnam who are facing a new crisis. We have nothing but admiration and appreciation for the people of Vietnam who fought against imperialism and intervention, who secured their independence and who have now undertaken the task, if I may say so, the Herculean task, of economic reconstruction.*

No country, however big, no nation however strong, has any business to act like a

547 *Idem*, intervention de Shri Gev M. Avari.
548 Intervention de Shri Samar Guha, *idem*.

policeman of the world. Gone are the days of punitive expedition, gone are the days of gun-boat diplomacy. Really, I am shocked that those who want to teach a lesson to others forget those very lessons when the time comes for them to act upon those lessons.

Unfortunately, my visit to China has been mixed with the Chinese attack on Vietnam…»[549]

Un membre de la *Lok Sabha* lui ayant demandé si les Chinois ont prémédité de lancer l'attaque pendant sa visite, Vajpayee répond qu'il y a place pour la spéculation. Il donne en exemple le retour de Deng des États-Unis peu avant la visite, Sihanouk était à Beijing, Pham Van Dong au Cambodge. Il veut probablement dire ici que cette attaque a peut-être été programmée en accord avec les autres pays de la vaste coalition anti-soviétique et volontairement durant la visite du ministre des Affaires étrangères indien.

A l'issue de cet important débat, les chefs de l'opposition rendent publique une déclaration conjointe demandant au gouvernement indien de prendre toutes les mesures nécessaires, diplomatiques et politiques, pour mettre fin à cette guerre contre le Vietnam et d'exprimer la sympathie et le soutien de la nation pour le peuple et le gouvernement du Vietnam.[550]

Le 27 février, le Premier ministre Desai, dans une interview à la télévision, exclut tout changement de politique extérieure lié aux évènements en Iran et au Vietnam et confirme qu'il a demandé au Vietnam de retirer ses troupes du Cambodge. Par ailleurs, si l'Inde souhaite améliorer ses relations avec Beijing, ce ne sera pas au prix de sa liberté de parole : en d'autres termes, elle continuera à dénoncer l'agression chinoise au Vietnam.[551] A partir de l'attaque chinoise, le lobby antichinois à New Delhi redevient très actif et la politique étrangère indienne consiste à appuyer le Vietnam pour établir un contrepoids à la puissance chinoise en Asie du Sud-Est et dans l'ex-Indochine en particulier. Le 2 avril, Vajpayee rejette les charges de l'opposition du Congrès qui l'accuse de pencher pour le camp occidental et de ne pas reconnaître le gouvernement de Heng Samrin pour plaire à la Chine. il répond à ses détracteurs que la situation au Cambodge est plutôt compliquée.[552]

Dans son rapport annuel, le ministère des Affaires extérieures indien analyse la situation en ces termes : «*During the year, there were promising beginnings for the restoration of trade and*

549 *Idem.*
550 *The Times of India*, 19 février 1979.
551 *Jain*, «Prime Minister Morarji Desai's television interview on Sino-Vietnamese conflict», 27 février 1979 (résumé), p. 517.
552 *SWB/FE/6084*, 4 avril 1979.

cooperative relations between ASEAN and Vietnam. The process, however, received a serious setback after the developments in Kampuchea. The situation became even more serious with the deterioration of relations between Vietnam and China culminating in the massive attack into Vietnam by Chinese forces. Consistent with our respect for the principle of territorial integrity, India could not but deplore this action. India has affirmed that the integrity and the national sovereignty and independent personality of Vietnam, Kampuchea and Laos like those of all nations, must be respected, so that the search towards regional cooperation and stability in South-East Asia could be resumed.»[553]

IV.2.4 Les contacts entre dirigeants indiens et soviétiques

Au début du mois de mars 1979, le président du Conseil des ministres soviétique Kossyguine effectue une visite en Inde. Le 9 mars, Desai assure Kossyguine que toute normalisation des relations avec la Chine ne se ferait pas au prix des liens étroits entre l'Inde et l'URSS, il déclare : «*We do not reject overtures for normalization of relations in keeping with our policy of friendship with all, but I should like to stress, Mr. Chairman, that the normalization of relations with any country will not in any way impinge upon the strength and quality of our relationship particularly with good friends such as the Soviet Union.»*[554]

Desai ajoute, félicitant l'URSS de sa prudence face à la situation au Vietnam: «*Even while being vigilant in safeguarding our interests and remaining true to our obligations, both our countries have demonstrated the wisdom of restraint. In this context I cannot but express my admiration that even in the face of a dangerous situation, President Brezhnev has shown statesmanship and focused on negotiations for an early SALT agreement with the USA and a general policy of détente and reduction of armouries and armed forces.»*

Durant sa visite en Inde, Kossyguine multiplie les déclarations antichinoises auxquelles l'Inde ne s'associe pas. Il tente sans succès de convaincre l'Inde de reconnaître le régime de Heng Samrin. Malgré ces différences notables entre Delhi et Moscou, Chen Zhaoyuan, l'ambassadeur chinois exprime son regret que l'Inde ait permis à l'URSS d'attaquer la Chine sur son territoire. Le 13 mars, le représentant de l'ambassadeur chinois auprès du ministère des Affaires étrangères indien déclare à propos de la visite du président du Conseil des ministres soviétique : «*The deterioration of*

553 *Jain* «Annual Report of External Affairs for the year 1978-79», 21 mars 1979 (extraits), p. 523-524.
554 Voir *The Times of India*, 10 mars 1979.

the Sino-Vietnamese relations and the consequent escalation to such a serious border conflict are sheerly because Viet Nam has the support of the Soviet Union. The motive of Kosygin's abusive charges against China is to divert the attention of the public and cover-up the fact that the big and small hegemonists - the Soviet Union and Viet Nam are committing aggression and expansion in Indo-China.»[555]

Le 15 mars, l'Inde et l'URSS, déclarent dans le communiqué commun : «*Having reviewed the situation which has developed in South East Asia in connection with the massive armed attack by China on the Socialist Republic of Vietnam, India and the Soviet Union demanded an immediate, unconditional and total withdrawal of Chinese troops from the territory of Vietnam.»*[556]

La presse chinoise réagit elle aussi et appuie sur les divergences indo-soviétiques. Elle se félicite que l'Inde ait demandé le départ de deux diplomates soviétiques accusés d'espionnage[557] et se réjouit de l'organisation de manifestations antisoviétiques en Inde.[558] Plusieurs articles du *Renmin Ribao*, les 17 et 18 mars, dénoncent les tentatives de l'URSS pour rompre les relations entre Delhi et Beijing, et l'accusent de faire de l'Inde une plateforme à partir de laquelle elle attaque la Chine. A en croire cet organe de presse, l'Inde protesterait contre cette ingérence dans ses affaires intérieures.[559]

Le 16 mars, Vajpayee, interviewé par la télévision à New Delhi, déclare à propos de l'attaque chinoise sur le Vietnam : «*Old memories have been revived which create hurdles in the path of normalization»*, mais il ajoute qu'il espère que lorsque la situation se sera améliorée**,** le processus de normalisation pourra continuer. Il dit que lorsque les dates de sa visite en Chine ont été fixées, la question cambodgienne n'existait pas et que, au moment de son départ pour la Chine, personne ne pouvait prévoir l'attaque chinoise. Vajpayee espère un retrait prochain des troupes chinoises, qui n'ont jamais reçu le moindre mandat pour sanctionner le Vietnam, et une normalisation rapide dans la région.[560]

555 *Jain*, «Chinese Ambassador's representation to India's External Affairs Ministry on Soviet Premier Kosygin's attack on China during his stay in India», 13 mars 1979, p. 517-518.
556 Voir *Jain*, «Indo-Soviet communiqué», 15 mars 1979, p. 518 (extrait).
557 Voir le *Renmin Ribao* du 13 mars 1979.
558 Voir le *Renmin Ribao* du 12 mars 1979.
559 *Renmin Ribao,* 17 mars 1979.
560 Voir *Jain*, «Vajpayee's statement at a New Delhi television interview», 16 mars 1979 (extraits), p. 518-519.

IV.2.5 Les réactions des partis communistes indiens

Dès l'annonce de l'offensive chinoise contre le Vietnam, les deux grands partis communistes indiens réagissent.

Le PCI organise aussitôt à New Delhi une manifestation en commun avec des syndicats et la *All India Youth Federation*.[561] A la *Lok Sabha*, Le PCI condamne la Chine et demande une réaction de la part de l'Inde. L'un de ses députés déclare : «*But do you not consider it our responsibility to see that peace is maintained in this region, to see that no other nation is attacked like this as they have done in Vietnam? (...) The Japanese, the Chinese and the Americans have now joined together. What are the Americans doing now? What they have failed to do is being got done through the Chinese. That is what is happening. Now, the Chinese are acting as the policemen of the East. There was a Policeman in the Middle East and that was the Shah of Iran. (...) you all know what happened to him. I find that the biggest tragedy of this century is a big nation like China, after fighting against the imperialists and establishing a Socialist Government, is breaking away from the socialist world and becoming a handmaid of imperialism. It is the biggest tragedy of this century and all of us will have to pay for it. (...)*»[562]

En octobre 1980, une délégation du PCI est reçue par Le Duan, le secrétaire général du Comité central du PCV. Dans leur communiqué, «*The two delegations express determination of the two parties to contribute actively to the strengthening and consolidation of unity within the international communist and workers' movement, for the defence of the purity of Marxism-Leninism against all manifestations of opportunism, especially Maoism, which offers the most reactionary and dangerous ideological and political challenge at present for the international communist and workers' movement, and for the Chinese working class and people themselves.*»[563]

De son côté, le PCI (M) demande le retrait immédiat des forces chinoises sans pour autant condamner la Chine et demande de ne pas mélanger ce problème avec la question des relations sino-indiennes.[564] Le 26 mars, le PCI (M) organise une manifestation devant l'ambassade de l'URSS pour protester contre le soutien de ce pays à l'agression du Cambodge par le Vietnam. Ils crient «à bas l'impérialisme russe», «agresseurs vietnamiens, n'intervenez pas au Cambodge», «déchirons le

561 Voir *The Times of India*, 19 février 1979.
562 Intervention de Shri M. N. Govindan Nair, «Discussion re. Chinese invasion of Vietnam and the consequent threat to freedom of nations in Asia,» *Lok Sabha Debates*, 22 février 1979.
563 Voir *SWB/FE/6551*, 17 octobre 1980.
564 *Ibid.*, intervention de Shri Dinen Bhattacharya.

traité militaire indo-soviétique», etc. La presse chinoise rapporte le fait avec satisfaction.[565]

IV.2.6 Les suites de l'affaire cambodgienne

Après son offensive, la Chine, qui occupe une position privilégiée au Laos et au Cambodge fait face à une offensive tous azimuts de la part du Vietnam qui veut établir sa domination sur l'ensemble des territoires de l'ex-Indochine française avec la bénédiction de Moscou. La Chine voit ainsi sa position au Laos s'éroder avec par exemple l'expulsion, début juin 1979, d'ingénieurs chargés de la construction de routes et la réduction de l'effectif de son ambassade de Vientiane de trente à douze personnes par le Pathet Lao. *Xinhua* réagit durement et le *Renmin Ribao* déclare: «*despite the stationing of 50,000 Vietnamese troops in Laos, the dissatisfaction and resistance of the Lao people are mounting daily.»*[566] Voulant dire par là que Beijing soutiendrait les mouvements rebelles et antivietnamiens dans le pays.

A partir de la fin mai 1979, l'Inde souhaite s'impliquer directement sur cette question et propose de servir de médiateur entre le Vietnam et les pays de l'ASEAN, pour empêcher la Chine d'étendre sa domination en Asie du Sud-Est. Dans cette optique, Dinesh Singh[567] entreprend une série de visites pour persuader les pays de l'ASEAN, plutôt hostiles au Vietnam, de reconnaître le gouvernement cambodgien de Heng Samrin, mais c'est un échec.[568] L'Inde ne souhaite pas en effet être le seul pays hors du bloc soviétique à reconnaître ce régime. En attendant que ses idées soient reprises, l'Inde propose sans succès de laisser le siège du Cambodge vacant tant qu'une conférence internationale n'aura pas décidé du véritable représentant de ce pays, mais elle exclut que ce soit un proche de Pol Pot.[569] L'Inde demande également aux troupes étrangères de se retirer des territoires qu'elles occupent.

Au même moment les États-Unis tentent d'organiser une conférence internationale sur le sujet, ne souhaitant voir ni Heng Samrin ni Pol Pot à la tête du pays, et voyant dans Sihanouk un bon compromis. Les pays de l'ASEAN souhaitent la neutralisation du Cambodge et demandent à

565 *Jain*, «*Beijing Review* report on Communist Party of India (M-L) protest against Soviet support for Vietnamese aggression», 6 avril 1979, p. 525-526.

566 Nayan CHANDA, «Laos: Burning Peking's bridges: The Pathet Lao regime hits at China and leans even more on Vietnam» dans *FEER*, Vol. 104, No. 26, 29 juin 1979.

567 Député du parti du Congrès.

568 Rodney TASKER, «Short shrift for Hanoi's friend: Moves by India to gain recognition for the Heng Samrin regime in Kampuchea are rebuffed», *FEER*, Vol. 105, No. 32, 10 août 1979.

569 «India's initiative on Kampuchea», *The Times of India*, 10 novembre 1979.

Hanoï de retirer ses troupes, particulièrement celles situées à la frontière thaïlandaise.

La presse chinoise note des divergences entre l'Inde et le Vietnam sur le calendrier du retrait soviétique d'Afghanistan à l'occasion de la visite de Pham Van Dong à New Delhi. Celui-ci visite en effet l'Inde pour la convaincre de reconnaître le candidat Heng Samrin. Le gouvernement indien refuse et, par l'intermédiaire d'un représentant, répond : «*It's India's right to decide when to admit Cambodian government*.»[570] D'une manière générale, la rencontre indo-vietnamienne aboutit à une convergence de vue sur la situation en Asie, mais bute sur le Cambodge et l'Afghanistan, Pham Van Dong tente de forcer la main de l'Inde en reconnaissant que tout le Cachemire fait partie de l'Inde mais cela ne modifie pas la position indienne.[571]

De retour au pouvoir, Indira Gandhi semble également hésiter sur sa politique vietnamienne. Elle décide finalement le 7 juillet 1980 de reconnaître le gouvernement cambodgien provietnamien de Heng Samrin. Ce choix favorable au camp soviétique, qui suscite évidemment la colère de Beijing, fait l'unanimité en Inde.[572] Les 7 et 8 juillet, un débat a lieu à la *Lok Sabha* et le ministre des Affaires extérieures, Narasimha Rao, annonce la décision en ces mots : «*I should like to take a few minutes of the House to refer to Kampuchea. India's relations with Kampuchea go back to several centuries. The Temples of Angkor Vat are a vivid testimony of the interaction between the cultures of our two countries. Indeed, no other country in the Indo-China peninsula is linked to India as Kampuchea is. It is a cherished relationship. The gentle people of that highly cultured country have unfortunately suffered very greatly for no fault of their own. Our hearts have gone out in sympathy to the People of Kampuchea, and India has done whatever it could to alleviate their suffering. We shall continue to do so.*

It is clear that the situation in Southeast Asia requires a reduction of tensions and enhancement of regional stability, so that the individual States of the area can concentrate on the development of their societies and economies. In our view, which we believe is shared by many governments in the region, these problems can best be tackled by peaceful discussions between the countries concerned, and by avoiding the entry into the region of outside Great Power influences and rivalries with all their undesirable consequences. (...)

570 *Renmin Ribao*, «divergence between Vietnam and India», 11 avril 1980.
571 *Renmin Ribao*, «No result of Pham Van Dong's visit to India», 13 avril 1980.
572 Mohan RAM, «An interrupted journey: China retaliates against a pro-Soviet move by India, setting the clock back on normalisation of relations», *FEER,* Vol. 109, No. 34, 15/21 août 1980.

Our Government is committed to recognizing the new Government in Kampuchea, a stand which is shared by an overwhelming majority of political opinion in India. Kampuchea, after all the terrible ordeals which it has had to face, needs all the possible assistance from the international community if it is to develop its economy, restore its internal infrastructure and re-establish its status as a sovereign, independent, non-aligned nation. In furtherance of these objectives, we propose to immediately establish diplomatic relations with the Government of the People's Republic of Kampuchea in Phnom Penh, headed by President Heng Samrin.»[573]

Au cours de ce débat, l'opposition, cette fois du *Janata*, dénonce fortement la politique de la Chine et on semble parfois en revenir aux années 1962-75. Shri Chandrajit Yadav, du *Janata* (S) déclare ainsi : «*When we were attacked by China, on 14th November 1962 this House passed a solemn resolution-a 'standing resolution'. The entire House stood and passed the Resolution that our country had been betrayed by the Chinese. The Resolution (...) ends by saying: "With hope and faith, this House affirms the firm resolve of the Indian people to drive out the aggressor from the sacred soil of India, however long and hard the struggle may be».*[574]

La réaction chinoise ne se fait pas attendre et le 9 juillet, un long article du *Renmin Ribao* qualifie cette reconnaissance de « stupide » : «*The Heng Samrin regime, the common enemy of the Kampuchean people, is a tool of Hanoi for aggression in Kampuchea, for rigging up an "Indochina federation" and expansion in Southeast Asia. The recognition of such a regime created by the Vietnamese aggressors means an acknowledgement of the fait accompli of Vietnam's occupation of Kampuchea and a support to Vietnamese aggression and expansion.*

As a big nation in South Asia and the whole Asia, a member of the non-aligned movement and an initiator of the five principles of peaceful coexistence, India should draw an appropriate lesson from the Kampuchean crisis at a time when the Soviet expansionists have come to its doorsteps after the invasion of Afghanistan. India should oppose all kinds of interference in other nations' internal affairs and encroachment upon other's sovereignty and territorial integrity, and defend the established principles governing international relations, thereby supporting the struggle of the government of Democratic Kampuchea against Vietnamese aggression and expansion. But on the contrary, the Indian government supports the Vietnamese authorities by recognizing the Heng Samrin regime and is willing to join the ranks of a puppet regime. Such perverse action is indeed inglorious.

573 Voir «DG Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 7-8 juillet 1980, p. 413.
574 *Ibid*, p. 414, on peut lire la suite de l'intervention de Yadav contre la Chine dans le document 27 en Annexes.

The Indian Government's recognition of the Heng Samrin regime is obviously linked with the Soviet promise to give India 1,600 million US dollars worth of military hardware. It repays the Soviet Union and serves the Hanoi authorities with the above-mentioned recognition. In so doing, India has forsaken its non-aligned stand and sided with the aggressors.» [575]

Le 10 juillet, un porte-parole du département d'informations chinois fait ce commentaire : «*India, as a big nonaligned country, actually acknowledges the puppet regime in Cambodia which is propped up by the use of armed forces of Vietnam. Objectively, it is a connivance with the invasion of Cambodia by Vietnam. This will undermine India's image.»*[576] La presse chinoise accuse l'Inde de sortir par cet acte de sa neutralité proclamée.[577] Pour marquer son mécontentement, la Chine renvoie à une date ultérieure la visite pourtant programmée de Huang Hua. Le 6 août 1980, le porte-parole du ministère des Affaires extérieures indien revient en termes modérés sur ce report : «*It is well-known that India and China have different views on the Kampuchea situation, as indeed on many other international issues. It is, however, the Government of India's view that normalization of Sino-Indian relations does not require identity of approach on all issues.»* La Chine fait également preuve de retenue en assurant que, malgré les différences, les relations sino-indiennes vont continuer à se développer.[578]

L'agence TASS loue la décision indienne et parle d'un acte de grande contribution à la cause de la paix et de la stabilité en Asie.[579] Le 16 juillet, l'ASEAN adresse une lettre au ministre des Affaires étrangères indien dans laquelle elle exprime sa déception et sa crainte que le geste indien n'envenime la situation en Asie du Sud-Est.[580]

En février 1981, les Khmers rouges, soutenus par Beijing, protestent contre la décision de New Delhi de refuser des visas à une de leurs délégations.[581] L'Inde se justifie en invoquant une décision du mouvement des non-alignés, adoptée lors du congrès de la Havane, en faveur de la politique de la 'chaise vide'.

Pour faire face aux forces vietnamiennes, les différents leaders cambodgiens tentent de

575 *Jain*, «*People's Daily* commentary on India's decision to recognize Heng Samrin regime», 9 juillet 1980, p. 550-551.

576 «Our News spokesman of the Ministry of Foreign Affairs made a statement that China is disappointed by Indian acknowledgement of Heng Samrin's regime,» *Renmin Ribao*, 10 juillet 1980.

577 «Indian radio comments on India's acknowledge on "Jin Bian" bogus government. Where is India's neutrality and nonalignment principle?», *Renmin Ribao* du 10 juillet 1980.

578 *Jain*, «Statement by the spokesman of India's Ministry of External Affairs on the postponement of Chinese Foreign Minister's visit to India», 6 août 1980, p. 553-554.

579 *Renmin Ribao*, 10 juillet 1980.

580 *Renmin Ribao* du 16 juillet 1980.

581 *Tribune*, 7 février 1981.

s'unir, en vain tant les différends entre eux sont nombreux et profonds. Fin février 1981, Sihanouk accepte de discuter avec les partisans de Pol Pot sur la formation d'un mouvement de résistance antivietnamien au Cambodge, après s'y être toujours refusé auparavant pour des raisons morales. La Chine lui propose de prendre la direction des groupes opposés à Heng Samrin. Le roi prévoit donc de rencontrer Khieu Samphan, le leader des Khmers rouges, Son Sann, le chef du principal mouvement de résistance non-communiste, ainsi que d'autres leaders de moindre envergure. La Chine fournit des armes aux Khmers rouges via la Thaïlande.[582] Elle menace également le Vietnam d'une nouvelle intervention directe. Finalement Sihanouk ne peut se résoudre à rencontrer Khieu Samphan.[583]

Le 26 mai, Indira Gandhi reçoit l'ambassadeur du Vietnam, Nguyen Quang Toa, qui l'informe sur la situation au Vietnam, particulièrement sur les provocations armées de la Chine à ses frontières nord et au Laos et des efforts de ses ennemis pour réunir une conférence internationale sur le Cambodge. Indira déclare en réaction : «*The Indian government consistently maintains its stand to support the Vietnamese people's struggle for national construction and defense. Prime Minister Gandhi rejoiced at the increasingly stabilized situation and fine development in Kampuchea, and reasserted the Indian government total support for the PRK under President Heng Samrin's leadership*.»[584]

Indira se sent en effet encouragée par la décision de l'ASEAN et des États-Unis d'accepter Heng Samrin au débat aux Nations unies sur le futur du Cambodge. Durant l'été 1981, Alexander Haig, le secrétaire d'État américain, tente de mieux organiser le front antivietnamien et antisoviétique, qui comprend la Chine, l'ASEAN et l'ANZUS.[585] La politique américaine n'est cependant pas suivie par le Secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, qui refuse d'inviter Heng Samrin car il n'est pas reconnu par les Nations unies, et invite à la place le groupe des leaders politiques cambodgiens pro-Pékin, c'est à dire principalement Sihanouk, Khieu Samphan, et Son Sann.[586]

En septembre 1981, les Nations unies votent pour la reconnaissance du régime de Pol Pot, bien qu'il soit accusé de génocide, grâce au soutien de la Chine et de l'ASEAN. Les États-Unis de

582 Bernard GWERTZMAN, 'Sihanouk is ready for Pol Pot talks', *The New York Times*, 27 février 1981.
583 On peut lire sur ce thème, Nayan CHANDA, 'When words don't matter: Sihanouk says his united front initiative is a ploy to deflect pressure from Khmer exiles, China and the Khmer Rouge', *FEER*, Vol. 111, No. 11, 6/12 mars 1981.
584 *SWB/FE/6741*, 5 juin 1981.
585 Voir Richard NATIONS, «Cobbling a conglomerate: Haig's Asian trip is designed to line up China and Asean against the Soviet Union and Vietnam», *FEER*, Vol. 112, No. 25, 12/18 juillet 1981.
586 Voir «Group at U.N. Said to Want To Invite Phnom Penh Chief», *The New York Times*, 5 juin 1981.

Reagan sont moins portés sur les questions morales que les États-Unis de Carter. Lors de la session, Indira essaie de justifier sa reconnaissance du régime de Heng Samrin en déclarant : «*It was our assessment that Heng Samrin had control of the territory and enjoyed popular support*»[587]. De plus, après une longue pression de Beijing, les trois chefs cambodgiens [588] signent enfin un document, par lequel ils expriment le désir de former un gouvernement de coalition et d'éviter les frictions. La situation va en rester là jusqu'à ce que l'Union soviétique décide de se rapprocher de la Chine et incite le Vietnam à se retirer du Cambodge.

587 Voir «Mrs. Gandhi Urges Talks On Conflict in Cambodia», *The New York Times*, 10 octobre 1981.
588 Sihanouk, Khieu Samphan et Son Sann.

IV.3 Décembre 1979: le problème afghan

IV.3.1 Les origines du problème

Au problème vietnamien, déjà dangereux au niveau international vient s'ajouter le problème afghan lorsque l'Union soviétique décide d'envoyer des troupes dans ce pays pour l'empêcher de basculer dans le camp sino-américano-pakistanais. L'URSS considère en effet que l'Afghanistan fait partie de sa zone d'influence et s'y inquiète des progrès pakistanais.

L'URSS entretient des relations privilégiées avec l'Afghanistan depuis toujours. Le problème commence dès 1973 lorsque par un coup d'État, le prince Mohammed Daoud Khan prend le pouvoir et commence à éloigner son pays de Moscou. A partir de 1975, le Pakistan commence à vouloir jouer un rôle plus important dans ce pays. Cette année-là, lors d'une visite en Inde, le président Daoud évoque ce problème avec Indira Gandhi. Le ministre des Affaires étrangères Chavan en parle lors d'un débat à la *Lok Sabha* : «*Pakistan's recent attitude of belligerency towards Afghanistan is another matter which really speaking, concerns us. Our relations with* [Afghanistan] *are very closely and friendly and we have the fullest sympathy with Afghanistan in the problems it faces. (...) When President Daud recently came here, we both felt that the U.S. decision on arms supplies to Pakistan would encourage the forces of confrontation and tension, retarding the process of normalization in South Asia. (...)*»[589]

En avril 1978, le président Daoud est chassé du pouvoir et remplacé par N. M. Taraqi, un prosoviétique. Celui-ci est renversé par Hafizullah Amin. Brejnev se montre particulièrement amical envers l'Inde car il a besoin de son soutien du fait des difficultés que rencontrent les différents régimes afghans. Il fait à Morarji Desai l'honneur de l'accueillir lui-même à l'aéroport de Moscou lors de sa visite de juin 1979, trois mois seulement après la visite de Kossyguine à New Delhi. Les deux pays signent des accords de développement économique; un deuxième satellite soviéto-indien est lancé et l'URSS propose à l'Inde d'envoyer un homme dans l'espace. Les deux pays, qui ont des intérêts communs en Asie centrale, souhaitent y maintenir la stabilité et s'inquiètent des développements en Iran et en Afghanistan.

L'URSS souhaite que l'Inde intervienne pour faire comprendre au Pakistan qu'il n'a pas intérêt à interférer dans les affaires afghanes. Un communiqué commun signé par Brejnev et Desai

589 «D.G. Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 15 avril 1975.

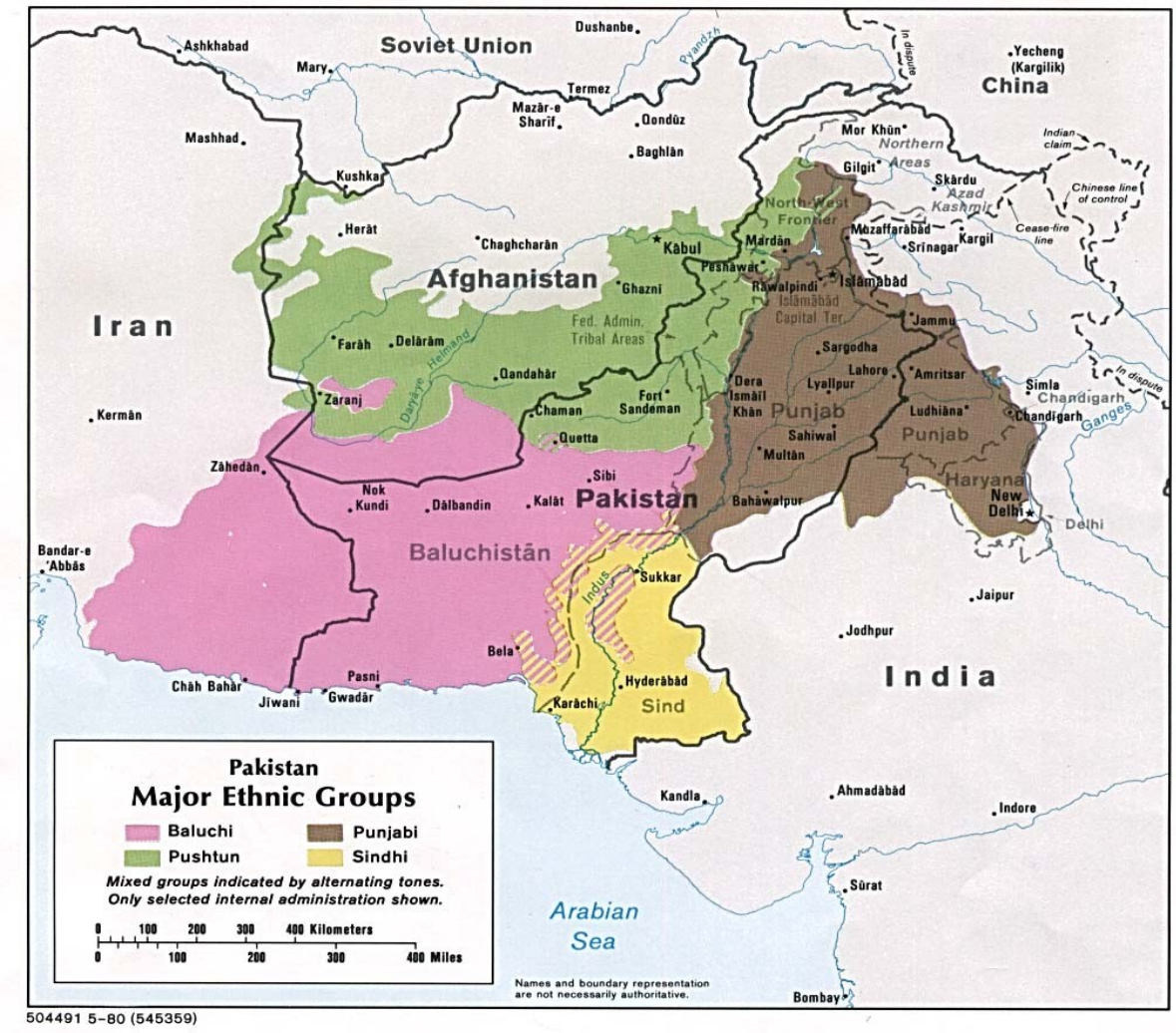
montre le désir des deux pays d'aider le régime afghan de Noor Mohammed Taraqi à faire face à ses problèmes. Le communiqué réaffirme également l'indépendance de l'Afghanistan et déplore les tentatives d'interventions extérieures. Brejnev évite d'attaquer la Chine durant cette visite de Desai pour ne pas placer l'Inde dans une situation délicate comme ce fut le cas durant les visites de Gromyko, en 1978 et de Kossyguine en mars 1979.[590]

Tout ceci ne parvient pas à régler le problème et l'URSS se voit finalement forcée d'intervenir pour sauver le régime communiste afghan. Le 27 décembre 1979, Babrak Karmal évince Amin avec l'appui des forces militaires soviétiques. Moscou dit que ses forces armées ont été invitées à soutenir le gouvernement afghan comme le prévoit le traité signé en avril 1978. Taraqi le confirme et dit que l'invitation a été faite pour sauvegarder l'intégrité territoriale du pays contre les mercenaires externes (il veut apparemment parler des moudjahidines lourdement armés par les États-Unis, la Chine et le Pakistan).

Dès l'envoi de troupes en Afghanistan par l'URSS à partir de décembre 1979, la Chine et les États-Unis réagissent vivement, ce qui inquiète Indira Gandhi qui déclare qu'une coopération militaire sino-américaine serait «très dangereuse pour l'Inde et pour la région entière.»[591] Elle ajoute dans une interview donnée à l'AFP que la Chine a des visées expansionnistes dont l'Inde a déjà souffert. Le 13 janvier 1980, *Xinhua* déclare que la Chine ne se fait plus d'illusions sur la normalisation des relations avec l'Inde, «*un pays qui a choisi le camp ennemi*.»[592]

Le Pakistan craint de son côté la collusion entre Afghans, Soviétiques et Indiens. L'Inde n'a pas formellement reconnu la ligne Durand qui sépare le Pakistan de l'Afghanistan et cela conduit le Pakistan à une grande prudence parce qu'il existe des risques de désintégration du Pakistan à cause des mouvements séparatistes Pashtounes et Baloutches.[593] On peut voir sur la carte suivante que le Pakistan est un pays partagé entre différentes ethnies dont certaines sont partagées entre le Pakistan, l'Afghanistan, l'Iran et l'Inde. C'est un facteur de grande faiblesse interne qui est connu de la Chine et des États-Unis qui pour cette raison ne peuvent permettre un Afghanistan occupé par l'URSS. 1979 est l'année qui voit le basculement de l'Iran dans le régime des mollah et les stratèges occidentaux et chinois s'inquiètent de la politique iranienne puisque l'Ayatollah Khomeiny dénonce en novembre les États-Unis comme le 'Grand satan'.

590 Mohan RAM, «The drive to keep India in line: Desai needs Soviet aid but without the strings of the old relationship», *FEER*, Vol. 104, No. 26, 29 juin 1979.
591 «US-China tie-up» dans *China Report*, Vol. 16, No. 6, novembre-décembre 1980, p 43.
592 *Indian Express*, 14 janvier 1980.
593 Selig S. HARRISON, «Tensions in South Asia», *The New York Times*, 11 décembre 1979.



Carte 13: les groupes ethniques composant le Pakistan

IV.3.2 Les premières réactions chinoises et indiennes

Le 16 janvier, lors d'une interview, Indira nuance sa position. Elle déclare dans un premier temps ne pas soutenir l'intervention soviétique en Afghanistan : «*I think it's unreasonable that one country invades another country*», dans un tel contexte, le rôle de l'Inde est de contribuer à faire retomber la tension.[594] «*I won't defend Soviets, but the problem is how do we react to the tensed situation, and what measures should we take to relax the tensed situation. If Soviet or some other countries feel insulted by our reaction, that will produce the opposite result*.»[595]

Le 18 janvier, la presse indienne avance que la Chine a considérablement accru ses livraisons d'armes au Pakistan grâce à l'utilisation de l'autoroute de Karakoram. La route aurait été

594 «Indira Gandhi denied India supported Soviet invasion of Afghanistan», *Renmin Ribao,* 18 janvier 1980.

595 «Indira Gandhi won't defend for Soviet invasion of Afghanistan, India will endeavor for the normalization of the Sino-Indian relationships», *Renmin Ribao*, 20 janvier 1980.

interdite aux civils pour faciliter les transports d'armes. Les Chinois auraient même changé d'itinéraire pour gagner du temps, n'allant plus à Gilgit mais dans la province de Chitral, en face de la région afghane du Badashkhan. De plus, ils masseraient des troupes dans l'étroite bande de terre en face du corridor de Wakhan, qui fut la première cible de l'intervention soviétique.[596]

La Chine compte sur le Pakistan pour aider les rebelles afghans. Le ministre des Affaires étrangères Huang Hua visite le Pakistan dans le but de coordonner les actions de la Chine avec ce pays. Il a de longues conversations avec Agha Shahi et Zia-ul Haq. Il visite des camps moudjahidines installés en territoire pakistanais. Huang Hua incite le Pakistan à accepter l'aide américaine. Il dit à Zia que la Chine, qui a fourni à son pays pour près de six milliards de dollarsd'armements militaires presque gratuitement, ne peut continuer à faire de même. Si le Pakistan souhaite de l'armement chinois, il devra le payer désormais.[597] La militarisation de la région et l'extension du potentiel militaire pakistanais inquiètent les dirigeants indiens. Le 24 janvier, le président de la République Reddy dénonce l'intervention de forces extérieures et l'introduction d'armes qui mettent en danger, non seulement l'Inde mais toute la région. Il demande à ce que tous les pays concernés se concentrent sur la promotion de la stabilité régionale et de la coopération.[598] La Chine n'avait pas accordé d'importance particulière à l'Afghanistan avant 1978 malgré les 76 km de frontière commune. Sur la question pashtoune, elle se range du côté pakistanais. L'Afghanistan affichant sa neutralité concernant le conflit sino-soviétique, la Chine ne cherche pas à s'immiscer dans ses affaires internes. Les choses changent à partir d'avril 1978 et de l'arrivée au pouvoir de Taraqi qui éveille les soupçons chinois et la Chine commence à fournir des armes aux forces anti-gouvernementales. Lorsque l'URSS envahit l'Afghanistan, la Chine se décide à aider davantage les rebelles contre les forces soviétiques et gouvernementales afghanes en leur fournissant des armes, des instructeurs et de l'argent.[599]

596 *The Times of India*, 18 janvier 1980.
597 *Idem*, p. 67
598 «Indian President deeply concerned with Afghan situation», *Renmin Ribao*, 25 janvier 1980.
599 Shri Ram SHARMA, *India-China relations 1972-1991*, p. 66.



Carte 14: l'Afghanistan



Huang Hua et Agha Shahi lors d'une réception le 19 janvier 1980 (photo 51, Huang Hua, *Memoirs*)

Elle tente d'empêcher l'Inde de resserrer ses liens avec l'Union soviétique et propose une reprise du dialogue bilatéral sino-indien. Huang Hua déclare ainsi à l'occasion de la fête de l'indépendance à New Delhi : «*The present turbulent and tense international situation places a greater obligation on both China and India to promote mutual understanding and co-operation. Bilateral exchanges between our two sides have increased to some extent in recent years, thanks to the efforts of both parties. We believe that our Indian friends share with us the conviction that to promote mutual understanding and co-operation between the two great neighbouring countries of China and India is not only the common desire of our two peoples, but beneficial to peace and stability in Asia.*»[600]

Fidèle à la politique qu'elle a inauguré en 1971, Indira finit par accepter les explications du Kremlin et déclare que c'est Amin qui a demandé la présence des forces soviétiques en Afghanistan car il se sentait menacé par les forces anti-gouvernementales : «*They were invited in on, I think, 26th December, by Amin himself.*» Et «*In so far as the presence of Soviet troops is concerned, India firmly accepts the Soviet assurance, that they would withdraw their troops whenever asked by the Afghan Government*.» Se disant convaincue d'une emprise occidentale très forte, Indira Gandhi

600 «Speech by Foreign Minister Huang Hua at the Indian Embassy reception on India's Independence Day», 26 janvier 1980 (Extraits), *Jain*, op. Cit., p. 530-531.

estime que l'Afghanistan est fondée à sauvegarder sa souveraineté, son intégrité et son indépendance y compris en faisant appel à l'aide soviétique. Aux Nations unies, le représentant permanent indien déclare: «*India could not look with equanimity when some outside powers have been interfering in the internal affairs of Afghanistan by training, arming and encouraging subversive elements to create disturbances within that country*.» Fin janvier, Indira Gandhi déclare que la plupart des pays ont fait deux poids, deux mesures sur les questions de l'interférence étrangère et de la présence de troupes et de bases étrangères. «*How many people deplored the invasion of Vietnam by China?»*[601], déclare-t-elle.

IV.3.3 Le Parti du Congrès penche en faveur de l'URSS

Le 1er février, un débat est organisé à la *Lok Sabha* sur l'Afghanistan. A cette occasion quasiment tous les députés soutiennent la politique prudente d'Indira Gandhi. Le *Forward Bloc* se range plutôt du côté soviétique, déclarant que celle-ci ne fait que respecter son accord de défense avec le gouvernement afghan face aux intrigues anti-gouvernementales américaines, britanniques, et d'autres pays, dont la Chine. Un député de ce parti déclare : «*The situation has escalated. The Afghan situation is nothing but a pretext for the imperialist powers to revert the world to the cold war which might be converted into a hot war too. (...) It also appears that the American strategy is to build up a big task force in the South Asian region with the help of China. The USA has also decided to give heavy arms and economic aid to Pakistan which poses a grave threat to India.»* [602]

Le représentant du parti *Janata*(S) intervient dans le même sens et pense que l'URSS a été contrainte d'intervenir et se retirera dès que cela sera possible. Il accuse les États-Unis, le Pakistan et la Chine d'être les véritables agresseurs : «*These two aggressors [le Pakistan et la Chine], who committed aggression on our country, are joining hands with the United States of America with whose weapons, the United States of America and neo-colonialist countries are always on the side of the exploiting system in the world as they were always opposed to the patriotic popular movements in all parts of the world. They are trying to militarize even the peaceful zones. In spite of powerful public opinion that Americans must withdraw from the Indian Ocean, they have not withdrawn. They go on expanding the military base. They have decided to expand their Naval base in Diego Garcia armed with nuclear weapons. It is not a serious danger for us? It is not only a serious danger for us but it is also a serious danger for the entire peace-loving people and for the*

601 *Patriot*, 30 janvier 1980.

602 Intervention de Chita Basu, «Discussion re. Recent political developments in Afghanistan», *Lok Sabha Debates*, 1er février 1980.

entire freedom loving people in the entire region.» [603]

Le député du Congrès Madhav Rao Scindia déclare de son côté: «*There is no doubt that Soviet intervention in Afghanistan has placed Soviet Russia within 350 miles of the Arabian Sea and the Soviet air force can control the oil lifeline of the West and Japan. It is also a historical fact that from the days of Czarist Russia, she has dreamt of a direct entry into the warm waters of the Arabian Sea and the Persian Gulf. But it is not get carried away by viewing matters merely against this back-drop. Is it not true that a situation of instability was being created in Afghanistan? According to Soviet reports, the Soviet Union entered Afghanistan when they were invited into Afghanistan when the Afghan army weakened by coups and counter-coups was unable to keep the internal situation within their control. It is alleged that insurgents armed with American and Chinese arms were crossing constantly into Afghan territory and operating from bases within Pakistan. If this is so, it has boomeranged on Pakistan and it is in Pakistan's interest that these activities cease immediately. Unfortunately, instead of counseling restraint, America seems to be more intent on aggravating matters by making Pakistan an American arsenal. They must realize that this move may possibly destabilize the very regime in Pakistan that they want to keep. This is because the newly armed tribal insurgents can be more of a threat to the peace of the area where they have sought refuge than to the much superior Soviet forces against whom they are supposed to fight. Let us not forget that the armed insurgents being sent into each other's territory is a game two can play for there are enough discontented Pathan and Baluch tribesmen in Pakistan waiting to settle scores with a regime which they consider a usurper of their homeland, India must impress Pakistan and the United States of these dangerous portents.»*[604]

Il ajoute qu'un Pakistan stable est dans l'intérêt de l'Inde car il constitue un tampon entre l'Afghanistan et l'Inde, mais qu'une nouvelle course aux armements serait désastreuse pour les deux pays économiquement. Un autre député du Congrès, Sri R.S. Sparrow, accuse la Chine d'agir en Afghanistan dans la province de Wakhan. Pour lui, la collusion sino-pakistanaise a une énorme signification, même en relation à l'incident afghan.

Le PCI (M), par l'intermédiaire de Samar Mukherjee, reprend les mêmes arguments. Avec la perte de l'Iran, les États-Unis rechercheraient, selon lui, un nouveau point d'appui en Asie pour barrer la route du pétrole aux Soviétiques et ils auraient décidé que cette base nouvelle serait le

603 Intervention de Chandrajit Yadav, *Ibid*.
604 Intervention de Shri Mahav Rao Scindia, *ibid.*

Pakistan (proaméricain depuis 1954). A partir du Pakistan, ils comptaient déstabiliser l'Afghanistan pour le voir rejoindre le camp occidental. Samar Mukherjee termine son intervention en déclarant : «*The question now is that the Government of India must be firm in declaring that these colonial powers should never be allowed to strengthen their bases here, because Pakistan being a base of American Imperialism with so much sophisticated weapons including nuclear arms. (...) the Afghan Government who want to defend the revolution which they have achieved in April 1978 by overthrowing feudal exploitation, have built up a democratic system now. To defend that new system of democracy and independence from American intervention, Afghanistan has sought Soviet invoking in Friendship Agreement. (...) once this new government of Afghanistan have their own base consolidated, the Soviet army will withdraw from Afghanistan.»*[605]

Le parti du *Janata* apprécie la non-implication du gouvernement indien dans le problème afghan, le considérant comme des plus périlleux mais contrairement aux autres partis il renvoie les deux superpuissances dos à dos et n'excuse pas l'URSS pour son intervention.[606] Le PCI quand à lui conserve sa position habituelle de soutien total à l'URSS.[607]

IV.3.4 Les contacts indo-pakistanais

Du 4 au 6 février, Sathe, le secrétaire indien aux Affaires extérieures et son homologue pakistanais Shah Nawaz discutent de la situation. Zia-ul-Haq rencontre également Sathe. Les deux pays tentent de calmer le jeu. Sathe déclare que si quelque chose arrivait au Pakistan, l'Inde se sentirait concernée et que les deux parties ont des points de vue identiques au moins sur un sujet : aucune force ou interférence dans les affaires internes d'un autre pays ne serait tolérée.[608] Il déclare également que l'Inde n'a pas d'objection à ce que le Pakistan accepte l'aide américaine pour renforcer ses capacités défensives.[609]

La Chine incite au rapprochement indo-pakistanais, que l'URSS s'évertue selon elle à empêcher et tente de persuader l'Inde qu'elle est en danger tout autant que le Pakistan : «*The Soviet Union, of course, is unhappy to see relations improving between India and Pakistan. People have*

605 Intervention de Samar Mukherjee, *ibid.*

606 Intervention de Prof. Madhu Dandavate (Janata), *Ibid.*

607 Intervention de Shri K. A. Rajan, *Ibid.*

608 Une façon peut-être de dire à l'URSS que l'Inde ne tolérera pas qu'elle essaye de pousser plus au sud, une façon aussi de rassurer la Chine et le Pakistan sur les intentions indiennes.

609 C'est encore une façon de rassurer le Pakistan, l'Inde joue donc sur les deux tableaux pour ménager à la fois la Chine et l'URSS.

noted that Moscow is trying to foment discord between India and Pakistan by making a big fuss over U.S. assistance to Pakistan and proclaims itself to be a "long-tested old friend" of India. But has not the deceptiveness of these high-sounding words been much blunted by the thunder of artillery in Afghanistan? People with the interests of the Indian nation and the peace and security of South Asia in mind will distinguish right from wrong. They will see that the support and assistance rendered by many countries to the threatened Pakistan is not directed against India and creates no threats whatever to that country. On the contrary, it will only help to check the hegemonists in their aggression and expansion. Therefore, it is beneficial to India.»[610]

En février, le Pakistan tente de convaincre l'Inde de faire front avec lui sur la question afghane pour forcer l'URSS à évacuer. Zia-ul Haq, pour qui les actions de l'URSS ont endommagé le statut d'État-tampon de l'Afghanistan, rejette les accusations de menées subversives en Afghanistan.[611] Les arguments de la Chine et du Pakistan semblent porter: au même moment en effet, une visite d'Andrei Gromyko en Inde se solde par un échec. Il ne parvient pas à obtenir le soutien de l'Inde. Le communiqué conjoint ne fait aucune allusion au problème, mentionnant laconiquement: «*Both sides re-stressed that they are determined not only to maintain, but also to further develop and strengthen the relationship of mutual benefit*.»[612]

Le 21 février, l'Inde change de nouveau d'attitude, Indira justifiant l'intervention soviétique par les ingérences du Pakistan, qui aurait entraîné des rebelles afghans dans le but de renverser le régime de Kaboul. Elle demande donc que l'on juge l'URSS en prenant en compte tous les aspects de la sécurité régionale.[613] Comme tout pays, insiste-t-elle, lorsque ses intérêts sont menacés, l'URSS ne reste pas passive et réagit. Enfin conclut-elle, «*If Soviet Union withdraws, the Kabul regime would face a danger of being destroyed by the enemy*.» En conclusion, Indira Gandhi reconnaît que l'URSS doit évacuer. Cependant, elle ajoute qu'elle n'a pas envahi l'Afghanistan sans raisons, et que son évacuation ne suffira pas à régler le problème. Il faut également que les États-Unis cessent d'armer le Pakistan et que le Pakistan n'aide plus les rebelles afghans. Le Premier ministre n'omet pas de rappeler que la Chine, qui occupe d'importantes parties du territoire indien, n'a de leçons à donner à personne.

610 *Renmin Ribao*, 8 février 1980.

611 «Pakistan and India join hands together to force Soviet Union to withdraw its troops from Afghanistan», *Renmin Ribao*, 15 février 1980.

612 «Pakistan Foreign Department spokesman refuted Gromyko's attack. Gromyko didn't come to the agreement with India on Afghanistan problem», *Renmin Ribao,* 15 février 1980.

613 «Indira Gandhi excused Soviet Union invading Afghanistan», *Renmin Ribao*, 24 février 1980.

Pour les Chinois, qui les rejettent, ces dernières accusations compromettent l'amélioration des relations sino-indiennes.[614] La presse chinoise s'emploie à détruire l'ensemble de l'argumentation de Madame Gandhi : «*With this logic of Gandhi, any country can take the advantages of excuse which was its border country may be destroyed, and to invade the country without taking the "sovereignty and territory integrity" into consideration. Wasn't it another way to say invasion?»*[615]

En avril, de nouvelles discussions entre l'Inde et le Pakistan permettent aux deux pays d'exprimer leur point de vue respectif et de réaliser des progrès dans la normalisation de leurs relations. La classe politique indienne est divisée entre deux tendances. D'un côté le parti du Congrès, relativement hostile à la possibilité d'un rapprochement avec le Pakistan pour faire face plus efficacement au problème afghan, de l'autre l'opposition, représentée par Subramaniam Swamy qui souhaite que l'Inde profite de l'opportunité historique offerte par la crise afghane pour se rapprocher durablement du Pakistan.[616] Le parti de Swamy continue en disant que l'invasion soviétique constitue une menace commune à tous les pays d'Asie du Sud et demande au gouvernement indien de tout faire pour que l'URSS se retire d'Afghanistan. L'ancien Premier ministre Desai déclare, très lucide : «*Russians will have to withdraw from Afghanistan at last, Afghanistan never submitted to any country, and had good tradition of guerrilla warfare. If Russians don't withdraw from Afghanistan, in time, they will suffer the same doom than Americans in Vietnam»*[617]

IV.3.5 La politique de la Chine et de l'Inde devant l'enlisement soviétique

Subramaniam Swamy revient de Chine avec la conviction que les Chinois sont préoccupés par la situation en Afghanistan et privilégient une réponse régionale de l'Inde, du Pakistan et d'autres pays de la région pour mettre en application la résolution de l'ONU qui appelle au retrait des forces soviétiques.[618] L'ambassadeur chinois à New Delhi, Shen Jian, déclare le 15 avril que la Chine croit que de meilleures relations sino-indiennes sont d'une importance vitale dans un monde

614 *Ibid.*

615 «What will Indira Gandhi say, agitating Soviet Union's intervention in Afghanistan is reasonable; don't care about the fact to insult China», *Renmin Ribao*, 8 mars 1980.

616 «Member of legislative body of India emphasis that India and Pakistan are facing the threat from Northwest. They are in the same boat», *Renmin Ribao*, 15 avril 1980.

617 «Indian Janata Party pointed out that Soviet Union's invasion to Afghanistan threatened Southeast Asia», *Renmin Ribao*, 22 avril 1980.

618 *Hindustan Times*, 16 avril 1980.

instable pour maintenir la paix et la stabilité, particulièrement en Asie.[619] Au même moment, Indira Gandhi rencontre Huang Hua et lui dit que condamner l'URSS ne lui fera pas évacuer l'Afghanistan et que la seule solution est diplomatique. Cependant la Chine livre deux chasseurs de sous-marins au Pakistan, qui peuvent difficilement être présentés comme destinés à faire face à la menace soviétique à la frontière pakistano-afghane: ils provoquent en Inde un regain de méfiance sur les intentions chinoises.[620]

Le 8 mai 1980, à l'occasion des funérailles de Tito, Indira Gandhi s'entretient avec Brejnev qui lui fait part de la position de son pays. Hua Guofeng et Indira Gandhi se rencontrent ensuite et s'entretiennent pendant une trentaine de minutes. Le leader chinois déclare être plus que prêt à améliorer les relations entre les deux pays. Indira Gandhi déclare qu'elle aussi veut l'amitié avec la Chine. La Chine manifeste implicitement l'intention de reconnaître à l'Inde le leadership du mouvement des non-alignés en suivant la ligne politique de Tito, c'est-à-dire à condition d'en exclure Cuba et l'URSS et ses satellites. Indira Gandhi répond en affirmant que non-alignement ne voulait pas dire neutralité mais l'adoption sur chaque question d'une position conforme aux intérêts nationaux et non à ceux d'une grande puissance.[621] Indira Gandhi rapporte ensuite à Brejnev la teneur de ses discussions avec la Chine et sert ainsi d'intermédiaire entre les deux pays.[622]

En mai, pour la première fois depuis décembre 1977, le président pakistanais Zia-ul Haq se rend en Chine, le seul pays, selon lui, qui soit resté fidèle à ses principes et dont la politique est au dessus de tout intérêt égoïste. Le Pakistan et la Chine, ajoute-t-il, se comprennent parfaitement dans tous les domaines, de l'économie à la défense. Il reçoit l'assurance de l'aide chinoise en cas d'agression étrangère. La Chine s'engage d'ailleurs à fournir au Pakistan des mortiers, des canons anti-aériens, des missiles sol-air, des chars légers, des hélicoptères et des bombardiers. Zia se dit pour le déploiement de troupes de combat chinoises dans la région stratégique de Gilgit, ce qui ne peut que déchaîner la colère des Indiens.[623]

Les deux pays demandent le retrait inconditionnel et immédiat des troupes soviétiques de l'Afghanistan et refusent de reconnaître le régime de Babrak Karmal tant qu'il y aura des soldats soviétiques sur le sol afghan. Ils réfutent les accusations soviétiques concernant l'existence de camps d'entraînement pour les rebelles afghans à Gilgit et dans la province du Nord Ouest. Zia

619 *SWB/FE/6400*, 21 avril 1980.
620 *Indian Express*, 24 avril 1980.
621 *Hindustan Times*, 10 mai 1980.
622 Shri Ram SHARMA, *India-China relations 1972-1991*, p.74.
623 *Tribune*, 14 mai 1980.

déclare: «*We have no quarrel with Moscow, but we have opposed the Russian occupation of Afghanistan as a matter of principle, Pakistan, along with 104 members of the United Nations and the Islamic and non-aligned countries, views the Soviet move as an infringement of liberty which has disturbed the equilibrium of this region. We have good economic relations with the Soviet Union, but the question of morality and principle must come before brute force and might is right*.» [624]

En juin, Narasimha Rao effectue une visite à Moscou au cours de laquelle les deux pays réitèrent leur point de vue respectif sur la question afghane.[625] Les troupes soviétiques semblant s'installer durablement en Afghanistan, un nouveau débat est organisé à la *Lok Sabha* les 7 et 8 juillet 1980. Chandrajit Yadav, représentant du *Janata* (S) déclare : «*I think the presence of Soviet troops in Afghanistan did create a situation which, in my opinion, was not to the liking of the Soviet Union also. I am glad that time and* [a]*gain the Soviet Union reiterated their position that as soon as the danger to the sovereignty and independence of Afghanistan is over and as soon as the Imperialist design to commit aggression and to undo the revolution of Afghanistan is over, they would be happy to withdraw their forces.* (…)»[626]

Shri Eduardo Faleiro, membre du Congrès (I) déclare de son côté : «*The Soviets have apparently given some insurances to our Government that they are prepared to withdraw their troops if only Pakistan does not send armed rebels to that country. (...) the Government of India should make all efforts, take positive steps, to see that the Soviet troops withdraw from Afghanistan as early as possible. (...) countries by and large of this world are looking forward to our leadership to bring this imbroglio, this impasse, to an end by finding a solution. (...)»*

Un autre membre de la majorité pense que l'Inde doit jouer le rôle de médiateur. Il faut, poursuit-il, permettre à l'URSS de se retirer sans perdre la face et lui apporter la garantie que l'Afghanistan ne se dotera pas, dans l'avenir, d'un gouvernement antisoviétique. «*And the best the West can hope for, from a realistic point of view, is that Afghanistan does not remain part of the Soviet bloc in the same sense as the Warsaw Pact countries are and that the Soviet Union begins to move out of Afghanistan immediately* (…)»[627]

624 Della DENMAN, «Pakistan's best friend: Zia's visit to China produces results, at a time when other countries have been slow to give his government aid», *FEER,* Vol. 108, No. 21, 16/22 mai 1980.
625 Le compte-rendu de la visite par Narasimha Rao devant la *Lok Sabha* est disponible dans les annexes.
626 «DG Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 7-8 juillet 1980.
627 Discours de Shri Maravrao Scindia, *ibid.*

Pour parvenir au retrait, il faut que le Pakistan expulse les rebelles afghans qui utilisent son territoire et y créent des bases sanctuarisées, il faut éviter les provocations des puissances et en particulier le réarmement du Pakistan qui entraînerait une course aux armements dans le sous-continent. Ronald Reagan commence en effet à fournir une aide économique et surtout militaire conséquente au Pakistan et cette aide n'est pas réellement adaptée au défi soviétique en Afghanistan. Les F-16 et les chars M-48 sont, selon les spécialistes, plus adaptés à une éventuelle guerre contre l'Inde qu'à un conflit dans les montagnes afghanes.

Du 15 au 17 juillet, le ministre des Affaires étrangères pakistanais Agha Shahi effectue une visite en Inde pour aborder principalement la question afghane. Au cours de cette discussion, il déclare que le Pakistan est prêt lui aussi à rechercher une solution politique à la question, mais refuse de reconnaître le régime de Kaboul. Les deux pays réitèrent leur attachement à l'esprit du traité de Simla de 1972.[628]

Les 17 et 18 juillet, lors d'un débat sur les crédits du ministère de la Défense à la *Lok Sabha*, un député de la majorité, K. K. Tewary, rappelle que, durant le mandat de Daoud, la Russie soviétique avait d'excellentes relations avec l'Afghanistan, dont elle était le principal partenaire et à qui elle apportait une aide essentielle. L'Afghanistan étant son voisin immédiat, l'URSS ne peut rester inactive lorsqu'il est menacé : «*According to our information, and this has perhaps come out in almost all papers of the world, before the so-called military or communist take-over in Afghanistan, trained guerillas were sent to Afghanistan to destabilize the regime of Daoud through the support of Chinese, Pakistanis and Americans and it was through this that the attention of Soviet Russia was drawn towards this brewing trouble. Consider American interest in Afghanistan, America is situated at a distance of thousands of miles. What interest does it have in Afghanistan except to find a military base there, except to find a military base to dominate Soviet Russia, dominate India and dominate the countries of the middle-east? (...)*

It is better for us to recall that Soviet Russia is ringed, uncircled from all sides by America. On the one side are the NATO powers, European allies of America, and on the other side is the new found friend of America, China and then Pakistan. And in order to buttress its fighting strength America has promised to give 500 million dollars to Britain to augment the naval resources at

628 Voir le rapport de la visite par Narasimha Rao devant la *Lok Sabha*, «Outcome of recent talks held in New Delhi between the Foreign Ministers of Pakistan and India», *Lok Sabha Debates,* 18 juillet 1980.

Diego Garcia. Then in pursuit of the same objective to dominate Afghanistan and thereby the whole of this region, America has promised 400 million dollars aid to Pakistan and another aid of 2 billion dollars from the consortium countries. (...) China is known for dissimulation and treachery. (...) China has only one ambition and that is to assume a hegemonistic role in this region of the world. (...) These two strange bed fellows [America and China] have come together and they in collusion with our permanently hostile neighbour are preparing a grand design to encircle India and to dismember India, to balkanize India. (...) The situation in North-east India is the same as it was going to take place in Afghanistan-training of guerillas. This is the modus operandi of Pakistan, this is the modus operandi of China, and with the support of America, and neo-colonialists and imperialists, a grand design is being prepared (...)»

Le député n'a bien entendu pas de documents pour prouver ses dires et ceux-ci sont gratuits, mais il est intéressant de voir à quel point la classe dirigeante indienne est profondément méfiante vis-à-vis de chaque mouvement chinois et américain en Asie et leurs prêtent toujours des intentions malveillantes. Il va même plus loin concernant la Chine:

«Now, I may refer to Chinese philosophy. In the first instance, the Chinese philosophy is that it has a large population-perhaps this again sounds contradictory and paradoxical. They have a large population, therefore they want nuclear war. They want to have a thermo nuclear war. A thermo nuclear war they contend has become inevitable and their calculation is that in the event of a thermo nuclear war the world will be destroyed, but with their vast population and vast lands, they will not be able to absorb this thermo nuclear holocaust, and then they will establish a new order in the world. Therefore, Sir, we have to be very careful about this.»[629]

En septembre 1980, le parti *Janata* accentue ses attaques contre le gouvernement et critique sa politique vis-à-vis de l'Afghanistan et du Cambodge. Vajpayee distribue un document le 5 septembre dans lequel il affirme que la complaisance du gouvernement à l'égard de l'invasion soviétique en Afghanistan a réduit le prestige de l'Inde et son crédit dans les pays non-alignés et l'a isolée de ses voisins.[630] En novembre, Swamy accuse l'URSS d'inciter à une nouvelle guerre indo-pakistanaise pour affaiblir l'opposition qu'elle rencontre en Afghanistan.[631]

629 Intervention du Prof. K. K. Tewary (Congress (I)), «DG Ministry of Defence», *Lok Sabha Debates*, 17-18 juillet 1980.

630 «Indian Janata party criticize government's policy towards Afghanistan and Cambodia, hesitant to commit itself towards the issue of Soviet Union's invasion, Afghanistan reduce the Indian prestige», *Renmin Ribao*, 9 septembre 1980.

631 «Indian opposition party leader revealed Soviet Union's attempts to incitate Indo-Pakistani war», *Renmin Ribao*, 9 novembre 1980.



Subramaniam Swamy

En décembre 1980, Brejnev effectue une visite d'État à Delhi, espérant une nouvelle fois rallier le soutien indien à la politique extérieure soviétique, mais c'est sans succès. l'URSS avait continué sa propagande antichinoise, et avertit l'Inde au cours de l'été contre la volonté chinoise de diviser le Nord-Est indien, de séparer le Jammu et le Cachemire de la République et de renforcer le lien sino-pakistanais contre l'Inde.[632] A l'occasion de la visite, Indira réitère que l'URSS s'est toujours montrée aux côtés de l'Inde lorsque celle-ci a rencontré des difficultés mais que cela n'impliquait pas que l'Inde se soumettrait à la ligne politique de Moscou. Elle souhaite une solution garantissant l'indépendance et la souveraineté de l'Afghanistan, qui ne trouvera, selon elle, la paix et la stabilité que dans le non-alignement. Le président Reddy pour sa part réitère l'hostilité de son pays à toute interférence extérieure et demande lui aussi la recherche d'une solution politique au problème afghan. Brejnev, confirmant ses engagements auprès du gouvernement de Babrak Karmal, répond que les interférences en Afghanistan ont d'abord été le fait des États-Unis, puis du Pakistan et de la Chine. Il est disposé à un règlement politique du conflit à condition que les pays voisins de l'Afghanistan établissent des relations amicales avec le régime de Karmal.[633] La presse chinoise commente la visite et met l'accent sur les quatre cents contestataires indiens et afghans demandant le retrait soviétique d'Afghanistan.[634]

632 *Patriot*, 30 août 1980.

633 «Brezhnev stubbornly clings not to recall army from Afghanistan. Indira Gandhi dodges the issue of recalling and demand political solution». *Renmin Ribao*, 10 décembre 1980.

634 «Brezhnev went to India under tight security, New Delhi people demonstrated to protest Soviet Union's invasion of Afghanistan», *Renmin Ribao*, 9 décembre 1980.

La radio de Delhi annonce également au cours de ce mois de décembre que les Chinois ont installé des lanceurs de missiles nucléaires dans la région de Gilgit au Pakistan, dont la portée est de 1500 km. Ces missiles sont gardés par quatre bataillons chinois.[635] L'information est aussitôt démentie par Islamabad. Au même moment, une délégation de la marine chinoise visite le Pakistan. Son chef, Liu Daosheng déclare que la position stratégique du Pakistan lui impose d'avoir une flotte puissante. Il ajoute que la marine pakistanaise aurait à jouer un rôle important dans l'océan Indien.[636]

Le Premier ministre pakistanais Agha Shahi effectue une visite à Beijing à partir du 23 décembre, au terme de laquelle les deux pays demandent le retrait immédiat des troupes soviétiques. Huang Hua confirme le soutien indéfectible de son pays au Pakistan: «*Our Pakistan friends may rest assured that no matter how many hardships and dangers lie ahead, the Chinese Government and people will always stand on the side of the government and people of Pakistan in their struggle to safeguard national independence and state sovereignty and oppose foreign aggression and interference. We appreciate your policy for improving and developing relations with neighbouring countries and support the efforts you have made to seek a fair settlement of the Kashmir issue in the spirit of the Simla Agreement and in accordance with the relevant UN resolutions.*»[637]

En janvier-février 1981, la presse indienne rapporte deux nouvelles qui indiquent la poursuite de l'aide militaire chinoise au Pakistan. La construction d'une base navale chinoise au Pakistan près de Karachi, une nouvelle qui s'avérera fausse,[638] et l'assistance chinoise à la construction de nouvelles bases aériennes pakistanaises. Face à cette nouvelle menace, le gouvernement indien préfère ne pas procéder à une course aux armements et n'émet pas de protestation formelle auprès du Pakistan.[639] D'autant qu'au cours du mois de janvier, le Pakistan semble envisager de discuter avec le régime de Kaboul.[640]

Le 19 février, l'Inde proteste contre quelques violations mineures de son espace aérien par des avions pakistanais et chinois. La Chine avait informé à l'avance de cette possibilité car elle

635 *SWB/FE/6594*, 6 décembre 1980.
636 *SWB/FE/6597*, 10 décembre 1980.
637 *SWB/FE/6610*, 30 décembre 1980.
638 *SWB/FE/6630*, 23 janvier 1981.
639 *The Times of India*, 26 février 1981.
640 Bernard NOSSITER, «U.N. envoys see Pakistani shift toward Karmal's Kabul regime», *The New York Times*, 9 janvier 1981.

conduit des études géographiques sur la frontière sino-indienne.[641]

L'URSS tente à nouveau de convaincre l'Inde des mauvaises intentions chinoises. Un article antichinois publié dans le magazine *Nouveaux Temps* explique que la fidélité indienne aux principes de non-alignement constitue un obstacle aux desseins hégémoniques chinois en Asie et explique l'hostilité de Beijing à l'égard de la «plus grande démocratie du monde». Le magazine livre l'analyse suivante de la stratégie du Parti communiste chinois: «*To push India from its positions, China seeks to combine two methods: to a smaller extent-the diplomacy of smiles and to a larger extent-power pressure»* [642]. En Inde, comme c'est l'habitude, des députés du PCI se font l'écho de Moscou.

En avril 1981, un nouveau débat a lieu à la *Lok Sabha* au cours duquel le parti du Congrès affronte le parti *Janata* sur la politique étrangère à mener, le Congrès, par l'intermédiaire du député Sparrow, dénonce la politique belliciste des Chinois et la menace qu'ils représentent pour la sécurité de l'Inde : «*(...) The Chinese actions, on all accounts are dubiously dangerous. Their persistent effort to exclusively jump across India and aid Pakistan, especially from the military angle, cannot be termed as friendly. They go on building a network of roads and airfields on India's territory occupied by China and Pakistan, from India's holy Mansarowar area, onwards through Aksaichin, Skardu, Bunji to Gilgit running on to Chitral, cannot be anything except a hostile action. And especially, China's active interest in the Wakhan province of Afghanistan, their collusive overtures to U.S.A. through Pakistan and their smiling nods at Sino-Indian détente talks are some of the enigmatic ways in which they usually carry their double faced international policies over the ages. There is nothing new in that. They want this to happen. There are most unpredictable type of situations that can be created by big country very close to our borders.»*[643]

Un député du *Janata* lui répond que la menace venant des Soviétiques, il faut nouer le dialogue avec le Pakistan: «*I am one of those who has always advocated friendship with Pakistan. (...) since the Soviet troops are stationed in Afghanistan, the entire context has changed and, therefore, we should try to win over Pakistan, so that it does not go into a mad race for accumulation of arms and ammunition. (...) [Shri Morarji Desai] was right when he told us that a stable Pakistan is in the interest of India.»*[644]

Fin avril, le journal *Patriot* annonce que la Chine a offert au Pakistan de tester une bombe

641 *SWB/FE/6664*, 4 mars 1981.
642 *Patriot*, 14 mars 1981.
643 Intervention de R.S. Sparrow, «DG Ministry of Defence», *Lok Sabha Debates*, 8 avril 1981.
644 *Ibid.*, intervention de Shri Ratansibh Rajda.

nucléaire sur son territoire avec la participation de scientifiques chinois et pakistanais.[645] En juin, on apprend que Beijing a accepté de livrer au Pakistan un nombre indéterminé de missiles air-sol, de chars, d'hélicoptères Mi-4 et de bombardiers Tu-16 et Tu-4, etc. avant septembre.[646] Zhao Ziyang signe également un nouvel accord avec les leaders pakistanais pour fournir au Pakistan 710 millions de yuans d'aide militaire dans les deux ans.[647] A partir de la fin de l'année 1981, l'Inde et la Chine évitent de s'affronter sur les questions afghanes et vietnamiennes et les rencontres qui deviennent régulières à partir de la visite de Huang Hua à Delhi, dans le cadre des négociations frontalières, leur permet de désamorcer les tensions.

Conclusion : *la période est marquée par de grands bouleversements en Inde et en Chine qui permettent une détente. En Chine, la défaite des gauchistes et la victoire de Deng transforment la grande stratégie chinoise qui, au lieu d'affronter le système d'alliances soviétique tente de le faire éclater puis de profiter de la crise afghane pour l'épuiser: Beijing cherche donc à se rapprocher de l'Inde, avant tout pour l'éloigner de l'URSS et pour assurer la supériorité de l'axe stratégique États-Unis-Japon-Chine-Pakistan. Ce mouvement coïncide avec la défaite d'Indira et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement Janata plus favorable à un non-alignement strict. Ces deux évènements presque simultanés contribuent au rapprochement de l'Inde et de la Chine, qui font chacune des gestes pour apaiser leurs conflits latents. A partir de la visite de Vajpayee en Chine, qui doit marquer une nouvelle étape vers la normalisation, deux problèmes apparaissent qui mettent à mal ce rapprochement : l'Afghanistan et le Cambodge, qui combinés à un retour au pouvoir d'Indira Gandhi, placent l'Inde face à ses contradictions: il devient dès lors difficile de se rapprocher de la Chine sans sacrifier des intérêts qui sont mieux servis par l'ami soviétique.*

645 *Patriot*, 28 avril 1981.
646 *Tribune*, 8 juin 1981.
647 *SWB/FE/6747*, 12 juin 1981.

Troisième partie : l'impossible normalisation (1981-1988)

I. Le contexte des relations sino-indiennes (1982-1988)

Même si la première moitié des années 80 est marquée par des tensions entre Américains et Soviétiques, l'Inde et la Chine se rapprochent. Elles ont toutes les deux des intérêts communs: la paix car elles n'ont pas les moyens de faire la guerre, la stabilité de l'Asie et la volonté d'en voir partir les deux grands, une volonté de développement économique. Les deux pays mènent donc une politique modérée sans pour autant sacrifier leurs intérêts.

I.1 La politique intérieure chinoise: la confirmation des réformes

Le XIIe Congrès du Parti communiste chinois a lieu du 1er au 12 septembre 1982 (le précédent avait eu lieu en 1978). Deng Xiaoping préside l'ouverture et fait un discours dans lequel il met en avant l'édification du socialisme à la chinoise. Au cours de ce congrès, la politique pragmatique de Deng Xiaoping est plébiscitée et le fanatisme autrefois engendré par Mao Zedong dénoncé. La Révolution culturelle est répudiée et la priorité est accordée au développement économique pour faire sortir la Chine de son arriération. Même s'il soutient pour la forme «l'internationalisme prolétarien», le congrès met plutôt l'accent sur une politique plus nationale, tournée vers la modernisation et s'appuyant en grande partie sur les importations de technologies occidentales grâce à la politique de la «porte ouverte».

Le congrès fixe l'objectif général de croissance économique de 1981 à l'année 2000: le quadruplement de la valeur globale annuelle de la production industrielle et agricole du pays en élevant le rendement économique pour qu'à la fin du vingtième siècle, le peuple vive dans une aisance modeste. Des restructurations sont entreprises pour rendre plus efficaces le Parti et le gouvernement, de nombreux leaders âgés sont mis à la retraite ou placés dans des comités consultatifs qui les éloignent du pouvoir. Cela permet à Deng de remplacer la moitié des membres du Comité central du Parti et d'y évincer surtout des gauchistes. Deng est désigné au poste de président de la Commission militaire centrale et président de la Commission centrale des Conseillers (CCC). Chen Yun est désigné au poste de premier secrétaire de la Commission centrale de Contrôle des Disciplines (CCD). Hu Yaobang, Ye Jianying, Deng Xiaoping, Zhao Ziyang, Li

Xiannian et Chen Yun sont élus membres du Comité permanent du Bureau politique. Deng doit faire face au mécontentement de l'armée qui se considère négligée par les Quatre modernisations. L'armée dans l'ensemble est peu favorable à sa politique de la «porte ouverte». Elle trouve un porte-parole en la personne de Ye Jianying. Le PCC et l'État adoptent une nouvelle constitution. Les réformes se poursuivent donc.

La Chine avait créé en 1979, dans le sud de la Chine, quatre zones économiques spéciales à Shantou, Shenzhen, Zhuhai et Xiamen pour attirer les investissements étrangers. Ces zones proposent aux entreprises étrangères des conditions préférentielles (droits de douane, libre rapatriement des investissements et des bénéfices, pas d'impôts pendant plusieurs années puis impôts très bas, statut d'extraterritorialité pour les cadres, etc...) Les résultats de ces réformes, spectaculaires, commencent à se faire sentir au début des années 80 et permettent à Deng Xiaoping de continuer les réformes. Le Parti promet que la Révolution culturelle ne se reproduira jamais et que les Chinois peuvent désormais profiter d'une économie mixte.

La Chine connaît cependant des difficultés économiques au début des années 80 et les revenus de l'État baissent sensiblement puisque de 110 milliards de *renminbi* en 1979, ils passent à 97 milliards en 1981. Ces difficultés économiques et le besoin de financer les importations de produits occidentaux, pour mettre en œuvre la politique de modernisation, imposent des contraintes à la Chine qui place la modernisation de son armée en dernière place des Quatre modernisations. Les dépenses militaires sont réduites de 22,3 milliards de *renminbi* en 1979 à 16,9 milliards en 1981.[648] Ces contraintes budgétaires peuvent expliquer le profil bas qu'adopte la Chine en Asie du Sud au début des années 80. Cela explique en partie pourquoi la Chine encourage l'Inde à prendre ses responsabilités de puissance régionale dans la zone. Ces difficultés vont se résorber progressivement au cours des années 80.

En raison du jeu d'équilibre précaire qui se joue entre la droite et la gauche du PCC, Hu Yaobang est forcé à la résignation en janvier 1987 par la gauche. Il est critiqué pour s'être montré trop laxiste avec les étudiants protestataires et pour sa politique vis-à-vis du Japon. Pour conserver la main, Deng Xiaoping se sent obligé de s'en séparer. Du 25 octobre au 1er novembre 1987 a lieu le XIIIe Congrès du PCC. Deng Xiaoping préside les travaux d'ouverture et Zhao Ziyang y présente le rapport intitulé: «avançons sur la voie socialiste à la chinoise». Dans ce document est énoncé la

648Marie-Claire BERGÈRE, «Chine: une diplomatie de l'ambiguité. Le poids des facteurs économiques dans les relations internationales de la Chine», *Politique étrangère*, année 1982, volume 47, numéro 4.

théorie sur le stade primaire du socialisme. Cette théorie dit que la société socialiste chinoise se trouve encore au stade primaire, ce qui est le problème capital de l'édification du socialisme aux couleurs chinoises. Le Parti doit donc s'en tenir aux principes fondamentaux: maintenir la voie socialiste, maintenir la dictature démocratique populaire, maintenir la direction du Parti communiste chinois, maintenir le marxisme, le léninisme et la pensée de Mao Zedong, poursuivre la réforme et l'ouverture sur l'extérieur, travailler dur pour faire de la Chine un pays socialiste moderne, puissant, démocratique et hautement civilisé.

Au cours de ce congrès, la stratégie de développement économique est divisée en trois étapes: d'abord, doubler le PNB par rapport à 1980 et résoudre les problèmes de première nécessité pour la vie du peuple. Ensuite, pour la fin du siècle, doubler à nouveau le PNB pour que le peuple atteigne une aisance modeste. Enfin, il est prévu pour 2050 que le PNB en moyenne par habitant atteigne celui des pays développés moyens. La vie du peuple sera alors aisée et la modernisation pratiquement réalisée.[649] La tâche fondamentale est pour cela de mettre en place une économie de marché planifiée.

Le XIIIe Congrès élit Zhao Ziyang, Li Peng, Qiao Shi, Hu Qili et Yao Yilin membres du comité permanent du Bureau politique. Zhao Ziyang est nommé secrétaire général du Comité central, Deng Xiaoping président de la Commission militaire centrale, Chen Yun président de la CCC et Qiao Shi secrétaire de la CCD. Cette organisation n'est pas modifiée au cours de notre période, mais l'année suivante, en 1989, avec les évènements de la place Tian An Men, Zhao Ziyang est évincé et remplacé par Li Peng.

I.2 La politique intérieure de l'Inde: d'Indira à Rajiv Gandhi

Indira Gandhi, de retour au pouvoir, est confrontée à une difficulté de taille: l'existence de factions au sein du parti du Congrès (I). Ses deux principaux efforts en 1981 consistent donc à réduire les divisions de ce parti et à stimuler la croissance économique. Sa campagne avait porté sur le thème: «*a government that works*». Elle avait été élue confortablement puisque son parti avait remporté les deux-tiers des sièges au Parlement et 15 des 22 assemblées des États. Le problème des divisions au sein du parti du Congrès demeure important jusqu'à son assassinat. Elle lance un programme de libéralisation de l'économie en 20 points mais doit faire face à une opposition féroce, surtout de la part des communistes. Le PNB croît assez rapidement, avec une croissance de l'ordre

649Voir le résumé des différents congrès du PCC faits par *le Quotidien du Peuple* en ligne.

de 5%. En 1982, les demandes d'autonomie de la part de la communauté sikh au Penjab se font plus pressantes et sont relayées par l'*Akali Dal*. Des avions de ligne sont détournés et une tentative d'assassinat a lieu contre le *chief minister* sikh congressiste du Penjab. Devant l'échec des négociations, des leaders sikhs décident de mener une «guerre sainte» qui ne rencontre pas d'échos dans un premier temps.[650] La situation se détériore brutalement en 1983. L'Inde doit faire face à des troubles et des violences ethniques et communautaires dans l'Assam et le Penjab. Au Penjab, les sikhs modérés ont du mal à contenir les radicaux menés par Sant Jarnail Singh Bhindranwalem basé au Temple d'Or à Amritsar, qui demande la création d'un «Khalistan»(un État sikh) indépendant. Indira Gandhi est mise en difficulté et accepte les demandes religieuses des sikhs. Les tensions grandissent entre les communautés hindoues et sikhs au Penjab.

En octobre 1983, le gouvernement central place le Penjab directement sous son contrôle pour contenir le terrorisme sikh. Indira Gandhi parle d'une «main étrangère» dans le problème sikh sans être plus spécifique. Rajiv Gandhi, alors l'un des secrétaires généraux du parti du Congrès, parle de camps d'entraînement pour les terroristes au Pakistan à la frontière avec le Penjab. En juin 1984, Indira Gandhi ordonne l'opération *Blue Star* qui permet à l'armée indienne de prendre d'assaut le Temple d'Or d'*Amritsar* défendu par des centaines de militants sikhs très bien armés. L'opération fait plusieurs centaines de morts dont Sant Jarnail Singh Bhindranwalem. New Delhi affirme que cette opération visait à défendre l'intégrité nationale menacée. Les services de renseignements indiens soupçonnent la CIA et le Pakistan d'être derrière le terrorisme sikh, ce qu'ils démentent.[651] Selon ces mêmes services, le complot visait à lever une guerre de guérilla jusqu'à ce qu'une force de 100 000 hommes puisse être levée et équipée d'armes venant du Pakistan. En octobre, les gardes du corps sikhs d'Indira Gandhi vengent la prise d'*Amritsar* en l'assassinant. Nous reviendrons sur cet assassinat. Dans les jours suivants, les sikhs sont victimes de représailles brutales. Rajiv Gandhi profite de la sympathie créée par la mort de sa mère et prend le poste de Premier ministre. Du 30 octobre 1984 au 26 janvier 1986, il connaît un état de grâce. Les élections ont lieu en décembre 1984 et le parti du Congrès (I) remporte les élections haut la main. Il obtient 401 des 508 sièges de la *Lok Sabha*. La victoire de Rajiv Gandhi est celle d'un homme jeune, nouveau et moderne qui réunit les aspirations populistes des couches paysannes et déshéritées et les espoirs des nouvelles couches sociales. Il devient Premier ministre en janvier 1985 et donne immédiatement le mot d'ordre: «un gouvernement qui travaillera plus vite».[652]

650W. K. Anderson, «India in 1982: Domestic challenges and Foreign Policy Successes», *Asian Survey*, Volume 23, No. 2, février 1983.

651Salamat ALI, «India: the 'hidden hand': New Delhi accuses Pakistan and the CIA of being behind the Sikh militants in an effort to destabilise the country», *FEER*, Vol. 124, No. 26, 28 juin 1984.

652Philippe Humbert, *Inde, les années Rajiv Gandhi,* Paris, L'Harmattan, 1990, pp 21-48.

Il met fin à l'instabilité politique en passant une loi contre les défections, trouve un accord sur le Penjab et l'Assam et met en place une nouvelle donne économique qui se résume en deux mots: libéralisation et honnêteté. En 1986, Rajiv Gandhi connaît des difficultés à cause de sa politique sur le Penjab, de divisions grandissantes au sein du parti sur la politique à mener, de ses «raids» fiscaux qui lui mettent à dos une partie de la communauté des affaires et de sa politique vis-à-vis de la communauté musulmane. 1987 est une année difficile pour Rajiv Gandhi. En janvier commence l'affaire Fairfax, une affaire fiscale, qui implique le ministre des Finances V. P. Singh. En avril, une autre affaire touche le gouvernement indien. Il s'agit cette fois d'une affaire de commission occulte liée à la livraison de sous-marins allemands. Enfin, et surtout, la fameuse affaire Bofors qui menace directement Rajiv Gandhi, surtout entre le 4 juin et le 25 juillet 1987, où il est poussé, sans succès, à la démission. A partir de cette date, les choses s'améliorent pour le Premier ministre indien. L'Inde connaît une croissance économique importante au cours de ces années et obtient des succès dans de nombreux domaines comme l'agriculture et le développement de l'industrie.

I.3 La fin progressive du rapport de blocs en Asie

1.3.1 La politique étrangère chinoise et le rapprochement sino-soviétique

La priorité affichée de la Chine au cours des années 1980 est de préserver la paix dans le monde pour faciliter son développement économique qui ne peut réussir que dans un environnement stable et pacifique. Comme le dit Deng Xiaoping: «*From the political point of view, there is one thing that I can state clearly and positively, and that is that China seeks to preserve wor ld peace and stability, not to destroy them. The stronger China grows, the better the c hances are fo r preserving world peace. Some people used to regard China as a warlike country. In reply to that v iew, not only I but also other Chinese leaders, including the late Chairman Mao Zedong and Premi er Zhou Enlai, have stated on many occasions that China desires peace more than anything else. In the days when Chairman Mao and Premier Zhou were leading the country, China was already stron gly opposed to superpower hegemony, regarding it as the source of war, by which we meant not loc al war but potential world war. Only the two superpowers have the capacity to launch world war, w hile the other countries, such as China, Japan and the European countries, are not in a position to do so. It follows that opposing superpower hegemony means preserving world peace. Since the dow nfall of the Gang of Four, we too have made it a state policy to oppose superpower hegemony and k eep world peace. (...) From the economic point of view, the two really great issues confronting the w*

orld today, issues of global strategic significance, are: first, peace, and second, economic developm ent. The first involves East-West relations, while the second involves North-South relations. In short, countries in the East, West, North and South are all involved, but the North-South relations are the key question. »[653]

Concrètement, la Chine adopte une politique en plusieurs points: rapprochement avec l'Union soviétique, politique d'apaisement en Asie du Sud et distanciation avec la politique des États-Unis. Comme l'affirme avec force le ministre des Affaires étrangères Wu Xueqian: «*Dans les affaires internationales, la Chine pratique une politique extérieure indépendante. Elle ne dépend d'aucune grande puissance ni d'aucun bloc d'États, et ne se soumet jamais face aux pressions de n'importe quelle grande puissance. C'est en nous basant sur l'évolution de la situation objective et en distinguant le vrai du faux que nous définissons notre position vis-à-vis des problèmes internationaux. Notre principe fondamental est de combattre l'hégémonisme et de défendre la paix mondiale*.»[654]

Avec la confirmation que l'Inde poursuit désormais une politique non-alignée, l'équilibre des forces est rompu. L'URSS, qui plaçait beaucoup d'espoir dans le retour au pouvoir d'Indira Gandhi, sait qu'elle a perdu à terme la partie en Asie centrale face à l'Occident et à la Chine réunies. L'URSS se trouve contrainte de se rapprocher de la Chine et lui propose de reprendre les discussions frontalières tandis que celle-ci propose une coopération économique. Les deux pays signent donc un traité de commerce et celui-ci croît rapidement. La Chine suspecte cependant l'URSS de vouloir provoquer la rupture de l'entente sino-américaine, déjà mise à mal à cause de Taïwan. A partir du début de l'année 1982, ce n'est plus la Chine mais les États-Unis qui sont à la pointe de l'anti-soviétisme et la Chine ne manque pas de prendre une certaine distance vis-à-vis des déclarations du vice-président Bush lors d'une visite de celui-ci à Beijing au début de 1982. Elle dit cependant que Moscou sera jugée sur ses actes et non sur ses paroles.[655] Brejnev, contraint et forcé, réitère ses propositions à la Chine en déclarant à Bakou le lendemain du départ d'Indira Gandhi: *«As regards Asia, we would deem it very important to achieve a normalization, a gradual improvement of relations between the U.S.S.R. and the People's Republic of China on a basis that I would describe as that of common sense, mutual respect and mutual advantage.»*[656]

653 DENG Xiaoping, «Peace and Development are the two outstanding issues in the World Today», 4 mars 1985, *Selected works of Deng Xiaoping, volume 3*, 1982-1992, pp. 73-75.
654 Interview de Wu Xueqian par Dominique Moïsi, «La politique extérieure de la Chine», *Politique étrangère*, année 1983, volume 48, numéro 2.
655 Christopher S. WREN, «Soviet Sinologist in China for talks», *New York Times*, 22 mai 1982.
656 Serge SCHMEMANN, «Brezhnev stresses issue of China ties», *New York Times*, 27 septembre 1982.

La Chine, devant cette ouverture, commence à réviser sa position. Elle jugeait que la guerre contre l'URSS était inévitable et que ce n'était qu'une question de temps. Désormais, elle se sent en position de force, étant «membre» d'une large coalition de pays unis pour «contenir» l'URSS partout dans le monde et croit moins à la guerre, d'autant qu'elle a pris soin de développer une force de dissuasion nucléaire non-négligeable. Elle pose donc quatre conditions à l'amélioration des relations : le retrait d'Afghanistan, l'arrêt du soutien à l'intervention du Vietnam au Cambodge, la réduction des effectifs militaires à la frontière sino-soviétique et la fin de la présence des troupes soviétiques en Mongolie.



Rencontre entre Huang Hua et Andrei Gromyko le 16 novembre 1982 (HUANG Hua, *Memoirs*, illustration 65.)

L'URSS finira par céder progressivement sur ces quatre points entre 1982 et 1988. Cela arrange l'Inde car le problème cambodgien finit par s'apaiser et cette source de tension entre l'Inde et la Chine disparaît. En avril 1982, le ministre des Affaires étrangères vietnamien effectue une visite en Inde. Il en profite pour critiquer la politique «expansionniste et hégémonique» de la Chine en Asie du Sud-Est. Dans le communiqué joint cependant, il n'est pas fait mention de la Chine.[657] Peu avant le début du sommet des non-alignés de New Delhi, la Malaisie, Singapour et l'Indonésie, à la suite de la Chine, demandent à l'Inde d'inviter le prince Sihanouk qui est devenu depuis juillet 1982 le leader de la coalition cambodgienne anti-vietnamienne et le chef du gouvernement légitime

657 «Thach assails China's S-E Asia Policy», *Indian Express*, 29 avril 1982.

cambodgien reconnu par l'ONU.[658] Cette initiative n'aboutit pas, l'Inde refusant de considérer Sihanouk comme le chef du gouvernement légitime du Cambodge et refuse donc de lui accorder un siège au sommet. La Chine condamne l'Inde, qualifiant cette décision d'irrationnelle et d'incompréhensible. Le *Renmin Ribao* écrit : «*The Indian government's refusal to invite the representative of the democratic Kampuchean coalition government does harm to India's own role and position in the non-aligned movement* (…) *It is time for India to turn an attentive ear to the appeals from the ASEAN nations»*[659] L'Inde se défend en disant que la grande majorité des quatre-vingt-dix-sept membres du Mouvement des non alignés n'a pas soutenu l'idée.[660] Le Vietnam, qui ne bénéficie plus du soutien sans faille de Moscou, commence à envisager de retirer une partie de ses troupes du Cambodge. Cependant, insiste-t-il, son occupation du Cambodge ne cessera pas tant que la Chine menacera le Vietnam et soutiendra les rebelles cambodgiens. A partir de février 1983, la situation commence à évoluer en Asie du Sud-Est, car le Vietnam annonce un second retrait partiel du Cambodge, qui sera suivi par de nouveaux retraits chaque année si la situation le permet. D'autres gestes sont faits à l'intention de Beijing.[661] Le 16 avril 1983, la Chine effectue une nouvelle offensive très limitée et symbolique sur le Vietnam pour justifier son statut de protecteur de la région et surtout pour répondre aux escarmouches entre les Vietnamiens et la résistance khmère au Cambodge.[662] Cependant, d'une manière générale, la situation s'améliore et le Vietnam évacue progressivement le Cambodge, jusqu'à n'y avoir plus aucune troupe en 1989.[663]

Un député indien s'interroge sur les répercutions que pourrait avoir pour l'Inde un dégel des relations sino-soviétiques et s'en inquiète : «*(...) I do not know how far it is correct, but I have read in Defence journals that maybe when the relation between the Soviet Union and China improves, and it is bound to improve, then we may not expect that the Soviet Union will go to that extent of giving you a nuclear umbrella if China attacks us. Therefore, from all counts, the way Pakistan is developing, the way the other forces are developing in this region and the way the smaller nations in this area want that India should give them protection, I feel that on all these counts India should go nuclear (...)»*[664] Deux ans plus tard, devant la confirmation du rapprochement sino-soviétique,

658 Colin CAMPBELL, «Hanoi plans cuts in Cambodia Force», *New York Times*, 24 février 1983.
659 «Chinese criticism of India's Kampuchean stand», *Indian Express* du 14 janvier 1983.
660 *Ibid.*
661 Paul QUINN-JUDGE, «Indochina: Time for a timetable: An Indochinese summit produces an announcement of a troop withdrawal from Cambodia, and friendly overtures to China», *FEER,* Vol. 119, No. 10, 10 mars 1983, 10.
662 Nayan CHANDA, «A symbolic offensive: China's so-called counter-attack on its border with Vietnam aims at boosting morale among Southeast Asian allies», *FEER,* Vol. 120, No. 18, 5 mai 1983, 42.
663 Willy VAN DAMME, «Closer to compromise?: The Vietnamese and Cambodian foreign ministers indicate a new desire to improve relations with China and Asean», *FEER,* Vol. 122, No. 50, 15 décembre 1983, 18.
664 Intervention de Sri Chintamani Panigrahi (Congress (I)), D.G. Ministry of Defence, *Lok Sabha Debates*, 25 mars 1982.

l'Inde se réjouit, comme le montre l'intervention d'un député congressiste à la *Lok Sabha* : «*(...)Then the trend towards a possible rapprochement and lessening of tensions between China and Soviet Union. This is another factor. Because these two Communist giants, the socialist countries, they were at loggerheads, there were lot of distortions or lot of turbulences (...) in the global and strategic perceptions which took place and we are happy to know that there is a sign of improved relations between these two countries.*»[665]

En septembre 1982 a lieu le XIIe Congrès du PCC. Il marque la fin de la carrière politique de Hua Guofeng, dont l'image est trop associée à Mao. Dans son discours d'ouverture, Deng Xiaoping insiste sur les points suivants: «*China's affairs should be run according to China's circumstances and by our own efforts. Independence and self-reliance have always been and will forever be our basic stand. While we Chinese people value our friendship and cooperation with other countries and people, we value even more our hard-won independence and sovereign rights. No foreign country can expect China to be its vassal, nor can it expect China to swallow any bitter fruit harmful to China's interests. We will unswervingly follow a policy of opening to the outside world and actively increase exchanges with foreign countries on the basis of equality and mutual benefit. At the same time we will keep a clear head, firmly resist corrosion by decadent ideas from abroad and never permit the bourgeois way of life to spread in our country.*»[666]

La Chine accorde également moins d'importance à sa théorie des trois mondes et Hu Yaobang, dans la cinquième partie de son rapport, insiste sur le fait que la Chine mène une politique étrangère indépendante et que la modernisation chinoise demande un environnement international pacifique. Il réitère l'intégration du patriotisme à l'internationalisme. Il met en avant les cinq principes de la coexistence pacifique, l'opposition de la Chine à l'impérialisme, à l'hégémonisme et au colonialisme, la solidarité de la Chine avec le Tiers-Monde, le désir de maintenir l'amitié avec les peuples et les partis amicaux des autres pays, l'opposition à la course aux armements, la proposition d'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires et leur complète destruction, le soutien de la Chine pour les causes révolutionnaires, les luttes de libération nationale et les autres causes justes à travers le monde. Il affirme que la Chine ne cherchera jamais l'hégémonie, quelles que soient les circonstances.

665 Intervention de Sri B. R. Bhagat (Congress (U)), DG Ministry of External Affairs, *Lok Sabha Debates*, 20-21 mars 1984.

666 Tan Chung, «Post-Mao China's new path: a study of Hu Yaobang's 12th Party Congress report», *China Report*, Vol. XIX, No. 2, mars-avril 1983, p. 7.

Zhao Ziyang insiste sur les mêmes points en juin 1983, lors du VIe Congrès national populaire. Il ne fait plus référence au front uni contre l'hégémonisme mais affirme le soutien de son pays aux peuples du Tiers-Monde en lutte et notamment aux Cambodgiens et aux Afghans victimes des agressions vietnamiennes et soviétiques. Dans son rapport il dit également: «*The relations between China and the Soviet Union have been strained over a long period of time, and this is not to the advantage of either party…the Chinese side put forward positive proposals for normalization during the Sino-Soviet consultations which started last October. We hold that to improve Sino-Soviet relations, the first step to be taken is for the Soviet side to remove the real threat to China's security. This is a major issue that cannot be evaded. We are waiting for the Soviet side to prove its good faith by deeds*.»[667]

A partir de 1983-85, la Chine considère de plus en plus l'URSS comme une puissance sur le déclin qui perd du terrain sur les États-Unis à cause de l'indépendance grandissante des pays de l'Est, des difficultés qu'elle rencontre dans le Tiers-Monde, de la détérioration de son influence sur les partis communistes dans le monde et de la stagnation de son économie qui l'empêche d'augmenter sa puissance militaire au même rythme que les États-Unis. Désormais, et contrairement à la situation des années 70, la Chine juge que ce sont les États-Unis qui sont la première puissance mondiale.

En même temps que les relations sino-soviétiques progressent, les relations sino-américaines se dégradent, en partie à cause de la question de Taïwan, ce qui ne manque pas d'être bien vu par l'Inde. Alexander Bovin, un célèbre commentateur politique américain déclare ainsi à propos des relations sino-américaines : «It is a partnership without confidence or, let us say, with a minimum of confidence. They now regard each other with more suspicion than previously. History is not only the past and the present, but also the future. And that which can be seen as a success today, can turn out for the Americans to be a complete failure tomorrow…»[668] La Chine dénonce également la présence américaine en Corée du Sud, le ministre de la Défense Geng Biao déclarant même que la Chine et la Corée du Nord partageraient «la vie et la mort sur le même bateau»[669]. La forte implication des États-Unis en Afghanistan et au Pakistan inquiètent aussi la Chine.

667 J.Y.S. CHENG, «China's Foreign Policy in the 1980s: from anti-hegemony to modernization diplomacy», *China Report*, Volume XXI, No. 3 mai-juin 1985, pp. 197-222.

668 Cité dans l'intervention de Madhavrao Scindia(Congress (I)) D.G. Ministry of External Affairs, *Lok Sabha Debates*, 29 mars 1982.

669 «China Denounces U.S. For Presence in Korea», *UPI*, 22 juin 1982.

I.3.2 La politique étrangère de l'Inde et le rapprochement indo-américain

La Chine avait beaucoup à craindre de la défaite du parti *Janata* et de la victoire d'Indira dans le contexte des tensions en Asie du Sud-Est et en Afghanistan. Un retour de l'Inde à une politique très proche de l'URSS aurait provoqué de nombreuses difficultés pour la Chine. Elle est rassurée par la position ouvertement non alignée qu'adopte Indira Gandhi. Dans une interview au journal indien *Vikrant*, Wang Bingnan déclare que la Chine avait redouté le retour d'Indira au pouvoir et ajoute que : «*As a major non-aligned country, India should not speak on behalf of the Soviet Union. We are very glad that the attitude and position taken by Mrs. Gandhi in the recent times is different from those in earlier days*.»[670]

L'Inde confirme les positions qu'elle a adoptées en 1977. Elle accorde tout comme la Chine la priorité à son propre développement et souhaite un environnement stable et pacifique dans son aire d'influence. Elle comprend que l'URSS prend du retard sur l'Ouest au niveau technologique et diversifie désormais ses achats d'armements, elle achète ainsi quarante chasseurs Mirage à la France.

Dans un premier temps, l'Inde reste assez hostile vis-à-vis de Washington à cause de sa politique d'aide militaire massive au Pakistan. En mars 1982, à l'occasion d'un débat à la *Lok Sabha* sur la politique étrangère indienne, les députés accusent les États-Unis de vouloir remplacer l'Iran perdu par le Pakistan comme base en Asie et de renforcer toujours plus leur présence dans l'océan Indien, avec la mise en place de la RDF (*Rapid Deployment Force*) et le développement de Diego Garcia.

Mais durant l'été, l'Inde décide de se rapprocher des États-Unis et en juillet 1982, Indira Gandhi se rend à Washington en signe d'ouverture, à l'invitation de Reagan et dans le but affiché de réduire les incompréhensions mutuelles. C'est son premier voyage dans ce pays depuis la guerre indo-pakistanaise de 1971. Dans le but d'apaiser au maximum les tensions en Asie centrale et peut-être par peur des réelles intentions soviétiques, elle s'abstient de critiquer la présence de la base américaine de Diego Garcia. Elle ne critique plus non plus les ventes d'armes au Pakistan et la non-fourniture d'énergie nucléaire à l'Inde. Elle donne ainsi plus de crédit à ses déclarations de neutralité.[671] Il est évident que tout comme la Chine, l'Inde est à la recherche de capitaux américains

670 «Interview of Wang Bing Nan, President of the Association of Chinese People's Friendship with Foreign Countries to Krishnan Kumar, editor of New Delhi's defence journal *Vikrant*», *Jain*, op. cit., 19 juin 1980 (extraits), pp. 539-541.

671 Michael T. KAUFMAN, «Mrs. Gandhi making the most of Foreign Policy Openings», *New York Times,* 6 juin

pour financer son développement.[672] Lors de son séjour à Washington, Indira Gandhi répète qu'elle doute que l'Union soviétique souhaite laisser des troupes en Afghanistan mais ajoute *«I don't think the Soviets would tolerate any regime which is anti-Soviet.»*[673] «*We are interested in world affairs very much, however, we don't want to be involved in superpower blocs. That is not helpful for us and also not good for promoting world peace.* (…) *We extend our friendly hands to everyone, one friendship shouldn't present an obstacle to another friendship*.»[674]



La rencontre entre Indira Gandhi et Ronald Reagan à Washington en juillet 1982

En août 1982, la Chine salue la «percée» que constitue l'accord de travail sur la livraison d'uranium enrichi à la centrale nucléaire de Tarapur par les États-Unis, accord obtenu par Indira Gandhi lors de sa visite à Washington. Le *Renmin Ribao* déclare que l'accord : «*is intimately connected with the present international situation, America considers that under the conditions of continued Soviet military occupation of Afghanistan, India has become an important country, making for the stability of South Asia, it has a certain amount of independence in foreign policy, is a major spokesman of the third world and the developing world, its internal construction activities are picking up of late and it follows an open-door policy towards foreign capital investment, India*

1982.

672 William K. STEVENS, «Mrs. Gandhi in U.S. tomorrow to seek better ties», *NYT*, 26 juillet 1982.

673 Bernard WEINRAUB, «Mrs. Gandhi says goal in U.S. is to clear up misconceptions», *NYT*, 31 juillet 1982.

674 «Indian Premier has talks with American President», *Renmin Ribao*, 30 juillet 1982.

has also recognized that to have good relations with USA will be of benefit to itself at a time when the two superpowers are implementing a new kind of foreign policy towards each other. It could benefit India in improving its image and position among non-aligned countries and could increase American investment in India and flow of advanced technology.» [675]

A la fin du mois de septembre 1982, Indira se rend en Union soviétique et rencontre Brejnev. Suite à cette visite, le *Renmin Ribao* publie un article qui tend à montrer que l'alliance indo-soviétique est définitivement une chose du passé : «*For over a year, there is a big discussion among Indian and Western observers, they believe there is an inclination of Indian foreign policy to depart from Soviet Union. What is most obvious was that Soviet Union invited Indira Gandhi to attend the grand celebration on the tenth anniversary of the signature of Soviet Union & India friendly cooperation but Indira not only refused, but also found excuses not to attend the celebrations in New Delhi. India didn't talk the contents in political and military treaty, only focusing on the economic and cultural cooperation of both sides. In the congratulation card, Gandhi said there is no way for India and SU treaty to interrupt India's independent position in any problem.»*[676]

En mai 1983, après des mois de discussions secrètes entamées lors de la visite d'Indira Gandhi, l'Inde se tourne vers les États-Unis pour moderniser son armement. Elle se dit prête à acheter pour 1,8 milliard de dollars d'équipements militaires. Cela fait suite à l'achat des Mirages 2000 à la France, de Jaguars au Royaume-Uni et de sous-marins à l'Allemagne. L'Inde a été impressionnée par la supériorité des armes américaines sur les armes soviétiques lors du conflit au Liban en 1982. Les États-Unis en profitent pour éloigner un peu plus l'Inde de l'URSS.[677] L'Inde continue cependant d'acheter du matériel militaire à l'URSS.

A l'inverse l'année suivante, probablement à cause des tensions avec le Pakistan, l'Inde se rapproche de l'URSS en annonçant le renforcement de leur coopération défensive. Sokolov et Wenkata Rahman, les deux ministres de la Défense, s'accordent sur des livraisons d'armes à l'Inde. La presse chinoise se contente de livrer l'information sans la commenter.[678]

Rajiv Gandhi s'intéresse depuis longtemps à la Chine au sujet de laquelle il consulte

675 «*A New Direction-Indo-US relations*,» *Renmin Ribao*, 7 août 1982.
676 «Soviet Union and India's talks come to an end», *Renmin Ribao*, 28 septembre 1982.
677 Bernard WEINRAUB, «India said to be on verge of $1.8 billion arms deal with U.S», *NYT*, 20 mai 1983.
678 «India and Soviet Union should strengthen their defensive cooperation in a large scale», *Renmin Ribao*, 11 mars 1984.

régulièrement les spécialistes indiens. En 1982, il demande ainsi à M. Rasgotra, secrétaire aux Affaires étrangères, ce qu'il pense de la Chine, de son influence sur le Népal et de la situation au Tibet. L'année suivante, à l'occasion de sa visite à Moscou en tant que secrétaire général du parti du Congrès, il lui demande à nouveau son avis.[679] Il semble conclure de ces conversations qu'il est trop tôt pour l'ouverture et qu'il faut d'abord préparer l'Inde militairement et politiquement avant d'engager de vraies négociations afin qu'elle ne se trouve pas en position d'infériorité.

Le 12 novembre 1984, Rajiv, dans son discours à la nation déclare **:** « *I will continue to follow the diplomatic ties that former Indian government left to us***.**»[680] Rajiv réaffirme son adhésion au socialisme et à la politique de planification de sa mère. Il déclare : «*Our aim is continuous modernization, higher productivity and rapid advance of social justice. (...) Jawaharlal Nehru bequeathed to us a foreign policy which Indira Gandhi so creatively enriched. I shall carry it forward. I reaffirm our adherence to the United Nations, to the nonaligned movement and to our opposition to colonialism, old or new. We are determined to work for narrowing international economic disparities. We want to develop closer relations with each one of our immediate neighbors in a spirit of peace, friendship and cooperation. This is what we have offered to Pakistan. (...)We highly value the wide ranging and time-tested relationship with the Soviet Union, based upon mutual cooperation, friendship and vital support when most needed. We have always been friends with both the East and the West, as they are called, and we want better relations between them. With the United States of America, we have a multifaceted relationship. We attach importance to our economic, technological and cultural cooperation with them. Indira Gandhi reminded us that the most important single challenge before the world today is the threat of nuclear war. We shall continue her relentless crusade against the arms race.»*[681] Concernant les relations sino-indiennes, Rajiv Gandhi dit: *«Our relations with China are improving, and we shall continue to seek a satisfactory solution to the difficulties. (...) India consistently held that noninterference, peaceful coexistence and nonalignment should be the guiding principle of national relations.»*[682] Ce message est entendu avec satisfaction par la Chine. Au cours du mois de novembre 1984, un nouvel ambassadeur indien arrive en poste à Beijing, en remplacement de A. P. Venkataswaran, il s'agit de K.P.S. Menon, qui quitte à cette occasion son poste d'ambassadeur de l'Inde au Japon.

679 Intervention de M. Rasgotra, *Rajiv Gandi's India, vol. 3 : Foreign Policy, Ending the Quest for Dominance*, p. 155.

680 «Prime Minister Rajiv delivered a speech; India new government will continue to execute internal and external policies of former government», *Renmin Ribao*, 13 novembre 1984.

681 «Excerpts from an address by Rajiv Gandhi», *NYT*, 13 novembre 1984.

682«Excerpts from an address by Rajiv Gandhi», *NYT*, 13 novembre 1984.

En juillet 1985, la Chine félicite l'Inde pour sa nouvelle politique extérieure et souligne particulièrement certains points positifs : elle apprécie que l'Inde fasse ce qu'elle appelle «*la politique des deux amis*», c'est-à-dire qu'elle reste proche de l'URSS et se rapproche des États-Unis. Elle apprécie que l'Inde améliore ses relations avec ses voisins, qu'elle soit contre la prolifération nucléaire, qu'elle condamne l'apartheid et qu'elle demande un règlement pacifique de la guerre Iran-Iraq.[683]

Peu avant sa visite à Beijing, Rajiv Gandhi reçoit le Président soviétique Mikhail Gorbatchev du 17 au 20 novembre. Les deux dirigeants discutent principalement de leur politique vis-à-vis de la Chine et de l'Asie du Sud-Est. Pour Rajiv Gandhi, cette visite a amélioré considérablement les relations déjà sans égales entre l'Inde et l'URSS. Il reconnaît toutefois que des différences persistent sur la sécurité régionale en Asie et sur la Chine.[684] On sait peu de choses des conversations privées entre les deux hommes mais il semble que Gandhi ait suggéré que Gorbatchev avait essayé de mettre en avant son concept de coopération régionale.

Le leader soviétique aurait soutenu que la Chine ne pouvait se permettre de multiplier les confrontations à cause des besoins de son programme de modernisation. La normalisation des relations entre l'Inde, la Chine et l'Union soviétique étant cruciale pour l'Asie et le monde, l'URSS a montré l'exemple en réduisant sa présence militaire en Mongolie, en commençant son évacuation de l'Afghanistan et en offrant de retirer de l'Asie soviétique ses missiles à longue-portée. Gorbatchev rappelle que son pays est favorable à la réduction des activités navales des deux grands, à l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires en Asie du Sud et dans la péninsule coréenne, à de nouvelles discussions sur l'établissement d'une zone de paix dans l'océan Indien, à une réduction des forces conventionnelles dans toute l'Asie, à une discussion sur les mesures susceptibles d'établir la confiance et à la non-utilisation de la force dans la région. Les deux pays proposent une conférence internationale sur l'Afghanistan et demandent au secrétaire général de l'ONU d'organiser une rencontre de tous les groupes afghans impliqués dans le conflit. Concernant le Cambodge, les deux pays demandent une solution qui évincerait de la structure du pouvoir les Khmers rouges.

Les différences de perception concernent principalement la sécurité en Asie. Rajiv Gandhi aurait dit à Gorbatchev que bien que la Chine ait manifesté l'intention d'améliorer ses relations avec

683 «La nouvelle situation de la politique extérieure indienne», *Renmin Ribao*, 26 juillet 1985.
684 Salamat ALI, «Foreign Relations: A shot in the arm: Gorbachov reassures Gandhi over China rapprochement», *FEER,* Vol. 142, No. 48, 1er décembre 1988.

l'Inde, elle n'a pas encore donné l'indication d'un changement d'attitude sur le problème frontalier. De son côté, Gorbatchev a du mal à convaincre le Premier ministre indien que l'URSS ne privilégierait pas sa nouvelle relation vis-à-vis de la Chine aux dépens de l'Inde, malgré ses assurances du contraire.

II. Des efforts et quelques réalisations

Le contexte général est donc plus que jamais (depuis 1972) favorable à l'amélioration des relations entre les deux pays. Ceux-ci vont tenter de profiter de ces circonstances pour normaliser leurs relations. Ils vont pour cela développer leurs relations dans les domaines politique, économique et culturel.

II.1 Dans le domaine politique

II.1.1 Visites au sommet, visites de délégations: raviver l'amitié sino-indienne

A partir de la visite de Huang Hua, en juin 1981, qui marque la fin des tensions sino-indiennes provoquées par les questions afghanes et cambodgiennes, les deux pays organisent des visites fréquentes.

II.1.1.1 Les visites d'amitié indiennes

Le 18 octobre 1982, une importante délégation indienne de vingt personnes appartenant à l'*India-China Society* (ICS) quitte l'Inde pour une visite d'amitié en Chine de deux semaines. La délégation est menée par B. N. Pande, le président de la société et membre de la *Lok Sabha*. Il est accompagné par des députés, un industriel et des journalistes. La délégation rencontre de hauts dignitaires chinois et discute avec eux des mesures possibles pour renforcer l'amitié entre les peuples des deux pays.[685]

En mai 1983, c'est une délégation parlementaire indienne qui se rend en Chine. Son chef, Sri Era Seziyan, chef du parti *Janata* à la *Rajya Sabha*, est reçu par le Chancelier d'État chinois Ji Pengfei qui lui dit que de bonnes relations entre l'Inde et la Chine conduiront au maintien de la paix dans la région Asie-Pacifique et dans le monde.[686]

Le 9 juillet 1983, une délégation indienne conduite par Subramaniam Swamy, cadre du parti *Janata*, se rend en Chine et rencontre le vice-premier Wan Li. Ce dernier explique que l'objectif de son pays est le développement économique qui exige un environnement international stable. En conséquence, la Chine entend développer ses relations avec tous les pays sur la base des Cinq principes de la coexistence pacifique. Swamy lui répond que la prospérité de l'Inde dépend de

685 «Goodwill Mission to Beijing», *Times of India*, 18 octobre 1982.
686 *SWB/FE/7348*, 1er juin 1983.

la paix et de la stabilité de la région, et que le fait de promouvoir des relations amicales avec la Chine est un impératif pour maintenir la stabilité régionale. Il se dit heureux de voir le changement d'atmosphère des relations sino-indiennes.[687]

Le 26 juillet 1983, le vice-premier Wan Li rencontre une délégation de l'*Indian Youth Congress*(I) menée par Vinod Sharma, secrétaire général du parti du Congrès, à qui il déclare que les jeunes de Chine et d'Inde devraient renforcer leurs contacts afin de promouvoir l'unité et l'amitié entre les peuples des deux pays.[688]

II.1.1.2 Les visites d'amitié chinoises

Le 30 mars 1983, une délégation de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers (APCAPE) est invitée par l'Association sino-indienne. Son chef, Chu Tunan, transmet les amitiés du Premier ministre chinois Zhao Ziyang à Indira Gandhi. Chu dit que c'est un devoir historique que de développer l'amitié entre les deux pays. Il déclare : «*Ce que nous faisons à présent est conforme aux souhaits de nos prédécesseurs. En attendant, nous devons contribuer à notre génération.»* Indira lui répond : «*What you said strongly reflects what I want to express (...) The cooperating field of both countries is widespread, we should make efforts to establish closer relationship.»*[689] Le 31 mars, la délégation chinoise dépose une gerbe sur les tombes du Mahatma Gandhi et de Nehru puis rencontre trente députés indiens.

Le 8 décembre 1983, une délégation des femmes chinoises menée par Lu Cui, membre de la Conférence politique consultative du peuple chinois, de l'APCAPE et du *Standing Committee of the All China Women's Federation*, arrive à New Delhi pour une visite de quinze jours à l'invitation de l'*Indian Women's Society*.[690]

II.1.1.3 La visite de Rajiv Gandhi à Beijing

Indira Gandhi avait été invitée par la Chine. Sa mort brutale empêche la réalisation de cette visite historique. La Chine réitère son invitation, à Rajiv Gandhi cette fois. Rajiv accepte

687 «Indian Parliamentary delegation in China», SWB/FE/7384, 13 juillet 1983.
688 «Indian youth delegation in China»', *SWB/EF/7397*, 28 juillet 1983.
689 «Indian premier meets delegation of Chinese people's Association for Friendship with Foreign Countries (CPAFFC),» *Renmin Ribao*, 4 avril 1983.
690 «Beijing Women's delegation», *Statesman*, 7 décembre 1982.

l'invitation. Le 4 novembre 1984, il rencontre le vice-premier Yao Yilin et lui dit que l'Inde souhaite des relations amicales avec la Chine et espère que les «quelques problèmes restants» seront résolus par des négociations pacifiques. Il espère que les relations entre les deux pays redeviennent ce qu'elles étaient dans les années 50, et soient même encore meilleures.[691] Yao Yilin déclare : «*As developing countries, China and India are facing the urgent task of constructing their own countries and improving people's living conditions. We have many common grounds. Promoting Sino-Indian good-neighborly ties meets basic interests of two peoples. We sincerely hope that Sino-Indian relations will resume as friendly as the 50s*', Rajiv lui répond: "*Our government will continue to follow the same policy. Meanwhile, we also hope that Sino-Indian relations will resume as friendly as the 50s', or even better.*" Il ajoute: "*Between us we also have problems but we will find solutions to them, because these two great nations have thousands of years of traditional friendship*.»[692] Yao Yilin dit aussi que l'Inde fut l'un des premiers pays à reconnaître son pays. Il ajoute que depuis la restauration des liens diplomatiques en 1976, les relations n'ont fait que s'améliorer, ce dont il se félicite. [693] Rajiv Gandhi ne souhaite pas que son pays soit en position de faiblesse au moment de la visite et prépare l'Inde pendant plusieurs années. Cette visite intervient donc quatre ans plus tard. En octobre 1985, aux Nations unies, Rajiv Gandhi et Zhao Ziyang se rencontrent dans une atmosphère positive et les deux hommes affichent leur volonté de s'entendre. Rajiv déclare: «*Premier Zhao and I will make efforts together to solve these issues. India has the inclination to improve Sino-Indian relations. I think all of these can be achieved. I got the impression that Chinese Premier is also optimistic about this*.»[694]

Les préparatifs à la visite commencent en décembre 1987. On parle alors d'une visite à l'automne 1988. Le gouvernement indien reçoit le feu vert du comité consultatif parlementaire pour faire passer au niveau politique les négociations frontalières. L'Inde se dit prête à entrer dans une nouvelle phase dans les relations, en oubliant le passé douloureux causé par la guerre de 1962. L'idée, évoquée par Natwar Singh devant le comité consultatif parlementaire, est que vingt cinq ans ont passé et que les deux pays sont confrontés à de nouvelles circonstances et sont dirigés par de nouvelles générations prêtes à revoir les questions avec un regard nouveau.[695] Les deux pays vont finalement s'entendre pour que la visite ait lieu du 19 au 23 décembre 1988. Peu avant la visite, le ministre des Affaires extérieures, Narasimha Rao, rencontre la presse chinoise et déclare que la

691 «PM hopes for better ties», *Renmin Ribao*, 5 novembre 1984.

692 «Yao Yilin hoped that current Sino-Indian relations will resume as friendly as the 50s' while meeting Rajeev. Rajeev accepted Prime Minister Zhao's invitation to China», *Renmin Ribao*, 5 novembre 1984.

693 *Hindu*, 5 novembre 1984.

694 «Rajiv Gandhi is optimistic about Sino-Indian relations,» *Renmin Ribao,* 25 octobre 1985.

695 *Indian Express*, 7 décembre 1987.

visite en Chine de Rajiv Gandhi marquera le renouveau de l'amitié traditionnelle et des liens étroits entre la Chine et l'Inde.[696]



Rajiv Gandhi entouré de Narasimha Rao et de Sonia à Beijing

Source: http://www.tribuneindia.com

Rajiv Gandhi quitte l'Inde pour la Chine par avion spécial le 19 décembre et arrive à Beijing le lendemain à 8 heures. Li Peng lui réserve un accueil solennel et chaleureux dans la grande salle du Palais du peuple, place Tian An Men, à 10 heures du matin. Rajiv est accompagné de sa femme, Sonia, et d'autres personnalités indiennes. Côté chinois, Wu Xueqian, le vice-premier, Qian Qichen, ministre des Affaires étrangères, et Qi Yuanqian, ministre de l'Industrie aurifère sont présents à cette cérémonie. Le soir, Li Peng offre un banquet en l'honneur de Rajiv Gandhi au Palais du peuple. Les personnes présentes à ce banquet sont entre autres la femme de Li Peng, Peng Zhulin, le vice-premier Wu Xueqian, Zhou Gucheng, Zhou Peiyuan. Lors de son toast, Li Peng déclare que trente-quatre années après Nehru, la Chine est heureuse d'accueillir la visite officielle du Premier ministre indien à Beijing, qui est sans aucun doute possible un évènement marquant dans les relations sino-indiennes. Li Peng dit ensuite que les deux pays ont eu des relations très amicales dans l'histoire,

696 «Indian Foreign Minister Rao expressed his wishes that Indian Premier's visit to China could become the beginning of a close relation between India and China», *Renmin Ribao*, 11 décembre 1988.

qui ont laissé une impression merveilleuse à leurs peuples. Dans les années 50, les dirigeants des deux pays ont défendu les célèbres Cinq principes de la coexistence pacifique, qui sont devenus le critère fondamental des relations internationales. Il poursuit: «*China and India are neighboring countries, and the two largest developing countries. Both are facing the arduous task of developing economy and improving people's living conditions. Developing Sino-Indian neighboring friendly relations will not only comply with the ultimate benefit of people in both countries, but is also conducive to Asian and World peace.*»



Rencontre de Li Peng avec Rajiv Gandhi et sa femme Sonia
(source: www.outlookindia.com)

Li se réjouit que les relations bilatérales se soient améliorées dans de nombreux domaines au cours des dernières années. La Chine a constamment recommandé et sincèrement espéré que la question frontalière trouve une issue raisonnable par des consultations amicales dans un esprit d'oubli et de compromis. Concernant les questions internationales, Li Peng souligne que des changements positifs sont intervenus récemment dans la situation internationale. L'espoir de paix est plus vif aujourd'hui que jamais dans le passé. La Chine, avec les autres pays du monde, et particulièrement les pays asiatiques, est déterminée à rechercher à préserver la paix en Asie et dans

le monde et à établir un ordre nouveau sur la base des Cinq principes de la coexistence pacifique, si chers au Pandit Nehru.

Rajiv Gandhi répond au toast de Li Peng de la manière suivante : «*Dans le passé, les deux pays ont entretenu de bonnes relations de voisinage, cependant, leurs divergences sur la question frontalière les ont éloignés. Il faut aller de l'avant, il est temps de tourner nos yeux vers le futur et de restaurer les relations bilatérales. Nous sommes d'accord que les Cinq principes de la coexistence pacifique furent le meilleur moyen de régir la relation entre les deux pays. Nous espérons nous conformer à ces principes lorsque nous réglons les problèmes entre nous. La question frontalière est devenue un problème important ; trouver une solution durable sur la base de la compréhension mutuelle est conforme aux intérêts mutuels*.» Il continue en louant les succès économiques en Chine. Il se réjouit des avancées scientifiques, de la modernisation de l'économie, des progrès sociaux et de l'amélioration des conditions de vie des Chinois.

En coulisse, les deux pays discutent du problème frontalier et s'accordent à le résoudre par une négociation pacifique et amicale et à développer les relations dans les autre domaines pour créer l'atmosphère positive appropriée et des mesures pour y parvenir sont discutées. Des responsables chinois font part de leurs inquiétudes au sujet des activités subversives de certains Tibétains. La délégation indienne rappelle que le gouvernement de Delhi a toujours reconnu le Tibet comme une région autonome de la Chine. Delhi n'a jamais permis aux Tibétains vivant en Inde de mener des actions contre la Chine.

Les deux pays discutent également du problème cambodgien et se mettent d'accord sur les points suivants : mise en place, conformément à une proposition de Li, d'un gouvernement de coalition composé des quatre principales forces politiques; déploiement, sous la direction de la Chine de troupes de maintien de la paix; en cas de retrait des troupes vietnamiennes, arrêt des livraisons d'armes au Cambodge; fin de l'aide militaire chinoise au Cambodge.[697]

Le 21 décembre, Rajiv Gandhi fait un très beau discours devant les étudiants de l'Université de *Tsinghua* qui déclenche leur enthousiasme.[698]

697 «Li Peng held a ceremony of banquet to welcome Rajiv Gandhi; the two Premiers discussed on improving Sino-Indian relationship; both sides agreed that the border issue should be solved on the basis of forgiveness and compromise for the sake of mutual benefit», *Renmin Ribao*, 20 décembre 1988.
698 Voir document 38 des annexes.

Le 22 décembre au matin, Deng Xiaoping, le président de la Commission centrale militaire, déclare, lors de sa rencontre avec Rajiv Gandhi au Palais du peuple que si les deux peuples s'additionnaient, leur total s'élèverait à plus de 1,8 milliard d'individus, soit plus du tiers de l'humanité. En conséquence, les deux pays doivent prendre leur part de responsabilités pour l'ensemble de l'humanité, et utiliser l'environnement international pacifique pour se développer. S'il est communément admis que le prochain siècle sera le 'siècle de l'Asie-Pacifique', l'avènement de l'Asie-Pacifique ne sera possible que si la Chine, l'Inde et les autres pays en voie de développement de la région atteignent un niveau de développement suffisant, ce qui suppose la normalisation de leurs relations. Commentant les difficultés des années 60 et 70, Deng conclut: «*There're quite a long period of unpleasant time after that* (la visite de Nehru à Beijing), *forget it! Everything aims at the future*.»[699]



La rencontre entre Deng Xiaoping et Rajiv Gandhi

(source: www.tribuneindia.com)

D'accord avec cette affirmation, Rajiv Gandhi espère que la relation bilatérale soit restaurée au niveau des années 50. Deng continue : «*There're two things in the world which must be done at the same time: one is to establish new orders for international politics: another is to establish new orders for international economics. Several years of Sino-Indian divergences didn't hurt the common connections between us. Both of us have fought for political independence and now are fighting for the economic independence. China's construction of modernization is a new great*

699«Deng Xiaoping points out that the Sino-Indian relation aims at the future when meeting Rajiv Gandhi», *Renmin Ribao*, 22 décembre 1988.

revolution.»[700] Le même jour, Gandhi rencontre le secrétaire-général du Comité central du PCC, Zhao Ziyang, à la *guesthouse* d'État de Dao Yutai. Il déclare : «*During the past 3 years, Sino-Indian relations greatly improved, such as the development of trade and non-governmental contacts increased. We are pleased about all of these improvements" (...) "We held a fantastic talk during this visit especially that deeply talks with Premier Li Peng and also the talk with President Deng Xiaoping was as well as above. Although we met some difficulties during the talks, the atmosphere was frank.»*[701] Zhao répond: «*China and India are neighboring countries, have the largest populations in the world as well. We have the same basic positions and we both profit from Peace and Development-this is the most important question. Our two countries could draw experience from each other to develop our cooperation*.»[702]

Au cours de l'après-midi a lieu une conférence de presse organisée au Palais du peuple, au cours de laquelle Rajiv Gandhi exprime ses impressions sur ses entretiens avec les dirigeants chinois et répond aux questions de journalistes chinois et étrangers. Il déclare que sa visite en Chine reconstruit la relation entre les deux pays et que l'Inde, pleine d'espoir, regarde vers le futur. Durant la visite, les deux pays ont exprimé l'espoir de renforcer leurs relations bilatérales, ce qui apporte une grande contribution à l'Asie, à la paix mondiale et à la stabilité. Il dit : «*We feel that the two largest developing countries in Asia are facing similar challenges. Therefore, India and China should keep a friendly and neighboring relation.»*[703] Il pense que sa visite et les discussions avec les leaders chinois ont mis en place les fondations d'une relation pacifique, stable et de coopération.

Sa visite marque selon lui un nouveau départ dans les relations bilatérales. Il dit : «*In order to realize peace and stability not only between us and in Asia, but also all over the world, we must choose the areas where we've something in common, then expand to larger areas. For many years both Indian and Chinese top officials haven't had any contacts. Fortunately, bilateral trade still existed over this time. We could find a lot of common basis worth of continued efforts and make up the vacancy.»* Il ajoute qu'il y a beaucoup de pistes à explorer entre l'Inde et la Chine, qu'il y a une large perspective de développement dans la relation économique bilatérale. Il dévoile aux journalistes que durant ses relations avec les leaders chinois, les deux camps se sont mis d'accord

700 *Ibid.*

701 «When Zhao Ziyang met Gandhi, he said China and India could mutually draw experience and friendlily cooperate», *Renmin Ribao*, 22 décembre 1988.

702 *Ibid.*

703 «Premier Rajiv Gandhi held news conference, claiming that his visit to China was a new start for bilateral relations; that China and India should peacefully solve the border issue through negotiation; that he has invited Chinese Premier Li Peng to visit India», *Renmin Ribao*, 22 décembre 1988.

pour tenir une négociation annuelle au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères, pour mettre en place une commission de niveau ministériel sur l'économie, la technologie et la science. De plus, les deux camps doivent signer trois accords sur l'aviation, la communication culturelle et la coopération scientifique le lendemain. Les deux pays doivent aussi régler le problème frontalier de manière pacifique et se sont accordés pour maintenir la paix et la tranquillité le long de la frontière jusqu'à ce que le problème soit résolu. Il ajoute que ses discussions avec les leaders chinois sur ce thème sont positives et vont se poursuivre. Concernant le Cambodge, Rajiv déclare que ce pays doit être un pays souverain indépendant, débarrassé des interventions étrangères et non-aligné. Il ajoute que la coexistence pacifique est la base du non-alignement. L'Inde exprime son espoir d'avoir de bonnes relations avec le Pakistan et salue le nouveau gouvernement démocratique du Pakistan. Rajiv rencontre également le président de la RPC, Yang Changkun.

Le 24 décembre, un communiqué sino-indien mettant l'accent sur l'atmosphère d'amitié, de franchise et de pardon mutuel est rendu public. Plusieurs accords sont signés : un accord de coopération sur les sciences et la technologie, un accord sur l'aviation civile de transport et un accord sur la coopération culturelle pour 1988, 1989 et 1990. Au sujet de la situation internationale, les deux parties considèrent que le monde a tendance à transformer la confrontation en dialogue, les tensions en détente, ce qui est le résultat de la longue et persistante lutte contre les politiques hégémoniques, menée par les pays et les peuples pacifiques du monde. Cette évolution pourrait conduire à la paix, permettre de résoudre les conflits et aux pays en voie de développement de se doter d'économies modernes. La Chine et l'Inde s'emploieront à préserver la paix mondiale, à promouvoir le désarmement et le développement. Rajiv Gandhi et sa femme remercient le gouvernement et le peuple chinois pour leur accueil chaleureux et amical et Gandhi invite Li Peng à effectuer une visite d'État en Inde. Li accepte l'invitation.[704]

Rajiv Gandhi et sa femme effectuent plusieurs visites de lieux historiques. A son retour, Rajiv dit que la plus forte impression qu'il ait eu lors de sa visite en Chine est la phrase de Deng Xiaoping : «*China and India can cooperate on the establishment of new world order on the basis of the Five Principles of Peaceful Coexistence.»*[705]

704 «Sino-Indian joint news communiqué», *Renmin Ribao*, 24 décembre 1988.

705 «Rajiv Gandhi, Indian Premier, said when arriving at the New Delhi airport after his visit to China, that China and India could make concerted contribution to new world order», *Renmin Ribao*, 25 décembre 1988.

II.1.2 Des gestes d'amitié

II.1.2.1 L'hommage chinois au Mahatma Gandhi

En septembre 1984, la Chine rend un hommage appuyé au père de la nation indienne, le Mahatma Gandhi en tenant une cérémonie publique commémorant le 115ème anniversaire de sa naissance. Wang Bingnan, le président de l'APCAPE, qui préside la cérémonie déclare que Gandhi était un ami proche du peuple chinois. Il déclare à cette occasion son espoir que les deux pays continuent leur amitié. Il rappelle que Gandhi avait apporté son soutien à la révolution démocratique chinoise, conduite par le docteur Sun Yat-Sen, et à l'envoi de missions médicales indiennes en Chine pendant les années trente et quarante pour l'aider dans sa guerre de libération nationale.[706]

II.1.2.2 La mort d'Indira Gandhi et les hommages chinois

La presse chinoise avait été très dure avec Indira Gandhi, ayant été jusqu'à la traiter de «fasciste» pendant la période de l'état d'urgence. Devant son adoption d'une nouvelle politique étrangère, les critiques chinoises s'étaient arrêtées. Le 31 octobre 1984 à 9h30 du matin, Indira Gandhi, qui marchait tranquillement vers son bureau est brutalement assassinée par ses gardes du corps sikhs, qui veulent ainsi venger son ordre de prise d'assaut du temple d'*Amritsar*, le lieu sacré des sikhs. Elle est amenée dans un état critique et meurt aux urgences vers 13h30. *Le Quotidien du Peuple* rapporte les informations fournies par *Press Trust of India*. Aussitôt, le cabinet indien tient une réunion d'urgence pour assurer la succession.[707]

Le lendemain, le gouvernement chinois exprime ses profondes condoléances. Le porte-parole officiel déclare : «*Nous sommes profondément choqués par la mort d'Indira Gandhi. Une si grande politicienne a apporté une grande contribution à l'amélioration et au développement du partenariat sino-indien. Le gouvernement chinois et tout le peuple chinois portent le deuil*.»[708]

Le lendemain de sa mort, le Premier ministre chinois Zhao Ziyang se rend en personne à

706 «Chinese homage to Mahatma Gandhi», *Times of India*, 20 septembre 1984.

707 «Indian Prime Minister Gandhi was assassinated, leaders of Indian various fields condemn such assassination behavior,» *Renmin Ribao*, 1er novembre 1984.

708 «Chinese government showed deep condolence on Gandhi's death», *Renmin Ribao,* 2 novembre 1984.

l'ambassade de l'Inde à Beijing pour présenter ses condoléances. Le portrait d'Indira Gandhi est exposé dans la salle principale de l'ambassade. Zhao observe un silence de circonstance devant son portrait puis signe le livre de condoléances et y écrit : «*profondes condoléances pour la mort de l'exceptionnelle femme politique Indira Gandhi*». Il dit ensuite à l'ambassadeur indien : «*la mort d'Indira Gandhi est une grande perte pour les Indiens, le mouvement des non-alignés et le monde pacifique. Au nom du gouvernement chinois, je vous présente moi-même mes condoléances pour Indira Gandhi».*[709] Il ajoute : «*Indira Gandhi a fait de grands efforts pour améliorer les relations avec la Chine. Nous espérons sincèrement que les relations entre la Chine et l'Inde s'améliorent de plus en plus, égalant par là-même les années 50.»* Il informe l'ambassadeur que le gouvernement chinois a décidé de dépêcher par avion spécial une délégation menée par le vice-premier Yao Yilin pour assister aux funérailles le lendemain. L'ambassadeur indien exprime sa gratitude et déclare : «*le nouveau gouvernement indien va poursuivre les décisions et la politique de Gandhi pour que les relations entre les deux pays deviennent encore meilleures que dans les années 50. Durant les années passées, les relations se sont grandement améliorées. Aussi longtemps que nous nous basons sur la sincérité, nous viendrons à bout de toutes les difficultés que nous rencontrons.»*

Huang Hua et Wu Xueqian se rendent aussi à l'ambassade pour présenter leurs condoléances. Le Premier ministre Zhao Ziyang fait déposer une gerbe. Le président Li Xiannian et Zhao Ziyang envoient un télégramme conjoint au président indien disant : «*We are shocked by Mrs. Gandhi's death. As a preeminent politician, Mrs. Gandhi made remarkable contributions to the development of national economy, the construction of her country and the improvement of sino-indian relations. On behalf of the Chinese government and people, we show our deep condolence for Indian government and people, moreover, our sincere respects for Gandhi's family.»*[710]

Au cours des funérailles, le président indien Zail Singh rencontre Yao Yilin. Les deux hommes s'accordent pour continuer à développer les relations sino-indiennes. Yao Yilin déclare : *«Mrs Gandhi was an outstanding politician and famous leader of non-aligned movement. She made great contributions to improve sino-indian relations and develop bilateral friendly relations. As for her grievous death, we are extremely shocked and sad.»* Il ajoute: «*Through our joint efforts, we will continue to enlarge our scope of cooperation and bring Sino-Indian friendly relations into a*

709 «Prime Minister Zhao came to Indian Embassy in China condoling with Gandhi, Yao Yilin reached in New Delhi to attend Mrs. Gandhi's funeral today», *Renmin Ribao*, 2 novembre 1984.

710 «Li Xiannian and Zhao Ziyang sent telegraph to Indian president, showing deep condolence for Gandhi's death», *Renmin Ribao*, 2 novembre 1984.

new height.»[711] Zail Singh lui répond: «*During Mrs. Gandhi's lifetime, she looked forward to develop Sino-Indian relations and cooperate with China in each field.»* Et ajoute: «*The New Indian government will continue to adopt Mrs. Gandhi's policy and make efforts to improve our relations.»*

II.1. 2.3 La Chine soutient l'Inde sur le retour du Kooh-I-Noor et l'accident de Bhopal

La Chine utilise l'affaire du Kooh-I-Noor pour dénoncer l'attitude des pays développés vis-à-vis du Tiers-Monde. Elle soutient les demandes indiennes de retour du célèbre diamant Koh-i-Noor. Dans le *Renmin Ribao*, Feng Xiaohong déclare : «*Britain ruled the South Asian subcontinent for more than a century. Although the colonial era is now gone for ever, the vestiges of colonial plunder have not been eradicated. (...) The Koh-i-Noor belongs to the people of India. Since its removal by the British crown, the diamond has in fact lost its brilliance. Only when it has been returned to its ancestral home will it again emit its extraordinary radiance. The diamond is a minor matter, but the elimination of colonial vestiges is a major matter. (...)»* [712]

En décembre 1984, l'accident de Bhopal permet à la Chine d'exprimer une nouvelle fois sa solidarité avec l'Inde. Zhao Ziyang réagit aussitôt et envoie un télégramme à Rajiv Gandhi pour exprimer au nom du gouvernement et du peuple chinois sa sympathie au gouvernement, au peuple indien, aux victimes et à leurs familles.[713] La Chine utilise cet accident pour dénoncer à nouveau l'attitude des pays développés vis-à-vis des pays en voie de développement. Le *Renmin Ribao* déclare ainsi : «*On the surface, it seems to be a technological problem about gas leakage. But this tragedy fundamentally reflects a remarkable problem between developped countries and developping countries in the world. Today is a turbulent time; the world is in a reform of the industry, labor and market structures. During the process, developping countries need capital, equipment and technology, therefore, developped countries take occasion to shift energy-consuming, labor-intensive and serious environment polluted traditional industries onto. Some developing countries "environmental pollution exportation" has become the main feature of developed countries. Over the years, environmental pollution accidents frequently occurred in some factories of transnational corporations. Bhopal accident is such a tragedy in the setting of imbalance and improper world political economy. During the economic technological cooperation*

711 «Indian President Zail Singh met Yao Yilin, the two sides pointed out emphatically that they will continue to develop friendly cooperative ties», *Renmin Ribao*, 4 novembre 1984.

712 «Return of Koh-I-Noor: India's demands supported by *People's Daily*», *SWB/FE/7536*, 10 janvier 1984.

713 «Prime Minister Zhao sent telegram to Rajeev, showing sympathies for residents who suffered great loss in gas leakage», *Renmin Ribao*, 7 décembre 1984.

between developing and developed countries, developed countries should respect developing countries' interests, help developing countries speeding up economic construction, do not always pursue private interests and harm others to benefit themselves. This is the conclusion that we draw from Bhopal accident.»[714]

II.1.2.4 La célébration du trente cinquième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques

Le 1er avril 1985, la Chine et l'Inde célèbrent le 35ème anniversaire de l'établissement de leurs relations. Le Premier ministre Zhao Ziyang envoie un télégramme disant : «*On the 35th anniversary of China and India establishing diplomatic relations, on behalf of Chinese government and people, in my own name, I wish to contend my hearty congratulations and best wishes on Indian government and people.*

China and India are good neighbors, two peoples are close friends. India is the earliest country to establish diplomatic relations with PRC. Establishing diplomatic relations raised a new chapter on the history of the two countries. The 5 principles of peaceful coexistence advocated by late Prime Minister Zhou Enlai and his counterpart Nehru doesn't only lay a firm foundation to developing Sino-Indian relations, but also play an important role in contemporary international affairs.

I am pleased at such obvious improvement and development in our relations. China and India are two superpowers in Asia and the world, their close relationship doesn't only meet the basic interests of the two people, but also an important factor to safeguard Asia and world peace. Chinese government and people pay great attention to friendly cooperation with India, hope that our relations will be as good as during the 50s. I believe that relations between India and China will be strengthened in political, economic, cultural and scientific fields, that some unsolved problems of the two countries will be settled.»[715]

Rajiv Gandhi envoie un télégramme dont le message est assez similaire : «*On the 35th anniversary of India and China establishing diplomatic relations, on behalf of Indian government*

714 «Apart from shock, we get more», *Renmin Ribao*, 7 décembre 1984.

715 «Prime Minister Zhao and Prime Minister Rajeev sent congratulatory telegrams to each other on the 35th anniversary of China and India establishing diplomatic relations, the two sides hope to resume and develop friendly relations, settle unsolved problems», *Renmin Ribao*, 31 mars 1985.

and people and in my own name, I wish to contend my hearty congratulations and best wishes on Chinese government and people.

India and China have many common grounds: large population, potentiality and developing countries. We can cooperate with each other for mutual interests in many fields. We sincerely hope that we can settle unsolved problems, through our joint effort according to 5 principles of peaceful coexistence, resume and strengthen history links of two peoples, high respect for all of you.»[716]

A l'occasion de cet évènement, Rajiv rencontre la veuve du docteur Kotnis, Guo Qinglan et lui dit que malgré son emploi du temps chargé, il visitera la Chine dès que possible.[717] A New Delhi, l'ambassadeur chinois Li Lianqing organise un banquet pour célébrer l'évènement auquel participent le ministre des Affaires extérieures indien, le ministre au Plan, le maire de Delhi et de nombreuses autres personnalités indiennes. L'Association pour l'amitié indo-chinoise célèbre aussi l'évènement.[718]

II.1.2.5 Les hommages chinois à la mission médicale indienne

La Chine fait de deux médecins indiens l'ayant servi lors de la Seconde guerre mondiale les symboles de l'amitié sino-indienne. Les Dr. Dwaraka Nath Kotnis et le docteur Mohan Lal Atal. En décembre 1982, la Chine célèbre les 40e et 25e anniversaires de leur mort. Le maréchal Ye Jianying, le président du Congrès national du peuple déclare à cette occasion : «*for the sake of liberation struggle of the Chinese people, they (medical mission members) willingly sacrificed their own personal work, (…) Their contribution has already become part of history of Chinese revolution»*[719] Le *Renmin Ribao* s'intéresse également à ce symbole de l'amitié sino-indienne. Il cite le chef de la délégation indienne, le docteur Basu disant : «*For 44 years, we always remembered your care and help for the medical team. On those days, we worked in Yannan and the liberated district for five years. During this visit, our delegation left a deep impression on the achievement of new China and people's happy life. We felt very happy at two people's consolidation of friendship and development.»* Wang Bingnan, le chef de l'APCAPE et Wenkata Swaran, l'ambassadeur de l'Inde en Chine, participent à une réunion commémorative.[720] Le 3 septembre 1988, la Chine commémore

716 *Ibid.*

717 «Prime Minister Rajeev hoped to visit China as soon as possible», *Renmin Ribao*, 3 avril 1985.

718 «Chinese ambassador in India and Sino-Indian Friendly Association held respective activities to celebrate the 35th anniversary of China and India establishing diplomatic relations», *Renmin Ribao*, 3 avril 1985.

719 «China's tribute to Kotnis and Atal», *Indian Express*, 4 décembre 1982.

720 «Ye Jianying met Basu and other Indian guests, and expressed that the people of two countries should be friendly

en grande pompe le 50e anniversaire de l'arrivée en Chine de la mission d'aide médicale indienne. Cette commémoration est organisée sous les auspices de l'APCAPE et présidée par Zhang Pachu, le vice-président du comité consultatif du peuple de la RPC. Une délégation indienne conduite par Danial Latifi y participe. Un mémorial en l'honneur des cinq membres de la mission est érigé à cette occasion à Shijiazhuang, dans la province du Hebei.[721]

II.1.3 Les contacts entre le PCC et les partis communistes indiens

Le 6 mars 1982, pour la première fois, le PCC invite de manière officielle le PCI (M) à envoyer une délégation en Chine. L'offre est poliment rejetée car le PCI (M) est occupé à préparer le Congrès du Parti de Vijyawada. Les deux partis s'accordent pour reporter la visite à plus tard.[722]

Elle a lieu l'année suivante. Le Comité central du Parti communiste chinois invite une délégation du PCI (M) conduite par Mr. E. M. S. Namboodiripad, son secrétaire général, accompagné de deux membres du politbureau du PCI (M), M. Basavapunnaiah et H.S. Surjeet. La délégation arrive le 23 avril pour une visite de deux semaines. C'est la première fois que les plus hautes autorités du PCI (M) visitent la Chine depuis la création de ce parti en 1964. Hu Yaobang, secrétaire général du PCC, les accueille chaleureusement. Namboodiripad déclare avoir assisté au VIIIe Congrès national populaire du PCC de 1956 et être un vieil ami du peuple chinois. Hu lui répond qu'ils sont de vieux amis se rencontrant de nouveau. Namboodiripad déclare espérer apprendre de l'expérience du PCC.[723] Hu déclare : *« Nos deux partis ont eu autrefois de bonnes relations, mais par la suite, ces relations ont été interrompues pendant longtemps. A présent, chacun réalise que cette interruption a causé des pertes à chacun des partis. Nous sommes déterminés à renouer ces relations en échangeant nos idées. Je crois que, ayant expérimenté les deux aspects de la coopération et de la vie de parti, nous aurons de meilleures relations que par le passé.»*[724]

Le contact est donc renoué sur la base du respect mutuel et de la coopération et chaque parti se dit prêt à faire des efforts pour améliorer la compréhension et l'amitié entre les deux pays et entre

from generation to generation», *Renmin Ribao,* 15 décembre 1982,

721 «China Commemorates the 50th Anniversary of the Indian Medical Mission to China», *China Report*, Vol. 25 No. 1 (1989), pp. 87-93.

722 «CCP's invitation to CPI(M)», *Hindustan Times*, 6 mars 1982.

723 «Central delegation of the Communist Party of India (CPI) arrives in Beijing», *Renmin Ribao*, 24 avril 1983.

724 «Réception d'une délégation du PCI(M)», *Renmin Ribao*, 25 avril 1983. Les liens avaient été interrompus au moment de la création du PCI (M) car la Chine souhaitait que celui-ci mène la lutte armée aux côtés des naxalites et des mizos alors que le PCI (M), à part quelques factions gauchistes, avait décidé de participer à la vie politique indienne.

les deux peuples. Hu déclare en parlant des relations entre les deux partis : *« en faisant le bilan de l'expérience de quelques décennies, nous devons nous respecter l'un l'autre, afin de tirer le meilleur parti de cette relation. Nos partis doivent être indépendants, sinon, il n'y aura pas la possibilité d'autres conversations.* (...) *Qu'est-ce que l'indépendance ? Selon nous, cela nécessite de prendre indépendamment les responsabilités pour son propre pays et son propre peuple, de choisir de manière indépendante sa propre façon de voir le socialisme d'après les principes du marxisme, d'observer de manière indépendante les questions globales et de décider de sa propre position, de décider indépendamment de chaque affaire à l'intérieur de son propre parti et de juger indépendamment de la justesse ou des erreurs dans la relation entre partis.»*[725]

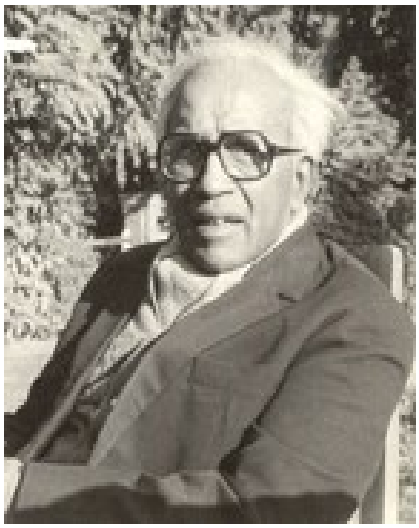
Cette leçon de Hu sur l'indépendance est peut être une façon pour la Chine de dire qu'elle ne va plus s'impliquer dans les affaires politiques du Nord-Est indien.

En réponse à ce discours de Hu, Namboodiripad déclare : *« le mouvement communiste international actuel est différent de l'ancienne internationale communiste. Le marxisme demande que tous les pays participent à la politique socialiste et finalement à la politique communiste, mais du fait des différentes conditions nationales et caractéristiques des peuples, chaque pays devrait choisir sa propre voie.*(...) *le principe de l'indépendance inclut également celui que nous devons nous unir autour des vérités communes du marxisme et du léninisme tout en nous adaptant aux conditions propres à nos pays.* (...) *le PCC a fait face en permanence à ses propres questions correctement et absorbé énormément d'expérience et de leçons, de même, le PCI (M) essaie de son côté de procéder ainsi. Les deux partis joueront donc chacun un rôle très important.* (...) *Chaque parti devra partager son expérience, et pousser de l'avant le mouvement international communiste. (...) La Chine, autrefois aussi arriérée que l'Inde, a obtenu plus de résultats sur une courte période, et constitue un bon exemple pour les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud.* (...) *La Chine a fait beaucoup de progrès, tout en rencontrant quelques difficultés, mais elle essaie de les surmonter avec ardeur. »*

A la fin de son discours, il souhaite que les relations entre les deux peuples et les deux partis puissent être fortement développées et renforcées. Hu Qili, Ji Pengfei, Qiao Shi, Zhang Xiangshan et Yao Zhongming ont également assisté à ce banquet. Namboodiripad plaide aussi pour la non-ingérence d'un Parti communiste national dans les affaires d'un Parti communiste d'un autre pays.

725 *Ibid.* Le PCC a changé de position vis-à-vis de ses relations avec les autres partis communistes. Désormais, elle privilégie une relation d'égal à égal et accepte que les partis étrangers mènent une politique différente pour s'adapter aux conditions propres au pays. Le PCC lui-même mène une politique socialiste adaptée aux conditions chinoises.

Il souhaite éviter qu'un Parti communiste critique le Parti communiste d'un autre pays ouvertement. Il déclare : *« CPI is encouraged by CPC's achievement after 1978, he wishes Chinese people could make much progress in the process of constructing strong country of socialism with modernization. »*



E.M.S. Namboodiripad

A la fin des discussions, les deux partis se mettent d'accord sur plusieurs points: l'indépendance, l'égalité totale, le respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires intérieures. Chacun des camps promet également de tout faire pour améliorer les relations sino-indiennes.[726] La délégation indienne rencontre également Deng Xiaoping qui lui dit que les relations sino-indiennes se sont améliorées mais que les problèmes sont difficiles à résoudre et que cela prendra du temps pour normaliser les relations.[727] La délégation indienne effectue ensuite un voyage passant par Guangzhou et Shenzhen avant de regagner l'Inde.

En janvier 1984, la Chine déclare que la politique non-violente et parlementaire des marxistes indiens est parfaitement justifiée vue la situation existant en Inde. Lin Lin, le chef d'une délégation de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers (APCAPE), ajoute que les expériences passées de la Chine suggèrent que l'imitation de modèles de mouvements extérieurs au pays peut ne pas être profitable. Il déclare également que le PCC n'interférera pas dans le travail des partis communistes en Inde comme dans le reste du monde.[728]

726 «Hu Yaobang et Nanbudilibade ont achevé leurs discussions et se sont mis d'accord pour reprendre le développement des relations bipartites», *Renmin Ribao*, 27 avril 1983. La presse indienne rapporte également la visite, mais avec moins de détails.

727 *Statesman*, 1er mai 1983.

728 «Chinese praise for Indian Marxists», *Statesman*, 19 janvier 1984.

Le 9 mai 1984, le *Chief Minister* du Bengale occidental et membre du bureau politique du PCI (M), Jyoti Basu, rencontre à Beijing Qiao Shi, membre du CCPCC et échange avec lui son point de vue sur les problèmes internationaux. Les deux hommes parlent de la visite de Reagan en Chine, des relations sino-soviétiques, des différends sino-vietnamiens sur le Cambodge, des nouvelles politiques économiques chinoises et de la façon dont les gouvernements communistes fonctionnent dans un régime démocratique comme l'Inde.[729]

Le 14 avril 1985, Qiao Shi, membre du bureau politique du Comité central du PCC, rencontre Ram Dass Menon, membre du Comité central du PCI (M) à Beijing.[730] Le 13 mai 1985, Qiao Shi rencontre une délégation de cadres du PCI (M) menée par Velikkakath Sankaran Sachitanadan à Beijing. Les deux partis expriment leur satisfaction sur le développement des relations entre eux depuis 1983.[731]

Peu après les discussions entre les PCI (M) et le PCC, E.M.S. Namboodiripad écrit un article dans lequel il explique l'intérêt pour son parti de renouer les liens avec les autres partis communistes: «*OUR Party had the misfortune of being boycotted by almost the entire world Communist movement for the major part of the 20-year period. The Communist Party of China which maintained fraternal relations with us for the first few years, subsequently broke them. (...) Our adversaries had reason for their glee that we were isolated in the international movement.*

Today however, fraternal relations with the Chinese Party have been fully restored, while our relations with the Soviet Party have become almost completely normal. We are considered as part of the world Communist movement.

This change in the position of our Party in the world Communist movement is attributed in the bourgeois media, and even in the writings of the CPI press, to a supposed change in our attitude to the Soviet and Chinese Parties. We are supposed to have rallied behind the Soviets giving up our former "pro-China" positions. How divorced this is from reality can be seen from certain incontrovertible facts:

Firstly, in the very Seventh Congress where we declared ourselves as the real Communist Party of India – later the CPI (M) – we scrupulously confined ourselves to serious discussions on

729 «Jyoti Basu's visit to China», *Amrit Bazar Patrika*, 9 mai 1984.
730 QIAO Shi «CPI (M) Official in Beijing», *SWB/FE/1926*, 16 avril 1985.
731 «Indian Communist Party delegation in China», *SWB/FE/7952*, 16 mai 1985.

the internal questions of the Indian revolution, deferring for a more appropriate future the discussion on questions of dispute in the international Communist movement. This was done for the simple reason that we did not want to commit ourselves to a position on these questions before we had had time to make intensive studies of the problem. Further more, on the internal questions of the Indian revolution which we discussed in detail before adopting the Party Programme, we adopted positions which were at variance with those of the Soviet and Chinese parties. There is therefore no substance in the argument that we were originally with the Chinese Party on international and national questions.

Secondly, once we started discussing the questions of dispute in the international movement, our differences with the Soviet as well as the Chinese Parties became clear. It is not as if we were "equidistant" from the Soviet and Chinese Parties as is alleged in the bourgeois media. The fact is that on every individual problem every change in the situation, we took up our own independent positions, supporting positions which we found correct and opposing those which appeared to us as incorrect.

In the early days of the cultural revolution in China, for example, we generally were in agreement with it, but, as developments along the lines laid down by the Chinese Central Committee unfolded themselves, we became more and more critical. In fact we wrote a highly critical article on the Ninth Congress of the Chinese Party. We could not reconcile ourselves to the line, which was subsequently criticised by the Chinese Party itself. (...)

In the meantime, we were happy in welcoming the Indo-Soviet Treaty of Friendship and Co-operation that came into force in the early 1970s. We were equally happy that the long isolation of the People's Republic of China in the world bodies was broken and its rightful position in the United Nations restored. We welcomed the first hesitant steps taken by the Indian and Chinese leaders to normalise state-to-state relations between the two countries. (...)

As for the Chinese Party, we also have our reservations and differences with them on important question. However, as the political Resolution of the Vijaywada Congress said: "those

who simply denounce People's China along with US imperialism and forget that it is a Socialist country, serve the cause of international disunity, and bring grist to the mill of imperialism…. The criticism (of China) must be made with the expectation that Socialist China will overcome its present-day aberrations and take its legitimate place in the fight against imperialism and strengthen the unity of the Socialist forces."

We are, in other words, hopeful that the disunity in the international movement which still blocks the progress of the world revolution will be overcome. »[732]

Toutes ces rencontres entre le PCI (M) et les Chinois provoquent la suspicion des autres partis politiques indiens. Le 9 avril 1986, les membres du PCI (M) sont mis en difficulté à la *Lok Sabha* par Rajiv Gandhi qui les accuse d'adopter une ligne molle envers la Chine et de nier l'existence du problème frontalier. Gandhi déclare que certains partis des États frontaliers, sans préciser lesquels, sont «anti-nationalistes» et cite le discours d'un membre de ce parti qui dit que la Chine n'a jamais fait de mal à l'Inde.[733] Le 28 mai, alors que la crise de Sumdorong Chu couve, le parti marxiste envoie une nouvelle délégation de cinq membres à Beijing menée par Sunil Moitra, membre du Comité central du PCC.[734]

Le 18 avril 1987, Qiao Shi rencontre le secrétaire général du PCI (M) E.M.S. Namboodiripad à Beijing. Zhu Liang, le chef du département de liaison internationale du CCPCC s'entretient avec lui et le renseigne sur la situation de la Chine.[735] Du 17 octobre au 5 novembre 1987, c'est une délégation du PCC menée par Chen Chuange, député directeur du département de liaison international, qui avait visité l'Inde à l'invitation du PCI (M).[736]

Venons-en à présent à l'autre parti communiste indien, le PCI. Avec le réchauffement des relations sino-soviétiques, le PCI et le PCC se réconcilient progressivement. En mars 1988, pour la première fois depuis vingt ans, des représentants du PCI menés par son secrétaire-général Rajeswara Rao se rendent à Beijing pour une visite de deux semaines. La délégation est reçue par Zhao Ziyang. Celui-ci déclare : «*we had extremely good relations and friendship, but it was*

732 Extraits de l'article «Commitments fulfilled» d'E.M.S. Namboopiripad du 23 juin 1985.
733 «PM on India-China relations», *Hindustan Times*, 9 avril 1986.
734 «CPM delegation in China», *SWB/FE/8376*, 4 juin 1986.
735 «Qiao Shi meets Indian visitor», *News From China*, 21 avril 1987.
736 «Chinese team's talks with leftist leaders», *The Hindu*, 20 octobre 1987.

suspended. We were pleased to resume the relations under the new historical conditions. I believe the two-party relations would further develop.»[737] Zhao propose que les deux partis cherchent à mieux se comprendre. Quand aux relations entre les deux partis, il déclare que chacun a des conditions et des points de vue différents sur certaines questions. Il est donc important de mettre l'accent sur les points de vue communs et d'écarter les points de divergence, en n'essayant pas d'imposer à l'autre son propre point de vue. Zhao réitère la volonté de la Chine d'améliorer ses relations avec l'Inde. Il ajoute : «*we have to consider history and present situations, even people's feelings, to adopt the methods of mutual forgiveness and compromise through friendly negotiation: we advocate maintaining peace and stability of the border in the condition of failing to resolve boundary problems at the same time to develop friendly cooperations in economy, trading, culture and so on, which benefit the resolution on boundary problems. China and India are the greatest developing country which have their own advantages and disadvantages. We can communicate in many aspects according to which we have a lot of things to do.*»[738]

Le PCI déclare qu'il reste encore de nombreux désaccords entre les deux partis. Égalité et non-interférence sont les deux mots utilisés pour qualifier les relations entre les deux partis.[739]

II.1.4 Action commune pour le désarmement, contre le projet américain de "guerre des étoiles"

L'Inde s'est toujours montrée favorable au désarmement, que cela concerne les armes conventionnelles ou les armes nucléaires. Le budget qu'elle consacre à son armée est proportionnellement très faible par rapport au Pakistan ou à la Chine. L'Inde consacre en effet 3,39% de son produit national brut aux dépenses militaires tandis que la Chine y consacre pas moins de 6% et le Pakistan 7%.[740] Au cours du discours inaugural de la VIIe Conférence des non-alignés qui se tient à New Delhi en mars 1983, Indira Gandhi insiste sur la nécessité du désarmement mondial: «*Humankind is balancing on the brink of the collapse of the world economic system and annihilation through nuclear war. Should these tragedies occur, can anyone of us, large, small, rich or poor, from North or South, West or East, hope to escape?* (…) *Development, independence, disarmament and peace are closely related. Can there be peace alongside nuclear*

737 «Zhao Ziyang said the resumption of Sino-Indian two parties deserved celebration when meeting the representative team of the Central Committee of the Communist Party of India sincerely hoping we could settle Sino-Indian boundary dispute», *Renmin Ribao*, 2 avril 1988.

738 *Ibid.*

739 «Rao may raise summit issue in China», *The Times of India*, 7 février 1988.

740 D'après les estimations de *The Military Balance 1983-84* dans A.K. Damodaran et U. S. Bajpai (éd. sc.), *Indian Foreign Policy: The Indira Gandhi Years,* p. 90.

weapons? Without peace, my father said, all our dreams of development turn to ashes.»[741]

Fin janvier 1985, l'Inde et cinq autres pays en appellent à un désarmement nucléaire planétaire dans la Déclaration de Delhi. La Chine soutient la déclaration. Liu Shuqing, vice ministre des Affaires étrangères, déclare que la Chine prend position pour la complète élimination de toutes les armes nucléaires et que c'est aux deux grands de prendre la tête du mouvement de désarmement, puisqu'ils possèdent à eux seuls 95% du total de ces armes.[742] Dans le même temps, dans le cadre de sa quatrième modernisation, la Chine effectue des coupes drastiques dans son armée en la réduisant d'un million d'hommes. Deng Xiaoping explique les raisons de cette décision dans un discours devant la Commission militaire du comité central du PCC en juin 1985: «*Today I should like to speak mainly about the international situation, China's international status and our foreign policy. This has something to do with our meeting. Since the defeat of the Gang of Four, and particularly since the Third Plenary Session of the Party's Eleventh Central Committee, we have made two important changes in our assessment of the international situation and in our foreign policy.*

The first change is in our understanding of the question of war and peace. We used to believe that war was inevitable and imminent. Many of our policy decisions were based on this belief, including the decision to disperse production projects in three lines, locating some of them in the mountains and concealing others in caves. In recent years, after careful analysis of the situation, we have come to believe that only the two superpowers, the Soviet Union and the United States, are in a position to launch world war. But neither dares do so yet. First, these two countries have atomic bombs and many conventional weapons and the military strength to destroy each other. They cannot exterminate mankind, but I am afraid they can cause untold destruction. So neither one dares be the first to launch a war. Second, these two countries are striving for global strategic deployment but have suffered setbacks and met with failures, so neither dares to start a war. At the same time, they are engaging in an arms race, so there is still a danger of world war.

However, the world forces for peace are growing faster than the forces for war. The forces for peace are, first of all, the Third World, to which China belongs. The people of the Third World, which account for three fourths of the world population, do not want war. The forces for peace also include developed countries other than the United States and the Soviet Union. If a world war breaks out, they will not let themselves be dragged into it. In fact, the American and Soviet peoples

741 *Selected Speeches and writings of Indira Gandhi, volume 5*, January 1, 1982-October 30, 1984, Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Govt. Of India, 1986, p. 390

742 *Statesman*, 30 janvier 1985.

themselves do not support war. The world is vast and complex, but if you analyse the situation you will find there are only a few people who support war; most people want peace. »[743]

En mars 1983, le président américain Ronald Reagan crée le programme SDI (*Strategic Defense Initiative*) qui prévoit d'utiliser des systèmes de défense, au sol et dans l'espace, pour protéger les États-Unis contre une attaque de missiles balistiques nucléaires stratégiques. Ce programme est rapidement appelé «*Star Wars»* du nom du célèbre film. L'Union soviétique, mais aussi les autres puissances nucléaires et l'Inde s'opposent immédiatement au projet qui, s'il était mis en œuvre, donnerait un avantage stratégique écrasant aux États-Unis. En effet, la Chine, pourvue d'un arsenal nucléaire dissuasif (la Chine ayant fait beaucoup de progrès au début des années 80 dans ce domaine), a tout à perdre face au programme américain qui rendrait virtuellement inutile ses armes nucléaires qui pourraient être interceptés depuis l'espace par les États-Unis. L'Inde est également contre le programme américain et le dit à maintes reprises.[744] Lors d'une interview avec la revue *Politique étrangère*, Rajiv Gandhi déclare: « *Nous sommes contre. Non seulement parce que cela ne va pas marcher mais aussi parce que cela va accroître considérablement les risques de conflit, car l'IDS* [initiative de défense spaciale, le nom français pour la SDI] *donnera un faux sentiment de sécurité. (...) Nous avons toujours dit que le seul moyen de progresser consiste à réduire le nombre des armements. L'IDS entraîne la course aux armements dans l'espace qui pour la première fois devient un champ de bataille.»*[745]

II.1.5 Retrouvailles au sein du Tiers-Monde et du Mouvement des non-alignés

II.1.5.1 La nouvelle approche chinoise vis-à-vis du Tiers-Monde

La politique de la Chine dans le Tiers-Monde est réactivée et rééquilibrée, ce qui la rapproche de celle de l'Inde. Elle conserve ses principes, modérés: indépendance, développement, coopération économique, unité contre les interférences étrangères, mais modifie ses applications. Elle ne met plus en cause presque exclusivement l'«hégémonisme» mais dénonce également à nouveau, avec force, l'impérialisme et le colonialisme. Elle ajoute à son discours les causes économiques propres à la situation du Tiers-Monde: la structure inégale des échanges et l'exploitation des pays sous-développés par les grandes puissances. La Chine soutient les

743 Discours de DENG Xiaoping devant un meeting élargit de la commission militaire du comité central du PCC, 4 juin 1985 dans *Selected Works of Deng Xiaoping, volume 3 (1982-1992),* pp. 85-87.

744 Richard NATIONS, «Concealed nuclear pride: China displays new capacity in recent missile test,» *FEER*, Vol. 129, No. 33, 22 août 1985, p. 45.

745 «La sécurité de l'Inde», *Politique étrangère*, Volume 50, Numéro 3, 1985, p.596.

revendications économiques du Tiers-Monde dans les instances internationales.[746] Tout ceci lui permet de faire front commun avec l'Inde sur toutes ces questions.

Zhao Ziyang insiste sur les mêmes points en juin 1983, lors du VIe Congrès national populaire. Il ne fait plus référence au front uni contre l'«hégémonisme» mais affirme le soutien de son pays aux peuples du Tiers-Monde en lutte et notamment aux Cambodgiens et aux Afghans victimes des agressions vietnamiennes et soviétiques. En renouant avec une politique moins liée aux États-Unis, la Chine entend reprendre pied dans le Tiers-Monde. La Chine ne cherche plus à prendre la tête du Tiers-Monde, à combattre l'influence indienne dans ces pays et à monter le Tiers-Monde contre les deux superpuissances. La nouvelle stratégie chinoise consiste à dire que chaque pays doit déterminer son propre futur selon ses conditions propres. La Chine se contente d'insister sur le besoin d'unité au sein des pays en voie de développement.[747] Cette nouvelle approche pragmatique et modérée permet à la Chine de se rapprocher de l'Inde.

En signe de bonne volonté, l'Inde invite la Chine à participer à une conférence Sud-Sud tenue à New Delhi à partir du 22 février 1982. Indira Gandhi évoque la grande contribution que pourraient faire la Chine et l'Inde en faveur de la stabilité et du développement de l'Asie si elles pouvaient coopérer sans laisser des facteurs extérieurs influencer leur attitude.[748]

II.1.5.2 La Chine salue le septième sommet des non-alignés de New Delhi

En mars 1983 se tient le septième sommet des non-alignés à New Delhi. A cette occasion, l'Inde et la Chine expriment leur point de vue. Parmi les thèmes abordés par le sommet, il y a l'Afghanistan et le Cambodge, mais aussi l'océan Indien. Cent pays y participent.

Le document final du sommet de New Delhi demande de combattre la tendance actuelle à se rapprocher d'un conflit nucléaire et aux puissances nucléaires de prendre des mesures pour empêcher une guerre nucléaire. Le document demande également de changer par une négociation globale l'ordre économique international car il empêche le développement des pays pauvres. Le document propose également de réformer le système monétaire et financier international. Ce

746 Jean-Luc DOMENACH, Que veut la Chine? Que peut-elle donc?, Politique étrangère, année 1983, volume 48, numéro 1.

747 David BONAVIA, «Fading friendships: China's waning influence in the Third World could force Peking to re-evaluate its foreign policy». *Far Eastern Economic Review* Vol. 119, No. 5, 3 février 1983, 26.

748 «China invited to South-South conference», *Hindu*, 12 janvier 1982.

sommet est donc l'occasion pour l'Inde et la Chine d'afficher leurs convergences sur ces questions.[749]

Le sommet débouche sur le document de New Delhi qui dénonce la politique des deux grands : «*We are most concerned about tensed relationships and confrontation among superpowers and bad influence that superpowers have on non-aligned countries. We are determined to oppose any superpower to possibly impose economic and political pressure on weak countries.* (…) *Our world is becoming more and more unstable. The characteristics of international economic relationships are still inequality, control and exploitation. The armament race is intensified, the weaker take action to make the current situation helpful to their reforms, but they suffer from the stronger objection. The superpowers are involved in local conflicts and threaten the world of nuclear disaster, all of which show the situation is getting worse.* (…) *Peace, peaceful coexistence, independence, disarmament and development are today's central issues. But peace should be based on justice and equality, because the unbearable inequality and the system of exploitation which the colonialism and imperialism set up are still the most important reason for causing tensed situation globally, conflicts and violence.»* [750]

La Chine qualifie le sommet de triomphe. Zhao Ziyang déclare que le Mouvement des non alignés, dont tous les pays de l'Asie du Sud font partie, est devenu: «*a political force exerting important influence in the international area and that China deeply appreciated and firmly supported the movement»*. La Chine soutient la déclaration économique du sommet en faveur de la nécessité d'un nouvel ordre économique international. La Chine ne souhaite pas se confronter au Mouvement des non alignés et à l'Inde sur la question cambodgienne comme sur la question afghane. Wu Xueqian déclare: «*The Democratic Kampuchea coalition government headed by Sihanouk has won support of the majority of the member states of the United Nations. Regretfully, at the last non-aligned summit, Cuba went against the wishes of the overwhelming majority of non-aligned countries, contravened the principle of consensus and arbitrarily ruled that the Kampuchea seat be kept vacant.»*[751] Yu Mengjia, haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, déclare que Beijing ne souhaite pas voir le sommet divisé sur de telles questions et préfère voir l'unité sur des questions de plus long terme comme l'opposition à l'impérialisme et l'hégémonisme et le

749 «Summit conference of Non-aligned countries passed New Delhi document, opposing superpowers' armament race and imposing pressure on small countries», *Renmin Ribao*, 13 mars 1983.

750 «The 7th Summit Conference of Non-aligned countries came to a close. A series of significant documents that direct the actions in future were passed», *Renmin Ribao*, 13 mars 1983.

751 V. G. KULKARNI, «Win some, lose some: China's push to get a seat for Sihanouk at the non-aligned summit fails, but Peking continues to back the movement», *FEER*, Vol. 119, No. 11, 17 mars 1983, 36.

soutien au nouvel ordre économique international.

Au cours du sommet, le ministre des Affaires étrangères chinois Wu Xueqian, à l'occasion de sa première interview avec un correspondant étranger déclare : «*The Chinese Government has always attached great importance to the role played by the non-aligned movement in international affairs (...) We firmly support the independent, sovereign non-block principles of the movement and we support the position it has taken to oppose imperialism, colonialism, racialism, foreign domination and hegemonism in all forms, (...) We also support its position on the establishment of a new international economic order.»* Il déclare que même si Beijing n'est pas membre du Mouvement des non alignés: «*over the years cooperation between China and the non-aligned movement in international affairs has been very effective.»* Il ajoute que la Chine ne souhaite pas devenir membre ou rechercher un statut d'observateur.

L'année suivante, dans un magazine, la Chine met en avant le rôle positif de l'Inde au sein du Mouvement des non alignés. Elle déclare qu'Indira Gandhi a guidé celui-ci vers son orientation originale, c'est-à-dire une neutralité stricte (ce qui signifie aux yeux de la Chine ni allié des États-Unis ni de l'URSS), ce qui réhausse le prestige international de l'Inde. Xia Bangqian, l'auteur de l'article, qualifie de très active l'action internationale d'Indira Gandhi dans le cadre du Mouvement des non alignés. La Chine se félicite qu'Indira prenne une route différente de celle de Fidel Castro, aligné sur Moscou.[752] Un autre point de satisfaction pour la Chine est la proposition de l'Inde de laisser le siège du Cambodge vacant pour satisfaire tout le monde.[753]

En octobre 1985, aux Nations unies, Rajiv Gandhi et Zhao Ziyang se rencontrent. Rajiv Gandhi déclare au sujet du Mouvement des non alignés que ses principaux objectifs sont l'élimination de la pauvreté, de la ségrégation raciale et le désarmement. Il souhaite également instaurer un nouvel ordre économique mondial.[754]

752 «India's role in NAM acclaimed in Chinese magazine», *The Times of India*, 1er septembre 1984.
753 P.S. GHOSH, «India's Southeast Asia Policy», *China Report*, Volume XXI, No. 2, mars-avril 1985, pp. 127-142.
754 «Rajiv Gandhi is optimistic about Sino-Indian relations,» *Renmin Ribao,* 25 octobre 1985.

II.2 Dans le domaine économique

Après des années prometteuses en 1977-78 les contacts ont continué à un rythme réduit à cause de l'intervention chinoise au Vietnam. Les années 1980 voient la Chine s'ouvrir au monde et rechercher partout des idées et des techniques pour optimiser son propre développement, y compris en Inde, qui partage la plupart de ses problèmes de développement. L'Inde de son côté voit la Chine comme un partenaire commercial intéressant et développe rapidement ses importations. A partir de 1981-82, avec l'évolution de la situation générale, le commerce bilatéral régresse, tandis que les contacts dans tous les domaines progressent. L'Inde, comme tous les autres pays, fait l'objet d'une étude de la part de la Chine qui recherche des possibilités de commerce et de coopération. Mais elle ne fait pas l'objet d'un traitement de faveur et seuls les produits indiens qui battent la concurrence sont retenus par la Chine, ce qui explique que la Chine réduise à presque rien ses importations de produits indiens entre 1982 et 1985. La Chine les juge trop peu compétitifs. Avec Rajiv Gandhi, les échanges commerciaux s'accroissent de manière importante, car la compétitivité indienne s'est améliorée et les produits indiens intéressent plus la Chine désormais, et les deux pays cherchent à coopérer partout où c'est possible dans leur effort de modernisation. La Chine s'est également enrichie et a plus de moyens à consacrer aux importations. L'Inde tient à rééquilibrer sa balance commerciale largement négative avec la Chine, ce que cette dernière accepte. On assiste donc à une augmentation et à un rééquilibrage du commerce bilatéral de 1985 à 1988.

année	Exportations de l'Inde vers la Chine, en millions de roupies	Exportations de la Chine vers l'Inde, en millions de roupies	Volume du commerce, en millions roupies	Balance commerciale (vue de l'Inde)
1981-82	526,8	782,6	1309,4	-255,8
1982-83	121,6	1052	1171,8	-928,5
1983-84	57,2	767,9	815,1	-700,7
1984-85	21,2	665,5	686,7	-646,3
1985-86	292	1419,6	1711,6	-1127,6
1986-87	143,3	1733,4	1876,7	-1590
1987-88	337,3	1593,1	1930,4	-1255,8
1988-89	644	1324	1968	-680

Table des échanges commerciaux sino-indiens de 1982 à 1988[755]

755 Sreedhar, «Sino-Indian Trade», (article non publié) in *Proceedings of the Seminar on Search for A China Policy*, organisé par la School of International Studies, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, 1988.

II.2.1 Développer les échanges commerciaux

Voyons à présent en détails ce commerce bilatéral. Le 24 mai 1982, une délégation de trois membres de la Chambre de commerce et d'industrie indienne se rend en Chine pour une visite de dix jours, à l'invitation du Conseil de Chine pour le commerce international dans le but de promouvoir le commerce et la coopération économique entre les deux pays. L'objectif est de trouver des débouchés pour les produits indiens sur le marché chinois. L'accent est mis sur les machines agricoles, les véhicules légers, les outils, les machine-outils et les composants de l'industrie.[756] Au même moment, la *Federation of Indian Export Organizations* (FIEO) explore la possibilité d'ouvrir un bureau en Chine pour promouvoir le commerce entre les deux pays et aider à la création de *joint-ventures* sino-indiennes.[757] Au cours de ce mois de mai, des entreprises indiennes telles que SIMCO International, Punj Sons, Shri Vallabh Glass, Amco Batteries, Calico, la FIEO et le Centre indien d'investissement (IIC) et d'autres se rendent en Chine pour y déceler les possibilités d'investissements.[758]

En juillet, l'Inde propose à la Chine de s'entendre pour fixer un prix minimum pour les mêmes biens que les deux pays vendent à des pays tiers pour améliorer leurs profits. Les deux pays sont en effet en compétition pour l'exportation du thé, du jute, des textiles, des biens sportifs, des tricots, des laines et de biens industriels légers.

Suite aux discussions sino-indiennes de l'été, les deux pays identifient ensemble leurs besoins et l'Inde se voit proposée d'exporter du coton, du chrome, du cuir fini, du sucre et du tabac, la Chine du zinc, du mercure, du tungstène, du titane, de la soie brute, des produits chimiques et pharmaceutiques, de l'acier principalement pour les chemins de fer indiens.[759] En décembre, le conseiller commercial de l'ambassade de Chine à New Delhi, Rao Hongyuan, déclare qu'il reste un grand potentiel de développement pour le commerce sino-indien : «*Though the volume of trade between the two countries has increased from $4.45 million in 1977- when the two countries resumed ties- to $111 million in 1981, there is still great scope.»* Rao ajoute que l'Inde peut exporter vers la Chine des produits comme le caoutchouc, les fibres synthétiques, des équipements produisant de l'énergie.[760] L'industrie de la soie indienne connaît des difficultés et décide

756«Trade delegation to China», *Statesman*, 22 mai 1982.
757 «FIEO Office in China likely», *Hindu*, 25 mai 1982.
758 «Indian investment in China», *Economic Times*, 29 mai 1982.
759 *Statesman*, 11 juillet 1982.
760 «Big Potential for India-China trade», *Indian Express*, 20 décembre 1982.

d'augmenter ses importations de Chine. Le 31 décembre 1981, la Chine et l'Inde signent un accord pour l'importation par l'Inde de 250 tonnes de fils de soie.[761] En février 1982, un premier arrivage de 80 tonnes atteint l'Inde, et les importations de soie font plus que doubler de 1982 à 1985.[762]

Le 25 juin 1982, le ministère chinois de la Machinerie agricole négocie une vente importante de transplanteurs de riz à une compagnie indienne.[763] En octobre de la même année, la Chine achète 70 000 bicyclettes à une compagnie indienne.[764]

Les 19 et 20 février 1983 a lieu le premier séminaire national sur le commerce sino-indien et la coopération économique à New Delhi. L'Inde invite à cette occasion une délégation de trois membres conduite par Zheng Hongyue, le vice-président du Conseil chinois pour la promotion du commerce international (CCPCI). Le gratin du monde économique et commercial indien y participe.[765]

L'année 1983 est cependant difficile pour les relations commerciales sino-indiennes à cause de l'affaire des tabacs indiens de mauvaise qualité. Dès 1977, le commerce du tabac avait repris et prospéré entre l'Inde et la Chine avec l'Inde dans le rôle de l'exportateur. En 1981-82, la Chine achète près de 30 000 tonnes de tabac à l'Inde. Des difficultés apparaissent en 1983 lorsque la Chine accuse l'Inde de lui vendre du tabac de mauvaise qualité. L'Inde répond par l'intermédiaire de Daruvuri Veeraiah, membre du Conseil du tabac, que les livraisons de tabac à la Chine sont proportionnelles au prix payé et conformes aux standards. Veeraiah dit que la Chine a acheté du tabac de vendeurs privés à un prix inférieur à celui fixé par le gouvernement de l'Union. De plus, le ministre du Commerce, V. P. Singh, déclare à la *Lok Sabha* que la Chine ne devrait pas se plaindre de la qualité du tabac car ses représentants ont examiné la marchandise avant son envoi.[766] Finalement, la Chambre de commerce et d'industrie indo-chinoise en appelle à une décision de justice contre les deux firmes responsables du problème, le tabac étant de qualité inférieure et en partie mangé par les insectes. L'Inde se soucie de cette affaire car le tabac est le produit principal qu'elle exporte en Chine et la Chine décide de geler toute importation de l'Inde jusqu'à ce qu'elle obtienne des compensations financières de la part des firmes incriminées basées dans l'Andhra

761 «Indo-Chinese trade agreement for the import of silk yarn», *The Times of India*, 1 janvier 1982.
762 «Raw silk from China», *Statesman*, 19 février 1982.
763 «Chinese Paddy machines for Indian firm», *Hindustan Times*, 26 juin 1982.
764 «China to import bicycles from India», *Financial Express*, 20 octobre 1982.
765 «India-China seminar on trade and economic co-operation», *Economic Times*, 28 janvier 1983.
766 *Times of India*, 19 mars 1983.

Pradesh.[767]

De plus de 100 millions de dollars en 1981, le commerce bilatéral chute à 29 millions pour les six premiers mois de 1983, l'Inde ne vend que pour 8 millions de dollars de marchandises à la Chine, elle manque également quelques opportunités. Pour tenter d'améliorer les choses et pour reprendre la marche en avant des exportations indiennes en Chine, un des leaders de la *State Trading Corporation*, A. K. Dam, mène en août une délégation à Beijing pour discuter de solutions possibles pour remédier à cette situation, sans trop de résultats.[768] La Chine, elle, continue de vendre ses produits à l'Inde et commence à lui vendre des câbles et des conducteurs électriques de haut-voltage pour les centrales électriques super-thermales dont celle de Sigrauli à partir de mai 1983.[769] En novembre 1983, la Chine exprime sa volonté d'importer du sucre blanc de l'Inde. A l'invitation du gouvernement chinois, une délégation indienne de la *State Trading Corporation* visite la Chine. Mais cette dernière souhaite importer du sucre brut alors que l'Inde veut lui vendre du sucre raffiné pour ne pas pénaliser ses raffineries sucrières.[770]

Le commerce finit par reprendre et la FIEO ouvre un bureau en Chine en avril 1984, pour aider les hommes d'affaires et les exportateurs à visiter la Chine, pour collecter des informations sur la Chine et pour aider les missions chinoises désirant se rendre en Inde.[771] Durant l'été 1984, après trois jours de négociations et trente-six ans après le dernier traité commercial sino-indien, est signé un nouveau traité commercial en douze articles par lequel l'Inde et la Chine s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée et s'engagent à augmenter le volume du commerce bilatéral. Le secrétaire au Commerce indien, Abid Hussein déclare à cette occasion : «*It is a shining day in the relations between India and China.»* C'est le vice-ministre Lu Xuejian qui représentait la Chine.[772]

En octobre 1984, l'Inde approche la Chine pour l'achat de 200 000 tonnes de charbon pour ses aciéries.[773] Fin octobre 1984, suite à sa participation à un symposium sponsorisé par le FMI du 13 au 29 octobre à Beijing, le président de la *All India Manufacturers' Association*, Suresh Mehta déclare que les hommes d'affaires indiens devraient former des joint-ventures en Chine en raison de

767 *Economic Times*, 13 mai 1983.
768 «Shrinkage of Sino-Indian trade», *Times of India*, 8 août 1983.
769 «Chinese cables for power transmission», *Times of India*, 21 janvier 1983.
770 «PRC's import of sugar from India», *Patriot*, 11 novembre 1983.
771 «FIEO cell in China», *Economic Times*, 6 avril 1984.
772 «Sino-Indian trade agreement», *Hindustan Times*, 17 août 1984.
773 «India seeks coking coal from China», *Indian Express*, 20 octobre 1984.

la nouvelle politique économique chinoise, la politique de la porte ouverte qui cherche à attirer les investissements des entreprises étrangères.[774]

L'année suivante, les deux pays se montrent optimistes sur le développement du commerce. Avec Rajiv Gandhi, l'Inde entame la libéralisation et la modernisation de son économie et dans ce cadre elle souhaite renforcer son commerce avec la Chine. Wang Yaoting, président du CCPCI, et chef d'une importante délégation en visite à Calcutta, déclare le 6 mars 1985 au cours d'une réunion avec des hommes d'affaires à la chambre de commerce de la ville qu'il faut créer des joint-ventures sino-indiennes et promouvoir les échanges de technologie. Il déclare qu'il est possible d'accroître le commerce de soixante-cinq millions de dollars (la valeur du commerce de l'année en cours) à un milliard de dollars au cours des quatre prochaines années et que les hommes d'affaires indiens devraient explorer de nouvelles pistes de commerce plutôt que de se cantonner à leurs marchés traditionnels. Ceci est d'autant plus vrai que la Chine a considérablement augmenté sa production de coton, de tabac et de sucre, produits qu'elle importait d'Inde et ces marchés sont par conséquent moins porteurs. La Chine propose à l'Inde comme aux autres pays des conditions avantageuses, comme la possibilité de rapatrier la totalité de leurs profits, la protection face aux importations et des tarifs conformes aux lois concernant les taux internationaux. Concernant le commerce, il assure que si la qualité est bonne et les prix compétitifs, la Chine n'hésitera pas à acheter ce que l'Inde peut offrir. Pour cela il déclare qu'il faut remédier au manque d'informations dont souffrent les deux pays. Il invite donc des représentants de la chambre de commerce à effectuer une visite en Chine. Au cours de cette même réunion, l'ancien président de la FICCI, suggère un accord commercial bilatéral avec la Chine du même type que ceux qui ont été signés avec l'URSS. Des industriels présents à la réunion proposent d'exporter, de mettre en place des joint-ventures, de fournir de la technologie dans certains domaines comme l'agro-alimentaire, la fabrication du thé, le jute, les produits chimiques, les pesticides, les gaz industriels, les équipements électriques et électroniques.[775]

L'économie chinoise, grâce à ses réformes, progresse plus vite que l'Inde dans les années 80. L'Inde s'inquiète de la concurrence de plus en plus forte de la Chine dans le Tiers-Monde. La Chine offre en effet des outils à main 15 à 20% moins chers.[776] Un bon nombre de députés indiens observent de près les progrès de la Chine depuis 1978 et constatent avec inquiétude que l'Inde prend

774 «China welcomes joint ventures with India», *Times of India*, 28 octobre 1984.
775 «China ready to import new items from India», *Telegraph*, 7 mars 1985.
776 *Business Standard*, 19 août 1985.

du retard sur son voisin. En avril 1985, un député déclare ainsi «*The rivalry is inbuilt and it would appear to me that we are losing out to the Chinese almost in every sphere of activity. We are losing out to them in oil production, we are losing out to them in food production, we are losing out to them in family control, in population control. (...) We are losing out to them in exports, in political clout, including in relation our immediate neighbours. It may be news to you but it is not news to many that in the last one year itself, Chinese exports in terms of small arms and ammunition to the third world including our immediate neighbours Bangladesh, Pakistan and Sri Lanka amounted to one billion dollars. I am surprised to learn that behind the present Iranian durability and the present resilience of Iran in its war with Iraq, it is the Chinese arms funneled through North Korea. It is the Chinese trainers in Iran who are behind the strength and the resilience of Iran. Where are we? We do a lot of talking (...)»*[777]

Au cours de cette année 1985, pour la première fois, la MMTC (*Minerals and Metals Trading Corporation*) trouve un débouché pour le minerai de fer indien en Chine. De 30 000 tonnes en 1984-85, le commerce passe à 175 000 tonnes pour 1985-86. le président de la MMTC, S. V. S. Raghavan, est alors optimiste et pense atteindre les deux millions de tonnes en 1987-88.[778] Ce besoin chinois est en partie dû à la construction de l'énorme aciérie de Baoshan.[779]

Le 6 juin 1985, le ministre d'État pour le Commerce, P.A. Sangma annonce qu'un comité de haut-niveau doit être mis en place pour formuler des plans concrets pour l'expansion et la diversification du commerce avec la Chine. Il déclare également que l'Inde envisage d'envoyer une délégation ministérielle en Chine pour étudier la possibilité de renforcer le commerce et les liens économiques.[780]

Au cours de ce mois de juin, la Chine donne la possibilité aux six préfectures et villes du Tibet de conclure des accords commerciaux avec les pays voisins. La préfecture de Xigaze conclut ainsi des accords pour exporter 14,12 millions de yuans (laine, textiles de moutons et biens de consommation) au Népal pour l'année 1985. Le Népal doit vendre en échange des rouleaux d'acier, du ciment, du riz et de la farine.[781]

777 Intervention de G.G. Swell (indépendant), «D.G. Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 9-10 avril 1985.
778 «MMTC finds iron ore market in China», *Times of India*, 30 mars 1985.
779 *Financial Express*, New Delhi, 7 août 1985.
780 *Xinhua*, 6 juin 1985.
781 *Amrit Bazar Patrika*, Calcutta, 16 juin 1985.

Fin juillet 1985, une délégation chinoise de cinq personnes visite Calcutta et déclare à des représentants de l'industrie du thé qu'étant producteurs et exportateurs, les deux pays devraient coopérer pour promouvoir la qualité. La délégation propose une promotion conjointe des qualités de thés et suggère la régulation du commerce du thé sur le marché international afin de maintenir les prix.[782]

En septembre 1985, l'ambassadeur chinois en Inde, Li Lianqing déclare à la chambre de commerce de Calcutta que la Chine invite les investissements étrangers avec la garantie que les profits pourront être rapatriés et déclare : «*In the industrial field, India has considerable experience. We welcome Indian industry and trade to invest in China, we assure you profit*»[783] Il ajoute que la Chine va avoir besoin d'importer du minerai de fer, du chrome et du manganèse en grande quantité et qu'elle regardera du côté de l'Inde comme l'une de ses principales sources d'approvisionnement.

Le 23 novembre 1985, l'Inde et la Chine signent un protocole de commerce pour porter le volume du commerce bilatéral à 100-160 millions de dollars en 1986. L'objectif de ce protocole est également de rééquilibrer la balance commerciale trop en faveur de la Chine. Cette dernière manifeste son intérêt pour acheter les minerais de fer, de chrome, de manganèse, les produits en acier, le tabac, le cuir fini, la gomme laque, les machines de minage et de construction, les instruments et outils, les équipements de stations électriques, la machinerie textile, les machines à sucre, l'équipement et les accessoires agricoles, les vitres, les produits industriels légers, les produits chimiques et les herbes médicinales. L'Inde exprime son désir d'acheter de la soie brute, des produits soyeux, des haricots, de l'huile végétale comestible, des perles, du charbon, du mercure, de l'antimoine et d'autres produits minéraux, des équipements de stations électriques, des machines à résine, des épices, des colorants, des produits pétroliers et pétro-chimiques, du papier journal, du papier kraft et des produits pharmaceutiques.[784]

En décembre, la Chine annonce son intention d'acheter à l'Inde des chaudières à haute-pression. Un mémorandum est signé entre le client chinois de Wuhan et la *Bharat Heavy Electricals Ltd*.[785]

782 *Telegraph*, Calcutta, 25 juillet 1985.
783 *Amrit Bazar Patrika*, Calcutta, 7 septembre 1985.
784 *Business Standard*, 24 novembre 1985.
785 *Hindu*, Madras, 5 décembre 1985.

L'objectif fixé est finalement atteint puisque le volume du commerce atteint 140 millions de dollars pour l'année 1986. la balance commerciale reste très favorable à la Chine avec 119 millions de dollars d'exportations pour 21 millions d'importations.[786]

Le 6 mars 1987, une délégation du CCPCI menée par son président Jia Shi quitte Beijing pour une visite d'amitié en Inde à l'invitation de la FICCI.[787] Le 10, un nouveau mémorandum sur le commerce et la coopération économique est signé à New Delhi entre le CCPCI et la FICCI dans le but d'étendre le commerce bilatéral. Le CCPCI décide à cette occasion d'ouvrir un 'bureau indien' à Beijing pour accroître la coopération économique et améliorer la communication. La FICCI décide également d'ouvrir un «bureau chinois» à New Delhi.[788]

Le 22 avril, la Chine se dit intéressée par l'ouverture d'une ligne aérienne directe entre New Delhi et Beijing. L'ambassadeur chinois Li Lianqing déclare à l'occasion d'une réunion du PHDCCI (*Punjab Haryana Delhi Chamber of Commerce and Industry*) que cette ligne améliorerait la coopération économique entre les deux pays. Il regrette que le commerce entre les deux pays n'ait pas augmenté davantage et souhaite que les deux pays doublent leur commerce bilatéral pour l'année 1987.[789]

Le 25 mai 1987, l'Inde et la Chine commencent à Beijing des discussions pour établir un nouveau protocole de commerce pour l'année 1987-88. Le secrétaire au Commerce Prem Kumar et le vice-ministre pour les Relations étrangères et le Commerce, Lu Xuejian, sont les deux chefs de délégations. Les deux pays fixent l'objectif du volume commercial entre 100 et 150 millions de dollars. Durant cette année 1987, la balance commerciale reste largement en faveur de la Chine, malgré les efforts indiens pour la rééquilibrer, la Chine important moins de minerais indiens qu'initialement prévu. La Chine déclare s'intéresser au contre-plaqué, à la rayonne et à la bijouterie indienne en plus des produits habituels.[790]

Le 22 décembre 1987, l'ambassadeur chinois Tu Guowei déclare que son pays envisage d'acheter plus de produits indiens pour corriger la balance commerciale. Il déclare devant la chambre de commerce qu'avec le nouveau protocole, en dehors des importations traditionnelles, la

786 «Sino-Indian Trade talks», *The Statesman*, 26 mai 1987.
787 *SWB/FE/8511/A3/1*, 9 mars 1987.
788 «India-China Trade accord signed in New Delhi», *SWB/FE/8514/A3/5*, 12 mars 1987.
789 «China for direct Delhi-Beijing air service», *The Times of India*, 23 avril 1987.
790 «Sino-Indian Trade talks», *The Statesman*, 26 mai 1987.

Chine compte importer des diamants taillés, des fibres synthétiques et du contre-plaqué. Il s'accorde avec N. K. Vissanji, le président de la chambre de commerce, sur le fait qu'il y a de grandes possibilités de développement du commerce sino-indien. Le vice-président de la chambre suggère à l'ambassadeur d'établir un bureau de commerce ou un vice-consulat, à Bombay. L'ambassadeur chinois répond : «*Yes, we are considering it. It is an important item in our list.*»[791]

En 1988, l'Inde et la Chine engagent de nouveaux pourparlers sur l'importation de soie chinoise par l'Inde. Une délégation de la *Federation of Tamil Nadu Handloom Pure Silk Cloth Manufacturers' Association* menée par son président J. S. Ramamurthy demande au gouvernement indien l'importation immédiate de mille tonnes de soie du mûrier de Chine et d'autres pays pour l'industrie manufacturière du Tamil Nadu.[792]

II.2.2 Coopération économique

De même que l'Inde et la Chine partagent la volonté de développer leur commerce extérieur, les deux pays souhaitent coopérer pour accélérer leur développement et leur modernisation. La Chine déclare à plusieurs reprises qu'elle souhaite accroître sa coopération avec l'Inde et partager ses expériences avec elle.

Dans le domaine industriel, en mars 1982, la Chine montre son intérêt pour l'industrie indienne des machines-outils. Une délégation de six membres visite l'Inde pour une mission d'exploration ayant pour but de faciliter la coopération entre les deux pays dans ce domaine.[793]

Un peu plus tard, à l'occasion d'une rencontre avec Wang Zhixi, du ministère des Relations économiques et du Commerce avec l'étranger, G. K. Devarajalu, président de la FICCI, offre de collaborer avec la Chine pour mettre en place des industries en Chine et dans des pays tiers dans de nombreux domaines comme le textile, l'ingénierie, et le transport maritime. Il pense que les deux pays doivent éviter de se concurrencer et par conséquent coordonner leurs politiques d'exportations vers les pays tiers. Wang lui répond que l'Inde et la Chine devraient se rapprocher et avoir plus d'échanges de vues sur les sujets économiques et commerciaux. Il dit que la Chine désire en apprendre plus sur les technologies indiennes avancées et partager ses expériences dans les

791 «China to buy more goods from India», *The Hindu*, 22 décembre 1987.
792 «Silk Import: India to hold talks with China», *Deccan Herald* (Bangalore), 4 mars 1988.
793 «China's interest in Indian machine tools», *The Times of India*, 3 mars 1982.

domaines où la Chine est plus avancée technologiquement que l'Inde.[794]

Au cours de l'été 1982, Wu Jingsheng, rédacteur du département international de la *Beijing Review*, de retour d'Inde, écrit dans un article: «*India's experience in developing modern industries, increasing grain output and boosting educational undertakings is worth China's study.»* Il ajoute: «*If two countries enter into friendly contacts in a wider scope and learn from each other, that will not only benefit the construction of both countries but also promote mutual understanding and development of friendly relations. Indian Government has made great efforts to develop its national industry. India has strict restrictions on the import of foreign cars. No imported recorders and TV sets are to be seen on the Indian market»*[795]

En octobre 1982, Zhao Ziyang accorde une audience à Gunubadike Swaran Reddy, le correspondant de l'*Hindustan Times* à Beijing, au cours de laquelle il déclare que le gouvernement chinois va faire un effort pour résoudre les problèmes bilatéraux et souhaite que les deux pays développent leurs relations amicales et leur coopération dans les domaines financiers, technologiques et culturels. Ce sont deux pays en voie de développement à forte population avec un destin historique commun, une tâche commune de développement intérieur de l'économie et du bien-être du peuple. Ils ont de plus une grande influence dans le monde, et ont connu une longue période d'amitié dans les années 50.[796]

Concernant le secteur laitier, Jin Cheng, le directeur de l'usine laitière de Wenzhou dans la province du Zhejiang, déclare que les experts chinois de cette industrie pensent que l'approche réussie de l'Inde consistant à utiliser cette industrie comme instrument de changement socio-économique dans le secteur rural mérite d'être imitée et que la Chine a beaucoup à apprendre de l'Inde dans ce secteur.[797]

La Chine regarde du côté de l'Inde dans le domaine de la construction et finit par utiliser massivement une technique de construction en briques créée par le département d'ingénierie en tremblement de terre de l'université indienne Roorkee.[798] Elle construit près d'un million de maisons avec cette technique.

---

794 «Offer to set up industries in China», *Indian Express*, 21 mai 1982.

795 «Chinese editor lauds India's import policy», *Hindustan Times*, 15 juin 1982.

796 «Zhao Ziyang granted an audience with Reddy, an Indian correspondent, saying that our government will make an active effort to solve the bilateral problem. The 2 countries should also develop the friendly cooperation relationship in every domain further,» *Renmin Ribao,* 3 octobre 1982.

797 «China's praise for India's Dairy unit progress», *Financial Express*, 18 octobre 1982.

798 «Indian brick-building technique adopted by the Chinese,» *Times of India*, 9 novembre 1982.

La Chine étudie de près l'évolution de l'agriculture indienne et un article du *Renmin Ribao* rend hommage aux progrès indiens, et particulièrement à l'avance de l'Inde dans la recherche agronomique. Le journal revient sur les succès de la révolution verte. Ils sont, d'après le journal, le fait de la création de *l'Indian Agricultural Research Executive Council* à la fin des années 70 qui a permis de coordonner les efforts dans les domaines de la gestion de l'eau, des recherches sur le blé, le riz, le maïs, etc... le journal se montre particulièrement intéressé par les nouvelles variétés de blé et de riz, et par le développement de l'énergie solaire et éolienne.[799] La Chine est tout autant intéressée par le développement des énergies rurales en Inde, comme l'utilisation du fumier, qui fournit 30% du combustible des régions rurales, des bassins de méthane. La Chine souligne aussi les efforts du gouvernement indien pour subventionner ses campagnes afin qu'elles puissent acheter le matériel nécessaire à leur développement, comme l'acier et le ciment.[800]

En avril 1983, un groupe de techniciens chinois visite l'Inde dans le cadre d'une collaboration pour le développement d'indicateurs statistiques socio-économiques.[801]

En octobre 1983, après cette première série de visites chinoises en Inde, Zhao Ziyang déclare que celle-ci a fait des progrès remarquables au niveau de la construction économique, des sciences, des technologies et de l'éducation. Il voit beaucoup de points communs entre les deux pays ainsi que des complémentarités : «*China wishes to learn from India's advanced experience and if India is interested in anything China can offer, China is willing to co-operate.*»[802] L'Inde partage ce point de vue et en mars 1984, Indira Gandhi déclare à une délégation des syndicats chinois: «*We both face some common problems in developping economy; We hope we will strenghten communication and learn from each other in every field*.»[803]

Le 14 mars 1984, le vice-ministre chinois de la commission économique d'État, Ma Yi s'entretient avec une délégation de trois membres de l'*Indian Standard Institution* (ISI), sur la possibilité de mettre en place des *joint-ventures* sino-indiennes en Chine et de trouver un accord sur la standardisation. Ils ont été invités pour onze jours par la *China Association for Standardization*

799 «Indian Agricultural scientific research promoted grain yield», *Renmin Ribao*, décembre 1982.
800 «India draws great attention to developing rural energie», *Renmin Ribao*, année 1983.
801 «Chinese team on the look-out for socio-economic know-how», *Hindustan Times*, 15 novembre 1982.
802 «PRC's praise for India's technological progress», *Statesman*, 11 octobre 1983.
803 «Indian prime minister meeting Chinese Trade Union Delegation hoping the two countries should strengthen communication and learn from each other», *Renmin Ribao*, 7 mars 1984.

(CAS).[804] Le mois suivant est signé un accord sur la coopération bilatérale dans le domaine de la standardisation. Un avant-projet de l'accord de coopération entre l'ISI et la CAS propose un échange des standards nationaux, de matériaux d'information et d'enseignement concernant la standardisation. L'accord comprend aussi une coopération sur l'inspection et la supervision de la qualité, sur les tests et la certification de conformité avec les standards.[805] La Chine montre au même moment son intérêt pour coopérer avec l'Inde dans le domaine de l'énergie et du transport, deux domaines dans lequel l'Inde a des technologies qui peuvent intéresser la Chine.[806]

En juin 1984, pour la première fois depuis vingt ans, une délégation indienne se rend à Beijing pour explorer les possibilités de coopération entre les deux pays dans le secteur du thé. La recherche et le développement, l'approche à adopter concernant l'accord international sur le thé, trouver une stratégie de marketing commune, le packaging font aussi partie du programme des discussions, ainsi que les moyens d'améliorer la productivité.[807] En février 1985, c'est cette fois une délégation de producteurs chinois de thé, menée par Lin Guitang, qui se rend en Inde. Lin insiste sur le besoin d' échanges fréquents entre l'Inde et la Chine sur l'industrie du thé dont ils sont les deux principaux producteurs mondiaux. Lors d'un passage de sa délégation dans les Nilgiri, Lin reconnaît que les thés chinois sont inférieurs à ceux de l'Inde. Il souhaite donc l'assistance de l'industrie du thé indienne.[808]

En août 1984, le PCC fait l'éloge de la politique économique d'Indira Gandhi depuis son retour au pouvoir. Le *Renmin Ribao* déclare ainsi le 15 août: «*The noticeable progress in industrial and agricultural production, better financial situation and the growing economic stability all indicates that India's economy has embarked on a road of stable development after tiding over great difficulties.»*[809] La presse indienne rend la pareille en avril 1985, un article de *l'Economic Times* fait l'éloge de l'environnement macro-économique fourni par le gouvernement chinois et de son interaction avec le niveau micro-économique des entreprises et conclut l'Inde peut s'inspirer de ce modèle.[810]

---

804 Les trois membres sont D.C. Kothari, Virendra Punj et A.S. Chema, voir 'India-China joint ventures', *Hindustan Times*, 16 mars 1984.
805 «Sino-Indian agreement on standardization», *Statesman*, 4 avril 1984.
806 «China keen on India's energy know-how», *Deccan Herald*, 27 mars 1984.
807 *Statesman*, 17 juin 1984.
808 «Chinese tea industry seeks Indian Expertise», *Hindu*, 17 février 1985.
809 «Mrs. Gandhi's economic policy lauded by China», *Indian Express*, 18 août 1984.
810 «Some lessons for India», *Economic Times*, 24 avril 1985.

Auparavant, en janvier 1985, un séminaire de trois jours avait été organisé par l'*Indian Council of Social Science Research* (ICSSR) pour comparer le développement économique en Inde et en Chine. Les centres de recherche les plus prestigieux des deux pays y participent et tiennent de nombreuses discussions. Le séminaire se tient à huis clos mais il ressort de son ordre du jour qu'il se concentre sur l'agriculture, l'énergie, l'eau, les réformes économiques en Chine, les efforts pour améliorer les technologies dans les deux pays.[811]

Au cours du mois d'août 1985, une délégation métallurgique de Chine visite un complexe de casseroles à Madras. L'objectif est «*d'explorer le potentiel pour la coopération entre les industries métallurgiques et minières des deux pays»*, d'après le ministre Li Dongye.[812]

Le 18 octobre 1986, une délégation du secrétariat des ressources en eau menée par Ramaswamy R. Iyer arrive en Chine pour étudier le développement du bassin de rivière intégré et les petites unités de centrales hydrauliques. Une première visite avait eu lieu en 1985 pour étudier les mesures de contrôle des inondations.[813]

Le 12 janvier 1988 à New Delhi, le ministre de la Géologie et des Minéraux, Zhu Xun a une discussion de 90 minutes avec le ministre de l'Acier et des Mines, Makhan Lal Fotedar sur les relations bilatérales. Les deux hommes essayent de trouver les domaines miniers dans lesquels les deux pays peuvent coopérer. Zhu Xun effectue ensuite une tournée de treize jours en Inde pour visiter des mines de fer, de bauxite et de cuivre. Zhu Xun invite Fotedar à effectuer un voyage en Chine suite à ces négociations.[814]

II.2.3 Coopération scientifique et technique

Dans le domaine des sciences et techniques, les deux pays vont également effectuer quelques échanges. Ces échanges seront cependant beaucoup moins nombreux que ceux concernant la coopération économique. Les deux pays savent qu'ils sont en retard sur l'occident et préfèrent concentrer leurs efforts à l'acquisition de technologies occidentales.

En novembre 1982, une forte délégation de scientifiques indiens effectue une visite de douze

811«'India-China meet on economic progress», *Indian Express*, 10 janvier 1985, voir aussi le *Renmin Ribao* du 10 janvier.

812 *Hindu*, Madras, 9 août 1985.

813 «Indian water ressources team in China», *The Hindustan Times*, 18 octobre 1986.

814 «Chinese Minister meets Fotedar», *The Times of India*, 12 janvier 1988.

jours à Beijing à l'invitation de l'Académie des Sciences dans le but de visiter les centres scientifiques et technologiques majeurs en Chine.[815] Au début du mois de décembre 1982, une équipe de scientifiques de l'Académie nationale des sciences de l'Inde (INSA) menée par le professeur M. G. K. Menon visite la Chine. Les autorités chinoises disent leur intention d'accroître les liens scientifiques avec l'Inde. Menon ajoute que l'INSA et l'Académie chinoise des sciences sont tombées d'accord pour échanger des journaux scientifiques et des scientifiques dans des domaines particuliers. Les deux académies s'accordent également pour publier une liste de conférences se tenant dans leur pays et pour faciliter la participation de leurs scientifiques à ces conférences.[816]

Le 18 novembre 1983, Fang Yi, le chancelier d'État de la RPC et ministre en charge de la commission d'État pour la Science et la Technologie rencontre un groupe d'études indien mené par S. Varadrajan, secrétaire permanent du ministère de la Science et de la Technologie à Beijing. Ils échangent leurs points de vue sur le renforcement des échanges scientifiques et technologiques entre les deux pays. [817]

En septembre 1984, le *Renmin Ribao* écrit un article s'intéressant à l'utilisation des ordinateurs dans les écoles indiennes.[818]

Le 29 avril 1987, une délégation officielle de haut-niveau menée par K. P. P. Nambiar, le secrétaire du département d'électronique arrive d'une tournée d'une semaine en Chine durant laquelle il a étudié l'industrie informatique chinoise et exploré les possibilités de coopérations entre les deux pays. La délégation indienne a visité des usines fabriquant des pièces et des logiciels. La délégation indienne conclut de sa visite que la Chine peut devenir un marché pour les micro-processeurs 6502 fabriqués à Chandigarh. La Chine s'informe de la valeur des micro-processeurs indiens par l'intermédiaire de la *China National Electronics Import and Export Corporation*.[819]

815 «Indian Scientists invited by Chinese Academy of sciences», *Telegraph*, 17 novembre 1982.
816 «India-China scientific ties», *Statesman*, 6 décembre 1982.
817 «Indian study group in China», *SWB/FE/7496*, 21 novembre 1983.
818 «India will make use of computers and TVs to teach», *Renmin Ribao*, 25 septembre 1984.
819 «Computer team happy with China visit», *China Report*, Vol. 25 No. 2, p. 204.

II.2.4 Coopération dans le domaine social : planification familiale, justice, administration et éducation

Les deux pays partagent un problème de taille: la gestion d'une énorme population et la nécessité de réduire son augmentation afin de favoriser la croissance économique et d'accroitre le niveau de vie des habitants. L'Inde avait commencé la première un programme radical de planification familiale par une campagne de stérilisation massive menée par Sanjai Gandhi pendant l'état d'urgence, cette politique finit par être abandonnée avec le retour de la démocratie. L'Inde arrête alors d'imposer cette contrainte. Le gouvernement chinois et le PCC avaient pendant longtemps incité les Chinois à faire beaucoup d'enfants pour les besoins de la révolution mondiale. Au cours des années 80, elle mène une politique diamétralement opposée et s'attaque avec des méthodes très contraignantes à une augmentation trop forte de la population. Le 22 février 1983, les délégations chinoise et indienne, qui participent au forum asiatique sur la population et le développement, discutent sur la coopération et la communication bilatérale dans le planification familiale et la recherche bio-médicale.

A l'issue des discussions, les deux délégations prévoient quatre axes majeurs de coopération :

1. Développer le dialogue dans le domaine de la planification familiale.

2. Échanger les résultats des recherches dans le développement bio-médical et dans les techniques de la planification familiale.

3. Développer les échanges sur les moyens de propagande, les systèmes de services et les expériences dans le travail de planification familiale de base.

4. Développer les échanges au sein des populations, assister les personnels médicaux dans l'éducation et la planification familiale, la gestion des personnels et les personnels recrutés sur place.[820]

Durant l'été 1983, Sarojini Varadappan, la présidente de la *All-India Women's Conference* fait l'éloge de la politique de l'enfant unique en Chine et des moyens utilisés pour contraindre la

820 «Delegations of China and India issued minutes agreeing to develop communication activities in family-planning and bio-medical research fields», *Renmin Ribao*, 23 février 1983.

population à respecter cette politique (pas de promotion, pas de bonus, pas d'aides à l'éducation pour les parents de plus d'un enfant). Cependant, elle n'est pas représentative de la population indienne dans son ensemble qui est plutôt défavorable à toute contrainte.[821] Le 17 mai 1985, Keng Keqing, la présidente de la *All-China Women's Federation* rencontre une délégation de femmes indiennes menée par G.K. Brau, la vice-présidente du *Indian Council for Children's welfare*.[822]

Dans le domaine de la justice, les deux pays échangent également leur expertise. Le 11 octobre 1983, le *Chief Justice* de l'Inde, V.V. Chandrachud, rentre en Inde après une visite de quatre jours, visite au cours de laquelle il est allé voir une prison et un tribunal municipal. Il s'entretient avec son homologue Zhou Yu.[823] Le 2 mars 1984, une délégation de la cour populaire suprême de Chine conduite par son vice-président, Ren Jianxin, se rend à New Delhi pour participer à une conférence internationale sur les juges d'appel. La délégation a été invitée par le *Chief Justice* de l'Inde. C'est la première fois qu'une délégation chinoise assiste à une telle conférence.[824] Le 7 novembre 1986, Zheng Tianxiang, le président de la Cour populaire suprême de Chine effectue une visite en Inde.[825] Zheng Tianxiang et son homologue P. N. Bhagwati demandent qu'il y ait plus d'échanges entre juristes et juges indiens et chinois pour renforcer la compréhension mutuelle en matière de systèmes légaux. Lors d'un dîner organisé à l'ambassade de Chine en l'honneur de ce dernier, Zheng Tianxiang dit que la Chine espère apprendre de l'expérience des autres nations en matière de travail judiciaire afin de renforcer son système légal socialiste.[826]

Dans le domaine administratif, en janvier 1984, une délégation de haut niveau menée par le président de l'Académie chinoise des sciences sociales, Ma Hong et représentant les diverses disciplines des sciences sociales, visite l'Inde. La délégation s'intéresse particulièrement aux réformes administratives, à l'investissement et aux mesures législatives qui y sont liées, au développement des ressources humaines et à la consommation d'énergie. Deux membres de la délégation s'intéressent aux études ethniques et aux politiques gouvernementales envers les ethnies minoritaires en Inde.[827]

---

821 «China's family planning programme and its success», *Patriot*, 5 juillet 1983. En réalité, les sanctions utilisées par la Chine vont bien au delà et prévoient des sanctions beaucoup plus lourdes.

822 «Indian Women's delegation in China», *SWB/FE/7956*, 26 mai 1985.

823 «Chinese jails visited by India's chief justice», *Patriot*, 13 octobre 1983.

824 «Chinese judicial team to attend Delhi meet», *Hindu*, 3 mars 1984.

825 «Chinese supreme court president visits India», *SWB/FE/8412/A3/13*, 10 novembre 1986.

826 «Chinese chief justice in India», *SWB/FE/8424/A3/8*, 24 novembre 1986.

827 «Chinese Academy of Social Sciences delegation», *Amrit Bazar Patrika*, 4 janvier 1984.

Enfin, dans le domaine de l'éducation, du 19 juin au 5 juillet 1982, C. Aranganayagam, ministre de l'Éducation du Tamil Nadu se rend en Chine afin d'étudier son système éducatif dans le cadre d'une tournée dans plusieurs pays asiatiques.[828] En octobre, Zhou Gucheng, vice-président du comité permanent du Congrès national du peuple rencontre une délégation indienne menée par Anil Bornia, secrétaire dans le département d'éducation du ministère du Développement des ressources humaines.[829]

II.3 Les échanges culturels, artistiques et l'ouverture par la Chine de sites sacrés aux pèlerins indiens

Les deux pays accroissent également leurs relations culturelles. Cela se fait par l'organisation d'expositions. Le 8 février 1982 est inaugurée à Calcutta, à l'*Ashutosh Centenary Hall*, une exposition de peinture contemporaine de la RPC, organisée par l'*Indian Council for Cultural Relations*.[830] Le 12 avril 1984, une exposition d'artisanat indien est inaugurée à Beijing, c'est l'occasion pour le *Renmin Ribao* de mettre en avant l'héritage commun ancien des deux pays.[831] Le 12 octobre, une exposition de livres chinois et de photographies en couleur de la Chine est ouverte au *Baker Hall* de Calcutta.[832] Le 10 février 1987, dans le cadre du programme d'échanges culturels Chine-Inde de 1986, une exposition de peinture figurative indienne décrivant la culture traditionnelle, la religion et le style de vie du peuple indien est inaugurée à Beijing. Le vice-ministre de la Culture Gao Zhangxing et l'ambassadeur de l'Inde à Beijing K. P. S. Menon assistent à l'inauguration.[833]

Le développement des relations culturelles se fait aussi par l'organisation de spectacles et la diffusion de films, de programmes vidéos et télévisés. La pièce classique de Kalidasa, *Shakuntala* est jouée pour la première fois en Chine depuis 25 ans en avril 1982.[834] Un drame classique sanscrit du IIe siècle, *Mrichhakatikam* est joué en chinois à l'opéra de Pékin. D'autres pièces indiennes sont représentées dans une version modifiée à Beijing au cours des années 80.[835] Le 15 juin 1983, un spectacle de danse classique indienne est présenté au théâtre du peuple de Beijing. Une troupe de

828 «Aranganayagam to study education systems in China», *Hindu*, 11 juin 1982.
829 «Indian education delegation in China», *SWB/FE/A3/4*, 9 octobre 1986.
830 «Chinese painting exhibition», *Amrita Bazar Patrika*, 10 février 1982.
831 «According to the schedule of Sino-Indian governmental cultural communication plan, Indian traditional handicrafts exhibition will be inaugurated in Beijing- China art gallery». *Renmin Ribao*, 12 avril 1984.
832 «Exhibition of Chinese books», *Telegraph*, 13 octobre 1984.
833 «Indian paintings exhibition in Beijing», *News From China*, 10 février 1987.
834 «*Shakuntalam* staged in China», *Statesman*, 12 avril 1982.
835 «Sanskrit Drama at Beijing Opera», *Statesman*, 26 avril 1983.

trente danseurs indiens interprètent des danses de style Kathakali et Manipuri devant une salle comble. Les acteurs du Kathakali jouent un épisode du *Mahabharata*, la mort de Duryodhana. Les artistes du Manipuri interprètent la danse du Tambour, Peng Song, une ballade pour deux amoureux immortels, Ras Lila et Lal Harabpa. L'agence de presse chinoise *Xinhua* voit des similitudes avec l'opéra de Pékin dans les masques que portent les acteurs.[836] En août 1983, Ravi Shankar, le célèbre joueur de sitar, est invité par le gouvernement chinois. Il donne six concerts en Chine.[837] En septembre 1984, l'Inde fournit à la Chine des vidéos d'extraits de chansons de films et de danses qui doivent être diffusées en Chine pour promouvoir les relations culturelles et étendre le marché pour les films indiens.[838] Le 28 octobre, on apprend que *Karma*, film alors en production, va devenir le premier film indien doublé en chinois.[839] Au cours des années 80, les cinémas chinois diffusent de plus en plus de films indiens doublés en chinois.[840] En mai 1985, la troupe de danse indienne *Kalakshetra* effectue une tournée en Chine.[841]

Le 4 février 1985, une délégation chinoise de six membres menée par Ma Qingxiong, le vice-ministre de la Radio et Télévision s'entretient avec le ministre d'État pour l'Information et la Diffusion, V. N. Gadgil, dans le but de discuter des échanges de programmes radio et de télévision d'intérêt commun, des échanges de films et de la production conjointe de programmes de télévision. La délégation chinoise s'intéresse aussi à l'expertise indienne dans le domaine de la diffusion par satellite d'émissions de radio et de télévision.[842]

La Chine a accepté le principe de l'ouverture des lieux sacrés de la religion bouddhiste au Tibet. Cela se concrétise le 21 juin 1982 lorsque, avec l'accord du ministère des Affaires étrangères, le premier groupe de pèlerins indiens arrive à Burang dans le but d'effectuer un pèlerinage au Tibet dans les lieux saints de la montagne Kangbis et de Mapam Tohu. Ils sont accueillis par du personnel du sous-bureau des Affaires étrangères de la préfecture d'Ali.[843] Les pèlerinages indiens au Tibet vont devenir plus réguliers au cours des années quatre-vingts et entre 1980 et 1985, 400 bouddhistes indiens se rendront ainsi au Tibet sur des lieux saints.[844] En novembre 1983, la Chine accepte de construire un temple de Shiva à Kailas Mansarove avec l'aide de l'Inde. Ceci est à mettre au crédit

836 «Indian dance troupe performance in Beijing», *Hindu*, 17 juin 1983.
837 «Ravi Shankar leaves for China on PRC's invitation», *Patriot*, 28 août 1983.
838 «Indian film songs on video for China», *Statesman*, 15 septembre 1984.
839 «Hindi film in Chinese», *Telegraph*, 28 octobre 1984.
840 «Hindi films in China», *Statesman*, 9 avril 1984.
841 «Indian dance troupe in Beijing», *Times of India*, 25 mai 1985.
842 «Chinese team meets I&B Minister», *Times of India*, 5 février 1985.
843 *SWB/FE/7065*, 30 juin 1982.
844 «Indian pilgrims in Tibet», *SWB/FE/7551*, 27 janvier 1985.

de Subramaniam Swamy qui réussit à convaincre la Chine de l'intérêt de la construction pour encourager l'amitié entre les deux peuples.[845]

La coopération culturelle prend également la forme d'échanges littéraires. La Chine augmente ses achats de livres indiens à partir de 1982.[846] Dans le cadre d'un programme d'échange culturel, une délégation indienne de sept membres menée par le président du *National Book Trust* visite la Chine en mai 1983. Parmi les membres de la délégation figurent cinq représentants de l'industrie du livre. Les années 80 sont des années de grande curiosité intellectuelle de la part des Chinois pendant si longtemps isolés du monde extérieur et leur curiosité surtout tournée vers les pays développés se tourne aussi vers les livres indiens, et surtout la littérature indienne. Une exposition de livres indiens connaît ainsi un certain succès à Beijing au cours de cette année 1983.[847] Au cours de cette année 1983, l'Université de Beijing publie un livre en chinois sur les philosophes indiens, insistant sur la pensée de Swami Vivekananda. Le professeur Huang Zinchung, du département d'études sud-asiatique de l'Université de Beijing déclare : «*We consider Vivekananda to be not only a great religious leader, but also a great social reformer of India. He was a source of inspiration to many Indian revolutionaries. It is on record that in India Vivekananda was the first person to speak of socialism.»* [848]

La Chine lance également un vaste programme de traduction d'œuvres indiennes contemporaines et particulièrement Tagore, Munshi Prem Chand et Yeshpal. La Chine achète plus de 10 000 copies en langue chinoise du *Bhagavad Gita* dans l'édition de la Société Internationale pour la Conscience de Krishna.[849] En novembre 1984, la traduction en chinois du *Ramayana* est achevée. Le professeur Ji Xianlin qui en était chargé a mis dix ans pour produire les sept volumes de la traduction.[850] la Chine offre à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi 350 livres sur différents sujets. Ils sont présentés au vice-chancelier de l'Université, le professeur P. N. Srivastava, par Meng Jinging, le conseiller culturel de l'ambassade de Chine à New Delhi. Ce dernier loue à cette occasion l'Université Nehru pour ses recherches avancées sur la Chine et déclare que l'Université dispose de bonnes structures pour enseigner la langue chinoise.[851] En mars 1985, le professeur Ji Xianlin, ancien vice-chancelier de l'Université de Beijing et directeur de l'Institut sud-

845 «Chinese agreement to the construction of Shiva temple at Kailas», *Indian Express*, 7 novembre 1983.
846 «Indian books for China», Hindu, 3 août 1982.
847 «China's growing interest in Indian books», *Amrita Bazar Patrika*, 21 mai 1983.
848 «Chinese book on Vivekananda», *Statesman*, 9 novembre 1983.
849 «The Bhagwad Gita goes over Great Wall», *Deccan Herald*, 30 juillet 1984.
850 «*Ramayana* translated into Chinese», *Statesman*, 30 novembre 1984.
851 «China sends 350 books to JNU», *Statesman*, 16 novembre 1984.

asiatique de cette même université, déclare que le *Ramayana*, les œuvres de Tagore et de Kalidasa sont les plus populaires parmi les Chinois mais qu'il y a trop peu d'étudiants intéressés en Indologie.[852]

Le 8 mai 1986, Huang Hua, vice-président du comité permanent du Congrès national du peuple, rencontre une délégation d'universitaires indiens menée par S. P. Godrej, vice-président de l'*Indian Council of World Affairs*.[853] Peu après, Huang Hua rencontre cette fois un groupe d'éditeurs majeurs de la presse indienne, de l'*Indian Express*, *The Times of India*, *The Hindustan Times* et *The Statesman.* Ces éditeurs étaient invités par l'Association des journalistes chinois.[854]

Le 6 janvier 1987, le 50e anniversaire de la mort de Lu Xun et Prem Chand, deux grands écrivains, est célébré à New Delhi. L'évènement est organisé sous l'égide de l'Association d'amitié indo-chinoise (ICFA) et est suivi par de nombreux écrivains et journalistes indiens. Lors de son discours, le président de l'ICFA, Hansraj Rehbar, ainsi que l'ambassadeur de Chine, Li Lianjing, louent les contributions des deux écrivains et déclarent que cet évènement peut permettre de promouvoir les échanges culturels entre les deux pays.[855]

Nous voyons que cette ouverture culturelle est bien plus le fait de la Chine que de l'Inde. Cette dernière semble moins curieuse et intéressée par la culture chinoise, mais c'est une constante historique. En 1988, la Chine montre son intérêt pour rénover le Bhavan de Rabindranath Tagore. Ce bâtiment, est situé à Santiniketan, à 250 kilomètres au nord de Kolkata et était devenu un lieu d'étude du chinois. C'est le Dr. Nemisadhan Bose, vice-chancelier de la Visva Bharati University qui le révèle, ayant reçu des lettres de l'ambassadeur indien à Beijing allant dans ce sens. Les Chinois ont sélectionné le Bhavan de Rabindranath Tagore comme un lieu d'échange entre les cultures des deux pays. Comme le dit le Dr. Bose, «*The problem is it does not cater to the needs of students who want to learn modern Chinese language for securing jobs of interpreters and translators, The Bhavan still emphasizes classical Chinese studies which does not offer "good jobs", and instead requires lot of labour. Nevertheless, only a few libraries in the world can claim such a rich collection of ancient Chinese and Buddhist literature, as possessed by the Bhavan, yet*

852 «Chinese like Tagore and Kalidasa», *Statesman*, 2 mars 1985.
853 «Huang Hua meets delegation of Indian scholars», *SWB/FE/8256*, 12 mai 1986.
854 «Huang Hua meets Indian senior editors», *News from China*, 7 juin 1986.
855 «50th Death anniversary of Lu Xun and Prem Chand observed in India», *News From China*, 6 janvier 1987.

enrolment of students is far from satisfactory and their quality too poor.»[856]

Le 29 mai 1988, le premier accord sur la coopération culturelle entre les gouvernements chinois et indien est signé à Beijing. Le ministre de la Culture, Liu Deyou, et le secrétaire à la Culture du ministère du Travail indien signent le document. Celui-ci prévoit que la Chine et l'Inde vont établir et développer des relations plus proches dans des domaines comme la culture et l'art, l'éducation, la sociologie, les sports, l'hygiène, les informations, la diffusion, les films et les programmes télévisés, etc. L'accord stipule que les deux pays vont échanger des visites d'ensembles artistiques et offrir autant de bourses d'études et d'aides que possible pour les études et les recherches de leurs étudiants se rendant dans l'autre pays.[857]

856 «Move to improve China Bhavan», *Indian Express*, 7 janvier 1988.

857 «China and India signed the first agreement on cultural cooperation», *Renmin Ribao*, 29 mai 1988.

III. Les relations en Asie du Sud: avancées et reculs

Le contexte général est donc des plus favorables pour l'amélioration des relations sino-indiennes au cours des années 1982-1988. Les deux pays ont échangé dans tous les domaines et ont fait des efforts pour, sinon normaliser, du moins améliorer leurs relations. Cependant, à l'heure du bilan, que l'on peut faire au moment de la visite de Rajiv Gandhi à Beijing, la normalisation des relations n'est pas atteinte. Voyons maintenant pourquoi. Au cours de la période 1982-85, nous assistons à une diminution des tensions entre l'Inde et la Chine en Asie du Sud. Un chercheur indien identifie quatre éléments qui caractérisent la politique chinoise en Asie du Sud à partir de 1982. Premièrement, normalisation et établissement de relations amicales avec l'Inde, ce qui peut renforcer la position chinoise face aux deux grands. Deuxièmement, la Chine encourage désormais un règlement bilatéral des problèmes entre l'Inde et ses voisins. Troisièmement, la Chine encourage fortement le développement de la coopération entre les pays d'Asie du Sud, ce qui lui fera applaudir la création de la SAARC. Enfin, la Chine s'abstient de prendre position dans les crises politiques internes en Asie du Sud, se contentant de diffuser les informations sans porter de jugement.[858] La Chine tente également d'améliorer les relations entre l'Inde et le Pakistan et de régler le problème tibétain. Après la création de la SAARC, la rivalité sino-indienne va ressurgir au Népal et au Pakistan notamment.

III.1. Le Bangladesh

L'Inde souffre toujours de la suspicion engendrée par sa taille qui écrase tous les autres pays de la zone. Le Bangladesh préfère équiper son armée avec des armes chinoises et l'organiser en partie selon le modèle chinois. En mars 1982, une délégation militaire chinoise effectue une visite au Bangladesh dans le but de continuer ce processus commencé en 1977.[859] A ce moment là, deux divisions du Bangladesh sont équipées à la chinoise, la 33e de Comilla et la 24e de Chittagong. L'armée de l'air s'équipe avec deux escadrons de MiG-19 chinois. La Chine fournit également deux canonnières et du personnel technique pour la fabrication de munitions.[860] Plus tard on apprend que la Chine fournit également des MiG-21 et des chars T-59 au Bangladesh.[861]

858Manoranjan Mohanty, «China and South Asia»', *World Focus* (New Delhi), Vol. 4, No. 11-12, novembre-décembre 1983, p. 67.

859 *SWB/FE/6974*, 10 mars 1982.

860 «Bangla Army division on Chinese pattern», *Hindustan Times*, 17 avril 1982.

861 «Chinese MiGs and tanks for Bangladesh», *Hindu*, 18 août 1982. Le Bangladesh fera d'ailleurs étalage de son nouvel équipement militaire chinois lors de la parade militaire du 16 décembre 1982 (cf *Statesman* du 18 décembre).

Le 24 mars, Ershad, chef d'état-major de l'armée bangladaise, remplace à la tête du Bangladesh Zia-ur-Rahman. Après l'assassinat de ce dernier, il reste loyal au gouvernement et empêche la tentative de coup d'État menée par le général Aboul Manzour. La politique étrangère favorable à la Chine n'est pas modifiée par ce changement. La situation s'améliore un peu pour l'Inde à partir de l'arrivée au pouvoir d'Ershad qui se montre plus conciliant. Au début du mois d'octobre 1982, il s'entretient avec Indira Gandhi à New Delhi. Elle lui fait part de l'inquiétude de l'Inde concernant «l'introduction d'armes extérieures à notre région», la présence grandissante de puissances extérieures et la militarisation de l'océan Indien.[862] A l'issue de ces discussions, Ershad réaffirme l'engagement du Bangladesh en faveur du non-alignement. Les deux pays signent un mémorandum sur la distribution des eaux du Ganges et s'engagent à trouver une solution dans les dix-huit mois au problème du barrage de Farakka. Le Bangladesh reçoit également un prêt de soixante crores[863] de la part de l'Inde. En décembre 1982, la Chine consent elle aussi un prêt au Bangladesh sur la requête de Dhaka. Ce prêt est utilisé dans le cadre de projets discutés entre les deux pays.[864]



H. M. Ershad
Source: http://bangladeshi.ning.com/photo/photo/show?id=769721%3APhoto%3A5349&page=1

862 Discours d'Indira Gandhi du 6 octobre 1982, *India-Bangladesh Relations, 1971-1993: Documents, volumes 1-2*, Autar Singh Bhasin éd., New Delhi: Siba Exim Private Ltd., 1996), pp. 196-198.
863 Soit 600 millions de roupies.
864 «Sino-Bangla loan agreement», *The Times of India*, 1er décembre 1982.

En février 1983, une conférence du comité conjoint indo-bangladais sur les cours d'eau se tient à Dhaka mais ne donne rien.[865] Le 22 novembre 1985, un nouveau mémorandum sur la distribution des eaux du Gange est signé pour une période de trois ans. Après la création de la SAARC, le Bangladesh tente d'obtenir le soutien de l'ONU et de la SAARC sur ce problème, mais sans succès.

La Chine de son côté pousse sa coopération militaire avec le Bangladesh. En novembre 1983, on annonce qu'elle va fournir de nouveaux équipements aux forces navales du Bangladesh.[866] En février 1984, des experts chinois se rendent au Bangladesh pour des opérations de prospection en vue du développement de la production de pétrole et de gaz.[867] Des visites annuelles ont lieu entre les forces militaires des deux pays. En 1984, le chef de l'armée de l'air bangladaise se rend à Beijing tandis que son homologue se rend à Dhaka. En 1985, une délégation de l'armée de terre bangladaise se rend en Chine tandis que des navires de la marine chinoise font escale à Chittagong. En 1986, le chef des renseignements du Bangladesh effectue une visite en Chine. En 1987, les chefs d'état-major de l'armée et de la marine bangladaise et le chef d'état major de l'APL font de même. Enfin, en 1988, le chef d'état-major de l'armée bangladaise effectue une nouvelle visite en Chine.[868] Ershad, même s'il est plus favorable à l'Inde, renforce donc son armée et sa flotte en faisant surtout appel à la Chine.

III.2 Le Bhoutan

Au Bhoutan, l'influence de l'Inde reste prépondérante et la Chine voudrait toujours casser le lien spécial qui lie l'Inde au Bhoutan. Le *Renmin Ribao* du 4 avril 1982, critique le traité de 1949 et se demande comment l'Inde va pouvoir concilier son désir de bon voisinage avec une «soi-disant relation spéciale» qui se met en travers de la souveraineté du Bhoutan.[869] Le Bhoutan souhaitant se soustraire aux conditions que lui impose ce traité, la Chine exerce des pressions sur l'Inde afin de lui permettre de parler seule à seule avec elle pour régler le problème frontalier. Après une période de résistance indienne, la Chine obtient finalement satisfaction et le premier round des discussions

865 *Renmin Ribao,* 7 février 1983.
866 «China to give latest naval gear to Dhaka», *Times of India*, 26 novembre 1983.
867 «Chinese help for Bangladesh oil exploration», *Economic Times*, 2 février 1984.
868Table 10.5 Sino-Bangladeshi Military Exchanges dans J. W. GARVER, *Protracted Contest*, p. 298.
869 Mohan RAM, «Don't trust your neighbour: In a new twist to Himalayan politics, China claims Bhutan has been unfairly treated by India», *Far Eastern Economic Review* Vol. 116, No. 17, 23/29 avril 1982, 30.

entre le Bhoutan et la Chine a lieu en avril 1984 à Beijing. Au cours de ce processus qui voit l'établissement de relations directes entre le Bhoutan et la Chine, le roi Jigme Singye Wangchuk s'efforce de rassurer l'Inde et dit que les relations indo-bhoutanaises n'ont jamais été aussi bonnes: «*At no point...in history has the relationship between India and Bhutan been as good as it is today*», le roi ajoute qu'il respecte le traité de 1949 et n'envisage pas l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine.

En avril 1985 a lieu le second round des discussions frontalières à Thimpu. Le 14 juin 1986 s'ouvre à Beijing le troisième round des négociations frontalières entre la Chine et le Bhoutan. A l'occasion d'un banquet qu'il donne en l'honneur de la délégation bhoutanaise, Liu Shuqing dit que la Chine apprécie son amitié traditionnelle avec le peuple bhoutanais. Il ajoute que, basées sur les Cinq principes de la coexistence pacifique, les relations sino-bhoutanaises sont caractérisées par l'égalité en matière de souveraineté, par la sincérité, la compréhension mutuelle et l'amitié éprouvée. Le chef de la délégation du Bhoutan, Tashi Tobgyel, répond que le Bhoutan et la Chine sont des voisins proches et qu'aucun conflit majeur n'oppose. Il ajoute: «*We are confident that through mutual understanding and friendly consultations, the boundary question can be resolved to our mutual satisfaction*». Peu après, la délégation rencontre le Premier chinois, Zhao Ziyang.

Finalement, ce round de négociations ne donne pas de résultats et les deux pays s'entendent pour un nouveau round en 1987 à Thimpu qui n'aboutit pas lui non plus à un règlement définitif de la question. Ces discussions frontalières sino-bhoutanaises réussissent cependant à réduire la zone indéfinie.

III.3 Le Népal

Durant cette période, le Népal reste plus proche de la Chine pour contre-balancer la domination indienne sur son économie. La Chine ménage l'Inde sur la question népalaise mais y développe sensiblement son influence. En juillet 1982, le roi Birendra effectue une visite à Beijing. Il soutient la Chine sur les questions afghanes et cambodgiennes.[870] En septembre 1983 est signé un accord entre la Chine et le Népal qui a pour but d'éliminer progressivement le pâturage transfrontalier.[871] Lors d'un voyage au Népal en mars 1984, le président chinois Li Xiannian réaffirme son soutien à l'établissement d'une zone de paix dans l'océan Indien et à la coopération

870 On trouve le discours de Birendra dans BHASIN (éd.), *Nepal's Relations with India and China, Documents 1947-1992,* p. 673.

871 On trouve le texte de cet accord dans BHASIN (éd.), *Nepal's Relations with India and China, Documents 1947-1992,* p. 1295.

régionale entre les pays d'Asie du Sud.[872] La Chine obtient au passage un contrat pour construire le secteur Pokhara-Baglung, long de 67 kilomètres, de la route devant relier Pokhara à Mustang.[873]

Les deux pays discutent de l'établissement d'une ligne téléphonique directe, de la création de *joint-ventures* sino-népalaises au Népal, de prêts sans intérêts par la Chine au Népal, de l'accroissement du tourisme et de l'utilisation des satellites de communications chinois par le Népal. La Chine assure qu'elle contribuera au développement du Népal dans la mesure de ses capacités. En septembre 1984, les deux pays signent un accord de commerce, de tourisme et de paiement à Beijing. En mars 1986, une délégation économique et de commerce tibétaine effectue une visite à Katmandou. En août de la même année, un nouvel accord de commerce est signé entre le Népal et la région autonome du Tibet. A la fin du mois d'août 1987, un accord est signé entre les administrations de l'aviation civile pour l'ouverture de la ligne Katmandou-Lhassa. En septembre 1987, la Chine reçoit Birendra et sa femme Aishwarya. La Chine dit vouloir développer rapidement des relations de voisinage bonnes et amicales avec tous les pays de l'Asie du Sud et espère sincèrement que tous les pays d'Asie du Sud vivent dans l'amitié, se traitent en égaux, renforcent leur coopération et promeuvent la paix et le développement dans la région.[874] Li Xiannian félicite le Népal pour sa politique extérieure en déclarant qu'en poursuivant une politique étrangère de paix, d'indépendance et de non-alignement, le gouvernement du Népal a soutenu la juste lutte des peuples d'Afghanistan, du Cambodge et d'autres pays, s'est opposé à toutes formes d'interférence étrangère et a travaillé à promouvoir la coopération régionale en Asie du Sud.[875] Beijing décide de construire une route de Lhasa à Dazhu pour améliorer les voies de communication entre les deux pays. En février 1988, les deux pays s'accordent pour organiser un second comité conjoint d'inspection pour travailler sur la délimitation de leur frontière, en accord avec les dispositions du protocole du 20 janvier 1963. L'Inde ne fait pas de commentaires sur le développement des relations sino-népalaises. Cependant, elle sort de son silence lorsque le Népal décide d'acheter des armes à la Chine.

Le roi Birendra ordonne en effet de commencer les négociations pour l'achat d'armes à la Chine en mars 1988. Une délégation népalaise visite la Chine et rencontre Peng Zhen et Qiao Shi, deux membres du bureau politique. En juin 1988 arrivent au Népal les premiers camions chargés d'armes chinoises, des armes légères, des munitions, des uniformes, des bottes et des armes anti-

872 *SWB/FE/7599*, 23 mars 1984.
873 *SWB/FE/7600*, 20 mars 1984.
874 On peut y voir une critique implicite l'Inde.
875 *FBIS/CHI/87/179*, 16 septembre 1987.

aériennes.[876] New Delhi considère que cet achat de munitions viole l'accord indo-népalais signé en 1965 qui régule l'achat d'armes par le Népal. L'Inde en conclut que le gouvernement de Birendra essaie de dissoudre la longue relation sécuritaire avec elle pour se rapprocher de la Chine militairement.[877] Birendra confie de plus à la Chine des contrats de construction non loin de la frontière indienne. Delhi, qui soupçonne la Chine de dissimuler des espions parmi les travailleurs, y voit une provocation supplémentaire.

Rajiv Gandhi réagit le 22 juillet 1988 en chargeant son ministre des Affaires extérieures, Natwar Singh, de remettre au roi une lettre qui demande l'assurance que Birendra n'achètera plus d'armes à la Chine et que les armes déjà achetées ne seront pas utilisées contre l'Inde.[878] Birendra refuse de donner ces assurances en insistant sur le fait que c'est le droit souverain du Népal d'acheter les armes qu'il juge nécessaires à sa défense. Il ajoute que les armes achetées l'ont été pour la sécurité intérieure et contre le terrorisme et ne constituent donc pas une menace pour l'Inde. Singh dit alors que l'Himalaya est la barrière défensive vitale de l'Inde, qui ne peut permettre à la Chine d'y ouvrir une brèche, ce à quoi Birendra répond qu'une telle vue est périmée.[879] Birendra aurait ajouté que le Népal comptait doubler la taille de son armée au cours des dix prochaines années.[880] L'Inde répond que cet achat d'armes viole l'esprit de l'article 5 du traité de 1950, des échanges de correspondances de l'époque et des lettres sur les ventes d'armes de 1965, ce qui est nié par le Népal. La situation est donc tendue entre les deux pays. Les motifs de la Chine restent obscurs mais la crise de la vallée de Sumdorong Chu l'année précédente, que nous aborderons dans notre partie consacrée à la question frontalière, y est peut-être pour quelque chose. Il est à noter cependant que la crise indo-népalaise est davantage due à l'attitude provocatrice de Birendra qu'à celle de la Chine.

A la fin de l'année 1988, la Chine et le Népal concluent un accord secret d'échanges de renseignements, ce que l'Inde apprend rapidement grâce à son réseau d'informateurs au sein du gouvernement népalais.[881] La crise indo-népalaise continue au delà de notre période.

876 *The Times of India*, 1er septembre 1988.
877 *Protracted contest*, op. Cit. pp. 151-152.
878 *The Hindustan Times*, 29 juillet 1988.
879 *Organizer*, 21 août 1988.
880 *The Hindu*, 24 septembre 1988.
881 Leo E. ROSE, «India's Foreign Relations: reassessing Basic Policies,» *India Briefing*, Marshall Bouton (éd.), Boulder: Westview Press, 1990, p. 63.

III.4 Le Pakistan

III.4.1 La Chine tente de réconcilier l'Inde et le Pakistan

L'Inde est inquiète de la situation en Afghanistan et tente d'améliorer ses relations avec le Pakistan. Au début de l'année 1982, l'Inde et le Pakistan discutent d'un pacte de non-agression, ce qui est salué comme «une étape encourageante» vers de meilleures relations entre les deux pays par la Chine. La Chine est tout aussi inquiète de l'escalade en Afghanistan et considère vital de sécuriser au plus vite la relation indo-pakistanaise, d'autant que si l'on en croit *Xinhua*, l'URSS cherche à déstabiliser ces relations pour faire basculer l'Inde de son côté. La Chine s'implique donc pour que les deux pays conservent de bonnes relations et l'Inde est réceptive à ces efforts. Affirmant d'abord qu'elle fournira un soutien «total» au Pakistan quelle que soit la situation[882], la Chine tente de faire signer aux deux pays un pacte de «non-guerre» pour garantir la stabilité régionale.[883] Le *Renmin Ribao* déclare ainsi : «*That India and Pakistan should come together and make efforts to improve their relations deserves congratulation. Situation in South Asia has been greatly worsened as a result of the cut-throat contention between the two superpowers in West Asia and the Middle East, especially the Soviet occupation of Afghanistan. It is against this background that India and Pakistan have decided to take steps to improve their relations. (...) This is in the fundamental interest of the two peoples and is a most gratifying development for the maintenance of the world peace. Talks represented a heartening step towards better relations between the two countries. True, certain differences still exist between India and Pakistan. We are, however, convinced that these differences can be gradually eliminated and bilateral relations can be improved step by step, provided the two sides have the necessary good faith, have the basic interests of their peoples at heart and enter into negotiations on an equal footing and an amiable manner.»*[884]

De leur côté, les élites indiennes sont sceptiques. Un député congressiste s'interroge sur les intentions du Pakistan en ces termes «*The military aid to Pakistan is very massive. If Pakistan acquires military aid to their requirement, we certainly have no objection; we had never objected to it in the past also, but the acquisition of arms in such a colossal manner does indicate that there is something wrong somewhere. Agha Shahi*[885]*, when he came to India a journalist put a question to*

882 Deng Xiaoping l'affirme lui-même le 24 avril 1982 d'après *Radio Pakistan*.
883 *Patriot*, 28 avril 1982.
884 *Renmin Ribao*, 2 février 1982.
885 Le ministre des Affaires extérieures pakistanais.

him, "Are they afraid of Russia via Afghanistan?" He said, "No; Russia have assured us that they will not attack Pakistan." (...) but their mentor, the U.S.A. was saying that they were arming Pakistan because they had a danger from Russia. Now, you can well imagine the situation where the Pakistan stands and how Pakistan is getting arms. In the past also, we had seen, whenever Pakistan had got arms, they had been used against India. Secondly, the situation in Pakistan is such that General Zia can, at any time, divert that situation towards India in order to save himself. »[886]

Un peu plus tard, un député de la majorité évoque les raisons qui poussent l'Inde à améliorer ses relations avec le Pakistan : «*India has a vested interest in a strong and stable Pakistan. The collapse of Pakistan would mean the removal of an important buffer, with a part of the world which is very disturbed. It would mean the de facto sharing of a common border with a very sensitive region in which the Super Powers are deeply embroiled. (...) above all, we are fighting a war in India, a war against abject poverty. (...) and what, may I ask, would be the economic consequences of a conflict with Pakistan, on this war? (...) –disastrous, catastrophic! It is obvious that a war with Pakistan not only goes against the very grain of the philosophy of peaceful coexistence which is the philosophy which has guided [India] (...) but also goes against our very self-interest.»*[887] Le député dit également que de bonnes relations indo-pakistanaises pourraient produire des difficultés pour la dictature militaire pakistanaise et faire adopter au Pakistan un gouvernement plus démocratique, le conflit étant la raison d'être des militaires pakistanais.

L'Inde se montre donc partagée mais surtout suspicieuse vis-à-vis des intentions réelles des dirigeants pakistanais et refuse la proposition d'un accord de non-guerre car celui-ci est beaucoup trop vague. Indira dit simplement à propos d'une éventuelle réconciliation indo-pakistanaise : «*We are doing everything possible to have such a reconciliation. We have a genuine desire. But my only - I don't know if 'suspicion' is the right word - is that Pakistan is a bit wary of all this. Not because they don't want friendship, but because they are worried about Indian influence. Not influence which the Government of India will exert. But there is no doubt that greater friendship with India will encourage the forces of democracy. This is our problem not only with Pakistan, but with all our neighbors*.»[888]

A partir de novembre 1982 vont s'engager une série de rencontres entre Indiens et Pakistanais sous

886 Intervention de Sri R. L. Bhatia, «D.G. Ministry of Defence», *Lok Sabha Debates*, 25 mars 1982.
887 Intervention de Sri Madhavrao Scindia, *Lok Sabha Debates*, 29 mars 1982, D.G. Ministry of External Affairs.
888 Voir l'interview d'Indira Gandhi par James Reston dans le *New York Times* du 1er août 1982.

l'œil bienveillant de Beijing.[889] Les deux pays s'entendent pour discuter lors du sommet des non-alignés de New Delhi de mars 1983. Zia-ul Haq qualifie l'une des rencontres d'excellente et Indira Gandhi la qualifie de cordiale. Lors du sommet les deux pays mettent en place un comité joint qui a pour tâche de travailler sur des principes de coexistence pacifique, de non-intervention dans les affaires intérieures, de renforcement de la compréhension mutuelle et de promouvoir la coopération économique, commerciale, industrielle, culturelle et éducative, dans les domaines de la santé, du journalisme, de l'alimentation, de la technologie et des voyages, etc...

En janvier 1983, Indira envoie une lettre à Zia-ul Haq dans laquelle elle garantit de «*respect Pakistan unity among nations, territorial integrity, political independence and sovereign equality.*» Elle dit également: *«Friendly relationships between India and Pakistan is the important factor to establish peace and stability in this region»*[890] En mai 1983, elle dit: *« J'espère sincèrement que l'esprit de Simla peut non seulement exister continuellement, mais aussi se renforcer, car je crois que c'est le seul moyen d'obtenir la paix localement. (...) nous ne craignons pas que le Pakistan obtienne des armes ou nous attaque, car nous pouvons faire face. Mais si le Pakistan devient partie d'une stratégie globale, la situation sera périlleuse. »*[891]



Zia-ul Haq

source: http://exiledonline.com/wp-content/uploads/2008/10/340x.jpg

889 Voir le *Renmin Ribao* des 2 et 26 décembre 1982 pour sa couverture positive des rencontres.
890 «Indira Gandhi expressed to be friendly with Pakistan», *Renmin Ribao,* 14 janvier 1983.
891 *Renmin Ribao,* 11 mai 1983.

La première réunion du comité conjoint indo-pakistanais a lieu en juin 1983 et est qualifiée de succès par les participants, mais c'est en réalité un échec et les tensions ressurgissent à cause de l'aide militaire massive que reçoit le Pakistan des États-Unis.[892] A un journaliste qui lui demande si la menace de l'URSS explique les achats d'armes aux États-Unis, Zia répond : «*all the countries should defend their borders. Today, there is no threat from North to Pakistan. There is China-she is very friendly. In addition, there is a close relation between Pakistan and Iran. No stationary troops in borders of Pakistan-Iran. But it's totally different in Pakistani-Indian borders. Pakistan purchases weapons from America for defending the whole nation; there is no threat to other countries. Pakistan has no intention of invasion, just safeguard its security»*[893] En juillet 1983, les deux pays échangent des lettres d'amitié dont le but affiché est de normaliser les relations et de dissiper les tensions.[894]

En mars 1984, un débat a lieu à la *Lok Sabha* au cours duquel les députés expriment leur inquiétude sur les intentions réelles du Pakistan et des États-Unis. Un député du Congrès déclare ainsi : «*We have very credible and reliable reports that the United States are negotiating military bases or facilities in Sri Lanka, Bangladesh and Pakistan. Now this is a cause for very great concern in this country, particularly the arming of Pakistan. Pakistan is being armed to the teeth and the most sophisticated weapons are being deployed in Pakistan. The argument is the same - that it is to safeguard Pakistan from a Soviet invasion via Afghanistan, without ever thinking that no amount of arming of Pakistan can, as a matter of fact, prevent Soviet Union if the Soviets so decide to attack that country. Now what is the use of injecting F-16s into Pakistan-the long-range deep penetration fighters? What is the use of Tanks in Pakistan? If it is to be used against the mountainous terrain in Afghanistan and, particularly, what is the use of going about to strengthen the Navy if Pakistan is to be defenced against the attack from Afghanistan? Still, two-thirds or more of the army of Pakistan is deployed on our borders; there has been no change in the deployment of these forces and, therefore, Sir, my point is that arming of Pakistan as far as the Pakistani Rulers go, is mainly intended to be used in the case of the offensive against this country.»*[895]

892 «Pakistan-Indian Joint Committee held the first meeting, foreign ministers of these two countries regarded it as a successful and satisfactory one», *Renmin Ribao*, 5 juin 1983.

893 «Ziaul Haq, Pakistani president said to Indian correspondents, Pakistan expects to establish a close and friendly relation with India», *Renmin Ribao*, 9 juin 1983.

894 «Indian Prime Minister and Pakistani President sent letters to each other, improving relations of the two countries, establishing friendship between the two countries», *Renmin Ribao*, juillet 1983 et «Shahi said Pakistan hopes to live in harmony with India», *Renmin Ribao*, 13 juillet 1983.

895 Intervention de Sri Eduardo Faleiro (Congress(I)), «D.G. Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 20-21 mars 1984.

Peu avant ce débat à la *Lok Sabha*, un groupe de députés indien se rend au Pakistan et pose des questions aux leaders pakistanais concernant leur politique d'armement dont les réponses sont très révélatrices des réelles intentions du Pakistan, c'est-à-dire de profiter du conflit en Afghanistan pour se constituer une armée puissante face à l'Inde.[896]

La première question est : *"What the devil do you need these Harpoons for? Obviously, not for the defence on your border with Afghanistan"*

Les Pakistanais répondent: *"Why do you need a Navy three times more than our force? Is it to fight the American Navy?"*

Les Indiens demandent: *"Look, what was the need for your F-16s, what is the need for your Sparrows and the Harpoons and all these equipments that you are getting? You are only making us buy better equipment from elsewhere, from wherever we can, to have that edge, that balance or whatever you may consider it."* Le dialogue de sourds continue ainsi.

En 1984, les relations indo-pakistanaises se dégradent. En janvier 1984, l'Inde accuse le Pakistan de menacer sa sécurité par un armement massif, avec l'aide américaine et chinoise et de se préparer à la guerre. L'Inde nie un peu plus tard les accusations pakistanaises de déployer 29 divisions à sa frontière. Les deux pays s'affrontent sur le glacier de Siachen. Vient ensuite l'annulation des discussions de non-agression décidées en juin 1983.

En mai, le Pakistan fait deux propositions à l'Inde: réduire leurs effectifs armés jusqu'à l'équilibre des forces et signer un traité de non-guerre. Elles sont bien évidemment rejetées par l'Inde, qui doit également pouvoir faire face aux forces chinoises. Le gouvernement indien déclare que malgré quelques problèmes, l'Inde fera des efforts pour améliorer ses relations avec le Pakistan.[897] Le détournement d'un avion indien par un groupe d'étudiants sikhs cause une nouvelle tension entre les deux pays en août 1984, car l'Inde pense que le gouvernement pakistanais est impliqué. En plus de profiter de l'Afghanistan pour se réarmer massivement, l'Inde soupçonne le Pakistan d'aider le terrorisme sikh. La Chine observe bien entendu avec attention la situation et se dit alarmée tout en exprimant sa confiance que l'Inde jouera un grand rôle dans les efforts visant à renforcer la coopération régionale en Asie du Sud. La paix et la stabilité doivent être préservées

896 Ceci est reporté lors du débat des 20-21 mars 1984 précédemment cité par Sri Biju Patnaik du Janata(S).

897 «Pakistan proposed to sign non-infringement treaty with India. Indian Foreign Minister said India will make great efforts to improve relations with Pakistan», *Renmin Ribao,* 11 mai 1984.

pour éviter que les deux grands ne se mêlent des affaires sud-asiatiques dit le journaliste Wen Zheng. Il ajoute : «*India, the main power in South Asia, plays a significant role in the affairs of the region and responsibility comes with such an important position»* [898]

Les tensions s'apaisent donc autour de janvier 1985, le Pakistan fait un geste en jugeant les pirates de l'air sikhs. Les frontières sont réouvertes des deux côtés pour les touristes. Enfin, des discussions ont lieu entre Indiens et Pakistanais en Malaisie. Le *Renmin Ribao* salue cette détente : «*After a period of tension, India and Pakistan relations tend to reach detente. In South Asia sub-continent, India and Pakistan are influential countries, their harmonious and friendly relations does not only affect the interests of two peoples, but also play an important role in regional peace and stability. Therefore, people are looking forward to further development in their relations. After long-term efforts, the two people will make their wishes come true.»*[899]

En février 1987, après les crises sino-indienne et indo-pakistanaise de 1986-87, l'Inde et le Pakistan, après cinq jours de discussions intenses, s'entendent pour un retrait partiel des troupes occupant les positions avancées de la ligne de cessez-le-feu au Cachemire. La Chine salue cet accord.[900] Elle loue principalement Zia-ul Haq et parle de sa «diplomatie du criquet». *Xinhua* déclare : «*It was a dramatic turn in the relations between India and Pakistan when President Zia-ul-Haq along with his family members visited India to watch a cricket match three weeks after the military confrontation along the Indo-Pak border,* (the Zia visit had) *augmented the trend of reconciliation and improved the overall political atmosphere prevailing between the two countrie. Both India and Pakistan are developing countries. Peace and reconstruction are their real needs*, *while peaceful coexistence and friendly exchange are beneficial to both, animosity and confrontation invite superpowers' involvement which are not in the interests of their respective development and sub-continental stability»*[901]

898 «Chinese weekly pins faith on India», *Deccan Herald*, 6 novembre 1984.
899 «Relations between India and Pakistan tends to reach détente», *Renmin Ribao*, 27 février 1985.
900 «China welcomes Indo-Pakistan border agreement», SWB/FE/8485/A3/3, 6 février 1987.
901 Cité dans le *Times of India* du 25 février 1987.



La rencontre entre Zia-ul Haq et Rajiv Gandhi en février 1987 à Jaipur
Source: www.tribuneindia.com

III.4.2 La Chine continue de renforcer l'axe sino-pakistanais

En même temps que la Chine tente d'atténuer les tensions indo-pakistanaises, elle continue sa politique de renforcement de l'axe sino-pakistanais, peut-être dans la crainte que le Pakistan ne privilégie l'axe américano-pakistanais à l'axe sino-pakistanais. Le 22 août 1982, la Chine et le Pakistan signent un protocole d'accord sur l'ouverture de la passe de Khunjerab qui relie l'autoroute de Karakoram à la route reliant le Tibet au Xinjiang via l'Aksai Chin.[902] Cette construction permet à la Chine et au Pakistan de partager une route moins exposée à une éventuelle attaque soviétique venue d'Afghanistan, la route passant par la passe de Mintaka étant trop proche des zones contrôlées par l'armée soviétique. Le ministère des Affaires extérieures indien proteste aussitôt, réitérant que le Pakistan et la Chine n'ont pas le droit de construire l'autoroute et d'ouvrir les passes de Mintaka et de Khunjerab dans une zone faisant légalement partie de l'Union indienne.

La Chine réplique que cela ne concerne pas la dispute indo-pakistanaise au Cachemire. Un porte-parole chinois déclare : «*China and Pakistan have built the highway linking the two countries and have opened the pass on their border to conduct border trade. These are normal affairs between the two neighbouring countries and do not involve the question of ownership of*

902 Voir carte 12.

Kashmir.»[903] La Chine dit à l'Inde qu'elle n'a pas de *locus standi* pour protester contre la signature du protocole sino-pakistanais sur l'ouverture de la passe de Khunjerab. Le ministre des Affaires étrangères Wu Xueqian déclare en juillet 1983 que la Chine souhaite que l'Inde et le Pakistan résolvent le problème du Cachemire par des consultations amicales en accord avec les résolutions des Nations unies et l'accord de Simla.[904]

Cependant, les intentions de la Chine au Cachemire laissent beaucoup de dirigeants indiens perplexes. Lors d'un débat à la *Lok Sabha* un député indien présente les nouvelles routes sino-pakistanaises comme pleines de menaces à la fois pour l'Inde, mais aussi pour le Pakistan : «*On one particular account, however, Sir, I would wish to caution Pakistan with full friendly feelings. The Kunjerab-Skardu-Gilgit-Karakoram road, militarily, carries a common danger both to India as also to Pakistan. China's interest and expense causing effort in building this road, singularly indicates her military strategic intention. This move, Sir, gives China a strategic opening vis-à-vis Afghanistan from its Wakhan Province flank. (…) And, of course, it stands designed to act as a sword of Damocles over India's head from the side of its Northern-Western State of Jammu and Kashmir. Sir, strategically, this Chinese move has superbly been conceived and played. (…) China's strategically creeping moves inside South Asia and its contiguous territories are fraught with all types of misgivings and geopolitical dangers»*[905]

En 1984, la Chine propose de construire une nouvelle piste d'aviation à Gilgit, dans le Cachemire sous contrôle pakistanais à la demande du gouvernement pakistanais.[906] En avril, l'Inde apprend une autre mauvaise nouvelle : le Pakistan offre à la Chine un terrain dans sa capitale pour y construire un système de communications terrestres entre les deux pays. [907] De plus, Radio Pakistan annonce que toutes les routes majeures du Pakistan seront reliées à l'autoroute de Karakoram au cours de l'année fiscale 1984-85, ce qui ne peut qu'inquiéter l'Inde.

A la fin de l'été, suite à des articles de la presse indienne, Islamabad réfute la rumeur selon laquelle la Chine aurait établi une base militaire dans une zone montagneuse au nord du Pakistan. Un porte-parole pakistanais déclare : «*This report is absurd, it is absolutely groundless*.»[908] En

903 *Statesman,* 29 août 1982.

904 «China Stands by Pakistan», *Indian Express*, 30 juillet 1983.

905 Intervention de Sri R.S. Sparrow (Congress (I)), «Demands for grants, Ministry of Defence», *Lok Sabha Debates*, 31 mars 1983.

906 *Times of India*, 10 mars 1984.

907 «Pak offer for Chinese satellite station», *The Times of India*, 22 avril 1984.

908 «According to Spokesman of Foreign affairs of Pakistan, retort Indian report about China establishing military in Pakistan is absurd», *Renmin Ribao*, 30 août 1984.

septembre 1984, la presse indienne fait état d'une livraison par la Chine au Pakistan de quatre navires lance-missiles de classe *Huangfen*.[909] Cela fait suite à la livraison par la Chine l'année précédente d'avions A-5 et F-6 au Pakistan et l'aide à produire des Saab MF-17.[910]

En mai 1986, la Chine et le Pakistan décident d'ouvrir la passe de Khunjerab à des personnels de pays tiers, une cérémonie est tenue sur place le 1er mai. Des officiels chinois et pakistanais y prononcent un discours dans lequel ils disent que cela va aider les deux pays à étendre leurs contacts et leur commerce avec l'étranger.[911] l'Inde proteste, ce à quoi la Chine répond que ces protestations sont injustifiables et que «*It is entirely the normal affairs between China and Pakistan, the two sovereign States with common borders, in which no other country has the right to interfere»*.[912]

III.4.3 La Chine est soupçonnée d'aider le Pakistan à se doter de l'arme nucléaire

Parallèlement à ces nouvelles qui inquiètent l'Inde se pose le problème du lien nucléaire sino-pakistanais. C'est le *Washington Post* qui dévoile le premier l'information selon laquelle la Chine a fourni à Islamabad des informations pouvant l'aider à concevoir des bombes nucléaires. La Chine dément en déclarant : «*There is no such thing of the sort».*[913] En février 1983 c'est le département d'État qui reconnaît que la Chine et le Pakistan sont parvenus à une «relation nucléaire».[914] En mars, c'est le Congrès américain qui se dit sérieusement inquiet de l'assistance nucléaire décisive de la Chine au Pakistan.[915] Le secrétaire aux Affaires extérieures indien, M. K. Rasgotra, déclare le 27 mars que le Pakistan a produit une bombe atomique et que la Chine l'a peut-être aidé à la faire exploser sous la terre, dix mois auparavant dans le désert de Lop Nor. Il déclare que malgré l'information fiable reçue ici sur l'explosion, il existe des doutes quand au fait que la Chine ait pu commettre une telle 'erreur'.[916]

En fait, l'assistance chinoise au programme nucléaire pakistanais remonte à bien plus tôt. En janvier 1972, le Pakistan, alors dirigé par Zulfikar Ali Bhutto, prend la décision d'acquérir des

909 «Chinese missile boats for Pakistan», *Telegraph*, 21 septembre 1984.
910 «Pak Air force strengthened by Chinese planes», *Indian Express*, 30 décembre 1983.
911 «Sino-Pakistan border pass», *SWB/FE/8250*, 5 mai 1986.
912 «The Khunjerab pass», *SWB/FE/8256*, 15 mai 1986.
913 «China's denial of helping Pak N-Bomb plans», *Statesman*, 31 janvier 1983.
914 «Sino-Pak Nuclear ties», *The Times of India*, 26 février 1983.
915 «Chinese N-Weapon designs for Pak», *Telegraph*, 26 mars 1984.
916 «China's help in Pak nuclear device test», *Times of India*, 27 mars 1984.

armes nucléaires en recherchant de l'aide partout où c'est possible.[917] Pour le Pakistan, il en allait alors de sa survie après la déroute de 1971. Il semble que Bhutto ait demandé de l'aide à la Chine dès 1972 mais que la Chine n'ait répondu favorablement qu'à partir de 1974, après l'explosion de Pokharan.

Au début du mois de juin 1974, peu après l'essai nucléaire indien, le ministre des Affaires étrangères pakistanais visite la Chine pour obtenir son soutien. A l'issue des discussions, il déclare que la Chine a plaidé pour «*un soutien entier et résolu* [au Pakistan] *dans sa juste lutte pour la défense de son indépendance nationale et de sa souveraineté et contre l'agression étrangère et les interférences y compris contre la menace nucléaire et le chantage nucléaire.»*[918]

Il est aisé de comprendre les motivations de la Chine : rendre redevable son fidèle allié, rendre impossible la destruction du Pakistan par l'Inde en cas de nouvelle guerre et rééquilibrer le rapport de force entre l'Inde et le Pakistan, pour assurer la défense de son sud-ouest à moindre coût. La Chine se garantit également un passage vers les ressources énergétiques du golfe Persique via le Pakistan. Enfin, la Chine a moins de chance de se retrouver engagée dans une guerre contre l'Inde à cause d'un Pakistan pouvant désormais assurer seul sa défense.

D'après les services de renseignements américains, la Chine envoie douze scientifiques pour aider le programme nucléaire pakistanais peu avant octobre 1974. Entre le 26 et le 30 mai 1976, une délégation officielle pakistanaise scientifique et militaire du plus haut-niveau, menée par Bhutto, effectue une visite en Chine. Parmi les membres de la délégation, on retrouve le docteur Abdus Sala, spécialiste de physique- nucléaire qui gagnera par la suite un prix Nobel. A l'issue de la visite, deux accords sont signés: un accord de coopération militaire et un accord de coopération scientifique. En juin 1976, une équipe scientifique chinoise effectue une visite à Islamabad et un accord secret de coopération sur la technologie nucléaire est signé entre les deux pays.[919]

Bhutto, au cours de ses derniers jours, déclare que l'accord qu'il a conclu en juin 1976 est la plus grande réussite de sa carrière.[920]

A la fin de l'année 1979, le Pakistan commence à enrichir son uranium à Kahuta, la Chine fournit de l'hexafluorure d'uranium et aide le Pakistan à maîtriser les difficultés techniques de

917 SREEDHAR, *Pakistan's Bomb: a documentary study*, New Delhi: ABC Publishing House, 1986, pp 115-127.
918 GARVER, op. Cit., p. 326.
919 Sumita KUMAR, «*Pakistan's Nuclear Weapons Program*,» dans Jasjit SINGH éd., *Nuclear India*, New Delhi, Knowledge World, 1998, p 173.
920 Zulfikar Ali BHUTTO, *If I am Assassinated*, New Delhi, Vikas Publishing House, 1979, p. 221.

l'enrichissement.[921] Vers 1983, la Chine fournit au Pakistan les plans d'une arme nucléaire (ceux de la quatrième bombe testée par la Chine en octobre 1966, d'une puissance de 25 kilotonnes.)[922] D'après des sources américaines, la Chine fournit en 1983 assez d'uranium enrichi pour fabriquer deux bombes du type précédemment cité et vend du tritium (utilisé pour améliorer l'explosion en fusion) via une compagnie privée allemande.[923] Ces faits compliquent à nouveau les relations entre l'Inde et le Pakistan. Ainsi, on assiste à des escarmouches le long de la ligne de cessez-le-feu au Cachemire, à des accusations d'ingérence dans les affaires intérieures. Zia-ul-Haq nie vouloir développer des armes nucléaires.

En janvier 1984, l'Inde menace de quitter l'AIEA (Agence internationale à l'énergie atomique) si son statut est réduit pour permettre l'adhésion chinoise. Le problème est que sur un groupe de 110 nations, il n'y a que neuf places de gouverneurs, réservées aux nations nucléaires avancées, par ailleurs, les puissances occidentales proposent de nommer un gouverneur chinois à la place du gouverneur indien et de reléguer l'Inde dans la seconde catégorie de membres, celle des États nucléaires régionaux avancés. Même si l'Inde clame qu'elle n'a pas l'intention de développer un arsenal nucléaire militaire, elle se considère comme la seule nation avec les deux grands, la France, le Royaume-Uni et la Chine qui peut se targuer de pouvoir fabriquer des armes nucléaires et qui a atteint une technologie nucléaire civile avancée. L'Inde craint en fait que le Pakistan n'en profite pour réclamer un partage du siège indien ou un siège pour lui même.[924]



P. V. Narasimha Rao

source: http://www.ceg-uk.com/__assets/_original/2009/07/Rao_175x240.jpg

921Steve WEISSMAN et Herbert KROSNEY, *The Islamic Bomb: The Nuclear Threat to Israel and the Middle East*, New York: Time Books, 1981, p. 218.

922 GARVER, op. Cit., p. 329.

923 *Ibid.*

924 Mohan RAM, «The nuclear face race: India may quit the International Atomic Energy Agency if its status is downgraded to accommodate China's membership», *FEER,* Vol. 123, No. 4, 26 janvier 1984, 49.

Le 30 mars 1984, un débat a lieu à la *Lok Sabha* autour de la coopération nucléaire entre la Chine et le Pakistan. Au cours de ce débat, le ministre des Affaires extérieures Narasimha Rao déclare : «*(...) the possibility of Pakistan's nuclear programme having a non-peaceful dimension has naturally been a matter of concern for India. It is in this context that Government noted reports of Sino-Pak nuclear collaboration and the recent claim made by a leading nuclear scientist of Pakistan about the ability of the Pakistan nuclear establishment, if required, to produce nuclear weapons. This was denied after the interview was widely publicized. There have been reports from time to time pointing towards possible Chinese collaboration in Pakistan's efforts for developing nuclear weapons. In an interview published in August, 1982 in a New York journal "Nucleonics Week", Mr. James Malone, the then Assistant Secretary of State of the US Government, in a testimony in early 1983 before the Sub-Committee on Asian and Pacific Affairs of the House of Representatives, had confirmed that there was a nuclear relationship between China and Pakistan. Though details of this relationship were not disclosed, the Sub-Committee received an Intelligence briefing on the subject. Recently Mr. Paul Leventhal, President of the Nuclear Control Institute of Washington, has also testified that China has transferred sensitive nuclear weapons design information to Pakistan. These statements by senior US officials and experts speak for themselves.*

Pakistan spokesmen have explained that Pakistan wanted to acquire nuclear technology only for peaceful purposes and that it had no intention of manufacturing nuclear weapons. While there has been no categorical denial by the Chinese Government of different reports about Sino-Pak nuclear collaboration, the Chinese Prime Minister, during his visit to the United States in January, 1984 had stated; "we do not engage in nuclear proliferation ourselves, nor do we help other countries develop nuclear weapons".

Keeping all aspects of the matter in view, we cannot but note with concern reports of contacts between Pakistan and China in the nuclear field. I would however like to assure the House that Government have been keeping a constant watch on all developments having a bearing on India's security. Government would continue to do so with utmost vigil.»[925] Les députés intervenant par la suite partagent cette inquiétude. Le *Statesman* affirme également que le Pakistan aurait établi une base nucléaire avec l'aide de la Chine dans la région du Skardu, située sur l'ancienne route commerciale Srinagar-Astore-Skardu-Gilgit et que cette zone était désormais déclarée «zone protégée».[926]

925 «Nuclear cooperation between Pak and China», *Lok Sabha Debates*, 30 mars 1984.
926 «Pak nuclear base with Chinese help», *Statesman*, 30 août 1984.

En septembre 1984, des conseillers de haut rang recommandent à Indira Gandhi d'effectuer une frappe aérienne sur les installations d'enrichissement d'uranium de Kahuta près de la frontière indienne pour empêcher le Pakistan de devenir une puissance nucléaire, mais elle rejette cette éventualité.[927] Le 9 octobre, Indira déclare que l'Inde fait face à une menace de guerre de plus en plus sérieuse et qu'elle craint la menace nucléaire pakistanaise.[928] L'assassinat d'Indira va temporairement reléguer au second plan ces tensions qui auraient pu dégénérer en nouvelle guerre indo-pakistanaise. Le cabinet pakistanais fait un geste symbolique important en déclarant trois jours de deuil.[929] Haq appelle Rajiv Gandhi pour lui faire part de ses bonnes intentions, celui-ci déclare lui aussi vouloir améliorer la situation.

La revue française *Politique étrangère* interview Rajiv Gandhi en 1985 sur les relations ce sujet et celui-ci répond ainsi:
«**Politique étrangère**: *Comment percevez-vous l'évolution du programme nucléaire pakistanais? Ont-ils ou vont-ils avoir la bombe? Et que ferez-vous dans ce cas?*

Rajiv Gandhi: La bombe pakistanaise est entièrement dirigée contre nous. Nous avons les preuves que les Pakistanais progressent rapidement et qu'ils mettent au point une bombe. Nous avons également appris par les Iraniens, à partir des documents qu'ils ont saisis dans l'ambassade américaine à Téhéran, que les bombardiers chasseurs F-16 livrés par les États-Unis pourraient être utilisés contre nous et non contre l'Afghanistan.
(…)
Politique étrangère: *Qu'allez-vous faire si le Pakistan devient nucléaire? Vous lancerez-vous, vous aussi, dans un programme nucléaire militaire?*
Rajiv Gandhi: Nous avons subi trois attaques pakistanaises dans notre histoire. Nous ne voulons pas construire des armes atomiques. J'espère que nous n'aurons pas à le faire.»

En août 1985, dans un article, le journal chinois reprend les arguments de Zia-ul-Haq qui explique la position du Pakistan sur l'arme nucléaire : «*Zia-ul Haq, le président pakistanais a réitéré hier que le Pakistan n'avait pas l'intention de posséder des armes nucléaires et que le Pakistan n'est pas en mesure de fabriquer ces armes. Le président a dit qu'il signerait le « traité*

927 Philip TAUBMAN, «Worsening India-Pakistan ties worry U.S»', *New York Times*, 15 septembre 1984.
928 «Pakistan willing to renegotiate "Pakistan and India friendly cooperative agreement», *Renmin Ribao*, 13 octobre 1984.
929 «Ziaul Haq sending a telegraph of condolence on Gandhi's death, Pakistan cabinet Conference decided to mourn Gandhi's death for three days», *Renmin Ribao*, 1er novembre 1984.

de non-prolifération nucléaire » si cela s'applique à tous. Il a dit, afin de montrer au gouvernement indien son « programme non nucléaire », qu'il signerait le traité avec l'Inde. Si l'Inde refuse, le Pakistan demandera à l'ONU de constituer une équipe internationale d'inspecteurs spécialistes du nucléaire. Le Pakistan a suggéré que les deux pays revendiquent l'abandon du nucléaire, mais l'Inde n'a pas répondu à cet appel. Il a dit que concernant le développement du nucléaire, le Pakistan n'a reçu aucune aide de la Chine mais l'a obtenu[930] *par lui-même !»*[931]

En décembre 1985, un compromis est trouvé, Zia-ul-Haq et Rajiv Gandhi font une conférence de presse conjointe pour proclamer qu'ils n'attaqueront pas leurs installations nucléaires réciproques et que Rajiv effectuerait une visite officielle au cours du premier semestre 1986.[932] Cependant, dans le rapport annuel du ministère indien de la Défense, il est dit que «*la quête déterminée du Pakistan pour faire une bombe nucléaire et le programme de modernisation chinois dans le domaine militaire ont d'évidentes répercussions sur la sécurité de l'Inde»* et que l'idée que la Chine est impliquée dans le programme nucléaire pakistanais est largement répandue.

Quelques mois plus tard, au moment de l'incident de Sumdorong Chu en septembre 1986, la Chine et le Pakistan signent un accord de coopération sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Le ministre des Affaires étrangères pakistanais Sahabzada Yaqub Khan signe pour le Pakistan et Song Jian, chancelier d'État et ministre en charge de la Commission de la Science et de la Technologie pour la Chine.[933]

Concernant la proposition pakistanaise de création d'une zone libre d'armes nucléaires sud-asiatique, l'Inde refuse toujours. En 1986, le représentant de l'Inde à l'ONU déclare : «*We have supported such zones whenever it has been demonstrated that there is an agreement in regard to them in particular regions. This has meant prior consultations and agreement among the states of the region.»* [934] L'Inde donne les arguments suivants: d'une part, il n'y a pas eu de consultations préalables à la proposition, d'autre part, l'Asie du Sud est mal définie géographiquement. En fait, il est évident que derrière ces arguments de façade, l'Inde ne veut pas se retrouver sans défenses contre une Chine nucléaire et hors de la zone.[935] Le directeur de l'IDSA d'alors, K. Subrahmanyam,

930 La technologie nucléaire.

931 «Le Pakistan n'a pas l'intention de posséder des armes nucléaires,» *Renmin Ribao*, 3 août 1985.

932 «Indian and Pakistani Premiers proclaimed that they will not attack each other's nuclear facilities; Rajiv Gandhi will visit Pakistan next year»,*Renmin Ribao*, 18 décembre 1985.

933 «Sino-Pak accord on nuclear energy», *The Hindustan Times*, 16 septembre 1986.

934 J. MOHAN MALIK, «China and South Asian Nuclear-Free Zone», *China Report*, Vol. 25 No. 2 (1989), pp. 113-119.

935 P.S. JAYARAMU, «Nuclear Weapons-Free Zone, Non-Proliferation Treaty and South Asia», *IDSA Journal* (New

déclare de son côté : «*We should agree with General Zia-ul-Haq* [alors président du Pakistan] *that the nuclear issue is a regional one, but disagree with him that it is restricted to India and Pakistan only. It involves China, the USSR and the United States.»*[936] Il ajoute: «*Nuclear missiles on the Tibetan plateau are sitting ducks vis-à-vis the USSR but terrifying instruments of intimidation in respect of India. Half of China lies south of Kashmir and geographically China is part of South Asia. Pakistanis always insist that China is a South Asian country with legitimate interests in the area. Therefore leaving China out of a regional nuclear security arrangement can only be intended to disarm India vis-à-vis China and subject it to latter's domination.»"*[937]

III.5 La création de la SAARC

Au cours de l'année 1985, de nombreuses visites préparatoires ont lieu entre les responsables des sept États de l'Asie du Sud en vue de créer la SAARC. Elles sont conclues par le sommet de Dacca à la fin de l'année 1985. Rajiv Gandhi espère qu'il constituera un évènement historique et déclare à la veille du sommet : «*I'm looking forward to the commencement of this summit; it will be a historical moment*.» Il ajoute: «*We will put forward some concrete suggestions to make South Asia regional cooperation more dynamic*.»[938] Le président pakistanais Zia-ul-Haq déclare de son côté: «*South Asia Association for Regional Cooperation Summit will be held in Dhaka tomorrow as scheduled. It doesn't only promote economic cooperation of seven countries in this region, but also brings peace to this region*.» Le roi du Népal Birendra déclare: «*South Asia regional cooperation coincides with Nepal's wishes: regional peace, stability and prosperity*.»

A la fin, Rajiv Gandhi déclare que le sommet a été couronné de succès. On lui demande s'il pense que l'Inde est le leader de la SAARC. Il répond : «*Each member of the South Asian Association for Regional Cooperation is equal, or the Cooperation doesn't exist*. *Each member of SAARC should strengthen their economic relations, it is very important to seek a channel of establishing international economic new order of developing countries.»*[939] En marge du sommet, Rajiv rencontre Zia-ul Haq et les deux dirigeants se promettent de ne pas attaquer leurs sites nucléaires respectifs. L'Inde se réconcilie aussi avec Sri Lanka en déclarant que le conflit contre les

Delhi), Vol. XIII, No. 1, juillet-septembre 1980, pp. 142-43.

936 L'IDSA (Institute for Defence Studies and Analyses) est un think tank indien très influent sur la politique du gouvernement indien, *The Times of India*, 4 juillet 1987, p. 6.

937 «Countering Zia's Proposals», *The Times of India*, 18 avril 1987, p. 6.

938 «South Asia Summit will step up regional cooperation, heads of India, Pakistan and Nepal said», *Renmin Ribao*, 7 décembre 1985.

939 'South Asia Summit is quite successful", Indian Premier and Nepal king said,' *Renmin Ribao*, 10 décembre 1985.

Tigres tamouls est un problème interne à Sri Lanka. L'Inde s'arrange également avec le Bangladesh concernant le partage des eaux du Gange.

Birendra déclare que le sommet ouvre un nouveau chapitre de l'histoire de l'Asie du Sud. Le sommet aboutit le 8 décembre à la signature d'une charte appelée «Charte pour la coopération en Asie du Sud» (SAARC) qui donne un cadre pour la coopération entre l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Sri Lanka, le Népal, le Bhoutan et les Maldives. Les relations se feront désormais autour des Cinq principes de la coexistence pacifique : souveraineté, égalité, intégrité territoriale, indépendance politique et non-interférence dans les affaires intérieures des autres pays. Birendra déclare : «*We seven are determined to promote regional cooperation and realize people's peace, happiness and prosperity on the strength of harmony and understanding.»* C'est l'ancien président du Bangladesh Zia-ur Rahman qui, en 1980, avait lancé le processus qui aboutit en 1985. Les spécialistes considèrent que l'Inde devient par cette charte le «*Big Brother»* de l'Asie du Sud. L'Inde y gagne en tous les cas un climat apaisé dans tout le sous-continent indien, propice au développement du commerce et de l'économie, ce qui est la priorité de Rajiv.

La presse chinoise se félicite du résultat du sommet et déclare : «*India, the largest country in the region, played a constructive role in strengthening friendliness and harmony with neighboring countries.»*[940] «*The establishment of South Asian Association for Regional Cooperation' symbolizes the improvement of economic cooperation between South Asian countries. As long as all the countries follow the principles and carry out cooperation sincerely and actively, the limited cooperation sphere and scale will be expanded and flourish, and the development of economic cooperation is helpful for mutual trust, mutual understanding and neighboring friendly relations. But it is a very long and twisted process. Remarkable differences, uneven development and insufficient ressources and funds of South Asia aren't good for the rapid development of cooperation. In political diplomacy, the disputes and contradictions left by history will impede the cooperation. Therefore, those politicians should start from safeguarding peace and development deal with internal and external relations skillfully, make continuous efforts to better the cooperation in South Asia.»*[941]

La Chine salue la création de la SAARC[942] car les objectifs affichés par celle-ci sont conformes aux objectifs de la politique étrangère chinoise: développement des pays du Tiers-Monde

940 «South Asian cooperation develops better», *Renmin Ribao*, 22 décembre 1985.
941 *Idem*.
942Le texte de la charte de la SAARC est disponible en Annexes, document 41.

non alignés par la coopération économique et en matière de développement. La charte finale ne prévoit pas de coopération politique spéciale qui aurait pu faire croire à l'officialisation par l'Inde de son «pré carré». Une critique de la charte aurait été en contradiction avec les objectifs de la politique étrangère chinoise élaborés lors du XIIe Congrès du PCC. La Chine peut également avoir considéré que la création de la SAARC permet aux pays de l'Asie du Sud de contrer plus efficacement l'ingérence des deux grands.

III.6 Les efforts chinois au Tibet

Pour parer à toute éventualité, la Chine renforce sa présence militaire dans la région autonome. Cela inquiète bien entendu l'Inde. Le Congrès de la jeunesse tibétaine parle de cinq cent mille hommes en plus de la milice populaire. La Chine construit de nouveaux aéroports et de nouvelles stations de radio. Elle construit également une importante base de missiles à Nagchu dans une zone montagneuse, à 320 kilomètres au nord de Lhassa, avec une capacité de quatre vingt dix missiles nucléaires à portée de toutes les villes indiennes.[943] La Chine prévoit aussi de relier le Tibet au Népal par une route passant par Pokhara et le district de Jomsom au Népal.[944]

Après avoir renforcé la région, la Chine se montre ouverte au dialogue avec le dalaï-lama et l'autorise à ouvrir un bureau à Beijing.[945] Le dalaï-lama proclame qu'il ne souhaite plus assumer les fonctions de chef d'État, qu'il ne souhaite plus diriger une théocratie, ni exercer un pouvoir de 'droit divin' comme par le passé. Cependant, il ne manque pas de dénoncer la «dictature intolérable» de la Chine qui interdit à ses compatriotes de pratiquer leur religion et de poursuivre leur quête du bonheur.[946] En même temps il constate qu'il y a eu quelques améliorations au Tibet. Les gens se nourrissent mieux et il y a moins de problèmes de ravitaillement. Si, dit-il, les Tibétains sont un peu moins brimés dans leur culte, la situation est encore très difficile et aucunement satisfaisante. Il prend ses distances avec certains exilés tibétains en faveur de l'indépendance totale du Tibet. Il déclare : «*I am only happy if people are genuinely happy. Then ideology or form of government does not matter.' (...) The present Chinese leadership had openly acknowledged China's past mistake in Tibet. This is quite an encouraging sign».*[947] Il dit également qu'il y a un fossé entre ce

943 Information du *Xianggang Bao* de Hong-Kong repris par l'*Indian Express* du 14 février 1982.
944 «Nepal-Tibet highway to be constructed by China», *Financial Express*, 18 août 1982.
945 Information du *Japanese Economic Journal* reprise par le *Times of India* du 30 avril 1982.
946 «Dalai Lama not keen to be head», *Statesman*, 21 mai 1982.
947 «Dalai Lama on Tibet», *Indian Express*, 29 juin 1982.

que déclarent les leaders à Beijing et ce que font les fonctionnaires locaux au Tibet. Il confirme qu'il y a plus de militaires et moins de civils han qu'auparavant.

En juin 1982, il envoie une délégation effectuer une visite de plusieurs semaines à Beijing. La délégation pose des conditions au retour du dalaï-lama, comme l'incorporation à la région autonome des territoires voisins peuplés de fortes minorités tibétaines, les régions d'Amdo et Kham, de façon à reformer le grand Tibet historique. Elle demande également à Beijing l'autonomie politique et économique que la Chine a proposé à Taïwan en septembre 1981, c'est-à- dire que tout en restant dans l'ensemble chinois le Tibet serait régi par une constitution de type occidental, avec en plus un bureau des affaires étrangères pour les questions non-politiques comme le sport, le commerce et l'éducation. Le nombre de militaires chinois présents au Tibet serait limité jusqu'à ce qu'une conférence internationale pour la paix soit réunie pour convertir le Tibet en zone démilitarisée. La Chine refuse logiquement ces conditions. Elle refuse également d'autoriser le dalaï-lama à voyager dans le monde entier après son retour en Chine, et surtout pas à Moscou ni dans l'Arunachal Pradesh, considéré comme territoire chinois mais administré par l'Inde.[948]

En juillet 1982, le panchen-lama exhorte le dalaï-lama à rentrer «à la maison» pour travailler au service de sa nation et de sa religion.[949] Il déclare : «*The Tibetan nationality is a member of the great family of all nationalities of the People's Republic of China. The Tibetans should love their nation and contribute to its progress and prosperity. They can do such useful work only in their own country. (...) Anyone who loves his own nation can never bear to live like this.*»[950] Le dalaï-lama réagit avec force et annonce qu'il ne retournerait pas au Tibet tant qu'il serait sous domination chinoise, accusant les Chinois d'utiliser le panchen-lama pour duper le monde.[951]

En juillet, le Congrès de la jeunesse tibétaine informe la *Lok Sabha* qu'il a adressé un mémorandum au Premier ministre sur les dangers que représentent pour la sécurité de l'Inde la conversion du Tibet en base militaire et le stationnement de plus de six cent mille hommes dans cette région. Narasimha Rao répond par écrit à Tariq Anwar que le gouvernement indien garde sous constante surveillance les évolutions influençant la sécurité du pays.[952]

Début août, le dalaï-lama déclare que la normalisation des relations sino-indiennes peut

948 Christopher WREN, «Buddhism, once crushed, blooms again in Tibet», *New York Times*, 20 mai 1983.
949 *Xinhua*, 18 juillet 1982.
950 *Patriot*, 20 juillet 1982.
951 *SWB/FE/7083*, 21 juillet 1982.
952 *Statesman*, 30 juillet 1982.

permettre à Beijing de retirer ses troupes du Tibet, ce qui conduirait à diminuer les tensions dans la région. La Chine, qui a systématiquement détruit le mode de vie et la culture tibétaine, a maintenant réalisé ses erreurs estime-t-il : «*I admire the courage of the present Chinese leaders in admitting their mistakes»*[953] En décembre 1982, il demande que Beijing donne au Tibet l'autonomie totale en échange de la reconnaissance que le Tibet est partie intégrante de la République populaire de Chine.[954] La Chine a en effet fait beaucoup d'efforts pour améliorer la situation au Tibet. Comme un membre du PCC local l'avoue, quasiment tous les Tibétains sont restés bouddhistes et la Chine reconstruit beaucoup de monastères détruits pendant la Révolution culturelle et accorde une certaine liberté religieuse.

En mars 1983, la communauté tibétaine en Inde demande à Indira Gandhi de donner un titre d'observateur au dalaï-lama pour le sommet des non-alignés, Indira décline poliment en disant : «*the Dalai Lama stays in this country. I have privilege of friendship with him but we have recognized Chinese sovereignty over Tibet.»*[955]

Fin mars, le gouvernement indien reçoit un memorandum signé par cent dix-huit députés indiens faisant part de leur soutien et de leur sympathie aux six millions d'habitants du Tibet. Narasimha Rao, le ministre des Affaires étrangères, répond que l'Inde regarde le Tibet comme partie intégrante de la Chine et qu'il n'est pas question de réagir aux demandes tibétaines pour l'autodétermination et l'autogestion.[956] Mai 1983 marque le trente-deuxième anniversaire de l'arrivée des troupes chinoises au Tibet et les autorités chinoises en profitent pour renouveler leur invitation au dalaï-lama par l'intermédiaire de Xue Jianhua, vice-président de la commission d'État aux Affaires des nationalités, qui déclare : «*If he prefers to stay on, to settle down here, he is welcome, and if he prefers to leave the country again, then we will warmly send him off.»*[957] Le dalaï-lama décide de continuer à faire des propositions à la Chine sur le futur du Tibet. Il réitère sa décision de visiter le Tibet en 1985 si on lui accorde une liberté de parole totale envers les Tibétains.[958]

En juillet, l'un des leaders du *Janata,* le Dr. Subramanian Swamy, de retour d'un voyage de trois jours à Lhassa, déclare que la situation est mûre pour un retour du dalaï-lama en Chine.

953 «Dalai Lama in no hurry to return to Tibet», *Times of India*, 2 août 1982.
954 «Dalai Lama's demand of autonomy for Tibet», *Hindustan Times*, 14 décembre 1982.
955 «Normalization of India-China relations», *Hindustan Times*, 13 mars 1983.
956 «Tibet an integral part of China», *Statesman*, 1er avril 1983.
957 «Dalai Lama invited by China», *Indian Express*, 21 mai 1983.
958 «Dalai to continue dialogue with China», *Indian Express*, 26 juin 1983.

Swamy a discuté de la situation avec le vice-premier chinois Wan Li qui lui a dit : «*We want the Dalai Lama back, but we can do without him too. We have the Panchen Lama and you saw what a passionate welcome he received in Tibet.»*[959] Swamy pense que si le dalaï-lama reconnaît le Tibet comme partie intégrante de la Chine, il créera le climat nécessaire pour son retour en Chine. Il ajoute que la Chine est désireuse de clore le 'chapitre tibétain'. Il déclare enfin que la présence du dalaï-lama en Inde représente une question obsédante qui pèse sur les relations entre l'Inde et la Chine et que son retour à Lhassa serait un pas de géant vers la normalisation sino-indienne.

Cependant le dalaï-lama reste inflexible et en août 1983, il demande que les Chinois fassent beaucoup plus pour améliorer la situation avant d'envisager son retour en Chine. Il dit : «*Tibetans are not happy or satisfied because despite some superficial changes the so-called liberators brought much suspicion and distrust. (...) Only once the people are satisfied and will have the maximum benefit will I consider returning.»* Il affirme également que le désir d'indépendance progresse chez les Tibétains mais dit préférer une solution non-violente conforme aux préceptes du gandhisme.[960] Devant ces déclarations ambiguës et contradictoires, la Chine, vexée, arrête cinq cents Tibétains à Lhasa.[961]

L'année suivante, un journaliste américain, John Avedon, met de l'huile sur le feu en déclarant dans le *New York Times* que 1,2 millions de Tibétains sont morts de faim et d'épuisement dans les camps de travail en trente quatre ans d'occupation chinoise.[962] En octobre 1984, une réunion secrète a lieu entre une délégation tibétaine et Jiang Ping, du Comité central du PCC. Cette réunion est infructueuse. En juin 1985, quelques temps après la reprise du commerce entre Kalimpong, au Bengale occidental, et la vallée de Chumbi au Tibet, la Chine invite l'Inde à rétablir son consulat-général de Lhassa.[963] Mais le mois suivant, un séminaire est organisé à Dharamsala avec parmi les participants des représentants de l'ex-Mandchourie, du Turkestan oriental et de la Mongolie intérieure. Peu après ce séminaire, le 14 juillet 1985, l' *Allied Committee of Peoples of Eastern Turkestan, Tibet and Inner Mongolia* est constitué en vue d'une «*coopération active plus forte dans leur lutte contre l'oppression communiste chinoise»*. L'espoir a donc été de courte durée. L'Inde et les États-Unis n'ont rien à gagner d'un règlement du problème tibétain et l'Inde ne fait rien

959 «Tibet ready for Dalai Lama's return», *Indian Express*, 19 juillet 1983.

960 «Dalai Lama on Tibetan situation», *Statesman*, 30 août 1983.

961 «Mass arrest of Tibetans in Lhasa», *Patriot*, 27 septembre 1983.

962 *New York Times*, 23 juin 1984.

963 La Chine propose également que l'Inde rouvre son consulat-général de Shanghai en échange d'une réouverture des consulats chinois de Bombay et Calcutta. Voir «China invites India to re-open mission in Tibetan Capital», *SWB/FE/7975*, 12 juin 1985 et *Telegraph*, Calcutta, 25 juin 1985.

pour aider la Chine dans ses tentatives de règlement de cette question. Même si la présence sur le sol indien du dalaï-lama gêne Delhi et le rapprochement avec Pékin, elle lui procure un contre-poids indispensable à l'aide chinoise aux rebelles du nord-est en cas de guerre contre la Chine et Delhi n'est pas prêt à renoncer à cette carte.

Après 1985, la Chine fait de nouvelles tentatives pour régler la question, notamment en permettant aux Tibétains de reprendre la recherche des lamas réincarnés et en s'efforçant de développer rapidement la région par de grands projets. Les Chinois ouvrent un département de bouddhisme à l'université du Tibet et commencent la rénovation du Potala en 1987. Près de 2 000 monastères sont réouverts où s'installent près de 50 000 moines et nones.[964]

Là encore, la Chine n'est pas récompensée de ses efforts. Les exilés tibétains font de nombreuses tentatives pour s'assurer le soutien des parlementaires occidentaux et indiens. Le 17 février 1987, à la suite de la déclaration d'un responsable indien dénonçant les menaces qui planent sur la culture tibétaine, un porte parole du ministère chinois des Affaires étrangères réagit vivement. Il déclare : «*it is irresponsible to make improper comment on China's internal affairs in disregard of facts*. (…) *the indigenous Tibetan culture of China, which is of a fine tradition, constitutes an important part of the treasure-house of China's national culture. He added that the Chinese Government pays great attention to the preservation, succession and development of the traditional culture of Tibet*. (…) *The work done in this aspect by the Chinese Government has far exceeded that of any other period in China's history.*»[965]

En cours d'année, le dalaï-lama effectue une grande tournée en Occident. Il se rend en mai aux États-Unis où il réussit à convaincre deux parlementaires américains d'introduire une résolution condamnant la Chine pour violation des droits de l'homme au Tibet et qui en appelle à soutenir les réfugiés tibétains. Une résolution est votée. En septembre, le dalaï-lama prononce un discours très ferme: «*Despite the holocaust inflicted upon our people in the past decades of occupation, I have always striven to find a solution through direct and honest discussions with the Chinese. To our even greater dismay, the Chinese government misused the opportunity for a genuine dialogue. Instead of addressing the real issues facing the six million Tibetan people, China has attempted to reduce the question of Tibet to a discussion of my own personal status.*»[966]

964 Rajesh KADIAN, *Tibet, India and China*, op. Cit., p. 150-151.
965 «Foreign Ministry spokesman on Indian leader's comment on Tibetan culture», *News From China*, 17 février 1987.
966 Rajesh KADIAN, *ibid.*

Malgré les critiques qu'il adresse à la Chine, le dalaï-lama formule une nouvelle proposition en cinq points:

1. Transformation du grand Tibet en zone de paix, ce qui nécessite l'évacuation par tous les militaires et installations militaires chinois.
2. L'abandon par la Chine de sa politique de transfert de population qui menace la survie même du peuple tibétain.
3. Le respect des droits humains fondamentaux du peuple tibétain et des libertés démocratiques.
4. La restauration et la protection de l'environnement naturel du Tibet et l'abandon par la Chine de l'utilisation du Tibet pour la production d'armes nucléaires et le stockage des déchets nucléaires.
5. Le début des négociations sur le statut futur du Tibet et des relations entre les peuples tibétains et chinois.[967]

Ces propositions sont bien entendu rejetées par la Chine. Quelques agitations auront lieu par la suite mais sans conséquences, la Chine prenant bien soin de gérer la situation avec modération.

En 1987, les rumeurs se font plus précises sur les forces nucléaires chinoises installées à Nagchuka. Le journaliste américain John Avedon parle de quatre-vingt-dix missiles nucléaires pointés en direction de l'Inde, dont soixante-dix de moyenne portée et vingt de portée intermédiaire. L'auteur qui parle de la militarisation du Tibet déclare qu'il y a à présent dans cette région dix-sept stations de radars secrètes, quatorze aéroports majeurs et de vastes bases souterraines.[968]

III.7 La rivalité sino-indienne dans l'océan Indien et en Birmanie

La Chine, pour assurer sa nouvelle ambition de développement économique est consciente qu'il faut qu'elle se dote d'une meilleure flotte de guerre pour protéger ses approvisionnements en matières premières. Elle consacre donc au cours des années 80 un important budget à l'amélioration de sa flotte. Les premiers sous-marins nucléaires stratégiques chinois, de classe *Xia*, sont envoyés pour une mission de familiarisation dans l'océan Indien en 1983. Cela ne passe bien entendu pas inaperçu et Morarji Desai demande la position du ministre de la Défense indien sur ce problème. Narasimha Rao lui répond le 18 janvier 1985 que ce plan de modernisation chinois aurait probablement un impact sur l'environnement sécuritaire maritime dans l'océan Indien, il ajoute que

967 *Ibid.,* p. 152.

968 «No Chinese missiles aimed at India», *The Times of India*, 14 juillet 1987.

la Chine a aussi été un fournisseur de la marine de guerre pakistanaise. Il précise que tout cela aurait des implications sur la sécurité de l'Inde. Il termine en disant : «*The Government reviews constantly the growing threat to India's security from the induction of naval hardware in our areas of interest. The Indian Navy's acquisition and construction plans are suitably updated to meet emerging or possible situations»*[969] En décembre 1985, un destroyer et un navire de ravitaillement font escale dans des ports du Bangladesh, de Sri Lanka et du Pakistan.[970] Nous avions vu que les contacts entre les marines chinoises et bangladaises s'étaient intensifiées. Une deuxième mission d'expérimentation est entreprise fin 1986.[971] Pour répondre à cette présence, l'Inde achète à l'URSS un sous-marin nucléaire capable de transporter des missiles nucléaires en janvier 1988.[972] Tout ceci empêche l'établissement de l'Asie du Sud en zone non-nucléaire.

L'Inde est aussi préoccupée par Sri Lanka qui aurait demandé à la Chine entre autres de lui fournir des armements et une assistance technique pour combattre les Tigres tamouls. La Chine dément: «*The relevant report is a sheer fabrication and is not ture»*[973]

La Chine de son côté s'inquiète de l'expansion de la marine indienne dans l'océan Indien et de ses ambitions. Le *Renmin Ribao*, citant un journal australien, dit qu'un officier retraité de la marine indienne a déclaré : «*India must become a dominant military superpower between the Suez Canal and Singapore.»* Le quotidien laisse entendre que l'objectif de l'Inde est de mettre en place une vaste sphère d'influence du golfe Persique au détroit de Malacca et que la stratégie de la marine indienne est passée de la défense côtière au combat océanique.[974] Le journal note également l'importante augmentation du budget militaire de l'Inde et notamment de la part de la marine, que le gouvernement de Delhi veut moderniser. Il est vrai que l'Inde a acheté entre autres à l'Union soviétique deux sous-marins de classe Kilo, l'Inde a également acheté du matériel à l'Angleterre, l'Allemagne Fédérale, la France et d'autres pays. La Chine n'est pas la seule à douter des intentions réelles de l'Inde dans l'océan Indien et, lors d'une interview, Rajiv Gandhi précise la politique de l'Inde. Il met en avant la «zone de paix»:

«*Faire de l'océan Indien une zone de paix signifie deux choses. D'abord que les puissances extérieures n'y amènent pas leurs flottes. Et surtout leurs flottes nucléaires. Ensuite que les États*

969 «China naval build-up poses a threat», *Hindustan Times*, 19 janvier 1985.
970 *FBIS-China*, 27 janvier 1986, p. K4.
971 «Nuclear Sub Sets Records on First Trip», *FBIS-China*, 2 janvier 1987, p. K1.
972 *Far Eastern Economic Review*, 7 avril 1988, pp. 25-26, *Pacific Defence Reporter*, mars 1988, p. 5.
973 «Sri Lanka request for arms», *Hongkong Standar*d, 1er avril 1986.
974 «India's new developments on implementation of oceanic strategy», *Renmin Ribao*, 9 mai 1988.

riverains concluent des accords de non-agression et de dénucléarisation. Ceux qui y sont le plus hostiles sont les États-Unis qui possèdent une grande base à Diego Garcia.»

Que vous voudriez voir démanteler?

Bien sûr.

N'est-ce pas là faire le jeu de l'URSS?

Non, si tout le monde s'en va, personne ne gagnera.

Sauf vous qui resteriez et qui seriez alors les plus forts...

Non. Vous savez nous n'avons qu'une toute petite marine dont le rayon d'action est limité à la protection de nos côtes.»[975]

Dans le même temps, tout comme les Indiens sont préoccupés par le renforcement des voies de communication entre la Chine et le Pakistan, ils s'inquiètent du renforcement des liens sino-birmans. Au cours de l'année 1985 en effet le président birman Ne Win reçoit le président chinois Li Xiannian, une visite exceptionnelle car il est très rare qu'un officiel chinois de ce niveau quitte la Chine. Un accord renforce les liens économiques et politiques entre les deux pays. Un député indien déclare à propos de ces maneuvres chinoises : «*I am just saying, I am warning, I am telling you here today that, if we are not careful, the next invasion to India, if we come into conflict with China, will not only be down the Himalayan escarpment, but through Burma, by land and sea. The shadow of China is dominating on Burma today. (...) Is Burma less important than any other country? (...) What is our presence in Burma today? Non-existent, nothing. Commercially, the Japanese dominate the scene. Then, the South Koreans and then the French are there and politically the Chinese dominate the scene. (...) We face no troubles. We have no problem with Burma. But that does not mean that there will not be troubles tomorrow.»*[976] A partir de 1988 mais surtout de 1989, la Birmanie va devenir l'une des priorités de la politique étrangère chinoise, mais cela dépasse le cadre de notre étude.

975«La sécurité de l'Inde», *Politique étrangère*, Volume 50, numéro 3, p. 597-598.
976 *Ibid.*

IV Le problème frontalier

A partir de 1979, la Chine commence à faire des ouvertures à l'Inde concernant la possibilité de discuter du problème frontalier. Ces négociations, qui débutent en 1981, vont se montrer beaucoup plus compliquées que prévu et n'aboutir à rien de concret. Il est cependant nécessaire d'aborder ce problème que nous avions mis de côté dans nos deux premières parties puisque les deux pays n'avaient pas parlé de cette question, ou si peu. Nous ferons donc un rappel historique, puisque ce problème remonte au XIXe siècle, nous verrons ensuite les huit rounds de négociations qui se sont déroulés entre 1981 et 1988.

IV.1. Les origines du contentieux

Le problème frontalier sino-indien est un problème légué par l'histoire comme aimait le rappeler Zhou Enlai. Les Britanniques ont quitté l'Inde en 1947 en laissant la frontière entre l'Inde et le Tibet mal définie et sujette à controverse. Deux zones importantes posent problème et nous commencerons par la zone de l'Aksai Chin, au nord-ouest de la frontière, occupée par la Chine et revendiquée par l'Inde. Une troisième zone, appelée le secteur central est également disputée entre les deux pays, elle est contrôlée par l'Inde mais revendiquée par la Chine. Cette zone a cependant toujours été calme et ne sera pas abordée ici.

IV.1.1 Les origines du contentieux dans le secteur ouest

Au XIX^{e} siècle, les impérialismes russe et britannique s'affrontent indirectement pour le contrôle de l'Asie centrale. Le Tibet, alors protectorat chinois se retrouve au centre des ambitions des deux pays. Dans les trois mois qui suivent la signature du traité d'Amritsar en avril 1846, les Britanniques mettent en place une commission pour déterminer les frontières entre l'Inde et le Cachemire et entre le Cachemire et la Chine. Avec les problèmes que connaît l'empire chinois au Xinjiang et les aléas politiques au Cachemire, pour un temps, l'Aksai Chin, zone quasi désertique, n'est plus dominée par aucune puissance.[977] Ainsi, de 1863 à 1878, les Chinois sont absents de la région.

977 Pour les détails sur cette question très compliquée, voir John LALL, «Maps and Traditional Boundaries of Ladakh», *China Report*, Vol. 25, No. 1, 1989, pp.1-11



Carte 15: la frontière sino-indienne, les zones en rouges sont les zones disputées entre les deux pays



Carte 16: la partie ouest et centrale de la frontière sino-indienne.

Les Chinois se contentent de recréer leur administration locale jusqu'à leur ligne de postes au nord de la chaîne de Kuenlun, et ne font que collecter les droits de pacages des Kirghizes à Shahidula et Suget, ne voyant pas l'intérêt d'installer une administration locale dans une telle zone.

Le gouvernement anglo-indien prend à ce moment là deux décisions importantes : premièrement, la frontière de l'Aksai Chin n'a jamais été définie. Deuxièmement, «*any boundary line that we may draw can only be arbitrary, until it has the consent of the Chinese authorities.*»[978]

La justification de l'Inde à sa revendication sur l'Aksai Chin est la création en 1863 d'un poste de police par le Wazir du Ladakh à Shahidula sur lequel elle s'appuie pour intégrer l'Aksai Chin au Ladakh. Mais ce poste est abandonné en 1867.

Les Britanniques reviennent alors à la charge par l'intermédiaire du capitaine Younghusband qui effectue deux 'missions d'exploration géographique et politique' au delà du Karakoram en 1889 et 1890. Les Chinois répondent immédiatement à cette mission en déclarant que cette zone fait partie de leur empire, et précisent deux ans plus tard que leur zone de domination va jusqu'à la passe de Karakoram.

Les Britanniques n'ont que faire d'étendre leur domination au delà du Karakoram, ce qu'ils veulent à tout prix, c'est éviter que les Russes s'y installent. Le ministre des Affaires étrangères (*Foreign Secretary*) britannique, Sir Mortimer Durand, et le vice-roi Lord Lansdowne vont alors avoir une attitude des plus équivoque vis-à-vis de la question.

En 1892, lorsque les Chinois déclarent que les territoires allant jusqu'à la passe de Karakoram fait partie de leur territoire, le durbar du Cachemire demande au gouvernement anglo-indien d'intervenir. Le représentant britannique à Beijing ne réagit pas. L'Aksai Chin quand à lui reste totalement dans le flou quant à son statut, n'ayant pas été revendiqué par la Chine en 1892, il est en situation de '*Res Nullius*'. Il semble à ce moment là qu'en l'absence de discussions entre les deux pays, les Britanniques et les Chinois pensent chacun de leur côté qu'ils sont les possesseurs de l'Aksai chin, les Chinois par leur demande de droits de pacages au Kirghizes locaux et les Britanniques par l'installation du poste de police évacué par la suite. Ni l'un ni l'autre n'ayant l'intention d'effectuer une occupation effective de la zone, la situation en reste là.

En 1898, la Chine revendique l'Aksai chin. Une proposition de frontière est formulée par le gouvernement anglo-indien le 27 octobre 1898, la Chine ne répond pas.

En 1931, les traités d'Aitchison contiennent la phrase : «*The northern as well as the eastern*

978 *Ibid.*

boundary of the Kashmir State is still undefined»[979] A chaque fois qu'un convoi indien passe en Aksai Chin et est intercepté par les autorités locales, la Chine s'adresse aux autorités indiennes pour notifier le fait que l'Aksai Chin est bien un territoire chinois et jusqu'en 1945, les cartes de l'Inde dressées par les Britanniques montrent l'Aksai Chin de la même couleur que la Chine.[980]

En 1945, avec Sir Olaf Caroe, les choses changent et une nouvelle carte de l'Inde représente l'Aksai Chin comme frontière indéfinie. Un peu plus tard, un Britannique, Sir H. A. F. Rumbold, un ancien fonctionnaire de l'India Office, commentera l'attitude du gouvernment indien indépendant de la façon suivante : «*The basic trouble is that, whereas the Raj aimed at borders in the remote areas of the Himalayas and Karakoram mountains which were administratively convenient and were ready to be flexible about them, independent India elevated lines drawn by cartographers into status symbols with the sanctity of Holy Writ. In the northwest, in the frozen, uninhabitable, wilderness of Aksai Chin, where 200 miles separated the areas in which Indian or Tibetan authority ran, there was no need of a defined frontier in the days of the Raj: and…there was none*. (…) *In 1929 the Simon Commission wished to include a map of India in volume I of their report; and the question arose how India's northern frontiers should be shown. In researching his point for them, I found nothing in the India Office records to justify the line on the Kuenlun range indicated in some maps; the Commission's map accordingly adopted a line roughly along the crest of the Karakoram range, excluding the Aksai Chin. But the post-independence Government of India fought a war over this worthless area»*[981]

La situation en reste là jusqu'à l'accession à l'indépendance de l'Inde et à la création de la République populaire de Chine. En novembre 1950, avec la reprise du contrôle du Tibet par la Chine, Nehru s'inquiète. L'Inde indépendante s'en tient aux cartes britanniques qui lui sont le plus favorable et n'a aucune intention d'abandonner ses revendications sur ces territoires.

La Chine de son côté, à partir de son occupation effective du Tibet en 1951 reprend les vieilles cartes du Guomindang, et construit une route dans l'Aksai chin en 1956-57, ce qui provoque un tollé en Inde. Nehru, du fait de son intransigeance, manque une occasion de régler le problème de l'Aksai Chin au cours des années 50 et les tensions qui naissent autour de la question frontalière mènent à la guerre sino-indienne de 1962. En octobre 1958, l'Inde remet une protestation officielle à la Chine concernant la construction de la route de l'Aksai Chin. Au parlement, Nehru se montre

979 K. GUPTA, «A note on source material on the Sino-Indian border dispute-Western Sector», *China Report*, Vol. 17, No. 3, mai-juin 1981, p. 51-55.
980 *Ibid.*
981 *Asian Affairs*, juin 1977, pp. 210-212.

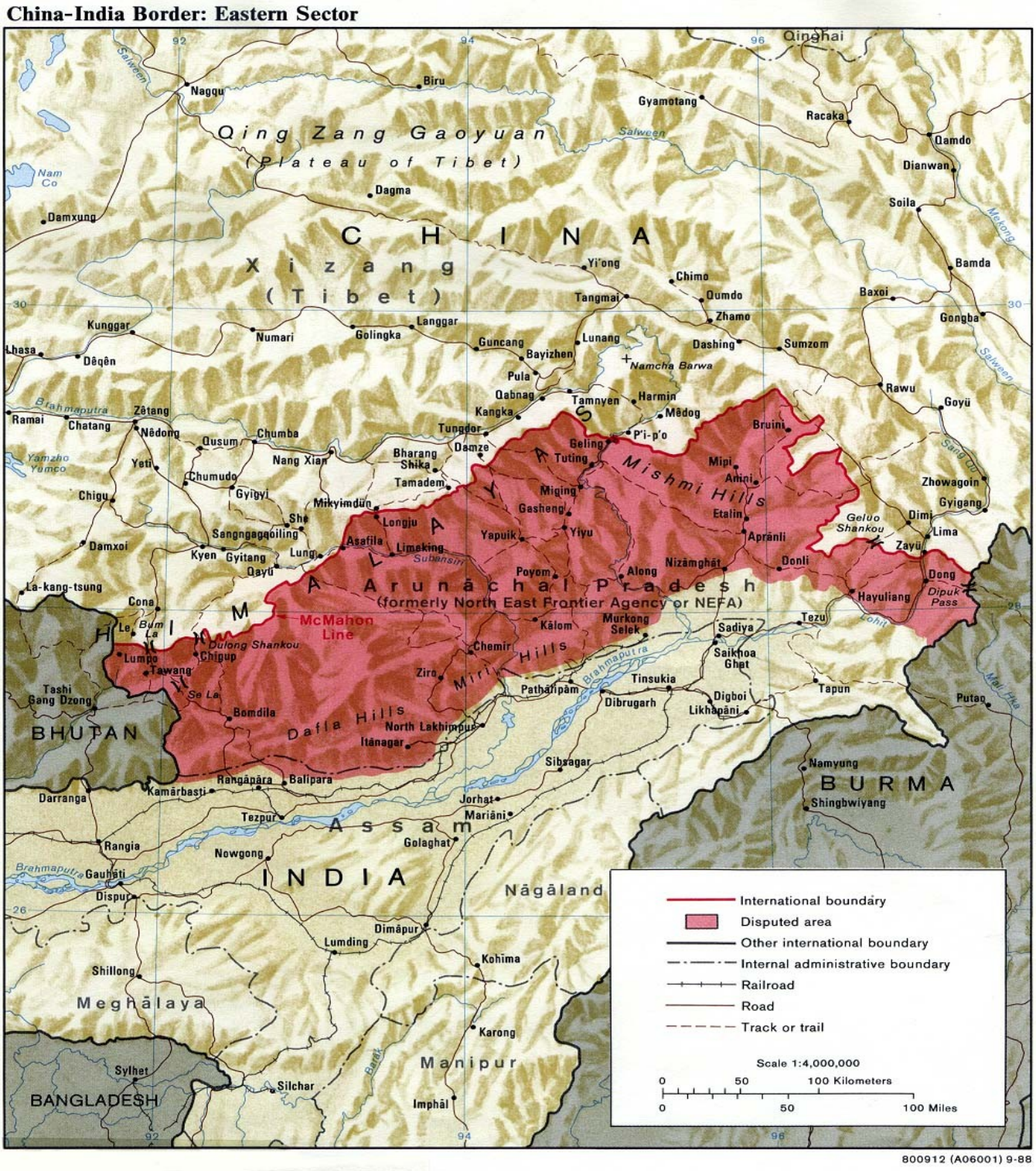
moins virulent sur l'Aksai Chin que sur la ligne McMahon qui constitue le second problème frontalier entre la Chine et l'Inde.

IV.1.2 Les origines du problème dans le secteur est

Venons en à présent à la deuxième zone frontalière revendiquée par les deux pays, la zone nord-est appelée NEFA (*North East Frontier Agency*) au sud de la ligne McMahon et qui s'appelle aujourd'hui l'Arunachal Pradesh. Cette zone contestée est occupée par l'Inde et revendiquée par la Chine.[982] La frontière du nord-est de l'Inde a toujours été considérée par les Britanniques comme stratégique d'un point de vue militaire, surtout lorsque la Chine, en pleine révolution nationaliste reprend ses prétentions sur le Tibet. En 1911, les troupes chinoises sont au Tibet. Il devient alors urgent de fixer la frontière entre l'Inde britannique et le Tibet. Avant la tentative britannique, personne n'avait fixé la frontière de façon précise, comme dans le cas de l'Aksai Chin et l'Inde et le Tibet étaient séparés, non par une frontière, mais par un vaste *no man's land*. Comme pour l'Aksai chin, c'est la crainte de l'expansionnisme russe qui pousse le gouvernement du vice-roi à vouloir définir de façon précise la frontière. Les Britanniques vont alors aider la Chine dans sa tentative de reprendre pied au Tibet. Ils commencent à avoir une bonne connaissance de la zone entre le Tibet, l'Assam et la Birmanie grâce à leurs explorateurs et géographes.

En 1914 a lieu la conférence de Simla qui a pour but de fixer la frontière entre l'Inde britannique et le Tibet. La Chine républicaine est présente mais ne ratifie pas le traité de Simla qui définit la ligne McMahon comme la ligne frontalière. Beijing affirme que le gouvernement chinois n'a pas eu accès à la carte sur laquelle figure la ligne McMahon et que seuls les représentants tibétains et britanniques en eurent connaissance. Dès 1914, la Chine est donc en désaccord avec ce qui deviendra l'Inde indépendante. Pour elle, la ligne est trop au nord et englobe des populations tibéto-birmanes vassales de Lhassa et faisant donc partie de la Chine. La Chine se montre cependant conciliante et n'envoie pas d'expéditions armées au sud de la ligne McMahon. Le second problème est que la ligne frontalière est très peu précise car elle a été tracée d'un trait épais sur une carte à l'échelle 1/3 500 000è.

982 Pour la position complète de la Chine, voir Annexes, document 24.



Carte 17: Frontière sino-indienne, secteur est

IV.1.3 La guerre de 1962

A partir de 1959, les tensions vont monter entre Chinois et Indiens sur la question frontalière. L'Inde refuse un compromis alors possible avec la Chine et se lance dans une «politique de l'avant» (Forward Policy) qui consiste à grignoter le territoire frontalier dans les zones contestées jusqu'à se retrouver face-à-face avec l'armée chinoise. Toutes les raisons de l'attaque chinoise ne sont encore aujourd'hui connues. Le 8 septembre 1959, une lettre de Zhou Enlai précise à l'Inde les revendications territoriales chinoises. En 1960, l'Inde commence à établir des postes dans l'Aksai Chin en réaction à la construction d'une route carrossable de 1200 km reliant le Xinjiang au Tibet via l'Aksai Chin.

Avec la révolte tibétaine et la fuite du dalaï-lama en Chine, la tension monte entre les deux pays et le Parlement indien fait pression sur son gouvernement pour renforcer la présence militaire indienne le long de la ligne McMahon et «expulser les Chinois des terres indiennes». Dans un premier temps, les deux pays tentent d'apaiser les tensions. La Chine est alors prête à reconnaître la ligne de contrôle comme frontière définitive tandis que l'Inde souhaite récupérer tous les territoire qu'elle considère comme siens. Nehru adopte cette position intransigeante pour contenter son opinion publique influencée par les partis nationalistes et conservateurs indiens comme le Jan Sangh et le Swatantra.[983]

En juin 1962, les Indiens créent un nouveau poste à Dhola, dans la région de Tawang. En septembre, la Chine envoient à leur tour des troupes à proximité car ils considèrent que ce poste indien est au nord de la ligne McMahon. L'armée chinoise lance une première offensive le 19 octobre qui lui permet d'occuper tous les postes indiens dans les secteurs contestés de l'Aksai Chin et de la ligne McMahon. Le gouvernement chinois renouvelle sa proposition de 1959 sans succès. Les forces chinoises lancent donc le 17 novembre une deuxième offensive plus puissante qui écrase les forces indiennes à plusieurs endroits clés de la frontière. L'Assam leur est ouvert mais la Chine décide d'un cessez-le-feu unilatéral et du retrait de ses forces à 20 kilomètres de la ligne de contrôle effectif telle qu'elle était à la date du 7 novembre 1959.

983Jyotsna SAKSENA, *le conflit sino-indien de 1962*, dans Jacques Weber (éd. sc.), «Les conflits en Asie du Sud, 1947-1999», Guerres mondiales et conflits contemporains, No. 195, septembre 1999.

IV.2 L'échec des négociations frontalières, 1981-1988

IV.2.1 Les contacts et les points de vue chinois et indien sur la frontière 1977-1981

Avant le véritable début des discussions frontalières, des déclarations avaient été faites de part et d'autre sur la possibilité d'ouvrir les discussions. En réponse au vice-ministre des Affaires étrangères chinois qui avait dit que la question frontalière était négociable si une initiative appropriée était prise à un niveau diplomatique, le ministre indien des Affaires étrangères Vajpayee déclare en août 1977 qu'il est prêt à répondre à toute initiative chinoise pour résoudre le problème frontalier. Il dit ça en réponse.[984] Le 17 novembre 1977, Vajpayee répond à une question si la Chine a exprimé son désir de négocier : «*we have clarified that while the government welcomes these statements reportedly made by Chinese leaders, there has yet been no specific proposal from the Chinese side made directly to the Government of India on holding negotiations with India regarding the outstanding questions…*
We have already taken several initiatives to expand contacts to mutual benefit between India and China on the basis of reciprocity and mutual benefit. We do not believe that the outstanding border question need be an obstacle to the improvement of beneficial bilateral relations, as is proper between two large Asian countries such as China and India…»[985]

Le 26 novembre 1977, au cours d'une interview pour le journal japonais *Yomiuri Shimbun*, le Premier ministre Desai déclare que tant que le problème frontalier ne sera pas réglé, Il ne pourra pas y avoir une compréhension complète entre les deux pays : «*Our territory is in possession of China. Therefore, they have to take the next step. We will respond adequately. We do not want to resolve the issue by war, but peacefully.*»[986] En juin 1978, Desai, lors de sa visite aux États-Unis, au cours d'une interview sur NBC persiste : «*All depends on China. But we are determined not to go to war on that issue. We don't want to take back the area which we say they have taken from us by force. We don't take by war. We have sufficient patience to see that friendship, if they mean it, is restored so that this question is solved.»*[987]

984 «The Border Issue,» *The Statesman*, 17 août 1977.
985 *SWB/FE/5671*, 19 novembre 1977.
986 *SWB/FE/5677*, 26 novembre 1977.
987 *National Herald*, 23 juin 1978.

En août 1978, Vajpayee accorde une interview à la *Far Eastern Economic Review* dans laquelle il dit que l'un des problèmes majeurs de la question frontalière est la présence dans l'Aksai Chin de l'autoroute chinoise qui relie le Tibet au Xinjiang. Ce problème est renforcé par l'ouverture de l'autoroute de Karakoram qui relie la Chine à Islamabad via la passe de Khunjerab et la partie du Cachemire occupée par le Pakistan. Grâce à cette route, la Chine a un passage direct vers les ports pakistanais, la mer d'Oman et le golfe Persique. La seule façon de régler le problème pour les Indiens est que la Chine leur cède tout l'Aksai Chin, ce qui rendrait beaucoup plus problématique la coopération sino-pakistanaise en cas de guerre contre l'Inde, et qu'elle accepte comme frontière la ligne McMahon. Vajpayee serait prêt à accepter que la Chine utilise l'autoroute de Karakoram pour ses véhicules civils, mais pas pour du transport de matériel militaire si elle renonçait à l'Aksai Chin. La Chine de son côté en reste au compromis suivant: elle reconnaîtrait l'Arunachal Pradesh à l'Inde en échange de l'Aksai Chin. [988]

En octobre 1978, lors de ses discussions avec Vajpayee à New York, le ministre des Affaires étrangères Huang Hua suggère que l'Inde fasse des propositions spécifiques pour résoudre la question frontalière. Vajpayee, qui prépare alors sa visite à Beijing, ne fait pas de commentaires.[989]

Le 6 avril 1979, le correspondant du *Statesman* à Beijing, Nihal Singh, interviewe le vice-ministre des Affaires étrangères He Ying, qui lui déclare : «*China has all along maintained that the boundary question should be settled through negotiations. But if conditions are not ripe we can put it aside and look forward to improving relations. Mr. Vajpayee's visit has played a positive role in improving understanding.»*[990] Nihal Singh déclare avoir rencontré un autre officiel chinois qui lui a dit que Deng Xiaoping avait offert à Vajpayee un règlement frontalier consistant à échanger l'acceptation de la ligne McMahon par la Chine contre la reconnaissance de l'Aksai Chin comme territoire chinois, ajoutant que le secteur central pose peu de problèmes. Le contact chinois de Nihal Singh ajoute que c'est un règlement favorable à l'Inde puisque le secteur est est riche et relativement peuplé alors que le secteur ouest est une terre aride et infertile. Vajpayee rejette la proposition.

988 Denzil PEIRIS, «Sino-Indian relations: Roadblock on the path to peace: Renewed focus on border problems may hinder Vajpayee's bid for better ties with Peking», *Far Eastern Economic Review* Vol. 101, No. 35, 1er septembre 1978, 18.
989 «China seeks specific proposals on border», *Indian Express*, 12 octobre 1978.
990 *The Statesman*, 6 avril 1979.

Le 21 février 1980, peu après son retour au pouvoir, Indira Gandhi déclare à un journaliste que la Chine a occupé de larges parties des territoires de l'Inde, du Bhoutan, du Népal et de la Birmanie. Le 1er mars, le *Renmin Ribao* exprime sa surprise et son regret vis-à-vis de ces déclarations qui ne tiennent pas face aux faits et qui diffament la Chine. il ajoute : «*it is well-known that the border between China and India has never been officially delimited. Nevertheless, there is a traditional and customary borderline between the two countries. China has never occupied an inch of Indian territory, but India had made a thrust northward across the eastern sector of this traditional borderline, occupied some 90,000 sq. km. of Chinese territory. What is more it raised territorial claims over large tracts of Chinese soil. China has always been in favour of a peaceful solution to the Sino-Indian border issue by means of negotiation and has made unremitting efforts to this end. This is undeniable.»*[991] Le journal ajoute que la calomnie du Premier ministre indien accusant la Chine d'occuper une portion du territoire indien peut n'être interprété que comme «*quelque chose destinée à entraver une solution raisonnable à la question frontalière et de meilleures relations entre les deux pays.»* Concernant l'occupation des territoires du Bhoutan, du Népal et de la Birmanie par la Chine, le journal la qualifie de pure invention, rappelant que la Chine a signé dans les années 60 des traités fixant les frontières avec le Népal et la Birmanie et que la frontière avec le Bhoutan est paisible et sépare deux pays en paix.

Les choses se calment rapidement car les deux pays sentent qu'ils ont plutôt intérêt à coopérer qu'à se disputer en présence d'une situation internationale tendue, et le 21 juin 1980, Deng Xiaoping propose une reconnaissance mutuelle des zones effectivement occupées, la Chine renonçant à l'Arunachal Pradesh et l'Inde à l'Aksai Chin. Il déclare : «*I think the border problem between India and China can be solved in a package deal. (...) In the eastern sector, China could recognize the so-called McMahon Line which was left over by history (...)While we can recognize the present line of actual control in the eastern sector, India should recognize the status quo in the western sector.»* Il ajoute que si aucun progrès ne peut être fait, la question peut-être mise de côté, «*This problem should not hinder development of relations between our two nations.»*[992] Cette proposition de Deng Xiaoping reprend en fait celle de Zhou Enlai vingt ans plus tôt, avant la guerre de 1962. Nous avons vu que la Chine avait déjà fait cette proposition lors de la visite de Vajpayee, mais cette fois la proposition est officielle et médiatisée et s'ajoute à la nouvelle position de la Chine vis-à-vis du Cachemire. Cette nouvelle position est que le Cachemire est un problème indo-pakistanais, alors qu'auparavant la Chine prônait l'autodétermination du peuple cachemiri. La

991 *SWB/FE/6360*, 3 mars 1980.
992 «China wants package deal», *Statesman*, 22 juin 1980.

Chine ouvre en même temps le Tibet au commerce indien.[993]

L'Inde répond de la manière suivante : «*The government of India has never accepted the premise on which it is based, namely, that the Chinese side are making a concession in the eastern sector by the giving up of territory which they allege is illegally incorporated into India. Nevertheless we welcome the prospect of the eastern sector being settled without any particular difficulty.*

As the House is aware, the India-China boundary question is long-standing and complex. After a considerable lapse of time, our two governments have only just begun to come to grips with it once more. This itself is a positive step. It may be that ways other than the package solution suggested by the Chinese government could prove more effective. In any event, I am sure the House will agree that we should proceed forward meaningfully while also keeping our best interests in mind.

It is our hope that we can settle the border question in the spirit of five principles of peaceful co-existence consistent with the national honour and interest on both sides and on the basis of equality. (...)»[994]

L'Inde prend donc la proposition chinoise pour ce qu'elle n'est pas, c'est-à-dire une reconnaissance de la ligne McMahon et une proposition de négociation sur l'Aksai Chin.

Wang Bingnan, le président de l'APCAPE est interviewé par le magazine de défense indien *Vikrant* au cours du mois de juin 1980 et revient sur la ligne McMahon, déclarant que McMahon avait suggéré une ligne frontalière lors de la conférence de Simla mais que cela n'avait pas de caractère officiel et que plus tard, les autorités britanniques avaient préparé un faux disant que la frontière avait été décidée lors de cette conférence. Wang déclare qu'il est nécessaire de régler ce problème et ajoute que les négociations ont échoué dans le passé à cause de la position indienne: "*If the Indian government insists on its claim both in the eastern and western sectors then the question cannot be solved*. (...) «*The only obstacle is the border problem. So long as both sides have sincerity and a spirit of making concessions, this problem can also be solved through negotiations*.»[995]

993 Arul B. LOUIS, «A thaw in the Himalayas: China proposes a compromise which may break a diplomatic deadlock with India stemming from the 1962 border war», *FEER,* Vol. 109, No. 28, 4/10 juillet 1980, 26.

994 Annual Report of the Ministry of External Affairs for the year 1979-80, juin 1980 (extraits), *Jain*, op. Cit. p 549-550.

995 «Interview of Wang Bing Nan, President of the Association of Chinese People's Friendship with Foreign Countries

La réaction en Inde est peu favorable. Pour la classe politique indienne, dans sa grande majorité, il n'est pas question d'abandonner un pouce de ce qu'elle considèrent comme territoire indien. Lors d'un débat à la *Lok Sabha* sur cette question, un député indien déclare ainsi : «(…) *a categorical declaration had come from this House in 1962 that they should vacate our territory. There is no issue except vacating the territory and accept the sovereign and territorial character of the areas which belong to India but have been illegally occupied by China. That alone would bring normalization of relations, as we would be free from constant threat of invasions.»*[996]

En 1981, avec la visite de Huang Hua, les deux pays s'accordent pour tenter de régler le plus vite possible le problème frontalier. Huang Hua a des discussions avec Narasimha Rao et un entretien de soixante-dix minutes avec Indira Gandhi sur ce thème. Ces hauts responsables décident que les négociations commenceront en octobre 1981. Une équipe de hauts fonctionnaires indiens se rendra à Beijing à cet effet. L'ambassadeur indien à Beijing K. S. Bajpai est chargé de commencer sans retard les discussions sur la forme que prendra ce premier round de négociations. A l'occasion de la visite de Huang Hua, l'Inde change d'attitude et s'accorde avec la Chine pour ne pas attendre une conclusion positive du problème frontalier pour aller de l'avant dans d'autres domaines. A partir de ce changement de perspective des Indiens, les échanges dans tous les domaines vont progresser de manière significative.[997]

En septembre 1981, Subramaniam Swamy, du parti *Janata*, propose que l'Inde cède à la Chine l'Aksai Chin en échange de la région de Kailash Mansarovar pour l'Inde,[998] ce qui reviendrait à échanger avec la Chine des revendications sur un secteur stratégique contre un territoire à haute valeur spirituelle puisque le mont Kailash et le lac de Mansarovar sont deux lieux sacrés pour les hindous. Il ajoute le mois suivant: «*We will have to abandon the 'I am right, you are wrong' attitude to make progress towards the right direction»*[999].

to Krishnan Kumar, editor of New Delhi's defence journal *Vikrant»*, 19 juin 1980 (extracts), *Jain*, op. Cit., pp. 539-541.

996 Intervention de Sri Ghulam Rasool Kochak (National Conference), «Reported Chinese offer to settle the border problem on the basis of present line of actual control», *Lok Sabha Debates*, 2 juillet 1980.

997 «The hesitant handshake: India and China agree to discuss their border dispute, but differ on regional», *FEER*, Vol. 113, No. 28, 3/9 juillet 1981, 13

998 *Statesman*, 24 septembre 1981.

999 *Statesman*, 4 octobre 1981.



Carte 18: le secteur de Kailash Mansarovar[1000]

De son côté la Chine s'irrite que l'Inde ne fasse preuve d'aucune réserve quant aux frontières communes jusqu'au règlement définitif, le *Renmin Ribao* déclare ainsi : «*It is our sincere hope that the Indian side would take a forward-looking attitude and stop making statements unfavourable to the improvement of relations between our two countries prior to the meeting between Chinese and Indian government officials (...) Now that China and India have decided to*

1000 http://www.traveltibetguide.com/images/imgmaps/map-kailash.gif

hold a meeting between the officials of the two countries to discuss the way to settle the border problem and develop bilateral normal relations, Indian Foreign Minister Rao went so far as to again accuse China groundlessly. This is unfavourable for a reasonable settlement of the border problem between the two countries, and is also unfavorable to the maintenance of the friendly atmosphere created by the two sides not long ago to improve the relations between the two countries. The Chinese people cannot but find this highly regrettable.

The Chinese government and people have always regarded the Sino-Indian border problem as the question left over by history. It was made complicated by the imperialist policy of aggression and expansion and sowing of dissension. The Chinese side has all along held that the two sides should take the attitude of equality and mutual accommodation towards finding a just and reasonable solution of the problem through negotiation, taking into consideration both the historical background and the current situation as well as the national sentiments of the two peoples. We are firmly convinced that the Sino-Indian border problem can be settled provided both parties are sincere, abide by the five principles of peaceful co-existence initiated by the two countries and work earnestly for it.»[1001]

En octobre 1981, la délégation indienne qui devait visiter la Chine annule sa visite. Cette annulation est due au fait que les autorités chinoises ont refusé de délivrer un visa à un délégué de l'Arunachal Pradesh. La Chine s'explique en disant que la délivrance d'un visa à ce délégué équivaudrait à reconnaître la souveraineté indienne sur cette région.[1002] L'Inde a certainement voulu pousser par là-même la Chine à reconnaître la ligne McMahon mais la Chine réplique réaffirmant ses revendications territoriales au sud de la ligne McMahon.

IV.2.2 Le premier round des négociations frontalières

Au moment de l'ouverture du premier dialogue frontalier officiel entre la Chine et l'Inde, en décembre 1981, le comité du souvenir du docteur Kotnis prend position sur la question frontalière. Il est d'avis d'étudier la question et de prendre au sérieux le 'package deal' proposé par la Chine. Le comité établit un rapport intitulé : «*India-China Border Issue: Compilation of facts and views»*. Dans ce rapport il est dit : «*As the successor State to the British Raj, the government of free India has to accept the correct position and not the legacy left by the British in regard to the border, as in regard to other assets and liabilities.»* Le rapport met en cause les machinations de Sir Olaf Caroe,

1001 *Renmin Ribao*, 30 septembre 1981.
1002 «India Delegation Cancels Visit to China», *NYT*, 14 octobre, 1981.

alors ministre des Affaires étrangères du gouvernement anglo-indien : «*the original records of the abortive Tripartite Simla Conference (1913-14), which dealt only with the Sino-Tibetan boundary and were printed in the Aitichison Treaties*[1003] *(vol. 14, 1929) were suppressed. By a process of forgery, Caroe produced a new version of Aitchison's Treaties (Vol. 14) in 1938, but with an imprint of 1929. In this book it was falsely presented that the McMahon line running along the Himalayan watershed was based on tripartite treaty arising from the Simla conference.»*

Concernant le secteur ouest, le rapport dit: «*About the western sector of the northern frontier, it was stated, we find that up to 1928, the boundary was shown along the Karakoram watershed line, leaving Aksai Chin beyond the Indian territory. In 1945, Sir Olaf Caroe tried to push this northern frontier east of Karakoram Pass to register a vague claim up to Kuenlun mountain. But then he did not dare to make a categorical claim over this region for British India, and the Survey of India map carried the remark «Boundary undefined». In July 1954, the Government of India issued a new map deleting the word «undefined» over this region. Since most of the previous Survey of India maps were withdrawn from circulation, the Indian Parliament and the public were misled to believe that Aksai Chin was legally a part of India.»* En conclusion le rapport ajoute que l'atmosphère est propice à l'amitié sino-indienne: «*But we have to be on our guard against the machinations of the imperialist powers to spoil a friendly approach to China. For the imperialist powers the signs of good Sino-Indian relations are an alarming development. No wonder that there are forces within the country who would oblige the imperialists, as they did not provoke hostility in the pre-1962 crisis. Only strong public opinion can stall their sinister moves.»*[1004]

Ce rapport n'est pas suivi par le gouvernement indien et la majorité de l'opinion indienne reste hostile à tout compromis. Peu avant le départ de l'équipe indienne, Indira Gandhi décide d'accepter l'invitation de Zhao Ziyang d'effectuer une visite d'État en Chine, lors de leur rencontre à Cancun en octobre, elle n'aura finalement jamais l'occasion de le faire. De son côté, la Chine fait comme nous l'avons vu un geste avant l'arrivée des négociateurs en autorisant de petits groupes de pèlerins indiens à visiter des lieux saints au Tibet.

Le 10 décembre, la délégation indienne arrive à Beijing pour le premier round de discussions. le détail de ces discussions est tenu secret, mais personne n'attend de percées. Ce

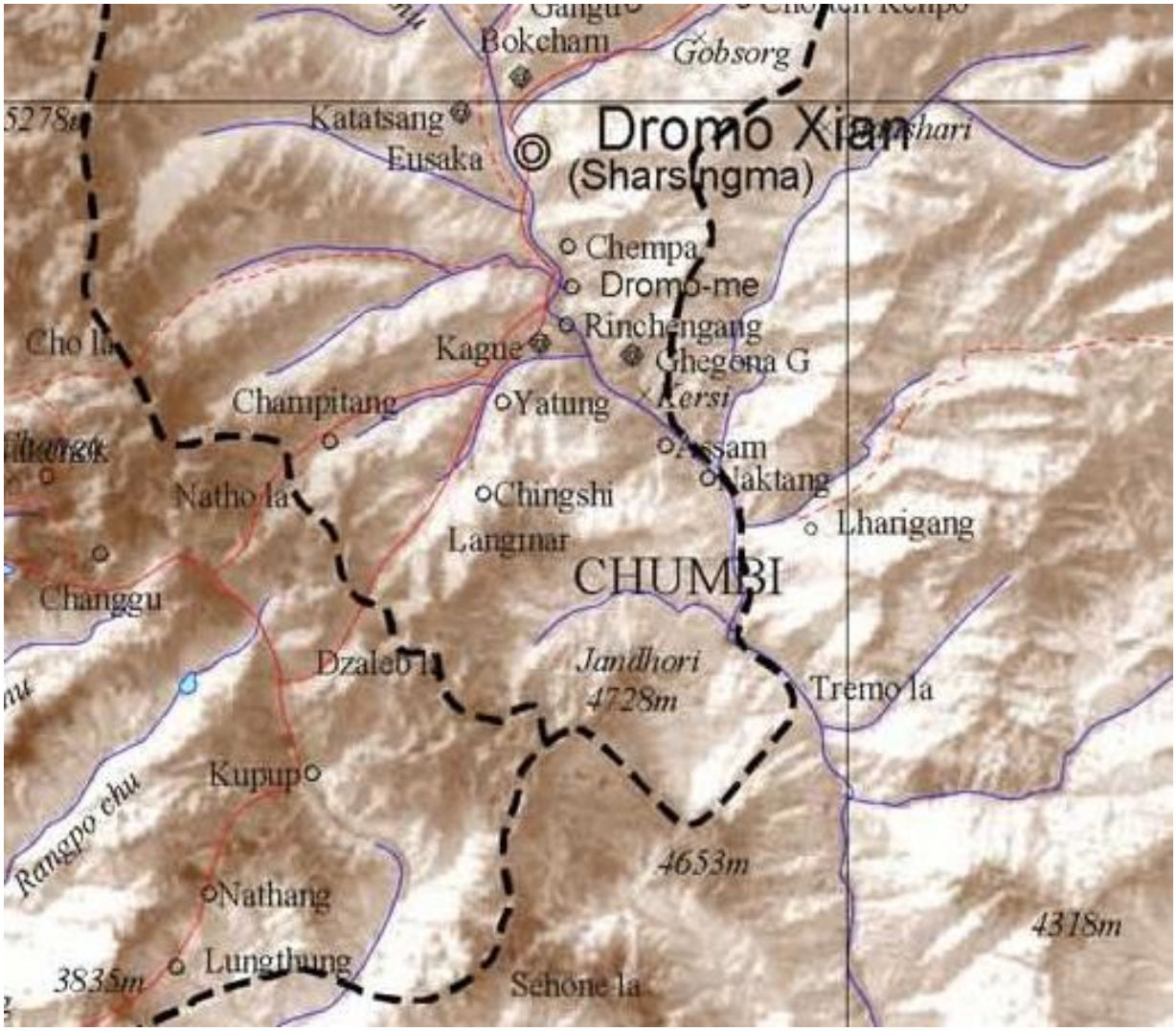
1003 La série d'ouvrage qui comporte l'ensemble des documents relatifs au traité de Simla.
1004 *Statesman*, 3 décembre 1981.

premier round a pour but de s'entendre sur un cadre politique pour régler ce problème complexe et émotionnel et pour discuter des contacts scientifiques, culturels et commerciaux, les deux délégations sont divisées en petits groupes dans l'après-midi, chacun s'occupant d'une question particulière.

La délégation indienne est composée de Ranjit Sethi, secrétaire adjoint du ministère des Affaires extérieures, G. N. Rao, ambassadeur à Ulan Bator, Manorama Bhalla, secrétaire du conseil des Relations culturelles, Usha Vohra, secrétaire adjointe du ministère du Commerce et de deux autres fonctionnaires. La délégation chinoise est composée de Han Nianlong, qui remplace Huang Hua alors souffrant, de Chen Zhaoyuan, le directeur du département asiatique du ministère des Affaires étrangères et grand spécialiste des relations avec l'Inde, de Ding Gu, directeur du département de la Commission pour les relations culturelles avec les pays étrangers. *Xinhua* déclare que '*les discussions se sont déroulées dans une atmosphère sincère et amicale*'. Elles ont conduit à des vues identiques sur les questions de procédure ajoute UPI. Pour faciliter les négociations, l'Inde a abandonné comme préalable à la normalisation des relations le règlement du problème frontalier pour une autre formule : la normalisation ne sera pas complète sans un accord frontalier.[1005]

Le 12 décembre, le ministre des Affaires étrangères Huang Hua déclare que l'état des discussions sino-indiennes sur les frontières et sur les autres questions bilatérales aura une influence positive sur la poursuite des relations amicales entre les deux pays. C'est la première déclaration publique faite, suite aux premières discussions frontalières. Huang Hua ajoute que l'amélioration des relations, conforme au désir des deux peuples, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité en Asie et dans le monde. Les deux pays s'accordent pour accroître les contacts et les consultations sur les affaires internationales à différents niveaux. Eric Gonsalves, le représentant de l'Inde, exprime lui '*la volonté et la détermination du gouvernement indien à travailler ensemble avec le gouvernement chinois pour améliorer et développer les relations entre les deux pays*.'[1006] K. S. Bajpai, l'ambassadeur indien, et Han Nianlong, le vice-ministre des Affaires étrangères, sont également présents. A la fin des discussions, les deux parties acceptent de poursuivre les contacts dans le futur et de poursuivre leurs efforts.[1007]

1005 *Statesman*, 11 décembre 1981.
1006 *The Times of India*, 13 décembre 1981.
1007 *The Times of India*, 15 decembre 1981.



Carte 19: la vallée de Chumbi

Pour rassurer l'opinion publique indienne, Narasimha Rao, le ministre des Affaires étrangères, répond le 12 décembre à la question d'un sénateur devant la *Rajya Sabha* que l'Inde n'a pas l'intention d'échanger l'Aksai Chin contre la vallée de Chumbi (vallée du Tibet située entre le Sikkim et le Bhoutan).[1008] Il dit cependant le 17 décembre que : «*It is indeed out of our expectation that we've reached such essential result after just the first round...Both sides had exchanged ideas in every detail, though there are quite a lot of big differences between us, we all both hope that we could have a better understanding of each other's position through the talks.»*[1009]

Le ministre des Affaires extérieures indien informe les membres du comité consultatif du Parlement attaché à son ministère que rien de substantiel n'a été atteint durant ce premier round sur

1008 *Amrita Bazar Patrika*, 12 décembre 1981. Une rumeur évoquait en effet cette possibilité.
1009«Chinese and Indian officials met in Beijing to start the talks on the issues of border and bilateral relationship», *Renmin Ribao*, 18 décembre 1981.

la question frontalière puisque c'était une discussion de nature 'très préliminaire', chaque camp réiterant ses positions après une interruption de vingt ans. Rao dit également que l'Inde ne souhaite pas brusquer le rythme des progrès, avec l'idée que tant qu'une avancée ne sera pas faite sur la question frontalière, il n'y aura pas de développement équilibré dans les autres domaines.[1010]

L'année suivante, en mars, le professeur Subramaniam Swamy déclare que les documents sur la base desquels l'Inde négocie une issue au problème frontalier ont été fabriqués de toute pièce. Il accuse sir Olaf Caroe d'être responsable de ce faux qui concerne la ligne McMahon. Il déclare que celle-ci passe en fait au sud de Tawang dans l'Arunachal Pradesh. Il déclare également que la ligne McMahon n'a pas été considérée à l'époque comme la frontière officielle mais comme le résultat d'une discussion privée entre McMahon et le plénipotentiaire tibétain. Swamy affirme que ni l'Inde ni la Chine n'ont de documents valides qui prouvent la justesse de leurs revendications frontalières et que par conséquent, la meilleure chose à faire dans ces circonstances est d'établir une frontière mutuellement acceptable. Il précise que selon lui, cela peut signifier d'accorder à l'Inde la vallée de Chumbi et la zone de Kailash Mansarovar et à la Chine l'Aksai Chin.[1011]

IV.2.3 Le second round

C'est la Chine qui est à l'origine du deuxième round. Elle propose fin mars d'envoyer une équipe de dix membres menée par Fu Hao, le chef des Affaires asiatiques, ancien ambassadeur de Chine au Japon et ayant servi comme chancelier d'ambassade en Inde dans les années 50.[1012]

Juste avant le début du second round de négociations, la Chine est attaquée par ses ennemis traditionnels. L'URSS publie un article en faveur de l'Inde qui soulève la colère de la Chine. Le *Renmin Ribao* écrit : «*While Chinese and Indian officials were holding their second round of talks in New Delhi, Moscow set its propaganda machine in motion to viciously attack and slander China. On 15 May, Tass published a signed commentator's article, slandering China as still «occupying» large tracts of Indian territory, attacking China for «following the logic of the aggressor» at the talks and clamouring that «the fair way to solve border disputes is for China to return the occupied territory to India and abandon its territorial demands». These slanders against China from Moscow show how much it fears and opposes an improvement in Sino-Indian relations and for this*

1010 *Patriot*, 20 décembre 1981.
1011 *Hindustan Times*, 5 mars 1982.
1012 *Times of India*, 2 avril 1982.

reason plays an extremely inglorious role as a troublemaker. Everyone knows that the Sino-Indian border problem is one left-over from history and is a result of the imperialists' aggression and expansion in China. China is a victim in this respect. China never invaded or occupied any part of Indian territory. Therefore, no problem concerning the so-called 'return of the occupied territory to India and abandoning its territorial demands' has ever existed.»[1013]

De son côté, la *Tibetan Youth League* (TYC) déclare que la Chine n'a le droit ni d'altérer la démarcation frontalière ni d'échanger une partie du territoire tibétain avec les pays voisins (du Tibet). Le secrétaire général Jampal Chosang avertit l'Inde de ne se laisser par la politique fourbe de la Chine durant les discussions.[1014]

En avril, probablement pour mettre la pression sur l'Inde, la Chine critique une nouvelle fois sa relation spéciale avec le Bhoutan.[1015]

La délégation chinoise est accueillie à l'aéroport de Delhi par Eric Gonsalves, le chef des négociateurs indiens. Le deuxième round s'ouvre le 17 mai 1982 au palais Hyderabad à New Delhi. C'est une nouvelle fois Fu Hao qui est le leader de la délégation chinoise dont les membres ont pour la plupart participé au premier round. Il déclare que le premier round a apporté les premiers résultats et qu'il attend également des résultats positifs de ce second round. Les deux pays discutent aussi de l'augmentation des contacts culturels, commerciaux et scientifiques.[1016] Peu avant son arrivée, Fu Hao accorde une interview dans laquelle il déclare que les discussions qui vont s'engager sont la continuation du premier round et ont pour but d'étudier et d'explorer plus en détail les voies de règlement des questions en suspens entre les deux pays, particulièrement la question frontalière. Il déclare : «*We shall make joint efforts to seek ways to solve the problem. Besides, like the last round of talks, we shall also exchange views relating to scientific, technical, cultural, trade as well as bilateral co-operation»*

On lui demande si la Chine va reconnaître officiellement la ligne McMahon comme elle a reconnu en 1959 la frontière avec la Birmanie et dans le cas contraire, quelles sont les solutions qu'elle propose. Fu Hao répond : «*The so-called McMahon Line was delineated by British imperialists against India. Sixty-eight years have passed since this line was delineated. It is*

1013 *SWB/FE/7034*, 24 mai 1982.
1014 «China has no right to exchange territory», *Indian Express*, 14 mai 1982.
1015 *Renmin Ribao*, 4 avril 1982.
1016 «Sino-Indian official begin the second round talk», *Renmin Ribao*, 18 mai 1982.

universally known that the previous Governments of China never recognized this line. So it is still less possible for the People's Republic of China to recognize this line. We have settled boundary question with several friendly neighbours in addition to Burma. With regard to the boundary question between India and China, we hope we shall discuss it with the same kind of spirit-friendly consultation. We can have many rounds of discussions. We have patience and confidence to seek a solution. We believe the boundary question will be ultimately settled.»[1017]

Le lundi 17 mai, les négociations commencent entre les deux délégations qui sont divisées en quatre groupes de travail, le premier groupe s'occupant de la question frontalière, le second des relations économiques, le troisième de la coopération scientifique et le quatrième des échanges culturels. Il est prévu dès le début que les négociations durent cinq jours et nul n'attend de percée décisive. La délégation chinoise précise son *package deal* tandis que l'Inde met en avant sa préférence pour un règlement secteur par secteur.[1018] Les négociations durent finalement quatre jours et se terminent le 20 mai sans résultat, les divergences étant trop fortes. Le seul point positif est que les deux pays s'accordent pour continuer les discussions et se retrouver pour un troisième round à Beijing. La délégation chinoise rencontre Indira Gandhi avant son retour à Beijing.[1019]

Un porte-parole déclare que les négociations doivent se poursuivre parce que : «*the differences between the two countries on how to resolve the differences on the boundary dispute have to some extent narrowed and eliminated»*. Il ajoute cependant que les différences entre les positions des uns et des autres sur les frontières sont encore importantes et concernent chaque secteur mais que quelques progrès ont été enregistrés. Les négociations ont par ailleurs été conduites dans une atmosphère amicale et cordiale. Elles furent libres, franches et sur un grand nombre de sujets. Les deux parties ne spécifient pas la date du prochain round, chacune souhaitant d'abord analyser les débats qui viennent de s'achever mais il est décidé que le troisième round se ferait à nouveau au même niveau politique. Les deux pays présentent également leurs idées sur les principes et les méthodes qui guideront la recherche d'une solution. A la question de savoir si des progrès ont été réalisés, le porte-parole déclare que c'est comme chercher le cœur du labyrinthe où la solution repose. Les deux partis ont cherché le cœur mais n'ont pas réussi pour l'instant, il ajoute : «*However, in our search for reaching the centre, we have certainly excluded certain false starts»*[1020]. Il dit qu'avec chaque round il y a une meilleure compréhension des positions de chacun

1017 *Statesman*, 14 mai 1982.
1018 *Financial Express*, 19 mai 1982.
1019 «India and China resume border talks», *NYT*, 18 mai, 1982.
1020 *Statesman*, 21 mai 1982.

et des différences à résoudre.

En juin, Subramaniam Swamy se rend à nouveau en Chine pour une visite de quinze jours. Il passe par Beijing où il rencontre le conseiller d'État Ji Pengfei qui lui dit que la Chine est déterminée à régler la question frontalière sur le principe de concessions mutuelles, et ajoute : «*on the whole, our relations have improved each day. We require to have a positive attitude on the border question. Developments in other fields that are taking place will help the border issue to be settled».*[1021] A son retour en Inde, Swamy prétend que sur les problèmes frontaliers opposant l'Inde à la Chine une solution est en vue. Ce qu'il faut à présent, dit-il, est un appui politique aux négociations. Il demande que les deux pays parviennent à un accord avant la fin de 1983. Pour cela, il suggère une visite de Narasimha Rao en Chine.[1022]

En octobre, c'est Zhao Ziyang qui dit qu'il souhaite un règlement rapide du problème frontalier et qu'il est optimiste sur l'amélioration des relations avec l'Inde. Il déclare : «*We believe it is not so difficult to resolve the problem so long as both sides have good faith and act in the spirit of a mutual understanding and mutual accommodation.»*[1023]

Cet optimisme réciproque est de courte durée. Le 9 décembre 1982, la Chine accuse l'Inde d'utiliser le sport pour mettre en avant ses revendications territoriales. Le gouvernement indien présente en effet lors de la cérémonie de clôture des 9ème jeux asiatiques de New Delhi, le 4 décembre, deux danses de l'Arunachal Pradesh, État de l'Union fondé en 1972 mais jamais reconnu par Beijing qui le revendique.[1024]

Le gouvernement indien répond en dénonçant le caractère «pervers» des propos de *Xinhua*, ces critiques sont d'autant plus regrettables que la délégation chinoise a été accueillie avec chaleur et que sa prestation a été acclamée par les Indiens. Le porte-parole du gouvernement indien ajoute que les accusations chinoises sont contraires à l'esprit qui doit présider aux relations entre les deux pays. Il dit également que 14 000 miles carrés de territoires indien sont sous le contrôle illégal de la Chine. Il finit en disant que la proposition de *package deal* de Deng Xiaoping revenait à accepter les revendications indiennes dans le secteur est, y compris sur l'Arunachal Pradesh.[1025] En signe de protestation, le gouvernement indien annule, le 12 décembre, la visite de la délégation qui devait se

1021 *Hindustan Times*, 6 juin 1982.
1022 *Amrita Bazar Patrika*, 23 juin 1982.
1023 *Statesman*, 25 octobre 1982.
1024 *Statesman*, 9 décembre 1982.
1025 *Telegraph*, 11 décembre 1982.

rendre en Chine pour prendre part à la cérémonie d'inauguration du mémorial Kotnis. Les relations se tendent donc.[1026] Malgré tout, les deux pays maintiennent en janvier 1983 le troisième round de négociations qui doit se tenir à Beijing.

IV.2.4 Le troisième round

Peu avant le début du troisième round, un écrivain et universitaire de l'IDSA, T. S. Murty, écrit dans le journal de l'institut *Strategic Analysis* que l'Inde ne peut pas se permettre d'abandonner ses revendications sur l'Aksai Chin. Si elle le faisait, elle perdrait géostratégiquement et même économiquement sur le long terme. Il veut dire par là que l'Inde n'aurait alors plus d'accès à l'Asie centrale et plus particulièrement au Pamir. En cessant d'être une puissance en Asie centrale, l'Inde renierait son histoire car, des Maurya à l'indépendance, elle a été impliquée dans les affaires de cette région.. Il n'omet pas d'évoquer les convoitises que suscitent les grandes richesses minérales de l'Asie centrale et du Tibet et que l'Inde ne doit pas y renoncer.[1027]

Le troisième round est prévu pour durer cinq jours et pour couvrir un grand nombre de sujets, dont la propriété mobilière de chaque gouvernement chez l'autre. L'Inde possédait en effet quelques bâtiments à Beijing, Shanghai et Lhassa confisqués par la Chine en 1962. La Chine de son côté a quelques propriétés en déshérence à Calcutta. La délégation indienne, forte de cinq personnes, est menée par K. S. Bajpai, secrétaire du ministère des Affaires extérieures et ancien ambassadeur de l'Inde en Chine. La Chine est de son côté représentée de nouveau par Fu Hao, conseiller du ministère des Affaires étrangères.[1028] Concernant le problème frontalier, le troisième round, qui se déroule entre le 29 janvier et le 2 février 1983, n'apporte rien. Ils déclarent qu'il est nécessaire de discuter davantage de la façon d'aborder le problème frontalier. Le ministre des Affaires étrangères, Narasimha Rao, est invité parallèlement à effectuer une visite en Chine.[1029]

Le 11 février, Indira Gandhi à son tour s'exprime sur les tensions de décembre. Elle dit qu'en adoptant une attitude rigide sur différentes questions, les Chinois, estime-t-elle porteront la responsabilité de l'échec. Elle affirme que l'Arunachal Pradesh est une partie intégrante de l'Inde et qu'un troupe d'artistes a été invitée à Delhi pour les jeux asiatiques parce que le peuple de cet État se

1026 *Statesman*, 12 décembre 1982, voir également Mohan RAM, «Diplomatic dancing: China's protest over two dances at the Asian Games is a reminder of Peking's claims to Indian-held land», *FEER*, vol. 118, No. 52, 24/3 décembre 1982, 12.
1027 *Indian Express*, 25 janvier 1983.
1028 *Statesman*, 29 janvier 1983.
1029 *Times of India*, 3 février 1983.

plaignait d'être négligé. Quant au litige qui avait éclaté lorsque le président de l'Assemblée de l'Arunachal Pradesh avait été inclut dans une délégation programmée pour visiter la Chine, le gouvernement de l'Union n'y était pour rien puisque c'est le président de la *Lok Sabha* qui a désigné la délégation parlementaire.[1030] En juin 1983, le ministre des Affaires étrangères chinois Wu Xueqian déclare qu'il ne voit pas de solution immédiate à la querelle frontalière.[1031] Zhao Ziyang de son côté, lors de la première session du VI[e] Congrès national populaire déclare le 6 juin que les relations sino-indiennes peuvent être réglées, «*sans aucun doute (...) par des consultations mutuelles dans un esprit de compréhension mutuelle et d'accommodation mutuelle*.» Il réitère que le problème frontalier ne doit pas se mettre en travers de l'amélioration globale des relations.[1032]

Subramaniam Swamy, de nouveau en visite en Chine pour deux semaines, s'exprime lui aussi durant l'été et demande à l'Inde de jouer un rôle positif dans ces discussions frontalières et de préparer une contre-proposition à transmettre à la Chine. Il déclare : «*Time is running out for India, it is time to act'* et *'The Chinese have made a proposal which we cannot accept - but we have no counter-proposal and no one seems to be working on one».* Il souhaite également que les discussions soient conduites à un plus haut niveau.[1033] Début octobre, l'agence *Xinhua*, peut-être en réponse à l'attitude indienne, place le Sikkim dans une liste de pays étrangers incluant l'Inde et le Bhoutan pour décrire les pays d'où viennent une délégation de 150 Tibétains. L'Inde émet aussitôt une protestation verbale auprès de la Chine. Son porte-parole dit que le gouvernement a noté avec regret le fait mais qu'il exprime l'espoir que de telles références inacceptables ne se répéteraient pas dans les médias chinois.[1034]

IV.2.5 Le quatrième round

Le 22 octobre 1983, la délégation chinoise arrive à New Delhi. Le problème frontalier est le point central de discussions qui durent cinq jours à partir du 24 octobre. La Chine a proposé d'inclure dans les discussions des questions d'ordre internationale, mais l'Inde préfère donner la priorité au problème frontalier. C'est K. S. Bajpai qui mène la partie indienne. A.P. Venkateswaran, l'ambassadeur à Beijing est également présent.[1035] Côté chinois, c'est Gong Dafei, conseiller du

1030 *Hindustan Times*, 12 février 1983.
1031 *Indian Express*, 4 juin 1983.
1032 *Times of India*, 7 juin 1983.
1033 *Indian Express*, 18 juillet 1983.
1034 *Statesman*, 11 octobre 1983.
1035 *Times of India*, 13 octobre 1983.

ministère des Affaires étrangères, qui est le chef de la délégation. Le 30 octobre, les discussions se terminent. Les deux pays condamnent le recours à la force pour acquérir des territoires. Ils affirment avoir fait des «progrès raisonnables» et s'être accordés pour reprendre leurs discussions à une date ultérieure. Les deux pays parlent d'une atmosphère extrêmement amicale et ajoutent que l'analyse détaillée de la position de chacun sur la frontière a donné des résultats positifs.[1036] Le 17 novembre, Narasimha Rao déclare devant la *Lok Sabha* qu'une tentative a été faite durant le quatrième round pour mettre en place une série de principes mutuellement acceptables servant de directives pour les discussions futures. Il dit que si un terrain commun avait été trouvé durant les discussions, des différences sur certains aspects essentiels demeuraient. Les prochains rounds auront pour objectif de gommer ces différends. Rao déclare que la Chine a accepté la proposition indienne d'approche secteur par secteur, laquelle doit être «mariée» avec la proposition chinoise de *package deal*. Il continue en disant qu'à moins qu'un principe commun ne soit mis au point, «*nous ne pouvons pas adopter une proposition ou une autre*.» Rao déclare que les deux pays n'ont pas évoqué le Sikkim. C'est donc un nouveau constat d'échec. En revanche, d'autres questions ont été traitées durant ce quatrième round comme le commerce, les contacts culturels, et les échanges dans le domaine des sciences et technologies. Au même moment, preuve que les relations sino-indiennes ne sont pas au beau fixe, Rao dit à la *Lok Sabha* que le gouvernement suit de près les relations militaires sino-américaines et ses répercussions possibles sur la sécurité indienne.[1037]

En avril 1984, la ligne de démarcation de près d'un kilomètre avec le nord de la Birmanie à Diphu dans l'Arunachal Pradesh est gelée à cause des revendications chinoises dans la zone. L'ambassadeur indien en Birmanie, G. G. Swell, déclare le 17 avril 1984 que le gouvernement birman a décidé de ne pas continuer les discussions sur le règlement de la frontière indo-birmane tant que l'Inde et la Chine ne règleront pas leur problème frontalier.[1038]

En juin, c'est la Chine qui discute avec le Bhoutan pour régler leur frontière commune. Le Bhoutan revendique 768 km2 de territoire occupé par la Chine. La Chine se dit prête à un règlement avec le Bhoutan. Finalement, les deux pays s'accordent sur trois points : relation sur la base des Cinq principes, maintien du *statu quo* jusqu'au règlement du problème frontalier, règlement complet de la question frontalière. Le Bhoutan déclare à cette occasion : «*India is fully in the picture».* En effet, le Bhoutan transmet à l'Inde le contenu des discussions avec la Chine.[1039]

1036 *Deccan Herald*, 31 octobre 1983.
1037 *Deccan Herald*, 18 novembre 1983.
1038 *Times of India*, 18 avril 1984.
1039 *Statesman*, 17 juin 1984.

En août, le ministre d'État des Affaires extérieures indien, A. A. Rahim, déclare devant la *Lok Sabha* que l'Inde est intriguée par le fait que la Chine a publié une série de cartes intégrant le Ladakh et l'Aksai Chin à la Chine historique.[1040] Le *Tibetan Youth Congress* découvre que l'Encyclopédie de l'histoire tibétaine, publiée à Beijing en langue tibétaine, fait référence à l'Arunachal Pradesh comme 'partie inséparable de la Chine'. Un autre livre, '*les Annales Rouges*', publié au Tibet, présente le Cachemire comme un État-tampon entre l'Inde et le Pakistan.

En septembre, la Chine publie un nouvel atlas historique montrant des parties de l'Inde, du Népal, du Bhoutan, de l'URSS, de la Birmanie et du Vietnam, toute la Mongolie comme des territoires chinois historiques.[1041]

IV.2.6 Le cinquième round

Il a lieu à Beijing, dure six jours et se termine le 21 septembre 1984. *Press Trust of India* rapporte qu'il n'y a pas eu d'accord complet sur les principes mais que les différences ont été en partie aplanies. La délégation indienne est menée par Natwar Singh, secrétaire du ministère des Affaires extérieures, et la délégation chinoise par Gong Dafei. L'ambassadeur de l'Inde, A. P. Venkateswaran, est également présent. Les deux pays s'accordent pour commencer les discussions de fond au prochain round. La presse rapporte que les discussions ont été «*franches, amicales et l'atmosphère cordiale»*. Les deux délégations s'accordent également pour élargir le programme des discussions. Elles déclarent avoir des vues similaires sur un certain nombre de questions internationales.[1042] Une tentative de discussion secteur par secteur de la question échoue car les Chinois refusent d'admettre la pertinence des caractéristiques géographiques comme les lignes de partage des eaux, les passes montagneuses et les crêtes. Ils maintiennent que les formulations indiennes en anglais ont une signification différente de leur traduction chinoise. De plus, la délégation indienne se rend à Beijing avec des attributions très limitées à cause de la proximité des élections législatives. L'Inde ne souhaite donc pas se lancer dans des discussions trop détaillées.[1043]

1040 *Telegraph*, 2 août 1984.
1041 *Hindustan Times*, 10 septembre 1984.
1042 *Statesman*, 23 septembre 1984.
1043 «Delhi awaits meaningful moves from Beijing on border row», *The Hindu*, Madras, 2 septembre 1985.

IV.2.7 Le sixième round

Le 1er avril 1985, à l'occasion du 35e anniversaire de l'établissement des relations entre les deux pays, l'Inde et la Chine expriment leur sincère désir de résoudre leur problème frontalier et de restaurer les liens amicaux au niveau des années 50.[1044] Au cours du diner donné par l'ambassadeur de l'Inde K. P. S. Menon à cette occasion à Beijing, le ministre des Affaires étrangères chinois, Wu Xueqian déclare qu'il est nécessaire que les deux pays élèvent leur dialogue à un niveau politique.[1045] L'échec des cinq premiers rounds invite Pékin à conclure que les discussions entre hauts fonctionnaires ne mènent à rien et que le seul moyen de faire des progrès significatifs est de les élever au niveau politique. Pour l'Inde, c'est le contraire. Elle considère en effet que ce n'est que lorsque des progrès tangibles sur la question frontalière seront constatés qu'un sommet entre Deng Xiaoping et Rajiv Gandhi pourra avoir lieu. Dans le cas contraire, ce sommet pourrait être contre-productif. Un progrès tangible, cela signifie notamment pour l'Inde que la Chine n'apporte plus son soutien au programme nucléaire du Pakistan, ne s'ingère plus au Népal et reconnaisse l'intégration du Sikkim à l'Union indienne.[1046]

Le 3 octobre, Rajiv Gandhi et Zhao Ziyang se rencontrent lors d'une session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York et ont une discussion d'une heure. Les deux chefs de gouvernement se disent prêts à résoudre le litige frontalier qui n'est pas un problème insurmontable et doit être traité en priorité. Zhao décrit la question frontalière comme un legs de l'histoire mais Gandhi ajoute que c'est un point-clé de leurs relations. Tous deux admettent que cette question soit étudiée au niveau politique.

Zhao réitère l'invitation de son pays à Rajiv Gandhi. Gandhi reçoit favorablement la suggestion mais dit qu'avant que cela ne se matérialise, des étapes doivent être franchies. Les deux Premier ministres sont assistés de trois aides chacun. Rajiv Gandhi déclare que les deux pays sont d'accord sur des questions internationales comme le désarmement et la nécessité d'un nouvel ordre économique international. Zhao dit que les deux pays accordent la priorité au développement. Il déclare : «*we are watching with great interest the policies of Rajiv Gandhi, both in national and international spheres*»[1047]

1044 *Telegraph*, 2 avril 1985.
1045 *Hindu*, 12 avril 1985.
1046 *Indian Express*, New Delhi, 19 juin 1985.
1047 *Indian Express*, New Delhi, 24 octobre 1985.

Du 4 au 11 novembre 1985 se tient le sixième round à New Delhi. La délégation chinoise est menée par le vice-ministre des Affaires étrangères, Liu Xiaqing, et la délégation indienne est menée par le secrétaire du ministère des Affaires extérieures, A. P. Venkateswaran.[1048] Le 4 novembre a lieu une conférence plénière de deux heures et le lendemain matin, les leaders des deux délégations échangent leur opinion lors d'une petite session plénière. L'après-midi, les deux délégations se divisent en petits groupes de discussions sur le problème frontalier, les échanges culturels, la coopération scientifique et technologique. Le 8 novembre, la délégation chinoise quitte New Delhi pour effectuer une visite à Goa. Le 9, les discussions reprennent.[1049] Les deux pays discutent également des questions internationales. Pour la première fois, les discussions frontalières sont précises et détaillées. Les deux côtés commencent par une étude du secteur est et finissent avec une compréhension claire de la position de l'autre.

Comme lors des rounds précédents, les discussions n'amènent pas de solutions sur la question frontalière. Lors de la séance plénière finale, le 11 novembre, les deux pays s'accordent pour continuer les discussions lors d'un septième round à Beijing dont les dates seront définies ultérieurement. Ils prévoient d'y aborder l'étude du secteur central et ouest. Quelques questions très mineures sont résolues durant ce sixième round comme l'acquisition d'une propriété pour loger l'ambassade de l'Inde à Beijing et des compensations pour le terrain pris en 1967 (un terrain de la représentation diplomatique indienne avait en effet été confisqué lors de la Révolution culturelle). Ces questions sont résolues par Liu Xiaqing et J. S. Teja au cours d'un entretien de deux heures. La partie chinoise accepte de rendre disponibles 34 000 m2 de terrain par un bail de long terme à un prix inférieur à celui du marché. Cela inclut la zone sur laquelle est localisée l'ambassade indienne, la Chine s'engage à assister l'Inde dans l'extension des locaux de l'ambassade.

Le 21 novembre 1985, Rajiv Gandhi, lors d'une intervention durant l'heure réservée aux questions à la *Rajya Sabha*, annonce que l'Inde va normaliser ses relations commerciales avec la Chine tout en suspendant les discussions sur la dispute frontalière. Il a conscience que la Chine ne cèdera pas l'ensemble des territoires contestés comme le veut l'Inde et que celle-ci tente de gagner du temps, peut-être en attendant que l'URSS évacue l'Afghanistan. Les deux pays tentent de masquer l'échec des discussions en mettant en avant les progrès du commerce bilatéral et la multiplication des échanges.

1048 *China Daily*, 24 octobre 1985.
1049 «The Sixth Round of Sino-Indian official talks continue holding», *Renmin Ribao*, 6 novembre 1985.

IV.2.8 Le septième round et la crise de la vallée de Sumdorong Chu

IV.2.8.1 Les prémices de la crise

Au cours de l'année 1986, le ton monte brutalement entre l'Inde et la Chine. Cela commence avec un rapport annuel du ministère indien de la Défense qui dit que la quête déterminée du Pakistan pour acquérir la bombe atomique et la modernisation des forces armées chinoises ont des répercussions évidentes sur la sécurité de l'Inde. Les auteurs du rapport soupçonnent fortement la Chine d'avoir aidé et d'aider encore le programme nucléaire pakistanais. Le rapport préconise des contre-mesures appropriées car ces forces externes pourraient interagir avec les forces internes de dissension dans les sphères politiques et socio-économiques, aggravant ainsi les problèmes de sécurité de l'Inde.[1050]

Au même moment en effet, des responsables chinois effectuent une tournée en Asie du Sud. L'Inde soupçonne la Chine de fournir de l'aide au *Tribal National Volunteers* (TNV), un mouvement rebelle effectuant des attaques contre les forces de sécurité à la frontière nord-est de l'état du Tripura. La presse parle d'une cargaison d'armes chinoises ayant transité via le port de Chittagong au Bangladesh.[1051] Le journal indien *The Statesman* publie un article sur l'aide chinoise aux terroristes sikhs. Beijing parle de fausses rumeurs, et le gouvernement indien, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires extérieures B. R. Bhagat répond à la *Lok Sabha* que rien de tangible ne permet d'étayer ces soupçons.[1052]

La Chine dément cette 'menace chinoise' et un porte-parole officiel déclare que la soi-disant «*menace chinoise*» est «*absurde et ne mérite pas d'être réfutée*». Il ajoute: «*People find it difficult to understand the real motives behind these allegations and the impact they might have on the present efforts to further improve the Sino-Indian relations.*»[1053]

La Chine s'offusque régulièrement du manque de retenue lors des débats au Parlement indien, et critique les députés indiens qui appellent à la libération des territoires occupés par la

1050«Indian ministry of Defence report on Chinese threat», *SWB/FE/8222*, 2 avril 1986. Les forces internes de dissensions fait ici référence aux tribus du nord-est, aux tensions entre Assamais et Bangalais mais aussi aux terroristes sikhs qui sont soupçonnés de recevoir de l'aide du Pakistan.

1051 «Chinese arms deliveries to Tripura insurgents», *SWB/FE/8222*, 2 avril 1986.

1052 «China and Sikh terrorists», *The Hindu*, 10 avril 1986.

1053 «Chinese on Indian defence ministry charge», *News from China*, 9 avril 1986.

Chine au moment même où les deux pays discutent de cette question. Beijing finit par publier, le 8 mai, une réponse à ces allégations: ce n'est pas la Chine qui occupe le territoire indien, mais l'Inde qui occupe 90 000 kilomètres carrés de territoire chinois.[1054]

Au début du mois de juin 1986, le vice-ministre des Affaires extérieures, Liu Shuqing exclut la possibilité d'un règlement de la question frontalière avec l'Inde à moins que l'Inde ne fasse des concessions majeures dans le secteur est. Il déclare: «*The eastern sector is the biggest dispute and key to an overall solution* (...) '*It is not difficult to resolve this question if India adopts a reasonable and rational position*.»[1055] C'est donc un changement majeur de cap de la part de la diplomatie chinoise qui avait évoqué jusqu'à présent la possibilité de transformer l'état actuel de la ligne de contrôle en frontière définitive, c'est-à-dire d'accepter la ligne McMahon contre la reconnaissance par l'Inde de l'appartenance à la Chine de l'Aksai Chin.

Il est difficile de dire quelle est la raison de ce brusque changement de tactique. Il est possible qu'au sein du gouvernement chinois, certaines personnalités aient trouvé que la Chine avait été trop conciliante vis-à-vis de l'Inde et poussent le gouvernement à réaffirmer haut et fort ses revendications sur la partie est de la frontière pour tenter de forcer l'Inde à accepter le 'package deal' proposé par Deng Xiaoping car il semble évident que l'Aksai Chin ne sera jamais cédé par la Chine et c'est dans le secteur est que la Chine est prête à faire des concessions.

Liu continue: «*Any realistic discussion of the dispute cannot ignore the facts of history, custom and tradition and we Chinese derive truth from facts, and the fact is that China has never occupied a single inch of Indian territory.»* D'un autre côté, il dit que l'Inde a occupé progressivement des territoires chinois: «*first under colonial rule, but most of it after India's independence*.» Liu Shuqing déclare qu'une solution doit être trouvée sur la base d'un compromis et que la Chine n'a pas l'intention de recouvrer la totalité des zones en litige, mais que certains ajustements sont nécessaires. Il critique la position indienne qui consiste à demander à la Chine de faire des concessions unilatérales:

«*It is not reasonable to insist that one side alone should make unilateral concessions. That will not be acceptable to the Chinese people*. *If the dispute in the eastern sector is not resolved, how can India ask for concessions in the western sector. It is as unreasonable as to say that the whole*

1054 Le texte intégral est disponible en Annexes, document 33.
1055 «India-China Border», *Indian Express*, 3 juin 1986.

dispute should be resolved according to history and the customary and traditional boundary. That's not China's position. If India makes some readjustment and concessions in the eastern sector, then we could also make corresponding adjustments and concessions in the western sector, if India finds doing this difficult, then the border question can be left aside for the time being and we could develop relations in other fields» [1056]

L'Inde exprime son désarroi et se contente de réitérer sa position. A la mi-juin, la Chine et le Bhoutan négocient la délimitation de leur frontière à Beijing et le chef des services secrets du Bangladesh Abdul Latif est en visite lui aussi à Beijing et rencontre He Qizong et Yang Dezhi, respectivement vice-ministre de la Défense nationale et chef du département de l'état-major général.[1057] Quelques jours plus tard, Hu Yaobang, de retour d'une tournée en Europe, fait une escale au Pakistan. La Chine est donc très active en Asie du Sud.

IV.2.8.2 Le début de la crise et le septième round

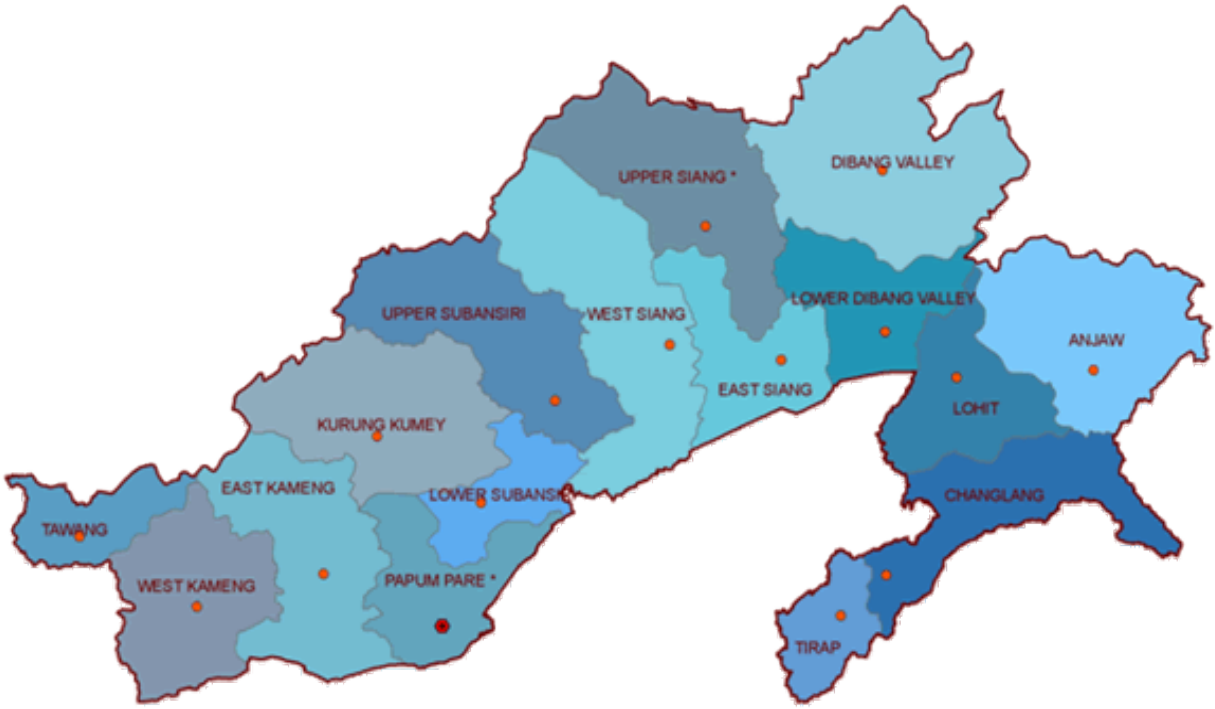
Le 16 juillet commence la crise de la vallée de Sumdorong Chu, l'évènement le plus grave depuis l'amélioration des relations à partir de 1976. La presse rapporte qu'à la mi-juin, une quarantaine de Chinois, dont certains en uniforme ont fait une incursion de six à sept kilomètres dans l'Arunachal Pradesh, dans la subdivision de Kameng, près du Bhoutan, au nord de la ville de Tawang (voir carte). Les incursions sont assez courantes des deux côtés mais cette fois les choses prennent un tour plus dangereux car les Chinois semblent s'installer. L'Inde émet une protestation officielle peu avant le début du septième round à Beijing, prévu pour se dérouler à Beijing à partir du 19 juillet. La Chine dit que ce sujet pourra être discuté lors du septième round, ce que l'Inde accepte. Les Chinois déclarent que l'Inde aussi organise des intrusions au nord de la frontière.[1058] Peu après, de nouveaux rapports évaluent à 200 le nombre de Chinois, légèrement équipés, présents dans la zone.[1059]

1056 *Idem.*

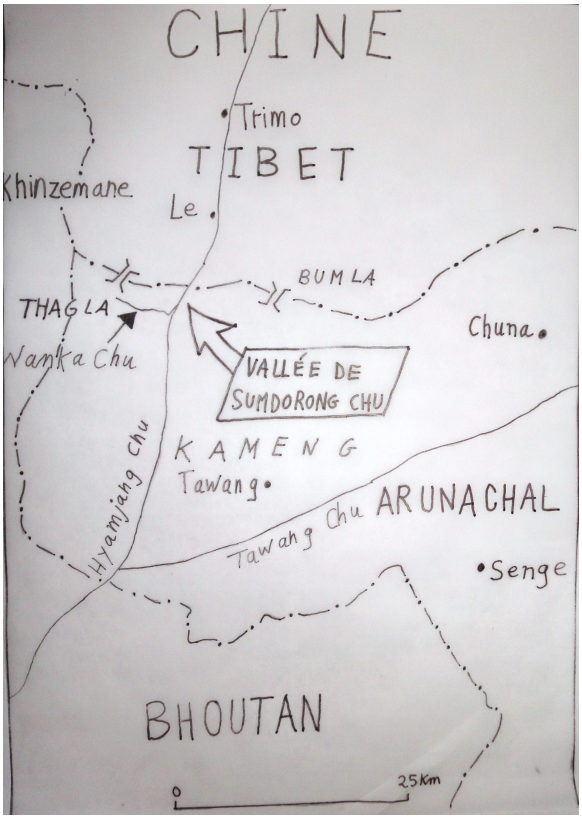
1057 «Bangladesh head of intelligence in China,» *SWB/FE/8286*, 16 juin 1986 et «Bangladesh head of intelligence in China meets Yang Dezhi», *SWB/FE/8387*, 17 juin 1986.

1058 «Chinese intrusion in Arunachal Pradesh,» *The Statesman*, 16 juillet 1986.

1059 «Chinese troops in Kameng», *The Hindustan Times*, 17 juillet 1986.



Carte 20: le découpage administratif de l'Arunachal Pradesh



Carte 21: la zone de la vallée de Sumdorong Chu

La Chine réagit aux protestations indiennes par l'intermédiaire d'un porte-parole qui déclare: «*It is not only well north of the Sino-Indian traditional customary boundary, but also located on the Chinese side of the line of actual control in the eastern sector of the Sino-Indian boundary.»* il ajoute: «[The Chinese frontier personnel] *while on routine patrols in their own territory, did not at all cross the line of actual control in the eastern sector of the Sino-Indian boundary*. (…) *Over many years in the past, the Indian personnel in the above mentioned area have constantly crossed the line of actual control between the two sides, nibbling at and expanding into the Chinese territory (...) The Chinese side has taken a much restrained attitude in order to maintain peace at the border. As is known to all, the Sino-Indian boundary has never been formally delimited. The so-called 'McMahon Line' is illegal and null and void, and has been recognized by none of the successive Central Governments of China. (...) Even judging from the original sketch of the illegal 'McMahon Line', the Sumdorong Valley vicinity is located on the north of it»*[1060] Ce dernier argument est démenti par l'Inde, le ministre des Affaires extérieures indien, Shiv Shankar, après avoir dit que la Chine et l'Inde s'étaient accordées pour conserver la paix et la tranquilité à la frontière, déclare à la *Lok Sabha*: «*We stressed that the area of the Sumdorong Chu valley is clearly south of the McMahon Line and well within Indian territory*.»[1061]

Peu avant le début du septième round, six organisations de Tibétains en exil[1062] protestent, disant qu'au cours de l'histoire, il n'y a jamais eu de frontière commune entre l'Inde et la Chine et que le problème frontalier n'est survenu qu'après l'invasion et l'occupation du Tibet par la Chine. Leur communiqué de presse dit également que la frontière entre le Tibet et l'Inde a été bien démarquée par de nombreux traités signés entre l'Inde et le Tibet indépendant et que ceux-ci ont été respectés par les deux côtés. Il affirme enfin que la Chine, en tant qu'agresseur et intrus, n'a pas le droit de négocier les frontières du Tibet avec un autre pays. Les six organisations remettent une protestation à l'ambassade de Chine à New Delhi et un mémorandum à Rajiv Gandhi qui lui demande de «*considérer les faits à propos de la frontière du Tibet, les souhaits du dalaï-lama et les aspirations de six millions de Tibétains, avant d'entrer dans un accord avec la Chine sur la question frontalière*.»[1063] De son côté, Moscou, en pleine tentative de réconciliation avec Beijing ne réagit

1060 «China rejects India's protest», *News from China*, 17 juillet 1986.
1061 «Statement by Minister of External affairs», *The Statesman*, 19 juillet 1986.
1062 Les six organisations sont les suivantes: *U Tsang Cholkha*, *Doetoe Cholkha*, *Do-mai Cholkha*, *Tibetan Youth League*, *Tibetan Women's Association* et *Tibetan United Association*.
1063 «Protest by Tibetan exile groups,» *The Indian Express*, 18 juillet 1986.

pas.[1064] L'URSS continue d'ailleurs de considérer l'Aksai Chin comme territoire chinois et le secteur central et le secteur est comme territoires indiens.[1065]

Interviewé par la presse algérienne le 19 juillet, Rajiv Gandhi dit que le tracé de la frontière entre l'Inde et la Chine doit être réglé autour de la table. Il ajoute qu'il ne pense pas que la dernière intrusion chinoise conduira à «des conséquences militaires». Il conclut: «*We feel that the line is at one point, China feels it is at another point. It really needs to be sorted out across the table and it is time that we sit down and do it*.»[1066]

Le septième round débute donc le 19 juillet à Beijing dans une atmosphère tendue. Comme lors du sixième round, c'est le secrétaire aux Affaires extérieures, A. P. Venkateswaran, qui est le chef de la délégation indienne, forte de cinq membres. La délégation est reçue par Liu Shuqing, qui conduit la partie chinoise, et l'ambassadeur de l'Inde à Beijing, K. P. S. Menon, d'autres responsables sont également présents.[1067]

Le premier jour des négociations, un rapport de *Press Trust of India* affirme que la Chine a repris depuis peu son aide aux rebelles nagas du *Nationalist Socialist Council of Nagaland* (NSCN) via la Birmanie. La Chine leur aurait fourni un entraînement et des armes légères. L'information est aussitôt démentie par la Chine qui dénonce ceux qui, en Inde, n'aiment pas voir les deux pays se rapprocher et concoctent toutes sortes de rumeurs pour déstabiliser les relations bilatérales. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères résume: «*It is obviously with ulterior motives that the PTI has made such an unfounded report when the seventh round of talks between the Chinese and Indian officials is being held in Peking.»*[1068] Après les déclarations de bonnes intentions au cours du banquet de bienvenue, Wu Xueqian dit que l'atmosphère de ces discussions n'est pas aussi bonne que lors des rounds précédents: «*You have made some public statements, some Indian newspapers have run some articles, and our mass media has had to respond. All of this is not conducive to successful talks, (...) The atmosphere is not what we had hoped for.*» Il exprime cependant son espoir que les deux délégations vont s'en tenir aux faits et régler les choses calmement.[1069] Le Premier chinois par intérim, Wan Li, recommande aux négociateurs chinois et

1064 «Moscow's reaction», *The Hindustan Times*, 18 juillet 1986.

1065 «India-China border», *The Times of India*, 14 novembre 1986.

1066 «Indian prime minister on border issue», *The Statesman*, 19 juillet 1986.

1067 «Seven round of border talks», *Times of India*, 20 juillet 1986.

1068 «Chinese arms for Naga rebels», *The Statesman*, 21 juillet 1986, 'Chinese arms for Nagaland rebels', *SWB/FE/8320/A/3/1*, 25 juillet 1986.

1069 «Seventh round Sino-Indian border talks», *News from China*, 24 juillet 1986.

indiens d'être patients et d'essayer d'être accommodants et compréhensifs au cours de ces négociations. Il dit espérer que la Chine et l'Inde maintiendront la paix le long de leur frontière au cours de la discussion.[1070] Le 23 juillet, la délégation indienne quitte la Chine sans qu'il y ait eu de progrès sur la question frontalière, après trois jours de discussions. Cependant, les discussions sur les échanges culturels, scientifiques et technologiques sont qualifiées de fructueuses, tout comme les discussions sur les questions internationales. Les deux pays ont des vues très proches sur la paix dans le monde, le désarmement, le dialogue Nord-Sud, la coopération Sud-Sud entre autres. Les deux délégations s'accordent également à organiser un huitième round à New Delhi.

Après le retour de la délégation, les relations restent tendues et des rumeurs circulent sur de nouvelles intrusions en Arunachal Pradesh, dans le district du *West Siang* cette fois-ci (voir carte 20). Cette rumeur est immédiatement démentie catégoriquement par le ministère de la Défense indien.[1071] D'autres rumeurs d'incursions chinoises circuleront dans la presse indienne, toutes démenties par la suite.[1072]

Au même moment, le 28 juillet 1986, Gorbatchev reçoit son homologue chinois à Vladivostok et fait des concessions sur leur frontière commune, ce qui contrarie l'Inde qui ne pourra guère compter sur l'appui de Moscou à propos de son propre différend avec la Chine.

Le 1er août, la question de l'intrusion chinoise est débattue à la *Lok Sabha.* Shiv Shankar rappelle les actions du gouvernement aux députés et fait le point sur le septième round. Le gouvernement prône une attitude modérée et prudente tandis que les députés affichent leur hostilité à l'égard de la Chine, certains remettant même en cause le développement du commerce et des échanges entre les deux pays tant que le problème frontalier ne sera pas réglé. Le député Sri Dharam Pal Singh (Congress (I)) prend la parole après le ministre des Affaires extérieures et dit:

«*You are all aware that we have made every effort to maintain cordial relationship with China since the very beginning-before and after independence-and it was only with this end in view that we handed over Tibet, which was a buffer State, to China on a platter. Mr. Deputy Speaker, Sir, I want to say that the Tibet issue was not the only example of our desire to have amicable relationship with China. We had assisted them in every possible way in their struggle for freedom;*

1070 «Seventh round Sino-Indian border talks», *SWB/FE/8320/A3/1*, 25 juillet 1986.

1071 «Chinese border intrusions», *SWB/FE/8326/A3/2*, 1er août 1986.

1072 En octobre par exemple, on parle de troupes chinoises dans le village de Manigaong (*Amrit Bazar Patrika*, 6 octobre 1986.)

we had also made every effort to make them a member of the U.N.O and we incurred the displeasure of certain nations in the process. But all our endeavours have been of no avail. China did not reciprocate to our attempts at amity and friendship.

Sir, this has been their old practice. It is not only with us, but with Russia also they behaved in a similar manner. Russia had always helped China but the latter soured this relationship also. (…)

Recently, seventh round of talks were held. But I would like to say that even today about an area of 9 000 sq. miles of India is in the occupation of China. It is the practice with China to occupy some land and then start talks for some friendship treaty with a view to keep the matter pending. We should not believe the Chinese Government any more. (...) We will have to be very cautious is dealing with a country for which betrayal is a common practice.»[1073]

Le député interroge ensuite le ministre sur ce que l'armée indienne a fait en réaction à l'avancée chinoise et comment on a pu en arriver là.

Sri Chintamani Jena (Congress (I)) prend ensuite la parole: «(*...) The Chinese aggression of 1962 into our country is very fresh in our mind. At the time, you may recall, Sir, and the Hon. Minister may also recall, there was a slogan 'ornaments for armaments'. At that time the poor people living in the rural areas contributed a lot of gold to save our motherland. In that context, may I know this from the Hon. Minister, our Prime Minister has been trying his utmost to normalise our relationship with China. The last discussion on this issue was for the seventh time. In the past for six or seven times we could not succeed. How is the Government of India saying that we may have good relationship with China, even though our Prime Minister and the late Prime Minister Smt, Indira Gandhi had started cordial relationship with China? In this connectio, may I know from the Hon. Minister whether the Prime Minister Mr. Deng has named us an imperialist legacy? If so, how the Government is thinking to have a settlement with that country? (...) China is anxious to have an access to the modern technology of warfare from USA. But USA has denied the export of such technology and such help to China, though they are supplying it to Pakistan. So through Pakistan they want to have good relationship with USA. In that context how is the Minister saying*

1073 Intervention de Sri Dharam Pal Singh Malik, Calling attention to matter of urgent public importance, Chinese intrusion into Indian territory and construction of a helipad in the Sumdorong Chu valley in Arunachal Pradesh, *Lok Sabha debates*, 1er août 1986.

that we may have good relationship to settle the border issue amicably?»[1074]

Sri Brajamohan Mohanty (Congress (I)) prend à son tour la parole et déclare: «(…) *In 1974, the Chinese took over Paracel island. In 1979, they attacked Vietnam but, I thought, we are handling a different China, a Socialist country experimenting on Capitalism. So, I had a lot of hope. They declared that they wanted to restore friendship of 1950s with India. So I was hopeful. They invited the Prime Minister of India. Really it is quite encouraging. I thought there is some pragmatism inside China or at least in their area of foreign policy there are changes. But when the crucial negotiations are going on in the seventh round immediately they played this mischief. What does it indicate? You know what is the Chinese version as is reported in the Press? It says:*

«It does not matter if no agreement is reached this time. You can talk about it next time you meet.»

So, are we negotiating on equal basis or are they doing some mercy? That is why I do not feel encouraged. (…) *Besides, since we did not accept that package deal and are insisting on sector wise approach, they have encroached upon our territory with an ulterior motive and the Mac Mahon line as the actual line of control has been disputed by them. We want India-China friendship to grow, long live India-China friendship was the slogan earlier and that is the slogan even now. But it must be appreciated that friendship cannot be generated unless the two friends treat each other on equal footing, but we are not treated so»*[1075]

Sri P. Shiv Shanker répond aux députés en leur demandant de ne pas mélanger l'histoire avec la situation présente: «*These details are the matters which are not connected with the calling attention motion, though, of course, they make a very good preface for the purpose of making all these points.»*

Le ministre des Affaires extérieures fait ensuite le point sur la situation. Il dit qu'en provoquant une intrusion dans la vallée de Sumdorong Chu, qui est clairement du côté indien de la ligne McMahon, la Chine est revenue sur l'accord atteint durant le quatrième round des discussions frontalières. Cet accord prévoyait le *statu quo* à la frontière en attendant un règlement de la question. Lors du septième round, comme la Chine n'acceptait pas la ligne McMahon *per se*, la

1074 Intervention de Sri Chintamani Jena, *ibid.*
1075 Intervention de Sri Brajamohan Mohanty, *idem*.

délégation indienne a demandé aux Chinois de préciser la position de la ligne de contrôle dans le secteur est selon eux. Les Chinois ont refusé de donner les coordonnées de cette ligne et de quitter la vallée de Sumdorong Chu, qu'ils considèrent de leur côté de la ligne de contrôle. Shiv Shankar ajoute que le gouvernement surveille la situation de près et que la profondeur de la pénétration chinoise dans le territoire indien n'a été que de deux ou trois kilomètres à vol d'oiseau. Il dit que la ligne McMahon représentée sur les cartes est épaisse et qu'elle peut permettre une différence de plusieurs kilomètres, et ajoute que le gouvernement essayait d'y voir plus clair à ce propos.[1076] Shiv Shankar dément les propos d'autorités locales qui disent que les Chinois ont construit un héliport dans le secteur occupé. Le ministre finit son intervention en déclarant:

«*We shall continue to strive for a peaceful settlement of the boundary question. We shall also persevere to resolve through peaceful negotiations the question of Chinese intrusions. We hope that peace and tranquility will prevail on the border and pending a final solution, the status quo will be maintained*.»[1077]

Le 5 août 1986, Shri K. R. Narayanan, ministre d'État aux Affaires extérieures, informe la *Rajya Sabha* que les troupes chinoises ont bien construit un héliport dans la vallée de Sumdorong Chu. La Chine a aussi construit des baraques pour loger les troupes. Une représentante de l'Arunachal Pradesh, Omem Moyong Deori, dit que les habitants du secteur commencent à retirer leur argent des banques et à quitter la zone. Elle demande au ministre: «*are you going to hand us over to China? (...) the government must do something. We have always wanted to be in India»*. Le ministre essaie de la rassurer et dit: «*I assure you we have no intention of handing you over to China. Our effort will be to bring confidence to the people, to ensure that you remain an integral part of India.»*[1078] Les débats sont agités et Narayanan déclare qu'il est possible de négocier avec les Chinois. Il ne pense pas que la Chine se prépare à une agression, mais ajoute qu'il faut agir avec prudence, le précédent de 1962 y invite: «*We have had a bitter experience»*. Il dit que les Chinois, lors du septième round, ont insisté sur le fait que la région était au nord de la ligne McMahon, qu'ils acceptaient comme 'ligne de contrôle réelle' mais pas comme frontière internationale. Il apparaît ainsi que la crise est une dispute dans la dispute, «*We will have to convince them that the area is south of it*.»[1079]

1076 «Confusion about McMahon line», *The Hindustan Times*, 2 août 1986.
1077 «Foreign Minister's statement in Parliament», *The Hindu*, 2 août 1986.
1078 «China builds helipad in Arunachal», *The Statesman*, 7 août 1986.
1079 *Idem.*

Le 18 août 1986, le ministre des Affaires extérieures indien, Sri Shiv Shankar, discute avec son homologue chinois à New York. *Xinhua,* dans un communiqué officiel, publie la version chinoise des faits, reprise dans le *Chunkuo Xinwen She* de Hong Kong, peu après.[1080] Wu Xueqian reçoit le secrétaire des Affaires étrangères pakistanais Abdul Sattar à Beijing le 21. Le lendemain, Liu Shuqing dit que le Pakistan et la Chine sont prêts à renforcer encore davantage leurs relations déjà proches et amicales et à travailler en commun et de manière coordonnée sur les affaires internationales.

En septembre, la Chine et le Pakistan annoncent que leurs équipes d'experts sont en train d'effectuer la démarcation de la frontière commune, vingt-trois ans après avoir conclu l'accord frontalier que l'Inde juge illégal. Quelques mois après le conflit frontalier sino-indien, le Pakistan avait en effet accepté de céder une zone de 5 100 kilomètres carrés par un accord frontalier provisoire. Cet accord disait: «(the) *two parties had agreed that after the settlement of the Kashmir dispute between India and Pakistan, the sovereign authority concerned will reopen negotiations with China on the boundary»*. Le traité prévoit également que si le règlement de la question du Cachemire laisse la souveraineté sur ce territoire au Pakistan, l'accord frontalier provisoire deviendra définitif et un traité frontalier formel sera signé par la Chine et le Pakistan. Pour l'Inde, la démarcation de la frontière avec le Pakistan équivaut à revenir sur l'accord provisoire de 1963 et le journal indien The Hindu commente: '*The Chinese have no right under the provisional agreement signed in 1963, to demarcate the boundary by recognising Pakistan's sovereignty over occupied Kashmir in this region*.'[1081] A cette occasion, l'Inde note que la Chine change l'appellation du territoire indien au Cachemire de «Cachemire contrôlé par l'Inde» en «Cachemire occupée par l'Inde» dans certaines de ses publications.

Début octobre, l'Inde riposte en s'opposant à ce que la Chine devienne membre du *SGPC* (système généralisé de préférences commerciales).[1082] Au cours de ce mois, les Chinois commencent à collecter des taxes dans la région de Sumdorong Chu. Ce geste montre que la Chine tente d'imposer sa souveraineté dans ce secteur disputé. Le 3 octobre, l'Inde arrête cinq Chinois qui tentaient de franchir la frontière du Bihar illégalement à Madhubani.[1083] Le gouvernement indien est poussé à agir par le Parlement et au cours des débats à la *Lok Sabha* et à la *Rajya Sabha*, de nombreux députés du Congrès et de l'opposition poussent le gouvernement à ne pas rester un

1080 Le texte intégral de ce communiqué est disponible dans les Annexes.
1081 «Pakistan, China border survey», *The Hindu*, 19 septembre 1986.
1082 «India opposes China's GSTP membership bid», *The Hindustan Times*, 3 octobre 1986.
1083 «India arrests five chinese nationals», *SWB/FE/8382/A3/9*, 6 october 1986.

spectateur passif des actions chinoises.[1084]

L'alliance sino-pakistanaise inquiète également l'Inde. La Chine commence des travaux d'agrandissement de l'autoroute de Karakoram. Elle prévoit d'agrandir une section de 420 kilomètres pour la rendre praticable par des poids-lourds de trente tonnes, pour 'accroître le commerce et les contacts amicaux entre la Chine, le Pakistan et les pays de l'Asie de l'ouest'. Cette section doit être complétée en 1988.[1085] C'est un nouveau signal fort de la Chine à l'Inde puisque avec trente tonnes, la route pourra permettre le transport de blindés et de chars légers chinois. Cependant, la section d'autoroute prévue pour être améliorée est entièrement en territoire chinois, comme le reconnaît le ministre d'État pour les Affaires extérieures, Sri Eduardo Faleiro.[1086] Lors d'un débat à la *Lok Sabha* le 21 novembre, Natwar Singh, ministre d'État pour les Affaires extérieures, dit que le gouvernement indien est pleinement au courant des rapports qui affirment que le Pakistan envisage d'établir des usines pour la production et l'amélioration des avions chinois F-7 avec de l'armement et de l'avionique américains. Il ajoute que le gouvernement indien fait un point tous les jours sur la situation et sur la menace potentielle pour la sécurité du pays.[1087]

Au cours de ce mois de novembre, la Chine dément que la position de Beijing sur la frontière sino-indienne se soit durcie et réitère son engagement sur le *package deal* de 1981.[1088]

Les choses s'arrangent temporairement avec la visite de Gorbatchev à New Delhi du 25 au 28 novembre 1986, qui garantit que le réchauffement sino-soviétique ne se fera pas au prix de l'amitié avec l'Inde. Il dit que le traité indo-soviétique est un engagement réciproque à agir, s'il devait arriver une situation compliquée pour une partie ou l'autre, mais il précise qu'il ne voit pas la dispute sino-indienne comme 'une situation compliquée' et ajoute que l'amélioration des relations sino-soviétiques peut contribuer à assainir l'atmosphère et aider à régler d'autres différends. Des journalistes demandent à Gorbachev quelle sera la position de l'URSS si la Chine attaque l'Inde. Il répond : «*I think that if we have an improvement in the overall relationships in the Asian region, particularly amongst great Powers and great nations-and I mean China, India and Soviet Union-that will create a very different situation, and I am also sure your forecast will not come true. No*

1084 Le ministre des Affaires extérieures avait été critiqué pour avoir dénié la construction d'un héliport par la Chine, qui avait été confirmée quelques jours plus tard. En novembre, les députés Somnath Rath, Harish Rawat, Chintamani Jena, du Congrès (I) demandent de l'action de la part du gouvernement.

1085 «China upgrades Karakoram highway», *The Statesman*, 11 novembre 1986.

1086 «The Karakoram Highway», *The Indian Express*, 20 novembre 1986.

1087 «India 'fully aware of Pakistan's upgrading of Chinese weapons», *SWB/FE/8424/A3/7*, 24 novembre 1986.

1088 «India-China border», *The Indian Express*, 19 novembre 1986.

one will have to take sides.»[1089] Il en appelle à un sens des responsabilités égal de la part de l'Inde et de la Chine et à un regard attentif des faits historiques et des 'réalités'. Il est favorable à une approche politique de la question. Toujours en quête de reconnaissance internationale concernant sa frontière avec la Chine, l'Inde demande à Gorbatchev des explications sur les cartes russes. Celui-ci, conciliant, promet de faire modifier les cartes dès son retour à Moscou.[1090] Au moment de sa visite, le président des 'députés du peuple tibétain', Nyima Sangpo, au nom des Tibétains d'Inde et de Chine, en appelle au soutien moral et matériel de l'URSS pour aider le «mouvement de liberté nationale». Dans une lettre ouverte à Gorbatchev, il dit: «*Reinstating Tibet to her former independent, buffer state will automatically create a conducive atmosphere for the preservation and promotion of peace and security in Asia...*»[1091]

IV.2.8.3 La dangereuse escalade de la crise mène les deux pays au bord de la guerre

Les 8 et 9 décembre, les deux chambres du Parlement indien approuvent une proposition de loi faisant passer l'Arunachal Pradesh de territoire de l'Union à État de l'Union. La Chine, outrée, réagit aussitôt par une déclaration officielle, et menace l'Inde de sérieuses conséquences.[1092]

L'Inde déclare que les accusations chinoises sont totalement inacceptables et que l'Arunachal Pradesh est une partie intégrante de l'Union indienne, avec un corps législatif élu. Elle ajoute que l'octroi du statut d'État plein et entier au territoire de l'Union était 'entièrement un problème à décider par le parlement indien' et donc que le communiqué chinois est clairement une interférence dans les affaires intérieures de l'Inde. «*We, therefore, sincerely regret that a statement has been made levelling baseless allegations regarding the so-called occupation of Chinese territory through domestic legislation in a manner which is entirely contrary to China's professed desire for a peaceful settlement of boundary question»*.

Pour contrer les arguments chinois, l'Inde explique que Beijing a répudié la Convention de Simla de 1914 pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec le tracé de la frontière internationale entre l'Inde et le Tibet. Le gouvernement chinois n'a pas ratifié le Traité de Simla parce qu'il n'acceptait pas la délimitation de la frontière entre le «Tibet intérieur» et «extérieur». Il n'y a donc jamais eu de désaccord sur la localisation de la ligne McMahon, qui reprend la frontière traditionnelle et coutumière. L'Inde dit également que la Chine a plutôt gagné que perdu des

1089 Cette phrase de Gorbachev est citée par un député indien lors d'un débat, voir DG Ministry of External Affairs, *Lok Sabha Debates*, 22 avril 1987.

1090 «PM on Soviet maps depictions of India-China border», *The Times of India*, 3 décembre 1986.

1091 «Tibetan organization appeals to Gorbachev», *SWB/FE/8427/A2/8*, 27 novembre 1986.

1092 Voir Annexes.

territoires par les soi-disant 'machinations impérialistes', puisque les Britanniques ont cédé des parties du territoire indien au Tibet, dans un effort visant à soutenir l'influence chinoise en Asie Centrale.[1093]

Gegong Apang, le *Chief Minister* de l'Arunachal Pradesh déclare de son côté «*Arunachal Pradesh being an integral part of India, has every right to become a full-fledged State within the Indian Union to fulfil the aspirations of the people and China has no point to react over it (...) we have no ties of any form with China and they have nothing to do with the welfare of Arunachal people.»*[1094]

L'Inde montre sa détermination sur cette question en effectuant d'importantes concentrations de troupes à la frontière pour faire face à toute éventualité. Elle renforce les défenses de ses troupes déjà sur place. Des manœuvres et des exercices militaires sont également organisés dans le district de Tawang, dans l'Arunachal Pradesh, mais aussi dans le secteur ouest de la frontière.[1095] Le lieutenant-général J. K. Puri, commandant du secteur est, déclare à des journalistes à Calcutta: «*The situation in Arunachal Pradesh in well under control.»* Il ajoute que les cent soldats du poste chinois, ravitaillés par voie aérienne, ne sont pas une menace.[1096]

La Chine profite de la neutralité soviétique sur cette question pour accentuer la pression sur l'Inde. Elle resserre ses liens avec le Pakistan à qui elle apporte un soutien sans faille «*dans sa lutte pour la sauvegarde de l'indépendance nationale, la souveraineté de son État et son intégrité territoriale.»*[1097] Le 17 décembre, elle ajoute un correctif décrivant le secteur est comme le plus disputé et demande des concessions territoriales de l'Inde dans ce secteur en plus de l'Aksai Chin.

L'hiver est rude dans l'Himalaya et les deux armées s'observent d'un côté et de l'autre de la ligne de contrôle. Des sources militaires indiennes affirment que l'armée chinoise a déplacé de nouvelles brigades près de la frontière est. Les troupes chinoises de la vallée de Sumdorong Chu sont également portées à deux cents hommes et des baraques permanentes sont construites ainsi que des défenses. Des réserves de carburant et de munitions sont constituées pour l'hiver. Des hélicoptères lourds de transport d'origine américaine, des Sikorsky, sont acheminés spécialement dans la zone pour ravitailler le poste.

1093 «India rejects China's protest on Arunachal», *The Indian Express*, 13 décembre 1986.
1094 «Arunachal CM deplores China's stand», *The Indian Express*, 13 décembre 1986.
1095 «Government keeping close watch on Arunachal», *The Indian Express*, 14 décembre 1986.
1096 «Indian army takes preventive measures in Arunachal,» *The Statesman*, 17 décembre 1986.
1097 «China promises support», *The Indian Express*, 14 décembre 1986.

La Chine refuse d'évacuer la vallée de Sumdorong Chu contre la promesse que l'Inde ne réoccuperait pas la zone l'été suivant. Les patrouilles indiennes sont fréquentes tout le long de la frontière pour empêcher toute nouvelle incursion chinoise. Des troupes indiennes entourent et observent le poste avancé chinois à la jumelle. Les consignes des patrouilles indiennes sont d'empêcher toute nouvelle intrusion chinoise sans utiliser leurs armes pour éviter toute escalade. Les consignes chinoises ne sont pas connues, mais sont probablement les mêmes. Les services de renseignement indiens pensent que la Chine a utilisé cette affaire ainsi que son aide renouvelée aux Nagas et peut-être aux Sikhs pour mettre la pression sur l'Inde et l'inciter au compromis sur la question frontalière. La presse indienne rapporte également qu'environ 70 à 80 rebelles de l'*United Liberation Front of Assam* (ULFA) ont atteint le QG du NSCN en Birmanie dans leur route pour la Chine pour s'entraîner à la guerre de guérilla.[1098] Des rapports indiens parlent également de patrouilles chinoises dangereusement proches du *no man's land* de la vallée de Debang dans l'est de l'Arunachal et disent que trois brigades chinoises supplémentaires sont venues renforcer la zone, près de Yong Gyalpa (voir carte).[1099]

Même si la plupart des députés indiens soutiennent la politique ferme de Rajiv Gandhi, son attitude est critiquée par le chef du BJP, Atal Behari Vajpayee qui l'accuse d'avoir offensé le gouvernement chinois : «*It is this attitude of the Prime Minister which has forced the Chinese to tease us in Arunachal Pradesh»*. C'est parce que, lors des deux dernières années, le Premier ministre a trouvé le temps de visiter même des petits pays mais a délibérément ignoré l'invitation des Chinois que ces derniers n'ont pas hésité à recourir à la provocation dans l'Arunachal Pradesh.[1100]

Le 20 février, l'Inde élève officiellement l'Arunachal Pradesh au statut d'État de l'Union. Le *Renmin Ribao* déclare indigné : «*Chinese government and its people showed their indignation for seriously infringing China's territorial sovereignty and hurting Chinese' feelings. China has solemnly stated that China will never acknowledge Mac-Mahon line and so-called "Arunachal Pradesh State." Actions India took run counter to two people's wish of solving border problem by friendly negotiations. It landed two countries' relations and border problem into predicament. No matter what kind of ways India adopted, it is impossible to legalize territories which are illegally occupied. China held that the only solution to border problem is friendly negotiations and mutual*

1098 *Hindustan Times*, 3 janvier 1987.
1099 «Sino-Indian border,» *India Today*, 31 décembre 1986.
1100 *The Hindustan Times*, 23 janvier 1987.

understandings. It is infeasible that India attempted to impose "Mac-Mahon line" designed by colonialists on Chinese.»[1101]

En mars, la tension est palpable des deux côtés et la situation entraîne une grande nervosité chez les dirigeants indiens. En avril, à la *Lok Sabha*, des députés évoquent un risque de guerre contre la Chine et le Pakistan réunis. Le rapport de force entre les deux pays ne donne d'avantage net ni à l'un ni à l'autre. Un article analysant la situation militaire à la frontière apporte les conclusions suivantes : la Chine a de meilleures routes menant à la zone frontalière, les troupes indiennes ayant à monter sur le plateau alors que l'armée chinoise y est déjà. En revanche, pour envoyer des renforts du reste de la Chine, les troupes chinoises doivent accéder au plateau tibétain elles aussi. Concernant les réseaux de chemins de fer, les distances à parcourir sont beaucoup plus importantes côté chinois, il faut plus de 2 500 kilomètres pour aller d'Urumqi à Rudok, 1500 km pour aller de Golmo à la vallée de Chumbi et plus de 2 000 km pour aller de Chengdu à Rima. La zone frontalière est beaucoup plus proche des zones de ravitaillement indiennes, Jammu est à 700 km de Leh, Bareilly à 400 km de Garbyang Kalka à 400 km de Shipkila, Siliguri à 200 km de Nathu La, etc... les troupes indiennes peuvent donc atteindre la frontière en un à cinq jours tandis que les troupes chinoises sont à au moins deux semaines de cette zone.

A proximité de la frontière, l'Inde n'a pas construit de bonnes routes car sa stratégie est purement défensive et l'absence de routes ralentirait les troupes chinoises si elles attaquaient. L'Inde dispose de plus d'un grand nombre d'hélicoptères et de pistes d'atterrissage. Au niveau des routes latérales, l'Inde a l'avantage. A partir de la crise de Sumdorong Chu, elle fait un effort pour améliorer ses routes, dont la route stratégique de Walong à Tezu, aménagée pour accepter des camions. Concernant la logistique, la Chine est très désavantagée. Le ravitaillement ne peut donc se faire pour une offensive à grande échelle que par camion, mais les hautes altitudes et les pentes peuvent réduire jusqu'à 50% les capacités de transport. De plus, l'armée chinoise est encore peu mécanisée. Il faudrait donc 1/3 de l'intégralité des camions militaires chinois pour ravitailler une armée de classe B. La Chine n'a donc pas les moyens matériels pour mener une guerre mécanisée à grande échelle contre l'Inde. L'auteur de l'étude évalue à neuf divisions, pour une durée de trois semaines la capacité maximale de la Chine contre l'Inde, même en stockant de grandes quantités sur place à l'avance. L'étude conclut que la taille de l'armée indienne faisant face à la Chine et au Pakistan réunis est plus que suffisante pour mener à bien une mission défensive.[1102]

1101 «Foreign Ministry spokesman delivered a speech. India establishing Arunachal Pradesh State seriously infringed China's territorial sovereignty», *Renmin Ribao*, 22 février 1987.

1102 Ravi RIKHYE, «The Indo-Tibetan Border Today: Some Military Implications,» *China Report*, Vol. 24, No. 3,

En avril, des témoins oculaires signalent un important renforcement militaire chinois à la frontière. Les agences de renseignement occidentales évaluent à près de 20 000 militaires hommes les renforts chinois au Tibet, à quoi s'ajoutent de l'artillerie, des hélicoptères, des pilotes et des unités antichars. Ces informations concernent la partie est de la frontière, il est possible que la Chine ait renforcé également sa présence militaire en Aksai Chin au cours de ces mois très tendus. Un hôpital à Lhassa est évacué et laissé inoccupé. La Chine semble donc se préparer à une éventuelle guerre avec l'Inde, comme la rumeur en court au Tibet.[1103] Dans le même temps, Deng Xiaoping, à l'occasion d'une entrevue avec E. M. S. Namboodiripad, secrétaire général du PCI(M), s'exprime en termes conciliants, estimant que la question frontalière doit être réglée raisonnablement dans un esprit de compréhension mutuelle et de compromis mutuel. Il souligne que la politique de base de la Chine est de développer son économie nationale et de maintenir la paix dans le monde. Il ajoute que la Chine a réglé ses problèmes frontaliers avec ses voisins à l'exception de l'Union soviétique et de l'Inde.[1104]

Le 22 avril, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois déclare que dans l'intérêt de l'amitié sino-indienne, l'Inde devrait s'abstenir de provoquer des incidents. Ayant rappelé que l'Inde massait des troupes à la frontière, il ajoute : «*China has always held that an early, fair and reasonable settlement of the Sino-Indian boundary question should be brought about through friendly consultations and in a spirit of mutual understanding and mutual accommodation»*. L'Inde a franchi la ligne de contrôle de façon répétée, grignoté le territoire chinois, violé l'espace aérien chinois ce qui a éveillé l'inquiétude du peuple chinois. Récemment, elle a massé des troupes le long de la frontière et conduit un exercice militaire à grande échelle répondant au nom de code «Chessboard», créant ainsi encore plus de tensions. Le porte-parole réfute les informations de certains journaux indiens faisant état d'une augmentation des forces armées chinoises au Tibet dans le but 'de donner une leçon à l'Inde', il dit que ces rumeurs ont été concoctées dans un but bien précis. Les gardes-frontières chinois effectuent leurs patrouilles normalement dans la zone frontalière et la Chine n'a pas renforcé ses capacités militaires à cet endroit.[1105] Ces accusations sont aussitôt démenties par New Delhi.[1106]

1988, pp. 289-298.
1103 «China: Eye-witness in Tibet,» *FEER,* Vol. 136, No. 23, 4 juin 1987, 46.
1104 *News from China*, 18-28 avril 1987.
1105 *News from China*, 17, 23 avril 1987.
1106 *The Times of India*, 23 avril 1987.

A la *Lok Sabha*, les députés s'expriment lors d'un débat animé au cours duquel les membres du parti du Congrès affichent leur méfiance vis-à-vis de la Chine. Shri Bipin Pal Das déclare ainsi : «*I know about China. I had also said earlier that taking the overall picture, our environment, in the ultimate analysis, our main rival is China. Please take note of this. In the ultimate analysis they are our main rivals. How they will operate that rivalry is a different matter. (...) Now, Sir, we have also not forgotten that a nexus was built up between Washington, Islamabad and Peking and it still continues and it will continue. They may be becoming dormant today. But they may become active tomorrow. (...) they are trying to create problems in our border. I hope our Government will be able to sort it out through diplomatic channels. But I strongly condemn the Chinese Statement questioning the right of the Parliament to grant statehood to Arunachal Pradesh. (...)*»

Le député Shri Zainul Basher déclare de son côté: «*We have not forgotten that day when during Janata Party regime the foreign minister Shri Atal Bihari Vajpayee was in China and the Chinese forces were attacking Vietnam. We have not forgotten that day when China launched an attack on Arunachal Pradesh and occupied some territory there. (...) When Chinese troops intruded into that territory, why did India not take action to repulse them? The Chinese troops have been occupying part of Arunachal Pradesh since they intruded into that territory. Under this situation why military action was not taken to drive them away? (...) there are reports in the world press that China has plans to launch an attack on India in a big way in the months of May, June, July and August. I do not know the reaction of the Government towards it. But I am confident that our forces are capable of facing the possible attack from China. (...) this is a very serious matter. This is agitating our minds and the minds of the Indian people.*»

Le PCI (M) privilégie comme à son habitude l'apaisement avec la Chine, Shri Saifuddin Choudhury juge qu'il est «*really painful to see that while we are hoping for improvement in our relations, there are reports and news that things are getting disturbed and deteriorated. (...) We do not want a military solution to this problem. That is wasteful. It is impossible. (...) We should become friends. That will immensely contribute to establish peace not only in this region but also world peace. On the other hand, it will strengthen our economic efforts also because it will give us room to invest more for our economic development. (...) China and India have to be friends. This is a historical necessity.*»[1107]

Un député indien a cette réaction face à la façon de faire de la chine : «*Sir, I need not repeat*

1107 «DG Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 22 avril 1987.

the past history here. I hope the House remembers very well as to what happened during the period 1959 to 1962. While the slogans "Hindi-Chini Bhai Bhai" were being raised all over the country, the Chinese had come and occupied the Aksai Chin Plateau in Ladakh region. Now also, the modus operandi appears to be the same. While negotiations have been going on one side, the occupation of the valley by Chinese took place, on the other.»[1108]

Début mai 1987, la situation reste très tendue, le porte-parole du ministre des Affaires étrangères chinois, Ma Yuzhen, déclare: «*We hope the aggressive force of India could evacuate as soon as possible in order to alleviate the tensed situation in Sino-Indian border and avoid happening of unpleasant incidents*.» La Chine réitère sa volonté de résoudre pacifiquement le problème frontalier et de normaliser ses relations avec l'Inde. Le porte-parole déclare que son pays a déployé des efforts pour éviter les incidents frontaliers mais s'est heurté à l'agressivité de l'état-major indien qui a violé la ligne de contrôle de fait et l'espace aérien chinois et annexé des portions de territoire chinois. L'état-major indien a également effectué des simulacres de manœuvres militaires à grande échelle près de la frontière.[1109]

Le même jour, un porte-parole du ministère des Affaires extérieures indien réfute fermement les accusations chinoises, disant qu'il n'y a ni concentration de troupes, ni manœuvres. L'Inde, poursuit-il, ne convoite pas un seul pouce de territoire chinois et les militaires basés le long de la frontière ont l'ordre de ne pas la franchir. Il ajoute : «*India hopes the Chinese Government will do nothing to vitiate the atmosphere or disturb peace and tranquility along the border.»* Il invite enfin la Chine à accepter la proposition indienne de tenir un huitième round de discussions le plus tôt possible.

Les deux pays continuent le dialogue discrètement en coulisses. Le ministre des Affaires extérieures, N. D. Tiwari, effectue une étape à Beijing à la fin du mois de mai au retour de sa visite en Corée du Nord.[1110] Le 16 juin, le vice-ministre des Affaires étrangères Liu Shuqing dit à N. D. Tiwari que l'Inde doit retirer ses troupes «qui ont traversé la ligne actuelle de contrôle» avant toute discussion sur la délimitation de la frontière : «*The only way to avoid unpleasant incidents and ease the tensions along some sections of the border is for India to withdraw its military personnel who*

1108 Intervention de Sri E. Ayyapu Reddy, «DG Ministry of External Affairs», *Lok Sabha Debates*, 22 avril 1987.

1109 «Relaxing tensed situation of Sino-Indian border, avoiding unpleasant incidents happening. China hoped the aggressive forces of India could evacuate as soon as possible. The spokesman of Foreign Ministry reiterated China stand for friendly discussions to resolve boundary issues,» *Renmin Ribao*, 7 mai 1987.

1110 Salamat ALI, «Defence: China ups the ante: Concern for clashes on the Sino-Indian border mounts», *FEER*, Vol. 136, No. 21, 21 mai 1987, 40

have crossed the line of actual control»[1111].

Le 10 août 1987, la *Beijing Review* accuse la presse indienne de suggérer à Rajiv Gandhi l'emploi d 'un argument mensonger, selon lequel le Tibet était un État indépendant lorsque les hautes autorités tibétaines ont signé en 1914 l'accord de Simla et entériné la ligne McMahon. Le journal continue : «*the Indian side refuses to follow the principle of mutual understanding and mutual accommodation and insists that China make concessions unilaterally.Today, some Indian figures are playing the old tune that Tibet was formerly independent in an attempt to support the position that the McMahon Line is a legal border. These people are either ignorant or expansionist»*[1112]

C'est au cours de ce mois d'août que les tensions s'apaisent entre les deux pays. Durant l'été, l'URSS et la Chine arrivent à un accord frontalier, ce qui relance les spéculations quant à la possibilité d'arriver à un compromis entre la Chine et l'Inde, d'autant que l'Inde accepte désormais d'élever le niveau des discussions au niveau ministériel pour leur donner plus de souplesse.[1113]

IV.2.9 Le huitième round

Le 22 octobre, interviewé par la presse, Rajiv Gandhi se montre très optimiste sur le huitième round prévu en novembre. Il déclare : «*the November talks will be very positive. We are more optimistic this time than ever before.*»[1114]

Le huitième round commence le 14 novembre 1987 et s'achève le 17 novembre. Les deux pays ayant été au bord de la guerre au cours du premier semestre 1987, il était urgent de faire retomber la tension. A son arrivée à l'aéroport, le chef de la délégation chinoise, Liu Shuqing, est reçu par une délégation du ministère des Affaires extérieures, à laquelle il déclare que la dispute frontalière n'est pas un problème difficile à régler et qu'elle peut être réglée si les deux pays montrent de la volonté et de la sincérité : «*We in China hope that it will be settled at an early date (...) every time we meet, we should have a fresh approach».* Outre Liu Shuqing figurent dans la délégation chinoise Zhou Gang, directeur adjoint du département asiatique du ministère des Affaires étrangères, Qian Jinchang, chef de la division du département asiatique du même ministère, et Fu

1111 *The Times of India*, 17 juin 1987.
1112 *The Statesman*, 12 août 1987.
1113 *The Statesman*, 24 août 1987
1114 *Indian Express* (Bangalore) 23 octobre 1987.

Chuanrong, chef adjoint de la division du bureau des affaires étrangères de la région autonome du Tibet. L'ambassadeur de Chine à New Delhi, Tu Guowei, se joint à la délégation chinoise lors des discussions. L'ambassadeur de l'Inde en Chine, C. V. Ranganathan, qui a aidé à la préparation des discussions se joint de son côté à la délégation indienne dirigée par R.S. Kalha, secrétaire-adjoint du ministère des Affaires extérieures. La délégation chinoise assiste à un banquet le 15 novembre, dont K. P. S. Menon est l'hôte. Des échanges informels y ont lieu sur le programme des discussions.[1115] Les discussions sérieuses ont lieu le 16 et le 17. Le 17, elles durent deux heures et demie. Dans la soirée, le chef de la délégation chinoise rend visite à Natwar Singh, ministre d'État aux Affaires extérieures. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps car ils ont tous les deux servi comme ambassadeurs en Pologne au même moment. Ils s'étaient à nouveau rencontrés lors du cinquième round.

Trois questions sont abordées lors de ce dernier round. La question frontalière est bien sûr discutée en priorité. Les deux pays parlent du problème dans son ensemble, mais surtout du secteur ouest et des réponses à apporter à la crise de la vallée de Sumdorong Chu.[1116] Ce qui ressort, c'est la volonté des deux pays d'éviter qu'une crise de ce type ne se reproduise. Pour cela, la Chine propose la création d'une zone démilitarisée dans le secteur est par retrait mutuel de troupes, mais l'Inde n'y est pas favorable: l'intrusion de troupes chinoises dans la vallée de Sumdorong Chu l'invite à la prudence. Cependant les deux camps s'accordent pour qu'aucun d'entre eux n'ordonne à ses troupes un mouvement susceptible d'entraîner l'escalade.[1117] Les deux pays affirment leur résolution de maintenir la paix et la tranquillité le long de la frontière jusqu'à ce que leurs différends soient résolus.

Pour la première fois depuis 1962, les deux pays parlent de manière formelle de la situation internationale en faisant une place toute particulière à l'Asie du Sud. Des différences persistent entre les deux pays sur les questions du Cambodge et de l'Afghanistan. La Chine salue l'initiative de la création de la SAARC qui selon elle va contribuer à améliorer les relations entre les pays de la région.

Des discussions ont lieu pour trouver des moyens d'accroître la coopération économique et le volume des échanges entre les deux pays. Les échanges culturels doivent aussi être

1115 *Hindustan Times*, New Delhi, 15 novembre 1987.
1116 *Hindustan Times*, 14 novembre 1987.
1117 *Hindustan Times*, 18 novembre 1987.

développés.[1118]

Les deux pays acceptent d'élever le niveau des discussions, même si l'Inde ne s'y engage pas formellement, ce qui constitue une avancée de ce huitième round. Cependant, Tiwari introduit une restriction en précisant qu'il faut attendre le moment opportun. Ce 8ème round est le dernier de la série qui a débuté en 1981. Liu Shuqing rend visite à Rajiv Gandhi et lui fait part de la teneur des discussions. Ce dernier l'assure que l'Inde est profondément favorable à l'amélioration des relations avec la Chine dans tous les domaines et accueille à bras ouverts les opportunités de discussions entre les deux pays sur les questions d'intérêt mutuel. Il confirme qu'il accepte de se rendre en Chine, sans toutefois préciser la date et ne se dit pas défavorable à élever les discussions au niveau politique sans pour cela arrêter les discussions entre hauts fonctionnaires.

Les réactions au huitième round sont diverses au Parlement indien. Le député congressiste B. R. Bhagat rappelle à Rajiv Gandhi que le Parlement a pris à l'unanimité en 1962 la résolution de reprendre l'intégralité du territoire indien occupé par la Chine et que le temps joue en faveur de la Chine. Le chef du *Telugu Desam Party*, P. Upendra, de retour de Chine, demande que les discussions passent au niveau politique. Il est soutenu par des membres d'autres partis dont le Congrès (I).[1119]

Le 31 janvier 1988, l'ambassadeur de Chine à New Delhi, Tu Guowei, s'exprime devant la *Krishna Menon Society*[1120] au cours d'un colloque sur le thème: Le XIIIe Congrès national du PCC et les perspectives pour les relations sino-indiennes. Il parle de la situation frontalière en ces termes : «*since China's disengagement proposal has not yet been responded in real actions by the Indian side, the border situation today is not so stable, and is even marked with certain hidden dangers. We, therefore, should not neglect the gravity and urgency of this reality. The settlement of the boundary issue does require political wisdom and statesmanship from both sides. Meanwhile, peace and tranquility must be maintained. On the part of China we do not want to see any negative impact on our relations by the boundary issue, since we have to keep in mind the fundamental interests of our two countries and peoples (...) If tension along the border can be defused and the border problem is finally solved in a peaceful and reasonable manner, we shall be in a position to focus our attention on more important issues bilaterally and internationally»*[1121]

1118 *The Hindu*, 17 novembre 1987.
1119 *Indian Express*, 3 décembre 1987.
1120 Krishna Menon fut un nationaliste, politicien et diplomate indien. Il fut ministre de la Défence de 1957 à 1962.
1121 *The Statesman*, 1er février 1988. Voir l'intégrale de l'intervention dans les annexes.

Conclusion : A partir de 1982, à la faveur du rapprochement sino-soviétique, les relations bilatérales reprennent. L'objectif majeur des deux pays est le développement économique et pour cela, ils se mettent d'accord pour essayer d'apaiser les tensions et de développer leurs échanges commerciaux. Cela conduit aux tentatives de règlement du problème frontalier. Après un bras de fer dû à la crise de la vallée de Sumdorong Chu, la visite de Rajiv Gandhi à Beijing en décembre 1988 (la première visite d'un Premier ministre indien depuis Nehru) permet de faire le bilan des avancées mais montre également l'impossibilité d'un règlement du problème frontalier. Ceci rend impossible la normalisation complète des relations voulue par les deux pays.

Conclusion générale

De nombreux aspects des relations sino-indiennes restent aujourd'hui obscurs, et faute de documents, nous n'avons pas pu apporter une réponse à toutes les questions posées en introduction. Cependant, nous pouvons en conclusion dresser un tableau général de la politique indienne de la Chine et de la politique chinoise de l'Inde durant notre période d'étude.

Commençons par la politique chinoise de l'Inde. L'Inde souhaite d'une manière générale de bonnes relations avec la Chine, tout en l'empêchant de développer son influence en Asie du Sud. Elle souhaite dès 1972 un rapprochement, seul moyen de consolider la position qu'elle a acquise après la guerre contre le Pakistan. Un rapprochement garantirait sa sécurité à sa périphérie, et notamment au nord-est et limiterait les dépenses d'armement. Les fonds économisés pourraient être consacrés au développement du pays. Devant le refus de la Chine d'améliorer les relations et son agressivité en Asie du Sud, l'Inde doit se résoudre à agir pour préserver ses intérêts. Elle intègre le Sikkim et fait valoir ses intérêts au Népal et au Bhoutan. Elle soutient Mujibur Rahman au Bangladesh et tente d'améliorer ses relations avec le Pakistan. Á quelques nuances près, la classe politique indienne est dans l'ensemble favorable à la politique étrangère d'Indira Gandhi, qui profite de l'écrasante majorité du parti du Congrès à la *Lok Sabha*. Le CPI souhaite resserrer les liens avec Moscou et est hostile aux ouvertures d'Indira à la Chine. Le CPI (M) et des personnalités de l'opposition comme Subramaniam Swamy sont eux favorables à une politique prochinoise qui suppose que l'Inde prenne quelques distances avec l'URSS.

L'Inde contient difficilement la contre-offensive sino-américaine en Asie du Sud et perd son ascendant sur le Bangladesh. Elle connaît aussi des difficultés au Népal et au Bhoutan. Indira Gandhi profite des changements en Chine en 1976 pour faire aboutir sa volonté de rapprochement. Cette politique aboutit à un échange d'ambassadeurs avec Beijing. La politique étrangère indienne change avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement *Janata* en 1977. L'Inde s'éloigne de l'URSS et déploie des efforts supplémentaires pour se rapprocher de la Chine et des États-Unis. On assiste notamment à la reprise, bien que modeste, des échanges sino-indiens dans tous les domaines. La visite du ministre des Affaires étrangères indien en Chine en février 1979 marque une nouvelle étape dans cette tentative de rapprochement. Malheureusement, cette visite se termine par un sérieux échec à cause de l'attaque de la Chine contre le Vietnam, un pays ami de l'Inde.

Le gouvernement *Janata*, déjà sérieusement en difficulté en Inde, ne peut que constater que sa politique de rapprochement avec la Chine est un échec et que les intérêts fondamentaux de l'Inde restent en adéquation avec ceux de l'Union soviétique. Tandis que le Vietnam doit rester un contrepoids régional important à la Chine en Asie du Sud-Est, au nord-ouest, l'Afghanistan, autre pays ami de l'Inde doit continuer à peser sur le Pakistan. Le retour au pouvoir d'Indira Gandhi coïncide, à quelques semaines près, avec le début de l'affaire afghane, qui constitue un nouvel obstacle à la volonté de l'Inde de se rapprocher de la Chine. Si l'Afghanistan peut rester sous le contrôle de l'ami soviétique, il ne saurait en revanche être question qu'il passe sous l'influence d'un Pakistan soutenu par Washington et Beijing. L'Inde ne voit certes pas d'un bon œil la présence des troupes soviétiques en Afghanistan, mais elle souhaite encore moins qu'il devienne un pays aligné sur l'axe sino-pakistano-américain. D'abord tentée de reprendre sa politique prosoviétique, en reconnaissant le régime de Heng Samrin au Cambodge et en s'évertuant à trouver des circonstances atténuantes à l'invasion soviétique de l'Afghanistan sans pour autant la soutenir, Indira Gandhi renoue finalement avec un strict non-alignement et adopte une politique d'équilibre entre les deux blocs à partir de 1981-82. Cela facilite grandement ses rapports avec la Chine.

A partir de la visite de Huang Hua à Delhi, les deux pays entament un cycle de huit rounds de négociations frontalières. A partir de cette date, l'Inde fait quelques efforts pour améliorer ses relations avec la Chine. Elle adoucit sa position sur le Vietnam et l'Afghanistan, elle accepte de laisser la Chine et le Bhoutan négocier la délimitation de leur frontière. Mais elle ne va pas au-delà et conserve son soutien à la communauté tibétaine exilée en Inde, et ne fait rien pour faciliter le retour du dalaï-lama en Chine. Elle n'est également prête à aucun compromis sur le problème frontalier. Rajiv Gandhi, qui arrive au pouvoir en 1984, est obsédé par le rapport de force entre l'Inde et la Chine. Il pense que seule la démonstration de sa puissance permettra à l'Inde de se faire respecter de la Chine, qui base sa stratégie diplomatique sur le rapport de force. Lorsque la Chine envoie des troupes dans la vallée de Sumdorong Chu, il adopte une attitude très ferme, avant de faire des ouvertures. C'est un succès qui lui permet, à l'occasion d'une visite d'État à Beijing, en décembre 1988, d'affirmer l'égalité des deux pays. Cette visite, qui est une réussite, inaugure une nouvelle ère dans les relations sino-indiennes. En effet, après cette date, les relations commerciales entre les deux pays vont sensiblement progresser. Les deux pays vont continuer leurs discussions frontalières dans un climat apaisé grâce aux mesures prises pour réduire les risques d'escarmouches entre détachements chinois et indiens et il faudra attendre 1998 pour que les tensions ressurgissent à cause de l'explosion d'une bombe nucléaire par le Pakistan.

En 1972, la Chine en a fini avec la période la plus dure de la Révolution culturelle. Elle base sa politique extérieure sur son affrontement géostratégique avec l'URSS depuis 1967. A partir de la signature du traité indo-soviétique en 1971, la Chine place l'Inde dans le camp ennemi. Se sentant en position d'infériorité, elle se réconcilie avec les États-Unis. Jusqu'en 1976, elle engage un combat contre l'Inde en Asie du Sud : elle tente d'étendre son influence au Népal et au Bhoutan et de retourner le Bangladesh, pays d'une grande importance à ses yeux, en menant une propagande efficace. Pour elle, l'Inde n'est qu'un pion de la grande stratégie soviétique d'encerclement de la Chine. Elle rencontre un certain succès dans sa démarche. A partir de 1976, elle change de tactique : la situation stratégique en Asie du Sud s'est rééquilibrée et elle se sent moins en danger. Elle tente désormais de diviser le camp ennemi plutôt que de l'affronter dans une logique de bloc contre bloc. Elle essaye donc d'éloigner l'Inde de l'URSS pour mieux affronter cette dernière. Elle accepte ainsi les ouvertures d'Indira Gandhi. La Chine continue ce mouvement d'ouverture et l'accentue avec l'arrivée au pouvoir du parti *Janata.*

Cependant, la priorité de sa politique étrangère reste son combat contre l'Union soviétique et sentant qu'elle est en train de perdre son influence en Asie du Sud-Est, elle se lance dans une attaque contre le Vietnam au moment où Vajpayee, le ministre indien des Affaires étrangères, visite la Chine. Il est difficile de savoir si la Chine a alors envisagé les conséquences de son offensive sur ses relations avec l'Inde. Elle tente de rassurer New Delhi, qui hésite sur la politique à mener. Avec l'invasion de l'Afghanistan qui s'ajoute à ses déboires en Asie du Sud-Est, la Chine doit tout faire pour éviter que l'Inde et l'URSS ne resserrent leurs relations, ce qui provoquerait son quasi encerclement stratégique, et ferait peser sur le Pakistan un grand risque de désintégration. Deng Xiaoping propose à ce moment là un « *package deal* » sur la frontière, fournit des efforts pour réconcilier l'Inde et le Pakistan et conduit une politique d'apaisement au Tibet. Deng a besoin d'un environnement pacifique pour mener à bien ses « quatre modernisations ».

Les problèmes vietnamiens et afghans sont bientôt surmontés, et l'URSS affaiblie commence à approcher la Chine pour se réconcilier avec elle. Dans ce contexte, la Chine et l'Inde engagent des pourparlers qui visent à se consulter régulièrement sur la situation internationale pour éviter tout malentendu, à développer leur commerce bilatérale et leurs échanges à tous les niveaux, à progresser sur la question frontalière. La Chine est prête à reconnaître la frontière en l'état, mais l'Inde refuse. La Chine s'intéresse alors de plus près à la question frontalière et mène de nombreuses enquêtes de terrain. Elle envoie durant l'été 1986 des troupes aux limites de la ligne McMahon, ce qui amène la crise de la vallée de Sumdorong Chu que le sang-froid des deux pays

permet de ne pas transformer en guerre. New Delhi et Beijing sont alors conscients qu'ils doivent trouver une solution pour empêcher dans la zone frontalière tout débordement susceptible de dégénérer en conflit général. La Chine reçoit à Beijing Rajiv Gandhi et les deux pays entament une nouvelle phase dans leurs relations. Après celle-ci en effet s'ouvre une période, le commerce va progresser sensiblement

Ce tableau d'ensemble cache des zones d'ombre. On ne sait pas si les membres du politburo chinois se sont opposés sur la question indienne, et si oui, quels furent les différents points de vue. Une autre zone d'ombre persiste, c'est l'ampleur de la guerre secrète que se sont livrées l'Union soviétique, les États-Unis, la Chine et l'Inde en Asie du Sud durant toute cette période et quels ont été les degrés de coopération entre ces pays dans ce domaine, entre l'Inde et l'URSS d'un côté et entre la Chine et les États-Unis de l'autre. Nous en avons juste une petite idée grâce à quelques articles dans la presse, aux archives du KGB révélées par Mitrokhine et à d'autres sources mais ce sujet reste sensible et encore très mal connu, nous n'avons donc pas évoqué ce thème faute d'informations vérifiables et en restons aux suppositions.

UNIVERSITÉ DE NANTES

UFR HISTOIRE, HISTOIRE DE L'ART ET ARCHÉOLOGIE

ÉCOLE DOCTORALE SOCIÉTÉS, CULTURES, ÉCHANGES

Année 2010

N° attribué par la bibliothèque

Les relations sino-indiennes de 1972 à 1988

Tome 2

THÈSE DE DOCTORAT
Discipline: histoire contemporaine
Spécialité: histoire des relations internationales

Présentée
et soutenue publiquement par

Sébastien BOSSARD

Le 21 octobre 2010, devant le jury ci-dessous

Rapporteurs:
- Mme Marianne BASTID-BRUGUIÈRE, membre de l'Institut, directeur de recherche émérite au C.N.R.S.
- M. Balveer ARORA, professeur de science politique à l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi.

Examinateurs:
-M. Laurent JALABERT, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Pau
-M. Bernard SALVAING, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nantes

Directeur de thèse
M. Jacques Weber
Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nantes

État des Sources

Sources imprimées

- BHASIN Avtar Singh (éd.), *Nepal's Relations with India and China, Documents 1947-1992*, 2 volumes, Delhi, 1994.
- BHUTTO Zulfikar Ali, *If I am Assassinated*, New Delhi, Vikas Publishing House, 1979.
- BURR William éd., *The Kissinger Transcripts, The Top secret talks with Beijing and Moscow, New York,* The New Press, 1998.
- GANGAL S.C. (éd.), *Indian Foreign Policy, a documentary study of India's foreign policy since the installation of the Janata Government on 24 March 1977*, New Delhi,Young Asia Publications, 1980.
- HUANG Hua, *Memoirs*, Beijing, Foreign Languages Press, 2008.
- JAIN R. K. éd., *China and South Asian Relations 1947-1980*, *volume 1: India*, New Delhi, Radiant, 1981.
- JAIN R. K. éd., *China and South Asian Relations 1947-1980*, *volume 2: Pakistan, Bangladesh, Népal, Sri Lanka*, New Delhi, Radiant, 1981.
- NATWAR SINGH K., *My China Diary 1956-88*, Rupa Publications, 2009.
- *Sino-Indian Boundary Question*, Beijing, Foreign Language Press, 1962.
- *Selected Speeches and writings of Indira Gandhi*, volume 3, September 1972-March 1977, Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Govt. Of India, 1984.
- *Selected Speeches and writings of Indira Gandhi*, volume 5, January 1, 1982-October 30, 1984, Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Govt. Of India, 1986.
- *Selected works of Deng Xiaoping, volume 2, 1975-1982*
- *Selected works of Deng Xiaoping, volume 3*, *1982-1992*

Communiqués des agences de presse:

Xinhua:

- 18 avril 1972.
- 9 août 1973.
- 15 août 1976.

- 18 juillet 1982.
- 6 juin 1985.

Xinhua she, en pinyin ou agence de presse *Chine Nouvelle* en français, est l'agence de presse officielle du gouvernement chinois et le plus grand centre de collecte d'informations et de conférences de presse en Chine. C'est l'une des deux agences de presse de la République populaire de Chine, l'autre étant la *China News Service*. *Xinhua* est un organe du Conseil d'État chinois. Certains critiques de l'agence la considèrent donc comme étant un instrument de propagande financé par l'État. A bien des égards, Xinhua est l'agence qui nourrit en informations toute la presse écrite chinoise. Les communiqués ont été extraits des journaux chinois, d'ouvrages comme celui de Jain, et de *China Report.*

Sources radiophoniques et télévisées:

Summary of World Broadcast/Far Eastern (SWB/FE) :

Il s'agit d'un résumé réalisé par la BBC de ce qui est dit par les radios et télévisions du monde entier, ici par les radios et télévisions d'Extrême-Orient. C'est un complément indispensable aux sources imprimées. Les numéros utilisés sont tirés de la revue *China Report*.

- 4147: *Chou lauds Nepal*.
- 4148: *India rejects Chinese charge*.
- 4388: *Chi Peng-Fei on Indo-Pak relations*.
- 5282: *India offers earthquake relief to China,* 10 août 1976.
- 5300: *Chinese advice to Bangladesh on Farakka,* 1er septembre 1976.
- 5325: *India-China friendship society,* 30 septembre 1976.
- 5352: *Chinese badminton delegation in China,*1er novembre 1976.
- 5385: *Indian goodwill delegation in China*, 9 décembre 1976.
- 5387: *Kotnis memorial hall inaugurated in Shihchiachuang*, 11 décembre 1976.
- 5518: *Revival of India-China trade*, 21 mai 1977.
- 5561: *The Indian Ocean and India-China relations*, 13 juillet 1977.
- 5577: *Chinese ships at Indian ports*, 1er août 1977.
- 5661: *Chinese Paediatricians in India*, 8 novembre 1977.
- 5671: *Border Issue no obstacle*, 19 novembre 1977.

- 5677: *India-China border dispute*, 26 novembre 1977.
- 5688: *Chinese mining delegation in India*, 9 décembre 1977.
- 5695: *Indian educationists in China*, 17 décembre 1977.
- 5735: *Chinese trade delegation to India*, 9 février 1978.
- 5832: Sans titre.
- 5833: *Indian journalists in China*, 8 juin 1978.
- 5843: *Karakoram highway*, 20 juin 1978.
- 5844: *Geng Biao visits Pakistan*, 21 juin 1978.
- 5877: *Chinese film festival in Calcutta*, 29 juillet 1978.
- 5910: *Subramaniam Swamy in China*, 7 septembre 1978.
- 5921: *Chinese agricultural delegation*, 20 septembre 1978.
- 5947: *CPI(M) delegation to visit China*, 20 octobre 1978.
- 5959: *Indian dancers in China*, 3 novembre 1978.
- 5968: *Indian delegation in Vietnam*, 14 novembre 1978.
- 5999: *New Indian ambassador*, 20 décembre 1978.
- 6006: *Panchen lama's call to tibetans*, 3 janvier 1979.
- 6032: *PRC leaders' message on Indian republic day*, 2 février 1979.
- 6032: *Chinese road construction in western Nepal*, 2 février 1979.
- 6032: *Indian Republic Day in Beijing*, 2 février 1979.
- 6043: *Vajpayee in China*, 15 février 1979.
- 6044: *Vajpayee-Huang Hua talks*, 16 février 1979.
- 6065: *The return of Tibetan exiles*, 13 mars 1979.
- 6076: *Tibetan refugees in India*, 26 mars 1979.
- 6084: *Vajpayee on India's Indochina policy*, 4 avril 1979.
- 6105: *Vietnam peace committee delegation's visit to India*, 1er mai 1979.
- 6105: *Formation of Tibetan Independence organization*, 1er mai 1979.
- 6105: *Burma-based Chinese-trained Naga guerrillas*, 1er mai 1979.
- 6113: *National conference of India-China Friendship association*, 11 mai 1979.
- 6113: *Vietnamese education minister in India*, 11 mai 1979.
- 6152: *Call by the Tibetan Youth Congress*, 27 juin 1979.
- 6327: *Huang Hua's visit to Pakistan*, 24 janvier 1980.
- 6360: *China's occupation of Indian Territory: People's Daily's denial*, 3 mars 1980.
- 6375: *Recognition of Tibet exile government*, 20 mars 1980.
- 6390: *Indian tourists to China*, 9 avril 1980.

- 6390: *Secessionist movement in North-East India*, 9 avril 1980.
- 6400: *Chinese ambassador on Sino-Indian relations*, 21 avril 1980.
- 6400: *Mrs. Gandhi meets Huang Hua*, 21 avril 1980.
- 6443: *Chinese invitation to Indian news agencies*, 12 juin 1980.
- 6443: *China backing Andaman and Nicobar separatism*, 12 juin 1980.
- 6469: *Maoists support Manipur Rebels*, 19 juin 1980.
- 6475: *Unrest in North-Eastern Region*, 19 juillet 1980.
- 6478: *Bangladesh president in China*, 23 juillet 1980.
- 6489: *Huang Hua's India visit put off*, 5 août 1980.
- 6505: *Indian soldiers returned by China*, 23 août 1980.
- 6544: *Reactivation of Tibetan communist party*, 9 octobre 1980.
- 6544: *Former Nepalese Prime Minister in China*, 9 octobre 1980.
- 6551: *CPI delegation in Vietnam*, 17 octobre 1980.
- 6555: *India-China news agency agreement*, 22 octobre 1980.
- 6555: *Chinese official on India-China relations*, 22 octobre 1980.
- 6567: *Dalai Lama's return journey to Tibet ruled out*, 5 novembre 1980.
- 6567: *Tibet's border trade with India and Nepal*, 5 novembre 1980.
- 6568: *Indian agriculture minister in China*, 6 novembre 1980.
- 6576: *Dalai Lama on the co-existence of Buddhism and Marxism*, 15 novembre 1980.
- 6594: *Chinese nuclear missile launchers in Gilgit*, 6 décembre 1980.
- 6597: *Chinese navy delegation leaves Pakistan*, 10 décembre 1980.
- 6610: *Pakistan Foreign Minister's visit to China*, 30 décembre 1980.
- 6630: *Chinese naval base in Pakistan*, 23 janvier 1981.
- 6633: *Bangladesh military delegation in Beijing*, 27 janvier 1981.
- 6633: *China's message on India's national day*, 27 janvier 1981.
- 6664: *Violations of India's air space*, 4 mars 1981.
- 6705: *Chinese dancers in India*, 23 avril 1981.
- 6741: *Indian Prime minister's support for SRV and PRK*, 5 juin 1981.
- 6744: *Chinese premier's press conference in Nepal*, 9 juin 1981.
- 6744: *Chinese Premier's visit to Bangladesh*, 9 juin 1981.
- 6753: *Sino-Pak Friendship*, 27 mai 1981.
- 6761: *Tibetan exiles' demonstration in New Delhi*, 29 juin 1981.
- 6761: *Huang Hua in India*, 29 juin 1981.
- 6762: *Huang Hua's meeting with Mrs. Gandhi: agreement to discuss border*, 30 juin 1981.

- 6762: *Huang Hua's press conference in New Delhi*, 30 juin 1981.
- 6832: *People's Daily on Chinese border intrusion report*, 19 septembre 1981.
- 6848: *Indian and Nepalese pilgrims in Tibet*, 8 octobre 1981.
- 6974: *Chinese military and friendhip delegation in Bangladesh*, 10 mars 1982.
- 7034: *People's Daily accuses USSR of 'sabotage' of talks*, 24 mai 1982.
- 7065: *Tibetan delegation concludes Chinese visit*, 30 juin 1982.
- 7065: *Indian pilgrims visit Tibetan holy places*, 30 juin 1982.
- 7083: *Dalai Lama not to return to Tibet under Chinese rule*, 21 juillet 1982.
- 7348: *Indian Parliamentary delegation in China*, 1er juin 1983.
- 7384: *Indian Parliamentary delegation in China*, 13 juillet 1983.
- 7397: *Indian Youth delegation in China*, 28 juillet 1983.
- 7496: *Indian study group in China*, 21 novembre 1983.
- 7536: *Return of Koh-i-Noor: India's demands supported by People's Daily*, 10 janvier 1984.
- 7551: *Indian pilgrims in Tibet*, 27 janvier 1984.
- 7599: *China's support for Nepal's foreign policy*, 23 mars 1984.
- 7600: *Chinese to construct road in Nepal*, 20 mars 1984.
- 7926: *CPI(M) official in Beijing*, 16 avril 1985.
- 7952: *Indian Communist Party delegation in China*, 16 mai 1985.
- 7956: *India's Women's delegation in China*, 26 mai 1985.
- 7961: *Chinese view of Gandhi's visit to Moscow*, 27 mai 1985.
- 7975: *China invites India to re-open mission in Tibetan capital*, 12 juin 1985.
- 8222: *Chinese arms deliveries to Tripura insurgents*, 2 avril 1986.
- 8230: *China and Punjab terrorists*, 11 avril 1986.
- 8234: *China and Punjab terrorists*, 16 avril 1986.
- 8256: *Sino-Indian Boundary*, 12 mai 1986.
- 8256: *India-China border*, 11 mai 1986.
- 8258: *Pakistan goodwill delegation in China*, 14 mai 1986.
- 8286: *Communiqué on Bhutan-China boundary talks*, 16 juin 1986.
- 8307: *India-China border*, 10 juillet 1986.
- 8320: *Seventh round Sino-Indian border talks*, 25 juillet 1986.
- 8346: *Chinese news agency on Indian intrusion*, 25 août 1986.
- 8347: *Indian reaction to NCNA article*, 26 août 1986.
- 8358: *India-China economic Seminar*, 8 septembre 1986.
- 8358: *China-Pakistan border survey*, 8 septembre 1986.

- 8424: sans titre.
- 8485: sans titre.
- 8511: sans titre.
- 8514: sans titre.

Foreign Broadcast Information Service (FBIS):

Il s'agit d'une source d'information en libre accès de ce qui est dit par les radios et télévisions du monde entier effectuée par la direction de la Science et Technologie de la CIA à l'intention du gouvernement des Etats-Unis. Les numéros utilisés proviennent eux aussi de la revue *China Report*.

- *FBIS-China*, 27 janvier 1986.
- *Nuclear Sub Sets Records on First Trip*, *FBIS-China*, 2 janvier 1987.
- *FBIS/CHI/87/179*, 16 septembre 1987.

Articles de journaux indiens:

Ces journaux n'ont pas été consultés directement car leur format microfilm rendait impossible une consultation systématique, notre période étant trop longue pour effectuer ce genre de travail. Cependant, ils ont été utilisés abondamment grâce à une sélection d'articles de presse sur la Chine et sur les sujets concernant les relations sino-indiennes dans le périodique *China Report* : notre travail de collecte a donc été grandement facilité.

The Patriot:

- *Renewed Conflict among Naxalites*, 16 juin 1973.
- *CP(M) urges initiative by India*, 6 septembre 1973.
- *Why Pakistan and China oppose Bangladesh Entry to the UN,* 14 septembre 1973.
- *Bhashani writes to Chou En-lai*, 23 septembre 1973.
- *Pravda on Chinese criticism of Soviet help*, 11 novembre 1973.
- 8 février 1974.
- *Plea for commercial ties*, 1er mai 1976.
- *Indian iron for China*, 26 mai 1978.

- *Vajpayee's China trip*, 19 décembre 1978.
- *Chinese construction of Karakoram highway 'twin',* 1er mai 1979.
- *China's assistance for Pakistan's defence needs*, 21 janvier 1980.
- *«Double standards» of interference*, 30 janvier 1980.
- *Rebels' routes to China*, 23 mai 1980.
- *China-trained Nagas and Mizos*, 8 août 1980.
- *USSR on Sino-Pak plot*, 30 août 1980.
- *India - main hurdle to China's design in Asia*, 14 mars 1981.
- 23 mars 1981.
- *Chinese Universities for collaboration with bits*, 10 avril 1981.
- *Symposium on normalization of Sino-Indian relations*, 22 octobre 1981.
- *Narasimha Rao on Sino-Indian border talks in Beijing*, 20 décembre 1981.
- *Chinese leaders apprised of Pak 'efforts'*, 28 avril 1982.
- *Panchen Lama invites Dalai to China*, 20 juillet 1982.
- *China's family planning programme and its success*, 5 juillet 1983.
- *Ravi Shankar leaves for China on PRC's invitation*, 28 août 1983.
- *Mass arrest of Tibetans in Lhasa*, 27 septembre 1983.
- *Chinese jails visited by India's chief justice*, 13 octobre 1983.
- *PRC's import of sugar from India*, 11 novembre 1983.
- *Government ban on Beijing Review*, 8 août 1986.

***The Times of India*:**

The Times of India est le journal le plus lu en Inde. Il a été créé en 1938 sous le nom de *The Bombay Times and Journal of Commerce*. Il est regardé comme un journal libéral, il a donné naissance au journal économique *The Economic Times*, le plus important journal économique d'Inde et le deuxième du monde après le *Wall Street Journal*.

- 3 mars 1972.
- 10 mai 1972.
- *Bhashani accused of anti-national activities***,** 9 octobre 1972.
- 10 décembre 1972.
- *India rules out Mediation*, 16 décembre 1972.
- *Chinese aid to Pakistan*, 1er mars 1973.

- *Insurgents trying to re-enter Nagaland*, 5 mars 1973.
- *Chinese equipment for Pakistan army*, 19 mars 1973.
- *China helps Nepal build strategic road* **,** 22 mars 1973.
- *China winds up cotton experiment in Nepal*, 3 avril 1973.
- *India hails China entry to ECAFE,* 12 avril 1973.
- *Dacca joins ECAFE despite Peking*, 19 avril 1973.
- *Scrap treaty with India, says Bhashani*, 15 mai 1973.
- *Chinese TU 16 jets to Pakistan*,17 mai 1973.
- *Peking-Teheran-Pindi tie-up against Russia*, 23 juin 1973.
- *Pact with USSR no bar to ties with China*, 4 septembre 1973.
- 24 novembre 1973.
- *China supports Pakistan terms for ties with India*, 2 juin 1976.
- *Ties with China not to affect ties with Russia*, 12 juin 1976.
- *Indian Ambassador meets top Chinese leaders*, 17 décembre 1976.
- *Indian Experts in FAO team to China*, 11 mai 1977.
- *Plea for shipping links with China*, 29 mai 1977.
- *China invites Indian economist*, 24 août 1977.
- *Nepal lauds India's policy*, 27 septembre 1977.
- *China offers to exchange coal experts*, 9 novembre 1977.
- *Sino-Indian move to expand trade*, 24 décembre 1977.
- *China keen on better trade ties*, 11 février 1978.
- *Report of Indian trade mission to China*, 2 juillet 1978.
- *Chinese ship at Bombay*, 13 juillet 1978.
- *India for Chinese participation*, 12 août 1978.
- *Karakoram road's strategic value*, 18 août 1978.
- *Sino-Indian ties*, 22 novembre 1978.
- *China's support to Pakistan*, 23 janvier 1979.
- *Dalai's terms for talks with Chinese*, 25 janvier 1979.
- *PM urges withdrawal of Chinese forces from Vietnam*, 19 février 1979.
- *Protest against China action*, 19 février 1979.
- *Opposition MP's call for Chinese withdrawal from Vietnam*, 19 février 1979.
- *India-China relations and Indo-Soviet ties*, 10 mars 1979.
- *Prime Minister's Guarded reference to Sino-Vietnam war*, 10 mars 1979.
- *China's opening for Indian tourists*, 27 mars 1979.

- *Bhutan reiterates its stand on China*, 5 novembre 1979.
- *India's Initiative on Kampuchea*, 10 novembre 1979.
- *Chinese arms-trek down Karakoram highway*, 18 janvier 1980.
- *Chinese soldiers befriending Indian Border guards*, 1er août 1980.
- *Chinese assistance for Pakistan air bases*, 26 février 1981.
- *Indian Parliamentary team invited by China*, 25 avril 1981.
- *Border talks to strenghten ties*, 13 décembre 1981.
- *Reagan urged to help conclusion of Sino-Indian border settlement*, 13 décembre 1981.
- *India-China agreement to continue contracts*, 15 décembre 1981.
- *Indo-Chinese trade agreement for the import of silk yarn*, 1 janvier 1982.
- *China's interest in Indian machine tools*, 3 mars 1982.
- *Gonsalves to lead team for talks with China*, 2 avril 1982.
- *China allows Dalai to open office in Beijing*, 30 avril 1982.
- *Dalai Lama in no hurry to return to Tibet*, 2 août 1982.
- *Goodwill Mission to Beijing*, 18 octobre 1982.
- *Indian brick-building technique adopted by the Chinese*, 9 novembre 1982.
- *Sino-Bangla loan agreement*, 1er décembre 1982.
- *Chinese cables for power transmission*, 21 janvier 1983.
- *Differences on India-China border issue*, 3 février 1983.
- *Sino-Pak Nuclear ties*, 26 février 1983.
- *Baselessness of Chinese tobacco camplaint*, 19 mars 1983.
- *Zhao's advocacy for 'closer Sino-Indian relations*, 7 juin 1983.
- *Shrinkage of Sino-Indian trade*, 8 août 1983.
- *Fourth round of Sino-Indian talks*, 13 octobre 1983.
- *China to give latest naval gear to Dhaka*, 26 novembre 1983.
- *Chinese to build a new runway at Gilgit*, 10 mars 1984.
- *China's help in Pak nuclear device test*, 27 mars 1984.
- *On China's claim to Indo-Burmese border territory*, 18 avril 1984.
- *Pak offer for Chinese satellite station*', 22 avril 1984.
- *India's role in NAM acclaimed in Chinese magazine*, 1er septembre 1984.
- *Chinese homage to Mahatma Gandhi*, 20 septembre 1984.
- *China welcomes joint ventures with India*, 28 octobre 1984.
- *Chinese team meets I&B Minister*, 5 février 1985.
- *MMTC finds iron ore market in China*, 30 mars 1985.

- *Indian dance troupe in Beijing*, 25 mai 1985.
- *Seventh round of border talks*, 20 juillet 1986.
- *Janata party accuses China of interfering in Indian affairs*, 14 décembre 1986.
- 25 février 1987.
- *Countering Zia's Proposals*, 18 avril 1987.
- *China for direct Delhi-Beijing air service*, 23 avril 1987.
- *China's charge on border denied*, 23 avril 1987.
- «*Action» threat by Beijing*, 7 mai 1987.
- *Withdraw troops, China tells India*, 17 juin 1987.
- 4 juillet 1987.
- *No Chinese missiles aimed at India*, 14 juillet 1987.
- *PM accepts Chinese invitation*, 18 novembre 1987.
- *Chinese Minister meets Fotedar*, 12 janvier 1988.
- *Rao may raise summit issue in China*, 7 février 1988.

The Hindustan Times:

The Hindustan Times a été fondé en 1924, il tire ses origines de la lutte pour l'indépendance. Il est centriste.

- 7 avril 1972.
- 16 avril 1972.
- *Soviet writer on China's duplicity with India*, 7 janvier 1973.
- *Soviet Analysts on China's design on India,* 12 février 1973.
- *Laldenga in Peking*, 17 février 1973.
- *China arming Pakistan*, 23 février 1973.
- *Chinese in transit can see Bombay*, 7 mars 1973.
- *Chinese Pamphlet incites Nagas,* 26 août 1973.
- 21 février 1974 (Overseas Hindustan Times).
- *Businessmen invited to Canton fair*, 24 avril 1977.
- *Chinese doctors to attend Delhi meet*, 12 mai 1977.
- *AIEI to invite Chinese*, 29 juillet 1977.
- *Mr. Teng supports 'Peace Zone'*, 4 février 1978.
- *AIEI invited to China*, 12 février 1978.

- *Nepal to mediate*, 14 juin 1978.
- *Dalai Lama spells out terms*, 20 juin 1978.
- *China pledge sought,* 7 octobre 1978.
- *Tibet (Xizang) trade ban goes*, 28 octobre 1978.
- *Sino-Indian Trade*, 21 novembre 1978.
- *Cabinet to discuss Vajpayee's China trip*, 8 février 1979.
- *India's gesture to China*, 8 février 1979.
- *Arms accord between Pakistan and China*, 5 décembre 1979.
- *Swamy visits China,* 16 avril 1980.
- *Mrs. Gandhi meets Chairman Hua*, 10 mai 1980.
- *Dalai Lama's readiness to return*, 25 février 1981.
- *India-China commercial ties*, 4 septembre 1981.
- *Forged Sino-Indian border documents*, 5 mars 1982.
- *CCP's invitation to CPI(M)*, 6 mars 1982.
- *Bangla Army division on Chinese pattern*, 17 avril 1982.
- *Volume of Sino-Indian Trade*, 25 avril 1982.
- *China for positive stand*, 6 juin 1982.
- *Chinese editor lauds India's import policy*, 15 juin 1982.
- *Chinese Paddy machines for Indian firm*, 26 juin 1982.
- *Chinese team on the look-out for socio-economic know-how*, 15 novembre 1982.
- *Dalai Lama's demand of autonomy for Tibet*, 14 décembre 1982.
- *China's stand regretted by PM*, 12 février 1983.
- *Normalization of India-China relations*, 13 mars 1983.
- *India-China joint ventures*, 16 mars 1984.
- *Sino-Indian trade agreement*, 17 août 1984.
- *Indian territory included in Chinese atlas*, 10 septembre 1984.
- *China naval build-up poses a threat*, 19 janvier 1985.
- *Chinese troops in Kameng*, 17 juillet 1986.
- *Confusion about McMahon line*, 2 août 1986.
- *India opposes China's GSTP Membership bid*, 3 octobre 1986.
- *80 assam rebels off to China*, 3 janvier 1987.
- *Rajiv slighting China, says Vajpayee*, 23 janvier 1987.
- *Beijing condemns grant of statehood to Arunachal Pradesh*, 22 février 1987.
- *China hopes for early settlement*, 14 novembre 1987.

- *Foreign secretary hosts banquet*, 15 novembre 1987.
- *Talks end on optimistic note*, 18 novembre 1987.

The Statesman:

The Statesman a été fondé en 1875 et est originaire du regroupement de deux journaux, *The Englishman* et *The Friend of India*. Le journal, contrôlé par les Britanniques, passe sous contrôle indien au moment de l'indépendance. Le journal est réputé pour s'être opposé à de nombreuses reprises et de manière véhémente au pouvoir en place, notamment au moment de la déclaration de l'état d'urgence entre 1975 et 1977.

- *India rejects Chinese charges on Tibet*, 19 octobre 1972.
- 14 janvier 1974.
- *Chinese Ambassador in New Delhi*, 11 septembre 1976.
- *The Border Issue*, 17 août 1977.
- *Mr. Teng's visit to Nepal*, 3 février 1978.
- *Indian businessmen to visit China*, 13 juillet 1978.
- 6 avril 1979.
- *Chinese arms for Mizos*, 11 juillet 1979.
- *Nepal King's concern over Soviet activity*, 22 septembre 1979.
- *China wants package deal*, 22 juin 1980.
- 10 septembre 1981.
- *Exchange of Aksai Chin for Mansarovar*, 24 septembre 1981.
- *Flexibility in border talks*, 4 octobre 1981.
- *China to resume border trade*, 23 octobre 1981.
- *Kotnis Committee on border issue*, 3 décembre 1981.
- *Sino-Indian Border*, 11 décembre 1981.
- *Chinese steel for India*, 12 décembre 1981.
- *Raw silk from China*, 19 février 1982.
- *Shakuntalam staged in China*, 12 avril 1982.
- *Fu Hao's Interview*, 14 mai 1982.
- *No solution, yet talks to be resumed in Beijing*, 21 mai 1982.
- *Dalai Lama not keen to be head*, 21 mai 1982.
- *Trade delegation to China*, 22 mai 1982.

- *India-China Trade*, 11 juillet 1982.
- *Tibet youth Congress memorandum to PM*, 30 juillet 1982.
- *Opening of Khunjerab pass to Sino-Pak traffic*, 29 août 1982.
- *Zhao's Keenness for the border issue settlement*, 25 octobre 1982.
- *India-China scientific ties*, 6 décembre 1982.
- *Beijing Women's delegation*, 7 décembre 1982.
- *Chinese accusation of India*, 9 décembre 1982.
- *Indian delegation's visit to China cancelled*, 12 décembre 1982.
- *Chinese weapons displayed by Bangladesh*, 18 décembre 1982.
- *Third round of India-China official level talks*, 29 janvier 1983.
- *China's denial of helping Pak N-Bomb plans*, 31 janvier 1983.
- *Tibet an integral part of China*, 1er avril 1983.
- *Sanskrit Drama at Beijing Opera*, 26 avril 1983.
- *Deng sees improvement in Sino-Indian Relations*, 1er mai 1983.
- *Dalai Lama on Tibetan situation*, 30 août 1983.
- *PRC's praise for India's technological progress*, 11 octobre 1983.
- *Sikkim a Foreign Country: India's protest against Xinhua's description*, 11 octobre 1983.
- *Chinese book on Vivekananda*, 9 novembre 1983.
- *Chinese praise for Indian Marxists*, 19 janvier 1984.
- *Sino-Indian agreement on standardization*, 4 avril 1984.
- *Hindi films in China*, 9 avril 1984.
- *Sino-Bhutanese discussion on Himalayan issue*, 17 juin 1984.
- *Tea delegation for China*, 17 juin 1984.
- *Pak nuclear base with Chinese help*, 30 août 1984.
- *Indian film songs on video for China*, 15 septembre 1984.
- *Fifth round of Sino-Indian border talk*, 23 septembre 1984.
- *China sends 350 books to JNU*, 16 novembre 1984.
- *Ramayana translated into Chinese*, 30 novembre 1984.
- *China supports Delhi declaration*, 30 janvier 1985.
- *Chinese terms humiliating, say Tibetans*, 30 janvier 1985.
- *Chinese like Tagore and Kalidasa*, 2 mars 1985.
- *Accord on route to Lhasa by China and Nepal*, 12 mars 1985.
- *Chinese intrusion into Arunachal Pradesh*, 16 juillet 1986.
- *Intrusion to be raised at talks*, 19 juillet 1986.

- *Statement by minister of external affairs*, 19 juillet 1986.
- *Indian prime minister on border issue*, 19 juillet 1986.
- *Arunachal chief minister on intrusions*, 21 juillet 1986.
- *Chinese arms for Naga rebels*, 21 juillet 1986.
- *Seventh round of border talks*, 21 juillet 1986.
- *China builds helipad in Arunachal*, 7 août 1986.
- *China upgrades Karakoram highway*, 11 novembre 1986.
- *Indian Army takes preventive measures in Arunachal*, 17 décembre 1986.
- *Sino-Indian Trade talks*, 26 mai 1987.
- *Chinese weekly criticises Indian press*, 12 août 1987.
- *Speculation over accord with China*, 24 août 1987.
- *Border situation not stable*, 1er février 1988.

The Hindu:

The Hindu fut lancé comme un hebdomadaire en 1878 puis devint un quotidien à partir de 1889. C'est un journal de centre gauche.

- *India may seek China's view on Afghanistan*, 5 mai 1980.
- *China invited to South-South conference*, 12 janvier 1982.
- *FIEO Office in China likely*, 25 mai 1982.
- *Aranganayagam to study education systems in China*, 11 juin 1982.
- *Indian books for China*, 3 août 1982.
- *Chinese MiGs and tanks for Bangladesh*, 18 août 1982.
- *China's interest in Indian Trade Union movement*, 15 octobre 1982.
- *Indian dance troupe performance in Beijing*, 17 juin 1983.
- *Chinese judicial team to attend Delhi meet*, 3 mars 1984.
- *PM hopes for better ties*, 5 novembre 1984.
- *Chinese tea industry seeks Indian Expertise*, 17 février 1985.
- *China for talks at political level*, 12 avril 1985.
- *Trade*, 9 août 1985.
- *Delhi awaits meaningful moves from Beijing on border row*, 2 septembre 1985.
- *Trade*, 5 décembre 1985.
- *China and Sikh terrorists*, 10 avril 1986.

- *Foreign minister's statement in parliament*, 2 août 1986.
- *Chinese team's talks with leftist leaders*, 20 octobre 1987.
- *South East Asia figures in talks with China*, 17 novembre 1987.
- India and China to keep peace on border, 18 novembre 1987.
- *China to buy more goods from India*', 22 décembre 1987.

Indian Express:

Le journal est publié depuis 1931 à Chennai (alors Madras), ce journal ressemble au *Statesman* pour sa liberté de ton et son refus de se plier à la censure gouvernementale. Le journal ne publiera pas le jour de la déclaration de l'état d'urgence par Indira Gandhi.

- 4 mars 1972.
- *Soviet map on India amended*, 23 janvier 1973.
- *Senior diplomat heads Chinese mission in Delhi,* 22 mars 1973.
- *Chou bid to normalise Dacca-Pindi ties*, B.K. Tiwari, 5 avril 1973.
- *Feelers to China*, 25 juin 1973.
- *Shift in Peking attitude to Dacca*, 3 juillet 1973.
- *Chou En-Lai's last wish*, 11 janvier 1976.
- *Lessons of Bokaro,'* 18 juin 1976.
- *Nine-member Indian team to visit China*, 24 novembre 1976.
- *China to train Indian doctors in acupuncture*, 13 septembre 1977.
- *Move to invite goodwill team from China*, 17 septembre 1977.
- *Indian leaders at Chinese National day*, 1er octobre 1977.
- *Shift in China's stance on Kashmir*, 29 décembre 1977.
- *China cold to rebel nagas, Mizos*, 3 février 1978.
- *Mr. Fernandes on trade with China*, 14 février 1978.
- *Chinese impressed by ore loading*, 21 février 1978.
- *Full normalization unrealistic*, 14 mai 1978.
- *Vajpayee to visit China*, 9 juin 1978.
- *Vajpayee's assurance to USSR*, 20 juillet 1978.
- *Chinese ambassador leaves for Beijing*, 25 juillet 1978.
- *Indian iron ore for China*, 4 août 1978.
- *China policy criticized*, 4 août 1978.

- *China to get landing permits*, 14 septembre 1978.
- *China to allow Indian pilgrims*, 19 septembre 1978.
- *Dalai Lama not to be sent to China*, 7 octobre 1978.
- *China keen to solve problems*, 7 octobre 1978.
- *China seeks specific proposals on border*, 12 octobre 1978.
- *Morarji Desai on ties with China*, 8 novembre 1978.
- *India-China trade: direct order from China*, 22 août 1979.
- *Chinese Embassy spokesman on Sino-Bhutanese border*, 11 septembre 1979.
- *Kosygin on Chinese Bhutan intrusions*, 19 septembre 1979.
- *PRC's Minister for Exchange of farm know-how*, 20 mars 1980.
- *Chinese submarine chasers for Pakistan*, 24 avril 1980.
- *Sino-Indian co-operation*, 7 juillet 1980.
- *Indian project in China*, 9 août 1980.
- *Mrs. Gandhi-Zhao meeting: agreement on need to improve ties*, 23 octobre 1981.
- *Concentration of Chinese troops in Tibet*, 14 février 1982.
- *Thach assails China's S-E Asia Policy*, 29 avril 1982.
- *China has no right to exchange territory*, 14 mai 1982.
- *Offer to set up industries in China*, 21 mai 1982.
- *Dalai Lama on Tibet*, 29 juin 1982.
- *China's tribute to Kotnis and Atal*, 4 décembre 1982.
- *Big Potential for India-China trade*, 20 décembre 1982.
- *Chinese criticism of India's Kampuchean stand*, 14 janvier 1983.
- *PM called on by Dalai Lama*, 25 janvier 1983.
- *India's claim to Aksai Chin*, 25 janvier 1983.
- *Dalai Lama invited by China*, 21 mai 1983.
- *Discussion on boundary issue*, 4 juin 1983.
- *Dalai to continue dialogue with China*, 26 juin 1983.
- *India-China border deal: «Positive Role» for India urged*, 18 juillet 1983.
- *Tibet ready for Dalai Lama's return*, 19 juillet 1983.
- *China Stands by Pakistan*, 30 juillet 1983.
- *Chinese agreement to the construction of Shiva temple at Kailas*, 7 novembre 1983.
- *Pak Air force strengthened by Chinese planes*, 30 décembre 1983.
- *Mrs. Gandhi's economic policy lauded by China*, 18 août 1984.
- *India seeks coking coal from China*, 20 octobre 1984.

- *India-China meet on economic progress*, 10 janvier 1985.
- *Border delineation with China vital, says Bhutan King*, 4 février 1985.
- *Bhutan-China border talks from 2 avril*, 31 mars 1985.
- *India not keen on summit with China now*, 19 juin 1985.
- *Rajiv-Zhao meeting*, 24 octobre 1985.
- *India-China border*, 10 mai 1986.
- *India-China border*, 11 mai 1986.
- *India-China border*, 3 juin 1986.
- *India-China border*, 4 juin 1986.
- *India rejects China's response*, 19 juillet 1986.
- *China collects tax in Arunachal Pradesh*, 5 octobre 1986.
- *India-China border*, 19 novembre 1986.
- *The Karakoram highway*, 20 novembre 1986.
- *India opposes Nepal, China projects on border*, 13 décembre 1986.
- *Text of Chinese statement on Arunachal Pradesh*, 13 décembre 1986.
- *India rejects China's protest on Arunachal*, 13 décembre 1986.
- *Text of Indian government's statement*, 13 décembre 1986.
- *Government keeping close watch on Arunachal*, 14 décembre 1986.
- *Rajiv optimistic on Sino-Indian talks*, 23 octobre 1987.
- *MP's grill Government on talks with China*, 3 décembre 1987.
- *Preparations on for PM's China visit*, 7 décembre 1987.
- *Move to improve China Bhavan*, 7 janvier 1988.

Amrita Bazar Patrika:

L'*Amrita Bazar Patrika* est le journal le plus ancien de l'Inde, puisqu'il débute en 1868 depuis Jessore, un village aujourd'hui situé au Bangladesh. D'abord écrit en bengali, il est publié en anglais à partir de 1876. Il s'établit par la suite à Bagbazar (Uttar Kolkata). Il participe activement au mouvement pour l'indépendance de l'Inde. Suite à des difficultés financières, le journal disparaît en 1986.

- *Indian Army chief on Chinese military movements across borders*, 14 mai 1981.
- *Insurgents in the North-eastern states*, 20 septembre 1981.
- *Territorial exchange with China ruled out*, 12 décembre 1981.

- *Chinese painting exhibition*, 10 février 1982.
- *Swamy on border problem*, 23 juin 1982.
- *China's growing interest in Indian books*, 21 mai 1983.
- *Chinese Academy of Social Sciences delegation*, 4 janvier 1984.
- *Jyoti Basu's visit to China*, 9 mai 1984.
- *Tibet*, 16 juin 1985.
- *Trade*, 7 septembre 1985.
- No Chinese intrusion in Manigaong, 6 octobre 1986.

The Tribune:

The Tribune est publié à partir de 1881 à Lahore au Pakistan puis à Chandigarh. Il est indépendant et modéré.

- *China arming Pakistan*, 14 mai 1980.
- *Chinese support for Khmer Rouge's protest*, 7 février 1981.
- *Mother Teresa meets Deng Xiaoping's son*, 24 janvier 1985.

Telegraph:

Fondé en 1982, il est spécialisé dans la politique étrangère et les problèmes du Nord-Est, c'est le journal le plus influent dans le Nord-Est indien.

- *Indian Scientists invited by Chinese Academy of sciences*, 17 novembre 1982.
- *China's remarks on Arunachal resented*, 11 décembre 1982.
- *Chinese N-Weapon designs for Pak*, 26 mars 1984.
- *India intrigued by Chinese claim*, 2 août 1984.
- *Chinese missile boats for Pakistan*, 21 septembre 1984.
- *Exhibition of Chinese books*, 13 octobre 1984.
- *Hindi film in Chinese*, 28 octobre 1984.
- *China ready to import new items from India*, 7 mars 1985.
- *China, India pledge amity*, 2 avril 1985.
- *China confirmed Indian consulates reopening's proposal in Lhasa and Shanghai*, 25 juin 1985.
- *Trade*, 25 juillet 1985.

- *India-China border*, 4 juin 1986.

Deccan Herald:

Fondé en 1948, c'est le journal le plus populaire de l'état de Karnataka et plus particulièrement de la ville de Bangalore.

- *Conclusion of Sino-Indian Talks*, 31 octobre 1983.
- *Some common ground covered by Sino-Indian talks*, 18 novembre 1983.
- *China keen on India's energy know-how*, 27 mars 1984.
- *The Bhagwad Gita goes over Great Wall*, 30 juillet 1984.
- *Chinese weekly pins faith on India*, 6 novembre 1984.
- *Silk Import: India to hold talks with China*, 4 mars 1988.

The Economic Times:

Fondé en 1961 par le groupe de presse contrôlant *The Times of India*.

- *China interested in Indian iron ore*, 21 février 1978.
- *Trade prospects*, 17 mai 1978.
- *Silk from China*, 20 juin 1978.
- *Chinese paraffin wax for India*, 19 décembre 1978.
- *Export-Import deals*, 20 décembre 1978.
- *Indian investment in China*, 29 mai 1982.
- *India-China seminar on trade and economic co-operation*, 28 janvier 1983.
- *Substandard tobacco supply: China's demand for compensation*, 13 mai 1983.
- *Indian rubber team in China***,** 15 mai 1983.
- *Science Policy planning team for China*, 10 octobre 1983.
- *Chinese help for Bangladesh oil exploration*, 2 février 1984.
- *FIEO cell in China*, 6 avril 1984.
- *Some lessons for India*, 24 avril 1985.

National Herald:

Le *National Herald* est un journal nationaliste d'Allahabad fondé par Jawaharlal Nehru en 1938.

- *No war on the border: Desai*, 23 juin 1978.

Business Standard:

Comme son nom l'indique, c'est un quotidien financier, fondé en 1975 à Calcutta. Il est publié en deux éditions, l'une en anglais et l'autre en hindi.

- *Trade*, 19 août 1985.
- *Trade balance*, 24 novembre 1985.

Financial Express:

C'est le quotidien financier indien le plus ancien, il est publié par le groupe de l'*Indian Express* depuis 1961.

- *China's interest in joint ventures*, 30 décembre 1981.
- «*China competes for NTPC Contract*», 5 avril 1982.
- «*Package Deal» elaborated*, 19 mai 1982.
- *Nepal-Tibet highway to be constructed by China*, 18 août 1982.
- *China's praise for India's Dairy unit progress*, 18 octobre 1982.
- *China to import bicycles from India*, 20 octobre 1982.
- *Trade*, 7 août 1985.

News from China:

News From China est extrait de la revue China Report.

- *Chinese on Indian defence ministry charge*, 9 avril 1986.
- *Bhutan-China boundary talks*, 14 juin 1986.
- *Bhutan-China border talks,* 20 juin 1986.
- *China rejects India's protest*, 17 juillet 1986.

- *Seventh round Sino-Indian border talks*, 24 juillet 1986.
- *50th Death anniversary of Lu Xun and Prem Chand observed in India*, 6 janvier 1987.
- *Indian paintings exhibition in Beijing*, 10 février 1987.
- *Foreign Ministry spokesman on Indian leader's comment on Tibetan culture*, 17 février 1987.
- *Chinese spokesman on the border situation*, 17 avril 1987.
- *Deng Xiaoping on the border*, 18 avril 1987.
- *Qiao Shi meets Indian visitor*, 21 avril 1987.
- *China's charge on border denied*, 23 avril 1987.
- 28 avril 1987.

India Today:

India Today est un hebdomadaire publié depuis 1982. Il a commencé avec un tirage de 5 000 copies et est largement lu aujourd'hui avec une base de 3,5 millions de lecteurs. Un seul article est cité ici car notre séjour en Inde fut extrêmement court, un mois et nous n'avons pas pu malheureusement dépouiller le magazine, privilégiant d'autres sources.

- *Sino-Indian Border*, 31 décembre 1986.

Articles de journaux chinois.

Renmin Ribao:

Le Quotidien du Peuple (Chinois: 人民日报; Hanyu Pinyin: Rénmín Rìbào) est le journal officiel du parti communiste chinois. Le premier numéro du journal fut publié le 15 juin 1948 à Pingshan, dans la province du Hubei. C'était alors le journal d'une branche régionale du Parti communiste. Les bureaux furent déplacés à Beijing en mars 1949 et il devint le journal officiel du parti communiste chinois en août de la même année. En tant qu'organe du Parti communiste, le journal fournit souvent des informations directes sur les politiques et les points de vue du parti.

Pendant la Révolution culturelle, Le Quotidien du Peuple fut l'une des rares sources d'information à partir desquelles les étrangers et les Chinois eux-mêmes pouvaient connaître la politique du gouvernement chinois. Pendant cette période, un éditorial du Quotidien du Peuple est considéré comme une déclaration de politique gouvernementale faisant autorité.

Pour avoir une bonne idée de la vision chinoise concernant l'utilisation de la presse, citons une phrase du Renmin Ribao du 26 avril 1956: “Le journal est l'arme la plus puissante pouvant être utilisée pour éduquer la population dans la pensée socialiste, pour faire la propagande des plans et politiques du parti communiste et pour resserrer la relation étroite entre le parti et les masses.”

Pour cette thèse, Le Renmin Ribao a été consulté de manière systématique de 1972 à 1988 dans sa version papier à la librairie provinciale du Jilin à Changchun, selon mes indications, par Wallace, un étudiant en mastère d'anglais à l'Université de Jilin, aujourd'hui professeur d'anglais à l'université de Changchun. Il a été sélectionné et traduit environ 540 articles de ce quotidien, couvrant notre période, dont 164, les plus intéressants, ont finalement été utilisés dans cette thèse. Je tiens à remercier mon équipe de traducteurs, tous étudiants en licence d'anglais au Jilin Hua Qiao Foreign Language Institute et surtout le coordinateur de ce travail Cuilei. Certains articles ont été ensuite retraduits en français, je souhaitais tout retraduire en français mais faute de temps, l'idée a été abandonnée. Certains titres manquent, il s'agit d'articles comportant des titres à rallonge de plus de deux lignes.

- *Que veulent les réactionnaires indiens*, 27 janvier 1972.
- 5 mars 1972.
- 30 mars 1972.
- 15 juin 1972.
- 26 août 1972.
- 26 septembre 1972.
- 8 octobre 1972.
- 18 novembre 1972.
- 24 décembre 1972.
- 12 avril 1973.
- 12 novembre 1973.
- 29 novembre 1973.
- *L’opinion publique indienne exprime son insatisfaction envers les relations économiques injustes entre la Russie et l’Inde*, 2 décembre 1973.
- 2 décembre 1973.
- *La social-impérialiste Union Soviétique pille cruellement l’Inde par le biais du commerce inégal appelé l’ «aide économique»,* 24 janvier 1974.
- *India suffers a severe crisis,* 13 mars 1974.

- *Neglecting people's poverty, engaging in increasing military spending,* 15 mars 1974.
- 12 avril 1974.
- 19 mai 1974.
- 3 juin 1974.
- 11 juin 1974.
- 2 juillet 1974.
- 3 septembre 1974.
- 8 septembre 1974.
- *Concernant le sous-continent Sud Asiatique et la zone non nucléarisée*, 3 octobre 1974.
- *Famine spread in India, people struggle for survival*, 20 octobre 1974.
- *History is not allowed to interpolate*, 22 octobre 1974.
- *Neighborhood or invasion and expansion? Revealing India expanded in South Asia in the favor of Soviet Union.* 28 octobre 1974.
- 30 octobre 1974.
- *Les peuples de l'Inde et de la Chine ont une bonne amitié*, 12 février 1975.
- 2 mars 1975.
- 12 mars 1975.
- 19 mars 1975.
- *Indian newspaper reveals that Soviet Union is holding a spy activity in India,* 21 mars 1975.
- 28 juin 1975.
- *Soviet Union Cheers on Gandhi's suppression.* 29 juin 1975.
- *Montrer la face atroce,* 29 juin 1975 .
- *le peuple indien résiste fortement au règne fasciste de l'administration Gandhi,* 29 juillet 1975.
- *Indian pariah develop struggle to oppose exploitation and pressure,* 6 janvier 1976.
- *Indian Overbearing action,* 19 février 1976.
- *Indian public opinion revealed SU's new trick of deprivation.* 22 avril 1976.
- *Indian official issued a statement proved that SU forbad India to provide Airplane spares for Egypt.* 19 mai 1976.
- *Soviet Union bully severely , India complains greatly.'*28 juin 1976.
- *Indian strong discontentment about Soviet Union's economic colonization.* 20 juillet 1976.
- 13 août 1976.
- *Bangladesh requests India to resolve the issue of the Ganges waters,* 29 novembre 1976.
- 23 mars 1977.
- 30 mars 1977.

- *Indian Election and Soviet Union's defeat in South Asia*, 30 mars 1977.
- *Attractive new trend of Indian diplomacy*, 3 avril 1977.
- 12 avril 1977.
- 28 avril 1977.
- 31 mai 1977.
- 17 juillet 1977.
- 21 juillet 1977.
- 6 août 1977.
- 31 octobre 1977.
- 23 avril 1978.
- 16 septembre 1978.
- 17 septembre 1978.
- 13 février 1979.
- 15 février 1979.
- 16 février 1979.
- 20 février 1979.
- 12 mars 1979.
- 13 mars 1979.
- 17 mars 1979.
- 7 juin 1979.
- 11 janvier 1980.
- *Indira Gandhi denied India supported Soviet invasion of Afghanistan,* 18 janvier 1980.
- *Indira Gandhi won't defend for Soviet invasion of Afghanistan, India will endeavor for the normalization of the Sino-Indian relationships*, 20 janvier 1980.
- *Indian President deeply concerned with Afghan situation*, 25 janvier 1980.
- 27 janvier 1980.
- 8 février 1980.
- *Pakistan and India join hands together to force Soviet Union to withdraw its troops from Afghanistan*, 15 février 1980.
- *Pakistan Foreign Department spokesman refuted Gromyko's attack. Gromyko didn't come to the agreement with India on Afghanistan problem,* 15 février 1980.
- *Indira Gandhi excused Soviet Union invading Afghanistan*, 24 février 1980.
- 1er mars 1980.
- *What will Indira Gandhi say, agitating Soviet Union's intervention in Afghanistan is*

reasonable; don't care about the fact to insult China, 8 mars 1980.

- *Divergence between Vietnam and India*, 11 avril 1980.
- *No result of Pham Van Dong's visit to India*, 13 avril 1980.
- *Member of legislative body of India emphasis that India and Pakistan are facing the threat from Northwest. They are in the same boat*, 15 avril 1980.
- *Indian Janata Party pointed out that Soviet Union's invasion to Afghanistan threatened Southeast Asia*, 22 avril 1980.
- *Why there is turmoil in Assam of India*, 5 juin 1980.
- *Our News spokesman of the Ministry of Foreign Affairs made a statement that China is disappointed by Indian acknowledgement of Heng Samrin's regime*,10 juillet 1980.
- *Indian radio comments on India's acknowledge on "Jin Bian" bogus government. Where is India's neutrality and nonalignment principle?*, 10 juillet 1980.
- 16 juillet 1980.
- *Indian Janata party criticize government's policy towards Afghanistan and Cambodia, hesitant to commit itself towards the issue of Soviet Union's invasion, Afghanistan reduce the Indian prestige*, 9 septembre 1980.
- *Indian opposition party leader revealed Soviet Union's attempts to incitate Indo-Pakistani war*, 9 novembre 1980.
- *Brezhnev went to India under tight security, New Delhi people demonstrated to protest Soviet Union's invasion of Afghanistan*, 9 décembre 1980.
- *Brezhnev stubbornly clings not to recall army from Afghanistan. Indira Gandhi dodges the issue of recalling and demand political solution*. 10 décembre 1980.
- *Indira Gandhi announced 20 new economic tickets*, 15 janvier 1981.
- 30 septembre 1981.
- *Chinese and Indian officials met in Beijing to start the talks on the issues of border and bilateral relationships*, 18 décembre 1981.
- 2 février 1982.
- 4 avril 1982.
- *Sino-Indian official begin the second round talk*, 18 mai 1982.
- *Indian Premier has talks with American President*, 30 juillet, 1982.
- 7 août 1982.
- *Soviet Union and India's talks come to an end,* 28 septembre 1982.
- *Zhao Ziyang granted an audience with Reddy, an Indian correspondent, saying that our government will make an active effort to solve the bilateral problem. The 2 countries should*

also develop the friendly cooperation relationship in every domain further, 3 octobre 1982.

- 2 décembre 1982.
- *Ye Jianying met Basu and other Indian guests, and expressed that the people of two countries should be friendly from generation to generation,* 15 décembre 1982.
- *Indian Agricultural scientific research promoted grain yield*, décembre 1982.
- 26 décembre 1982.
- *Indira Gandhi expressed to be friendly with Pakistan*, 14 janvier 1983.
- 7 février 1983.
- *Delegations of China and India issued minutes agreeing to develop communication activities in family-planning and bio-medical research fields*, 23 février 1983.
- *The 7th Summit Conference of Non-aligned countries came to a close. A series of significant documents that direct the actions in future were passed*, 13 mars 1983.
- *Summit conference of Non-aligned countries passed New Delhi document, opposing superpowers' armament race and imposing pressure on small countries*, 13 mars 1983.
- *Indian premier meets delegation of Chinese people's Association for Friendship with Foreign Countries* (CPAFFC), 4 avril 1983.
- *Central delegation of the Communist Party of India (CPI) arrives in Beijing*, 24 avril 1983.
- *Réception d'une délégation du PCI(M)*, 25 avril 1983.
- *Hu Yaobang et Nanbudilibade ont achevé leurs discussions et se sont mis d'accord pour reprendre le développement des relations bipartites*, 27 avril 1983.
- 11 mai 1983.
- *Pakistan-Indian Joint Committee held the first meeting, foreign ministers of these two countries regarded it as a successful and satisfactory one*, 5 juin 1983.
- *Ziaul Haq, Pakistani president said to Indian correspondents, Pakistan expects to establish a close and friendly relation with India.*, 9 juin 1983.
- *Sino-Indian Foreign Ministers held the first talks in a friendly atmosphere, Huang Hua met vice President of India, and former Foreign Minister of India met Huang Hua*, 27 juin 1983.
- *Huang Hua laying a wreath at the tomb of Gandhi*, 28 juin 1983.
- *Foreign Ministers of India and China finished their talks they two both held that talks is quite fruitful and positive*, 29 juin 1983.
- *China and India should continue to develop their relations in each field. Indian president Reddy met Huang Hua, Huang Hua met Gandhi*, 29 juin 1983.
- *Indian Prime Minister and Pakistani President sent letters to each other, improving relations of the two countries, establishing friendship between the two countries*, juillet 1983.

- *Shahi said Pakistan hopes to live in harmony with India*, 13 juillet 1983.
- *Indian Prime Minister Gandhi meeting Huang Hua, Chinese ambassador in India held reception to welcome all representatives*, 21 février 1984.
- *Indian prime minister meeting Chinese Trade Union Delegation hoping the two countries should strengthen communication and learn from each other*, 7 mars 1984.
- *India and Soviet Union should strengthen their defensive cooperation in a large scale*, 11 mars 1984.
- *According to the schedule of Sino-Indian governmental cultural communication plan, Indian traditional handicrafts exhibition will be inaugurated in Beijing- China art gallery*. 12 avril 1984.
- *Pakistan proposed to sign non-infringement treaty with India. Indian Foreign Minister said India will make great efforts to improve relations with Pakistan*, 11 mai 1984.
- *According to Spokesman of Foreign affairs of Pakistan, retort Indian report about China establishing military in Pakistan is absurd*', 30 août 1984.
- *India will make use of computers and TVs to teach*, 25 septembre 1984.
- *Pakistan willing to renegotiate "Pakistan and India friendly cooperative agreement*, 13 octobre 1984.
- *Indian Prime Minister Gandhi was assassinated, leaders of Indian various fields condemns such assassination behavior,* 1er novembre 1984.
- *Ziaul Haq sending a telegraph of condolence on Gandhi's death, Pakistan cabinet Conference decided to mourn Gandhi's death for three days*, 1er novembre 1984.
- *Chinese government showed deep condolence on Gandhi's death*, 2 novembre 1984.
- *Prime Minister Zhao came to Indian Embassy in China condoling with Gandhi, Yao Yilin reached in New Delhi to attend Mrs. Gandhi's funeral today,* 2 novembre 1984.
- *Li Xiannian and Zhao Ziyang sent telegraph to Indian president, showing deep condolence for Gandhi's death*, 2 novembre 1984.
- *Indian President Zail Singh met Yao Yilin, the two sides pointed out emphatically that they will continue to develop friendly cooperative ties*, 4 novembre 1984.
- *Yao Yilin hoped that current Sino-Indian relations will resume as friendly as the 50s' while meeting Rajeev. Rajeev accepted Prime Minister Zhao's invitation to China*, 5 novembre 1984.
- *Prime Minister Rajiv delivered a speech; India new government will continue to execute internal and external policies of former government*, 13 novembre 1984.
- *Prime Minister Zhao sent telegram to Rajeev, showing sympathies for residents who suffered great loss in gas leakage,* 7 décembre 1984.

- *Apart from shock, we get more*, 7 décembre 1984.
- 10 janvier 1985.
- *Relations between India and Pakistan tends to reach détente*, 27 février 1985.
- *Prime Minister Zhao and Prime Minister Rajeev sent congratulatory telegrams to each other on the 35th anniversary of China and India establishing diplomatic relations, the two sides hope to resume and develop friendly relations, settle unsolved problems*, 31 mars 1985.
- *Prime Minister Rajeev hoped to visit China as soon as possible*, 3 avril 1985.
- *Chinese ambassador in India and Sino-Indian Friendly Association held respective activities to celebrate the 35th anniversary of China and India establishing diplomatic relations*, 3 avril 1985.
- *La nouvelle situation de la politique extérieure indienne*, 26 juillet 1985.
- *Le Pakistan n'a pas l'intention de posséder des armes nucléaires*, 3 août 1985.
- *Rajiv Gandhi is optimistic about Sino-Indian relations*, 25 octobre 1985.
- *'The Sixth Round of Sino-Indian official talks continue holding'*, 6 novembre 1985.
- *South Asia Summit will step up regional cooperation, heads of India, Pakistan and Nepal said,* 7 décembre 1985.
- *South Asia Summit is quite successful, Indian Premier and Nepal king said*, 10 décembre 1985.
- *Indian and Pakistani Premiers proclaimed that they will not attack each other's nuclear facilities; Rajiv Gandhi will visit Pakistan next year*, 18 décembre 1985.
- *South Asian cooperation develops better*, 22 décembre 1985.
- *Foreign Ministry spokesman delivered a speech. India establishing Arunachal Pradesh State seriously infringed China's territorial sovereignty*, 22 février 1987.
- *Relaxing tensed situation of Sino-Indian border, avoiding unpleasant incidents happening. China hoped the aggressive forces of India could evacuate as soon as possible. The spokesman of Foreign Ministry reiterated China stand for friendly discussions to resolve boundary issues*, 7 mai 1987.
- *Zhao Ziyang said the resumption of Sino-Indian two parties deserved celebration when meeting the representative team of the Central Committee of the Communist Party of India sincerely hoping we could settle Sino-Indian boundary dispute*, 2 avril 1988.
- *India's new developments on implementation of oceanic strategy*, 9 mai 1988.
- *China and India signed the first agreement on cultural cooperation*, 29 mai 1988.
- *Indian Foreign Minister Rao expressed his wishes that Indian Premier's visit to China could become the beginning of a close relation between India and China*, 11 décembre 1988.
- *Li Peng held a ceremony of banquet to welcome Rajiv Gandhi; the two Premiers discussed on*

improving Sino-Indian relationship; both sides agreed that the border issue should be solved on the basis of forgiveness and compromise for the sake of mutual benefit, 20 décembre 1988.

- *Deng Xiaoping points out that the Sino-Indian relation aims at the future when meeting Rajiv Gandhi*, 22 décembre 1988.
- *Premier Rajiv Gandhi held news conference, claiming that his visit to China was a new start for bilateral relations; that China and India should peacefully solve the border issue through negotiation; that he has invited Chinese Premier Li Peng to visit India*, 22 décembre 1988.
- *Sino-Indian joint news communiqué*, 24 décembre 1988.
- *Rajiv Gandhi, Indian Premier, said when arriving at the New Delhi airport after his visit to China, that China and India could make concerted contribution to new world order*, 25 décembre 1988.

Ta Kung Pao (Dagong Bao en pinyin):

C'est le plus ancien journal de Chine encore en activité, il a été fondé à Tianjin en 1902 pour aider la Chine à devenir une nation moderne et démocratique. Après une histoire mouvementée, il déménage à Hong Kong et devient la voix du Parti communiste chinois dans la colonie.

- *Soviet hand behind Farakka barrage* , 8-14 juillet 1976.
- 13 septembre 1979.

China Daily:

Le journal, de langue anglaise, a été fondé en 1981 et est dirigé par l'État chinois. Il est distribué à 200 000 exemplaires.

- *Sixth round of border talks*, 24 octobre 1985.

Articles de la presse américaine.

The New York Times:

Considéré par beaucoup comme le meilleur quotidien américain, le *New York Times* a été publié pour la première fois en 1851. C'est en particulier le journal de référence des historiens américains. L'intérêt de ce journal est de présenter un autre regard sur la situation générale en Asie, sur l'action et l'influence des États-Unis. Nous l'avons utilisé, pour avoir une bonne idée de ce qui se passe en Asie à un moment donné et sur la situation des deux pays au moment où ceux-ci négocient, pour mieux comprendre leurs arrière-pensées. Christopher S. Wren, envoyé spécial, spécialiste de la Chine, Bernard Gwertzman, spécialiste de la politique extérieure américaine et les autres journalistes nous apportent un éclairage précieux. J'ai consulté les numéros des années 1981 à 1988. N'ayant pas trouvé assez d'informations sur les changements géopolitiques en Asie qui se produisent au cours de la première moitié des années 80, et qui justifient en partie le passage entre ma deuxième et ma troisième partie.

- *Tensions in South Asia*, Selig S. Harrison, 11 décembre 1979.
- *High military post in Peking reported taken over by Deng*, Fox Butterfield, 4 janvier 1981.
- *U.N. envoys see Pakistani shift toward Karmal's Kabul regime*, Bernard Nossiter, 9 janvier 1981.
- *China plays down support of Asian rebels*, Henry Kamm, 2 février 1981.
- *Sihanouk is ready for Pol Pot talks*, Bernard Gwertzman, 27 février 1981.
- *China's leaders try for unity in party*, James P. Sterba, 13 mars 1981.
- *Group at U.N. Said to Want To Invite Phnom Penh Chief*, 5 juin 1981.
- *New Chairman of China Party*, Fox Butterfield, 30 juin 1981.
- *Successor of Mao replaced in Peking as Party Chairman*, James P. Sterba, 30 juin 1981.
- *The great leap now is toward pragmatism*, James P. Sterba, 5 juillet 1981.
- *Three Cambodian ex-leaders sign pact on anti-Hanoi Front*, Henry Kamm, 5 septembre 1981.
- *Mrs. Gandhi Urges Talks On Conflict in Cambodia*, 10 octobre 1981.
- *India Delegation Cancels Visit to China*, 14 octobre, 1981.
- *Improve Relations with China*, John F. Burns, 16 février 1982.
- *India and China resume border talks*, 18 mai 1982.
- *Soviet Sinologist in China for talks,* Christopher S. Wren, 22 mai 1982.

- *Mrs. Gandhi making the most of Foreign Policy Openings*, Michael T. Kaufman, 6 juin 1982.
- *Mrs. Gandhi in U.S. tomorrow to seek better ties*. William K. Stevens, 26 juillet 1982.
- *Mrs. Gandhi says goal in U.S. is to clear up misconceptions*, Bernard Weinraub, 31 juillet 1982.
- Interview d'Indira Gandhi par James Reston, 1er août 1982.
- *China discards Maoist vision and pushes pragmatic path*, Christopher S. Wren, 12 septembre 1982.
- *Brezhnev stresses issue of China ties*, Serge Schmemann, 27 septembre 1982.
- *Hanoi plans cuts in Cambodia Force*, Colin Campbell, 24 février 1983.
- *India said to be on verge of $1.8 billion arms deal with U.S*, Bernard Weinraub, 20 mai 1983.
- *Buddhism, once crushed, blooms again in Tibet*, Christopher Wren, 20 mai 1983.
- *Worsening India-Pakistan ties worry U.S*., Philip Taubman, 15 septembre 1984.
- *Excerpts from an address by Rajiv Gandhi*, 13 novembre 1984.

Deux quotidiens auraient peut-être été intéressants également, il s'agit du journal français *Le Monde* et du journal britannique *The Times,* mais faute de temps, il n'ont pas été consultés.

Articles de revues:

Far Eastern Economic Review:

- *China-Bangladesh: Peking's Pre-War Message to Pakistan,* T. J. S. George, Vol. 75, No. 6, 5 février 1972.
- *China and Nixon, a time for men of subtle minds*, Wilfred Burchett, Vol. 75, No. 7, 12 février 1972.
- *Bangladesh: China's role after the veto,* S. Kamaluddin*,* Vol 77, No. 31, 29 juillet 1972.
- *Dacca wages a sad finger at China,* A. L. Khatib, Vol. 77, No. 37, 9 septembre 1972.
- *South Asia : After the veto de Giri Deshingar,* Vol. 77, No.40, 30 septembre 1972.
- *Post-mortem on Lin Piao,* Lo Wan-sheng, Vol. 77, No. 40, 30 septembre 1972.
- *India : Northern ferment*, Joy Savarkar, Vol. 78, No. 47, 18 novembre 1972.
- *China, Return of Teng*, par un correspondant, Vol. 80 , No. 80, 23 avril 1973.
- *China-Vietnam: Loosened lips?*, Norman Peagam, Vol. 81, No. 26, 2 juillet 1973.
- *China's 10th Congress : The prince is dead; long live the Prince* de Leo Goodstadt, Vol. 81, No. 35, 3 septembre 1973.

- *The power structure after China's 10th Party Congress* de Jill Lai, Vol. 81, No. 36, 10 septembre 1973.
- *Foreign Policy: 'If we survive, we win . . . ,* Ian Adie*,* Vol. 82, No. 39, 1 octobre 1973.
- *Sri Lanka : trading on tradition*, B.H.S. Jayewardene, Vol. 82, No. 39, 1er octobre 1973.
- *Bangladesh : a new bogeyman,* Lawrence Lifschultz, Vol. 86, No. 39, 4 octobre 1974.
- *Himalayan States: Whose frontier?*, Denzil Peiris, Vol. 86, No.39, 4 octobre 1974.
- *Sri Lanka : trade ties grow*, B.H.S. Jayewardene, Vol. 86, No. 39, 4 octobre 1974.
- *China : The Grand Master's checkmate*, Simon Leys, Vol. 87, No. 3, 17 janvier 1975.
- *Mao launches new campaign*, Leo Goodstadt, Vol. 87, No. 9, 28 février 1975.
- *Focus*, Vol. 90, No. 40, 3 octobre 1975.
- *Sri Lanka : a friend in need*, B.H.S. Jayewardene, Vol. 90, No. 40, 3 octobre 1975.
- *China : Teng takes a back seat for Hua*, Leo Goodstadt*,* Vol. 91, No.8, 20 février 1976.
- *Overview: 1976-year of upheaval*, David Bonavia, Vol. 94, No. 40, 1er octobre 1976.
- *India: Still those nagging issues*, Vol. 94, No. 40, 1er octobre 1976.
- *Nepal :As deep as the ocean*, Kedar Man Singh, Vol. 94, No. 40, 1er oct 1976.
- *Sri Lanka: Friends from World Two*, Vol. 94, No. 40, 1er octobre 1976.
- *China : Hua presses on with the purge*, Richard Lee, Vol. 97, No. 26, 1er juillet 1977.
- *Bangladesh : the Great Ganges Dispute*, S. Kamaluddin, Vol. 98, No. 40, 7 Oct 1977.
- Soviet pincer alarms China, Vol. 99, No. 9, 3 mars 1978.
- *Peking says it out loud to Hanoi*, Nayan Chanda, Vol. 100, No. 19, 12 mai 1978.
- *China: Rearming for the next war*, Russell Spurr*,* Vol. 100, No. 21, 26 mai 1978.
- *China: Hint of distant thunder*, David Bonavia, Vol. 100, No. 25, 23 juin 1978.
- *Diplomacy: Trying to heal old wounds: India's Government and the public think that it's time for more friendly relations with China*, Vol. 101, No. 32, 11 août 1978.
- *Sino-Indian Relations: Roadblock on the path to peace: Renewed focus on border problems may hinder Vajpayee's bid for better ties with Peking*, Denzil Peiris, Vol. 101, No. 35, 1er septembre 1978.
- *Aviation: Nepal succeeds in wooing China: A new agreement allows flights over the Himalayas via Peking and Shanghai*, Kedar Man Singh, Vol. 101, No. 38, 22 sep 1978.
- China's Order of battle, Vol. 102, No. 40, 6 oct 1978.
- *Sino-Indian Relations: Change of tune but not tempo: Peking does an about-turn and stops propaganda attacks but progress will still be slow*, Denzil Peiris, Vol. 102, No.45, 10 novembre 1978.
- *The balance tips towards China: The shape of the new power triangle is generally agreed,*

though not necessarily approved, David Bonavia, Vol. 103, No. 5, 2 février 1979.

- *Strategies: Rumblings along the frontier: Moscow and Peking are beefing up their border troops as China decides to reorganise its defences*, Russell Spurr, Vol. 103, No. 8, 23 février 1979.
- *A quick bout . . . or a slugging match: The main danger to China is that it could be bogged down in a struggle that could involve Soviet forces*, Russell Spurr, Vol. 103, No. 9, 2 mars 1979.
- *Rebuilding an old friendship: Moscow's political moves failed, but its trade deals were more than welcome in India*, Vol. 103, No. 13, 30 mars 1979.
- *Taking aim across the altar: Moscow's ploy may turn the Dalai Lama into a wedge between China and India,* Mohan Ram, Vol. 104, No. 24, 15 juin 1979.
- *Laos: Burning Peking's bridges: The Pathet Lao regime hits at China and leans even more on Vietnam*, Nayan Chanda, Vol. 104, No. 26, 29 juin 1979.
- *The drive to keep India in line: Desai needs Soviet aid but without the strings of the old relationship*, Mohan Ram, Vol. 104, No. 26, 29 juin 1979.
- *Short shrift for Hanoi's friend: Moves by India to gain recognition for the Heng Samrin regime in Kampuchea are rebuffed*, Rodney Tasker, Vol. 105, No. 32, 10 août 1979.
- *Bhutan goes it alone : A Himalayan state shows signs of cutting loose from Indian influence on its foreign policy*, Mohan Ram, Vol. 105, No. 38, 21 septembre 1979.
- *Bhutan: Edging towards an argument: Bhutan's wish to hold border settlement talks with China is worrying policy-makers in India and the Soviet Union*, Mohan Ram, Vol. 106, No. 44, 2 Nov 1979.
- *Bangladesh: Profiting by appeasement: Moscow pressures Dacca into unfavourable equipment sale deals but China may benefit*, S. Kamaluddin, Vol. 107, No. 11, 14 mars 1980.
- *Economic Relations: Barter opens the trade door: Bangladesh signs a breakthrough long-term trade agreement with China and shipping links help boost exchanges further,* S. Kamaluddin, Vol. 107, No. 13, 28 mars 1980.
- *India: New moves on the China dialogue: There are strong indications that Peking wants to resume talks aimed at establishing a Sino-Indian détente*. Mohan Ram, Vol. 108, No. 16, 11/17 avril 1980, 26.
- *Pakistan's best friend: Zia's visit to China produces results, at a time when other countries have been slow to give his government aid*, Della Denman*,* Vol. 108, No. 21, 16/22 mai 1980.
- *A thaw in the Himalayas: China proposes a compromise which may break a diplomatic deadlock with India stemming from the 1962 border war*, Arul B. Louis, Vol. 109, No. 28, 4/10 juillet 1980.

- *China: Mistakes on the roof of the world: A pro-Dalai Lama demonstration causes jitters in Lhasa as officials try to undo years of maladministration in the region*, David Bonavia, Vol. 109, No. 33, 8/14 août 1980.
- *An interrupted journey: China retaliates against a pro-Soviet move by India, setting the clock back on normalisation of relations*, Mohan Ram, Vol. 109, No. 34, 15/21 août 1980.
- *Defence: Gambling on a quick missile deterrent*, Vol. 109, No. 40, 26 sep/2 oct. 1980.
- *When words don't matter: Sihanouk says his united front initiative is a ploy to deflect pressure from Khmer exiles, China and the Khmer Rouge*, Nayan Chanda, Vol. 111, No. 11, 6/12 mars 1981.
- *The hesitant handshake: India and China agree to discuss their border dispute, but differ on regional.*, Vol. 113, No. 28, 3/9 juillet 1981.
- *Hands across the airways: The airlines of China and India sign an agreement to pave the way for increased trade traffic,* Mohan Ram, Vol. 113, No. 29, 10/16 juillet. 1981.
- *Cobbling a conglomerate: Haig's Asian trip is designed to line up China and Asean against the Soviet Union and Vietnam*, Richard Nations, Vol. 112, No. 25, 12/18 juil. 1981.
- *Trade: Rivals in the market: China and India compete for exports to industrialised countries, with Peking gaining an edge*, Mohan Ram, Vol. 113, No. 31, 24/30 juillet 1981.
- *Neighbours, keep out: The Soviet occupation of Afghanistan prompts Nepal to push its peace zone plan -- and while China cheers, India demurs*, Mohan Ram, Vol. 114, No. 52, 18/24 décembre 1981.
- *Don't trust your neighbour: In a new twist to Himalayan politics, China claims Bhutan has been unfairly treated by India*, Mohan Ram, Vol. 116, No. 17, 23/29 avril 1982.
- *India: A time to make up: India moves to improve ties with the US, China and Pakistan while sticking to friendship with Moscow*, Vol. 117, No. 27, 2/8 juillet 1982.
- *Diplomatic dancing: China's protest over two dances at the Asian Games is a reminder of Peking's claims to Indian-held land* , Mohan Ram, vol. 118, No. 52, 24/30 décembre 1982.
- *Fading friendships: China's waning influence in the Third World could force Peking to re-evaluate its foreign policy,* David Bonavia, Vol. 119, No. 5, 3 février 1983.
- *Indochina: Time for a timetable: An Indochinese summit produces an announcement of a troop withdrawal from Cambodia, and friendly overtures to China*, *Paul Quinn-Judge,* Vol. 119, No. 10, 10 mars 1983.
- *Win some, lose some: China's push to get a seat for Sihanouk at the non-aligned summit fails, but Peking continues to back the movement*, V. G. Kulkarni, Vol. 119, No. 11, 17 mars 1983.
- *A symbolic offensive: China's so-called counter-attack on its border with Vietnam aims at*

boosting morale among Southeast Asian allies, Nayan Chanda, Vol. 120, No. 18, 5 mai 1983.

- *Closer to compromise?: The Vietnamese and Cambodian foreign ministers indicate a new desire to improve relations with China and Asean*, Willy van Damme, Vol. 122, No. 50, 15 décembre 1983.
- *India: the 'hidden hand': New Delhi accuses Pakistan and the CIA of being behind the Sikh militants in an effort to destabilise the country,* Salamat ALI, Vol. 124, No. 26, 28 juin 1984.
- *Concealed nuclear pride: China displays new capacity in recent missile test*, Richard Nations, Vol. 129, No. 33, 22 août 1985.
- *Bluster on the border: China and India trade charges on disputed territory*, Mohan Ram, Vol. 135, No. 1, 1er janvier 1987.
- *Defence: China ups the ante: Concern for clashes on the Sino-Indian border mounts*, Salamat Ali, Vol. 136, No. 21, 21 mai 1987.
- *China: Eye-witness in Tibet*, Vol. 136, No. 23, 4 juin 1987.
- *Foreign Relations: A shot in the arm: Gorbachov reassures Gandhi over China rapprochement,* Salamat Ali, Vol. 142, No. 48, 1er décembre 1988.

Créée en 1946, basée à Hong Kong, la *Far Eastern Economic Review* (FEER) est un périodique réputé pour sa grande qualité et son réseau international de rédacteurs. Spécialisé dans l'économie comme son nom l'indique, il fournit également des articles sur la politique et les relations internationales. Ses analyses sur la politique intérieure chinoise ont été particulièrement utiles. Il est disponible sur l'Internet sur le site www.feer.com. Un abonnement annuel donne accès à l'intégralité de la revue depuis 1946. Ici ont été consultés les numéros des années 1972 à 1989.

World Focus:

- *China and South Asia*, Manoranjan Mohanty, Vol. 4, No. 11-12, novembre-décembre 1983.

IDSA journal (New Delhi):

- *Nuclear Weapons-Free Zone, Non-Proliferation Treaty and South Asia*, Vol. XIII, No. 1, juillet-septembre 1980.

Peking Review/Beijing Review:

Beijing Review fut pendant longtemps l'unique hebdomadaire chinois d'information en anglais. Il est publié tous les jeudis à Beijing par le *China International Publishing Group* (CIPG).

Proposé par Zhou Enlai, Il fut lancé en 1958. Il changea de nom avec l'adoption du système *Hanyu Pinyin* et devint le *Beijing Review.* Lui aussi strictement contrôlé par le gouvernement, magazine d'opinion, il fait le point chaque semaine sur l'actualité chinoise et internationale.

- *U.S.-Soviet scramble for hegemony in Southern Asian subcontinent and Indian Ocean,* 14 janvier 1972.
- 15 février 1974.
- *India's economy in serious trouble,* 21 juin 1974.
- 3 janvier 1975.
- *Indira Gandhi's Government : fierce features fully exposed.* de Jea Ku-ping, 4 juillet 1975.
- 6 octobre 1978.
- *India: unstable political situation,* 21 septembre 1979.
- *China's Independent Diplomacy*, 24 janvier 1983.

China Report:

Lancée en 1964, *China Report* fut publié tous les deux mois par le *China Study Center* de New Delhi jusqu'en 1985, puis tous les trimestres à partir de 1986 par la maison de publication Sage. Le but de ce centre est de promouvoir l'étude de la Chine contemporaine en Inde sous tous ses aspects: économie, politique, histoire, relations internationales, droit et sociologie. L'intérêt de ce périodique est qu'il livre le point de vue des meilleurs spécialistes indiens sur la Chine et leurs réflexions sur les relations entre l'Inde et la Chine. La plupart des contributeurs sont enseignants-chercheurs à l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi ou à l'université de Delhi. Il présente également des documents chinois traduits en anglais et comporte une partie présentant l'essentiel des documents disponibles sur une période donnée, en particulier des articles de presse extraits des périodiques indiens et chinois. C'est une source d'information indispensable sur la Chine, sa société et sa culture. L'adresse électronique de cette revue est http*://chr.sagepub.com*.

- *America rediscovers China*, S.P. Seth, Volume VIII No. 3, mai-juin 1972.
- *India at the Nuclear proliferation crossroads*, S. C. Yuter, Volume VIII No. 6, novembre-

décembre 1972.

- *Indo-Soviet Relations and the limits of Bilateralism*, J.D. Sethi, volume VIII, No. 6, novembre-décembre 1972.
- *Soviet Union, China and the Indian Ocean,* D.P. Das, Vol. IX, No. 1 janvier-février 1973.
- *Chiao Kuan-Hua on Bangladesh***,** India-China Relations (October 1972-January 1973) Volume IX No. 2 (mars-avril 1973.)
- *Bangladesh urges recognition by China***,** India-China Relations (October 1972-January 1973) Volume IX No. 2 (mars-avril 1973.)
- *China accused of undermining Bangladesh*, India-China Relations (October 1972-January 1973) Volume IX No. 2 (mars-avril 1973.)
- *China's Policy Toward Bangladesh*, John F. Cooper, mai-juin 1973.
- *Dalai Lama's Dual tactics,* Krishna Prakash Gupta, Volume IX No. 5, septembre-octobre 1973.
- Volume X 1974 No. 1-2.
- *The Indian Ocean as a Zone of Peace, an appraisal of China's attitude,* J-P Jain, Vol. X, no. 3, mai-juin 1974.
- *Protest and Change in Sikkim*, K.P. Gupta, Vol. X, No. 4, juillet-août 1974.
- *China's nuclear capability today*, S. K. Ghosh, Vol. XI, No. 2, mars-avril 1975.
- *A Chinese presence in Bangladesh*, Sreedhar, Vol. XI, No. 3, mai-juin 1975.
- *Nepal's Zone of Peace Concept and China*, J. P. Anand, Vol. 13, No. 1, janvier-février 1977.
- *The future of Indo-Soviet ties*, Bharat Wariavwalla, Vol. XIII, No. 2, mars-avril 1977.
- *Traditional ties*, Vol. XV, No. 1, janvier-février 1979.
- *Deng Xiaoping on Sino-Vietnam War*, Vol. XV, No. 3 mai-juin 1979.
- *US-China tie-up,* Vol. XVI, No. 6, novembre-décembre 1980.
- *A note on source material on the Sino-Indian border dispute-Western Sector*, K. Gupta, Vol. XVII, No. 3, mai-juin 1981.
- *Post-Mao China's new path: a study of Hu Yaobang's 12th Party Congress report*, Tan Chung, *China Report*, Vol. XIX, No. 2, mars-avril 1983
- *India's Southeast Asia Policy*, P.S. Ghosh, Volume XXI, No. 2, mars-avril 1985.

- *China's Foreign Policy in the 1980s: from anti-hegemony to modernization diplomacy*, J.Y.S. Cheng, Volume XXI, No. 3, mai-juin 1985.
- *Computer team happy with China visit*, Vol. XXIII, No. 2, avril-septembre 1987.
- *Sources of Frontier Studies; The North-East Frontier of India*, V. C. Bhutani, Vol. XXIV, No. 3, 1988.
- *The Indo-Tibetan Border Today: Some Military Implications*, Ravi Rikhye, Vol. XXIV, No. 3, 1988.
- *China Commemorates the 50th Anniversary of the Indian Medical Mission to China*, Vol. XXV No. 1 janvier-février 1989.
- *Maps and Traditional Boundaries of Ladakh*, John Lall, Vol. XXV, No. 1, janvier-février 1989.
- *China and South Asian Nuclear-Free Zone*, J. Mohan Malik, Vol. XXV, No. 2, mars-avril 1989.
- *Sri Lanka's Policy towards China : Legacy of the Past and Prospects for the Future,* V. Suryanarayan, Volume XXX, No. 2, mars-avril 1994.

China Quarterly:

- *China's relations with Pakistan : Durability amidst Discontinuity,* William J. Barnds, No. 63, septembre 1975.

Asian Survey:

C'est la seule revue mensuelle consacrée aux affaires asiatiques contemporaines publiée aux États-Unis. *Asian Survey* fournit des analyses poussées sur l'Asie contemporaine et les affaires internationales. Créée en 1960, elle est lue et utilisée par les universitaires, les officiels du gouvernement et de la défense américains et les tient informés sur les affaires asiatiques et les derniers développements en Asie. Elle est publiée, sous les auspices de l'université Berkeley, par l'*University of California Press*. Elle a été consultée de 1972 à 1989.

- *China in 1973: Renewed leftism threatens the "New Course"*, par T.W. Robinson, volume 14, No. 1, janvier 1974.
- *India 1973 : a year of discontent,* R. Roy, Volume 14, No. 2, février 1974.

- *Between two Gandhis : psychopolitical aspects of the nuclearization of India*, novembre 1974, vol. 14, No. 11.
- *Sikkim : the merger with India,* Ranjan Gupta, septembre 1975.
- *The Indian Ocean and Indo-American relations*, S.P. Seth, août 1975.
- *China in 1975: "The wind in the bell tower"*, John Bryan Starr, janvier 1976.
- *India in 1975: Democracy in eclipse*, Norman D. Palmer, février 1976.
- *China in 1976: Tremors of transition*, Jürgen Domes, vol. 17, No. 1, janvier 1977.
- *Nepal in 1976: Problems with India threaten Birendra's new order*, J. T. Scholtz, Vol. 17, no. 2, février 1977.
- *Bangladesh in 1976: struggle for survival as an independent state,* MANIRUZZAMAN Talukder*,* Vol. 17, No. 2, février 1977, pp. 191-200.
- *India in 1976: The Politics of Depoliticization*, Norman D. Palmer, Vol. 17, no. 2, février 1977.
- *China in 1979, on turning 30,* J.K. Kallgren, Vol. 20, No.1, Janvier 1980.
- *India 1979 : the prize chair and the People's share-electoral diversion and economic reversal*, J. Das Gupta, Vol. 20, No. 2, février 1980.
- *India in 1982: Domestic challenges and Foreign Policy Successes*, W. K. Anderson, Volume 23, No. 2, février 1983.

Asian Affairs:

- juin 1977.

Time Magazine:

- *The Border of Tension*, 8 décembre 1975.

Newsweek:

- 25 septembre 1972.

Autres articles:

- BASTID-BRUGUIÈRE Marianne, *Le système politique de la République populaire de Chine* (théorie et pratique) dans Annales de l'université des sciences sociales de Toulouse, t. XXV (1977), p. 245 à 255.

Débats à la *Lok Sabha*:

Cette énorme masse documentaire présente l'intégralité des débats parlementaires de la *Lok Sabha*, la chambre basse du parlement indien. Plusieurs parties distinctes sont intéressantes ici. Les questions des députés au gouvernement n'ont malheureusement pas pu être recensées faute de temps. Nous avons choisis de recueillir les débats concernant spécifiquement les relations sino-indiennes ainsi que les questions internationales intéressant indirectement notre sujet. Nous avons aussi étudié les D.G (*Demand for Grant*) des ministères des Affaires extérieures et de la Défense qui sont particulièrement intéressants pour connaître les priorités annuelles de ces ministères et les réactions des députés de la majorité et de l'opposition. Un site internet permet de consulter en ligne les débats de la Lok Sabha, à partir de juillet 1991 : http://loksabha.nic.in/. Malheureusement, pour les débats plus anciens, rien n'est actuellement disponible sur internet. Les archives de la *Lok Sabha* ont été consultées à la *Teen Murti Library* à New Delhi.

- 20 mars 1972.
- Intervention de Shri B.R. Bhagat, *D.G Ministry of External Affairs*, 25 avril 1972.
- Intervention de Dr H.P. Sharma, *D.G Ministry of External Affairs*, 25 avril 1972.
- Intervention de Shri Dasaratha Deb, *D.G Ministry of External Affairs*, 25 avril 1972.
- Intervention de Swaran Singh, *D.G Ministry of External Affairs*, 26 avril 1972.
- Intervention de Shri E. R. Krishnan, *D.G Ministry of Defense*, 27 avril 1972.
- Débat, *D.G Ministry of Defense*, 28 avril 1972.
- Intervention de Shri Madhu Dandavate, *D.G Ministry of Defense*, 2 mai 1972.
- Intervention de Swaran Singh, 25 mai 1972.
- Intervention de Shri Samar Guha, *Half an hour discussion, normalisation of relations with China*, 16 août 1972.
- Intervention de Swaran Singh, *Half an hour discussion, normalisation of relations with China*, 16 août 1972.
- Intervention de Swaran Singh, *International Situation*, 30 novembre 1972.
- Intervention de Swaran Singh, *International Situation*, 7 décembre 1972.

- Intervention de Shri B. R. Bhagat, *International Situation*, 7 décembre 1972.
- Intervention de Shri H. N. Mukerjee, *International situation*, 7 décembre 1972.
- Intervention de Swaran Singh, *International Situation*, 8 décembre 1972.
- Intervention de Shri Hari Kishore Singh, *International situation*, 8 décembre 1972.
- Intervention de Shri Jyotirmoy Bosu, *International Situation*, 8 décembre 1972.
- *CIA activities in India*, débat du 12 décembre 1972.
- Intervention de Shri Dinesh Chandra Goswami, *D.G Ministry of External Affairs*, 23 avril 1973.
- Intervention de Shri Saroj Mukherjee, *D.G Ministry of External Affairs*, 23 avril 1973.
- Intervention de Shri G. Viswanathan, *D.G Ministry of External Affairs*, 23 avril 1973.
- Intervention du Dr. Henry Austin, *D.G Ministry of External Affairs*, 23 avril 1973.
- Intervention de Shri Sant Bux Singh, *D.G Ministry of External Affairs*, 23 avril 1973.
- Débat, *US Aircraft carrier 'Kitty Hawk' sailing into Indian Ocean*, 12 mars 1974.
- Intervention de Shri Samar Mukherjee*, D.G Ministry of Defence*, 25 avril 1974.
- Intervention de Dr. H. P. Sharma, *D.G. Ministry of Defence*, 25 avril 1974.
- Intervention de Shri B. V. Naik, *D.G Ministry of Defence*, 26 avril 1974.
- Débat, *Indian Ocean as a free zone*, 16 août 1974.
- Débat, *Entry of U.S. Naval Force into Indian Ocean*,15 novembre 1974.
- Intervention de Shri Madhavrao Scindia, *D.G Ministry of External Affairs*, 15 avril 1975.
- Intervention de Shri Yeshwantrao Chavan, *D.G Ministry of External Affairs*, 15 avril 1975.
- Intervention de Swaran Singh, *D.G Ministry of Defence,* 21 avril 1975.
- Discours d'Indira Gandhi, *successful launching of the first Indian satellite*, 21 avril 1975.
- Rapport de Chavan le 27 janvier 1976.
- *'Bangladesh Government's pre-condition for talks on sharing of Ganga Waters'*, 9 mars, 5 et 8 avril 1976.
- Intervention de Shri Samar Mukherjee, *D.G Ministry of External Affairs*, 7 avril 1976.
- Intervention de Shri B.K. Daschowdhury, *D.G. Ministry of External Affairs*, 7 avril 1976.
- *D.G. Ministry of External Affairs*, 29 juin 1977.

- Intervention de Shri Krishan Kant, *D.G. Ministry of External Affairs*, 17 avril 1978.
- Intervention de Shri K. P. Unnikrishnan, *D.G. Ministry of External Affairs*, 17 avril 1978.
- Intervention de A. B. Vajpayee, *D.G. Ministry of External Affairs*, 17 avril 1978.
- Débat, *Construction of Karakoram Highway (CA)*, 21 juillet 1978.
- Débat, *Discussion re. Chinese invasion of Vietnam and the consequent threat to freedom of nations in Asia*. 21-22 février 1979.
- *Discussion re. Recent political developments in Afghanistan*, 1er février 1980.
- Intervention de Shri Ghulam Rasool Kochak (NC), *Reported Chinese offer to settle the border problem on the basis of present line of actual control*, 2 juillet 1980.
- Débat, *D.G Ministry of the External Affairs*, 7-8 juillet 1980.
- *D.G Ministry of Defence,* 17-18 juillet 1980.
- *Outcome of recent talks held in New Delhi between the Foreign Ministers of Pakistan and India*, 18 juillet 1980.
- *D.G Ministry of Defence*, 8 avril 1981.
- *D.G. Ministry of External Affairs,* 9 mars 1982.
- *D.G. Ministry of Defence*, 25 mars 1982.
- *D.G. Ministry of External Affairs,* 29 mars 1982.
- *D.G Ministry of Defence*, 31 mars 1983.
- *D.G Ministry of External Affairs*, 20-21 mars 1984.
- *Nuclear cooperation between Pak and China*, 30 mars 1984.
- *D.G. Ministry of External Affairs*, 9-10 avril 1985.
- *D.G Ministry of External Affairs*, 22 avril 1987.

Bibliographie.

Ouvrages généraux

Sur la Chine.

- BASTID-BRUGUIÈRE Marianne (éd. Sc.), *Idéologie et politique dans la Chine de Deng Xiaoping*, Paris, La Documentation française, 1984.
- BASTID-BRUGUIÈRE Marianne (éd. Sc.), *Réforme politique en Chine*, Paris, La Documentation française, 1988.

  BERGERE Marie-Claire, *La République populaire de Chine de 1949 à nos jours*, Paris, Collection U, Armand Colin, 1987.
- DOMENACH Jean-Luc et Richer Philippe, *La Chine*, tome 1, 1949-1971, Paris, Le Seuil, Points Histoire, 1995.
- DOMENACH Jean-Luc et Richer Philippe, *La Chine*, tome 2, de 1971 à nos jours, Paris, Points Histoire, Seuil, 1995.
- FAIRBANK John King, Goldman Merle, *China, a new History*, Cambridge, Harvard University Press, 1992.
- GROUSSET René, *Histoire de la Chine,* Paris, Payot, 1942, nouvelle édition revue et corrigée 2004.
- MACKERRAS Colin, Amanda Yorke, *The Cambridge Handbook of Contemporary China*, Cambridge, New York, Melbourne, Cambridge University Press, 1991.
- PEYREFITTE Alain, '*Quand la Chine s'éveillera...*', Paris, Fayard, 1973 (éd. 1990).

Sur l'Inde.

- BERNARD Jean-Alphonse, *L'Inde*, Paris, Fayard, 1985.
- BERNARD Jean-Alphonse, *L'Inde, le pouvoir et la puissance*, Paris, Fayard, 1985.
- BERNARD Jean-Alphonse, *De l'empire des Indes à la République indienne. De 1935 à nos jours*, Paris, Imprimerie Nationale, 1994.
- BERNARD Jean-Alphonse, POCHOY Michel, *L'ambition de l'Inde*, Paris, FEDN, 1994.
- DANIELOU Alain, *Histoire de l'Inde*, Paris, Fayard, 1983.
- GUHA Ramachandra, *India after Gandhi, The History of the World's largest Democracy*, Harper Perennial, 2008 (réédition).
- HASAN Zoya, *Parties and Party Politics in India*, Oxford University Press, 2002.

- HUMBERT Philippe, *Inde, les années Rajiv Gandhi*, Paris, L'Harmattan, 1990.
- JAFFRELOT Christophe, *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*, Paris, Fayard, 2006.
- JAFFRELOT Christophe, La démocratie en Inde, Paris, Fayard, 1998.
- JHA Nalini Kant, *Domestic Imperatives in India's Foreign Policy*, Colorado Springs, International Academic Publishers Ltd,, 2002.
- ZINS Max-Jean, *Histoire politique de l'Inde indépendante*, Paris, PUF, 1992.
- ZINS Max-Jean, *Inde, un destin démocratique*, Asie Plurielle, La Documentation Française, 1999.

Politique étrangère et défense

De la Chine.

- CORR Gerard H., *The Chinese Red Army, Campaigns and Politics since 1949*, New York, Schocken Books, 1974.
- GARVER John William, *Foreign Relations of the People's Republic of China*, Prentice Hall, 1993.
- JOYAUX, François, *La Politique extérieure de la Chine populaire*, Paris, PUF, *Que sais je?*, 1993.
- KAPUR Harish, *China in World Politics*, New Delhi, Publications Division, India International Centre, 1975.
- QUIMINIAL Catherine, *La politique extérieure de la Chine*, Paris, F. Maspero, 1975.
- MARWAH Onkar, POLLACK Jonathan D., *Military Power and Policy in Asian States: China, India, Japan*, Westview Press, Boulder, Colorado, 1980.
- ROBINSON Thomas W. et Sambaugh David L. (éd.), *Chinese Foreign Policy: Theory and Practice*, Oxford, Clarendon Press, 1994.
- ROY Denny, *China's Foreign Relations*, Lanham (Maryland), Rowman&Littlefield Publishers, 1998.
- VAN NESS Peter, *Revolution and Chinese Foreign Policy : Peking's Support for wars of National Liberation,* Berkeley, University of California Press, 1971.

De l'Inde.

- BRADNOCK Robert W., *India's Foreign Policy Since 1971*, Chatham House papers, Thomson Learning, 1990.
- COHEN Stephen Philip (éd.), *The Security of South Asia, American and Asian Perspectives*,

Chicago, University of Illinois Press, 1987.

- DAMODARAN A.K., U. S. Bajpai (éd.), *Indian Foreign Policy, The Indira Gandhi Years*, Radiant Publishers, 1990.
- DUTT V. P. , *India's Foreign Policy*, New Delhi, Vikas, 1987.
- GROVER (éd.), *International Relations and Foreign Policy of India*, volume 2: India's neighbours and her foreign policy, New Delhi, Deep&Deep Publishers, 1992.
- GROVER (éd.), *International Relations and Foreign Policy of India*, volume 3: China, Japan and India's foreign policy, New Delhi, Deep&Deep Publishers, 1992.
- HORN Robert C., *Soviet-Indian Relations, Issues and Influence*, Praeger, 1982.
- HURTIG Christiane, *Les nouvelles données de la politique étrangère de l'Inde*, Paris, Problèmes Politiques et Sociaux, n°229, La Documentation Française, 1974.
- MANORAMA Kohli, *From Dependency to Interdependency : A study in Indo-Bhutan Relations,* New Delhi, Vikas, 1993.
- MANSINGH Surjit, *India's Search for power, Indira Gandhi's foreign policy 1966-1982*, New Delhi, Sage Publications, 1984.
- MICHELOT Gaëlle, *La politique étrangère de Rajiv Gandhi (1985-1989)*, mémoire de maîtrise, université de Nantes, 2000.
- PRASAD Bimal (éd.), *India's Foreign Policy: Studies in Continuity and Change*, New Delhi, Vikas, 1979.
- RAJ Kumar Jha, *The Himalayan Kingdoms in Indian Foreign Policy*, Ranchi, Bihar: Maitryee Publications, 1986.
- RASGOTRA Maharajakrishna. (éd.) *, Rajiv Gandhi's India, A Golden Jubilee Retrospective, vol. 3 : Foreign Policy, Ending the Quest for Dominance,* New Delhi, UBS Publishers' Distributors Ltd*,* 1998.
- SHARMA Shri Ram, *Indian Foreign Policy Annual Survey: 1972*, New Delhi, Sterling Publishers, 1977.
- SHARMA Shri Ram, *Indian Foreign Policy Annual Survey: 1973*, New Delhi, Sterling Publishers, 1978.
- SHARMA Shri Ram, *Indian Foreign Policy Annual Survey: 1974*, New Delhi, Sterling Publishers, 1980.
- SHARMA Shri Ram, *Indian Foreign Policy Annual Survey: 1981*, New Delhi, Sterling Publishers, 1985.
- SHARMA Shri Ram, *Indian Foreign Policy Annual Survey: 1982*, New Delhi, Stosius Inc./Advent Books Division, 1987.

- SINGH Jasjit éd., *Nuclear India*, New Delhi, Knowledge World, 1998.
- SINGH Nihal, S., *The Yogi and the Bear, a study of Indo-Soviet Relations*, New Delhi, Allied Publishers, 1986.
- SMITH Chris, *India's Ad Hoc Arsenal, Direction or Drift in Defence Policy?*, SIPRI, Oxford University Press, 1994.
- THOMAS Raju G. C., *Indian Security Policy*, Princeton University Press, 1986.

Relations sino-indiennes.

Relations bilatérales.

- BHATTACHARJEA Mira Sinha, *China, the World and India*, New Delhi, Samskriti, 2001.
- DEEPAK, B.R., *India & China, 1904-2004: a Century of Peace and Conflict*, New Delhi, Manak Publications, 2005.
- FRANKEL F. R. et HARDING H. (éd. Sc.), *The India-China relationship: rivalry and engagement*, New Delhi, Oxford University Press, 2004.
- GARVER John W., *Protracted Contest, Sino-Indian Rivalry in the Twentieth Century,* University of Washington Press, 2001.
- JETLY Nancy, *India-China Relations, 1947-77: A Study of Parliament's Role in the Making of Foreign Policy*, New Delhi, 1979.
- MANSINGH Surjit éd., *Indian and Chinese foreign policies in comparative perspective,* Radiant Publishers, 1998.
- MISHRA Keshav, *The Himalayas, emerging Indo-China Relations in Post Cold War Period (1947-2003)*, Delhi, Kalpaz publications, 2004.
- RAM Mohan, *Politics of Sino-Indian Confrontation*, New Delhi, Vikas, 1973.
- SETH, S. P., *Sino-Indian Relations: Problems and prospects*, Tokyo, Asia-Pacific Community, 1984.
- SHARMA, Sri Ram, *India-China Relations: 1947-1971: Friendship goes with Power,* Part 1, New Delhi, Discovery, 1999.
- SHARMA, Sri Ram, *India-China Relations: 1972-1991*, Part 2, New Delhi, Discovery, 2003.

Litiges frontaliers.

- BAINS J.S., *India's International Disputes: A legal Study*, Bombay, Asia Publishing House, 1962.
- BANERJEE D. K., *Sino-Indian Border Dispute*, New Delhi, 1975.

- KAUL H. R., *India China Boundary in Kashmir*, New Delhi, Gyan Pub. House, 2003.
- LAMB Alastair, *The India-China Border: The Origins of the Disputed Boundaries*, Londres, 1964.
- LIU Xuecheng, *The Sino-Indian border dispute and Sino-Indian Relations*, United Press of America, 1994.
- MURTY T. S., *Paths of Peace: Studies on the Sino-Indian Border Dispute*, New Delhi, 1987.
- PARSHOTAM Mehra, *Essays in frontier history: India, China and the disputed border*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- RAO, Gondkar Narayan, *India-China Border: a Reappraisal*, Bombay, Asia Publishing House, 1968.
- SAHDEV Vohra, *The Northern Frontier of India: The Border dispute with China*, New Delhi, South Asia Books, 1993.
- SALI M. L., *India-China Border dispute: a case study of the Eastern Sector*, New Delhi, A.P.H. Publications, 1998.

Nord-est indien et relations entre communistes indiens et chinois.

- BAJPAI G. S., *China's Shadow over Sikkim: the politics of intimidation*, New Delhi, Lancer Publishers, 1999.
- CHAKRABARTI Sreemati, *China and the Naxalites*, New Delhi, Stosius Inc./Advent Books Division, 1990.
- DAS, B. S., *The Sikkim Saga*, New Delhi, 1983.
- EGRETEAU Renaud, *Instability at the Gate : India's Troubled Northeast*, Delhi, CSH Occasional Paper No. 16, janvier 2006.
- GHOSH Shankar, *Naxalite Movement: a Maoist Experiment*, Calcutta, Mukhopadhyay, 1974.
- HU Chi-Hsi, *Pékin et le mouvement communiste indien*, Paris, Armand Colin, 1972.
- JOHARI, J.-C., *Naxalite Politics in India*, Delhi, Research Publications, 1972.
- MANORANJAN Mohanty, *China, The Bangladesh War and the Movement in Revolutionary Violence: A study of the Maoist Movement in India*, New Delhi, Sterling Publishers, 1977.
- MANORANJAN Mohanty, *Revolutionary Violence: A study of the Maoist Movement in India*, New Delhi, Sterling Publishers, 1977.
- MOUTOUSSAMY Mathilda, *L'annexion du Sikkim à l'Union indienne, à travers la presse internationale, 1973-1975*, mémoire de master 1, université de Nantes, 2005.
- RAM Mohan, *Maoism in India*, New Delhi, Vikas Publishing House, 1971.
- ROY Asish Kumar, *The Spring Thunder and After: A Survey of the Maoist Movements in India 1962-75*, Calcutta, Minerva Associates, 1975.

- SARIN V.I.K., *India's North-east in Flames*, Vikas, New Delhi, 1980.
- SEN Samar (éd.), *Naxalbari and After* (2 volumes), Calcutta, Kathashilpa, 1978.
- SHUKLA Satyendra R., *Sikkim : The story of Integration*, New Delhi : S. Chand and Co., 1976.

Tibet.

- ARPI Claude, *Tibet, le pays sacrifié*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- AVEDON John F., *In Exile from the Land of Snows*, Knopf, New York, 1984.
- BLONDEAU Anne-Marie, BUFFETRILLE Katia, *Le Tibet est-il chinois?*, Paris, Albin Michel, 2002.
- DAWA Norbu, *China's Tibet policy*, Richmond, Curzon press, 2001.
- DESHAYES Laurent, *Histoire du Tibet*, Paris, Fayard, 1997.
- DESHAYES Laurent, *L'épopée des Tibétains, entre mythe et réalité*, Paris, Fayard, 2002.
- KADIAN Rajesh, *Tibet, India and China, critical choices, uncertain future*, New Delhi, Vision books, 1999.
- LAL Dinesh, *Indo-Tibet-China conflict*, Delhi, Kalpaz Publications, 2008.
- LIBOUTHET Marion, *Le Tibet dans les relations internationales (1950-2005)*, mémoire de Master 2, université de Nantes, 2006.
- MORVAN Soizic, *La question tibétaine vue par la presse française de 1951 à 1989*, maîtrise, université de Nantes, 1995.
- TSERING Shakya, *The Dragon in the Land of Snows, a history of modern Tibet since 1947,* New York, Penguin Compass, 1999.
- WANG Jiawei, Nyima Gyaincain, *The historical Status of China's Tibet*, Beijing, China Intercontinental Press, 2001.

Autres enjeux régionaux.

- ARORA Balveer et HURTIG Christiane (éd. sc.), *Le Bengale et les relations indo-pakistanaises*, Paris, La Documentation française, 1972.
- BHABANI Sen Gupta, *The Fulcrum of Asia: relations among China, India, Pakistan, and the U.S.S.R,* Delhi, Konark Publishers, 1988.
- BHOLA P. L., *Pakistan-China Relations: Search for Politico-Strategic Relationship*, Jaipur, 1986.
- DAS B. S., *Mission to Bhutan: A Nation in Transition*, New Delhi: Vikas Publications, 1995.
- GRARE Frédéric , *Pakistan and the Afghan conflict 1979-1985*, Oxford University Press, 2001.
- JAIN J. P., *China, Pakistan and Bangladesh*, New Delhi, 1974.
- KAUL T. N., *India, China and Indochina*, New Delhi, Lancer International, 1987.

- LAMB Alastair, *Kashmir: A disputed Legacy, 1846-1990,* Hertingfordbury, 1991.
- LINTNER Bertil, *The Rise and fall of the Communist Party of Burma*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1990.
- MARWAH ONKAR S. et POLLACK Jonathan D. (éd. sc.), *Military Power and Policy in Asian States: China, India, Japan*, Boulder, Westview Press, 1990.
- PEDRON Frédéric, *Causes et conséquences du troisième conflit indo-pakistanais de 1971*, maîtrise, université de Nantes, 2006.
- RUSTOMJI Nari, *Bhutan : The Dragon Kingdom in Crisis*, New Delhi : Oxford University Press, 1978.
- SHARMA P. K., *India, Pakistan, China and the contemporary World*, Delhi, National Publishing House, 1972.
- SREEDHAR, *Pakistan's Bomb: a documentary Study*, New Delhi, ABC Publishing House, 1986.
- SUBRAMANIAM R. R., *India, Pakistan, China: Defense and Nuclear Tangle in South Asia*, New Delhi, Stosius Inc/ Advent Books Division, 1989.
- WEBER Jacques (éd. sc.), *Les conflits en Asie du Sud, 1947-1999*, Guerres mondiales et conflits contemporains, n°195, septembre 1999, paru en juin 2000 (voir surtout l'article de Jyotsna Saksena sur la guerre sino-indienne de 1962 et l'article de Laurent Deshayes sur le Tibet.)
- WEISSMAN Steve et KROSNEY Herbert, *The Islamic Bomb: The Nuclear Threat to Israel and the Middle East*, New York: Time Books, 1981.
- YADAV Lal Babu, *Indo-Bhutan relations and China interventions*, Delhi, Anmol Publications, 1996.

ZINS, Max-Jean, *Pakistan*, Asie Plurielle, La Documentation Française, 2002.

Annexes

Documents, 1ère partie

Document 1 : texte du traité indo-soviétique de 1971 (The Indo-Soviet Treaty, Swaran Singh, *China Report* 1971 ; 7 ; 71)

Desirous of expanding and consolidating the existing relations of sincere friendship between them,

Believing that the further development of friendship and co-operation meets the basic national interests of both the States as well as the interests of lasting peace in Asia and the world,

Determined to promote the consolidation of universal peace and security and to make steadfast efforts for the relaxation of international tensions and the final elimination of the remnants of colonialism,

Upholding their firm faith in the principles of peaceful co-existence and cooperation between States with different political and social systems,

Convinced that in the world today international problems can only be solved by cooperation and not by conflict,

Reaffirming their determination to abide by the purposes and principles of the United Nations Charter,

The Republic of India on the one side, and the Union of Soviet Socialist Republics on the other side,

Have decided to conclude the present treaty, for which purpose the following plenipotentiaries have been appointed:

On behalf of the Republic of India: Sardar Swaran Singh, Minister of External Affairs,

On behalf of the Union of Soviet Socialist Republics: Mr. A. A. Gromyko, Minister of Foreign Affairs who, having each presented their credentials, which are found to be in proper form and due order, have agreed as follows:

ARTICLE ONE: The high contracting parties solemnly declare that enduring peace and friendship shall prevail between the two countries and their peoples. Each party shall respect the independence, sovereignty and territorial integrity of the other party and refrain from interfering in the other's internal affairs. The high contracting parties shall continue to develop and consolidate the relations of sincere friendship, good neighbourliness and comprehensive co-operation existing

between them on the basis of the aforesaid principles as well as those of equality and mutual benefit.

ARTICLE TWO: Guided by the desire to contribute in every possible way to ensure enduring peace and security of their people, the high contracting parties declare their determination to continue their efforts to preserve and to strengthen peace in Asia and throughout the world, to halt the arms race and to achieve general and complete disarmament, including both nuclear and conventional, under effective international control.

ARTICLE THREE: Guided by their loyalty to the lofty ideal of equality of all peoples and nations, irrespective of race or creed, the high contracting parties condemn colonialism and racialism in all forms and manifestations, and reaffirm their determination to strive for their final and complete elimination.

The high contracting parties shall co-operate with other States to achieve these aims and to support the just aspirations of the peoples in their struggle against colonialism and racial domination.

ARTICLE FOUR: The Republic of India respects the peace-loving policy of the Union of Soviet Socialist Republics aimed at strengthening friendship and co-operation with all nations.

The Union of Soviet Socialist Republics respects India's policy of non-alignment and reaffirms that this policy constitutes an important factor in the maintenance of universal peace and international security and in the lessening of tensions in the world.

ARTICLE FIVE: Deeply interested in ensuring universal peace and security, attaching great importance to their mutual co-operation in the international field for achieving these aims, the high contracting parties will maintain regular contacts with each other on major international problems affecting the interests of both the States by means of meetings and exchanges of views between their leading statesmen, visits by official delegations and special envoys of the two Governments, and through diplomatic channels.

ARTICLE SIX: Attaching great importance to economic, scientific and technological co-operation between them, the high contracting parties will continue to consolidate and expand mutually advantageous and comprehensive co-operation in these fields as well as expand trade, transport and communications between them on the basis of the principles of equality, mutual benefit and most-favoured-nation treatment, subject to the existing agreements and the special arrangements with contiguous countries as specified in the Indo-Soviet Trade Agreement of December 26, 1970.

ARTICLE SEVEN: The high contracting parties shall promote further development of ties and contacts between them in the fields of science, art, literature, education, public health, Press,

radio, television, cinema, tourism and sports.

ARTICLE EIGHT: In accordance with the traditional friendship established between the two countries, each of the high contracting parties solemnly declares that it shall not enter into or participate in any military alliance directed against the other party.

Each high contracting party undertakes to abstain from any aggression against the other party and to prevent the use of its territory for the commission of any act which might inflict military damage on the other high contracting party.

ARTICLE NINE: Each high contracting party undertakes to abstain from providing any assistance to any third party that engages in armed conflict with the other party. In the event of either party being subjected to an attack or a threat thereof, the high contracting parties shall immediately enter into mutual consultations in order to remove such threat and to take appropriate effective measures to ensure peace and the security of their countries.

ARTICLE TEN: Each high contracting party solemnly declares that it shall not enter into any obligation, secret or public, with one or more States, which is incompatible with this treaty. Each high contracting party further declares that no obligation exists, nor shall any obligation be entered into, between itself and any other State or States, which might cause military damage to the other party.

ARTICLE ELEVEN: This treaty is concluded for the duration of 20 years and will be automatically extended for each successive period of five years unless either high contracting party declares its desire to terminate it by giving notice to the other high contracting party 12 months prior to the expiration of the treaty. The treaty will be subject to ratification and will come into force on the date of the exchange of instruments of ratification which will take place in Moscow within one month of the signing of this treaty.

ARTICLE TWELVE: Any difference of interpretation of any article or articles of this treaty which may arise between the high contracting parties will be settled bilaterally by peaceful means in a spirit of mutual respect and understanding.

The said plenipotentiaries have signed the present treaty in Hindi, Russian and English, all texts being equally authentic and have affixed thereto their seals.

Done in New Delhi on the ninth day of August in the year one thousand nine hundred and seventy one.

On behalf of the Republic of India
Swaran Singh
Minister of External Affairs

On behalf of the Union of Soviet Socialist Republics

A.A. Gromyko

Minister of Foreign Affairs

Document 2: President V. V Giri's address to the joint session of both Houses of Indian Parliament, 13 March 1972 (Jain ed. China and South Asian Relations 1947-1980, volume 1: India, p420-421)

The signing of the Indo-Soviet Treaty of Peace, Friendship and co-operation in August last year set the seal on a friendship that has been tested by time. It is a treaty of peace against war. It is not aimed against any country.

We welcome the entry, though belated, of the People's Republic of China into the United Nations, a step which we had been consistently advocating. We hope that this will promote peace and stability in Asia and the world…

One of the important international developments of the year was the move of the United States of America and China to re-arrange their relations. We hope that this will lead to a true relaxation of tensions and not to a sharpening of divisions.

The configuration of world forces is changing rapidly. Relations between super powers and between them and other powers, are also undergoing a change. However, there are certain basic points which we have to be borne in mind by all States, big and small. There should not be any attempt to carve out spheres of influence by the application of the doctrine of balance of power in this region or to dictate to countries, big or small, regarding their relationships with other countries. India does not seek leadership or domination. Nor will it tolerate domination by any country. We want this sub-continent and indeed the entire South Asian region and the Indian Ocean area to be free from power rivalries or domination and to develop into an area of peace and co-operation rather than one of confrontation. India would also like to encourage and foster greater regional co-operation, particularly in the fields of technology, trade and transit, science and culture, first and foremost between the countries of the subcontinent and then with other countries of South Asia, South East Asia and West Asia.

Document 3 : Lok Sabha Debates, 8 décembre 1972, pp225- International Situation

The Minister of External Affairs (Shri Swaran Singh):

'(…) there appeared to be a consensus in favour of recording our view that we greatly appreciate the consistent friendship shown by USSR to India in all vital matters. The Soviet Union had co-operated with us in extending help in vital sectors of our economy when we were not getting adequate technical know-how and collaboration in a very sensitive areas like machine-building, designing, oil exploration and oil refineries and we got co-operation from the Soviet Union in vital matters. This is a record of relationship between India and USSR which has already become the envy of many countries and at the same time, it is based on principles and it is based on certain attitudes, and the two countries have co-operated in their international activities in the United Nations and elsewhere, to strengthen the forces against colonialism, to render stout support to the freedom fighters engaged in the laudable task of attaining freedom. It is in this background that we have to assess our relationship with the USSR, (…)

I would like to say that our friendship and our co-operation and our understanding with the USSR is one of the basic pillars of our external relations and it has now been placed on a juridical basis when the treaty of peace, friendship and co-operation was the natural culmination of the process of co-operation in various fields-economic, cultural and technological and other spheres and this was embodied in a juridical document, the development of relations of close co-operation and friendship between India and USSR.

We made it clear when we signed the treaty that there were no secret clauses outside the treaty. We also made it clear that this is a treaty for peace and not for war. We further made clear that it is not directed against any third country. And, in spite of all these clarifications, if certain quarters continue to raise objections which have no validity, I cannot help them. But our relationship is on a sound basis and we intend to strengthen this relationship in every way. (…)

I feel somewhat dismayed when a note of what I should say, some sort of equidistance is imported into these discussions-these catch phrases like placing all the eggs in the same basket, These trite expressions, to say the least are very irritating at times, but we must not confuse and compound our basic friendship with a tried friend merely in order to get some sort of superficial satisfaction of the so-called equidistance. This is a wrong approach, not in our national interest. We should never think

on those lines. We owe no apology to any third country, friendly or unfriendly, and we do not stand in need of offering any defence while we value this relationship. It has worked to the mutual benefit and satisfaction of both the countries and, therefore, we attach a great deal of importance to it. Let this be understood by everyone inside our country and outside our country. (…)'

Document 4: Texte de l'accord de Simla

TEXT OF SIMLA AGREEMENT OF 2 JULY 1972

The agreement reached between President Ali Bhutto of Pakistan and Prime Minister Indira Gandhi of India said:

The Government of India and the Government of Pakistan are resolved that the two countries put an end to the conflict and confrontation that have hitherto marred their relations and work for the promotion of a friendly and harmonious relationship and the establishment of durable peace in the subcontinent so that both countries may henceforth devote their resources and energies to the pressing task of advancing the welfare of their peoples.

HARMONIOUS RELATIONSHIP

In order to achieve this objective, the Government of India and the Government of Pakistan have agreed as follows: .

1. That the principles and purposes of the Charter of the United Nations shall govern the relations between the two countries.

2. That the two countries are resolved to settle their differences by peaceful means through bilateral negotiations or by any other peaceful means mutually agreed upon between them. Pending the final settlement of any of the problems between the two countries, neither side shall unilaterally alter the situation and both shall prevent the organization, assistance or encouragement of any act detrimental to the maintenance of peaceful and harmonious relations.

3. That the pre-requisite for reconciliation, good neighborliness and durable peace between them is a commitment by both countries to peaceful co-existence, respect for each other's territorial integrity and sovereignty and non interference in each other's internal affairs on the basis of equality and mutual benefit.

4. That the basic issues and causes of conflict which have bedeviled the relations between the two countries for the last 25 years shall be resolved by peaceful means.

5. That they shall always respect each other's national unity, territorial integrity, political independence and sovereign equality.

6. That in accordance with the Charter of the United Nations, they will refrain from the threat or use of force against the territorial integrity or political independence of each other.

Both the Governments will make all steps within their power to prevent hostile propaganda directed against each other. Both countries will encourage the dissemination of such information as would promote the development of friendly relations between them.

COMMUNICATIONS AND TRADE

In order to progressively restore and normalize relations between the two countries step by step, it was agreed that:

7. Steps shall be taken to resume communications, postal, telegraphic, sea, land including border posts and air links including over-flights.

8. Appropriate steps shall be taken to promote travel facilities for the nationals of the other country.

9. Trade and cooperation in economic and other agreed fields will be resumed as far as possible.

10. Exchange in the fields of science and culture will be promoted.
In this connection, delegations from the two countries will meet from time to time to work out the necessary details. In order to initiate the process of the establishment of durable peace, both the government agree that:

11. Indian and Pakistani forces shall be withdrawn to their side of the international border.

12. In Jammu and Kashmir, the Line of Control resulting from the cease-fire of December 17, 1971, shall be respected by both sides without prejudice to the recognized position of either side. Neither side shall seek to alter it unilaterally irrespective of mutual differences and legal interpretations. Both sides further undertake to refrain from the threat or use of force in violation of this line.

13. The withdrawals shall commence upon entry into force of this agreement and shall be completed within a period of 30 days thereof.

This agreement will be subject to ratification by both countries in accordance with their respective constitutional procedure and will come into force with effect from the date on which the instruments of ratification are exchanged.

SECOND SUMMIT

Both Governments agree that their respective Heads will meet again at a mutually convenient time in the future and that in the meanwhile the representatives of the two sides will meet to discuss further the modalities and arrangements for the establishment of durable peace and normalisation of relations, including the questions of repatriation of prisoners of war and civilian internees, a final settlement of Jammu and Kashmir and the resumption of diplomatic relations.

Sgd (Zulfikar Ali Bhutto)
President, Islamic Republic of Pakistan

Sgd (Indira Gandhi)
Prime Minister
Republic of India

Document 5: Treaty of Friendship, Cooperation and Peace between the People's Republic of Bangladesh and Republic of India

Inspired by common ideals of peace, secularism, democracy, socialism and nationalism,

Having struggled together for the realization of these ideals and cemented ties of friendship through blood and sacrifices which led to the triumphant emergence of a free, sovereign and independent Bangladesh,

Determined to maintain fraternal and good neighbourly relations and transform their border into a border of eternal peace and friendship,

Adhering firmly to the basic tenets of non-alignment, peaceful co-existence, mutual cooperation, non-interference in internal affairs and respect for territorial integrity and sovereignty,

Determined to safeguard peace, stability and security and to promote progress of their respective countries through all possible avenues of mutual cooperation,

Determined further to expand and strengthen the existing relations of friendship between them, convinced that the further development of friendship and cooperation meets the national interests of both States as well as the interests of lasting peace in Asia and the world,

Resolved to contribute to strengthening world peace and security and to make efforts to bring about a relaxation of international tension and the final elimination of vestiges of colonialism, racialism and imperialism,

Convinced that in the present-day world international problems can be solved only through cooperation and not through conflict or confrontation,

Reaffirming their determination to follow the aims and principles of the United Nations Charter, the Republic of India, on the one hand, and the People's Republic of Bangladesh, on the other, have decided to conclude the present Treaty.

Article 1

The high contracting parties inspired by ideals for which their respective peoples struggled and made sacrifices together, solemnly declare that there shall be lasting peace and friendship between their two countries and their peoples, each side shall respect the independence, sovereignty and territorial integrity of the other and refrain from interfering in the internal affairs of the other side.

The high contracting parties shall further develop and strengthen the relations of friendship, good-neighbourliness and all-round cooperation existing between them, on the basis of the above mentioned principles as well as the principles of equality and mutual benefit.

Article 2

Being guided by their devotion to the principles of equality of all peoples and states, irrespective of race or creed, the high contracting parties condemn colonialism and racialism in all forms and manifestations and are determined to strive for their final and complete elimination.

The high contracting parties shall cooperate with other states in achieving these aims and support the just aspirations of peoples in their struggle against colonialism and racial discrimination and for their national liberation.

Article 3

The high contracting parties reaffirm their faith in the policy of non-alignment and peaceful co-existence as important factors for easing tension in the world, maintaining international peace and security, and strengthening national sovereignty and independence.

Article 4

The high contracting parties shall maintain regular contacts with each other on major international problems affecting the interests of both States, through meetings and exchanges of views at all levels.

Article 5

The high contracting parties shall continue to strengthen and widen their mutually advantageous and all-round cooperation in the economic, scientific and technical fields. The two countries shall develop mutual cooperation in the fields of trade, transport and communications between them on the basis of the principles of equality, mutual benefit and the most-favoured nation principle.

Article 6

The high contracting parties further agree to make joint studies and take joint action in the field of flood control, river basin development and the development of hydro-electric power and irrigation.

Article 7

The high contracting parties shall promote relations in the fields of art, literature, education, culture, sports and health.

Article 8

In accordance with the ties of friendship existing between the two countries each of the high contracting parties solemnly declares that it shall not enter into or participate in any military alliance directed against the other party.

Each of the high contracting parties shall refrain from any aggression against the other party and shall not allow the use of its territory for committing any act that may cause military damage to or constitute a threat to the security of the other high contracting party.

Article 9

Each of the high contracting parties shall refrain from giving any assistance to any third party taking part in an armed conflict against the other party. In case either party is attacked or threatened with attack, the high contracting parties shall immediately enter into mutual consultation in order to take appropriate effective measures to eliminate the threat and thus ensure the peace and security of their countries.

Article 10

Each of the high contracting parties solemnly declares that it shall not undertake any commitment, secret or open, toward one or more States which may be incompatible with the present Treaty.

Article 11

The present Treaty is signed for a term of twenty-five years and shall be subject to renewal by mutual agreement of the high contracting parties.

The Treaty shall come into force with immediate effect from the date of its signature.

Article 12

Any differences in interpreting any article or articles of the present Treaty that may arise between the high contracting parties shall be settled on a bilateral basis by peaceful means in a spirit of mutual respect and understanding.

DONE IN DACCA ON THE NINETEENTH OF MARCH NINETEEN HUNDRED AND SEVENTY TWO

Sd. (Smt.) INDIRA GANDHI

Prime Minister
For the Republic of India

Sd. SHEIKH MUJIBUR RAHMAN
Prime Minister
For the People’s Republic of Bangladesh

Document 6: Joint Declaration of the Prime Ministers of India and Bangladesh on 19th March, 1972, at Dacca

At the invitation of his Excellency the Prime Minister of Bangladesh, Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman, the Prime Minister of India, Shrimati Indira Gandhi, visited Dacca from the 17th to 19th March, 1972. The Indian Prime Minister was accompanied by the Foreign Minister, Sardar Swaran Singh, Professor S. Chakravarty, Member of the Planning Commission, Mr. P. N. Haksar, Principal Secretary to the Prime Minister, Mr. T. N. Kaul, Foreign Secretary, Mr. P. N. Dhar, Secretary to Prime Minister and other officials. During her stay in Dacca the Prime Minister addressed a mammoth public meeting and was accorded a Civic Reception. The affection and warmth shown by the people of Bangladesh on these occasions towards the Indian Prime Minister were symbolic of the close friendship and fraternal feelings that characterize the relations between the peoples of India and Bangladesh.

The two Prime Ministers discussed matters of mutual interest at length on several occasions during this visit. The Indian Foreign Minister, Sardar Swaran Singh, also held separate talks with the Foreign Minister of Bangladesh, Mr. Abdus Samad Azad, on bilateral relations and on international situation.

The opportunity of this visit was utilized to have substantive discussions at the officials level on all aspects of relations between the two countries and also to review the international situation with special reference to the problems that Bangladesh and India face in the context of recent developments in Asia. On the official level talks on political matters the Bangladesh side was represented by Mr. Ruhul Quddus, Principal Secretary to the Prime Minister, Mr. S. A. Karim, Foreign Secretary, Mr. S. A. M. S. Kibeia, Secretary, Ministry of Foreign Affairs, Bangladesh Ambassador to India, Dr. A. R. Mallick, Mr. Justice Munim Law Secretary, and Nurul Islam of the House Ministry.

At the talks on economic matters the Bangladesh side was represented by Dr. Nurul Islam, Deputy Chairman of the Planning Commission, Dr. Musharraf Husain, Member, Planning Commission, Professor Rehman Sobhan, Member, Planning Commission, Mr. Matiul Islam, Finance Secretary, Mr. B. M. Abbas, Adviser to the Prime Minister on Irrigation and Flood Control, Mr. Nur Mohammad, Commerce Secretary, Mr. A. Samad, Transport Secretary, Mr. Al-Hussainy, Secretary, Power and Irrigation and other officials.

The Prime Minister of Bangladesh expressed admiration for the valiant armed forces of India who made supreme sacrifice in fighting shoulder to shoulder with all sections of the brave Mukti Bahini to end the tyrannical colonial rule of Pakistan in the sacred soil of Bangladesh. He mentioned with appreciation the impeccable behaviour of the Indian troops during their brief stay in Bangladesh. Having accomplished their mission, the last units of the Indian armed forces had withdrawn earlier than the deadline agreed upon.

Reviewing the international situation with particular reference to recent developments in Asia, the two Prime Ministers took note of the forces threatening the security, stability and territorial integrity of countries of the region. They affirm their solidarity in resisting these forces. Both the Prime Ministers express the confidence that the close and firm bonds of friendship between the peoples of India and Bangladesh would effectively counter efforts by interested countries to reverse the course of history.

In this context the two Prime Ministers declare their determination to continue to adhere to the policy of non-alignment which has played a positive and constructive role in strengthening national sovereignty and independence and the forces of peace, stability and prosperity in international relations.

To give concrete expression to the similarity of views, ideals and interests between India and Bangladesh, the two Prime Ministers decided to sign a treaty of friendship and cooperation and peace.

The two Prime Ministers further decided that in order to strengthen cooperation between the two countries regular consultations shall be held between the officials of the Ministries of Foreign Affairs, Defence, Planning Commissions and the Ministries and Departments dealing with economic, commercial, cultural and technical affairs of the two Governments. Such consultations will take place periodically, at least once every six months.

The Prime Minister of Bangladesh drew the attention of the Prime Minister of India to the plight of the Bengalee population in Pakistan and emphasized the imperative need for their early repatriation. The Prime Minister of India assures the Government of Bangladesh of all assistance facilitating the process particularly in giving transit in facilities for such repatriation.

The Prime Minister of Bangladesh apprised the Prime Minister of India of the steps taken by the Government of Bangladesh to expedite the trials of members of Pakistani armed forces and civil servants who are guilty of committing war crimes, genocide and crimes against humanity in Bangladesh, in accordance with international law. Both the Prime Ministers express the hope that these trials will bring the guilty persons to justice and also bring home to the world at large the enormity of the sufferings of the people of Bangladesh. The Prime Minister of India assures the Prime Minister of Bangladesh that the Government of India will fully cooperate with the Government of Bangladesh in bringing those guilty persons to justice who are responsible for the worst genocide in recent times.

At the same time the two Prime Ministers agree that seriously sick and wounded prisoners of war, who are not guilty of war crimes, will be repatriated to Pakistan as a matter of priority by mutual consent.

In the context of the declared adherence of the Government and the people of Bangladesh to the ideals and objectives of the United Nations Charter, the Prime Minister of India assures the Government of Bangladesh of the Government of India's full support and cooperation for the admission of Bangladesh to the United Nations and other U. N. agencies. Both the Prime Ministers agree that the Bangladesh's joining the U. N. would be a significant step forward in promoting world peace and ensuring stability in South Asia.

The two Prime Ministers declare that the Indian Ocean area should be kept free of great power rivalries and military competitions. They express their opposition to the creation of land, air and naval bases in the area. It is their conviction that this is the only way of ensuring the freedom of navigation and safety of the sea-lanes in the Indian Ocean for trade and commerce which is vital to the development and stability of the littoral States. The two Prime Ministers further express their determination to endeavour to make the Indian Ocean area a nuclear free zone.

Consistent with the decisions taken at the meetings of the Foreign Ministers of Bangladesh and India in January 1972, and of the Prime Ministers early in February 1972 to strengthen economic and developmental cooperation, the two Prime Ministers decide:

(a) To establish a Joint Rivers Commission comprising of experts of both countries on a

permanent basis to carry out a comprehensive survey of the river systems shared by the two countries, formulate projects concerning both the countries in the fields of flood control and to implement them.

Experts of the two countries are directed to formulate detailed proposals on advance flood warnings, flood forecasting, study of flood control and irrigation projects on the major river systems and examine the feasibility of linking the power grids of Bangladesh with the adjoining areas of India, so that the water resources of the region can be utilized on an equitable basis for the mutual benefit of the peoples of the two countries.

(b) The Prime Minister of Bangladesh expressed his gratitude to the Prime Minister of India for the economic assistance extended so far and for assurance of future assistance according to the requirement of Bangladesh. The two Prime Ministers reviewed the progress of deliveries of supplies of food grain and other commodities under the economic assistance programme and recognized the need to accelerate deliveries under this programme in view of the urgent economic need of the rehabilitation programme in Bangladesh.
(c) Both the Prime Ministers approved the principles of the revival of transit trade and the agreement on border trade.

They directed that these agreements as well as the general trade and payments agreements should be signed by the end of March, 1972.

Keeping in view the important role that science and technology plays in accelerating economic and social development, the two Prime Ministers direct that experts and officials of the Governments of Bangladesh and India shall have consultations and exchange information on:

(I) Peaceful uses of nuclear energy,
(II) Technological and scientific research for industrial development.
(III) Utilisation of future space research for communication purposes.

Conscious of the close historical and cultural affinities between the peoples of India and Bangladesh, the two Prime Ministers decide that concrete steps should be taken by the appropriate agencies of the two governments to strengthen cultural relations between the two countries. The two Prime Ministers direct that the concerned authorities of the two Governments

should undertake immediate discussions for the signing of a bilateral agreement on cultural, scientific and technological cooperation.

The two Prime Ministers are fully satisfied at the progress made and the concrete results achieved during their talks at Dacca and express the hope that these understandings and agreements would constitute a sound and durable basis for cooperation between India Bangladesh for the mutual benefit and prosperity of the two countries.

The Prime Minister of India thanks the Minister of Bangladesh for the hospitality, affection and kindness shown to her and her colleagues by the Prime Minister and Begum Mujibur Rahman, the Government and the people of Bangladesh during her visit to Dacca. The Prime Minister of Bangladesh expressed satisfaction that the Prime Minister of India found time in spite of her many preoccupations to visit Bangladesh.

The two Prime Ministers express the conviction that the bonds of fraternity and friendship forged during the freedom struggle of Bangladesh and cemented by the sacrifices made by the peoples of both countries, shall continue to grow and became a vital factor in strengthening the forces of peace and progress in Asia and the world.

Sd-SMT INDIRA GANDHI
For the Republic of India

Sd-SHEIKH MUJIBUR RAHMAN
For the People’s Republic of Bangladesh

Document 7 :Déclaration du ministre des affaires étrangères Shri Yeshwantrao Chavan à la *Lok Sabha* concernant la situation au Sikkim, le 11 avril 1975

As the House is aware, Government have been making sincere efforts to ensure the speedy economic and social development of the people of Sikkim under democratic conditions, as stipulated in the Agreement of 8th May, 1973 and the Government of Sikkim Act, 1974.

Both documents had the assent and approval of the Chogyal as well as the political leadership of Sikkim. However, the arrangements that were instituted on the basis of these agreements, with the responsible Government constituted by duly elected leaders on the one hand, and the Chogyal functioning as a Constitutional Head of Government on the other, depended essentially for their success, on the sincerity of the Chogyal and full acceptance by him in practice of the democratic system under which he would cease to have the overriding powers he had exercised for more than two decades.

As Hon. Members are aware, Government of India have been requested, on several occasions over the past 20 years, by political leaders and the people of Sikkim for the abolition of the institution of the Chogyal. Government of India's endeavour has been to protect the institution, although in the case of Princely States, the Princely order has been abolished in deference to the democratic processes in the country. The deviation in the case of Sikkim was motivated by our desire to show special consideration to the Chogyal in the hope that he would play a responsible role. As regards the present Government and Assembly in Sikkim-the first that is truly representative in character, having been elected on the basis of one-man one-vote in free and fair elections-in demand for the removal of the Chogyal has been made and repeated for the past several months. As early as in September last year, the Chief Minister had warned that if democracy was to survive in Sikkim, the Chogyal must go. On our part, we have counseled restraint in the hope and expectation that the Chogyal would ultimately reconcile himself to his constitutional role and adopt a more constructive attitude. However, we have always made it clear to the Chogyal that while we are anxious to protect the institution of Chogyal in Sikkim, as we have been doing over the past several years, we must naturally give the highest priority to the welfare, interests and aspirations of the common people and their elected leaders. I must say that the situation in Sikkim has now reached a critical phase.

Almost from the day on which the new arrangements came into force, it became clear through Chogyal's statements and actions that he was not reconciled to his Constitutional role and that he

was determined to obstruct the functioning of the democratically elected Government through all means at his disposal. In the past few months, the Chief Minister of Sikkim and his colleagues in the Council of Ministers and the Assembly have constantly been representing to the Government of India against the Chogyal's activities, and drawing our attention to the fact that democracy cannot survive in Sikkim as long as the institution of Chogyal continued to exist. We have been counseling patience to political leaders in Sikkim because we hoped that, ultimately good sense and wisdom would prevail on the part of the Chogyal, in the larger interest of the welfare of the people of Sikkim. Unfortunately, these hopes have been belied. The Chogyal's actions over the last few months have been deliberately directed towards creating a crisis situation in the State. The elected representatives and the Government leaders in Sikkim have taken strong exception, and with justification, to his statements questioning the validity of the democratic process and even the Government of Sikkim Act which he himself had promulgated only some months ago. They have been outraged by the propaganda campaign that he has either undertaken personally or encouraged. The Government of Sikkim and the Government of India have been particularly shocked, in recent weeks, to know of efforts to intimidate, terrorise, threaten and even physically harm political leaders and common people in Sikkim in a bid to disrupt law and order, obstruct the functioning of the Government and subvert the democratic process. There have been assassination attempts on the Chief Minister by use of explosives, there was the stabbing of an unarmed Member of the Sikkim Assembly by a member of the Chogyal's entourage in the Chogyal's presence, and some other distressing information has come to light only a few days ago on elaborate plans to use violence against elected representatives.

In view of the sharp deterioration in relations between the elected representatives and the Chogyal, I had instructed the Foreign Secretary to visit Gangtok last week to study the situation. In particular, the Foreign Secretary did his utmost to impress upon the Chogyal that we had all along been urging patience upon the elected representatives in the hope that the Chogyal would cooperate with the Government instead of seeking confrontation with them, but if these efforts to impede the functioning of the Government, insult the elected representatives and intimidate them in various ways continued the situation could well reach crisis proportions. It is now unfortunately evident that this effort did not have the desired effect.

It is in the context of the deteriorating law and order situation and the suspicion of the imminent threat to the lives of some leaders in Sikkim that an urgent request was received from the Chief Minister of Sikkim for the immediate disarming and disbanding of the Sikkim guards. Even earlier,

the Government of India had been urged by the Chief Minister that the Government of Sikkim should not be expected to support with public funds the presence of several hundred armed personnel for the exclusive use of the Chogyal. The hon. Members would agree that there could be no justification for a private army of about 400 people retained by the Chogyal on the palace premises but paid for by the public exchequer. The evidence of possible conspiracy against the Chief Minister and his colleagues indicating complicity of some Sikkim guards added urgency to this request. In view of the pressing appeal from the Chief Minister and of the Government of India's responsibility to ensure law and order in the State, the Government took necessary steps to disarm the Sikkim guards on the afternoon of 9th April.

Before I conclude, I would like to mention another demand by the political leaders in Sikkim, which has been made earlier on many occasions and has been reiterated in recent weeks, for according to the elected Government full rights and responsibilities on par with a constituent unit of the Indian Union. The request is a reflection and a conscious expression of the traditional sentiment and popular within Sikkim to fully participate in the mainstream of Indian life. It has again been repeated, along with the demand for the abolition of the institution of the Chogyal, in the resolution passed unanimously by the Sikkim Assembly at its meeting on the 10th April, the implications of which are being studied by the Government of India.

Document 8: Renmin Ribao, 9 mai 1975, The reason of big fish eating small fish.

1. That Indian government made many excuses for annexing Sikkim reminded us of the story "the wolf and the little sheep". It was said a little sheep was drinking by the river, a wolf wanted to eat him for a series of unintelligible "reasons". The little sheep retorted him successfully. Therefore, the wolf became speechless and angry, said "your crime is that I want to eat you."
2. We still remembered, the day before last September, Indian government called Sikkim "protectorate", when Sikkim people said Sikkim was a sovereignty, which needs nothing and nobody to protect him, wanted to be self-governed, Indian government tried to make an elaborate plan to revise Indian constitution and saying that it was for Sikkim's requirement to be a confederation; when Sikkim people said Sikkim was an independent country from beginning to end, and never recognized whatever called confederation, and rose further to oppose and protest India's forceful annexation of Sikkim, India Prime Minister Gandhi blew her top and said imperiously "Sikkim was all the while a part of India; when Sikkim people said Sikkim had never been a part of India and firmly oppose India's annexation, Indian government ordered the Sikkim parliament which was under the direct control of it to pass the so-called "resolution", demanding that dethroning the Sikkim king and making Sikkim a confederation of India formally; what's more, intriguing an illegal referendum to blanket his invasive conducts.
3. The reason that Indian government annexed Sikkim sounded reasonable; actually, it was only the reason "big fish eat small fish". But lie could never hold the water. It was known to everybody Sikkim was all the while an independent country. It has been there for four hundred years since Sikkim was founded. When Sikkim was founded, India was on its way to be Britain's colony. And after India got the independence from Britain, it began holding the expansion towards Sikkim and eventually annexed it. How could this be the argument: "Sikkim was all along a part of India"?
4. History is just like a mirror. What Indian government played about invasion with reasons was not a new idea, it was only the trash got from the dust heap of history. Once, when Russia invaded its neighbors it also excused itself for "protecting" others. Today, in 1970s', Indian expansionists should dare to annex a small country outrageously; it was in the beck of Russia.
5. Revolutionary Engels had a great sentence: "No one can enslave a nation and escape punishment". In this modern world, it was no longer the world the most violent was the

strongest. Small country though Sikkim is, its countrymen are fearless and brave. From the very beginning what Indian government did to annex Sikkim was strongly opposed by the mass of Sikkim people. Sikkim people are sure to get independent and liberated. Indian expansionists and its backer would never have good results.

Document 9 : Renmin Ribao, 3 février 1972, communiqué sino-pakistanais.

Le président pakistanais, sa femme, des représentants du congrès, des chefs politiques et quelques autres officiels avaient été invités à visiter la Chine du 31 janvier au 2 février.

Le président pakistanais est enchanté d'exprimer sa gratitude au gouvernement chinois pour son accueil chaleureux. Il a rencontré le président Mao et le premier ministre Zhou Enlai et a exprimé sa gratitude pour toutes les formes d'aide données par la Chine. En attendant, au nom du Pakistan, il a admiré le grand développement chinois sous la conduite du président Mao.

Les deux camps ont échangé leurs points de vue en détail sur les relations Indo-Pakistanaises : les résultats majeurs au niveau international et régional, la coopération Sino-Pakistanaise, dans une atmosphère très chaleureuse.

1

Ils ont condamné avec force l'Inde pour avoir envahie le territoire pakistanais. Ils ont mis en avant devant la communauté internationale la mauvaise influence que pourrait avoir un pays qui a contraint un pays voisin par la force militaire.

2

Le président a dit que les relations indo-pakistanaises devraient être établies sur la base d'une non-intervention d'un pays tiers ; l'Inde doit évacuer ses forces militaires du Pakistan pour négocier sans utiliser la menace et la mauvaise volonté. Le premier ministre a dit qu'il comprenait la position pakistanaise et son attitude.

3

Les pays du sud est asiatique doivent coexister. Le sous-continent indien ne connaîtra pas la paix tant que l'Inde n'évacuera pas ses forces militaires du territoire pakistanais envahi par l'Inde. Les Nations-Unies doivent prendre la responsabilité de faire évacuer du Pakistan les troupes indiennes. Elles réalisent heureusement que les pays du tiers-monde, et particulièrement les pays musulmans, supportent le Pakistan et souhaitent qu'il conserve son intégrité territoriale face à

l'intervention dans ses affaires intérieures d'envahisseurs étrangers.

4

Ils ont porté une attention particulière aux soldats et citoyens pakistanais capturés par les troupes indiennes. Ils en appellent au gouvernement indien pour libérer les prisonniers de guerre conformément aux accords. Le Pakistan pourra alors relâcher les prisonniers de guerre indiens. Cela aidera à restaurer la paix dans le sous-continent.

5

Les relations internationales contemporaines sont avantageuses pour tous les peuples. Le président exprime son désir de faire de l'est de l'Asie un endroit pacifique et d'avoir de bonnes relations avec tous les pays voisins. Le président et le premier ministre soutiennent tous les peuples en lutte pour la libération de leur nation. Ils sont pour que le Pakistan et l'Arabie Saoudite obtiennent leurs droits légitimes. Ils sont pour que les peuples asiatiques et africains combattent l'impérialisme.

6

Ils se satisfont du développement de la coopération économique bilatérale. Le premier ministre a dit que pour aider au développement économique du Pakistan, le gouvernement chinois a décidé de changer 4 prêts en « investissement d'aide gratuit », ce qui repousse le remboursement du prêt de 1970 de 20 ans et il a ajouté que le gouvernement chinois continuera de prêter de l'argent au Pakistan aux les mêmes conditions préférentielles.

7

Développer une relation constructive et la coopération entre les deux pays n'est pas seulement dans l'intérêt fondamental des deux peuples mais aussi le principe de la compréhension mutuelle, de l'intégrité territoriale, de la coexistence pacifique , de la non-intervention dans les affaires intérieures. La Chine a toujours supporté le Pakistan dans sa lutte pour ses droits légitimes.

Documents, 2ème partie

Document 10: *Jain* p 467 Chinese commentary entitled, "Indian general election and Soviet setback in South Asia," 8 Avril 1977 (Extraits)

The Indian general election returns drew worldwide attention. The National Congress Party which ruled India for 30 years, suffered a heavy defeat and Prime Minister Indira Gandhi was compelled to step down from office. This significant change in the Indian political scene will have an important bearing on the situation in the South Asian subcontinent and in the Indian Ocean…
The results not only declared the bankruptcy of the internal and external policies pursued by Indira Gandhi who had tailed after the Soviet Union, policies which harmed the country and brought sufferings to the people, they also marked a serious setback to Moscow's expansionist scheme in the South Asian region.

India occupies an important strategic position in Asia and the Indian Ocean. To realize their fond dream of dominating the world, the new tsars curried favour with the Indira Gandhi government and tried drag India into the orbit of their counter-revolutionary global strategy. This was especially so in the years after the conclusion of the Indian-Soviet treaty of "Peace, friendship and cooperation" in August 1971, which is in essence a treaty of military alliance. During this period, while they supported and abetted the Gandhi government in redoubling its efforts to carry out an expansionist policy against its neighbours, the Kremlin rulers tied India to their rickety chariot of social-imperialism to make it an important bridge-head for extending Soviet spheres of influence in South Asia and the Indian Ocean and contending for hegemony with the other super power. The Soviet Union provided India with large quantities of military equipment, sent "military advisors" there and trained Indian military personnel. Through "military aid," it gradually controlled India's arms production and military supplies and obtained the privileges of building military bases in India.

Capitalizing on India's economic difficulties, the new tsars steadily increased their control and plunder of India. In the last few years, under the pretext of "economic aid," the Soviet Union made fabulous profits through loans and exports of capital; by setting up "public-owned enterprises," it meddled in India's heavy and basic industries and controlled the key economic lifelines; by flaunting the banner of "mutual benefit in trade," it pushed sales of surplus products and plundered

raw materials and cheap manpower; in the name of "cooperation in production" and "co-ordination in planning," it tried to control India's national economy plans. Soviet control and plunder have brought untold suffering to the Indian people.

The internal and external policies of the Gandhi regime, which steadily weakened the position of the Congress Party Government, have long been strongly opposed by the Indian people. For many years, Moscow has energetically supported those in authority in the Indian Congress Party, lauding them as "progressive leaders" "inclined more and more to socialism." The Kremlin bosses went to India time and again to shore up th Gandhi government. Supporting the "State of emergency" Indira Gandhi declared in June 1975 to maintain her fascist rule by violence, the Soviet Union said it was an "indispensable measure" for "safeguarding the people's interests against unbridled attacks by Rightist forces." This fully unmasked the ugly features of the Soviet Union which is hostile to the Indian people.

The new tsars energetically supported the Congress Party government in the general election in an attempt to help it continue its rule. At the beginning of the election, the Soviet Press carried consecutive reports, and commentaries, lauding the "marvelous achievements" of the Gandhi government's domestic and foreign policies and beat the drums for her in the election campaign. The Soviet Press sharply attacked the withdrawal of some political figures from the Congress Party, saying that it "complicated the political situation in the country." Such Soviet actions only further bared the features of the Gandhi government as a retainer of the Soviet Union and increased the Indian people's disgust for it.

Stunned by the election results, the Kremlin bosses found themselves in an awkward position. What deserves attention, however, is that they quickly changed their tune and are trying by hook or by crook to hold on to India, which holds an important position, so as to continue their expansion in the South Asian subcontinent and the Indian Ocean. Faced with this sinister scheme, the people of the South Asian countries will certainly continue to heighten their vigilance, strengthen their unity and push ahead heir struggle in defence of national independence and state sovereignty. The results of the Indian general election show precisely that superpower attempts to control and use other nations as tools for achieving world hegemony are bound to be opposed by their people and will eventually end in failure.

Document 11: *Renmin Ribao*, 11 avril 1978, 'We are brothers'

In the mid-noon of the 7th of March, we took flight off Daka to New Delhi, the capital of India, from the flight we can see a river and stewardess told me it is the famous Ganges. It was the first time for most of the comrades in the delegation to visit India. But it isn't strange for us as it is a boundary country. As mention India, we naturally though of its long history, glorious culture, the friendly relationship between India and China for more than 2000 years, the close relation in the 50's and the Panschila-Five Principles of peaceful coexistence that was put forward by the two countries. In 1962, for the reason that we all know, the relations between the 2 countries neglected and civil relations almost broke off. It is 16 years from then on. But now we come to India with the delegation from China.

The Common Wish

The flight landed on the airport of New Delhi slowly. As we came off the cabin we saw that Basu and many old friends with flowers in hand running to us, it was long time to see. We shook hands and embrace each other warmly, we were given the strings of flower wreath. The first words that Basu said to us were "We always hoped you to come and you came." The people outside the waiting room wielded the flag and slogan written in Indian and Chinese "The friendship between India and China will be long forever" Because of the lateness of the flight, they waited the delegation for 2 hours under the sun. When the delegation passed through they warmed up and threw flowers into the car. At the time, the familiar "We are brothers" sounded as thunder.

In the afternoon of the next day, the committee of Quanyinke invited us hold the grand reception to welcome the delegation. In the middle of the Hall hung the portrait of Dr. Kotnis- the son of India, the intimate brother of Chinese people. Basu, the chairman of the committee, gave the words of welcome. He said that your delegation is the first to visit India, the Indian value your visit as a big step to improve the relationship between the 2 countries, the leader of the delegation Wang Bingnian lauded the traditional friendly relation between China and India. He said although the relations between us have suffered frustration, it is a moment in the history of long friendship. Chinese people cherish the traditional friendship between the 2 countries. We all know that through bilateral effort, the relation between us will be improved, the friendship between us will be stable and strenghten further.

The Premier Desai and Foreign Minister Vajpayee met the delegation respectively and lauried on the friendly conversation. The vice-President Jatti hold the party to serve the delegation in the guesthouse. When met with foreign minister Vajpayee, the leader of delegation Wang Bingnan and ambassador Chen Zhaoyuan invited him to China. Vajpayee accepted the invitation with pleasure. In the symposium that took part in by several senators, many friends said that there are many problems that both of the 2 countries confronted to. We should strengthen the union and study with each other, although we MPs are in different parties and have different political views, we are in common on the problem of friendship between India and China, this is the common wish of Indian people.

The pine tree in the storm

In a morning of sunshine, we dropped on the chairman of friendly committee of China and India Sen.de.la.er who is 92 years old. He greeted us in front of his house. When he saw us, he crasped our hands, crying. He stand in the middle of yard and gave a speech to us: My dear Chinese friends, it is the most proud moment in my life. I remember that I heard what Gandhi said before by myself that we hope that one day a freed India and a free China will cooperate together for the happiness of Asia and the whole world. For the several years I have never been shaken. Today I ultimately meet the brothers from China to be guests at my home. As saying he was making some powerful poise with the white hair shining and floating in the sunshine. Finally he said that "I am 92 years old. My dear friends, please believe me, I will not die before China and India have not set up the friendly relation completely." What he said stand for the words of Indian people.

The friendship between China and India is deep-rooted and will not be broken by any storm. During the tension, many Indian friends still believed that the friendship between the 2 countries, like a pine tree in the storm, will never be broken. Jia.ya.wa the wife of senator De.la.si is one of them. 22 years ago she has been to China and met with chairman Mao and Premier Zhou. After, the aggravation of China-Indian relations, she risked to collect the flag of China and many photos when she visited China. She said to guests with tears that although in the hard time I still believed that India and China will regain the friendship and those will be useful. Today my wish has come true.

He is living in our hearts

The second biggest city Bombay is the hometown of international soldier Ke.li.hua. During the

period that delegation visited Bombay we dropped at his home and met his older brother,3 younger sisters, younger brother and other relatives. In 1938, Ke.li.hua supported to fight the invading army with medical troops from India to come to China. He worked hard and fell sick from overwork. He devoted his life to Chinese liberty. At his home we saw the calligraphy from the great leader and tutor Mao Zedong from him. "The army lost you, the nation lost a good friend" the international spirit of Ke.li.hua will never be forgotten. We also saw the photo of the vice-president Ye Jianying and his family. While living, Ke.li.hua was the first direct of China International peaceful hospital. The two of delegation are from the hospital. The director Wang Yongkuan said to relatives of Ke.li.hua that he died at 36 but his name will be never forgotten. The activities to memory of Ke.li.hua will strengthen the traditional friendship between China and India.

Ke.li.hua is not only living in the hearts of Chinese people, but in the hearts of Indian people, his name has been the conjunction of the friendship between 2 countries. The committee of Quan Yinke spread the spirit of Ke.li.hua to improve the friendship between the 2 countries. He is a harbinger in recovering the relation of China and India. He also took the method of accupuncture to India, the needles spread the friendship relation.

General and strong wishes

In Kerala state, millions of people swarmed to the street to welcome the delegation. In the worker's living quarter, several labor union had welcome conference in consociation in Sang.ti.ni.ke.tan, the farmers listened to the delegation introducing the new situation of China. At every part of India, many friends talked to Chairman Mao and Premier Zhou profoundly. Just as what Wang Binnan said that both of China and India are developing countries and confronted the same obligation that object the invasion imperialistically and build up our own country. We have all the reasons strengthen union and friendship.

Time passed by, the delegation said goodbye to Indian friends at the jia.er.ge.da airport, overlooking the Indian national territory from the airplane we recollected the 16 days passed by many excellent memory will stay in our mind. The tropical landscape Tai.ji.ling and the ancient grand buildings, etc.. But the most unmemorable is the hot heart of Indian people. We all believed that no matter how many difficulties we will face, the strong ? from Indian people cannot be stopped. The friendship between China and India will belong forever.

Document 12: *Jain*, p 475-476 Vice-President B. D. Jatti's speech at the luncheon given in honour of Wang Pin-nan, President of the Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries, 13 mars 1978 (Extrait).

India and China are two neighbouring Asian countries with a history that stretches back to nearly two thousand years. The splendour of the civilizations that flourished in our two countries is something that the people of India and China can be justly proud of. As heirs of two of the greatest civilizations of the world, India and China also have a long history and tradition of friendly contacts with each other.

In modern times too, the struggle of the Indian people for Independence under the leadership of Mahatma Gandhi and the struggle of the Chinese people for liberation under the leadership of the late Chairman Mao Tse-tung were contemporaneous and inspired by the similar desire to create a new society in keeping with the genuine desire of our respective peoples. After India became Independent and China attained liberation, our two countries established friendly relations under the leadership of the late Prime Minister Mr. Jawaharlal Nehru and the late Premier Chou En-lai who jointly initiated the Five Principles as the basis of our relations. We believe that these old Principles as the form a good basis for discussions between our two Governments and the improvement of mutually beneficial relations.

Our two social systems are different but we are both striving in our own different ways, towards the common goal of development and material prosperity. In this great endeavour, there is much that we can learn from each other.

This process of exchanging experience in various developmental fields is going smoothly since 1976 when we posted Ambassadors in each other's capitals. Over the last two years or so, some of our compatriots have traveled to your country and some of your compatriots have traveled to our country. We hope that this number will increase manifold in the days to come, and would contribute to the emergence of a better understanding and appreciation of each other's aspirations.

Your Excellency, your visit is but a brief one of two weeks in India, but I am confident that you will be able to see for yourself the friendly feelings that exist in our country for China and the Chinese people. I should be the joint endeavour of our two sides to create an atmosphere of understanding and cooperation in which relations between us can be further developed to mutual benefit.

Document 13: *Jain*, p 485-487 Chinese Foreign Minister Huang Hua's interview with PTI correspondent, 11 February 1979 (Extraits).

In developing its relations with neighbouring countries, China has always been guided by the following five basic principles: mutual respect for sovereignty and territorial integrity, mutual non-aggression, non-interference in each other's internal affairs, equality and mutual benefit, and peaceful co-existence. In practice China has followed these principles for nearly three decades in solving many major issues in its relations with neighbours, and maintaining and developing ties of friendship, cooperation and good-neighbourly relations with most of its neighbours.

For instance we have resolved boundary and territorial disputes and delimited permanent boundaries with most of our neighbours, we have solved the question of the nationality of Chinese residents and people of Chinese origin with a number of countries where such people live in great numbers and reached agreement with the countries concerned on choosing a single nationality by these people and on doing away with the bad effects of dual nationality.

As a country bordering south Asia and concerned about peace, stability and security of this region China supports the south Asian countries in this just struggle to safeguard national independence and territorial integrity and oppose the interference of outside forces. We support and appreciate all the efforts of these countries to improve their mutual relations.

Question: How do you assess the present state of relations between India and China and their future?

Mr. Huang Hua: We are happy to note that there has been an initial improvement in Sino-Indian relations over the past two years and more. Trade and cultural educational and other contacts have been resumed between the two countries. Exchange of visits has increased.

Last year, a delegation of the Chinese people's association for friendship with foreign countries headed by its president, Mr. Wang Bingnan, visited India and was warmly and cordially received. We in China had the pleasure of receiving an Indian dance troupe which gave the Chinese people an opportunity to enjoy the magnificent art of Indian dance. To show their appreciation, the Chinese people gave them a warm welcome. In addition, there have been some other visits.

All these activities have undoubtedly helped to enhance the friendship and mutual understanding

between the two peoples. We are sure that through our joint efforts, the friendly cooperation between the Chinese and Indian peoples in a variety of fields will grow deeper and expand…

We will warmly welcome the external affairs minister Mr. Vajpayee, during his visit to China. We shall exchange views on major international issues of common concern, particularly on major issues in our region. Our discussions will also cover outstanding issues in our bilateral relations.

Question: Are you hopeful that discussions with Mr. Vajpayee will lead to an amicable settlement of the boundary issue? Are there any proposals for the solution of the issue? Without speedy steps to resolve the border issue do you think that the two countries can settle down to a steady improvement in the relations?

Mr. Huang Hua: The Sino-Indian boundary question is a complex one left over by history. At present the two sides do not yet see eye to eye on this question. We have always held that bilateral issues, no matter how complex, can be solved satisfactorily through peaceful consultations on the basis of the five principles of peaceful co-existence and in the spirit of mutual understanding and mutual accommodation. These are the very principles we followed in solving the boundary questions with most of our neighbours.

It is our wish that the Sino-Indian boundary question, too, may be settled as soon as possible. The impending visit to China by Mr. Vajpayee will provide an opportunity for our two sides to exchange views on the boundary question. This will be important for the eventual friendly settlement of the question. Mr. Vajpayee had stated that the boundary issue should not constitute a hindrance to the improvement of our bilateral relations. We appreciate and agree with this attitude.

Facts in the past two years have shown that if the two sides shared the desire to improve their bilateral relations, this could be achieved even if the boundary question should remain unsettled for a time. Improvement in bilateral relations will in turn create favourable conditions for the resolution of the boundary question. On the boundary question and on the improvement of our bilateral relations, we take a forward-looking approach, and we are optimistic…

Over the past two years and more, trade between China and India, which started from scratch, has witnessed a fairly rapid progress. However, the total volume is still not big. We are ready to further expand our bilateral trade on the basis of equality and mutual benefit and helping to supply each

other's needs. It is our belief that there will be a greater expansion of trade between China and India with an increase in the variety of import and export commodities…

Document 14: *Jain*, p 488-489 Statement by Foreign Minister Huang Hua at the banquet given in honour of Vajpayee, 13 février 1979 (Extrait).

China and India have been friendly neighbours since ancient times, and many records about friendly contacts between our two peoples can be found in old Chinese books.

"Relations between our two countries were good following the independence of India and the liberation of China. Subsequently, there was a period of setback, but it was after all only a short episode in the long history of our friendly relations. For China and India to live together in amity is in the fundamental interests of the two peoples and accords with their common desire. We are pleased to note that in the past two years or so the relations between our two countries have gradually improved through our joint efforts. Trade has resumed, and exchanges in various fields are gradually increasing."

"The current visit of His Excellency the External Minister is of great significance, being the first high-level contact between our two governments in the last decade or so. We are very pleased with these developments.

"Today, our two sides have started talks on the international situation and on bilateral issues. A candid exchange of views will enhance mutual understanding. There is no reason at all why our two countries, which share similar historical experiences and are faced with the arduous tasks of national reconstruction, should not be friends with each other. Although there are differences between our two sides, we believe they can be discussed, and they should not be an obstacle to the development of relations."

"The Chinese Government has always stood for the settlement of all disputes through negotiations on the basis of the Five Principles of Peaceful Coexistence, and the Chinese Government believes that all differences and disputes can eventually be resolved if the two sides make earnest efforts in the spirit of seeking truth from facts and of mutual understanding and mutual accommodation. We also believe that, while working to iron out our differences, we should, moreover, bend our efforts to identifying our common ground so as to constantly develop the relations between our two countries.

"Pancha Sheela-the Five Principles of Peaceful Coexistence-which were initiated and laid down by

China and India together, have today become international principles guiding the relations between states, It is only proper that our two countries should jointly endeavour to make these principles shine in greater splendour."

" We need a peaceful international environment in which to build up our country. We wish to develop friendly relations and cooperation with all countries, and neighbouring Asian countries in particular, on the basis of the Five Principles of Peaceful Coexistence."

However, "the superpowers and hegemonists are poking their hands everywhere in Africa, the Middle East and Asia, seizing positions of strategic importance and spheres of influence, causing turbulence in these areas and posing grave threats to world peace and security. A case in point is the recent invasion of Kampuchea brazenly launched by its neighbour, a regional hegemonist state backed by a superpower. However the people of the world have strongly condemned the aggressors and are following the developments in Indochina with sharp alertness."

" We appreciate the efforts of the Indian Government to improve its relations with neighbouring countries. We hope that the South Asian countries will settle all their disputes in a fair and reasonable way, live together in harmony and contribute to the stability and unity of the region."

Document 15. *Jain*, p 489-496 Vajpayee's speech at the banquet, 13 février 1979 (Extraits).

I appreciate your warm words of welcome. It has already been my privilege to have met you in New York. However, this is the first opportunity I have had to visit your historic and beautiful capital and see something of your great and dynamic country. I must apologise for the last-minute cancellation of my scheduled visit in October-November last year. The postponement was ordered, much to my personal disappointment, by my medical, and not political, advisers.

It is 18 years since your distinguished Prime Minister Chou En-lai, accompanied by Foreign Minister Chen Yi, visited Delhi and 21 years since our late President, S. Radhakrishnan then Vice-President, came to China. I am aware that this visit of mine as Foreign Minister of India to the People's Republic of China and the resumption of ministerial-level dialogue between our countries; after all these years (and what transpired during the period)., is being watched by the people of India with keen interest. The international community also looks upon the resumed high-level contact between China and India as of far-reaching significance.

Our two countries belong to Asia. We also share the majestic Himalayas along which runs our common border. Our two nations comprise two-fifth of the human race. We are heirs of two of the ancient civilizations in the world. India has been second to none in its recognition of the contribution of Chinese civilization to the world. We pay tribute to the role which China and its innovative and diligent people have played in the long history of the continent of Asia.

The cultural contacts between India and China go back to time immemorial. The great scholar and traveler Hiuen Tsang was the chronicler of India. The message of the Buddha traveled from India and was adopted by millions of people in China. Both countries experienced the humiliation of imperialist domination, and now both India and China, in their political rebirth are marching in a determined manner towards modernization to fulfill the aspirations of their peoples. The world recognizes that both India and China, in keeping with their individual historical traditions and their different national personalities, are destined to play a momentous role in world affairs when they fully develop their potentials.

The independence of India symbolized the new era of the end of imperialism. It was followed soon afterwards by the establishment of the great People's Republic of China. These events together represented the resurgence of a new political vitality in the old continent of Asia. Both countries in

this political rebirth faced identical challenges of development and progress. We chose different paths, but we succeeded in establishing a relationship of warmth and friendship which held to be to our mutual advantage and dignity. More than that, it was our belief that India and China could play a vital role in uprooting the old colonial system and usher in an era of complete independence and dignity to Asia and Africa.

Our relations developed and grew for a decade. But this trend received a sharp setback by the events of 1959 and the events that followed. The boundary question caused us surprise and dismay and the hopes of friendship so assiduously fostered by us and notably by the late Prime Minister Jawaharlal Nehru, and, we believed by China, suffered a reversal. The vision of an emergent Asia, diverse but at peace, suffered a severe blow. Indeed at that time I myself, from the opposition benches of our Parliament, gave expression to the deep hurt which was felt throughout our country.

Naturally, therefore, my visit has aroused mixed feelings of apprehensions in some quarters and expectations in others. It would not be realistic in claim that these unfortunate events, the story of expectations and disappointments in our relations, can be easily forgotten. I have come, nevertheless, undaunted by any hesitations because I am convinced that the establishment of a new relationship of friendship, respect and cooperation is imperative in the interest of both our countries. Success in the effort to restore such a relationship can strengthen the fabric of peace in Asia. Failure can only be a comfort to those who want Asian nations to remain a plaything of international power politics.

Our task is no doubt immense because of the magnitude and complexity of the problems which confront us. It is a challenge to our sagacity to resolve them and to create and maintain the climate of confidence to enable us to do so. I believe that through a frank exchange of views, we can, and must, make purposeful efforts to explore the possibility of restoring mutual confidence in our relationship.

Your Excellency, just as even a subject nation, India, under Mahatma Gandhi, raised the banner of non-violent defiance against racial discrimination, the Indian national independence movement proclaimed its sympathy and admiration for the Long March of China towards liberation. The Dr. Kotnis Mission from India was sent to join and share the travails of your heroic struggle from the caves of Yenan. India took the lead to demand-and never relented from the position-that China (and only one China, the People’s Republic of China) must take its rightful place in the comity of

Nations.

India and China, it may be recalled, cooperated to bring peace to war-torn Korea and for the end of imperialism in Indochina. At Bandung we worked together to express the aspirations of emergent Asia and Africa. We never severed our diplomatic ties with China, even when the ? of friendship were strained. We can, in brief, recall that India never hesitated to underline China's importance or defend its legitimate interests, even when many nations were hostile or hesitant about the People's Republic.

As we resume this dialogue after a long interregnum, we may recall that we proclaimed our commitment to basic principles in international relationship. It was India and China who were the first to affirm the Five Principles of Co-existence as the foundation for good relations between nations. Let us recapitulate those abiding principles which have subsequently been almost universally acclaimed…

India never wavered in its faith in or the practice of these principles. In fact, as the international community comes to recognize the imperative of international interdependence, these principles, or Panch Sheel as we call it, gather greater validity and relevance. I sincerely believe that, notwithstanding the vicissitudes of our history, these same basic Principles can provide the key for the resolution of our own bilateral problems and guide us in the search for improved relations in the future.

In the history of her struggle against imperialism, and, indeed, in the thrust and adherence to our independent non-aligned foreign policy, India has had to face aggression and unsolicited conflicts. Attempts have been made, through direct threats or indirect pressures, to weaken and deflect us from our internal goals or our independence of judgement in external relations. We have not flinched-and whatever the odds, we will not flinch in self-defence or hesitate to follow the path of peace and persuasion and the search for dignified and cooperative relations with all countries, whatever their size or strength. India has never believed in the inevitability of war or abandoned its faith in the diplomacy of dialogue and the wisdom of peaceful resolution of problems between nations.

The world situation today presents a more complex picture compared to the times of our early friendship. It provides a new mix of hopes and apprehensions and calls more earnestly for

cooperation between nations. With the triumph of national liberation movements in Asia and Africa, colonialism and imperialism are on their last legs. We rejoice today that the United Nations has been strengthened by the representation of the peoples of these great continents.

The non-aligned and the developing world commands a majority in the councils of nations, giving these world bodies a new character and rich diversity of peoples and cultures. Though some may be weak, all nations have pride in their nationalism and determination to oppose interference and resist external pressures and are against all forms of subjugation and domination.

The old bipolar philosophy of ideological and military blocs has withered away and, if I may say so, the approach of non-alignment and independence of judgement and action has been vindicated and confirmed. We believe that the growing fraternity of the non-aligned movement has contributed to international stability and has helped bolster nations against the dangers of multilateral militarism and malevolent interference. We have welcomed the process of détente which has eased tensions and defused explosive situations, notably in Europe. But the umbrella of the balance of terror has to be replaced by saner cooperative relations between great powers as an extension of the principle of peaceful co-existence.

We have persistently advocated general and complete disarmament, both nuclear and conventional. We have demanded that the steps to ease the arms race must achieve universal disarmament and total prohibition of nuclear weapons, so that the vital productive resources of the world be released for international economic development. We are firmly of the view that disarmament, like peace, must be a collective responsibility of all nations. We welcome China's decision to participate in the Disarmament Commission set up by the United Nations, and hope that the combined effort of the countries of the world today will achieve progress towards its declared purpose.

In the spirit of non-alignment, we shall continue to raise our voice against blocs and foreign military bases and the extension of great power rivalries on land, in space and in the oceans. India will never cease opposing policies and counsels of confrontation and escalation of conflicts. We believe that the strands of independently determined beneficial bilateral relations can be woven into a tapestry of international peace and a cooperative world order. What is essential is true respect for the national personality of all nations, big or small, weak or strong…

In the external field, we have consolidated and enlarged well established and mutually

advantageous friendships and sought, with some success to build bridges of confidence where there had been gulfs of indifference and even suspicion. We do not seek to take advantage of differences between nations. We exercise our independent judgement on international relationships but we are convinced that the quest for friendship must neither offend nor obstruct mutually beneficial cooperation with others. We have given positive vigour and content to economic and technical cooperation with fellow developing countries so that in partnership with them and the world community in general, we may help fashion a new international economic order.

From the very beginning, we recognized that the credibility of our policies of peace and cooperation would depend on the success we achieve in translating these principles into reality in our immediate neighbourhood. The countries of the Indian subcontinent are inexorably linked by geography, culture and history. We face similar and common challenges in the husbanding and development of the potential and resources of our respective nations. Our vision is based on the recognition that while each nation must choose its own path to progress, the interests of all countries south of the Himalayas could be promoted through economic cooperation based on equality and dignity.

It is only too well known that many problems of South Asia were precipitated or aggravated because of mutual differences which were exploited by outside powers. A stable South Asia, committed to genuine independence, peace and cooperation, will be an asset to the entire world. We are determined to resist forces which may debilitate us through conflict and divert us from constructive endeavours. We expect, and indeed ask, all powers to refrain from the temptation of temporary or imagined advantage and look upon the demonstrated quest of South Asia for stability and cooperation as serving regional and global peace.

I have dwelt at some length and with candour on our approach to international relations. It would be evident that these perceptions and policies are in no way repugnant to China's true and legitimate interests. We expect nothing more and nothing less than corresponding understanding of our objectives. On this basis, I believe, we can make a purposeful beginning at resolving our bilateral problems and restore the quality of our relations.

In the short period of two years, since we resumed diplomatic relations at the Ambassadorial level, we have already made some headway in this direction. We have exchanged delegations and, I believe, discovered that there is scope for developing our trade and sharing our experience in the technical and developmental field. After all, both nations were thwarted by imperialism and today

face similar economic problems. Both seek to modernize their agriculture and adopt new and appropriate technology for their respective industrial and scientific advancement. Both countries have also taken great strides on their path to progress, which go beyond what our critics or even our friends expected three decades ago.

We fashioned our own strategy of self-reliant development, which did not exclude foreign collaboration or technological cooperation. China has now adopted a new approach to modernization of its national economy which, in some ways, has similar features to our own. There is no reason why we cannot benefit from each other's experience and expertise in a manner that would enable our bilateral economic cooperation to fit into the larger framework of a cooperative world order. The Government which I represent does not hesitate in positive and mutually advantageous economic cooperation with any country as long as such cooperation has no other motivation. Nor are we interested in the accentuation of any differences or disputes which may exist between other nations.

I started by saying that my mission and my task are of momentous significance. It is no doubt difficult and delicate, but I believe there need be no failure in our combined efforts if our approach is based on mutual respect, as befits two proud peoples. If, through patience and perseverance, we succeed in carrying further a constructive and fruitful dialogue, we can not only serve and safeguard the national interests of our countries and peoples, but also the enlightened goal of world peace and stability. It is in this spirit that I pay tribute to the People's Republic of China and ask my guests to raise their glasses to the friendship between the Peoples of our two countries; to the prosperity and welfare of the People's Republic of China; to the health of His Excellency Premier Hua Guofeng; to the health of His Excellency Foreign Minister Huang Hua; and to the health of the distinguished hosts present here this evening.

Document 16: *Jain*, p 498-499 A.B. Vajpayee's speech at the return banquet given by him in honour of Huang Hua in Peking, 15 février 1979 (Extraits).

While sight-seeing was limited, the depth of our conversations was extensive. The conversations which I had with Premier Hua Kuo-feng, Vice Premier Teng Hsiao-ping and the three long sessions with you have enabled us to cover in detail and with utmost frankness, the vast ground of international problems, regional questions and above all vital issues affecting our bilateral relations. Though such ministerial level talks were taking place after so many years, we both recognized that these conversations were characterized by cordiality, frankness and a purposeful effort to understand each other's viewpoint. I was happy to find that on many issues our views were close or similar. There are no doubt questions on which there are differences of perception. With due respect to each other's viewpoints, we recognized that our bilateral relations can and should improve.

On the boundary question our discussions were necessarily exploratory. Both recognized that the resolution of this question is important to our relations and that serious efforts must be made and this should be done sooner rather than later. In the principles of Panch Sheel, we agreed, we can find the guidelines for our future relations. In this spirit, I believe we can continue our exchanges in diverse fields. Indeed in the same spirit all relations must be strengthened to enable all countries, big and small, to fulfill their national aspirations of progress in an environment made secure for peace and coordination…

The world contains too many dangerous tensions. The scope of easing these tensions and improving relationships is a challenge for the community of nations. Faithful to the broad concept of our foreign policy of non-alignment and independence of judgement, we shall continue to seek to promote stability in our region and contribute to the solutions of international problems in a constructive way. We wish to bend every effort towards building a world which is safer, more stable and more peaceful.

Document 17. *Jain*, p 499 Huang Hua's speech at the banquet, 15 février 1979 (Extraits).

During Minister Vajpayee's stay…"We had the pleasure of having a sincere and candid exchange of views with His Excellency on the international situation and issues in our bilateral relations. Premier Hua Guofeng and Vice-Premier Deng Xiaoping met and had friendly conversations with His Excellency the Minister on separate occasions. Our two sides also exchanged views extensively on ways to increase contacts and cooperation in the trade, cultural, scientific and technological and other fields."

"The current visit of His Excellency External Minister Vajpayee to China is a significant event in our bilateral relations and a good beginning for further developing the friendly relations between our two countries and solving unsettled bilateral questions.

"In the past few days, we have exchanged views and enhanced mutual understanding, which is, no doubt, very important and beneficial. We are convinced that, along with the increase of contracts between our two countries and through sustained efforts of our two sides, we will further develop the friendly relations between our two countries in accordance with the common desire of our two peoples.

Document 18. *Jain*, p 500-504 Xinhua correspondent Zhao Cipu's commentary on Foreign Minister Vajpayee's visit to China, 19 février 1979 (extraits)

Both peoples wish to renew their friendship and live in amity. Their wish becomes stronger today because hegemonists are stretching out everywhere in a bid for greater spheres of influence, causing much turbulence in this world of ours. To frustrate their designs for aggression and expansion and preserve world peace, security and stability, China and India who constitute two-fifths of the world's populace should unite, and all the countries in the world subjected to hegemonist threat, intervention and aggression should unite.

On the other hand, China and India are both developing countries, and both peoples are facing the arduous task of building up their countries and making them prosperous and strong as soon as possible. They badly need a peaceful environment characterized by mutual trust and cooperation.

Minister Vajpayee put it well the day after his arrival in Beijing: 'The establishment of a new relationship of friendship, respect and cooperation is imperative in the interest of both our countries." It is precisely in the spirit of removing differences and promoting friendship that the two governments resumed direct dialogue.

The boundary question, naturally, figured prominently in the talks. This question was left over from the past when the people of China and India were in a powerless position, being subjected to aggression and enslavement by imperialism and colonialism. As is known to all, one of the tricks frequently used by imperialism, colonialism and hegemonism to control and deal with Third World countries is to create boundary disputes and fan up border conflicts so as to fish in troubled waters. The Third World countries, many of which have learned this lesson at the cost of blood, must not allow themselves to fall prey to such trickery.

The resolving of this complex question requires sincerity and patience on both sides as well as a spirit of mutual accommodation and an attitude of seeking truth from facts. History shows that peaceful consultation is the only way to iron out border differences and establish a friendship boundary. During Minister Vajpayee's stay in China, both the Chinese and the Indian sides made it clear that they would seek an appropriate solution to the boundary question and other bilateral questions in the spirit of "Pancha Sheela"-the Five Principles of Peaceful Coexistence.

Reaffirmation of these principles as the guidelines for future Sino-Indian relations was one of the important results that emerged from Minister Vajpayee's visit. Guided by these principles, it is expected, all differences and disputes will be resolved reasonably through negotiation, thus carrying forward the friendly relations between China and India that go back some 2,000 years.

Yet another important result of the visit was that both sides agreed to revive and expand friendly contacts and cooperation in many areas while working to solve the boundary issue. Vice-Premier Deng Xiaoping told Minister Vajpayee that the boundary question "should not prevent us from improving our relations in other fields," and that "we should now lose no time in improving relations between our two countries." Minister Vajpayee said at his reciprocal banquet: "I believe we can continue our exchanges in diverse fields." Settlement of the boundary question will no doubt lend an impetus to the growth of friendly relations and cooperation between the two countries. On the other hand, an extensive development of these relations will help create the necessary conditions and a salubrious atmosphere for resolving the boundary issue.

Premier Hua Guofeng stated explicitly that China and India "have broad prospects for expanding cooperation in many spheres. China is willing to develop actively friendly relations and cooperation with India." These statements clearly indicated the Chinese Government's willingness to join the Indian Government in actively preparing the conditions for an eventual, appropriate solution to the boundary question between the two countries.

It was in this spirit that Chinese and Indian officials went into extensive, concrete discussions and agreed to keep in close touch on the expansion of friendly exchanges of personnel and of friendly interchange and cooperation in trade, culture, science, technology and other areas.

Minister Vajpayee compared Sino-Indian friendship to a young tree while he was in Shanghai. This young tree of friendship would grow sturdily with careful watering by both sides, he declared.

Document 19. *Jain*, p 506-512 Foreign Minister Vajpayee's statement in Parliament on his visit to China, 21 février 1979.

I wish to report to the House on my visit to the People's Republic of China, which had to be postponed at the last minute in October 1978 because of medical advice. The mutually convenient dates for the visit had been fixed over six weeks ago. The house will recall that I had made clear that I was accepting the invitation of Foreign Minister Huang Hua to visit China in the spirit of adherence to our Government's policy of non-alignment and to explore the possibilities of improving bilateral relations with all countries without jeopardizing well-established friendships. My visit and my conversations were entirely in keeping with this declared policy and objective. While exchange of views on international issues were always intended to figure in the discussions, the primary focus of my visit was on the difficult and complex questions which beset relations between India and China.

Our foreign policy and its endeavours and successes in promoting positive improvements in bilateral relations and India's national strength gave me a measure of confidence in my mission. My anticipation that these resumed ministerial-level bilateral contacts at this time might prove worthwhile in securing a better understanding of each other's viewpoint, has been borne out from my visit.

It was my first visit to China. From my brief stay in Shanghai and Hangchow I got vivid impressions of the very strong cultural and historical links between our two large and ancient Asian countries and the similar problems confronting them. The Temple in Hangchow which I visited is a beautiful historical monument to the message of the Buddha which went from India to China. In Shanghai, I got some idea of the achievements of China as well as the similarities of our developmental problems.

Of primary importance, however, were the conversations which I had with the Chinese leadership in Peking. The three sessions of talks I had with Foreign Minister Huang Hua and a long conversation with Vice Premier Teng Hsiao-ping and finally the meeting with Premier Hua Kuo-Feng were all characterized by an atmosphere of cordiality. The discussions were wide-ranging in content and both sides were frank in the presentations of their respective viewpoints. In these talks, all major issues of common concern to the two countries were covered. In dealing with the international political and economic scene, we focused on problems in Asia, Africa and Europe and exchanged

respective assessments on the prospects of war and the difficulties which cast their shadow on world peace and stability. We discussed in detail the situation in and around the Indian sub-continent and, most important, the issues affecting India-China bilateral relations.

Both sides agreed on a few issues, such as the vital importance of supporting the struggle for liberation in Southern Africa and the need for a comprehensive settlement in West Asia which must include the fulfillment of Palestinian rights. We agreed that for the progress of the developing countries, it was necessary to create an international environment of peace and tranquility. However, both sides clearly recognized that we had differing assessments on the inevitability of war, the logic of disarmament and the prospects of détente. I naturally affirmed our well-known positions on such subjects.

I explained in detail how, in keeping with India's traditional and continuing policy of non-alignment, our Government had made strenuous efforts and, with gratifying success, in preserving well-established friendships and at the same time in improving relations with others. I explained that, in our view, the world order with its enlarged membership of nation States, must be made safer and stabler so that independent nations may be able to exercise their right to progress in their own way.

A new economic order must be fashioned which would correct the dangerous imbalances which have developed and made more just so that impediments faced, notably by the developing world, are removed and international economic relations are re-structured.

On the subject of the situation in the sub-continent, which was discussed at considerable length, I explained that, with full deference to the independence of our neighbours, we have sought assiduously to resolve outstanding problems. I spoke of our attempts to create a climate of confidence between the nations south of the Himalayas, which on the one hand, would lead to an optimization of our respective national development and cooperation between neighbours, and on the other, could reduce and, hopefully, end, the long story of great power involvement and competition in the problems of our region. A stable and cooperative South Asia, I urged, can be an example and an asset to the world.

Against this background, I described in detail our strict and scrupulous policy of non-interference in internal problems and the steps taken to improve relations with Pakistan. Even while we do not

object to normal relations between Pakistan and China, the prospect of improvement of India-China relations would be impeded if their relations adversely affect our legitimate interests.

In this context, I summarized the origin and the long history of our differences with Pakistan on the question of Jammu and Kashmir. I informed the Chinese leaders that under the Simla Agreement, to which both countries are parties, we are committed to the final settlement of the Kashmir question through bilateral discussions. It has been the considered view of the Government and all sections of the people in India that, unlike the stand taken by Chinese in the fifties, the attitude adopted by the People's Republic of China in the last decade and a half had been an additional and unnecessary complication to the prospects of Sino-Indian relations. In this connection, I also reiterated our concern at the construction of the Karakoram Highway across a territory which formed part of the State of Jammu and Kashmir.

The Chinese Government showed understanding of our policy towards Pakistan and our neighbours and expressed, both in public and in our conversations, appreciation of our efforts, and indeed, the rationale and success of the policy. The Chinese leaders noted the facts of improved bilateral relations between the countries in this region and the propitious climate of co-operation which now prevailed in the sub-continent.

I come now to the major bilateral issues between India and China. I underlined to the Chinese leadership the fundamental importance attached by the Government and people to a satisfactory solution of the India-China boundary question. Parliament and public opinion in India consider that its resolution is vital to the restoration of confidence and full normalization in the climate of our relations. There was recognition of the importance of this issue amongst the Chinese leadership.

As the House is aware, the India-China boundary question is an old problem. While the cartographic positions of the two countries are well-known, the discrepancy in the effective control on the ground and the diplomatic position has remained where it was since 1962. I had made it clear that mine was an exploratory mission. It was not my purpose, nor was it, indeed, the expectation on the Chinese side, that my visit to Peking could resolve this difficult problem which concerns differences between the two countries involving approximately 50,000 sq. miles of territory.

Our conversations did provide an opportunity for the first time in 19 years to have a frank exchange of views on this complex and politically vital issue. I made clear that the unresolved boundary

question must be satisfactorily settled if relations of mutual confidence are to be established between India and China. These exploratory preliminary contacts have at least unfrozen the issue and both Governments are agreed on the need to reflect further on the possible ways to resolve this crucial question. The common willingness to recognize it as such, is not an insignificant step forward.

My conversations with the Chinese leaders also covered other past irritants to our relations. I drew attention to the fact that rebels or disaffected elements from Nagaland, Mizoram and Manipur, who had managed to reach China, had received moral and material support for their insurgent or anti-constitutional activities inside our country. I was glad to learn from Chinese leaders that such support which may have been given-the last instance was some time ago-was looked upon as a thing of the past.

When the question of the Dalai Lama and Tibetans was referred to, I informed the Chinese leaders that we had made it clear that it was in deference to the Dalai Lama's spiritual position and in recognition of the needs of the Tibetan refugees, who voluntarily came to India, that asylum and resettlement facilities were extended by India. If the Dalai Lama and the Tibetans consider that the conditions are suitable for their return to the places of their origin we, from our side, would not stand in their way in doing so.

I also invited the attention of the Foreign Minister of China to the fact that millions of Indians looked upon Kailash and Mansarovar as sacred and that the devout have for centuries visited the places on pilgrimage. No one from India has been able to go to Kailash and Mansarovar for nearly two decades. It is true that the Agreement between India and China pertaining to Trade and Intercourse with the Tibet Region expired in 1962 and has not since been renewed. Nevertheless, it was our hope that the Chinese Government would consider facilitating pilgrimages to these holy places. Should such facilities be granted, I have no doubt that the people in India would look upon it as symbolic of the improved relations between the two countries. We, on our part, are ready to consider similar facilities for pilgrimage to India.

From this brief account, Hon. Members will observe that international problems and specific questions of concern to the two countries figured squarely in our discussions. Our relations with other countries, which did not in any way affect our relations with China, did not come up in our discussions. Where there was a reference to differences between great powers and areas of tension, I

expressed the hope that they would be resolved peacefully.

I might add in this connection that there was a discussion on the situation in Indo-China. The Chinese leaders expressed their viewpoint on the deterioration of their relations with Vietnam. I clearly expressed my concern at the prevailing tension and stressed that each of the countries in the region must be enabled to maintain their independence and were entitled to respect for their sovereignty and territorial integrity. This required adherence to the principle of non-interference. I cautioned that there should be no further developments which could lead to a dangerous deterioration of the situation. It is a matter of regret that in the course of our frank exchanges, where we clearly recognized that we had differing perspectives on the international situation, the Chinese leaders did not inform me of the possibility of developments on the China-Vietnam border.

Tranquility has existed along our border and this, we agreed, in any case, should be maintained. Following the restoration of our diplomatic representation to Ambassadorial level in 1976, restrictions on trade, banking and shipping had been removed and functional contacts and exchanges of delegations had already started. Since the present Government assumed office, this process has continued and the scope for possible bilateral functional cooperation has been identified. The Chinese Government are now embarked on a gigantic programme of modernization. The Chinese leaderships hinted that in many fields it would be of reciprocal advantage for the two countries to share each other's experience and expertise. Trade could improve further and scientific and technological know-how in various branches could be exchanged. It remains for the officials and experts of the two sides to study more closely and work out areas and forms of advantageous co-operation, where real bilateral complementarity exists.

Mr. Speaker, we have not slurred over set-backs of the past or the outstanding problems which remain. India and China have different perspectives on internal and external policies. We are confident of India's strength and need not be diffident of our ability to safeguard our interests in our diplomacy. It is not too far-fetched to believe that neither China nor India can profit from an attitude of hostility or even detachment of a kind which characterized our relations for many years. I believe there is a new respect for our policy of genuine non-aligned and independent rationale in our judgement on international issues and notably for our policy towards South Asia as well as economic and technological progress of India.

We, for our part, cannot but equally recognize the importance of the People's Republic for its

ancient past and its achievement in the last 30 years, and its position in the world. Given mutual respect based on equality and dignity, India-China relations can also improve bilaterally and fit into the web of positively oriented and advantageous relationships, which is the essence of our foreign policy. Just as I would caution against euphoria, I would also urge a measure of self-confidence that any effort at improvement in relations need not mean the sacrifice of our national interests and aspirations. We have made a beginning and I come back satisfied with the decision to undertake the mission. But, I also know it would be a long haul which will demand maturity and reciprocal efforts by both Governments if, in the path ahead, satisfactory results are to be obtained.

I must acknowledge that the official delegation and the large party of journalists who had decided at their own expense to cover the visit were shown great hospitality and courtesy.

I have extended an invitation to Foreign Minister Huang Hua to visit India at his convenience to enable us to continue the dialogue. Premier Hua Kuo-feng asked me to convey an invitation to our Prime Minister t visit China at a mutually convenient time in the future.

I went to China with the confidence that I had the broad support of a national consensus. I know for every Indian, whether in Government or outside, national interest and honour must be supreme. I vividly remember that in the late fifties and early sixties, I gave expression to my strong feelings when the hopes of India-China friendship suffered a serious setback. With the burden of responsibilities I now carry, my concern for national interest and honour remains the same. All those who were alarmed at the fear of adverse consequences and almost cautioned against my undertaking the visit should rest assured that our dignity, independence and our national interests have not been allowed to suffer damage in any way.

India and China are not only two important members of the international community, they are also neighbours. With full respect to each other's personality and guided by the principles of peaceful coexistence, the two countries must strive for the goal of full normalization and work for a world order which is just and equitable and where all nations big and small can, in peace, develop in their own way.

Document 20. *Jain*, p 519-523 Vajpayee's interview with Kewal Varma, correspondent of *Sunday* (Calcutta), 18 mars 1979 (Extraits).

On Kashmir, they [the Chinese] did say something in Pakistan but that has been their old stand. There is pressure from Pakistan that China should not change its stand. In our talks, we discussed this question very frankly, very cordially. We told them that they had changed their position. In 1957 there was a joint communiqué between the late Prime Minister Zhou En-lai and the Prime Minister of Poland; there was a reference to Kashmir in it. It was said that the Jammu and Kashmir question was a question between India and Pakistan. They have changed their stand. Under the Simla Agreement, we are committed that the final solution to the Kashmir problem was to be found by India and Pakistan. If a third party intervenes or encourages Pakistan, the problem would become more complicated.

Question: Then how do you say that you have unfrozen the question?

Answer: For the last 19 years there were no talks about the boundary question. (The problem) was in cold storage. When the Government decided in 1976 to send an ambassador to Peking, the boundary question was not broached. For the first time after the visit of Zhou Enlai in 1960 the boundary question has come to the fore. And India's views have been expressed in unequivocal terms.

Question: But they are sticking to their original position, that a salubrious atmosphere should be created first for resolving the boundary issue.

Answer: We are sticking to our position that the solution of the boundary issue is fundamental. When I persisted, Mr. Deng said that, yes, the boundary question is important, it will have to be solved. He then said that if it cannot be solved now, we might postpone it. He talked of the next generations, for (he said) the present generation is stupid, we are stupid people. Let the next generation solve it. I said no; The Chinese leaders and the Chinese people are very wise people. They can solve the problem. For us, the solution of the boundary question is a must….

I said that the visit was going to be exploratory in nature. Boundary questions would be discussed. But there are other irritants and we could make some progress in removing those irritants, that would be a good beginning. All the time I was saying that there should be no euphoria…What

happened during the last so many years cannot be set right in three days. I wanted to talk to the Chinese leaders face to face. It is not a coincidence that we are new here and they are also new (in Peking). The past is there, but we have to find solutions in the present and we have to look to the future-whether there is any meeting of mind, whether it is possible or not. We talked to them. The question of the visit being a success or a flop does not arise.

Question: Why is the Chinese side not confirming your assertion on the question of the boundary, and of Nagaland.

Answer: There is mutual appreciation of the fact that the boundary question is fundamental to our future relations. The Chinese side informed us that whatever may have happened with regard to the underground elements in Nagaland and Mizoram, it is now a thing of the past.

Question: What about Sikkim? They have not been recognizing Sikkim as an integral part of India.

Answer: We informed them that Sikkim has become a part of India.

Question: What did they say?

Answer: They kept quiet.

Question: You have admitted that there was a setback to your mission to Peking. What do you think, how soon will you be able to pick up the thread of dialogue with China again?

Answer: Very difficult to say.

Question: Can you sell to our public opinion any border settlement where by even an inch of land in Aksai Chin, now under the Chinese occupation, is conceded to China?

Answer: I am not a salesman. The national interests are supreme and the question of surrendering any Indian territory to China does not arise. The Janata Government stands committed to the 1962 resolution of Parliament.

Question: Do you think that if you do not move an inch from that resolution, and if you have no flexibility you can ever solve the border problem with China?

Answer: We will discuss this problem when the right stage comes.

Question: It means you will cross the bridge when you come to it.

Answer: Yes.

Question: What is your assessment of China's global designs in the context of the Chinese attack on Vietnam?

Answer: China is a big country and if it has global interests, it is not surprising. However, all big countries have to realize that the world has changed and they can no longer order it about according to their whims. We have already deplored the massive Chinese attack on Vietnam and called for the immediate withdrawal of Chinese forces from Vietnam. The Chinese say that their object is limited, that is to punish Vietnam. This is a dangerous concept of a big country wanting to punish a smaller country, which we emphatically reject.

Question: There is talk that China has become an oriental arm of NATO. The Chinese attack on Vietnam is reminiscent of 1962 and shows hat they want the overlordship of the region. How do you assess Chinese policies?

Answer: All powers have global ambitions. But they should realize that three or four countries in the world cannot order about other countries. Those days have gone. The new world order has become democratic in character. The sooner they realize this the better.

Question: Why is China trying to improve its ties with India? As part of its global policy of tightening the so-called "hegemonists"? Would you too play the Chinese card?

Answer: I think the talk of countries playing this card or that is puerile and dangerous. As I said in my speech in the U.N. General Assembly last year, "doubts that new alignments are being forged against old adversaries and that preparations are being made to play a new card to outwit the opponents, have introduced an unexpected dimension in the international scenario". There is no

question of our playing the Chinese or any other card. Efforts to improve ties with China should be viewed in the bilateral context, and we have made it amply clear that such improvement cannot be at the cost of established friendships.

Question: The Xinhua statement which I have referred to earlier indicates that China's objective to seek improvement in relations with India is to rope us into their fight against 'hegemonists'-which means Russia. They also gave the impression that there is a price tag on the border settlement, that is, they would settle the border problem to our satisfaction if India could join China to oppose the USSR. What have you to say?

Answer: We are against all foreign domination, whether it comes from the East or from the West, whether it is political or economic, whether it is technological or cultural. There is no question of joining any particular country against any third country. We would like all big powers to shed all ambitions to dominate others. At the Belgrade Conference a new term was coined-dominationism.

Question: Is there any evidence of dominationism on the part of the Soviet Union?

Answer: No. All big powers want to have some influence. It was for the newly-emergent nations to guard against foreign domination.

Document 21. *Jain*, Commentary by Xinhua Correspondent Zhou Cipu on Sino-Indian relations, 24 Juin 1980 (extraits) p 544-547.

The improvement and development of relations between the two countries conforms with the fundamental interests of the both peoples and are their common aspiration. China and India are both big Asian countries with undeveloped economies. It has become pressing issue for both countries to build up their economies so as to end the backwardness of their countries as soon as possible and to raise the living standards of their peoples. To reach this end, both countries need to develop neighbourly relations and strive for a peaceful international environment.

Improved and extended Sino-Indian relations also conform to the needs of the current world situation and are sincerely desired by all peace-loving people and countries in the world, particularly in Asia. Currently more and more unrest and turbulence have developed in the world due to the aggression and expansion by the hegemonists. Located in Asia, China and India are duty-bound to play a role in maintaining stability and peace in the world, especially in Asia. The development of Sino-Indian relations in such a serious situation will undoubtedly exercise positive influences in the world affairs, Asian affairs in particular. Such positive influences should by no means be neglected. There is no reason for China and India not to develop their relations.

Is it possible for China and India to restore and develop their good relations? The answer is yes, of course. There are no conflicts of fundamental interest between the two countries. The key problem in the Sino-Indian relations is the boundary question, this is a historical problem left over by the colonialists at the time when neither peoples had the right to decide their own destiny. In order to solve such questions that are legacies of history, mutual understanding and concessions are called for. Speaking to an Indian journalist a few days ago, Vice Premier Deng Xiaoping said: "*So long as both sides are sincere, respect the present state of the border, and are tolerant towards each other, the Sino-Indian boundary question can be solved through peaceful negotiations*." As a matter of fact, ever since negotiations on the boundary question began, China has never asked for the return of all the territory illegally incorporated into India by the old colonialists. Instead, China suggested that both countries should make concessions, China, in the east sector and India in the west sector, on the basis of the actually controlled border-line, so as to solve the Sino-Indian boundary question in a package plan, thus fully demonstrating the spirit of mutual understanding and concession.

Document 22. *Jain*, Annual Report of the Ministry of External Affairs for the year 1979-80, Juin 1980 (Extraits) p 547-549.

Both India and China have expressed desire to improve relations between the two countries on the basis of the Five Principles. To a considerable extent the substantive tasks of translating mutual desire into concrete realities for the mutual benefit of both countries still remain to be undertaken…

The year was marked by functional exchanges between India and China in a number of fields with a view to develop cooperation on the basis of mutual benefit, reciprocity and equality.

China participated on a fairly big scale in the Indian International Trade Fair held in New Delhi in November-December 1979. At the same time, a Chinese Trade delegation led by the President of the Chinese Council for Promotion of International Trade, visited India for two-weeks as guests of the Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry. The visit is expected to give a further stimulus to trade between India and China which continued to increase in volume. The main item of India's export to China consisted of 30,000 bales of cotton while India imported a sizeable quantity of antibiotics from China.

A five-member Chinese press delegation visited India in October. This, as well as the Trade delegation, were in response to an Indian invitation and were in reciprocation of the visits to China in 1978 of their Indian counterparts. The Chinese delegation particularly emphasized scope for cooperation in the fields of family planning and agriculture between the two countries. Later a Chinese Agriculture delegation, invited by International Crop Research Institute for Semi-Arid Tropics (ICRISAT) toured India as a guest of the Indian Council of Agricultural Research.

A number of leading Indian journalists visited China during the year. They were told by the Chinese officials of China's continued desire to develop friendly relations with India. Hope was expressed that differences about certain recent developments in the international scene would not affect the evolving India-China relations.

Several Indian experts in various fields visited China during the year under the auspices of concerned United Nations agencies. Many Chinese delegations also came to attend international conferences in India.

While India welcomed the progressive development of functional exchanges, the Government of India, through diplomatic channels, reiterated its view that the full normalization of relations required a satisfactory solution of the border problem. The Chinese Government, on its part, stressed its desire to improve relations with India on the basis of the Five Principles.

On the occasion of the constitution of the new Government, Premier Hua Guofeng and Foreign Minister Huang Hua sent congratulatory messages to Prime Minister Indira Gandhi and the Minister of External Affairs, Shri P. V. Narasimha Rao, respectively. The message from the Chinese Premier expressed happiness that relations between China and India had improved and developed over the last few years and hoped that this trend would continue to develop in the interest of peace and stability in Asia. In reply, Prime Minister Indira Gandhi hoped for cooperation between India and China on the basis of the Five Principles…

The Prime Minister met the Chinese Foreign Minister, Mr. Huang Hua, in Salisbury and the Chinese Premier, Mr. Hua Guo Feng in Belgrade. The Chinese Foreign Minister is due to visit India later this year. Preliminary discussions were held in mid-June when Shri Gonsalves, Secretary (East), visited Beijing. India has made it clear that the quest for normalized relations with China is not at the cost of our friendship with any other country.

Document 23 *Jain*, p 479-481 Foreign Minister A. B. Vajpayee's statement in Lok Sabha on reported construction of Karakoram Highway, 21 juillet 1978.

As the House is aware, a road called "Karakoram Highway", linking Pakistan with China, and passing through Pakistan occupied Kashmir, was inaugurated on June 18, 1978, by Pakistan's Chief Martial Law Administrator, General Zia-ul-Haq and Chinese Vice-Premier Keng Piao, at Thakot Plans for this road were mooted some time around 1963, soon after China and Pakistan entered into an agreement in accordance with which 2100 square miles of Indian territory in Jammu & Kashmir, under Pakistan's illegal occupation, was handed over to China. Construction of the portion of the road between Gilgit and More Khun was undertaken in accordance with an agreement reached in 1966 and was completed in 1969. The portion of the Highway from Mor Khun to Khunjerab has been built following an Agreement between the two countries which was signed on 21 10.1967. The road became fully operational on June 18, 1978.

According to reports, the 800 kilometer long Highway starts from Havelian Rail-Head, 60 miles north of Islamabad, and follows the general course of the River Indus from Thakot to Gilgit. From Gilgit onwards, it runs along the Gilgit, Hunza and Khunjerab rivers up to the Khunjerab Pass which is 15,800 feet above sea level. Beyond Khunjerab Pass this Highway is connected with the Chinese road network in Western Tibet which links with Kashghar in the Sinkiang Province. The elevation of this highway varies from 2000 to about 15,000 feet.

The Government received confirmed news about the construction of the road in June 1969. A strong protest was accordingly lodged on 25th June, 1969 with both Pakistan and China. To Pakistan, we pointed out that the whole of Jammu and Kashmir was part of Indian territory and neither Pakistan nor China had any *locus-standi* in Kashmir, and, therefore whatever, action the two countries were taking singly or jointly against this territory of India was wholly illegal. In our protest note to the Chinese Government, we questioned their undertaking construction of a road in a territory lawfully belonging to India.

Neither Pakistan nor China formally replied to our protests. However, an official spokesman of Pakistan Foreign Office stated on 11th July 1969 that India's complaint was based on premises which were not acceptable to them. The question was raised in the Parliament and a statement was made by the then Minister of External Affairs on July 23, 1969.

When we came across press reports, stating that the Highway was inaugurated on 18th June 1978, the Chinese Ambassador and Pakistan CDA in New Delhi were called to the Ministry of External Affairs and apprised of our position on the illegal construction of the road in a territory which is an integral part of India. It was made clear to the two envoys that India cannot acquiesce in the legal implications of the construction of this road.

In reply, the Government of Pakistan have stated that consistent with their position on Jammu and Kashmir, they could not accept the validity of our protests. As regards China, while there has been no response so far from Peking, the Chinese Ambassador referred to his country's position in response to India's protest against the conclusion of the Agreement between China and Pakistan on 2nd March 1963, ceding 2100 square miles of Indian territory in the Pakistan occupied Kashmir to China. He recalled that the Chinese Government had stated at that time that the boundary agreement was a "provisional" one and hence the construction of the road would have no bearing on the status of Kashmir. It may be pertinent to recall that this agreement does not include a provision according to which the boundary question is open to re-negotiation. I may mention here that the Karakoram Highway does not pass through the territory in Kashmir ceded by Pakistan to China.

Apart from the illegality of the construction of this Highway, this development also has serious strategic implications for this region. While we are fully alive to these implications, I would like to express the hope that our these neighbours, with both of whom we are trying to normalize our relations, would see to it that this communication link is not used in a manner that runs counter to the search for good neighbourliness and stability in this area.

Document 24: *The Times of India*, 6 septembre 1979, Chinese armed incursions into Bhutan.

The Union Government is gravely concerned over repeated Chinese armed incursions into a sensitive border area of Bhutan during the past one month or so.

Most of the intrusions, in each case several kilometers deep, have taken place from the Chumbi Valley, the narrow tongue of Chinese territory between Nepal and Bhutan into western part of the Himalayan Kingdom near Sombre Dzong.

The area of inexplicable Chinese activity is too close for comfort to the narrow neck of Indian territory in North Bengal through which the country's vital communications links with Assam and other eastern states pass.

The pattern of the incursions has been similar. In most cases local residents drove sheep or cattle across the traditional border into Bhutan and, when challenged, apparently called in the Chinese Frontier Guards and militia. Though confrontations between the Chinese and Bhutanese border forces are known to have occurred, no bloodshed is reported so far. The number of armed men involved on either side is said to have been small.

Nevertheless, a serious view is being taken in New Delhi of the incursions not only because of the strategic importance of the area but also because the Bhutanese have been constrained to protest to the Chinese against the violation of their border twice already and in both cases their protests have been ignored.

In accordance with its treaty relations with India, the Bhutanese Government has been keeping New Delhi fully informed of the developments. (…) New Delhi has strongly protested to Beijing against the violation of Bhutan's borders, leaving it in no doubt that it has a vital stake in the kingdom's territorial integrity.

Document 25. *Jain*, p 504-506 Foreign Minister Vajpayee's statement in Rajya Sabha on reported attack by China on Vietnam, 20 février 1979.

(…) The situation in Indo-China has been tense and inflamed for the last few months. This had caused set back to the process, which at one time looked hopeful of co-operative relations being developed in the South East Asian region. Being already a serious focus of tension, the situation in Indo-China figured at some length in my discussions with the Chinese leaders in Peking. The Chinese side, in explaining their viewpoint, had mentioned that there were provocations and threats along their border with Vietnam. From my side, I had even then expressed our concern at the possibility of deterioration of the situation and its dangerous consequences. I sought to impress on the Chinese leaders that any escalation would be serious and urged that the problem should be solved peacefully through negotiations. I added that the aggravation of tensions in an already complex situation could be a set back to stability in South-East Asia and endanger international relations in general.

According to the Vietnam official statement conveyed to the Ambassadors of various countries in Hanoi on February 17, China had used troops, tanks, long-range artillery and war planes for the attack along the entire length of the border. They had occupied border posts along the border in the Vietnamese provinces of Long Son, Hoang Lien Son, Lai Chau and Quang Ninh.

In any case, as stated by the Prime Minister, we are distressed and shocked at these developments. The present aggravation of the situation is-and must be-a matter of grave concern to the entire international community. This escalation, with massive armed incursion across the Sino-Vietnamese frontier, must be arrested and reversed as soon as possible, lest there should be further widening of the conflict and danger to world peace.

The Vietnamese Government has appealed to the United Nations Secretary-General to take remedial measures in the face of the present situation. The Secretary-General has also called for maximum restraint to arrive at a peaceful settlement.

It is well-known that we in principle are opposed to the use of armed force across established frontiers and interference in internal affairs of other nations. We consider that respect for the independence of nations is fundamental, since that alone can ensure stability and peace in any region of the world. We are against punitive military action in international relations. We would,

even at this stage urge, powers involved or interested in peace and stability, and especially great powers which may have influence with the parties to the conflict in the region, to exercise caution and restraint. Armed forces must be withdrawn before the problem becomes graver through a further escalation in the dangerous chain of reactions. The problem must be returned to the negotiating table in a climate of peace.

I should like to add that India has long admired Vietnam for its heroic struggle against the heaviest possible odds for its national independence which culminated eventually in victory against imperialism and intervention. We had responded as generously as to any country and as quickly as any non-aligned nation, to take a hand in the gigantic task of economic rehabilitation and national reconstruction which faced the Socialist Republic of Vietnam. We remain as committed as ever to develop friendly relations with Vietnam.

We want to eventually see peace and stability made secure so that nations in their independence can resume economic cooperation in the region. India had no ulterior interest in South East Asia, but as in the case of the Indian sub-continent, we would like to see the chapter of outside competitive involvement come to an end.

Document 26: *Jain*, p 513-517 Statement by Indian representative Jaipal in the UN Security Council on Sino-Vietnamese conflict, 24 février 1979.

The Council was doubtless aware of the statement of our Secretary-General, issued on 18 February, expressing his deep concern about the current hostilities and his warning that the vicious circle of violence could have unforeseeable consequences. The Secretary-General called for an end to the hostilities and for a peaceful settlement with full respect for the territorial integrity and political independence of all the States involved. My delegation would like to congratulate the Secretary-General for his prompt and timely reaction of seven days ago. His appeal should have been immediately reinforced by the Security Council. Article 24 of the Charter envisages prompt and effective action by the Council.

Mr. President, why has it taken the Security Council so long to convene to discuss a situation that the Secretary-General felt obliged to take notice of immediately? Perhaps you know the answer. Non-members of the Council have a right to know the answer, because this delay is indeed a sad reflection on the functioning of the Council. Quibbling over the formulation of the agenda at a time like this cannot fail to remind one of the historic fiddling when Rome was burning.

My country is deeply committed to the fundamental principles on which the policy of non-alignment is based and which are enshrined in the Charter of the United Nations. I refer, in particular, to the principle of respect for and preservation of national independence and sovereignty and to the principle of non-interference in the internal affairs of other States. States Members of the United Nations are also obliged by the Charter to settle their disputes by peaceful means in a manner that does not endanger international peace and to refrain in their relations from the threat or use of force. These are the principal reasons why newly independent countries have sought the sanctuary of United Nations membership. Indeed, the United Nations itself light not have come into being but for the universal acceptance of these principles. My delegation would emphasize that these principles are of universal applicability, that there are no exceptions, and that no deviations from them may be permitted to any Member State or any group of States.

Strict and scrupulous adherence to these basic principles is vital to the maintenance of international peace and, ipso facto, their violation must necessarily pose a serious threat to world peace. It is for these reasons that my country has consistently opposed the use of armed force across established frontiers as well as interference of any sort in the internal affairs of other States.

The last few days have seen a flagrant violation of these principles. The unfortunate victim is a non-aligned country, which is once again gallantly defending itself against tremendous odds. The Prime Minister of India expressed his profound shock and distress at the outbreak of hostilities between China and Vietnam, hostilities that could escalate and endanger world peace. He called for the immediate restoration of peace and, as a first step towards peace, he urged the withdrawal of Chinese forces from Vietnamese territory. The president of India, at a joint session of Parliament, also expressed his grave concern at these developments, which also have the potential for endangering international peace and stability. He too called for the cessation of hostilities and the withdrawal of China's armed forces, as a first step.

The Foreign Minister of India, by an unfortunate coincidence, happened to be on a visit to China, and he took the opportunity immediately to convey personally his serious concern to the Chinese authorities and underlined the overriding need to solve the problem peacefully through negotiations. Similar concern has been expressed all over the world by so many countries and peoples that it is regrettable that the response so far has been a steady deterioration of the situation, despite the obvious danger of escalation that is implicit in the continuation of the conflict.

It is a well-known axiom of peace that the aggressor shall not retain the fruits of aggression, and therefore peace cannot be restored unless there is total and complete withdrawal from all occupied territory. China is reported to have declared its intention of withdrawing, and we see no reason why there should be any delay in translating this intention into reality. It is imperative that the withdrawal should commence before the concerned Powers are relentlessly drawn into the tangled web of a chain reaction.

My country is totally opposed to the concept of punitive military action which is fraught with great peril for stability and international relations. As my Foreign Minister stated in the Indian Parliament, the days of punitive expeditions and gunboat diplomacy are over. It is a violation of the Charter of the United Nations for one State to take punitive action against another and to usurp the powers and functions of the Security Council when the Council is inhibited by the veto from taking action. If such punitive action is condoned, international law and order will be in the hands of self-appointed policemen, and that would be the end of the Security Council. The system of collective security envisaged by the Charter does not permit unilateral punitive action, and the exercise of the right of self-defence cannot possibly extend to punitive measures.

The present conflict has been going on for nearly a week, and the casualties are reported to be heavy. It has now become a matter of grave and urgent concern for the entire international community. The Security Council should meet this challenge to peace and take decisive and meaningful steps to end the hostilities immediately and demand the total withdrawal of Chinese forces from Vietnamese territory, to be followed by the establishment of a negotiating process for settling the problems in a climate of peace. In this connexion we hope that the Council will take into account the offer of good offices by the Secretary-General.

Stability and cooperative relations in South-East Asia can be maintained only on the basis of mutual respect for national sovereignty and territorial integrity. Viet Nam, Laos and Kampuchea belong to the non-aligned group of nations and are all sovereign States Members of the United Nations with independent and distinctive personalities of their own. They have the right to fulfill their legitimate aspirations in their own way free from any external interference. The history of outside involvement in the internal affairs of the States of Indochina should be brought to an end if there is to be enduring peace with honour. It cannot but be a matter of concern and regret that Vietnam and Kampuchea should have been subjected to armed conflicts involving outside forces. We hope the Security Council will take steps to ensure the independence and territorial integrity of the States of Indo-China, free from external interference.

A carefully balanced draft resolution-calling on the parties involved to observe a cease-fire; to vacate foreign territory occupied during the conflicts; to observe mutual respect for the sovereignty and territorial integrity of the States concerned; to refrain from interference in the internal affairs of other States and to accept the good offices of the Secretary-General for the purpose of establishing a process from a negotiated settlement of outstanding disputes in an atmosphere of peace-could conceivably form an appropriate basis for the restoration of peace in stages. But a decision of this kind by the Council will be an empty gesture unless the States concerned can be persuaded to implement it in good faith. The Powers gathered around this horse-shoe table possess the capacity to persuade them in the direction of peace. They have stopped active hostilities in the past, and we believe that they have both the political will and the practical capacity to do so again now.

Document 27. *Lok Sabha Debates*, DG Ministry of the External Affairs, 7-8 Juillet 1980, p 413-.

Shri Chandrajit Yadav (Janata(S)):

Therefore, I would like to say that the Chinese' faith in the Panchsheel, (…) has proved to be anything but sincere faith. They have betrayed our friendship, they betrayed our faith. Therefore, while dealing with China, Governments has to be cautious. (…) If the Chinese are sincere, then I would say they must vacate our land which is still under their occupation. (…) if China is sincere in its desire to strengthen its friendship with India, then I would like and I would demand that the Chinese must demilitarize the Karakoram road area, which they have deliberately built on our western border, and we feel that this road can be used for military purposes at any time. If they are sincere about their friendship, then I would demand this. (…) If they are sincere, they must stop training these rebels [of the north-east] (…) if the Chinese are really sincere, they must stop arming Pakistan.

I would also say that the Government of India must take note of the utterances of the Chinese leaders; some of the top leaders of China have traveled to certain parts of the world and met the most reactionary heads of states; they have supported the reactionary regimes; they have opposed the liberation movements-you can see their policy towards Ethiopia, their policy towards Angola, their policies towards the new liberation movements in South Africa. (…) They are today in open collaboration with the United States of America. And everybody in this house knows that the United States of America is basically responsible today for creating tensions in different parts of the world. Therefore, I will say that, unless the Chinese leadership joins the people who are fighting for peace and give a clear understanding that they will stand by those principles in which India believes, we should not fall into the trap of China. Once we have been cheated, and this country will not tolerate being cheated for the second time. (…)

Document 28: *Lok Sabha Debates*, Discussion re. Chinese invasion of Vietnam and the consequent threat to freedom of nations in Asia. 21 février 1979.

Shri Bedabrata Barua (Congrès)

(…)The Chinese and it pains me to say that our Government has also found new friends in the United States of America. When the Chinese Vice-Premier, Mr. Deng Xiaoping visited the United States, no less a person than the President of the United States said that China has a peace keeping role in this part of the world. It is a very dangerous statement to make. But we expected that this type of statement would be made and it shows that what China is doing today has direct or indirect support of the United States. It is a sort of global attempt to teach an independent nation a lesson. We have been told about the bilateral problem and that China would like to solve their bilateral problems with Vietnam. They solved it in fact. Parcel Islands, which as in Vietnam's territory, was seized at the moment of Vietnam's freedom by the Chinese. There was no discussion, there were no talks. If there are problems in Kampuchea, I can understand that these problems could have been possibly taken to UN or other bodies, could have been brought before our visiting Foreign Minister. India has some sort of leverage over Vietnam, some sort of an understanding with Vietnam. They could have asked for our intervention. But nothing of that sort happened. It is a direct affront to India, irrespective of whatever the Foreign Minister might be saying.

It is not an affront to the Foreign Minister as such, but it is an affront to the country and, it is possibly an exposure of the wrong policies that we have been following. If we were insulted, I could have taken it in the stride because it would be an insult to a country which is respected. But what really happened was much more than an insult. It was just ignoring a country. From the specimen statements that have been reportedly published in Chinese papers about the Foreign Minister's visit and Indo-Chinese relations, it is clear that it did not occur to them to take India's feelings into consideration in such a matter, when the Indian Foreign Minister was very much on the soil of China, that this was an aspect which should have been taken into consideration. I do not know where Mr. Subramaniam Swamy is now. For a long time we were fed with a lot of propaganda, a lot of news coming from across the border. We were told that the Congress Government was remiss in not making up with the Chinese, that the Chinese were keen to have a settlement on the border dispute with us and that Chou En Lai was the only obstacle in coming to an understanding between the two countries or arriving at a settlement on the border dispute. The Congress was accused of being a puppet of the Soviet Union.

I will be fair to the Foreign Minister, he did not say that. But this accusation was made by a section of the Janata Party. (…) When it was announced that the Foreign Minister would visit the People's Republic of China, we legitimately expected that something was going on, that there was some understanding and that there would be some sort of an agreement on basic issues. The Foreign Minister made a statement today about his visit to China. I appreciate his embarrassment on what has happened. (…) He should have reacted more boldly even if it meant teaching the Chinese also a lesson.

Whatever transpired shows the Chinese inability, the Chinese unwillingness, to discuss the border issue and to discuss the aggression against our country. This is the only bilateral issue with the Chinese, the question of a settlement of our border which could always be a pretext for launching another aggression against us. They have kept up this pretext; they have not abandoned this pretext. Whatever transpired, whatever speeches were made by our Foreign Minister and their Ministers and their leaders has made it very clear that while our Foreign Minister did dutifully try to raise this issue, they have always by passed it, the way Mr. Chou En Lai bypassed the issue, saying, "This could be discussed across the table. But not now"

It is symptomatic of the total failure of his visit that when the Foreign Minister was in China, a high level Pakistan delegation was there negotiating the purchase of arms. Against whom? Pakistan has declared that they have only one enemy; (…)

Document 29. *Jain*, Another Xinhua commentary on Soviet Foreign Minister Gromyko's visit to India, 16 février 1980, p 532-533.

Soviet mass media have for days been playing up Andrei Gromyko's "official and friendly" visit to India and invested it with importance". A commentary released by the Soviet Novosti Press Agency said that Andrei Gromyko is well-known in India as its "good friend".

What, then, this self-styled "good friend" has done during his visit to India? The first thing Gromyko did when the set foot on Indian soil was to justify the Soviet occupation of Afghanistan. He stressed that in the present conditions "joint efforts by the USSR and India can play a major part in the normalization of this situation". It is obvious that Gromyko wanted India to help Moscow get out of the heat of universal condemnation, consolidate its position in Afghanistan, thereby enhancing its threat to the sub-continent. That is what the Kremlin termed "normalization of this situation."

It is, however, surprising to see that Gromyko should take advantage of the forum given by his Indian host to attack on and intimidate India's neighbour Pakistan. Gromyko alleged that there were "intrigues directed at turning Pakistan into a seat of tensions, a base for further unfolding aggression against Afghanistan". He warned that "If Pakistan further proceeds along this path, it will gain nothing good from this."

Gromyko's unveiled threat is not directed against Pakistan alone; he evidently had in mind those countries which denounce the Soviet invasion and support Pakistan to stand up to the Soviet threat.

Gromyko accused Pakistan of "spoiling its relations simultaneously with several states" meaning Afghanistan, India and the Soviet Union. He pretended ignorance of the successful visit to Pakistan by India's Foreign Secretary R. D. Sathe, alleging that "India's proposals to Pakistan are also not meeting with a positive response".

It is too crude an attempt at estranging India from Pakistan. What Gromyko did in the Indian capital defies elementary diplomatic courtesy. The nations on the sub-continent want tranquility and stability. They certainly can judge whether those are really their good friends, who go out of their way to provoke discord among them, set them one against another and even try to bring some onto its path of war.

Document 30. *Lok Sabha Debates*, Statement re External Affairs Minister's official visit to USSR, 17 juin 1980, p 191- (extraits) .

The Minister of External Affairs, Shri P. V. Narasimha Rao: The Afghan Government has put forward proposals for a political settlement, the first step in which would have to be a meeting between the representatives of Afghanistan and Pakistan and similarly between the representatives of Afghanistan and Iran. Only after direct contacts had been established, could other countries think of participation in the working out of a guaranteed solution. But any talk about the withdrawal of forces without furnishing of complete and reliable guarantees of an end to interference in Afghanistan and without an actual end of such interference would merely hinder the achievement of a solution. At the same time the Soviet leaders left us in no doubt on the Soviet Union's readiness to withdraw troops once a political settlement had been reached.

Our approach to the problem has been as follows: We are opposed to the presence of foreign troops in any country. The Soviet Union had announced that Soviet assistance to Afghanistan was limited in time, purpose and scale and did not present a threat to security and stability in the region. However, reports coming out of Afghanistan during the past few months, even after they are discounted for the inevitable interested propaganda element, do seem to suggest that in view of the situation there, the hope that Soviet assistance to Afghanistan could indeed remain limited in time as originally intended is not very strong. (…)

Indo-Soviet Joint Press Statement

At the invitation of the Government of the USSR, the Minister of External Affairs of India, Shri P. V. Narasimha Rao paid an official friendly visit to the Soviet Union from June 3 to 7, 1980. (…)

The Minister of External Affairs of India Shri P. V. Narasimha Rao was received by Mr. L. I. Brezhnev, General Secretary of the Central Committee of the CPSU, President of the Presidium of the Supreme Soviet of the USSR, to whom he conveyed greetings from the President and the Prime Minister of India.

Talks were held with Mr. A. A. Gromyko, Member of the Politburo of the Central Committee of the CPSU, Minister for Foreign Affairs of the USSR.

Shri P. V. Narasimha Rao also had a meeting with Mr. I. V. Arkhipov, Deputy Chairman of the Council of Ministers of the USSR and Co-Chairman of the Inter-Governmental Indo-Soviet Commission of Economic, Scientific and Technical Cooperation.

The talks and discussions were conducted in a warm and friendly atmosphere. The two sides reviewed the development of their bilateral relations and also a wide range of international question of mutual interest. They agreed to continue in future as well exchanging views on such questions through appropriate contacts.

Both sides noted with satisfaction that relations between India and the Soviet Union contributed to peace and stability in Asia and throughout the world. They are based on friendship, equality and mutual trust and are developing in the spirit of the Treaty of Peace, Friendship and Cooperation.

The two sides reviewed the progress of long-term agreements encompassing the key spheres and directions of Indo-Soviet cooperation.

(…)

Having exchanged views on major international problems the two sides noted with satisfaction that the positions of India and the Soviet Union on the questions discussed were close. (…)

Documents 3ème Partie

Document 31 Renmin Ribao, 29 Mai 1985, Position and achievement of Indian agriculture.

Agriculture is important to Indian economy, its output value accounts for 42% of India GDP, other fields, such as machine processing industry, building industry, electric power and water supply, their total output value is equal to agriculture's. Indian agriculture provides Indians with necessary grains. Most of Indians' income is spent in buying foods; it can be regarded as a large expense. Over the past years, India mainly imported grains, but now, it has stopped importation and starts to export certain kinds of grains.

Exporting agriculture products or agriculture processing products is the main source to earn foreign exchange for India. These foreign exchanges are indispensable for importing capital goods and purchasing necessary consumer goods. As for exportation and importation of advanced equipments, Indian agriculture plays an important role in Indian economic life.

The main parts of Indian producing capacity exist in the form of agriculture regular assets, such as irrigation equipments, farming equipments and warehouse etc. Regular assets are increasing every year; some of them have become the permanent treasure. India peanut output ranks first in the world, rice output ranks second, next to China, tobacco output ranks third in the world.

There are more than 700 million people in India, 80% of them live in villages, 75% of them are directly engaged in farming. It is obvious that agriculture is India's main industry. Almost each Indian is connected with agriculture in certain ways. Therefore, Indian culture, society and political life are all influenced by such beautiful rural life.

India agriculture is under the influence of Indian Ocean monsoon. Indian agriculture directly depends on the amount of rainfall that Indian Ocean monsoon brings. Agriculture produce belongs to half-commodity property, most grains of peasants are self-consuming, and peasants are not very interested in the change of grain prices. Peasants are the main workers, but as for shattered land, peasants' lower cultural level and backward technologies, all these will become the hard problem for future development.

According to its actual circumstances, India takes a series of measures, such as applying advanced

agriculture technologies, promoting management. Government should give more support to agriculture and increase agriculture investment. In the middle of the 60s, India “green revolution” quite fit this basic thought. It is obvious that India makes remarkable achievements in agriculture.

Before Indian independence, grain output kept in a low level for a long time, yearly increasing output is all but zero. But since the late 70s, yearly average increasing rate of grains has exceeded population growth rate, the output of grains has increased to 154 million tons from 80 million tons in the 60s.

Since Rajeev is in office, he lays stress on developing agriculture, he expresses that only new technologies and new policies can speed up Indian economy. In many people’s eyes, the prospect of Indian agriculture is hopeful and bright.

Document 32 Denunciation from Tibet of India's 'violation' of Chinese border, *SWB FE/8458/A3/1*, 6 janvier 1987.

The Indian parliament recently adopted a bill upgrading Arunachal to a state originally a Pradesh established south of the illegal McMahon Line in the areas of Monyul, Loyul and Lower Tsayul, which have always belonged to China. In this way India has yet again seriously violated China's territorial sovereignty and greatly hurt the feelings of the entire Chinese people, including the people of Tibet. This news has stirred up great anger among the people of all nationalities in Tibet. We strongly denounce the illegal move of the Indian authorities and resolutely support the Chinese government's position, as given by a Foreign Ministry spokesman. We will absolutely not accept India's illegal occupation of China's territory.

The whole world knows that Monyul, Loyul and Lower Tsayul to the north of the eastern part of the customary Sino-Indian boundary have always belonged to China and have been under the direct administration of China's local Tibet government. During the Tubo era more than 1,000 years ago, these areas were ruled by the King of Tubo, and were listed as Tubo territory. In the fourteen century, Tibet's political and economic systems were in force throughout these areas. In the seventeenth century, the fifth Dalai Lama sent his close friend and disciple, the living Buddha, to Monyul to act as the local viceroy. Administrative divisions were established there and political reforms were carried out. A whole set of administrative organs was established. Afterwards, the local Tibet government continually appointed officials, collected taxes, dealt with lawsuits, and resisted external aggression in those areas, this exercising effective control there. The local Tibet government was still appointing the Viceroy of Monyul in 1952. A number of old officials who served in Monyul in former years still survive. They are the eyewitnesses of history. Many years ago, the King of Bomi in southern Tibet, exercised administrative control over the Tsayul and Loyul areas. At the beginning of this century, the Qing government of China sent Zhao Erfeng, the Minister for Border Affairs, and his subordinates to Tsayul and other areas to inspect the boundaries and take a census. This was in the region of the customary Sino-Indian boundary. In the 1930s the local Tibet government designated Loyul as an area under its direct administrative control. Even in historical documents and materials published by the British and Indians themselves, these areas are described as belonging to China. Innumerable and unalterable historical facts show that Monyul, Loyul and Lower Tsayul have been unseparable parts of Tibet since ancient times, and are Chinese territory. Our ancestors made great sacrifices and worked hard in striving to develop this area. The people living there are our compatriots and brothers who have a close flesh-and-blood relationship with us. The sixth Dalai Lama, Tsanyun Gyaltso, was born at Monyul. The legislation in effect

there was Tibetan law. The language used is Tibetan. The great majority of places there have Tibetan names. In politics, economics, culture, religion and nationality, Monyul, Loyul and Lower Tsayul have always been fused with, and are inseparable from, other parts of Tibet. Everything there has a myriad of ties with us. We love that strip of national territory and profoundly cherish the memory of our compatriots there.

China and India are neighbours linked by mountains and rivers. The friendship of the people of the two countries has flowed for centuries. We have good reasons for hoping to maintain and develop good-neighborly relations between the two countries, because it is here that the common aspirations and fundamental interests of their peoples lie. However, the Indian authorities have not only carried on the aggression against and occupation of Chinese territory practiced by the colonialists, but have pushed still further to the north by seizing by armed force an area of Chinese territory totaling 90,000 km in the eastern section of the Sino-Indian boundary. They have also tried to legitimize this by legislation in parliament.

We must seriously warn the Indian authorities: both armed seizure and parliamentary legislation are unjustifiable and futile. The people of all nationalities in Tibet will absolutely not agree to it.

Document 33. Sino-Indian Boundary: full text of an introduction to the Sino-Indian border issue issued by the Chinese News Service on 8th May, (SWB/FE/8256, 12 mai 1986)

During the recent deliberations by the Indian parliament on the 1985-1986 national defence report and the budgetary appropriations for national defence of the next fiscal year, an Indian leader asserted in a reply that Indian parliament went so far as to call for 'the liberation of the territories occupied by China'. Quite a few readers who are concerned about the Sino-Indian boundary question have asked by latter: What is the Sino-Indian boundary question all about? After all who has occupied whose territories? Here we would like to give our readers a brief account of the Sino-Indian boundary question.

The Sino-Indian boundary which is about 2,000 km divided into the eastern, middle and western sectors has never been formally delimited. In the long history of peaceful and friendly co-existence between the Chinese and Indian peoples, a traditional customary boundary respected by the two peoples had long taken shape on the basis of the extent of each side's jurisdiction. Tranquillity had always prevailed in the border areas. At the turn of the last century, the western colonialists then ruling India gradually occupied a small portion of Chinese territory across the traditional boundary in their pursuance of the 'forward' policy of covering China's Tibet. After India's independence in 1947, the Indian authorities continued with the 'forward' policy and occupied large tracts of Chinese territory. As a result, an actual line of control between the two sides has taken shape on the Chinese side of the boundary.

At present, there are disputes over all the eastern, middle and western sectors of the Sino-Indian border, *the eastern sector being the most disputed area*. The eastern sector refers to the section of the Sino-Indian border between the trijunction of China, India and Bhutan and the tri-junction of China, India and Burma. The disputed area comprises three parts, Monyul, Loyul and Lower Tsayul, *located north of the traditional customary boundary* and south of the so-called 'McMahon line', covering a total area of approximately 90 000 sq. km. The *inhabitants* who have lived for generations in the area *are either Tibetans or other nationalities closely akin to them*. It is from the Monyul area that the sixth Dalai Lama of Tibet, Tsanyun Gyalto, hailed. Since authorities of China had maintained administrative organs, appointed officials and exerciced jurisdiction over the above thee places. These areas have been part of Chinese territory since ancient times. *The so-called 'McMahon line'* contrived single-handedly by the colonialists in 1914 *is absolutely illegal and null and void, and has never been recognised by any of the successive central governments of*

China. For a considerable period of time after 1914, the Tibet local authotrities of China had never ceased their administrative jurisdiction over Monyul, Loyul and Lower Tsayul. It was towards the end of the World War II that the then colonialists began to press northwards beyond the traditional customary boundary. After its independence, India pushed further north until it brought under its control in 1953 all the areas along the illegal 'McMahon line', in addition to take over those parts of Chinese territory illegally occupied by the colonialists.

The middle sector refers to the section of Sino-Indian boundary west of Nepal, bordering on the Ari districts of China's Tibet and the Himachal Pradesh and Uttar Pradesh of India. The disputed area covers about 2,000 sq km. *Almost all the inhabitants in this area are Tibetans* who used to live under the jurisdiction of the Tibet local authorities. The greatest part of this area was gradually occupied by India after 1954.

The western sector refers to the section of Sino-Indian boudary beginning from the Karakoram pass in the north down to the tri-junction in the South of the Ari district of China's Tibet, Ladakh of the *Indian controlled Kashmir* and Himachal Pradesh of India. *There should be no problem whatsoever on this sector of the boundary*. However, towards the end of the 1950s India all of a sudden made the territorial claims to China. The Aksai Chin and other areas referred to by India, totalling over 30,000 sq km, has always been Chinese territory under the jurisdiction of China's Xinjiang and Tibet respectively. The name Aksai Chin in the Uygur term for 'China's desert of white stones'. With the exception of *Parigas* occupied by India since 1956, the whole region has up to date been under China's jurisdiction and control.

The above-mentioned historical facts show *China has never occupied a single inch of Indian territory. On the contrary, over 90,000 sq km of Chinese territory have to this day been under India's occupation*.

In spite of all this, the Chinese side, proceeding from the overall interests of peace and friendhip and setting store by the traditional friendship between the Chinese and Indian peoples, has continued its efforts to bring about a peaceful settlement of this question left over from history. Since 1981, six rounds of talks have been held between Chinese and Indian officials at the vice-foreign ministerial level. *It is learned from reliable sources that the Chinese side has put forward a number of rational and reasonable proposals*. Holding that in seeking a settlement of the Sino-Indian boundary question, the *two sides should respect history and give consideration to the*

realities while taking into account the national feelings of the two peoples, and the two sides should, in a spirit of seeking truth from facts and of mutual understanding and mutual accommodation, *strive for a comprehensive settlement fair and reasonable to both sides through friendly consultations. Here the key lies in the implementation of the principle of mutual understanding and mutual accommodation*. Historical experience shows that a fair solution to territorial disputes can be achieved on through friendly consultations and mutual understanding and accommodation, to which there is no other alternative.

Document 34. Chinese news agency on Indian intrusion, *SWB/FE/8346/A3/4*, 25 août 1986.

The official Indian claim that the 'McMahon line' is an 'international boundary' or the 'legal boundary' between China and India is untenable. A boundary has never been officially delineated along the Sino-Indian border, which has a total length of about 2,000 km. No Chinese government has ever signed a border agreement or treaty. Given these facts, how can there be a 'legal boundary'? This is common knowledge. In the course of history, a traditional customary line, which is respected by the peoples of the two countries, has come into existence between the two countries on the basis of the extent of their administrative jurisdiction. On the official maps produced by British India prior to 1939, the Sino-Indian boundary is marked roughly along this traditional customary line. Even on the official maps produced by India in the early 1950s, the Sino-Indian boundary is marked 'boundary not delimited' or 'boundary not marked'. This is universally acknowledged.

The so-called 'McMahon line', as a product of the aggressive policy pursued by the colonialists, has aroused the Chinese people's anger. The Sino-Indian border issue was not discussed at the Simla conference in 1914. The 'McMahon line' was produced by the colonialists by means of a secret exchange of notes outside the conference without the knowledge of the Chinese government at the time. Recognised by none of the Chinese governments, it is illegal and null and void. This illegal 'McMahon line' is so dishonourable that the colonialists did not have the courage to mark it on maps in the 20 years after its introduction. It is indeed difficult to imagine that today's new Chinese government would ever accept this illegal boundary, the purpose of which is to infringe on Chinese sovereignty and territorial integrity and which contains such a large slice of territory!

It is known to all that there is dispute over the eastern, central and western parts of the Sino-Indian border and that the eastern part is the most disputed. The post-independence Indian government has inherited the Chinese territory which the colonialists crossed the traditional customary line to annex. In addition, the Indians have marched northward and annexed another large slice of Chinese territory, with the result that an actual line of control has come into existence on Chinese soil and that about 90,000 sq. km of Chinese territory has become disputed territory. This is the central point of the dispute in the eastern sector. The main purpose of the Sino-Indian border talks is to settle this dispute. It has always been China's position that the two countries should settle this dispute through friendly consultations based on the principle of mutual understanding and mutual accommodation. This is very reasonable. The Indians obstinately keep

referring to the 'McMahon line' and the 'legal international boundary' in an attempt to delineate the border between the two countries along this line. This is totally unacceptable to the Chinese people.

On 16 July, a spokesman for the Chinese Foreign Ministry made some very clear statements on the issue concerning the Sangduoluo He [Sumdorong Chu] valley (that is, the Wangdong area). This area has always been Chinese territory. It is situated north of both the traditional customary line and the actual line of control between China and India. China does not recognise the illegal 'McMahon line'. Even according to the original 'McMahon line' map, the Sangduoluo He valley is located north of the latitudes of the 'McMahon line'. This is unalterable. Both China and India have copies of this map. They can easily refer to this map in order to have a clear idea. India's irrational accusations and propaganda cannot change this fact.

Thus, the Indian accusation that Chinese personnel have 'trespassed' into Indian territory is utterly groundless. Chinese frontier guards do conduct patrols and are put on duty in Chinese territory without ever going beyond the actual line of control. Although this actual line of control on the eastern part of the Sino-Indian border is unreasonable, China will respect it until the Sino-Indian border issue is settled at the talks.

The problem is that the Indians, taking advantage of the occasions when China has suspended its patrols, marched beyond the actual line of control in an attempt to nibble further at Chinese territory and to create more disputed territory. Regarding the problem of intruding Indian aircraft and military personnel, China has always shown restraint and repeatedly advised India not to do this. However, Indian activities across the line are increasing. What is even more intolerable is that the Indians refer to whatever part of Chinese territory they intend to annex as Indian territory. The issue concerning the Sangduoluo He valley is just one example. Whatever I have taken is mine and I want to take whatever I have not taken. This is totally unacceptable. Naturally, China cannot accept this folded arms. By doing all this, the Indians have disrupted the peace on the border and made it difficult for the two countries to improve their relations and settle the boundary issue through negotiations.

As far as we know, the Chinese government indeed sincerely hopes that China and India will become good neighbours, that the boundary issue will be settled as soon as possible, and that their bilateral relations will develop in their effort to look for a solution to the issue. Our opinion is that this is in the interests of the peoples of the two countries and in keeping with their aspirations. In

addition, this is also beneficial to peace in Asia and world peace. We believe that as long as China and India jointly advocate the five principles of peaceful co-existence, respect history, take present circumstances and the national feelings of the peoples of the two countries into consideration, act in the spirit of the principle of mutual understanding and mutual accommodation and conduct negotiations patiently, they can settle the border issue without great difficulty. The principle of mutual understanding and mutual accommodation is the key to settling the border issue. It cannot be settled if only one side is asked to make concessions.

Document 35. Text of Chinese statement on Arunachal Pradesh, The Indian Express, 13 décembre 1986.

On 8 and 9 December 1986, Lok Sabha and Rajya Sabha of the Indian Parliament approved a bill, upgrading union territory 'Arunachal Pradesh' to the level of state established on a part of Chinese territory illegally occupied by India. This act of India has once again seriously violated China's territorial integrity and sovereignty and deeply hurt the feelings of the Chinese people. The Chinese Government solemnly declares that the above-mentioned bill approved by the Indian Parliament is absolutely illegal and that China will never recognise the so-called 'Arunachal Pradesh' established in the most disputed eastern sector of the Sino-Indian boundary.

As is known to all, the boundary between China and India has never been formally delimited. However, a traditional customary boundary respected by the two peoples has long taken shape on the basis of the extent of each side's administrative jurisdiction. The 'McMahon Line' contrived single-handedly by the colonialists in 1914 during their rule of India is illegal and null and void and has never been recognised by any of the successive Chinese Governments. After independence, India has not only carried on with the occupation of Chinese territory invaded and occupied by the colonialists in the 1940s, but further pushed northward. The so-called 'Arunachal Pradesh' is basically an Indian-occupied area of the Chinese territory lying between the traditional customary line and the illegal 'McMahon Line'. The Government of the People's Republic of China has solemnly stated on many occasions that China will never accept the illegal 'McMahon Line' and occupation of Chinese territory.

The Chinese people cherish their traditional friendship with the Indian people. The Chinese Government sincerely hopes to develop good neighbourly and friendly relations with India on the basis of the Five Principles of Peaceful Co-existence. China has always stood for a comprehensive settlement of the Sino-Indian boundary question through friendly consultations in a spirit of mutual understanding and mutual accommodation. Most regrettably, however, India has deliberately taken the above-mentioned steps during the on-going Sino-Indian talks on the boundary question. These steps have created obstacles to a settlement of the boundary question between the two countries and further complicated the problem. It is entirely futile for the Indian authorities to try to legalise its occupation of Chinese territory through domestic legislation, and the consequences arising therefrom will be serious.

Document 36. China Report, Vol. 25, No. 1 (1989), The truth about the Eastern Sector of the China-India Boundary, Jing Hui, pp 99-112. (Published in *Guoji Wenti Yanjiu* (Beijing, in Chinese), No. 1, 13 January 1988, pp. 6-12.)

The greatest controversy of the China-India border issue is over the eastern sector of the border. It is an undeniable historical fact that the traditional customary line for the eastern sector runs along the southern foot of the Himalayas. Proof of this can even be found in official maps published by India before 1938. The illegal 'McMahon Line' was merely a product of Britain's aggressive policy and has never been recognized by China. The area between this line and the traditional customary line for the eastern sector has always belonged to China. Britain has never exercised jurisdiction their and it was not until the early 1950's that the area was occupied by India by force. India emphasizes that the McMahon Line is the natural demarcation for the eastern sector of the China-India border, based on the watershed principle. This view is historically and geographically groundless. The McMahon Line was a product of the mess left over by the colonialists. The disputes over the China-India border should be reasonably resolved through negotiation according to the principle of mutual understanding and accommodation based on political considerations.

The eastern sector of the China-India border denotes the sector stretching eastward from the juncture of China, Bhutan, and India to the juncture of China, Burma, and India. The Indian government has claimed that the watershed along the ridge of the Himalayas is the natural boundary, which was confirmed by the 1914 Simla Treaty and the documents exchanged between the British and Tibetan local representatives. The McMahon Line was jointly demarcated by representatives of the Chinese government, local Tibetan authorities, and the British government. The area to the south of this line has always been under India's administration. The Tibetan authorities have never exercised jurisdiction over that area, and the tribes living there have never been exposed to cultural political, or other influences from Tibet. (See Premier Nehru's letter to Premier Zhou Enlai dated 26 September 1959) The Chinese side declared: the traditional customary eastern sector border line resulting from the two sides' historical spheres of administration stretches along the boundary between the southern foot of the Himalayas and the plain on the northern bank of the Brahmaputra River. The Simla Conference did not discuss the China-India border issue, nor did the Simla Treaty bear the signature of any Chinese central government representatives, and therefore, the treaty has no legal validity. As the product of a secret exchange of notes carried out between British representatives and he then Tibetan local authorities without the presence of any representatives from the Chinese central government, the so-called McMahon Line is illegal. The vast area of Monyul, Loyu and lower Zayu lying between the McMahon Line and the traditional

customary eastern sector border line is China's territory; the residents there are Tibetan or from races that are closely related to the Tibetans and have been under the jurisdiction of the Tibetan local authorities since the mid-seventeenth century. The British never exercised jurisdiction there, they invaded and occupied a small part of that area only after 1944. India occupied the whole area by force in the early 1950's. This piece of China's territory is about 90,000 square kilometers in area, which is almost equal to the area of China's Zhejiang Province. It is the most controversial region long the China-India border. This article attempts to resent the actual development of the eastern sector of the China-India border by citing historical, geographical, and anthropological evidence.

I. The traditional customary eastern sector border les along the southern foot of the Himalayas.

The traditional eastern sector of the China-India border, which results from he two sides' historical spheres of influence runs eastward from the south-eastern corner of Bhutan to the lower reaches of Zayul River, roughly along the boundary between the southern foot of the Himalayas and the plain on the northern bank of the Brahmaputra. It further stretches south-eastern to the juncture of China, India and Burma. In his new work British India and Tibet 1766-1910 British scholar Alastair Lamb points out:The official British border runs along the foot of the (Himalayan) mountain range and the northern bank of the Brahmaputra Valley. As for the tract stretching along the border of the Tawang District (Editor's Note: This means the Monyul district), the British believed at that time that Tibet had already somehow extended its authority from the other side of the mountain range to the south. Therefore, a boundary of this area was demarcated by a kind of international accord. This boundary did not run along the ridge of the mountain range but along the foot of the mountains near the Brahmaputra. It is not far from the junction of that river and the Ganges. (Alastair Lamb, *British India and Tibet* (London, 1986), p. 277)The same author gave a still more detailed account in his book *The China-India Border: The Origins of the Disputed Boundaries*:The whole of the Tawang Tract, Monyul, was included within India by the McMahon boundary of 1914, a line that, as has been claimed recently, embodies ancient tradition. In fact, before 1914 the boundary between British Assam and the Tawang Tract was well known. It was-and this may cause some surprise-the only section of the boundary between British India and Tibet which in the 19th century had been jointly demarcated by British and Tibetan officials. This startling event, long forgotten, took place in 1872, when four monastic officials from Tibet came down to supervise a boundary settlement which Major Graham was making as a consequence of the 1853 agreement. As the British General

Staff in India noted on 1 June 1912, 'the present boundary (demarcated) is south of Tawang, running westwards along the foothills from near Ugalgury to the southern Bhutanese border.' The Bengal Eastern Frontier Regulation of 1873 created the so-called 'Inner Line'…. In 1875-76 the 'Inner Line' was defined and published for the Darrang and Lakhimpur districts of Assam, running along the foothills from the Bhutanese border to Nizamghat on the lower reaches of the Dibang tributary of the Brahmaputra. At the same time, part of the 'Outer Line' was demarcated, though no publicity was given to this fact. It ran from the Bhutanese border to the Baroi River at 27 degrees latitude. 93 degrees 20 minutes longitude; east of the Baroi there was no demarcated 'Outer Line', though the course of such a line was defined verbally by the Indian Government as following a readily recognizable line along the foot of the hills as far as Nizamghat, where it joined the 'Inner Line.' Beyond Nizamghat there was no 'Outer Line' at all, and the only boundary was the purely jurisdictional one prescribed by the Regulation of 1873. Between the Bhutanese border and Nizamghat, the two lines, 'Inner' and 'Outer', ran very close to each other, perhaps less than 10 miles apart. The line of the foothills, which the 'Outer Line' followed is apparently a very distinct geographical feature…In recent years attempts have been made to deny that British international border ever followed the foothill alignment, an that the McMahon boundary, following the main Himalayan watershed, has always been the accepted line. Unfortunately, even the most casual research shows that this contention is quite without foundation. The true situation as of 1908 is shown with great precision on the map of the Province of Eastern Bengal and Assam, 32 miles to the inch, specially prepared for the Foreign Department of the Government of India and appended to Volume II of the 1909 edition of Aitchison's Collection of Treaties. Here alternating dots and dashes mark the international boundary between Bhutan and Assam, and they continue to the Baroi River, where they are replaced by a line of alternating dashes and crosses. At Nizamghat dashes and crosses give way to dots alone. This map correctly locates the international boundary of pre-McMahon days as following the foothills. (Alastair Lamb, *The China-India Border: The Origins of the Disputed Boundaries* (Oxford University Press, 1964, pp. 121, 125-26.)Indian scholar H. K. Barpujari also supports this view. In Volume III of his book *Problem of the Hill Tribes: North-East Frontier*, he quoted the confidential archives of the Indian Affairs Office and noted: *Beyond the 'Inner Line' lies the 'Outer Line', that is the boundary of the outer territory or the boundary of the British territory. The portion of this boundary that stretches to the bank of the Baroi River (93 degrees 20 minutes east longitude) had been demarcated by 1875. Beyond the Baroi River this boundary traces a recognizable line that runs along the foothills to Nizamghat (95 degrees 40 minutes east longitude), a line which is 'completely accepted by tradition.' It is apparent that there is no 'Outer Line' beyond Nizamghat.'*(H.K. Barpujari, *Problem of the Hill Tribes: North East*

Frontier (Gaohadi, 7559 0761 5530, 1982), vol. 3, p. 118. Originally quoted from the confidential archives of the Indian Affairs Office) Maps published by the official Indian Survey Bureau 1957 did not contain the McMahon Line but a border running along the foothills, just like that shown on maps published by China. The 1917 and 1938 versions of the map '*Tibet and Adjacent Countries*' published by this bureau showed an eastern sector of the border identical to that marked on the 1908 version with different markings used to indicate the international border, Outer Line, and Inner Line. These two maps were included in the eleven Indian official maps submitted by the Chinese government officials to their Indian counterparts during a meeting between them in 1960. the Chinese delegation also pointed out that on the 1938 version of the map '*Tibet and Adjacent Countries*', '*a small segment of the eastern sector of the border, which ran eastward from the southeastern corner of Bhutan, was marked as an international border, the location of this segment is identical to what appears on the Chinese map and the Indian map did not show the so-called McMahon Line either.*' ('*A Report on the Border Issue by PRC, and Indian Government officials*' (PRC Foreign Ministry, March 1961), pp 9-10) Apart from this, the 1917 version of the map 'Tibet and Adjacent Countries' was attached as Reference Map 2A to a letter written by Premier Zhou Enlai to heads of Asian and African states on 15 November 1962. From 1938 to 1952, although Indian official maps did show the McMahon Line as the eastern sector of the border, it was represented as an 'undefined line.' It is only since 1954 that the marking for 'defined international border' has been used to mark that sector of the China-India border. All these facts indicate that the Indian government's claim that 'the McMahon Line is the only line correctly reflecting the traditional customary border of this area' is completely groundless.

II. The illegal 'McMahon Line' was a product of aggressive British policy

The British colonialists annexed Assam in 1826 and turned it into a province of British India during the 1830-42 period. This traditional customary boundary served as the eastern sector of the China-India border at that time. This eastern sector of the border was relatively peaceful until the early twentieth century, despite the incident in which the British invaded the Abor tribe in Luoyu District in 1884 and encountered tenacious resistance. In February 1910 the Sichuan army of the Qing Dynasty entered Lhasa. In the summer of the same year, troops under Zhao Erfeng's command marched into Lower Zayul District, south of Walong. These movements by Chinese troops scared the British colonialists. On 4 August, Indian Chief of Staff D. Haig submitted a memorandum to the Indian government, suggesting that a boundary be set up from Bhutan to the place in Burma where the Irrawaddy River and the Salween River separate and that the Zayul Valley be occupied. On 23

October, Indian Viceroy Minto proposed to British Indian Affairs Secretary Marquess of Crewe that the 'Outer Line' be pushed much further northward so that 'a good strategic frontier could be secured.' The British government did not adopt this proposal, being afraid that it would affect Sino-British relations and British interests in the Chinese Chang Jiang Basin. On 30 March 1911, Noel Williamson, Assistant Political Officer in Sadiya, who entered Luoyu District without permission was murdered by Abor tribesmen there. Then on 21 September, the new Indian Viceroy Hardinge brought Minto's proposal up again to the British Indian Affairs Secretary. The British government once more failed to make a final decision on that proposal because the situation was unclear along the border. But it agreed to mount an 'expedition' against the Abor tribe. Therefore, the so-called Abor Expedition was mounted on 28 October, under the command of Major-General Hamilton Bower. Meanwhile, the so-called Miri Mission and Mishmi Mission were sent to conduct illegal surveys of some areas in the Luoyu and Lower Zayul Districts. In 1913 and 1914 some British officials were separately sent to the southern part of Monyul and some areas of Lower Zayul to carry out reconnaissance operations known as 'Aka Promenade' and 'Walong Promenade.' (H. K. Barpujari, *Problem of the Hill Tribes: North-East Frontier*, pp. 159-61, 171-87.) During the Simla Conference on 24 and 25 March 1914, British representative McMahon secretly exchanged notes with the chief Tibetan delegate, the Lonchen Shatra, in Delhi, without notifying the delegate of the Chinese central government. The two men also signed two maps that were appended to the notes. Unilaterally presented by the British side, both maps carried a red line which said to be the boundary between India and Tibet-the notorious illegal 'McMahon Line.' It was based on the unauthorized surveys made by the two earlier mentioned British missions. The sector of the line passing through the area east of Bhutan and west of the Siyom River Basin, which the British could not approach from the south, was drawn in light of some sporadic geographical data provided by F. M. Bailey and H. Morshead, who, on their return trip from Tibet to India in late 1913, traveled southward along the Yarlung Zangbo Jiang to Assam via Tawang. The two obtained their data entirely from unauthorized surveys made on the northern slope of the Himalayas. The region to the south of the McMahon Line and to the west of the Subansiri River was virtually left blank on the maps. (Alastair Lamb, The China-India Border: The Origins of the Disputed Boundaries, fn., p.141. For photocopies of the original maps of the McMahon Line, see Reference Map 6 attached to Premier Zhou Enlai's letter to heads of Asian and African states dated 15 November 1962.) Thus the border between the two countries was drawn on a crude map done by the British on their own without consulting the Chinese side. It was indeed unprecedented for a border line drawn in such a way to be taken as a defined international border. Tibet had always been a part of China and had no power to conclude treaties. Hence the so-called McMahon Line, undoubtedly illegal and invalid,

has never been recognized by any Chinese government. Premier Nehru noted at the Indian House of the People on 17 March 1959. '*As far as I know, no country has recognized an independent Tibet. We certainly have never done so*.' Again, on 8 October of the same year, he pointed out at a press conference: '*The McMahon Line was something imposed there by an external party*.' Such being the case, how can the Indian government force China t accept an illegal border line like this?

III. The region to the North of the Eastern sector of the traditional customary border belonged to China, the British had never exercised jurisdiction there.

The Monyul, Luoyu, and Lower Zayul districts to the north of the eastern sector of the traditional customary border have always been a part of China's territory. Residents of these districts are Tibetan nationality. In an article published in the British *Journal of the Royal Central Asian Society* in 1950, J. P. Mills, who was once a tribal affairs adviser to the Assam governor talked about the difficulties in dealing with tribesmen in these districts. He said:

The major (difficulties) *that India is facing are that these tribes which are planned to be annexed* (into India)*, from a natural point of view, belong to Tibet rather than to India. They are Mongoloid by race and language. All these tribesmen speak the languages of the Tibeto-Burman family, which have nothing in common with the Assamese and Aryan languages. As a result*…(all these tribes) *incline to Tibet in terms of their culture and social mentality.* (J. P. Mills, 'Assam Tibet Border Issue', *British Journal of the Royal Central Asian Society*, 1950, pp. 154-58.)

In another article published in the same journal in 1944, Robert Reid, who had been governor of Assam from 1937 to 1942, noted: '*From any angle they are not Indians. They are not Indians in terms of their origins, languages, physical appearance, customs, or views*.' (Quoted from Alastair Lamb, The China-India Border: The Origins of the Disputed Boundaries, Originally published in *British Journal of the Royal Central Asian Society*, 1944, p. 174.) This region had belonged to the Tibetan Tufan Dynasty more than 1,000 years ago. Tibetan political and economic systems were implemented there in the fourteenth century. The local Tibetan government exercised jurisdiction there from the mid-seventeenth century. In the early eighteenth century, the local Tibetan government divided Monyul District into thirty-two administrative areas called 'Cuo' or 'Ding' and appointed officials to collect taxes and exercise judicial power there. All these administrative measures were maintained until the early 1950's. the district of Luoyu was originally under the Tibetan Bomi authorities and was later transferred to the Baimagang authorities. It was placed under

the jurisdiction of Motuo Zong in 1927 after a rebellion mounted by the Bomi tribal chief was suppressed. The district of Lower Zayul was governed by Sangangqu Zong of Qamdo region. Administrative institutions called 'Cuo' and 'Ding' were extensively maintained in Luoyu and Lower Zayul, which did not stop paying taxes or rendering corvee to the Lhasa authorities until 1946.

Evidences of the Tibetan local authorities' administration over these districts can also be found in the published archives of the British Indian Affairs Office and the British Indian government, as well as records made by British officials who visited these districts. For example, in a letter sent to the British newspaper The Times on 7 September 1959, Bailey, a British captain who had visited Tawang in 1913, noted: 'When we arrived at Tawang, we found that the place was purely under Tibetan jurisdiction.' G. S. Lightfoot, another British captain who visited Tawang in early 1936 reported to the British Indian government on 29 May of the same year: Zongbens (1350 2609) appointed by the Tibetan government collected taxes and exercised judicial power in various areas of Monyul District, and 'the residents of Tawang Zong in particular definitely believe that they are under the jurisdiction of the Tibetan government. There is no doubt that the Tibetan government is virtually governing Tawang District and levying taxes there-that government's authority has been extended southward through to Darrang Zong.' In his letter attached to this report, which was sent to the British Indian Office on 17 August of the same year, the Foreign Affairs Secretary of the British Indian government pointed out: '*the Lhasa government not only receives taxes from these areas but in fact appoints officials to Tawang and its vicinity. All local residents there consider themselves subjects of the Tibetan government*.' (H. K. Barpujari, *Problem of the Hill Tribes: North-East Frontier*, Vol. 3, pp 240-41.) In 1937, Assamese Governor Reid said in a report submitted to the British Indian government: 'Tawang has always been under Tibet's control, no residents there have the idea that they are not subjects of Tibet.' The minutes of a meeting held in Assam's capital city, Shillong, on 1 August 1940 mentioned that the Tibetan government was collecting taxes from Karko, Simong, and other areas of Lower Zayul and Luoyu at that time. (H. K. Barpujari, *op. cit.*, Vol. 3, p. 256.) On 3 July 1944, the Political Officer of Sadiya reported to the Assamese governor that a British sentry post newly set up in Walong had been demolished by local Tibetans, and Tibetan officials continued to collect taxes there. (H. K. Barpujari, *op. cit.*, Vol. 3, p. 263.)

Although the British waged so-called 'expeditions' against certain tribes and a few British officials visited some places in this region without permission, Britain never exercised jurisdiction over this region. As pointed out by the American scholar Alfred P. Rubin in his article 'Disputes Over the

China-India Border': 'Incidental skirmishes and minor events caused punitive expeditions, and that's all. This cannot be interpreted as an expression of jurisdiction…it is apparently doubtful whether such punitive expeditions could be cited as evidences of a certain degree of effective permanent British administration.' World War I broke out soon after the Simla Conference. Since Britain was busy with the war in Europe and its own economic problems, it did not take any further actions against this region. The 'McMahon Line' was fabricated in 1914. But it was not until 1937 that the British Indian government marked the line as an 'undefined international border line' on its official map. In 1938, the British published the secret notes exchanged between Britain and Tibet and at the same time, had Volume 14 of the 1929 edition of *Aitchison's Collection of Treaties* reprinted, incorporating some spurious information. The part entitled 'Chronicle' of this forged edition told the lie that the Simla Conference did 'try to reach an agreement on the international status of Tibet, especially the relations among the three governments and the Tibet-China borders,' and that Britain and Tibet had demarcated 'the India-Tibet border near Assam and the Burmese border area.' For a long time the British did not dare to go beyond the eastern sector of the traditional customary China-India border, and it was only in the later period of World War II that they sent troops to cross the border to occupy a small portion of this region that belonged to Tibet of China. In his book Himalayan Barbary, C Von Furer-Haimendorf a special correspondent and adviser to the Assamese governor, noted: 'In early 1944, the Indian Government's influence only reached a few miles short of the Inner Line.' (C. Von Furer-Haimendorf, *Himalayan Barbary* (London, 1955), p. 230.) it was in 1944 and 1945 that Britain began to send troops to invade some areas under the jurisdiction of Dalong Zong and Darrang Zong in the southern part of Monyul and Karko, Simong, and other areas of Luoyu District, and occupied Walong of Lower Zayul for a while. In the early 1950's, while China was engaged in the War to Resist US Aggression and Aid Korea no PLA units could be deployed to guard the eastern sector of the China-India border. Using this opportunity, the Indian government forcibly occupied the vast region south of the 'McMahon Line.' The then Indian Prime Minister, Nehru virtually admitted that Britain had never exercised jurisdiction over the region. He remarked in the Indian House of the People on 29 March 1963: 'At that time the British virtually showed no interest in the region.' He also noted in an address to the Indian Parliament in 1956: 'It was only 6 or 8 years ago that a certain degree of administration was introduced into this region.' He said in the Indian House of the People on 22 December 1959:

We have done a rather outstanding job in the Northeastern Border Special Zone. (Editor's Note: This zone denotes the above mentioned Chinese territory north of the eastern sector of the traditional customary line.) *The British have failed to accomplish anything in this region over the*

past several decades. Their work has been a complete failure, while ours has been outstanding. We have not only expanded our administration there but have started communications projects, run schools and hospitals, and developed agriculture among those people who are tough to deal with.

Since most of this region was encroached upon by India only in the early 1950's, there is an even stronger reason for the Chinese and Indian sides to seek a reasonable settlement through negotiations.

IV. 'McMahon Line' is not a natural boundary but an artificial division of China's territory.

The Indian government said: The McMahon Line 'is an official expression of this region's natural traditional ethnic, and administrative border,' 'the watershed formed by the ridge of the Himalayas is the natural border that has been accepted by the peoples of both sides.' However, as everyone knows, the watershed is merely one of the geographical criteria, but not the unique decisive factor guiding the demarcation of a border. Many countries' borders are not demarcated with watersheds. For example, India's borders with Nepal, Bhutan and Sikkim run along the foot of the Himalayas. As a matter of fact, the border between Assam and the Monyul District of Tibet of China demarcated by the British in 1872 was an extension of the Assam-Bhutan border that was being demarcated at that time. While emphasizing the rule of demarcating a border line with the watershed the British were using this view as a pretext to cover up their expansionist strategic intentions. British scholar Professor Alastair Lamb pointed out in his book *British and Chinese Central Asia: The Road to Lhasa 1767-1905*: 'The traditional frontier corresponded exactly with the watershed, which…was adopted by the British…as a convenient formula for settling boundaries… was based on expediency, not history.' (Alastair Lamb, *British and Chinese Central Asia: The Road to Lhasa 1767-1905* (London, 1960), p. 225.) What should be particularly pointed out is that the 'McMahon Line' definitely was not demarcated truly along the watershed. In his book The McMahon Loine, Alastair Lamb noted that there are at least six major rivers, among them the Yarlung Zangbo Jiang, the Zayul River, the Subansiri River, and the Nyamjang Chu, flowing through the Himalayas from the northern to the southern side. 'The true watershed between the Indian plains and Central Asia would lie north of the Tsangpo (another spelling for Zangbo) and its tributaries, and a boundary following this line would include Lhasa , Shigatse and Gyantse, and most of the towns of Central Tibet within India.'

The McMahon Line, the final form of this boundary, therefore, did not, in fact, follow the main

India-Central Asia watershed. Rather, it was drawn along a series of watersheds between the valleys of the major rivers that had their sources to the north of the line of the highest peaks of the Himalayan range. In several sections of the alignment McMahon and his advisors were obliged to decide between two or more watershed lines. There was nothing inevitable about the definition of McMahon line in detail: This was the result of a series of British decisions. (Alastair Lamb, *The McMahon Line* (London, 1966), Vol. 2, pp. 533-34)

In his new work Political Frontiers and Boundaries, Professor J. R. V. Prescott of the Department of Geography of Melbourne University of Australia said that on many sections the Himalayas' ridges do not coincide with watersheds. The McMahon Line does not consistently follow the primary and secondary watersheds or ridges. 'Therefore, one can hardly fail to reach such a conclusion: The alignment of the McMahon Line is a result of some arbitrary decisions, and the Indian Government is making every effort to gloss over these arbitrary decisions with the misleading general principle of watershed.' Prescott also pointed out that although opposite water flowing directions are an intrinsic feature of the watershed, India has provided a non-scientific definition that a watershed is the source of a river 'most of whose water flows into two countries.' 'So you can hardly understand how the water volume can be measured when a river basin, say the Subansiri or Lohit River Basins, is shared by two countries.'

The 'McMahon Line' is not a natural border line, but a man-made division. Mills, who was the tribal affairs adviser to the Assamese governor, pointed out in an article published in the British Journal of the Royal Central Asian Society in 1950: 'These tribes, which are planned to be annexed (into India), from a natural point of view belong to Tibet rather than to India…the deficiency (of the McMahon Line) lies in that…in fact it is not a natural border.' In a letter to the Secretary of the Foreign Affairs Office of the British Indian government dated 2 August 1940, the British Political Officer to Sikkim, B. J. Gould, said that the British delegates to the Simla Conference ignored the local ethnic and political condition when demarcating the McMahon Line, and thus many places have been put on the southern side of the line, among them are

Tawang, Darrang Zong, and Dalong Zong…Like Chunpi Valley, this whole region belongs to Tibet in nature. The British have divided the Bomi tribal chief's territory in the Siang River Valley (of Luoyu district) into two halves. As for the Zayul (Lohit) River Valley, they have driven the line through an area which, from a natural point of view, belongs to Rima (that is, Zayul), although they have let Rima remain within the boundary of Tibet. (H. K. Barpujari, *op. cit.*, Vol. 3, p. 257.)

The perfunctoriness embodied in the demarcation of the McMahon Line was noted by the Indian Survey Bureau-when it began to draw that line on the map in 1938. The then Indian Survey Bureau director did point out that many things in this line were incorrect and not in keeping with common practice. An article entitled 'What Did McMahon Create?' published in the British weekly *Economist* of 23-29 May 1987 pointed out:

The fundamental difficulty lies in the fact that this border line running through remote and desert mountains was demarcated in a rough and slipshod way by British officials in Simla around 1913 and 1914. the McMahon Line, stretching from Bhutan to Burma, is more than 700 miles long. It was said to follow a line formed by the tops of the tallest peaks. But no one could tell which peaks are the tallest or which valleys incline there…Disputes arose over the Sangduoluo River basin in July last year. They (the Chinese) claimed that the Sangduoluo River is on their side behind the line of effective control (for this section, the line of effective control coincides with the McMahon Line) …Around this spot the McMahon Line is rather ambiguous. The river basin lies to the north of the line and to the south of the highest ridge in that region. But the line is said to follow the highest points.

How can such a messy heritage left over by the colonialists be taken as the natural border line adopted over the last several centuries?

The making of the 'McMahon Line' and the representations made by China also indicated that this line is a product of an aggressive policy. Both the demarcation plans submitted to the British government by Indian Viceroy Minto in 1910 and by another Indian Viceroy, Hardinge, in 1911 did not include Tawang District within the Indian boundaries, since both viceroys agreed that this region undeniably was part of Chinese Tibet. In their plan the border was drawn from the Se La Range. In June 1912, the Chief of Staff of India put forth a programme to push the border line forward so that Tawang, or even a large part of Tibet north of Tawang, would be included in India's territory. (Alastair Lamb, *The McMahon Line*, Vol. 2. p. 534.)

The decision to push the 'McMahon Line' northward to include Tawang was made midway through the Simla Conference. And McMahon himself changed his mind several times before a final decision was made. In October 1913, he suggested in a memorandum that Britain should respect Tibet's sovereignty over the whole Tawang district. In November, he decided that the border line should pass about 20 miles south-east of Tawang. Then in February 1914, it was finally decided that

the border line should be demarcated 12 miles north of Tawang. (Maxwell, *Indian War Against China* (Penguin, 1972), pp. 32, 33, 38, 39) As everyone knows, Tawang is the capital city of Monyul District; it was at Yusong of Monyul that Dalai Lama VI, Cangyangxicuo, was born; and the Tawang Monastery is one of Tibet's most well-known monasteries which has maintained close ties with the Zhebang Monastery in Lhasa. Therefore, it is completely unreasonable to include Tawang to the south of the border line. Many years later, on 4 December 1944, the British Political Officer in Sikkim, B. J. Gould, declared in a memorandum to the Tibetan local government: 'Our government will accept a change in the border so that the new boundary will start from Se La, to the south rather than to the north of Tawang.' (Archives of Tibetan local government. Also see H. K. Barpujari, *Problem of the Hill Tribes: North-East Frontier*, Vol. 3, p 262.) On 18 April 1945, the Tibetan local government made written representations to the British officials in Lhasa to complain about an invasion by British troops of Gelatang under the jurisdiction of Dalong Zong in the southern part of Monyul and Walong of Lower Zayul. The letter strongly asserted:

So far no progress has been made in the 'China-Tibet peace negotiations' in which Britain is acting as a mediator. The (Simla) Treaty never explicitly stipulated that this region was to be ceded to Britain. In the past 30 years or so since the year of the Wooden tiger [1914], there have been no negotiations on this territory. New disputes have unexpectedly arisen this time because of your claim that this Tibetan territory is owned by Britain. We, on our part, definitely do not accept this claim. If you do not immediately withdraw your troops from Gelatang and Walong, your behaviour will be regarded as not different from that of a big tiger eating a little tiger. And this will certainly give Britain a bad name around the world. (Archives of Tibetan local government. Also see H. K. Barpujari, *Problem of the Hill Tribes: North-East Frontier.)*

In 1946, Gould reassured the Tibetan local government that his government would accept a change in the border so that Se La would be the western end of the border and Tawang would be returned to Tibet. The Tibetan local government showed no interest in the British offer of a little concession in exchange for a legalized 'McMahon Line.' In July, September, and November 1946 and January 1947, the KMT Government presented notes to the British Embassy in China protesting the British encroachement on Chinese territory to the south of the 'McMahon Line', then, in February 1947 it presented another protest note to the Indian Embassy in China on the same matter. On 18 November 1949, Lo Chia-lun, the then Ambassador of the KMT Government, which still maintained diplomatic ties with the Indian government at that time, presented a note to the Indian Foreign Ministry to reject the Simla Treaty that the Indian government held to be valid. In addition, New

China has repeatedly voiced its view that the China-India border is undefined, and has always refused to recognize the illegal 'McMahon Line'. In early February 1951, when India occupied Tawang by force, the Tibetan local government advised Indian officials in Tibet:

It is much to our regret that the Indian Government has taken as its asset something that does not belong to it. Such a practice is absolutely unacceptable…you are requested to immediately advise the Indian Government through the Political Officer in Sikkim to withdraw all its troops from Tawang as soon as possible. How can this 'McMahon Line,' an illegal border line which carved up China's territory and aroused serious disputes between China and India, be regarded as a 'natural, traditional, ethnic, and administrative border' between the two countries'?

China and India are two neighbouring powers. The two countries maintained friendly and cooperative relations between them in the 1950's and both are engaged in the arduous task of national reconstruction, which demands a long-term peaceful international environment. In recent years, the relations between the two countries have gradually improved. Both governments say they would like to settle the border issue, and their officials have met many times to seek such a settlement. China-India border disputes can be resolved through friendly consultations in light of the historical background and the current actual situation. But an attitude based on mutual understanding and accommodation is needed in the course of negotiations. Progress can hardly be made in the negotiations if one side insists that the other side should make unilateral concessions. (…) the controversy over the China-India border is a complicated issue involving historical, geographical, and legal facts. But, in the final analysis, the border issue has to be solved politically, in other words, the two sides must seek a settlement in light of the fundamental interests of the two countries and their peoples. (Reproduced from *International Affairs*, F 1315-CHI-88-831.)

Document 37. *China Report*, Volume XXIV No. 2, April-June 1988, 13th National Congress of CCP and Perspective of India-China Relations.

Speech by the Chinese Ambassador at the Krishna Menon Society on 31 January 1988. (pp 201-209)

(…) The topic for today is -the emerging role of China on questions of peace and development. It is really too big a subject, covering not only China's economy, political development, and long-term strategy but also its foreign policy, its relations with neighbouring countries, with India in particular. I am afraid I can hardly do my job well because of the restraint of my limited knowledge despite my forty years' experience in foreign service. Another difficult point is, China's political and economic reform is an on-going process, subject to both experimentation in practice and exploration in theory. (…) What I will try to do is to explain a few points in the own apprehension and expression, which I hope will help you to know present-day China better. But I also hope that my talk should not be treated as an official statement. In the capacity of an envoy from China, I would have struck to the line of my Government and nothing more. But today as you friend, I feel I can speak more freely. (…)

1

Now let me begin with the 13th National Congress of the Chinese Communist Party. 1987 has just gone. In retrospect, China's 13th Party Congress was listed among the ten top world events of 1987 by quite a few mass media in the world. I do not think this is something incidental, for the entire world seems to have given high priority to reform, open policy and dialogue, a tendency which is gaining momentum on this planet. In the 13th Party Congress which was held last October, extremely important resolutions and policy decisions were made for further reform and opening up in China. These policy decisions are not expedient measures on short-term basis but long-term policies covering China's development strategy in the first half of the next century or even in the whole of the twenty-first century. Reform will take a long time, so will the open policy. (…) I think the significance can also be viewed in terms of four major transitions. The first transition is that China's leadership has become younger in age (…). The second transition consists of moving our stress from widespread pioneering reform projects to systematically establishing the theory that China is now in the 'primary stage of socialism'. With this theory, we in China have realized that following the completion of the socialist transformation of the ownership of the means of

production and that owing to the low productive forces and underdeveloped commodity economy, China is still in an imperfect, underdeveloped and immature stage of socialism. In other words, it will take China at least a hundred years to cover the primary stage of socialism by energetically developing the social forces of production and a planned commodity economy, so that socialist superiority can be better displayed. The third transition has been designed to lead China from economic to political structural reform. Political reform is placed high on the agenda in order to meet the requirements for deepening economic reform. China's political system is basically sound, but there are some defects such as, lack of distinction between the Party an government functions; over-concentration of power; overstaffing and bureaucratism, etc. Therefore, separating Party and government functions is stressed as the key to political restructuring. In the process of reform, more power will be delegated to the lower levels; the administrative set-up will be streamlined to fit the economic reform; a system of state public servant, which is similar to the Indian civil service, will also be established. The fourth transition has taken place in the economic development. In the past nine years, China has doubled its GNP and by and large solved the problem of food and clothing for its people. We are set to redouble that figure by the end of this century, and with another thirty to fifty years' endeavour, China will be able to join the ranks of the world's moderately developed countries. This will mean that modernization has been basically accomplished and that the Chinese people have begun to enjoy a relatively affluent life.

2

It has been generally accepted that the Party leader Zhao Ziyang's report to the Congress was realistic and based on a clear understanding of China's conditions, that the Chinese leaders are confident about their cause and that the current policies on reform and opening up will continue. [suivent des détails sur les réformes]

4

Dear friends, I now move on to the second part of the topic-perspectives of India-China relations.

When I came to India last July, I heard some people say, the development of Sino-Indian relations would somewhat depend upon the outcome of the 13th Congress of Chinese Communist Party, as if there had been some uncertainties in China's foreign policy before the Congress. I will say, there has been no change at all in recent years as far as China's foreign policy is concerned. It is true that

the Congress focused its deliberations on domestic affairs. But Mr. Zhao Ziyang did touch upon the international situation in his report, although in short paragraphs. He welcomed the agreement reached in principle on the INF treaty between the United States and the Soviet Union and certain relaxation of tension between the East and the West. But he also pointed out that it was merely a first step towards arms reduction, and that the arms race was far from being ended. Not a single 'hot spot' had been cooled down, and the danger of escalation of some regional conflicts was still there. He predicted that it would be a long, difficult and tortuous process to achieve a genuine relaxation of international tension. It is out of this consideration that China will continue to pursue unswervingly an independent foreign policy of peace and expand friendly relations with all countries on the basis of the Five Principles of Peaceful Coexistence. Together with other peace loving countries and peoples, China will work for an international situation that is favourable to peace in the world.

China's relations with India have also been guided by this general principle of its foreign policy. The Chinese leaders have on several occasions pinpointed Sino-Indian relations to the following effect:

China attaches importance to its relations with India. Cherishing the traditional friendship between the two peoples, china sincerely wishes to improve and develop relations with India with a view to long-term friendship, mutual trust, close cooperation and common progress on the basis of Panchshila, the Five Principles of Peaceful Coexistence jointly initiated by our two countries.

China wishes to see an early solution of the Sino-Indian border problem. It should be done through friendly consultations and in the spirit of mutual understanding and mutual accommodation.

Pending a settlement of the boundary issue, both sides should take effective measures to ensure stability and tranquility along the border. We in China do not want to see any tension along the border, still less any incident or conflict.

The boundary issue should not stand in the way of developing relations between the two countries. While working for a solution to the border disputes, we should actively expand our contacts in all fields.

When Chinese Premier Zhao Ziyang and Indian Prime Minister Rajiv Gandhi met in New York in

1985, both leaders committed themselves to building a better and closer relationship based on the Five Principles of Peaceful Coexistence.

There is every reason for China and India to have better relations. Both of us have the oldest civilizations in the world. We shared the same lot when we both were under the imperialist and colonialist domination in history. At present, we are confronted with the common task of modernizing our countries and uplifting our people's living standards. The fast changing international scenario provides us with both a challenge and an opportunity.

However, if we look at the actual situation of our relationship we cannot but be somewhat dismayed. Today, our total bilateral trade merely amounts to around US $ 100 million. There has not yet been a direct air-link between our national carriers. We used to have two consulates-general in each other's country. But so far, none of them has been reopened. These realities do not conform to our status as the two largest developing countries in the world. It is my sincere hope that our two countries come closer in a joint endeavour to bring about an all-round development of our relationship.

5

When it comes to Sino-Indian relations, one will inevitably figure out the boundary problem, which has remained an obstacle in developing our relations for the last three decades. In my view, there are two aspects in the Sino-Indian boundary issue: one is the problem left over by history; the other is the incidents which occurred in the last few years. As for the problem left over by history, China has long stood or a peaceful settlement in the spirit of mutual understanding and mutual accommodation. As far as the incidents which occurred in the last few years are concerned, China has kept reminding the Indian side not to cross the line of actual control and withdraw those personnel who have gone beyond the line. However, I have to point out that so far there has not been much improvement along the border since the 8th round of official talks last November. Since China's disengagement proposal has not yet been responded in real actions by the Indian side, the border situation today is not so stable, and is even marked with certain hidden danger. We therefore should not neglect the gravity and urgency of this reality. The settlement of the boundary issue does require political wisdom and statesmanship from both sides. But before that comes around, peace and tranquility must be maintained. On the part of China, we do not want to see any negative impact on our relations by the boundary issue, since we have to keep in mid the fundamental interests of

our two countries and peoples. If tension along the border can be defused and the border problem is finally solved in a peaceful and reasonable manner, we shall be very much in a position to focus our attention on even more important issues bilaterally and internationally.

6

Dear friends, 1988 has just started. When a new year arrives, it brings us new hope as well as challenge. The present international situation can be simply put this way: US-Soviet relations tend to move towards relaxation but their rivalry for word domination will not stop; the world economy and global politics is moving towards multi-polarisation; political dialogue is on the upswing, and so is the struggle in the economic scientific-technological and diplomatic spheres, hot spots are not likely to cool down soon; reform has become a tendency throughout the world, yet the volatile and off-balanced economy is posing a great challenge to the people, particularly the people of the Third World.

Facing a fast changing international situation, we should sense the urgency and gravity. On the one hand, the force of peace in the world is increasing. On the other hand, all the factors detrimental to world peace still exist. Economic crisis in various forms keeps emerging here and there in the world, compelling us to look for new solutions. India and China are two countries to be reckoned with and their development has a direct bearing on world peace. I can assure all of you that promoting friendly and good neighbourly relations with India is China's established policy. A fair and reasonable solution to our boundary issue can only benefit our relations in all fields. Let us hope that Sino-Indian relations will grow better and stronger in the days to come.

Thank you.

38. China Report, Vol. 25 No. 2 (1989) Prime Minister Rajiv Gandhi's Visit to China, Address at Qinghua University, p 187-197.

Following is the full text of Prime Minister Rajiv Gandhi's address at the Qinghua University, Beijing on 21 December 1988.

"I am delighted at this opportunity to visit this renowned university. It is a symbol of what modern China has achieved, a symbol of the Chinese pursuit of excellence.

Thirty-four years ago, my grandfather, Jawaharlal Nehru, came to China as a messenger of peace and goodwill. Between India and China that spirit is now being rekindled.

The coming together of India and China in the early fifties was a development of historical international importance. Not only did it presage friendship between the two most populous nations of the world, counting between them a third of all humankind, it represented what was for the time an almost unique example of two great nations, with two totally different economic and social systems, coming together to give a practical demonstration of peaceful coexistence among different systems. Placed in the context of the epochal change brought about in the world by the independence of India and the liberation of China, among the most important events of the mid-point of the twentieth century, the friendship which Jawaharlal Nehru sought with China was a friendship that could fundamentally affect the destiny of humankind.

Apart from the immense potential for world peace and cooperation implicit in peace and cooperation between India and China, there was also the imperative of facing together the common problems with which both countries were confronted. We were both ancient civilizations, with memories going back into the deepest recesses of the distant past, who had undergone a prolonged period of national trauma caused by the strangling of our freedoms, the parceling out of our economies, the stultification of our social and moral progress. We both saw the liberation of our nations not so much as the culmination of a struggle but as the beginning of an opportunity to serve our people, build our economies, transform our societies and take our countries forward.

Through the period of our struggle for freedom and your struggle for liberation, India and China viewed developments in each other's countries with deep sympathy and understanding. Our great national poet, Rabindranath Tagore, started a China Bhavan (the House of China) at his universal

university Viswa Bharati, at Santiniketan, of which I now the honour to be chancellor. Our involvement in your liberation struggle found expression in the immortal mission which Dr. Kotnis led to China. Jawaharlal Nehru envisaged friendship between India and China as a major pillar of the post-colonial world order.

India and China worked together for peace in Asia and the world when they first emerged from the thralldom of imperialism. Together we saw that the world order was vitiated by confrontation, by a lack of respect for the sovereign equality of nations, by intolerance of alternative national systems for the organization of political, economic and social life. We saw that our newly won independence would be secure only in a world which had liberated itself from the assumptions and prejudices of the past.

A striking example of the persistence of past prejudice was the refusal to recognize the People's Republic of China, the culmination of the great revolution which had swept China. India was among the first to recognize the great and welcome change that had burst upon your country.

Those who refused to recognize that the China of the Opium Wars had been consigned to the pages of history began menacing the new China from different directions and in different ways. Through this period of tribulation, India stood by China.

Another manifestation of the persistence of the old ways into the new era was the attempt which was made to restore the colonialisms that had crumbled during the Second World War. The attempt was doomed, but not before hundreds of thousands had perished in this dangerously reactionary endeavour. The agony was most long drawn out in Indo-China. India and China, representing the resurgent voice of resurgent Asia, worked towards ending colonialism everywhere, taking the world from under the shadow of the past into the sunlight of the new era.

Together, India and China articulated a new philosophy summed up in the Panchsheel, the five principles of peaceful coexistence: respect for territorial integrity and sovereignty; non-aggression; non-interference; equality and mutual benefit; and peaceful coexistence.

There have been many momentous events in the three-and-a-half decades that have gone by since we jointly adopted these principles. We have had serious differences among ourselves, leading at one stage even to armed conflict. We have not always been of one view on international issues.

In contrast to the warmth of our friendship and a shared sense of purpose which marked our joint endeavours in the early years, the last thirty years or so have been a period of estrangement. Contacts between us have been sharply reduced. Information about each other has become the preserve of scholars instead of being the knowledge of people. A sense of persisting differences prevailed over the early sense of common perceptions and common goals. Despite this, India and China held similar views on a number of matters of international importance and India continued to support China on such crucial issues as the restoration to China of its rightful place in the United Nations system.

We have seen vast progress in each of our countries. Where once there was a China of famines and shortages, now there is a China self-reliant in feeding its people. Where once there was a China with but nascent industry, now there is a China looking with confidence and conviction towards becoming one of the world's major economic powers in the twenty-first century. At one time, China suffered from low levels of literacy, backward looking social practices and rapid population growth.

Now there is a China respected the world over for what it has achieved in giving education to its people, promoting social progress and different spheres of human endeavour, and making a remarkable effort at population planning.

India, too, has undergone a major structural transformation. We, too, have overcome our vulnerability to famines and food shortages and are now self-sufficient in foodgrains production. Our industry has developed from its earlier fledgling stage. Today, we have a broad industrial base with a highly diversified industrial structure. In education, we have steadily increased our literacy rates and we aim at universal elementary education by the beginning of the next decade. Social progress has been evident in such areas as the removal of untouchability, affirmative action in favour of disadvantaged sections of society, education for girls and the integration of women into the mainstream of the nation's progress.

Both our countries have given high priority to the development of science and technology. Your achievements in space are truly remarkable and justly admired. You are doing important work in frontier areas of superconductivity, medicine and biotechnology. We in India are also working in these areas. We are among the few countries which have developed remote sensing satellite technology for the management of natural resources. We have made useful advances in many areas

of industrial and defence electronics and material sciences. In telecommunications, we have developed our own digital switch system. Both of us have significant capabilities in the field of software development including work in the most sophisticated areas. There are possibilities of India and China undertaking joint research in critical areas of electronics.

While there is comparability and complementarity between what we have achieved, it is interesting that we have achieved what we in ways that are remarkably different one to the other.

The three pillars of India's modern nationhood are parliamentary democracy, secularism and socialism.

We have a multiplicity of political parties and elected legislatures at the central and state levels, in addition to elected local bodies. Governments are formed by the party or combination of parties constituting a majority in the legislature and are, in turn, responsible to the legislature. At periodic intervals, normally of five years, the electorate renews or changes its mandate. Our system allows for different parties to come to power at different levels at different times. It also allows for different parties to rule at the centre and in the states and in the local bodies at the same time. Equal rights are guaranteed by our Constitution and assured by our democratic process to all minorities, religious, ethnic, linguistic. Our judiciary is independent of the executive. Our press is free to report, comment and criticize. We believe that freedom of expression and the free exchange of views are not only intrinsically valuable but have also promoted stability in our society by furnishing safety valves which forestall social and economic pressures before these trigger off an explosion. Democracy has enabled us to maintain a steady course through four decades of rapid change.

The second pillar of our state is secularism. It is a word with different connotations in different languages. We mean by secularism that the state in India does not interfere in the religious practices of its citizens, nor does it encourage the mixing of religion with politics. The state has no religion. At the same time our state respects the religious sensibilities of our people, values the spiritual and cultural strength which religion imparts, and ensures full freedom of worship and propagation for all religions. Nearly 20 per cent of our population belongs to various religious minorities, the largest of these being the Muslims. All our religious groupings have a high and honoured place in our society, with the assurance that no section of our people will be discriminated against on grounds of religion. Special programmes have been put in place to assist minorities in need of special

assistance.

Socialism in India is indigenous to our experience and our conditions. It is not a dogma. It is responsive to changing circumstances. It had the resilience to develop with time. The focus of our socialism is the uplift of the poor, succour to the weak, justice to the oppressed and balanced regional development. To attain these ends, we believe the state must control the commanding heights of the economy, and that self-reliance should be the first principle of development. We stress that the pattern of progress must be so designed as to give all parts of the country equitable opportunities of growth and all sections of our people an equitable share of the fruits of development. Our emphasis on balanced regional growth and our accent on the reduction of social disparities have meant leavening the imperatives of growth with considerations of equity. Our socialism sees the thrust of the development effort as growth with social justice.

Our development strategy is one of planning for a mixed economy. The state sector is predominant in core and heavy industry and also in much of infrastructure, but most of light industry and all of agriculture is in the private sector. Our development objective is the modernization and transformation of our economy with an overriding priority to the elimination of poverty. Planning in a democratic framework necessarily places great importance on evolving a consensus on goals and instruments. At times, this imposes constraints in the larger interest of democratic consensus and participation.

This strategy has served us well. We have succeeded in setting our economy on an accelerating growth path. Agricultural productivity and production have increased steadily and the vulnerability of agriculture to the weather has been reduced. Industry is now growing rapidly. We hope to accelerate our growth further in the next decade. Foodgrains output will be doubled over the next ten to fifteen years. Our perspective plan envisages the eradication of poverty and unemployment by the end of the century.

But many problems remain. Our rate of growth of population remains too high. While impressive increases in foodgrains production have been recorded in many parts of our country the task ahead is that of spreading this green revolution to new areas and to new crops. We have to diversify agriculture and promote greater value addition. We have to make our industry more efficient and competitive, with better products and higher quality. We believe that much sharper domestic competition is necessary to ensure this. It is also necessary, progressively, to open up our industry to

the pressures of international competition.

To tackle these problems, we in India have taken, as you in China have done, new steps and new initiatives in economic policy, while remaining true to our basic principles. We have embarked on a process of planned liberalization giving much greater autonomy to our public sector enterprises and greater flexibility to our private sector to invest, expand and upgrade technology. Indian industry has reached a stage where it must increasingly integrate with the world economy in terms of technology, quality and cost competitiveness. We are encouraging foreign investment where it can help our efforts to modernize. We are also trying to decentralize planning and decision making to secure better results. This is especially important for our strategies of rural development. A key element of this strategy is increasing people's participation in the planning process.

In this context, your own bold experiments in economic reform are of special interest to us. They have already produced rich dividends for China. We believe we have much to learn from your experience. Some of what we are doing in India may also be of interest to you. No two developing countries are more similarly placed than yours and ours. Despite differences in philosophies of planning and methods of management, India and China can give and take a great deal from each other. We believe you share this view.

I represent a new generation in India. I was but a boy in the hey-day of Sino-Indian friendship. I was still a young man when differences were converted into conflict. I have grown in a world which has not benefited but only been disadvantaged by estrangement between India and China. I have come to office with the firm conviction that, between ourselves, we must make a new beginning. I am heartened that the Chinese leadership is more than prepared to put behind us past rancour and past prejudices. I am heartened that we are both prepared not to be mired in the past. As we enter the last decade of he century, India and China are called upon to look forward not behind, to reach out to new horizons, to seek new vistas of friendship and cooperation, to explore new paths of benefit to each other and of benefit to the world.

I do not believe our joint advocacy of peaceful coexistence was either a coincidence or an accident of history. It arose out of certain perceptions which had grown out of our historical experience. I would like to dwell a little on this.

The distinguishing characteristic of the civilizations of India and China is not so much their

antiquity as their continuity. Nevertheless, specific interactions between our civilizations have not been continuous despite the thousands of years that our respective civilizations have run a parallel course of continuity. The exchanges were, perhaps, at their most intense during the period of the three kingdoms in China when there was much trade and travel between India and China, when Indian art influenced Chinese art, when the artifact and products and technology of China came to India. For centuries, Indian ports were a regular point of call for Chinese ships. The prosperity of the Chola empire in southern India was largely based on their trade with China. Till today, the fishing nets of Kerala, on the southwest coast of India, are called Chinese nets and designed on the Chinese pattern. This phase in our mutual exchanges was bracketed by the accounts left behind by two of the greatest Chinese travelers to India: Fa Xian in the fourth century AD who visited our university at Nalanda, which housed a large Chinese community, and Xuan Zang in the seventh century AD, who was a guest at the court of our last great Buddhist emperor, Harshavardhana.

It was the message of the Buddha that led to an awakening of awareness and an intensification of exchanges between our two great civilizations. It has given us insights into the human condition which are more profound and long-lasting than would be indicated by a mere cataloguing of when Bodhidharma sailed to Canton or Yi Qing came to India. drawing on hese insights, Jawaharlal Nehru declared here in Beijing thirty-four years ago, '*Fear and hatred and violence have darkened man's horizon for many years. Violence breeds violence, hatred degrades and stultifies. And fear is a bad companion*.'

It is, perhaps, such insights which enabled our two contemporary systems, so different from one another, to formulate common principles for the sustenance of the new world order which, together, we sought.

Another characteristic of our civilizations which perhaps led us towards the concept of peaceful coexistence was our millennial experience of synthesis. It helped us recognize that the modern world demanded understanding and respect for the diversity of political and economic systems the world over. While others sought to impose uniformity by persuasion or force, India and China spoke up for coexistence among different social and economic systems. It was an affirmation made by two ancient civilizations, now turned into two modern states, but following very different social and economic systems.

I am conscious of the fact that, although India and China were the architects of the five principles of

peaceful coexistence, our own relations have not always conformed to these principles. We have had differences of perception and differences of opinion. Yet, what must not be forgotten in a listing of differences is a listing of commonalities in our world outlook.

There has been significant parallelism in the views expressed by India and China on a wide range of issues relating to world security, the international political order, the new international economic order, global concerns in regard to the environment and space, matters of momentous significance such as the law of the sea, and the Antarctic treaty, information and communication, culture and art.

There are and have been differences but, considering the fact that India is a member of the non-aligned movement and China is not, that India is a member of the Group of 77 and China is not, that India is not a nuclear weapon power and China is, it is significant that there is such a wide area of commonality between our points of view and so much scope for further dialogue for the attainment of shared objectives.

Now, as the spirit of the mid-fifties is rekindled, the time has come to end our estrangement and make a new beginning. We must find an acceptable solution to the border question within a realistic time-frame. This can be achieved in an atmosphere of mutual confidence. He border issue is a complex one, touching as it does upon the emotions and sentiments of our people. These aspects have salience, in China too. We need patience, wisdom and statesmanship to resolve the issue to the mutual benefit of our peoples. The core of any solution that may emerge is mutual acceptability. We should jointly endeavour to find such a solution in order to put relations between India and China on a solid basis. We are determined to move in this direction. It is important that while we search for a solution, peace and tranquility are maintained in the border areas. I have every hope that during this visit we will, together with our Chinese friends, build a better political climate for the solution of the border issue.

Cooperation between India and China should be expanded significantly. Trade between us is far below the potential of our economies. Cooperation in science and technology is still to take off. I believe that economic, scientific, technological and cultural cooperation between the two countries will greatly contribute to better understanding between our peoples and our governments, and will indirectly help us in solving complex problems.

We are at an important conjuncture in world affairs. There is a palpable relaxation of tensions and

evidence of dialogue replacing confrontation.

The people of Namibia are at long last on the verge of securing their freedom. Their struggle for independence has been a saga of courage and dignity. However, in South Africa, the abomination of apartheid persists. We demand comprehensive, mandatory sanctions against Pretoria under Chapter VII of the United Nations Charter, failing which we apprehend an unprecedented bloodbath in the struggle to end this iniquity.

There has been a radical turn of events in West Asia. A Palestinian state has been proclaimed. It has been recognized by both China and India and other peace-loving countries the world over. We are glad that dialogue has begun between the United States and the Palestine Liberation Organization. We extend our whole-hearted support to the three-point Palestinian peace initiative put forward by our brother, Chairman Yasser Arafat. The spirit of tolerance which he as evoked is in keeping with the tradition of Asia and the aspirations of our continent.
In Kampuchea, a solution appears to be emerging which could both end the conflict and forestall the resurgence of the forces of genocide. We would welcome cooperation among all concerned in fostering a just and equitable settlement in Kampuchea which will ensure the independence, sovereignty and non-aligned status of that country, free of outside interference and intervention.

In South Asia, a new dawn is breaking. South Asian regional cooperation has made a good beginning. Recent changes in Pakistan, with the emergence of a democratically elected government led by Prime Minister Benazir Bhutto, have opened up encouraging prospects for enduring friendship and goodwill between our countries, reflecting the natural affinities and affection which the people of India and Pakistan have for each other. In Sri Lanka, the accord which I signed with President Jayewardene guarantees the unity and territorial integrity of that country and has brought respect, recognition and a meaningful devolution of powers to the Tamil minority. In the Maldives, our immediate response to the call for assistance from a friendly neighbour in his hour of need has ensured the triumph of the democratic will of the people of the Maldives against the forces of subversion and destabilization. In Afghanistan, we are persuaded that strict respect for the Geneva accord will lead to the emergence of a government based on national consensus, which can ensure the independence, integrity and non-alignment status of the country, provided only there is a complete cessation of all interference and intervention in the affairs of that country.

At this crucial turning point in contemporary history, we must assess afresh the work that India and

China can do, individually and together, in fashioning the new world order which is emerging from the chrysalis of the old.

The two major nuclear weapon powers have agreed in principle that a nuclear war cannot be won and must not be fought. Mahatma Gandhi and Jawaharlal Nehru recognized this in 1945, in the immediate aftermath of Hiroshima and Nagasaki. It augurs well for the future of our world that this perception has now gained wider currency. We are encouraged that this principle has received practical expression in the form of a dismantling of intermediate nuclear forces and the initiation of a process designed to secure strategic arms cuts.

The moot question before us is whether these first-ever steps of nuclear disarmament presage movement [?] the elimination of all nuclear weapons.

Or do these steps merely presage a marginal adjustment in global strategic deployment, perhaps even the shifting of the nuclear arms race into new and ever more dangerous dimensions?

In answering these questions, the task before us is not jus to wait upon events but to influence them. India and China can together do a great deal to ensure that the moves which have now been initiated proceed in the only direction which promises sustained peace and sustainable development. To this end, our first step must be to resuscitate and revitalize our decades-old commitment to the five principles of peaceful coexistence.

There are two basic arguments which sustain nuclear weapons. The first is that as such weapons have been invented, they cannot now be disinvented. The second is the doctrine of deterrence which holds that it is only your capacity to destroy your opponent which forestalls your opponent from destroying you.

The danger of universal destruction through the use of nuclear weapons arises no so much from the fact of their invention as from an international system which concedes their need and legitimizes their possession and use. It is the old order which resulted in the invention of these terrible weapons. We cannot disinvent these weapons but we can certainly alter the world order which has given them legitimacy and tolerated their continued existence.

As regards the doctrines of deterrence, they have not worked in the past because the balance of

power is an inherently unstable balance, which all the parties concerned are all the time attempting to upset in their favour and to the disadvantage of others. For deterrence to be credible, there must be commitment on the use of the instruments of deterrence. But, in the era of nuclear weapons, the use of such weapons will only lead to global holocaust.

Therefore, nuclear disarmament requires not only the dismantling of nuclear weapons but, even more importantly, the dismantling of the mentalities which go with these weapons. We need to evolve generally accepted principles of international security to replace doctrines of deference. We need to evolve systems of conflict resolution which forestall the resort to arms. We need to promote thinking about the world order required to sustain a world beyond nuclear weapons. Advance thinking on these matters is essential. Otherwise, even after nuclear weapons are eliminated, the danger will remain of the world slipping back into the nuclear arms race. That alternative process of thinking could best commence from the five principles of peaceful coexistence which India and China were the first to enunciate.

The alternative process of thinking cannot limit itself to security and the international political order. It must embrace economics, the environment, space and our common heritage. As developing countries, India and China share common concerns about the functioning of the international economic order. The world economy continues to be characterized by inadequacies and imbalances which hamper development in the developing countries. India and China have been hurt much less than many other developing countries but neither of us can afford to be complacent. Both in the area of international finance and in the area of trade, there are disturbing trends which weaken established multilateral institutions and mechanisms. The world pays lipservice to interdependence and cooperation but commitment to these concepts in practice is less evident. These trends are dangerous for the north as well as the south. We must reconstruct a consensus on international economic cooperation. We believe that India and China can work together in international forums to bring about a new international economic order, based on a recognition of global interdependence. Without this, the new international political order would be of little comfort, difficult to attain and impossible to sustain.

In the last decade, political and economic changes have been leading to the emergence of a multipolar world. The European community seems to be firmly set on establishing an integrated European economy by 1992, though unresolved questions still remain. Japan has emerged as a major economic centre whose decisions influence the rest of the world. The inherent strength and

vitality of the American economy, and especially their advanced technology, remain crucial to the international economy. The Soviet Union is restructuring its economy with profound global implications. How these power centres will act and react on each other and how they will impact on the developing world are matters for serious analysis. The intertwining of economic power and military strength could create new security concerns. It is all the more important then that we actively work for a new international order where questions of peace and security are settled through non-violent means.

Another area of international action in which fruitful cooperation between India and China is indicated could be in regard to the environment. We have both suffered the consequences of environmental degradation. We have both worked on programmes designed to make conservation an integral part of the development process. We have both recognized that the cost of preserving the environment is an essential component of the costs are not recognized and paid for now degradation will exact a much higher price than conservation. There is much work we can do together, many lessons we can learn from each other, and something we can add to the world's repository of knowledge by conscious cooperation in the interests of sustainable development.

We are both committed to the peaceful uses of outer space. We have both protested against attempts to misuse space for military applications. We both believe that nothing could be more dangerous than the shifting of the nuclear arms race into this new dimension. We are also both concerned at space being converted into a garbage dump for the technology experiments of the advanced economies. Like the seas and the seabed, space too is a common heritage of mankind. It is a heritage which all of us must work together to preserve.

Between us, we are the repositories of some of the most significant treasures of the human inheritance. We believe in international cooperation to preserve and promote the cultural heritage of humankind. When Unesco came under siege, India and China were together on the same side in defending the organization and asserting its vital role.

Now that the world is beginning to explore the possibility of coexistence in preference to deterrence, of cooperation in preference to rivalry, of interdependence in preference to beggaring the neighbour, of nuclear disarmament in preference to nuclear escalation, it behooves the original advocates of the Panchsheel-India and China-to set themselves up as an example to the world.

I see optimism in both India and China today: optimism about the progress our countries can make, optimism about realizing our goals of development, optimism about the levels of cooperation we can reach, optimism about the work we can do together to restore our countries to their traditional position in the vanguard of human civilization, optimism about the contribution we can make to rebuilding the world order nearer our hearts' desire.

We are summoned by our past to the task which the future holds. We have a mutual obligation to a common humanity. India and China can together give the world new perspectives on a new world order, which will ensure peace among nations and justice among peoples, equity for each and prosperity for all, freedom from fear and freedom from want, a world where we live together in happiness and harmony.
Thank you. (les paroles de Rajiv réitérant la position de Nehru que le Tibet est une affaire intérieure chinoise va provoquer des remous en Inde et des manifestations des tibétains)

Document 39, conférence de presse du 21 décembre 1988, texte de Rajiv Gandhi, remarques initiales.

My wife, members of my delegation and I have been touched by the warmth, hospitality and consideration shown to us ever since our arrival in Beijing on 19 December.

I have held extensive and indepth discussions with Chairman Deng Xiaoping, President Yang Shangkun and Premier Li Peng. These conversations were marked not only by warmth and cordiality but also by the clear desire of both sides to strengthen our bilateral relations.

We recognize that friendly relations between India and China would make a significant contribution to the promotion of peace and stability in Asia and the world.

I look forward to exchanging views with General Secretary Zhao Ziyang later this evening.

We feel that as two large, developing countries in Asia facing similar challenges, India and China should have friendly, god neighbourly relations.

Just over three decades ago, our leaders had jointly authored the five principles of peaceful coexistence. We have agreed that we can and should move ahead in normalizing our relations with an abiding commitment to these principles.

My visit to China and the discussions I have held with the Chinese leaders have laid the foundation for a peaceful, stable and cooperative relationship between our two countries.

We have agreed to remain in touch and exchange views on the entire range of issues that we have discussed.

We have also agreed that annual consultations will take place between the foreign ministries of the two countries at the level of foreign secretary/vice-foreign minister.

This will be raised to the level of foreign ministers if there are any issues that require it to be done so. We are, therefore, now set on a course of strengthening and revitalizing relations in diverse fields to our mutual benefit.

While there has been an expansion in our bilateral exchanges in recent years, there is a significant potential for expanding and diversifying our exchanges and cooperation with China.

We both agreed that there is much we can learn from each other and we intend to do so in the days to come. We have agreed to set up a joint committee at the ministerial level to promote economic, scientific and technological cooperation.

We shall be signing the first-ever science and technology agreement between our two countries, as also an air services agreement tomorrow.

We shall be adding meaningful content and practical steps to implement our cultural agreement in a cultural exchange programme.

Both India and China are agreed that as we strengthen and revitalize our bilateral relations in different fields, we should move ahead purposefully to resolve the boundary question peacefully and through negotiations.

We are also agreed that pending a solution to the boundary question, peace and tranquility should be maintained in the border areas. Our discussions with the Chinese leaders on this issue have been positive and are continuing.

In my discussions with China's leaders, we reviewed regional and international developments.

We agreed that there has been a welcome change in the international environment towards relaxation of tensions. It is, however, important that confrontation and rivalries should be replaced by a firm and universal commitment to the five principles of peaceful coexistence.

My visit has been a turning point in our bilateral relations. We have made a new beginning. I have invited Premier Li Peng to visit India. He has accepted the invitation.

I am most grateful to him for the courtesy and hospitality he has shown me throughout this visit and look forward to reciprocating these when he comes to India.

The excellent arrangements of our Chinese friends made it possible for us to see something of China's culture and development in Beijing. We are looking forward to seeing more when we go to Xi'an and Shanghai.

Document 40 Communiqué joint final sino-indien lors de la visite de Rajiv Gandhi du 19 au 23 décembre 1988.

At the invitation of Premier Li Peng of the People's Republic of China, Prime Minister Rajiv Gandhi of the Republic of India made an official goodwill visit to the People's Republic of China from 19 to 23 December 1988.

Accompanying his Excellency Prime Minister Rajiv Gandhi on his visit to China were Mrs. Sonia Gandhi, Mr. Narasimha Rao, Minister of External Affairs of India, Mr. Dinesh Singh, Minister of Commerce, Dr. B. Shankaranand, Minister of Law and Justice and Water Resources, Mr. K. Natwar Singh, Minister of State for External Affairs and other Indian officials.

Premier Li Peng and Prime Minister Rajiv Gandhi held talks in an atmosphere of friendship, candidness and mutual understanding.

President Yang Shangkun of the People's Republic of China, General Secretary Zhao Ziyang of the Central Committee of the Communist Party of China (CPC) and Chairman Deng Xiaoping of the military commission of the CPC Central Committee had separate meetings with Prime Minister Rajiv Gandhi.

During his visit, the two governments signed the agreement on cooperation in the field of science and technology, the agreement relating to civil air transport, and the executive programme for the years 1988, 1989 and 1990 under the agreement for cultural cooperation. Both the Premier and the Prime Minister were present at the signing ceremony.

Prime Minister Rajiv Gandhi, Mrs. Gandhi and their party also toured historical sites and scenic spots in Beijing, Xi'an and Shanghai.

During their talks and meetings, the leaders of the two countries had a wide exchange of views and ideas on bilateral relations and international issues of mutual interest. Both side found such talks and meetings useful, as they enhance mutual understanding in the interest of further improvement and development of bilateral relations.

The two sides made a positive appraisal of the cooperation and exchanges in recent years in trade,

culture, science and technology, civil aviation and other fields, and expressed satisfaction with the relevant agreements reached between the two countries. They emphasized the scope that existed by learning from each other.

They emphasized that the five principles of mutual respect for sovereignty and territorial integrity, mutual non-aggression, non-interference in each other's internal affairs, equality and mutual benefit, and peaceful coexistence, which were jointly initiated by India and China, which have proved full of vitality through the test of history, constitute the basic guiding principles for good relations between states.

These principles also constitute the basic guidelines for the establishment of a new international political order and the new international economic order.

Both sides agreed that their common desire was to restore, improve and develop India-China good neighbourly and friendly relations on the basis of these principles. This not only conforms to the fundamental interests of the two peoples, but will actively contribute to peace and stability in Asia and the world as a whole. The two sides reaffirmed that they would make efforts to further their friendly relations.

The leaders of the two countries held earnest, indepth discussions on the India-China boundary question and agreed to settle this question through peaceful and friendly consultation.

They also agreed to develop their relations actively in other fields and work hard to create a favourable climate and conditions for a fair and reasonable settlement of the boundary question, while seeking a mutually acceptable solution to this question.

In this context concrete steps will be taken, such as establishing a joint working group on the boundary question, and a joint group on economic relations and trade, and science and technology.

The Chinese side expressed concern over anti-Chinese activities by some Tibetan elements in India. The Indian side reiterated the long-standing and consistent policy of the Government of India that Tibet is an autonomous region of China and that anti-China political activities by Tibetan elements are not permitted on Indian soil.

With regard to the international situation, the two sides held that in the present-day world, confrontation was giving way to dialogue, and tension to relaxation.

This is a trend resulting from long years of unswerving struggle by the peace loving countries and people of the world against power politics. It is conducive to world peace and to the settlement of regional problems. It also facilitates the efforts of all countries, the developing countries in particular, to develop their national economies.

India and China will make their own contributions to the maintenance of world peace, promotion of complete disarmament and attainment of common progress.

His Excellency Prime Minister Rajiv Gandhi, Mrs. Sonia Gandhi and their party expressed heartfelt thanks to the government and people of the People's Republic of China for the warm and friendly hospitality accorded to them.

Prime Minister Rajiv Gandhi has invited Premier Li Peng to visit the Republic of India at his convenience. Premier Li Peng has accepted the invitation with pleasure. The date of the visit will be decided upon through diplomatic channels.

Document 41: CHARTER OF THE SOUTH ASIAN ASSOCIATION FOR REGIONAL COOPERATION

We, the Heads of State or Government of BANGLADESH, BHUTAN, INDIA, MALDIVES, NEPAL, PAKISTAN and SRI LANKA;

1. Desirous of promoting peace, stability, amity and progress in the region through strict adherence to the principles of the UNITED NATIONS CHARTER and NON-ALIGNMENT, particularly respect for the principles of sovereign equality, territorial integrity, national independence, non-use of force and non-interference in the internal affairs of other States and peaceful settlement of all disputes;

2. Conscious that in an increasingly interdependent world, the objectives of peace, freedom, social justice and economic prosperity are best achieved in the SOUTH ASIAN region by fostering mutual understanding, good neighbourly relations and meaningful cooperation among the Member States which are bound by ties of history and culture;

3. Aware of the common problems, interests and aspirations of the peoples of SOUTH ASIA and the need for joint action and enhanced cooperation within their respective political and economic systems and cultural traditions;

4. Convinced that regional cooperation among the countries of SOUTH ASIA is mutually beneficial, desirable and necessary for promoting the welfare and improving the quality of life of the peoples of the region;

5. Convinced further that economic, social and technical cooperation among the countries of SOUTH ASIA would contribute significantly to national and collective self-reliance;

6. Recognising that increased cooperation, contacts and exchanges among the countries of the region will contribute to the promotion of friendship and understanding among their peoples;

7. Recalling the DECLARATION signed by their Foreign Ministers in NEW DELHI on August 2, 1983 and noting the progress achieved in regional cooperation;

8. Reaffirming their determination to promote such cooperation within an institutional framework;

DO HEREBY AGREE to establish an organisation to be known as SOUTH ASIAN ASSOCIATION FOR REGIONAL COOPERATION hereinafter referred to as the ASSOCIATION, with the following objectives, principles, institutional and financial arrangements:

Article I

OBJECTIVES

The objectives of the ASSOCIATION shall be:

a) to promote the welfare of the peoples of SOUTH ASIA and to improve their quality of life;

b) to accelerate economic growth, social progress and cultural development in the region and to provide all individuals the opportunity to live in dignity and to realise their full potentials;

c) to promote and strengthen collective self-reliance among the countries of SOUTH ASIA;
d) to contribute to mutual trust, understanding and appreciation of one another's problems;
e) to promote active collaboration and mutual assistance in the economic, social, cultural, technical and scientific fields;
f) to strengthen cooperation with other developing countries;
g) to strengthen cooperation among themselves in international forums on matters of common interests; and
h) to cooperate with international and regional organisations with similar aims and purposes.

Article II

PRINCIPLES

1.Cooperation within the framework of the ASSOCIATION shall be based on respect for the principles of sovereign equality, territorial integrity, political independence, non -interference in the internal affairs of other States and mutual benefit.
2. Such cooperation shall not be a substitute for bilateral and multilateral cooperation but shall complement them.
3. Such cooperation shall not be inconsistent with bilateral and multilateral obligations.

Article III

MEETINGS OF THE HEADS OF STATE OR GOVERNMENT

The Heads of State or Government shall meet once a year or more often as and when considered necessary by the Member States.

Article IV

COUNCIL OF MINISTERS

1.A Council of Ministers consisting of the Foreign Ministers of the Member States shall be established with
the following functions:
a) formulation of the policies of the ASSOCIATION;
b) review of the progress of cooperation under the ASSOCIATION;
c) decision on new areas of cooperation;
d) establishment of additional mechanism under the ASSOCIATION as deemed necessary;
e) decision on other matters of general interest to the ASSOCIATION.
2. The Council of Ministers shall meet twice a year. Extraordinary session of the Council may be held by
agreement among the Member States.

Article V

STANDING COMMITTEE

1.The Standing Committee comprising the Foreign Secretaries shall have the following functions:
a) overall monitoring and coordination of programme of cooperation;
b) approval of projects and programmes, and the modalities of their financing;
c) determination of inter-sectoral priorities;
d) mobilisation of regional and external resources;
e) identification of new areas of cooperation based on appropriate studies.
2. The Standing Committee shall meet as often as deemed necessary.
3. The Standing Committee shall submit periodic reports to the Council of Ministers and make reference to
it as and when necessary for decisions on policy matters.

Article VI

TECHNICAL COMMITTEES

1.Technical Committees comprising representatives of Member States shall be responsible for the implementation, coordination and monitoring of the programmes in their respective areas of cooperation.

2. They shall have the following terms of reference:
a) determination of the potential and the scope of regional cooperation in agreed areas;
b) formulation of programmes and preparation of projects;
c) determination of financial implications of sectoral programmes;
d) formulation of recommendations regarding apportionment of costs;
e) implementation and coordination of sectoral programmes;
f) monitoring of progress in implementation.
3. The Technical Committees shall submit periodic reports to the Standing Committee.
4. The Chairmanship of the Technical Committees shall normally rotate among Member States in alphabetical order every two years.
5. The Technical Committees may, inter-alia, use the following mechanisms and modalities, if and when
considered necessary:
a) meetings of heads of national technical agencies;
b) meetings of experts in specific fields;
c) contact amongst recognised centres of excellence in the region.

Article VII

ACTION COMMITTEES

The Standing Committee may set up Action Committees comprising Member States concerned with implementation of projects involving more than two but not all Member States.

Article VIII

SECRETARIAT

There shall be a Secretariat of the ASSOCIATION.

Article IX

FINANCIAL ARRANGEMENTS

1.The contribution of each Member State towards financing of the activities of the ASSOCIATION shall be voluntary.
2. Each Technical Committee shall make recommendations for the apportionment of costs of implementing the programmes proposed by it.
3. In case sufficient financial resources cannot be mobilised within the region for funding activities of the ASSOCIATION, external financing from appropriate sources may be mobilised with the approval of or by the Standing Committee.

Article X

GENERAL PROVISIONS

1.Decisions at all levels shall be taken on the basis of unanimity.
2. Bilateral and contentious issues shall be excluded from the deliberations.

IN FAITH WHEREOF We Have Set Our Hands And Seals Hereunto. **DONE** In **DHAKA, BANGLADESH,**
On This The Eighth Day Of December Of The Year One Thousand Nine Hundred Eighty Five.

Hussain Muhammad Ershad
PRESIDENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

Jigme Singye Wangchuk
KING OF BHUTAN

Rajiv Gandhi
PRIME MINISTER OF THE REPUBLIC OF INDIA

Maumoon Abdul Gayoom
PRESIDENT OF THE REBUPLIC OF MALDIVES

Birendra Bir Bikram Shah Dev
KING OF NEPAL

Muhammad Zia-ul-Haq
PRESIDENT OF THE ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN
Junius Richard Jayewardene

PRESIDENT OF DEMOCRATIC SOCIALIST REPUBLIC OF SRI LANKA

Index lexical

A. A. Rahim....**382**
A. C. Mukherjee....**197**
A. K. Dam....**309**
Abdul Hamid Khan....**107**
Abdul Latif....**387**
Abdul Sattar....**395**
Abdus Sala....**342**
Abdus Samad Azad....**61, 424**
Abid Hussein....**309**
Aboul Manzour....**328**
Accord de Delhi....**110**
Accord de Simla....**109, 111, 340, 404, 417**
Accord en dix-sept points....**117**
Accords de Simla....**29**
Acier....**51, 191, 307, 311, 316, 318**
Aciérie de Baoshan....**311**
Action of People Committee....**113**
Addis-Abeba....**147**
Affaire Bofors....**268**
Affaire Fairfax....**268**
Afghanistan..**17, 20, 135, 162, 184, 201, 206, 227, 232, 240, 245, 262, 270, 273, 278, 303, 331, 333, 336, 339, 345, 384, 405, 409, 474, 511, 537, 547, 557, 565**
Agha Shahi....**248, 250, 258, 261, 333**
AICCCR....**6, 32**
Aide alimentaire....**69**
Aide économique....**38, 51, 83, 136, 155, 258, 545**
AIEA....**6, 343**
AIEI....**6, 189, 533**
Air India....**180, 196**
Aishwarya....**331**
Akali Dal....**267**
Aksai chin....**360**
Aksai Chin. **47, 161, 188, 339, 357, 360, 364, 366, 372, 374, 379, 382, 386, 390, 398, 401, 403, 460, 481, 535, 539**
Aksaï Chin....**13**
Alexander Haig....**243**
Ali Bhutto....**43, 108, 341, 417, 419**
Aliaba....**212**
All India Coordination Committee of Communist Revolutionaries....**6, 32**
All India Manufacturers' Association....**309**
All India Youth Federation....**238**
All-China Women's Federation....**321**
All-India Manufacturers Organization, l'Engineering Export Promotion Council....**190**
All-India Women's Conference....**320**
Amco Batteries....**307**
Américain.....**4, 17, 20, 30, 32, 37, 39, 43, 45, 55, 105, 108, 123, 127, 129, 131, 144, 161, 169, 198, 211, 227, 229, 243, 259, 273, 300, 302, 341, 352, 354, 409**
Amin....**210, 245, 250**

Amritsar....**267, 289, 357**
Andaman....**49, 134**
Andhra Pradesh....**172, 308**
Andrei Grechko....**135**
Anil Bornia....**321**
Antibiotiques....**192**
Antimoine....**189, 191, 312**
Anwar el Saddat....**54**
ANZUS....**6, 243**
Arif Baig....**189**
Armée chinoise....**13, 55, 93, 118, 232, 364, 398, 400**
Armée d'indépendance kachin....**95**
Armée de résistance du peuple tibétain....**6, 221**
Armée populaire de libération....**6, 19, 26, 77, 95, 117, 167, 223, 329**
Armée soviétique....**17, 339**
Arunachal Pradesh....**13, 47, 99, 350, 362, 366, 371, 375, 378, 387, 391, 394, 397, 402**
ASEAN....**6, 207, 224, 236, 239, 242, 271**
Asie du Sud....**4, 12, 17, 20, 22, 29, 36, 37, 48, 56, 61, 105, 114, 129, 135, 140, 142, 144, 148, 150, 156, 174, 184, 199, 203, 206, 215, 230, 232, 235, 239, 242, 255, 265, 269, 274, 278, 304, 327, 331, 337, 346, 355, 385, 387, 405, 408**
Asie du Sud-Est....**17, 20, 37, 114, 142, 230, 232, 235, 239, 242, 270, 274, 278, 409**
Asoka Mehta....**35, 155**
Assam....**8, 98, 100, 149, 188, 208, 225, 267, 362, 364, 399**
Assemblée générale des Nations unies....**64, 383**
ASSOCHAM....**6, 190**
Association d'amitié indo-chinoise....**180, 183, 197, 293, 325**
Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers. **6, 167, 169, 180, 281, 289, 293, 296, 368**
Association of Indian Engineering Industry....**6, 189**
Atal....**155, 176, 209, 293, 399, 402**
Autoroute de Karakoram....**209, 212, 248, 339, 366, 396**
Autoroute Pokhara-Surkhet....**202**
Ayub Khan....**105**
Azad Cachemire....**171**
Azad Pattan....**212**
Aziz Ahmed....**68**
B. N. Pande....**280**
B. R. Bhagat....**385, 406**
Babrak Karmal....**201, 246, 256, 260, 269**
Badashkhan....**248**
Bagh....**212**
Baie du Bengale....**38, 129**
Balance commerciale....**193, 306, 312**
Baloutches....**246**
Bandaranaike....**137**
Bande des quatre....**17, 24, 151, 172**
Bandigapalpur....**212**
Bangabarta....**67**
Bangladais....**7, 59, 65, 67, 69, 73, 81, 200, 329**
Bangladesh....**14, 17, 22, 28, 31, 37, 39, 46, 53, 56, 80, 97, 101, 107, 110, 124, 135, 144, 158, 198,**

203, 227, 311, 327, 336, 348, 355, 385, 387, 408, 410
Bangladesh Communist Party (Marxist-Leninist)....**200**
Bangladesh Sammobadi Dal....**200**
Barkat Ahmed....**108**
Barrage de Farakka....**70, 80, 158, 199, 328**
Barrage de Parthiv....**202**
Barrage de Salal....**209**
Basavapunnaiah....**294**
Bassins de méthane....**316**
Basu....**35, 167, 180, 293, 297**
Bengale....**10, 32, 38, 129, 172, 297, 352**
Bengale occidental....**32, 172, 297, 352**
Bhagavad Gita....**324**
Bhakti B. Mandal....**183**
Bharat Heavy Electricals Ltd....**312**
Bhashani....**60, 62, 67, 200**
Bhavan....**325**
Bhindranwalem....**267**
Bhopal....**291**
Bhoutan....**11, 14, 53, 73, 75, 80, 82, 92, 182, 205, 220, 222, 329, 348, 367, 374, 376, 380, 387, 408**
Bhupesh Gupta....**230**
Bhutia Lepchas....**89**
Bhutto....**43, 59, 61, 68, 108, 112, 142, 147, 341**
Bihar....**80, 395**
Birendra....**78, 82, 92, 124, 194, 204, 330, 347**
Birendranagar....**80, 202**
Birmanie....**10, 60, 72, 75, 93, 101, 104, 114, 205, 354, 356, 362, 367, 376, 381, 390, 399**
Bista....**78, 203**
BITS....**6, 196**
Blé....**36, 316**
Bodhchandra....**98**
Bokaro....**155, 158**
Bombay....**129, 147, 191, 314**
Border Roads Organization....**87**
Bouddhisme....**12, 83, 115, 123, 219, 222, 353**
Bouddhisme tibétain....**83, 115, 123**
Bouddhistes....**10, 118, 136, 323, 351**
Brejnev....**48, 245, 256, 260, 269, 276**
Brest-Litovsk....**41**
Bretton Woods....**185**
Britannique....**10, 12, 28, 30, 80, 87, 92, 116, 126, 134, 357, 360**
Burang....**323**
Bureau politique....**24, 27, 32, 265, 331**
Butwal....**79**
C. Aranganayagam....**321**
C. R. Mitra....**196**
C. V. Ranganathan....**405**
Cacahouètes....**50**
Cachemire....**10, 57, 66, 104, 141, 166, 171, 209, 211, 215, 240, 260, 338, 343, 357, 360, 366, 382, 395**

Calcutta....**52, 57, 73, 108, 120, 148, 310, 312, 322, 379, 398**
Calico....**307**
Cambodge **114, 175, 201, 207, 227, 230, 232, 234, 238, 243, 259, 263, 270, 278, 285, 288, 297, 303, 305, 331, 405, 409**
Canal d'irrigation de Chatara....**80**
Canton....**69, 189**
CDAG....**6, 108**
CEE....**198**
Central Organizing Committee....**6, 172**
Centrale de Devighat....**204**
Céréales....**48, 70, 80**
Chaîne de Kuenlun....**359**
Chakrata....**118**
Chamb....**66**
Chambre de commerce et d'industrie indo-chinoise....**308**
Chamdo....**116**
Chandigarh....**319**
Chandrajit Yadav....**241, 257**
Chang Wen Chin....**107**
Changqing....**115**
Charan Singh....**155, 162**
Charbon....**197, 309, 312**
Charu Mazumdar....**102**
Chaudières à haute-pression....**312**
Chavan....**80, 162, 164, 166, 245**
Chen Boda....**26**
Chen Chuange....**299**
Chen Yun....**264**
Chen Zhaoyuan....**129, 164, 170, 174, 184, 210, 236, 373**
Cheng Chiqian....**190**
Chengzu....**115**
Chessboard....**401**
Chi Peng Fei....**43, 110**
Chiao Kuan-Hua....**151, 560**
Chide Zugdan....**114**
Chikar Uhas....**212**
Chikri....**212**
Chin Independence Army....**101**
China Association for Standardization....**6, 316**
China Coal Society....**197**
China National Electronics Import and Export Corporation....**319**
China National Metals and Minerals Import and Export Corporation....**6, 190**
Chins....**101**
Chitral....**248, 262**
Chittagong....**72, 135, 201, 327, 329, 385**
Chogyal....**87, 89, 92**
Chrome....**126, 192, 307, 312**
Chu Tunan....**281**
CIA....**66, 104, 118, 156, 267**
Ciment....**191, 311, 316**

Cingalais....**136**
Cinq principes de la coexistence pacifique.…**12, 30, 84, 94, 146, 163, 166, 169, 171, 174, 209, 272, 280, 284, 330, 348, 381**
Cinquième Conférence du sommet des non-alignés....**225**
Civil Aviation Authority of China....**6, 196**
Classe Xia....**354**
CNMMIEC....**6, 190**
Code en 13 articles....**117**
Code en 16 articles....**117**
Colombo....**136, 225**
Colonialisme....**12, 147, 175, 225, 272, 302**
Colorants....**312**
Comilla....**327**
Comité central....**6, 24, 26, 151, 153, 168, 231, 238, 264, 266, 287, 294, 297, 299, 301, 352**
Comité chinois pour la promotion du commerce international....**6, 190, 192, 308, 310, 313**
Commerce..... **6, 18, 29, 32, 37, 51, 58, 69, 76, 78, 93, 134, 136, 144, 173, 175, 181, 185, 189, 192, 197, 200, 219, 229, 269, 306, 331, 341, 348, 350, 352, 368, 373, 381, 384, 391, 396, 410**
Commerce indo-soviétique....**51**
Commerce sino-indien....**189, 192, 198, 307, 314**
Commission centrale de Contrôle des Disciplines....**6, 264, 266**
Commission centrale des Conseillers....**6, 264, 266**
Commonwealth....**12, 32**
Communiqué de Shanghai....**40, 109**
Communisme....**32, 219, 222**
Communist League of India....**6, 172**
Conférence de Bandung....**105**
Conférence de Simla....**362, 368**
Conférence des non-alignés....**128, 300**
Conférence islamique d'Islamabad....**201**
Confucius....**27**
Congrès....**6, 24, 26, 29, 34, 41, 46, 49, 68, 72, 79, 127, 131, 133, 140, 151, 155, 160, 166, 169, 180, 183, 195, 197, 211, 219, 222, 226, 233, 235, 242, 251, 255, 257, 262, 264, 272, 277, 281, 293, 303, 321, 325, 336, 341, 349, 380, 395, 402, 406, 408**
Congrès de la jeunesse tibétaine....**222, 349**
Congrès mondial de l'exploitation minière....**197**
Congrès national....**6, 24, 68, 151, 166, 169, 183, 195, 219, 273, 293, 303, 321, 325, 380, 406**
Congrès national du peuple....**151, 166, 169, 183, 195, 219, 293, 321, 325**
Congressiste....**29, 267, 272, 333, 406**
Conseil de Chine pour la promotion du commerce international **192, 308**
Conseil de sécurité....**6, 62, 105, 108, 139, 145**
Containment....**41, 105**
Contre-plaqué....**313**
Convention de Tenali....**32**
Corée du Nord....**32, 273, 403**
Corridor de Siliguri....**86, 98**
Corridor de Wakhan....**248**
Coton....**79, 192, 307, 310**
Crise pétrolière....**131**
Croix rouge indienne....**165**
Cuba....**32, 232, 256, 304**

Cuir fini....**307, 312**
Cyrus Vance....**169**
D. R. Mankekar....**188**
D. Venkateswara Rao....**172**
D.K. Borooah....**167**
D.M.K....**29, 33, 139, 162**
D.V. Urs....**196**
Dacca....**57, 62, 104, 201, 212, 347**
Dairen....**192**
Dalaï-lama....**18, 115, 120, 216, 349, 364, 389, 409**
Dali....**93**
Danial Latifi....**294**
Dao Yutai....**287**
Daoud....**245, 258**
Dara-Haipeer....**212**
Daruvuri Veeraiah....**308**
David Binder....**211**
Dawa Tsering....**206**
Dazhu....**331**
Décolonisation....**6, 108**
Dehra Dun....**118**
Deng Xiaoping.**13, 17, 26, 28, 151, 154, 176, 178, 181, 204, 208, 215, 224, 231, 235, 263, 264, 268, 272, 286, 296, 301, 366, 378, 383, 386, 392, 401, 410**
Denpai Bhot Rangwan Legu....**220**
Desai (Morarji)….**29, 35, 156, 161, 169, 173, 189, 203, 211, 221, 227, 233, 235, 245, 255, 262, 354, 365**
Dharam Pal Singh....**391**
Dharamsala....**122, 125, 352**
Dhola....**364**
Diamants....**126, 314**
Diego Garcia....**30, 33, 38, 43, 50, 55, 127, 131, 226, 251, 259, 274, 356**
Dinesh Singh....**239, 517**
Ding Gu....**373**
Diphu....**381**
Diplomatie du criquet....**338**
District de Jomsom....**349**
Doctrine de Guam....**37, 43**
Dong Biwu....**85**
Dong Yougan....**193**
Dr. Kotnis....**147, 167**
Dr. Nemisadhan Bose....**325**
Dravida Munnetra Kazhagam....**6, 33**
Droit à l'auto-détermination....**110, 215**
Dumgala....**212**
Duryodhana....**322**
E. R. Krishnan....**140**
ECAFE....**6, 68, 147**
École Gelugpa....**115**
Économie....**15, 26, 36, 49, 58, 69, 80, 108, 118, 195, 218, 256, 265, 273, 285, 288, 310, 315, 330, 348, 401**

Eduardo Faleiro....**226, 257, 396**
Égypte....**54, 94, 232**
El Salvador....**116**
Électriques....**109, 309, 312**
Énergies rurales....**316**
Enfants-incarnations....**115**
Engrais....**190, 195**
Enterprise....**38**
Éolienne....**316**
Épices....**312**
Era Seziyan....**280**
Erdeni Chuji Geltsen....**217**
Eric Gonsalves....**174, 181, 184, 373, 376**
Ershad....**328**
Espionnage....**52, 161, 237**
État d'urgence....**35, 53, 156**
États himalayens....**11, 18, 73, 75, 91, 118, 607**
États-Unis. .**12, 15, 17, 23, 26, 29, 33, 37, 45, 48, 54, 66, 76, 105, 117, 127, 133, 138, 150, 159, 173, 184, 198, 202, 209, 222, 226, 230, 232, 235, 239, 243, 246, 251, 254, 260, 263, 269, 273, 278, 302, 305, 336, 345, 352, 356, 365, 408, 410**
Europe....**42, 45, 228, 232, 387**
Everest....**11**
Exiled History Society....**222**
Exilés tibétains....**118, 120, 124, 221, 349, 353**
Expansionnisme....**29, 37, 53, 59, 92, 112, 200, 362**
Expansionniste....**33, 78, 84, 121, 149, 157, 270**
F-16....**258, 345**
F-6....**341**
F-9....**142, 228**
Fa Xian....**10**
Fakhruddin Ali Ahmed....**166**
Famine....**7, 67, 70, 100, 148**
Fang Yi....**319**
Farakka....**70, 80, 158, 199, 328**
Farine....**219, 311**
Fédération des chambres de commerce et d'industrie....**192**
Federation of Film Societies of India....**6, 197**
Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry....**6, 190, 192, 310, 313**
Federation of Indian Export Organizations....**6, 307, 309**
Federation of Tamil Nadu Handloom Pure Silk Cloth Manufacturers' Association....**314**
Feng Xiaohong....**291**
Fer en gueuse....**190**
Fibres synthétiques....**307, 314**
Fleuve Irrawaddy....**93, 101**
Flotte de guerre indienne....**30**
Foire commerciale internationale indienne de New Delhi....**192**
Foire de Canton....**189**
Food and Agriculture Organization....**6, 194**
Forward Bloc....**251**
France....**40, 142, 274, 276, 343, 355**

Frontière...**10, 37, 41, 47, 55, 75, 79, 83, 87, 95, 97, 99, 106, 116, 124, 137, 182, 186, 199, 205, 224, 228, 240, 248, 256, 262, 267, 270, 288, 331, 337, 345, 357, 375, 381, 385, 389, 393, 403, 405, 409**
Frontière sino-bhoutanaise....**83, 208**
Frontière sino-indienne....**11, 47, 106, 124, 186, 262, 358, 363, 396**
Fu Chuanrong....**404**
Fu Hao....**64, 375, 379**
G. G. Swell....**381**
G. K. Devarajalu....**314**
G. N. Rao....**373**
G. Parthasarathy....**164**
G. Viswanathan....**33**
G.K. Brau....**321**
Gandhi…**4, 9, 17, 29, 34, 42, 47, 51, 53, 57, 61, 85, 90, 100, 108, 131, 137, 141, 143, 152, 155, 166, 180, 183, 188, 192, 194, 206, 222, 240, 243, 245, 250, 254, 263, 266, 274, 281, 299, 302, 305, 310, 316, 320, 327, 332, 335, 339, 345, 351, 355, 367, 369, 372, 377, 379, 383, 389, 392, 399, 404, 406**
Gange....**70, 73, 199, 329, 348**
Gao Zhangxing....**322**
Gardes rouges....**27, 95, 118**
Gari....**212**
Général Arora....**57**
Général O. P. Malhotra....**212**
Geng Biao....**211, 215, 273**
George Fernandes....**190**
Gilgit....**107, 248, 256, 261, 340, 344**
Ginger group....**159, 171**
Giri....**22, 30, 81, 131, 155**
Glacier de Siachen....**337**
Golmo....**400**
Gong Dafei....**380, 382**
Gopalgunj....**67**
Gora....**212**
Gorbatchev....**278, 391, 396**
Gouvernement fédéral Naga....**100**
Grande-Bretagne....**28**
Gromyko....**156, 159, 246, 254, 270**
Guangzhou....**174, 192, 196, 296**
Guerre de 1962....**15, 32, 87, 101, 138, 189, 191, 282, 364, 367**
Guerre de Corée....**13, 117, 138**
Guerre de libération nationale....**59, 289**
Guerre froide....**4, 14, 18, 22**
Guerre indo-pakistanaise....**4, 13, 17, 34, 46, 82, 85, 104, 107, 111, 147, 196, 259, 274, 345**
Guerre sino-indienne....**13, 30, 54, 75, 83, 101, 105, 118, 136, 138, 232, 361, 572**
Gunubadike Swaran Reddy....**315**
Guo Qinglan....**293**
Guomindang....**97, 116**
Gurkhas....**202, 204**
Gyalo Thondup....**216**
H. N. Mukerjee....**31**
H.S. Surjeet....**294**
Hafizullah Amin....**245**

Haipeer....212
Haira....212
Hak Katha....67
Han....9, 86, 117, 174, 182, 191, 350, 373
Han Nianlong....174, 182, 191, 373
Hangzhou....179
Hanoï....41, 205, 230, 240
Hansraj Rehbar....325
Hari Gel....212
Haricots....312
Hazara....212
He Liliang....184
He Qizong....387
Hebei....294
Hégémonisme....200, 225, 269, 272, 302
Heng Samrin....183, 235, 239
Herbes médicinales....312
Hexafluorure d'uranium....342
Hill District Council....100
Himalaya....10, 13, 55, 75, 82, 86, 101, 202, 227, 332, 398
Hindou....34
Hoang Minh Giam....230
Hong Kong....105, 192, 204, 395
Hu....153, 218, 264, 272, 294, 387
Hu Qili....266, 295
Hu Yaobang....153, 218, 264, 272, 294, 387
Hua 3, 18, 20, 38, 63, 82, 151, 158, 163, 166, 168, 171, 174, 180, 200, 205, 217, 224, 231, 242, 248, 250, 256, 261, 263, 270, 272, 280, 290, 325, 366, 369, 373, 409
Hua Guofeng....82, 151, 158, 166, 168, 178, 180, 200, 217, 224, 231, 256, 272
Huang Hua....18, 20, 38, 63, 163, 171, 174, 182, 185, 205, 242, 248, 250, 256, 261, 263, 270, 280, 290, 325, 366, 369, 373, 409
Huang Zinchung....324
Huile....312, 352
Hunan....151, 153
Hyderabad....92, 167, 194, 376
I. G. Patel....189
ICFA....7, 325
ICRISAT....7, 194
ICSSR....7, 318
IDSA....7, 346, 379
IIC....7, 307
Il-28....228
Îles Paracels....230
Impérialisme....12, 27, 29, 32, 127, 175, 186, 225, 238, 272, 302, 304
Indépendantistes....18, 99, 224
India-China Society....7, 280
Indian Agricultural Research Executive Council....316
Indian Council for Children’s welfare....321
Indian Council for Cultural Relations....322
Indian Council of World Affairs....325

Indian Standard Institution....316
Indian Women's Society....281
Indian Youth Congress....281
Indira Gandhi.**17, 29, 34, 38, 43, 48, 53, 57, 80, 85, 90, 100, 108, 131, 137, 139, 141, 143, 147, 152, 155, 161, 162, 164, 166, 180, 183, 188, 194, 206, 222, 240, 243, 245, 250, 254, 256, 260, 263, 266, 269, 274, 281, 289, 300, 303, 305, 316, 328, 334, 335, 345, 351, 367, 369, 372, 377, 379, 392, 408**
Indochine....**32, 230, 235, 239**
Indonésie....**94, 101, 224, 270**
Indrajit Gupta....**66**
Industrie....**51, 107, 149, 189, 192, 194, 268, 283, 307, 312, 314, 317, 319, 324**
Infrastructure....**79, 241**
INSA....**7, 319**
Institut de Politique étrangère du peuple chinois....**170**
Institut indien du commerce extérieur....**198**
Institute of Higher Tibetan Studies....**120**
International Crop Research Institute for Semi-Arid Tropics....**7, 194**
Intouchables....**150**
Irak....**43**
Iran....**33, 42, 132, 142, 228, 232, 235, 238, 245, 252, 274, 278, 311, 336**
IRBM....**7, 228**
ISI....**7, 101, 316**
Islamabad....**17, 201, 261, 340, 366, 402**
J. K. Puri....**398**
J. S. Ramamurthy....**314**
J. S. Teja....**384**
Jagat Mehta....**174, 210**
Jaguars....**276**
Jammu....**66, 109, 111, 141, 171, 212, 215, 260, 340, 400**
Jammu-Kashmir Revolution Confederation....**113**
Jamyang Norbu....**218**
Jan Sangh....**29, 33, 67, 364**
Janata.....**6, 17, 20, 133, 155, 159, 168, 180, 202, 209, 211, 220, 226, 229, 234, 241, 251, 253, 257, 259, 262, 274, 280, 351, 369, 402, 408**
Japon....**37, 41, 159, 191, 197, 232, 263, 265, 277, 375**
Jatti....**169, 221**
Jayaprakash Narayanan....**34**
Ji Pengfei....**170, 280, 295, 378**
Ji Xianlin....**324**
Ji Zongquan....**175**
Jia Shi....**313**
Jiang Ping....**352**
Jiang Qing....**24, 28**
Jigme Dorji Wangchuk....**85**
Jigme Singye Wangchuk....**85, 330**
Jimmy Carter....**228, 244**
Jin Cheng....**114, 315**
Jogendra Makwana....**224**
John Avedon....**124, 352, 354**
Joint-ventures....**193, 307, 309, 316, 331**
JSD....**70, 200**

Jute....61, 69, 126, 198, 307, 310
JVP....136
Jyoti Basu....180, 297
Jyotirmoy Basu....35
K. B. Shahi....205
K. K. Tewary....258
K. P. P. Nambiar....319
K. P. S. Menon....322, 383, 390, 405
K. R. Narayanan....164, 173, 195, 394
K. S. Bajpai....184, 369, 373, 379
K. Subrahmanyam....346
K.M. Kaiser....61
Kaboul....201, 228, 254, 258, 261
Kachativu....134, 137
Kachin....7, 95, 97, 101, 102, 104, 223
Kachin Independence Army....7, 97, 101
Kahuta....212, 342, 345
Kailash....196, 369, 375
Kailash Mansarovar....323, 369, 375
Kalakshetra....323
Kalidasa....322, 324
Kalimpong....352
Kamal Haider....200
Kamalapati Tripathi....167
Kameng....387
Kang Sheng....24, 26
Kangbis....323
Karachi....261
Karakoram....10, 159, 171, 209, 212, 215, 248, 339, 360, 366, 372, 396
Karma....323
Karnali....203
Kashgar....107, 228
Kashmir Muslim Conference....113
Kathakali....322
Kathmandou....77, 79, 203, 205
Keng Keqing....320
Khalistan....267
Khampas....76, 117
Khieu Samphan....243
Khmers rouges....242, 243, 278
Khomeiny....247
Khrouchtchev....37, 181
Kissinger....20, 38, 42, 134
Kitty Hawk....132
Kodari....77
Kolkata....325
Kooh-I-Noor....291
Kossyguine....208, 229, 236, 245
Kotnis....147, 167, 169, 293, 371, 379
Krishna Menon Society....406

Kubilai Khan....**115**
Kurt Waldheim....**243**
Lac Manasarovar....**196**
Laccadives....**134**
Ladakh....**212, 360, 382, 403**
Lahore....**66**
Laine....**219, 311**
Lal Bahadur Shastri....**13, 106**
Lal Harabpa....**322**
Lanchow....**142**
Laos....**101, 114, 232, 236, 239, 243**
Laque....**189, 191, 312**
Le Duan....**238**
Leh....**213, 400**
Lénine....**41**
Léniniste....**27**
Lhassa....**116, 331, 349, 351, 362, 379, 401**
Li Chi-tao....**196**
Li Desheng....**26**
Li Dongye....**318**
Li Jichen....**194**
Li Lianjing....**325**
Li Lianqing....**293, 312**
Li Peng....**266, 283, 287**
Li Xiannian....**151, 200, 212, 215, 264, 290, 330, 356**
Lienyukang....**192**
Ligne de contrôle....**63, 66, 111, 181, 212, 364, 386, 394, 398, 401, 403**
Ligne Durand....**246**
Ligne McMahon....**188, 362, 364, 366, 368, 371, 375, 386, 393, 397, 404, 410**
Ligue Awami....**57, 59, 68, 200**
Lin Biao....**25, 37, 102, 151, 172**
Lin Guitang....**317**
Lin Hsing-fu....**166**
Liu Deyou....**325**
Liu Qing....**190**
Liu Shaoqi....**26**
Liu Shuqing....**301, 330, 386, 390, 395, 403, 406**
Liu Xiaqing....**384**
Liu Xingfu....**221**
Liu Zihou....**167**
Lok Sabha....**21, 28, 31, 47, 49, 65, 92, 130, 133, 156, 160, 164, 179, 183, 189, 210, 220, 226, 233, 235, 238, 240, 245, 251, 257, 262, 267, 272, 274, 280, 299, 308, 336, 340, 344, 350, 369, 380, 385, 389, 391, 395, 400, 402, 408**
Lop Nor....**142, 341**
Losang Jinpa....**222**
Lu Cui....**281**
Lu Xuejian....**309, 313**
Lu Xun....**325**
Lusaka....**128**
Lushai Hills....**98**

Luxingshe....196
M-48....258
M. G. K. Menon....319
M. K. Rasgotra....341
M. M. Khanna....188
M. Namgyal....222
M. Rasgotra....277
M. Yashpal....122
Ma Hong....321
Ma Qingxiong....323
Ma Yi....316
Ma Yuzhen....403
Madhavrao Scindia....34, 252
Madhu Limaye....159
Madhubani....395
Madras....129, 190, 318
Mahabharata....9, 322
Mahakali....203
Mahatma Gandhi....9, 281, 289
Mahendra....77, 124
Maïs....316
Makhan Lal Fotedar....318
Malacca....135, 355
Malaisie....101, 224, 270, 338
Maldives....348
Manganèse....312
Manipur....98, 223
Manipur Constitution Act....98
Manipuri....102, 322
Manorama Bhalla....373
Mansarovar....262, 369
Mao....9, 17, 24, 26, 32, 37, 40, 42, 44, 49, 67, 77, 117, 123, 126, 134, 140, 151, 165, 168, 172, 264, 266, 268, 272
Maoïsme....102, 123, 153
Mapam Tohu....323
Marathes....10
Marketing....198, 317
Matam Yumoo....184
Matières premières....13, 51, 191, 354
Maulana Bhashani....60, 62, 67, 200
MCPU....7, 100
Meghalaya....98, 149
Meng Jinging....324
Mercure....189, 191, 307, 312
Métal en gueuse....192
MI-4....263
MiG....51, 106, 200, 228, 327
Minerai de fer....190, 311
Minerals and Metals Trading Corporation....7, 189, 311
Mines de fer de Bellary....190

Ming....**10, 76, 93, 115, 126**
Mirage....**274**
Mishra....**16, 208**
Missiles nucléaires....**41, 142, 261, 349, 354**
Mizo....**7, 32, 98**
Mizo Common People's Union....**100**
Mizo Cultural Society....**100**
Mizo Hills Autonomous District....**98**
Mizo National Army....**101**
Mizo National Famine Front....**7, 100**
Mizo National Front....**7, 100, 101, 102, 104**
Mizoram....**99, 101**
Mizos....**97, 100, 223**
MNA....**7, 101, 181**
MNDT....**7, 218**
Mohan Dharia....**189**
Mongolie....**9, 68, 222, 270, 278, 352, 382**
Mongolie intérieure....**9, 222, 352**
Moni Guha....**172**
Mont Gandise....**184**
Moscou….**4, 31, 37, 41, 45, 48, 50, 135, 142, 148, 155, 164, 200, 205, 229, 232, 236, 239, 245, 257, 260, 262, 269, 271, 277, 305, 350, 389, 391, 397, 408**
Moudjahidines....**246, 248**
Mouvement des non-alignés....**7, 12, 136, 181, 210, 242, 256, 271, 290, 302, 304, 305**
Mouvement national démocratique du Tibet....**7, 218**
Mouvements communistes....**18, 101, 104**
Mouvements révolutionnaires....**18, 94, 98, 102**
Moyen-Orient....**38, 142, 229**
MRBM....**7, 228**
Mrichhakatikam....**322**
Muivah....**223**
Mujibur Rahman....**57, 60, 64, 67, 69, 108, 135, 199, 408**
Mustang....**118, 124, 331**
Muzzafarabad....**212**
MV Hongshan....**191**
MV Yichang....**191**
Mysore....**196**
N. D. Tiwari....**403**
N. K. Vissanji....**314**
Naga....**7, 100, 223**
Naga National Council....**7, 100, 102**
Nagaland....**7, 98, 100, 102, 104, 390**
Nagas....**97, 223, 390, 399**
Nagchu....**349**
Nagchuka....**354**
Namboodiripad....**294, 299, 401**
Nanjing....**116**
Narasimha Rao....**180, 182, 206, 240, 257, 282, 343, 350, 354, 369, 374, 378, 381**
Narayanan....**34, 164, 170, 173, 195, 394**
Nathu La....**400**

National Mineral Development Corporation of India....**191**
Nationalist Socialist Council of Nagaland....**7, 390, 399**
Nations unies....**6, 64, 105, 111, 116, 128, 145, 147, 175, 220, 243, 251, 282, 305, 340, 383**
Natu La Pass....**87**
Natwar Singh....**282, 332, 382, 396, 405**
Navires lance-missiles de classe Huangfen....**341**
Naxalbari....**32**
Naxalite....**32, 100, 101, 103**
Ne Win....**60, 95, 97, 102, 356**
NEFA....**7, 13, 75, 99, 362**
Nehru....**1, 4, 9, 12, 17, 75, 83, 94, 98, 138, 164, 277, 281, 283, 285, 292, 324, 361, 364, 407**
Néo-colonialiste....**50**
Néoconfucianisme....**10**
Népal. .**11, 14, 20, 32, 53, 73, 75, 86, 92, 104, 118, 124, 191, 202, 222, 277, 311, 327, 330, 347, 367, 382, 408, 410**
New Delhi..**1, 3, 12, 18, 20, 48, 71, 79, 83, 85, 87, 100, 125, 144, 147, 164, 180, 183, 187, 192, 195, 226, 229, 235, 237, 240, 242, 245, 250, 255, 267, 270, 276, 281, 293, 300, 303, 307, 313, 318, 321, 324, 328, 332, 335, 375, 378, 380, 384, 389, 391, 396, 401, 405, 410**
New India Assurance Company....**7, 197**
NFA....**7, 100**
NFG....**7, 100**
Ngapoi Ngawang-Jigme....**116**
Ngari....**115, 219**
Nguyen Quang Toa....**243**
Niazi....**57**
Nicobar....**49, 134**
Nie Rongzhen....**168**
Nihal Singh....**366**
Nilgiri....**317**
Niversité de Beijing....**324**
Nixon....**38, 129, 134, 554**
Non-alignés....**12, 18, 82, 128, 136, 181, 207, 210, 225, 242, 256, 259, 270, 290, 300, 302, 305, 335, 351**
Noor Mohammed Taraqi....**245, 246**
Nord-Est indien....**18, 28, 32, 67, 72, 75, 86, 97, 101, 124, 125, 172, 223, 260, 295**
Northeastern Areas Act....**99**
Nouvel ordre économique international....**185, 304, 383**
Nucléaire....**34, 41, 45, 53, 56, 138, 159, 175, 263, 270, 274, 278, 301, 341, 355, 383, 385, 409**
Nyemo....**118**
Océan Indien**30, 40, 43, 48, 58, 93, 126, 132, 140, 144, 147, 157, 170, 204, 206, 225, 261, 274, 278, 303, 328, 330, 354**
Omem Moyong Deori....**394**
ONU....**27, 30, 38, 58, 61, 68, 85, 91, 106, 108, 128, 144, 146, 169, 243, 255, 271, 278, 329, 346**
Opéra de Pékin....**177, 322**
Opération Blue Star....**267**
Opération Gibraltar....**106**
Opération Searchlight....**57**
OTASE....**105**
P. N. Bhagwati....**321**
P. N. Srivastava....**324**

P. Upendra....406
P.A. Sangma....311
P.K. Deo....133
Pacifique....12, 30, 38, 41, 84, 94, 116, 141, 146, 163, 169, 171, 174, 204, 209, 228, 268, 272, 274, 278, 280, 284, 290, 330, 335, 346, 348, 410
Package deal....367, 371, 377, 381, 386, 393, 396, 410
Packaging....317
Pacte de sécurité collective asiatique....30, 48, 159
Pagan....93
Pakistan 4, 9, 14, 17, 22, 29, 37, 42, 46, 53, 59, 63, 71, 82, 90, 98, 100, 104, 119, 129, 135, 137, 140, 147, 158, 166, 171, 200, 202, 209, 212, 215, 227, 229, 232, 245, 251, 267, 271, 273, 276, 288, 300, 311, 327, 333, 355, 366, 382, 385, 387, 392, 395, 398, 400, 408
Panchen-erdini....115
Panchen-lama....115, 216, 350
Panchsheel....12, 30, 168
Paraffine....192
Parlement....28, 35, 66, 75, 90, 99, 111, 117, 122, 127, 131, 170, 179, 220, 222, 266, 361, 364, 374, 385, 395, 397, 406
Parti communiste birman....7, 94
Parti communiste tibétain....7, 222
Parti du Congrès....29, 34, 49, 131, 140, 155, 180, 211, 222, 251, 255, 262, 266, 277, 281, 402, 408
Pashtoune....246, 248
Passe de Khunjerab....107, 339, 366
Passe de Mintaka....107, 339
PCB....7, 94, 97, 101, 201
PCC...7, 17, 21, 24, 26, 41, 97, 151, 168, 231, 265, 272, 287, 294, 299, 301, 317, 320, 349, 351, 406
PCI....7, 29, 35, 49, 101, 133, 139, 155, 169, 172, 238, 252, 262, 294, 297, 299, 401, 549
PCI (M)....7, 31, 32, 101, 133, 140, 169, 172, 238, 252, 294, 297, 299, 402
PCV....7, 238
Pèlerins....10, 184, 196, 322, 372
Peng Chong....183
Peng Song....322
Peng Zhen....331
Peng Zhulin....283
Penjab....267
People’s Insurance Company of China....7, 197
People’s Party of free Kashmir....113
Perles....312
Pesticides....310
Phagspha....115
Pham Van Dong....235, 240
PHDCCI....7, 313
Philippines....37, 224
Phizo....100, 102
Pierre Mendès France....40
Pilani....196
Piloo Mody....35, 49, 155
Ping pong diplomacy....38
Planification familiale....319
Plassey....10

Pokhara....**53, 80, 202, 331, 349**
Pokharan....**141, 342**
Pol Pot....**207, 224, 230, 239, 243**
Politburo....**25, 411**
Politique de l'avant....**364**
Pompidou....**42, 45**
Poonch....**212**
Port Blair....**135**
Pravinchandra V. Gandhi....**192**
Prem Chand....**324**
Prem Kumar....**313**
Presse chinoise....**19, 28, 50, 59, 80, 91, 110, 112, 134, 141, 148, 153, 155, 161, 165, 195, 237, 239, 242, 255, 260, 276, 282, 289, 322, 348**
Prison de Qin Cheng....**216**
Prisonniers....**58, 62, 65, 68, 109**
Problème frontalier..**4, 16, 18, 144, 177, 181, 184, 186, 191, 205, 207, 279, 285, 288, 299, 329, 357, 362, 365, 369, 373, 375, 378, 383, 389, 391, 403, 407, 409**
Produits chimiques....**307, 310, 312**
Produits pétroliers....**312**
Produits pharmaceutiques....**312**
Projets hydrauliques des rivières Seti et Gandak....**202**
Province de Chitral....**248**
Pu Laldenga....**100, 102, 104**
Punj Sons....**307**
Qamdo....**115**
Qi Yuanqian....**283**
Qian Jinchang....**404**
Qian Qichen....**283**
Qianhu....**115**
Qianlong....**93**
Qiao Guanhua....**64, 82**
Qiao Shi....**266, 295, 297, 299, 331**
Qing....**9, 13, 24, 28, 93, 115, 190**
Quatre modernisations....**182, 194, 219, 232, 265, 410**
R. P. Mistra....**196**
R.S. Kalha....**405**
R.S. Sparrow....**252**
Racisme....**225**
Raj Narain....**35**
Rajeswara Rao....**299**
Rajiv Gandhi..**4, 17, 186, 266, 276, 281, 291, 299, 302, 305, 310, 327, 332, 339, 345, 355, 383, 389, 399, 404, 406, 409, 411**
Rajya Sabha....**28, 109, 147, 180, 189, 209, 212, 223, 280, 374, 384, 394**
Ram....**16, 172, 221, 297**
Ram Dass Menon....**297**
Ram Nath....**172**
Ram Piara Saraf....**172**
Ramaswamy R. Iyer....**318**
Ramayana....**324**
Ramchandra Dattatraya Sathe....**173**

Rangoon....**60, 95, 97, 165**
Ranjit Sethi....**373**
Rao Birendra Singh....**194**
Rao Hongyuan....**307**
Rapid Deployment Force....**7, 274**
Rapprochement sino-américain....**17, 20, 37, 39, 43**
Rapti....**203**
Ras Lila....**322**
Ravi Shankar....**323**
Rawalakot....**212**
RDA....**32**
Reagan....**244, 258, 274, 297, 302**
Reddy....**162, 197, 206, 248, 260, 315**
Régime de Kaboul....**201, 254, 258, 261**
Ren Jianxin....**321**
Réservoir d'eau de Pokhara....**202**
Révolte de 1959....**117, 219**
Révolution culturelle...**17, 23, 27, 37, 83, 94, 102, 107, 118, 121, 136, 151, 153, 216, 219, 223, 228, 264, 351, 384, 410**
Révolutionnaires....**18, 94, 97, 102, 272**
Rivière Koshi....**80**
Rivière Salween....**95**
Riz....**67, 69, 136, 219, 229, 308, 311, 316**
Roorkee....**315**
Rounds de négociations....**18, 357, 409**
Royaume-Uni....**44, 127, 129, 133, 136, 142, 276, 343**
Rudok....**400**
S. N. Singh....**172**
S. P. Godrej....**325**
S. Varadrajan....**319**
Saab MF-17....**341**
SAARC....**8, 327, 329, 347, 405**
Saifuddin Choudhury....**402**
Samar Mukherjee....**252**
Sanjai Gandhi....**155, 320**
Sarnath....**120**
Sarojini Varadappan....**320**
Sathe....**161, 173, 177, 211, 223, 253**
Sayabadi Dal....**201**
Schlesinger....**131**
Seconde guerre mondiale....**9, 12, 100**, **293**
Shah....**43, 228, 238, 253**
Shah Nawaz....**253**
Shahid Amin....**210**
Shahidula....**359**
Shakuntala....**322**
Shanghai....**40, 107, 109, 174, 192, 196, 204, 379**
Shen Jian....**182, 186, 255**
Shen Zhaoyuan....**186**
Sher Singh....**212**

Shijiazhuang....**167, 294**
Shillong....**100**
Shipping Corporation of India....**192**
Shiv Shankar....**389, 391, 394**
Shri Vallabh Glass....**307**
Sichuan....**82, 93**
Sigrauli....**309**
Sihanouk....**32, 230, 235, 239, 243, 270, 304**
Sikh....**103, 267, 289, 337, 385, 399**
Sikkim....**11, 14, 33, 53, 70, 73, 75, 79, 83, 85, 112, 182, 205, 208, 374, 380, 383, 408**
Sikorsky....**398**
Siliguri....**86, 98, 400**
SIMCO International....**307**
Simla....**29, 50, 61, 65, 109, 111, 116, 258, 261, 335, 340, 362, 368, 372, 397, 404**
Singapour....**224, 270**
Sionisme....**225**
Sir H. A. F. Rumbold....**361**
Sir Olaf Caroe....**361, 371, 375**
SITA....**196**
Skardu....**262, 340, 344**
Soie....**9, 93, 191, 212, 307, 312, 314**
Sokolov....**276**
Son Sann....**243**
Song Jian....**346**
Songtsan Gambo....**114**
Sonia....**186, 283**
Soviétique **4, 15, 17, 20, 27, 34, 36, 43, 47, 51, 59, 67, 69, 75, 76, 107, 108, 110, 118, 120, 127, 129, 133, 139, 143, 145, 148, 149, 155, 161, 164, 199, 204, 206, 212, 222, 225, 227, 232, 235, 239, 244, 247, 250, 254, 258, 263, 268, 275, 278, 302, 339, 355, 396, 398, 401, 407, 409**
Sparrow....**252, 262**
Sri Lanka....**12, 62, 126, 135, 226, 311, 336, 347, 355**
Standing Committee of the All China Women's Federation....**281**
State Trading Corporation....**8, 189, 309**
STC....**8, 189**
Stérilisation....**320**
Strategic Defense Initiative....**8, 302**
Subramaniam Swamy....**170, 204, 255, 260, 280, 323, 369, 375, 378, 380, 408**
Sucre....**307, 309, 312**
Suget....**359**
Sumdorong Chu....**4, 299, 332, 346, 385, 387, 393, 398, 405, 407, 409**
Sun Yat-Sen....**93, 115, 289**
Sunder Lal....**169**
Surendra Pal Singh....**134**
Suresh Mehta....**309**
Swami Vivekananda....**324**
Swaran Singh....**47, 49, 65, 97, 109, 122, 127, 130, 133, 144, 147**
Swatantra Party....**49, 67, 140**
Syed Mir Qasim....**230**
T-59....**106, 108, 327**
Tabac....**191, 307, 310, 312**

Tagore....**324**
Taïwan....**30, 37, 41, 105, 128, 138, 145, 192, 269, 273, 350**
Taizong....**114**
Tamil Nadu....**33, 314, 321**
Tamouls....**103, 348, 355**
Tang....**10, 114**
Tanzanie....**133, 136, 202**
Tapis....**198**
Taraqi....**245, 248**
Tariq Anwar....**350**
Task Force 74....**38**
TASS....**156, 242, 375**
Tawang....**364, 375, 387, 398**
Temple d'Or....**267**
Tenzin Gyatso....**116**
Terrorisme....**267, 332, 337**
Textile....**198, 307, 311, 312, 314**
Thaïlande....**37, 114, 224, 243**
Thé....**198, 307, 310, 312, 317**
The Associated Chambers of Commerce and Industry of India....**6, 190**
Théorie des trois mondes....**172, 232, 272**
Tian An Men....**17, 151, 175, 266, 283**
Tibet.....**7, 9, 11, 13, 55, 60, 75, 79, 82, 86, 92, 98, 114, 145, 159, 173, 182, 184, 196, 206, 216, 277, 285, 311, 323, 331, 339, 349, 357, 361, 364, 366, 368, 372, 374, 376, 379, 382, 389, 391, 397, 401, 404, 410**
Tibétains....**75, 76, 83, 101, 114, 145, 207, 216, 218, 285, 349, 351, 362, 380, 389, 397**
Tibetan People's Spokesman Society....**222**
Tibetan Youth Congress....**382**
Tibetan Youth League....**8, 376**
Tibetans of Three Provinces Society....**222**
Tibéto-birmans....**136**
Tiers-Monde....**18, 185, 188, 232, 272, 291, 302, 310, 348**
Tiges de fer....**191**
Tikka Khan....**66, 108**
Tirup....**213**
Titane....**307**
Tito....**169, 256**
Tiwari....**403, 406**
Traité d'amitié indo-soviétique....**15, 76, 139**
Traité de sécurité asiatique....**52**
Traité de Simla....**61, 116, 258, 362, 397**
Traité indo-bhoutanais....**84**
Traité indo-soviétique....**17, 45, 145, 157, 396, 410**
Tremblement de terre de Tangshan....**165**
Tribal National Volunteers....**8, 385**
Tribus rebelles du Nord-Est....**56**
Tribus rebelles maoïstes....**23**
Tripura....**98, 385**
Tritium....**343**
Tsinghua....**196, 285**

Tsongdu....**85**
Tu Guowei....**313, 405**
Tu-16....**108, 228, 263**
Tu-2....**228**
Tu-4....**263**
Tubes d'acier....**191**
Tubo....**114**
Tufail Ahmed....**67**
Tungstène....**307**
Turquie....**42**
Turtok....**66**
Tuyaux d'acier....**191**
U Nu....**98**
Union of Mizo Freedom....**8, 100**
Union soviétique....**15, 17, 34, 36, 37, 39, 44, 47, 49, 51, 53, 55, 59, 67, 75, 108, 110, 120, 131, 134, 149, 155, 161, 164, 199, 222, 228, 244, 250, 269, 275, 278, 302, 355, 401, 409**
Unité 22....**118**
United Liberation Front of Assam....**8, 399**
United People's Party....**200**
Unity Centre of Communist Revolutionaries of India....**8, 172**
Université de Beijing....**324**
Université Jawaharlal Nehru....**1, 324**
URSS. **4, 12, 15, 18, 23, 27, 31, 37, 40, 44, 53, 57, 60, 63, 66, 94, 104, 106, 110, 127, 132, 138, 143, 150, 155, 165, 172, 175, 179, 184, 200, 207, 222, 224, 236, 245, 248, 251, 253, 262, 269, 273, 276, 278, 305, 310, 333, 336, 355, 375, 382, 384, 390, 396, 404, 408, 410**
Urumqi....**400**
Usha Vohra....**373**
USS Constellation....**134**
Ussuri....**37**
V. N. Gadgil....**323**
V. P. Singh....**268, 308**
V.V. Chandrachud....**321**
Vajpayee....**4, 155, 158, 168, 173, 183, 203, 209, 211, 221, 228, 231, 233, 237, 259, 263, 365, 399, 402, 410**
Vallée de Chumbi....**86, 188, 208, 352, 374, 400**
Vallée de Debang....**399**
Vasant Sathe....**161, 211, 223**
Ve Congrès national du peuple....**169**
Velikkakath Sankaran Sachitanadan....**297**
Ven Nyima Sangpo....**122**
Venkateswaran....**380, 382, 384, 390**
Véto....**61, 68**
VIe Congrès national populaire....**273, 303, 380**
Vietnam **12, 18, 23, 32, 37, 55, 107, 114, 138, 140, 159, 175, 179, 184, 224, 227, 251, 255, 270, 306, 382, 393, 402, 408**
VIIe Conférence des non-alignés....**300**
Vijyawada....**294**
Vinod Sharma....**281**
Vishakhapatnam....**135**
Visva Bharati University....**325**

Vizag....49
Wakhan....248, 252, 262, 340
Walong....400
Wan Haifeng....167
Wan Li....194, 280, 352, 390
Wang Bingnan....152, 167, 169, 175, 274, 289, 293, 368
Wang Hongwen....24
Wang Jun-Sheng....121
Wang Runsheng....175
Wang Xuang....197
Wang Yaoting....310
Wang Zhixi....314
Wangdu....124
Wanhu....115
Washington....132, 274, 341, 344, 402, 409
Wen Zheng....338
Wencheng....114
Wenkata Rahman....276
Wenkata Swaran....293
Wenzhou....315
Western Tibet Freedom Society....222
Wu Jingsheng....315
Wu Xueqian....269, 283, 290, 304, 340, 380, 383, 390, 395
Wuhan....312
Xe Congrès....26, 41
Xia Bangqian....305
Xie Li....170
Xie Wenqing....195
Xigaze....311
XIIe Congrès....264, 272, 349
XIIIe Congrès....265, 406
Xinjiang....9, 60, 107, 142, 210, 222, 228, 339, 357, 364, 366
Xue Jianhua....351
Yahya Khan....37, 57
Yang Changkun....288
Yang Dezhi....387
Yao Wenyuan....24
Yao Yilin....266, 282, 290
Yao Zhongming....175, 295
Yaqub Khan....346
Yatug....182
Ye Jianying....26, 152, 168, 264, 293
Yeshpal....324
Yong Gyalpa....399
Yougoslavie....207
Young Tigers Society....222
Younghusband....360
Yu Mengjia....304
Yuan....86, 93, 115, 126
Yunnan....93, 101, 104, 223

Zail Singh....**290**
Zainul Basher....**402**
Zedong....**9, 17, 24, 32, 37, 40, 42, 44, 117, 126, 151, 165, 172, 264, 266, 268**
Zhang Chunqiao....**24, 151**
Zhang Haifeng....**170**
Zhang Pachu....**294**
Zhang Xiangshan....**295**
Zhang Yang Kuan....**108**
Zhao Cipu....**179**
Zhao Ziyang....**154, 184, 188, 201, 224, 263, 273, 281, 287, 289, 299, 303, 315, 330, 372, 378, 380, 383**
Zhejiang....**315**
Zheng He....**126**
Zheng Hongyue....**308**
Zheng Tianxiang....**321**
Zhou Enlai…**9, 17, 24, 40, 44, 59, 67, 78, 85, 103, 105, 123, 137, 144, 151, 164, 175, 268, 283, 292, 321, 357, 364, 367, 404**
Zhou Gang....**404**
Zhou Gucheng....**283, 321**
Zhou Peiyuan....**283**
Zhou Yu....**321**
Zhu De....**151**
Zhu Liang....**299**
Zhu Rong....**194**
Zhu Xun....**318**
Zia-ul Haq....**209, 211, 215, 248, 253, 254, 256, 335, 338, 343, 345, 347**
Zia-ur Rahman....**71, 199, 328, 348**
Ziauddin....**200**
Zinc....**189, 191, 307**
Zone de paix....**82, 128, 134, 170, 203, 206, 225, 278, 330, 354**
Zone Kalapani-Tinker....**205**
Zones économiques spéciales....**265**

Table des matières

Introduction....9

Première partie: la guerre froide sino-indienne (1972-1976)....22
I. Le contexte des relations sino-indiennes de 1972 à 1976....23
I.1 Le contexte intérieur dans les deux pays....23
I.1.1 La politique intérieure chinoise de 1972 à 1976....23
I.1.1.1 L'organisation politique de la Chine....24
I.1.1.2 Le paysage politique en 1972....24
I.1.1.3 Le Xe Congrès du parti en 1973 et l'équilibre des forces sous Zhou Enlai....26
I.1.1.4 L'influence sur les relations sino-indiennes....28
I.1.2 La politique intérieure indienne de 1972 à 1976....28
I.1.2.1 Le système politique indien....28
I.1.2.2 Les principaux partis politiques et leurs opinions....28
I.1.2.2.1 Le parti du Congrès....29
I.1.2.2.2 Le Parti communiste indien....31
I.1.2.2.3 Le Parti communiste indien (marxiste)....32
I.1.2.2.4 Le D.M.K....33
I.1.2.2.5 Le Jan Sangh....34
I.1.2.3 La vie politique indienne de 1972 à 1976....34
I.2 La guerre de 1971 et ses suites: la Chine et l'Inde dans deux camps opposés....37
I.2.1 La nouvelle relation sino-américaine....37
I.2.1.1 Les origines du rapprochement....37
I.2.1.2 Les discussions sino-américaines lors de la guerre de 1971....38
I.2.1.3 Les suites de la guerre de 1971, les relations sino-américaines (1972-1976)....40
I.2.2 L'alliance indo-soviétique....44
I.2.2.1 Origines et raisons du rapprochement indo-soviétique....44
I.2.2.2 Le traité indo-soviétique....45
I.2.2.3 Le problème des cartes soviétiques....47
I.2.2.4 Les relations indo-soviétiques 1972-1976....47
I.2.2.5 Les manœuvres chinoises contre l'amitié indo-soviétique....50
I.3 Le rapport de force....55
I.3.1 Le rapport de force au sens large....55
I.3.2 Le rapport de force sino-indien....55
II. La confrontation sino-indienne....57
II.1 La lutte d'influence au Bangladesh....57
II.1.1 L'Inde en position de force....57
II.1.2 La propagande chinoise et l'assassinat de Mujibur Rahman....69
II.2 La rivalité dans les États himalayens....75
II.2.1 La rivalité au Népal....76
II.2.1.1 Rappel historique....76
II.2.1.2 Les difficultés indiennes au Népal....78
II.2.2 La rivalité au Bhoutan....82
II.2.2.1 Rappel historique....82
II.2.2.2 La situation de 1972 à 1976....85
II.2.3 L'intégration du Sikkim par l'Inde....86
II.3 Birmanie et nord-est indien....93
II.3.1 L'importance de la Birmanie dans les relations sino-indiennes....93

II.3.2 Le problème des tribus du nord-est indien....98
II.3.2.1 Rappel historique....98
II.3.2.2 Le nord-est indien 1972-1976....102
II.4 L'alliance sino-pakistanaise et le Cachemire....104
II.4.1 Rappel historique....104
II.4.2 Les suites de la guerre de 1971....107
II.5 Le Tibet....114
II.5.1 Rappel historique....114
II.5.1.1 Avant 1949....114
II.5.1.2 La République populaire de Chine et le Tibet....116
II.5.2 La situation 1972-1976....120
II.6 L'océan Indien....126
II.6.1 Le vide laissé par les Britanniques et les stratégies chinoises et indiennes....126
II.6.2 La question sri lankaise....135
II.7 L'explosion nucléaire indienne de 1974, le lancement du premier satellite indien et leur impact sur les relations sino-indiennes....138
II.7.1 La Chine, l'Inde et la question nucléaire, 1947-1971....138
II.7.2 Le débat autour de l'armement nucléaire de l'Inde....139
II.7.3 L'explosion nucléaire indienne et la réaction chinoise....141
II.8 L'Inde souhaite améliorer ses relations avec la Chine pour consolider sa position....144
II.9 La propagande anti-indienne dans la presse chinoise....148

Deuxième partie: l'Inde face aux contradictions de sa politique extérieure (1976-1981)....151
I. Les changements intérieurs dans les deux pays....151
I.1 Le retour de Deng Xiaoping....151
I.2 La défaite d'Indira Gandhi et l'aspiration au retour au non-alignement de la part du gouvernement *Janata*....155
II. La reprise des échanges diplomatiques, économiques et culturels....164
II.1 Un rapprochement qui précède l'arrivée au pouvoir du *Janata*....164
II.2 Les progrès diplomatiques sous le gouvernement Janata (avril 1977-février 1979)....168
II.3 La visite de Vajpayee en Chine, 12-19 février 1979....174
II.4 Les avancées sino-indiennes après la visite de Vajpayee, 1979-1981....180
II.5 La reprise des échanges culturels et commerciaux....189
II.5.1 La reprise du commerce sino-indien....189
II.5.2 La reprise des échanges sino-indiens....194
II.5.2.1 La coopération dans le domaine agricole....194
II.5.2.2 La reprise des échanges dans le domaine médical....195
II.5.2.3 La reprise des échanges dans le domaine du journalisme....195
II.5.2.4 La reprise des échanges dans le domaine de l'éducation....196
II.5.2.5 La reprise des échanges dans le domaine du tourisme et de la spiritualité....196
II.5.2.6 La reprise des échanges dans le domaine des transports....196
II.5.2.7 La reprise des échanges dans le domaine industriel....197
II.5.2.8 La reprise des échanges dans le domaine des assurances....197
II.5.2.9 La reprise des échanges culturels....197
II.5.3 La compétition commerciale sino-indienne....197
III. La détente en Asie du Sud....199

III.1 La stabilisation au Bangladesh.....199
III.2 L'apaisement des tensions dans l'Himalaya.....202
III.2.1 Le Népal.....202
III.2.2 Le Bhoutan et le Sikkim.....206
III.3 La Chine, l'Inde et le Pakistan ….....209
III.3.1 L'amélioration des relations indo-pakistanaises est saluée par la Chine.....209
III.3.2 Le problème de l'autoroute de Karakoram.....210
III.3.3 L'évolution de la position chinoise sur le Cachemire.....215
III.4 La Chine, l'Inde et le Tibet.....216
III.4.1 Le litige entre le dalaï-lama et la Chine.....216
III.4.2 La position de l'Inde.....220
III.4.3 L'URSS s'en mêle.....222
III.5 La fin de l'aide chinoise aux rebelles maoïstes?.....223
III.6 L'océan Indien.....225
IV. Deux nouveaux problèmes: le Vietnam et l'Afghanistan.....227
IV.1 La situation géostratégique globale 1976-1981.....227
IV.2 La lutte sino-vietnamienne pour l'Indochine et la position indienne.....230
IV.2.1 Les origines du problème.....230
IV.2.2 L'attaque chinoise et ses causes possibles.....231
IV.2.3 L'indignation de l'Inde.....233
IV.2.4 Les contacts entre dirigeants indiens et soviétiques.....236
IV.2.5 Les réactions des partis communistes indiens.....238
IV.2.6 Les suites de l'affaire cambodgienne.....239
IV.3 Décembre 1979: le problème afghan.....245
IV.3.1 Les origines du problème.....245
IV.3.2 Les premières réactions chinoises et indiennes.....247
IV.3.3 Le Parti du Congrès penche en faveur de l'URSS.....251
IV.3.4 Les contacts indo-pakistanais.....253
IV.3.5 La politique de la Chine et de l'Inde devant l'enlisement soviétique.....255

Troisième Partie : l'impossible normalisation (1981-1988).....264
I. Le contexte des relations sino-indiennes (1982-1988).....264
I.1 La politique intérieure chinoise: la confirmation des réformes.....264
I.2 La politique intérieure de l'Inde: d'Indira à Rajiv Gandhi.....266
I.3 La fin progressive du rapport de blocs en Asie.....268
I.3.1 La politique étrangère chinoise et le rapprochement sino-soviétique.....268
I.3.2 La politique étrangère de l'Inde et le rapprochement indo-américain.....274
II. Des efforts et quelques réalisations.....280
II.1 Dans le domaine politique.....280
II.1.1 Visites au sommet, visites de délégations: raviver l'amitié sino-indienne.....280
II.1.1.1 Les visites d'amitié indiennes.....280
II.1.1.2 Les visites d'amitié chinoises.....281
II.1.1.3 La visite de Rajiv Gandhi à Beijing.....281
II.1.2 Des gestes d'amitié.....289
II.1.2.1 L'hommage chinois au Mahatma Gandhi.....289
II.1.2.2 La mort d'Indira Gandhi et les hommages chinois.....289
II.1.2.3 La Chine soutient l'Inde sur le retour du Kooh-I-Noor et l'accident de Bhopal.....291
II.1.2.4 La célébration du trente cinquième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques.....292
II.1.2.5 Les hommages chinois à la mission médicale indienne.....293

II.1.3 Les contacts entre le PCC et les partis communistes indiens.....294
II.1.4 Action commune pour le désarmement, contre le projet américain de «guerre des étoiles».....300
II.1.5 Retrouvailles au sein du Tiers-Monde et du Mouvement des non-alignés.....302
II.1.5.1 La nouvelle approche chinoise vis-à-vis du Tiers-Monde.....302
II.1.5.2 La Chine salue le septième sommet des non-alignés de New Delhi.....303
II.2 Dans le domaine économique.....306
II.2.1 Développer les échanges commerciaux.....307
II.2.2 Coopération économique.....314
II.2.3 Coopération scientifique et technique.....318
II.2.4 Coopération dans le domaine social: planification familiale, justice, administration et éducation.....319
II.3 Les échanges culturels, artistiques et l'ouverture par la Chine de sites sacrés aux pèlerins indiens.....322
III. Les relations en Asie du Sud: avancées et reculs.....327
III.1 Le Bangladesh.....327
III.2 Le Bhoutan.....329
III.3 Le Népal.....330
III.4 Le Pakistan.....333
III.4.1 La Chine tente de réconcilier l'Inde et le Pakistan.....333
III.4.2 La Chine continue de renforcer l'axe sino-pakistanais.....339
III.4.3 La Chine est soupçonnée d'aider le Pakistan à se doter de l'arme nucléaire.....341
III.5 La création de la SAARC.....347
III.6 Les efforts chinois au Tibet.....349
III.7 La rivalité sino-indienne dans l'océan Indien et en Birmanie.....354
IV. Le problème frontalier.....357
IV.1 Les origines du contentieux.....357
IV.1.1 Les origines du contentieux dans le secteur ouest.....357
IV.1.2 Les origines du problème dans le secteur est.....362
IV.1.3 La guerre de 1962.....364
IV.2 L'échec des négociations frontalières, 1981-1988.....365
IV.2.1 Les contacts et les points de vue chinois et indien sur la frontière 1977-1981.....365
IV.2.2 Le premier round des négociations frontalières.....371
IV.2.3 Le second round.....375
IV.2.4 Le troisième round.....379
IV.2.5 Le quatrième round.....380
IV.2.6 Le cinquième round.....382
IV.2.7 Le sixième round.....383
IV.2.8 Le septième round et la crise de la vallée de Sumdorong Chu.....385
IV.2.8.1 Les prémices de la crise.....385
IV.2.8.2 Le début de la crise et le septième round.....387
IV.2.8.3 La dangereuse escalade de la crise mène les deux pays au bord de la guerre.....397
IV.2.9 Le huitième round.....404

Conclusion générale.....408

État des sources.....412

Bibliographie.....454

Annexes.....461

Documents 1ère partie
- Document 1: texte du traité indo-soviétique du 9 août 1971.....461
- Document 2: President V. V. Giri's address to the joint session of both Houses of Indian Parliament, 13 mars 1972.....465
- Document 3: International situation, *Lok Sabha Debates*, 8 décembre 1972 (extraits).....466
- Document 4: texte de l'accord de Simla, 2 juillet 1972.....468
- Document 5: Treaty of Friendship, Cooperation and Peace between the People's Republic of Bangladesh and Republic of India.....471
- Document 6: Joint Declaration of the Prime Ministers of India and Bangladesh on 19th March 1972, at Dacca.....475
- Document 7: Déclaration du ministre des affaires étrangères Shri Yeshwantrao Chavan à la *Lok Sabha* concernant la situation au Sikkim, 11 avril 1975.....480
- Document 8: 'The reason of big fish eating small fish', *Renmin Ribao*, 9 mai 1975.....483
- Document 9: Communiqué sino-pakistanais, *Renmin Ribao*, 3 février 1972.....485

Documents 2ème partie
- Document 10: 'Indian general election and Soviet setback in South Asia', 8 avril 1977.....487
- Document 11: 'We are brothers', *Renmin Ribao*, 11 avril 1978.....489
- Document 12: Vice-President B. D. Jatti's speech at the luncheon given in honour of Wang Bingnan, President of the Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries, 13 mars 1978 (extrait).....492
- Document 13: Chinese Foreign Minister Huang Hua's interview with PTI correspondent, 11 février 1979 (extraits).....493
- Document 14: Statement by Foreign Minister Huang Hua at the banquet given in honour of Vajpayee, 13 février 1979.....496
- Document 15: Vajpayee's speech at the banquet, 13 février 1979.....498
- Document 16: A. B. Vajpayee's speech at the return banquet given by him in honour of Huang Hua in Peking, 15 février 1979.....504
- Document 17, Huang Hua's speech at the banquet, 15 février 1979.....505
- Document 18: Xinhua correspondent Zhao Cipu's commentary on Foreign Minister Vajpayee's visit to China, 19 février 1979.....506
- Document 19: Foreign Minister's Vajpayee's statement in Parliament on his visit to China, 21 février 1979.....508
- Document 20: Vajpayee's interview with Kewal Varma, correspondent of Sunday(Calcutta), 18 mars 1979.....514
- Document 21: Commentary by Xinhua Correspondent Zhou Cipu on Sino-Indian relations, 24 juin 1980.....518
- Document 22: Annual Report of the Ministry of External Affairs for the year 1979-80, juin 1980.....519
- Document 23: Foreign Minister A. B. Vajpayee's statement in Lok Sabha on reported construction of Karakoram Highway, 21 juillet 1978.....521
- Document 24: Chinese armed incursions into Bhutan, *The Times of India*, 6 septembre 1979.....523
- Document 25: Foreign Minister Vajpayee's statement in Rajya Sabha on reported attack by China on Vietnam, 20 février 1979.....524
- Document 26: Statement by Indian representative Jaipal in the UN Security Council on Sino-Vietnamese conflict, 24 février 1979.....526

- Document 27: DG Ministry of the External Affairs, *Lok Sabha Debates*, 7-8 juillet 1980.....529
- Document 28: Discussion re. Chinese invasion of Vietnam and the consequent threat to freedom of nations in Asia, *Lok Sabha Debates*, 21 février 1979.....530
- Document 29: Another Xinhua commentary on Soviet Foreign Minister Gromyko's visit to India, 16 février 1980.....532
- Document 30: Statement re External Affairs Minister's official visit to USSR, 17 juin 1980.....533

Documents 3ème partie

- Document 31: Position and achievement of Indian agriculture, *Renmin Ribao*, 29 mai 1985.....535
- Document 32: Denunciation from Tibet of India's 'violation' of Chinese border, 6 janvier 1987.....537
- Document 33: Sino-Indian Boundary: full text of an introduction to the Sino-Indian border issue issued by the Chinese News Service on 8th May.....539
- Document 34: Chinese news agency on Indian intrusion, 25 août 1986.....542
- Document 35: Text of Chinese statement on Arunachal Pradesh, The Indian Express, 13 décembre 1986.....545
- Document 36, The Truth about the Eastern Sector of the China-India Boundary, Jing Hui.....546
- Document 37: 13th National Congress of CCP and Perspective of India-China relations, speech by the Chinese ambassador at the Krishna Menon Society on 31 January 1988.....559
- Document 38: Prime Minister Rajiv Gandhi's visit to China, address at Qinghua University.....564
- Document 39: conférence de presse du 21 décembre 1988, texte de Rajiv Gandhi, remarques initiales.....577
- Document 40: Communiqué conjoint final sino-indien lors de la visite de Rajiv Gandhi du 19 au 23 décembre 1988.....580
- Document 41: la Charte de la SAARC, 8 décembre 1985.....583

Index.....587

Table des matières.....610

Table des cartes, illustrations et tableaux.....616

Table des cartes, illustrations et tableaux

Cartes

Carte 1: les reliefs en Asie....11
Carte 2: les zones d'influence historiques de l'Inde et de la Chine....14
Carte 3: le Bangladesh....74
Carte 4: le Népal....81
Carte 5: le Bhoutan....84
Carte 6: le Sikkim....88
Carte 7: la Birmanie....96
Carte 8: l'Inde du nord-est....99
Carte 9: les communautés tibétaines en Inde....119
Carte 10: l'océan Indien....132
Carte 11: le Cachemire....213
Carte 12: l'autoroute de l'amitié sino-pakistanaise....214
Carte 13: les groupes ethniques composant le Pakistan....247
Carte 14: l'Afghanistan....249
Carte 15: la frontière sino-indienne....358
Carte 16: la partie ouest et centrale de la frontière sino-indienne....359
Carte 17: la partie est de la frontière sino-indienne....363
Carte 18: le secteur de Kailash Mansarovar....370
Carte 19: la vallée de Chumbi....374
Carte 20: le découpage administratif de l'Arunachal Pradesh....388
Carte 21: la zone de la vallée de Sumdorong Chu....388

Illustrations

1. Jiang Qing-Zhang Chunqiao-Yao Wenyuan-Wang Hongwen....24
2. Lin Biao-Zhou Enlai....24
3. Kang Sheng-Ye Jianying-Li Desheng-Deng Xiaoping....26
4. Indira Gandhi-le président Giri....30
5. Morarji Desai-Jayaprakash Narayan....34
6. La rencontre entre Henry Kissinger et Mao Zedong sous l'oeil de Zhou Enlai....44
7. Signature du traité de coopération indo-soviétique par Léonid Brejnev et Indira Gandhi en janvier 1973....48
8. Swaran Singh....49
9. Indira Gandhi et Mujibur Rahman lors du 4e round des discussions indo-bangladaises à Calcutta, le 7 février 1972....58
10. Le président pakistanais Yahya Khan....59
11. Maulana Bhashani....61
12. La rencontre entre Gandhi et Bhutto en vue du traité de Simla....62
13. La délégation chinoise à l'Assemblée générale de l'ONU, au premier rang, de gauche à droite, Qiao Guanhua, Huang Hua et Fu Hao, le 15 novembre 1971....64
14. Le barrage de Farakka....71
15. Zia-ur Rahman....72
16. Kirti Nidhi Bista-le roi Birendra....78
17. Le roi Jingme Singye Wangchuk....86
18. Le Chogyal....89

19. Ne Win....96
20. Charu Mazumdar....103
21. Le dalaï-lama....123
22. La base américaine de Diego Garcia....128
23. Indira Gandhi et Sirimavo Bandaranaike....137
24. Indira Gandhi examine le site de l'explosion nucléaire....141
25. Hua Guofeng....152
26. Deng Xiaoping et Hu Yaobang en septembre 1981....154
27. Zhao Ziyang en 1980....154
28. Fakhruddin Ali Ahmed-Y. B. Chavan-Chen Zhaoyuan....166
29. La rencontre entre Deng Xiaoping et Atal Behari Vajpayee le 14 février 1979....176
30. La rencontre entre Vajpayee et Hua Guofeng, 15 février 1979....178
31. Vajpayee quittant la Chine....179
32. Indira Gandhi et Huang Hua, 28 juin 1981....185
33. Huang Hua et Rajiv Gandhi, 28 juin 1981....186
34. La signature du protocole frontalier sino-népalais, le 20 novembre 1979....205
35. Jagat Mehta....210
36. Li Xiannian....215
37. Char chinois détruit par l'armée vietnamienne durant la guerre....231
38. Huang Hua et Agha Shahi lors d'une réception le 19 janvier 1980....250
39. Subramaniam Swamy....260
40. Rencontre entre Huang Hua et Andrei Gromyko le 16 novembre 1982....270
41. La rencontre entre Indira Gandhi et Ronald Reagan....275
42. Rajiv Gandhi entouré de Narasimha Rao et de Sonia à Beijing....283
43. Rencontre de Li Peng avec Rajiv Gandhi et sa femme Sonia....284
44. La rencontre entre Deng Xiaoping et Rajiv Gandhi....286
45. E.M.S. Namboodiripad....296
46. H. M. Ershad....328
47. Zia-ul Haq....335
48. La rencontre entre Zia-ul Haq et Rajiv Gandhi en février 1987 à Jaipur....339
49. P. V. Narasimha Rao....343

Tableaux

Tableau 1: Composition de la cinquième *Lok Sabha*....29
Tableau 2: Composition de la septième *Lok Sabha*....162
Tableau 3: Les échanges commerciaux sino-indiens de 1976 à 1981....193
Tableau 4: Les échanges commerciaux sino-indiens de 1982 à 1988....306

Les relations sino-indiennes de 1972 à 1988

En 1971, avec la guerre indo-pakistanaise et les rapprochements sino-américain et indosoviétique, tout oppose l'Inde et la Chine. Les deux pays s'affrontent donc en Asie du Sud. Avec les profonds bouleversements intérieurs que connaissent les deux pays et l'équilibre des forces retrouvé en Asie du Sud, les relations s'améliorent à partir de 1976. En 1979, suite à la visite de Vajpayee à Beijing, et le début des problèmes afghan et cambodgien, l'Inde est confrontée à un dilemme qui consiste à choisir entre conserver son amitié avec l'URSS ou se rapprocher de la Chine. Ne voulant pas faire ce choix, elle mène une politique ambiguë. Tout en conservant des relations d'amitié avec Moscou, l'Inde décide de poursuivre une véritable politique non-alignée, et, en 1981, elle entame des négociations avec la Chine pour régler le problème frontalier. Ces négociations échouent et mènent à la crise de la vallée de Sumdorong Chu. Après la fin de la crise, Rajiv Gandhi se décide à effectuer une visite à Beijing. C'est la première visite d'un Premier ministre indien depuis Nehru. Cette visite marque une nouvelle phase dans les relations entre les deux pays.

Mots-clés: Chine, Inde, relations sino-indiennes, problème frontalier, Guerre froide, Pakistan, Sumdorong Chu.

The Sino-Indian relations from 1972 to 1988

Following the Indo-Pakistani war in 1971, India and China are enemies, India being backed by Soviet Union and China being backed by the U.S.A. The two countries are fighting for influence in South Asia. With the profound changes occurring in both countries and a certain equilibrium in South Asia, the relations between the two countries improve gradually. In 1979, after Vajpayee's visit to Beijing, India is confronted to a dilemma: to choose between keeping the Soviet ally or to normalize its relations with China. India refuses to make that choice. In 1981, India decides to keep its friendship with the Soviet Union and to pursue a genuine non-aligned policy. The two countries begin the same year discussions to settle the border dispute. This is not a success and it leads to the Sumdorong Chu Valley crisis. After the crisis, Rajeev Gandhi decides to visit China. This is the first visit of an Indian Prime Minister in China since Nehru. This visit is a new step in the relationships between the two countries.

Keywords: China, India, sino-indian relations, border problem, Cold War, Pakistan, Sumdorong Chu valley.